



**HAL**  
open science

# Modernisation, marchés du travail et circulation en Inde : Une approche mixte et multi-scalaire des migrations de travail

Sébastien Michiels

► **To cite this version:**

Sébastien Michiels. Modernisation, marchés du travail et circulation en Inde : Une approche mixte et multi-scalaire des migrations de travail. Economies et finances. Université de Bordeaux, 2016. Français. NNT : 2016BORD0080 . tel-01704245

**HAL Id: tel-01704245**

**<https://theses.hal.science/tel-01704245v1>**

Submitted on 8 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRESENTÉE  
POUR OBTENIR LE GRADE DE

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX**

ÉCOLE DOCTORALE ENTREPRISE, ÉCONOME ET SOCIÉTÉ n°42  
SPÉCIALITÉ : SCIENCES ÉCONOMIQUES

Par Sébastien MICHIELS

**Modernisation, marchés du travail et  
circulation en Inde**  
**Une approche mixte et multi-scalaire des migrations de travail**

Sous la direction de :  
François COMBARNOUS et Isabelle GUÉRIN

Soutenue publiquement le 13 juin 2016

**Membres du jury :**

M. **BERNARD Tanguy**,  
Professeur des Universités, LAREFI, Université de Bordeaux, **Examineur**

M. **COMBARNOUS François**,  
Maître de Conférences HDR, GREThA, Université de Bordeaux, **Co-directeur de thèse**

Mme **GUÉRIN Isabelle**,  
Directrice de Recherche IRD, CESSMA, Université Paris 7, **Co-directrice de thèse**

Mme **HARRISS-WHITE Barbara**,  
Professeure Émerite, University of Oxford, **Rapporteure**

M. **ROUBAUD François**  
Directeur de Recherche IRD, DIAL, Université Paris Dauphine, **Rapporteur**



## **Titre : Modernisation, marchés du travail et circulation en Inde. Une approche mixte et multi-scalaire des migrations de travail**

### **Résumé :**

Le processus de libéralisation initié en Inde à partir des années 1980 s'est accompagné d'une multitude de changements économiques, politiques et sociaux qui ont participé à modifier l'organisation et la structure de l'emploi. Ces changements structurels ont par ailleurs redessiné les pratiques migratoires au gré des besoins de main-d'œuvre. L'objet de ces travaux de recherche est d'étudier comment la structuration des marchés du travail en Inde a participé à modifier les flux de migrations internes, mais également de s'intéresser à l'évolution de ces pratiques migratoires. Pour cela, nous proposons une approche multi-scalaire des liens entre marchés de l'emploi et mouvements migratoires, menée conjointement à des niveaux *micro* et *macro*. Ainsi, après avoir effectué une revue de littérature des théories migratoires, nous traitons dans une première partie les liens entre marché du travail et migration de travail au niveau macro-économique. Pour cela, nous avons identifié pour les différentes régions de l'Inde une typologie des marchés du travail à partir de laquelle les flux de migrations ont été spatialisés. Dans une seconde partie, le niveau *micro* a été privilégié et les résultats présentés s'appuient sur un travail de terrain mené entre 2010 et 2014 dans le Sud de l'Inde (Tamil Nadu). Il s'agit, à partir d'une approche mixte combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, d'étudier la circulation du travail en milieu rural tamoul. Cette démarche nous a permis d'identifier une variété de formes de migrations de travail aux logiques singulières ; nous parlons alors de diversification de pratiques migratoires.

**Mots-clés :** Migration, Circulation du travail, Marché du travail, Inde du Sud, Tamil Nadu

---

## **Title: Modernisation, labour market and circulation in India. A multi-scalar and mixed approach of labour migration**

### **Abstract:**

The multiple economic, political and social changes that occurred in India since the liberalization process initiated in the 1980's altered the organization and the structure of labour. These structural changes reshaped migratory practices depending on workforce demand. This dissertation examines how the labour market structuration in India has contributed to changing internal migration flows and how migratory practices evolved. Therefore, to identify the links between labour markets and migration flows, this study combines *macro* and *micro* levels of analysis. The dissertation is organized as follows. The literature review synthesizes migration theories. Then, in the first part, we propose a macroeconomic analysis of the links between labour market and migration. Through a labour market typology elaborated for different regions of India, we spatialize migration flows. In the second part, with a microeconomic focus and a mixed approach that combines both qualitative results from our fieldwork conducted between 2010 and 2014 and quantitative results, we study the evolutions of labour migration in rural Tamil Nadu. We identify migration patterns and establish the existence of a diversity of migratory practices.

**Keywords:** Migration, Labour Circulation, Labour Market, Tamil Nadu

---





L'Université n'entend ni approuver, ni désapprouver les  
opinions particulières émises dans cette thèse.  
Ces opinions sont considérées comme propres à l'auteur.



*A ma mère,*



## Remerciements

Il m'a été dit un jour que les remerciements étaient la partie la plus dure de la rédaction de la thèse. Je perçois aujourd'hui pourquoi. Plus qu'une simple liste exhaustive (ou non) de remerciements, il s'agit plutôt de repenser à l'ensemble des personnes qui ont pu, de près ou de loin, jouer un rôle, tant sur le plan personnel que professionnel, durant ces six riches et longues années de labeur. Que ce soit le fait de compagnon.es de vie ou de simples rencontres éphémères, d'un suivi de thèse approfondi ou de brèves discussions de couloir, chacun.e a, je pense, participé à sa manière à orienter ce travail.

Je tiens donc en premier lieu à adresser mes sincères remerciements aux membres du jury Barbara Harriss-White, François Roubaud et Tanguy Bernard, qui ont accepté de lire et venir discuter ces travaux de recherche.

Je souhaite également remercier mes directeur.es de thèse, François Combarnous et Isabelle Guérin. François, pour ses encouragements, sa disponibilité, ses relectures appliquées et ses conseils éclairés, prodigués tout au long de cette thèse, du premier jour au dernier ; et Isabelle, premièrement pour avoir accepté en 2009 la demande de stage d'un étudiant de Master Pro, puis pour avoir accepté de prolonger la collaboration avec confiance et suivi. À tous les deux, merci pour votre soutien et la grande liberté que vous m'avez accordée pour la réalisation de ce travail.

J'ai également bénéficié, dans le cadre de cette thèse, d'une aide précieuse de la part de collègues et amis qui ont accepté de m'épauler. Pour cela, je remercie vivement Matthieu Clément, pour ses conseils avisés en économétrie, Claire Gondard-Delcroix pour les riches discussions et les encouragements à mobiliser une approche mixte, et Guillaume Pouyanne, pour m'avoir accompagné dans la réalisation du modèle gravitaire. Je tiens également à féliciter, plus que remercier, Alexandre Cébeillac pour ces remarquables graphiques circulaires qui ne sont, je l'espère, que le début d'une longue collaboration entre un socio-économiste et un géographe ; et Sébastien Dias, pour la réalisation de ces magnifiques cartes spatialisant les marchés du travail et les flux migratoires en Inde.

Par ailleurs, il est à souligner que ce travail de recherche s'est déroulé entre la France et l'Inde, et plus particulièrement entre Bordeaux et Pondichéry. Cette double vie a été pour moi une expérience fabuleuse et va donner lieu à des remerciements dissociés.

D'abord en France, cette thèse doit beaucoup aux nombreux collègues que j'ai pu côtoyer dans les différents bureaux qui m'ont accueilli : Kamel, Ilitch, Ahmadou, François M., Pierre, Nicolas, Erdem, et ceux que j'ai souvent croisés dans les couloirs ou en pause-café : Coralie, Ela, Jean-Philippe, Alexandre, François C., Suneha, Thibault, etc.

Une pensée particulière à ceux qui sont devenus des amis et qui malgré la distance m'ont toujours encouragé : Taylan & Serife (et le petit monstre), Azyadé et Mamane.

Enfin, un grand merci à Pauline et Tsiry qui ont supporté mes incessantes questions (et questionnements) lors des derniers mois de rédaction.

Je remercie également l'ensemble de l'équipe « Développement » du GREThA : Claire Gondard-Delcroix, Matthieu Clément, Olivier Baron, Eric Rougier, Eric Berr, André Meunié et bien sûr François Combarous, pour m'avoir introduit aux thématiques de développement de manière intéressante et pour m'avoir encouragé à poursuivre après le Master.

Je tiens par ailleurs à remercier sincèrement Marc-Alexandre Sénégas, directeur du GREThA, pour son soutien dans l'ensemble des projets que j'ai pu lui proposer, ainsi que Laurence Derache, remarquable bibliothécaire et Clémence Napias, pour sa disponibilité et son sourire.

Je souhaite ensuite témoigner ma gratitude à tous ceux qui m'accompagnent au quotidien, pour certains depuis plus de vingt ans !

Une pensée toute particulière aux Rebelz : Adrien et Gary, pour avoir su me faire oublier le temps des concerts et des répétitions les duretés de la thèse. Merci pour ces beaux moments de vie !

Aux amis de longue date : Sacco et Maria, Aude (à qui je dois également le premier contact avec l'IFP), Adrien et Sarah, Hugo et Marion, Mathieu et Clara, Léo, Thierno, Lola et Ben, et tant d'autres ; et une pensée spéciale aux docteur et bientôt docteur québécois Céline et Adrien. Aux plus récents, mais non moins importants : Line et Daniel, Seb et Claire, Max et Valé, Blair, JP, Nico, Vincent, etc. Et aux tauliers de la Tanière, Stef, Yo et Arnaud, vous faites du bon boulot les gars, ne changez rien !

Enfin, les amis du Master : Clément et sa petite famille, Flo, Choco, Micka, Aurel et tous les autres. Mille merci à vous tous pour avoir su me soutenir et me faire oublier le temps d'un café, d'une soirée ou de vacances les tracas du quotidien.

Côté indien, mes premières pensées vont à Quentin Renard et Damien Lécole, VIE à l'IFP, débarqués peu ou prou en même temps que moi en Inde et avec qui j'ai, entre 2009 et 2011, découvert Pondichéry et le Tamil Nadu, mais également la ville de Saint-Hubert dans ce beau pays qu'est la Wallonie.

Une pensée également aux amis indiens : Ajay, Moni, Abishek, Albert, Atla et les amis du cricket, qui ont facilité une intégration douce ou épicée, selon, aux différents mondes pondichériens.

Je tiens par ailleurs à remercier vivement G. Venkatasubramanian et Santosh Kumar, brillants assistants de recherche de l'IFP, qui ont eu la patience de répondre à mes nombreuses questions. De la découverte de l'Inde et de mes questionnements de recherche, à des problématiques plus poussées, vous avez été présents et je vous dois beaucoup ! Une pensée également pour Ramanujam, sympathique bibliothécaire de l'IFP et Sir Ramu, dont la gentillesse n'a d'égale que son efficacité et sa pédagogie, et qui me fut d'une précieuse aide lors de mes premiers mois de stage et de thèse.

Ce travail n'aurait pas été possible sans l'aide inestimable d'Antoni Raj, mon traducteur et ami, qui m'a merveilleusement bien introduit dans le monde rural tamoul et m'a surtout permis d'en comprendre, au moins pour partie, le fonctionnement.

Je remercie par ailleurs, Eric Denis et Audrey Richard-Ferroudji, directeur.rices du département Sciences Sociales de l'IFP, qui m'ont accueilli chaleureusement au sein de l'institut lors de mes différents séjours.

Je tiens également à saluer Marion Delpu et David Picherit pour avoir facilité mon installation lors de mon premier séjour en Inde ; mais aussi Roxane et Roxanne, Jérôme et Maxime, Antoine, Alexandra, Franz, Gaston, Ponnarasu, Thanuja et toutes les personnes croisées à l'institut avec qui j'ai pu partager un thé. Je remercie également Aurélie Varrel pour ses conseils avisés ; et Zoé Headley, Brigitte Sebastia, Audrey Richard-Ferroudji et Rémy Delage pour leur soutien et leurs encouragements durant la toute dernière semaine de rédaction.



Une pensée particulière à mes amies co-organisatrices des 18<sup>èmes</sup> ateliers Jeunes Chercheurs de l'AJEI, Floriane Bolazzi, Soraya Hamache et Nithya Joseph, qui ont dû composer avec ma fin de thèse pour l'organisation des ateliers. Mais à n'en pas douter, cela a été une belle édition ! J'en profite également pour remercier les collègues et amis rencontrés aux ateliers de 2014 à Delhi qui m'ont donné envie de m'investir dans l'association : Arnaud Kaba, Alexandre Cébeillac, Floriane Bolazzi, Fabien Provost, Adrien Bouzard, Nithya Joseph, Soraya Hamache, entre autres...

Une pensée également pour Jalil Nordman, dont la confiance et les suites proposées me permettent d'envisager l'après-thèse comme un nouveau challenge extrêmement enthousiasmant, notamment marqué par un nouveau séjour en Inde, plus long cette fois, et dont l'intérêt scientifique et professionnel me ravit déjà !

Je tiens également à exprimer ma gratitude aux personnes rencontrées dans les villages de Semakottai, Kuvagam, Natham, Manapakkam, Oraiyyure et Karumbur, qui ont accueilli, souvent très simplement, la présence d'un *Valla kaarer* et qui ont eu la patience et la gentillesse de répondre à ses nombreuses questions, qu'ils soient tous ici remerciés.

Une pensée affectueuse à ma famille pour leurs encouragements durant ces six années : mon père Alain, Emilie et Jérémie et le clan Michiels/Simonetti de manière générale. Une pensée particulière à ma mère à qui j'aurais été fier de présenter ce travail fini. Un dernier, et non des moindres, merci à Franck et Stef, qui m'ont accueilli, nourri, logé et dorloté en toute fin de rédaction, merci à vous pour ces quelques semaines espagnoles d'une grande efficacité et je vous souhaite plein de bonheur avec le petit bout qui arrive !

Enfin, à ma compagne de tous les jours, Cécile, pour son soutien inconditionnel, dans les joies et les épreuves. Merci d'être un véritable refuge, un soutien, une source de motivation et de courage ; et merci pour ta patience et ta précieuse aide, ces travaux de recherche te doivent beaucoup !

## Sommaire

Résumé .....	3
Remerciements .....	9
Sommaire .....	13

### **Introduction Générale..... 17**

<b>Chapitre Premier. Les théories économiques de la migration : apports, limites et cadrage conceptuel.....</b>	<b>35</b>
Introduction .....	35
Section 1. Les modèles fondateurs : l'approche micro-individuelle.....	38
Section 2. La Nouvelle Économie de la Migration de Travail (NEMT).....	53
Section 3. Les approches macro-structurelles .....	57
Section 4. L'approche institutionnaliste de la migration : le courant de la synthèse ? .....	68
Conclusion.....	89

### **Première Partie. Diversité des marchés de l'emploi et circulation du travail en Inde ..... 93**

#### **Introduction de la partie..... 93**

<b>Chapitre 2. Caractérisation multidimensionnelle de la diversité des marchés du travail en Inde .....</b>	<b>97</b>
Introduction .....	97
Section 1. Identification des marchés du travail : une Analyse en Composantes Principales (ACP) .....	100
Section 2. Typologie des marchés de l'emploi : une analyse en Classification Ascendante Hiérarchique (CAH).....	114
Conclusion.....	128

<b>Chapitre 3. Une analyse spatiale des flux de migration de travail en Inde.....</b>	<b>129</b>
Introduction .....	129
Section 1. La mobilité du travail en Inde .....	130
Section 2. Spatialisation de la circulation du travail en Inde .....	134
Section 3. Une étude des liaisons entre les marchés du travail .....	158
Conclusion.....	163

<b>Chapitre 4. Analyse des flux de migration de travail via un modèle gravitaire.....</b>	<b>165</b>
Introduction .....	165
Section 1. Mise en place d'un modèle gravitaire appliqué aux migrations.....	167
Section 2. Spécification du modèle .....	178
Section 3. Résultats et interprétations .....	184
Conclusion.....	191

#### **Conclusion de la première partie..... 192**

<b>Deuxième Partie. Diversité des pratiques migratoires, le cas d'une zone rurale du Tamil Nadu .....</b>	<b>197</b>
<b>Introduction de la partie.....</b>	<b>197</b>
<b>Chapitre 5. Présentation de la zone d'étude et éléments de cadrage.....</b>	<b>199</b>
Introduction .....	199
Section 1. Le monde rural tamoul en mouvement .....	199
Section 2. Présentation et justification d'une approche mixte : une combinaison d'approches quantitative et qualitative .....	250
Section 3. Présentation de la zone d'enquête : un panorama empirique .....	269
Conclusion.....	317
<b>Chapitre 6. Diversité des formes de migration .....</b>	<b>319</b>
Introduction .....	319
Section 1. Analyse des déterminants de la migration : une analyse probabiliste.....	322
Section 2. Diversité des pratiques migratoires .....	335
Section 3. Quelles migrations pour quels ménages ? Une analyse croisée .....	380
Conclusion.....	387
<b>Chapitre 7. Pratiques de circulation : diversité des stratégies migratoires en milieu rural tamoul.....</b>	<b>389</b>
Introduction .....	389
Section 1. Présentation de la démarche méthodologique .....	390
Section 2. Diversité des stratégies migratoires.....	415
Conclusion.....	451
<b>Conclusion de la seconde partie .....</b>	<b>453</b>
<b>Conclusion Générale .....</b>	<b>455</b>
Bibliographie.....	463
Annexes.....	497
Liste des Tableaux.....	599
Liste des Figures.....	601
Liste des Documents iconographiques .....	602
Liste des Encadrés.....	602
Liste des Annexes.....	603
Table des Matières .....	607





## Introduction Générale

« *Migrer ou pas ? D'une façon ou d'une autre, et quel que soit son statut socio-économique, chaque famille de l'Inde rurale se pose cette question, en ce sens qu'au moins un de ses membres est sujet à migrer* » [Racine, 1994 : 9].

La mobilité fait partie de la vie quotidienne d'une partie importante des populations villageoises indiennes qui jonglent entre différentes pratiques migratoires au gré des saisons, des besoins, des contraintes, et des opportunités. En effet, que ce soit du fait d'un départ pour un village voisin suite à un mariage, d'une navette quotidienne vers la ville la plus proche, d'un retour au village pour une *function*<sup>1</sup>, d'une installation définitive dans une mégalopole du pays ou d'un simple voyage (pèlerinage, tourisme, etc.), l'organisation de la société, de l'économie et de l'espace indien justifie les déplacements multiples des populations. Si ces derniers ont largement été étudiés dans le cas indien, peu d'études portent spécifiquement sur la relation entre libéralisation, mondialisation et migration de travail au sein du territoire indien. Ces dynamiques de mobilité interne constituent pourtant une composante essentielle de l'organisation du travail en Inde et plus largement de la société indienne.

À ce sujet, si certains auteurs ont pu considérer la population indienne comme particulièrement immobile<sup>2</sup>, d'autres, comme Guilmoto [1991], considèrent que les migrations de travail ont une longue histoire en Inde<sup>3</sup>. Trop souvent toutefois [Bhagat, 2009 ; Sridhar *et al.*, 2013], la posture analytique de tels mouvements repose sur les arguments avancés par les défenseurs des modèles *push/pull*, postulant comme déterminants des migrations les effets de répulsion des zones de départ et d'attraction des zones d'arrivée. Le *Rapport 2008 sur l'état de la migration dans le monde* de l'Organisation Internationale pour

<sup>1</sup> Le terme *function* désigne l'ensemble des cérémonies religieuses hindoues : mariage, cérémonie de percement des oreilles, cérémonie des premières règles, cérémonie mortuaire, etc.

<sup>2</sup> Voir par exemple Davis [1951], qui à partir d'une étude menée sur des données du *Census* de 1901 à 1951 conclut que « *the great mass of India's population is born, lives, and die in or very near its birthplace* » [Davis, 1951 dans Turner, 1962 : 29].

<sup>3</sup> « *En reliant politiquement un ensemble disparate de contrées, le système colonial avait, sans les abolir complètement, sensiblement réduit les distances historiques comme géographiques qui séparaient les colonies et ainsi créait les conditions favorables pour que s'opèrent de vastes mouvements de redistribution de populations* » [Guilmoto, 1991 : 123].

les Migrations (OIM) illustre bien la prégnance d'une telle conception des phénomènes migratoires, y compris au sein des institutions internationales, en avançant l'idée que « *la mobilité humaine s'est imposée comme choix de vie dicté par les disparités en termes de démographie, de revenus et d'opportunités d'emploi entre les régions et en leur sein* ». Cette vision universaliste de la migration, raisonnant uniquement en termes de déséquilibres, ne nous apparaît pas suffisante, car trop réductrice, peu adaptée aux spécificités indiennes et reposant sur un manque manifeste d'éléments de contextualisation.

La libéralisation du marché du travail en Inde, et plus largement celle de l'économie ont en effet produit des mutations économiques et sociales importantes et nécessitent donc un nouveau regard et de nouveaux outils permettant de mieux appréhender les pratiques migratoires. Afin de comprendre les interactions entre ces phénomènes qui constituent notre objet de recherche, il nous faut alors dans un premier temps regarder les transformations induites par la libéralisation de l'Inde et préciser ce que recouvre le concept de migration.

### **Le processus de libéralisation en Inde**

Il est communément admis que la libéralisation de l'Inde a commencé en 1991 lorsque, en réponse à une crise financière, économique et monétaire les émissaires indiens ont été contraints à la recherche d'aide extérieure [Sen, 1993 ; Sarkar et Sarkar, 2001 ; Ruet, 2006 ; Bhagat, 2009 ; Etienne, 2014]. Ainsi, Manmohan Singh, nommé ministre des Finances le 21 juin 1991 par le Premier ministre indien Narashima Rao, va mettre en place, sous l'égide du FMI, de la Banque Mondiale et d'un consortium de pays étrangers, un « programme d'ajustement structurel » (PAS) impliquant l'adoption d'un processus de libéralisation et de désengagement de l'État. La décision du gouvernement indien d'entreprendre la libéralisation de l'économie s'inscrit également plus largement dans un contexte international porté par une puissante vague d'idéologie néo-libérale, véhiculée entre autres par les institutions internationales [Kennedy, 2005 : 132]. Cette nouvelle orientation qui semble marquer une rupture avec les politiques menées en Inde depuis son Indépendance est toutefois à recontextualiser.

En 1991, une série de chocs externes affecte l'économie de l'Inde. La guerre du Golfe, qui entraîne une hausse du prix du pétrole et pénalise les envois de fonds des travailleurs émigrés [Topalova, 2010], le ralentissement de la demande mondiale et l'effondrement du marché

soviétique sont autant de facteurs qui vont plonger l'Inde, déjà affaiblie par une crise conjoncturelle (inflation de 13% par an, dégradation de la balance commerciale, hausse de l'endettement, croissance « en panne », etc.), dans une grave crise économique et financière [Chaudhuri, 2001 ; Chauvin et Lemoine, 2005]. Le programme de stabilisation et les réformes structurelles associées<sup>4</sup>, mis en place sous la tutelle du FMI à partir de 1991, vont donc marquer un tournant dans la stratégie économique de l'Inde.

Cependant, l'idée de rupture souvent associée à ce tournant libéral par rapport aux politiques plus « socialisantes » développées depuis les années 1950 a largement été remise en cause [Landy, 2001 ; Heuzé, 2001 ; Chaudhuri, 2001 ; Harvey, 2005 ; Topalova, 2010]. Landy [2001] considère que l'application des PAS relève plus d'une inflexion que d'une rupture<sup>5</sup>, en ce sens que l'histoire économique récente de l'Inde n'est pas caricaturale au point d'avoir une économie fermée entre 1947 et 1991, puis une ouverture brutale à partir de 1991. En effet, le protectionnisme commercial appliqué en Inde depuis son Indépendance<sup>6</sup> n'a pas empêché les collaborations avec l'étranger dans certains domaines ou dans la recherche d'investissements directs étrangers [Op. Cit. : 11]. La « Révolution Verte » mise en place dans le milieu des années 1960 a certes réorienté les politiques publiques vers plus d'autosuffisance, mais le *Technology Policy Statement* adopté en 1983 signera la fin des politiques d'autonomisation, en partie déjà à cause des pressions associées à un prêt de 570 millions de dollars contracté en 1981 auprès du FMI [Op. Cit. : 11]. Cette amorce des politiques d'ouverture à partir des années 1980, bien que prudente et limitée, a permis un assouplissement des licences réglementant l'activité industrielle, la mise en place de mesures facilitant les importations de biens d'équipement industriels et l'abaissement de certains taux d'imposition (notamment des droits de douane). Ces initiatives, issues du gouvernement de R. Gandhi, ont donc modifié la structure de l'économie par le biais d'investissements de modernisation et par une augmentation des investissements du secteur privé, et ce bien avant l'adoption des PAS [Chauvin et Lemoine, 2005].

---

<sup>4</sup> Pour une présentation détaillée des réformes libérales appliquées à partir de 1991 : voir par exemple Chaudhuri [2001], Chauvin et Lemoine [2005] pour les réformes économiques et Sarkar et Sarkar [2001] ; Sen [1993] pour la libéralisation du secteur financier.

<sup>5</sup> « L'inflexion correspond à un changement de politiques économiques qui a débuté dans les années quatre-vingt et s'est accentué dans les années quatre-vingt-dix. Le point de rupture dans la trajectoire de l'économie est cependant difficile à identifier précisément, ce qui suscite des interprétations différentes sur la portée des réformes de libéralisation et d'ouverture économiques entreprises dans les années quatre-vingt-dix » [Chauvin et Lemoine, 2005 : 12].

<sup>6</sup> Avant la mise en place du processus de libéralisation l'Inde est un des pays les plus fermés au monde, avec des barrières tarifaires extrêmement contraignantes et un système d'importation très restrictif [Topalova, 2010 : 6].



Ainsi, qu'elles aient été amorcées dans les années 1980 ou qu'elles résultent plus directement de l'application des PAS, les politiques de libéralisation ont produit sur l'économie de l'Inde de profondes mutations. Celles-ci se sont certes traduites par un infléchissement à la hausse du taux de croissance<sup>7</sup>, une reprise de l'investissement et une baisse du taux d'inflation. Toutefois, les retombées de telles mesures ne se sont pas produites de la même manière sur l'ensemble du territoire et elles ont contribué à creuser les inégalités de développement déjà existantes entre les différents États de l'Inde<sup>8</sup>. Plusieurs études témoignent dans ce sens d'un creusement des inégalités en termes de revenus [Bhattacharya et Sakthivel, 2004 ; Chowdurry, 2014], mais également en termes d'infrastructures [Lall et Chakravorty, 2004 ; Papola *et al.*, 2011]. Mukherjee [2011] a par ailleurs montré que si le processus de libéralisation a bien permis à l'Inde de connaître une croissance importante des Investissements Directs Étrangers (IDE), ceux-ci se concentrent dans une poignée d'États déjà développés et attractifs<sup>9</sup>, participant ainsi au creusement des inégalités économiques. Ces inégalités régionales se retrouvent également en termes de développement humain, notamment marqué par des inégalités croissantes en termes d'éducation [Agrawal, 2014], de pauvreté [Deaton et Drèze, 2002] ou de santé [Deaton, 2008].

Nous sommes alors bien loin d'assister à la mise en place des mécanismes de convergence et des effets de ruissellement promis par les défenseurs de la libéralisation du pays. Non seulement les inégalités régionales n'ont pas diminué, mais elles se sont au contraire renforcées et le processus de libéralisation en Inde a bel et bien creusé les écarts entre les États les plus riches et les plus industrialisés et ceux n'ayant toujours pas connu de transition significative du secteur primaire vers les secteurs plus « modernes ». Le creusement des inégalités a ainsi participé à l'accentuation d'un développement à deux vitesses se traduisant, sur le marché de l'emploi, par une inadéquation croissante entre offre et demande de travail sur l'ensemble du territoire. En d'autres termes, la croissance indienne post-réformes,

<sup>7</sup> « La période 1950-1980 se caractérise par un taux lent de 3,5 % par an en moyenne, soit une croissance du PIB par tête de seulement 1,3 % par an en moyenne. À partir des années 1980, on observe un décollage graduel (5,5 %) qui culmine dans les années 1990 avec des pics de 7 à 8 %. Dans la décennie suivante, la croissance se maintient à un taux de 8 % ou plus, à l'exception de 2009 (6,8 %) avec la crise financière mondiale. En 2010, elle dépasse de nouveau les 8 % » [Kennedy *et al.*, 2014 : 245].

<sup>8</sup> « The major criticism of the post reform growth process is an increase in regional inequality. Growth allegedly has not equally benefited every region of the country leading to differences in level of per capita income between the richer and poorer regions. This period also has seen concentration of poverty in certain pockets of the country. [...] More than half of the total poor lives in six states viz., Bihar, Chhattisgarh, Jharkhand, Madhya Pradesh, Rajasthan and Uttar Pradesh. Human development outcomes also continue to differ widely across states » [Chowdurry, 2014 : 1-2].

<sup>9</sup> 61,2% du total des IDE se répartissent au sein des six premiers États bénéficiaires en 2012, dont la moitié uniquement dans le Maharashtra et Delhi.

largement tirée par le secteur des services et dans une moindre mesure par celui de l'industrie [Chauvin et Lemoine, 2005], a participé à réorganiser la structure de l'emploi au sein du sous-continent indien.

Ces éléments constituent le point de départ de la réflexion menée dans ce travail de recherche. En effet, un tel contexte invite à questionner les impacts des mutations structurelles post-réformes sur l'organisation du marché du travail et plus particulièrement sur les mouvements migratoires liés au travail<sup>10</sup> à partir de ces transformations. De tels questionnements nécessitent alors de s'attacher à définir ce qui relève du concept de migration.

### **Origines et évolutions du concept de « migration »**

Délimiter les frontières du concept de migration<sup>11</sup> a longuement été et est toujours un des points d'achoppement des chercheurs travaillant sur la mobilité humaine. La nature fondamentalement complexe et mouvante du phénomène participe, à notre sens, aux difficultés d'en cerner les contours. L'approche démographique du début des années 1980, qui considérait la migration comme « *un mouvement de personnes traversant une certaine limite afin d'établir ailleurs une nouvelle résidence permanente*<sup>12</sup> », correspondait, comme le soulignent Domenach et Picouet [1987], aux observations d'une mobilité peu diversifiée qui s'est développée au XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle sur un modèle occidental. En basant le concept de migration sur ce critère de changement de résidence permanente, toute une facette de la mobilité humaine n'est cependant pas prise en compte. C'est pourtant à partir de cette définition que les principaux instituts de statistiques indiens – le *Census of India* et la *National Sample Survey Organisation* (NSSO) – mesurent les mouvements migratoires. En effet, ces deux instituts de statistiques considèrent comme migrante une personne qui a changé de lieu de résidence habituel, et s'appuient donc sur un lieu de résidence unique.

À partir de cette définition, les données du Census estiment en 2001<sup>13</sup> à 315 millions de personnes le nombre de migrants, soit un peu moins du tiers de la population totale. Notons que la structure de ces migrations demeure particulièrement dominée par les migrations au

<sup>10</sup> « *The post reform period confirms an increase in internal population movement* » [Mahapatro, 2012 : 2].

<sup>11</sup> Précisons ici que dans le cadre de ces travaux, nous ne raisonnons que sur les migrations internes, les migrations internationales répondant à d'autres logiques ne seront alors pas étudiées.

<sup>12</sup> Définition proposée par le *Population Reference Bureau* en 1980.

<sup>13</sup> Lors de la rédaction de ces travaux de recherche, les données disponibles les plus récentes du Census sur les pratiques migratoires sont celles de 2001.

départ des zones rurales, ce qui reflète assez bien l'organisation de la société indienne, encore largement rurale<sup>14</sup>. En effet, 63% des migrations en Inde se font entre zones rurales et la contribution de la migration à la croissance de la population urbaine reste faible (19% en 1961 et 24% en 2001) [Dupont et Landy, 2010], si bien que l'on peut difficilement parler d'« exode rural ».

La définition liée à l'approche démographique apparaît toutefois particulièrement mal adaptée pour mesurer et comprendre les migrations de court-terme (qu'elles soient circulaires, temporaires, saisonnières, etc.), caractérisées par une bipolarisation, voire une multipolarisation des lieux de vie, partagés entre le lieu d'origine (où réside souvent la famille) et les lieux d'activité. Si les migrations au départ des zones rurales sont grandissantes, comme en témoignent les données du Census et du NSSO, plus que leur ampleur, c'est bien la nature et les caractéristiques mêmes de ces formes de migrations qui ont évolué [Bhagat, 2009 ; Korra, 2010]. Une de ces principales évolutions des schémas migratoires est constituée par le développement des migrations circulaires et de court-terme, facilitées notamment par l'amélioration des moyens de transport et de communication. Bien que les migrations de courte durée ou répondant à des logiques saisonnières ne constituent pas un phénomène nouveau en Inde, les formes de la circulation du travail en zone rurale sur la période récente se sont fortement réorganisées.

Si des efforts ont été faits dans la prise en compte de ces migrations de court-terme, notamment par le NSSO, les critères de recensement sont loin d'être suffisants pour en fournir une mesure convaincante [Deshingkar et Farrington, 2009 ; Dupont et Landy, 2010 ; Abbas et Varma, 2014]. Selon le 64<sup>ème</sup> round du NSSO de 2007-2008, sont considérés comme migrants de court-terme, ceux « *who had stayed away from the village/town for a period of 1 month or more but less than 6 months during the last 365 days for employment or in search of employment* » [NSSO, Report n°533 : 30]. Les migrations doivent alors s'effectuer de manière continue. Or, dans bien des cas, un ou plusieurs retours au village sont opérés sur la période de migration.

Le NSSO, à partir des données de 1999-2000, estime à 11 millions (soit environ 1% de la population indienne et 1,7% en 2007-2008), le nombre de migrants temporaires recensés. Deshingkar et Farrington [2009] avancent quant à eux le nombre de 100 millions de

---

<sup>14</sup> Selon les données du Census, seulement 27,8% de la population indienne vit en zone urbaine en 2001, 31,2% en 2011.

personnes. La méthodologie suivie peut paraître assez sommaire, mais l'estimation, prenant en compte une grande diversité de secteurs, semble plus probable que celle avancée par le NSSO. Comme le soulignent Dupont et Landy [2010 : 19], « *l'appréciation à leur juste mesure des mobilités circulaires a été, et demeure en Inde, obscurcie par l'inadéquation des systèmes nationaux de production de statistiques démographiques, recensements et enquêtes auprès des ménages* », et limite la pertinence d'une étude menée uniquement au niveau *macro*. Cette limite invite alors à recourir à un niveau d'analyse plus désagrégé et contextualisé, permettant une meilleure appréhension et compréhension des mouvements migratoires circulaires.

Si le terme de « circulation migratoire » est relativement récent, le phénomène ne l'est pas. Pour Meillassoux [1975], la circulation du travail est le résultat de la pénétration des sociétés paysannes et tribales par le capitalisme, dans un contexte d'inclusion des économies périphériques au sein du système capitaliste mondial. Zelinsky [1971] distingue quant à lui diverses formes de mobilité. Alors que les migrations conventionnelles doivent s'entendre comme des déplacements impliquant un changement permanent (ou semi-permanent) de résidence, la circulation recouvre une grande variété de déplacements<sup>15</sup>. La difficulté réside alors, comme le soulignent Dupont et Landy [2010], dans la distinction entre ces deux formes de mobilité. Comment distinguer un migrant rural partant en ville avec l'idée de s'installer mais qui, face à l'échec d'une insertion souvent difficile dans le marché du travail urbain, revient au village et un migrant *coolie* (travailleur journalier), qui après plusieurs mois sur le lieu de migration décide de s'y installer ? L'intention initiale semble difficile à mesurer et à analyser, d'autant qu'il n'existe pas de consensus sur la durée ou les types de déplacements qui pourraient être associés au label « circulation ». Ceci montre alors la diversité des types de circulation qui peuvent prendre forme sur un même espace géographique et la difficulté de les appréhender. La perspective historique du concept de migration met ainsi en évidence l'idée d'une variété de mobilités et de degrés différenciés de mutation relatifs à des conditions socio-économiques nationales ou régionales [Pellerin, 2011]. Il est d'autre part difficile de parler de la circulation du travail en Inde sans présenter les travaux de Jan Breman [1978, 1985, 1996, 2010]. Pour ce dernier, la circulation du travail résulte, dans une perspective structuraliste, de l'intégration des économies paysannes au système capitaliste (Breman [1985]). Elle représente pour les plus pauvres la seule option de subsistance, en particulier

<sup>15</sup> « *Circulation denotes a great variety of movements, usually short-term, repetitive, or cyclical in nature, but all having in common the lack of any declared intention of a permanent or long-lasting change in residence* » [Zelinsky, 1971 : 226].

dans un contexte où le marché du travail local s'est fortement resserré<sup>16</sup>. Ces logiques de circulation dont le capitalisme, non seulement s'accommode tout à fait mais également se nourrit, se sont largement développées dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Ceci a donné naissance à de nouvelles formes de circulation où les employeurs transfèrent aux travailleurs une partie des risques de l'activité, notamment via le système d'avance sur salaire<sup>17</sup>, ce qui perpétue alors les inégalités, entretient la dépendance à ces formes de circulation du travail et participe au renouvellement des formes de domination et d'exploitation [Breman, 1996 ; Guérin *et al.*, 2007]. Celles-ci se fondent donc sur des rapports d'exploitation, accentués par l'informalisation de l'économie et la précarisation de la main-d'œuvre<sup>18</sup> [Heuzé *et al.*, 1993 ; Breman, 1996 ; Srivastava et Sasikumar, 2003]. Le développement des logiques de migration circulaire s'est par ailleurs produit dans un contexte où, comme l'a décrit Racine [1994], subsiste un fort attachement à la terre et au mode de vie villageois. Enfin, de manière complémentaire, Deshingkar et Farrington [2009] ont mis en lumière une variété de formes de migration allant des migrations de survie (où sont surreprésentées les franges les plus basses et les plus vulnérables de la population) aux migrations accumulatives (accessibles aux populations mieux dotées en capital économique, humain et social). La segmentation du marché du travail contraint ainsi les mobilités dans la mesure où la caste, le statut social, les réseaux sociaux, les capacités financières, etc., limitent plus ou moins le choix de l'activité, l'accès aux différentes filières et au marché du travail urbain [Breman, 1996]. Cette forte segmentation des pratiques migratoires ne peut cependant s'entendre de manière aussi marquée et il existe bien un *continuum* de formes de migration entre ces deux extrêmes.

La reconnaissance d'une diversité croissante des mouvements de population a ainsi fait apparaître les limites des possibilités offertes par les méthodes de mesure et d'analyse usuelles de la migration, ainsi que des données nationales. La complexification des processus migratoires et la variété de situations qui y sont associées nécessitent donc une redéfinition du concept de migration.

Dans le cadre de ces travaux, nous nous référerons à la conception de la migration défendue par Dupont et Guilmoto [1993 : 280], pour qui ce terme « *doit être compris dans son acception géographique la plus large, de manière à inclure, outre les migrations au sens*

<sup>16</sup> Voir également à ce sujet les travaux de Harriss *et al.* [2010].

<sup>17</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces pratiques et leurs implications dans le corps de la thèse.

<sup>18</sup> « *Les travaux de Breman ont également mis en relief les articulations entre la circulation du travail et la structure fragmentée des marchés du travail, dont le fonctionnement est beaucoup plus complexe qu'un simple modèle dualiste [Breman 1976]* » [Dupont et Landy, 2010 : 25].

*strict – c'est-à-dire les déplacements qui se traduisent par un transfert de résidence –, les phénomènes de circulation qui recouvrent une grande variété de déplacements sans changement permanent ou durable de résidence : navettes, déplacements saisonniers, déplacements temporaires avec multirésidence, déplacements de type itinérant, etc. ».* En proposant une analyse des mouvements de population considérés dans leur définition la plus large, nous pouvons améliorer la compréhension du phénomène et mieux cerner la diversité des processus migratoires à l'œuvre.

Reconceptualiser les dynamiques de migrations internes en Inde dans une perspective de changement économique et social est toutefois un projet méthodologique difficile. Non seulement parce que les processus impliqués sont complexes, mais également parce que leur analyse a été dominée tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle par une approche paradigmatique duale opposant les courants micro-individuels aux courants macro-structurels. Ces positionnements théoriques cloisonnés ont constitué pendant près d'un siècle les cadres d'analyse prédominants, mais incapables de saisir les relations complexes entre les grandes tendances de la migration observables au niveau *macro* et les réalités mouvantes et en recomposition continue de la vie quotidienne, appréciables au niveau *micro*. D'autre part, la nature profondément dynamique et multidimensionnelle de la migration nécessite une attention particulière, notamment en Inde où la taille du pays et les antagonismes entre mégapoles modernes et villages ruraux reculés sont importants. En effet, lorsqu'on parle de migration dans le cas indien, il est souvent fait référence aux migrations des zones rurales vers les zones urbaines, et les migrations inter-zones rurales sont souvent délaissées, y compris par le monde académique, ou alors étudiées sous le prisme des migrations de mariages supposées représenter la grande majorité des mouvements. Ainsi, peu d'études en Inde portent spécifiquement sur les migrations de travail.

Par ailleurs, comme le remarque Castles [2015 : 10] : « *migration is not a result of social transformation, nor a cause of it, but an integral part of transformation processes* ». L'étude des mouvements migratoires ne peut ainsi s'entreprendre du seul point de vue de ses déterminants ou de ses effets et nécessite une lecture plus large des changements structurels d'ordres économiques, politiques et sociaux dans lesquels ils s'intègrent. Pour cela, il nous apparaît indispensable de proposer une analyse socio-économique des mouvements migratoires en Inde, dans la mesure où ceux-ci se trouvent enchâssés dans des processus historiques, politiques et sociaux. Plus qu'une simple question de mesure – même si celle-ci est bien sûr essentielle – l'intérêt, nous semble-t-il, est alors d'en comprendre les articulations

qui façonnent les pratiques migratoires et leurs évolutions, en les resituant dans des dynamiques structurelles.

### **Questionnements de recherche et problématisation du sujet**

L'identification d'une problématique dans le cadre d'une thèse de doctorat n'est pas un élément donné et se construit tout au long de ce processus qu'est la recherche, se nourrissant autant des expériences de terrain que des lectures et rencontres effectuées. Dans notre cas, plusieurs allers-retours réalisés entre 2009 et 2014 ont ponctué notre parcours de recherche, qui s'est alors enrichi de nouveaux matériaux, favorisant une actualisation et une évolution progressive de nos questionnements. Ainsi, si l'objet initial de nos travaux portait sur les liens entre l'endettement et l'asservissement dans le Sud de l'Inde, la rencontre d'une variété de migrants lors de nos premières expériences de terrain nous a conduit à élargir notre sujet d'étude et à appréhender l'asservissement dans une perspective plus globale. Cette prise de recul nous a ainsi amené à produire de nouveaux questionnements et à mobiliser de nouveaux outils pour y répondre.

Si les mutations structurelles présentées *supra* ont conduit à une réorganisation du marché du travail au niveau national, des mutations d'ordre social, politique et économique ont également participé à une refonte de la structure de l'emploi à un niveau plus local, y compris dans les milieux ruraux jusque-là relativement épargnés. Nous avons en effet pu observer, lors de nos divers passages dans les villages étudiés, la rapidité avec laquelle des changements importants pouvaient prendre forme. Ceci apparaît particulièrement vrai dans les villages situés à proximité des petites villes dynamiques de la zone d'enquête, pour lesquels chaque année nous découvrons un nouveau visage. Ces changements portaient notamment sur l'expansion des moyens de transports et de communication, favorisant en retour l'essor de petits commerces sur la route principale bordant le village, mais également sur une meilleure accessibilité à la terre des basses et moyennes castes (en particulier les *Vanniyars*), et une meilleure organisation et représentation politique de ces dernières. À partir de ces éléments, nous postulons alors que l'ensemble de ces changements structurels a produit des effets importants sur la circulation du travail en Inde. La nature profondément dynamique et complexe de la migration, en particulier dans un pays de la diversité et de la taille de l'Inde nécessite, à notre sens, de porter une attention particulière aux éléments ayant conduit à de tels changements, mais également aux effets de ces derniers.



L'objet de cette thèse est ainsi double. Il s'agit dans un premier temps d'étudier comment les transformations de la structuration des marchés du travail en Inde ont participé à modifier les flux migratoires internes, aux niveaux national et local. Dans un second temps, il s'agit de s'intéresser aux caractéristiques et spécificités des pratiques migratoires. Autrement dit, l'objectif de ce travail est d'explorer dans quelle mesure les changements structurels ont réorganisé la structure du travail en Inde et comment les pratiques migratoires s'adaptent et se réadaptent à ces formes nouvelles et mouvantes des marchés de l'emploi.

La construction de notre objet de recherche s'est donc opérée à la croisée de deux thèmes majeurs : l'étude des migrations de travail et celle des marchés de l'emploi, en choisissant comme poste d'observation le milieu rural tamoul.

### **Le Tamil Nadu ou le choix d'un contexte spécifique de l'espace indien**

Les travaux socio-économiques menés sur la migration en Inde sont souvent le fait d'études micro-économiques portant sur un terrain particulier. Dès lors se pose la question du terrain de recherche, de son choix et de sa pertinence. Dans notre cas, le choix de cette zone s'est fait de manière « naturelle », pourrait-on dire, et comme suite logique à un précédent séjour effectué en Inde. Nous avons en effet, dans le cadre de notre Master, réalisé un stage de quatre mois en 2009 à l'Institut Français de Pondichéry. Lors de ce séjour, nous avons travaillé sur une population de travailleurs migrants asservis du district de Villupuram. L'intérêt pour le sujet et la zone d'étude nous ont conduit à continuer notre recherche dans le cadre d'un contrat doctoral, en élargissant le champ d'analyse. Cette volonté de poursuivre nos travaux de recherche sur cette thématique a été favorisée par notre intégration au programme RUME<sup>19</sup>, dirigé par Isabelle Guérin, qui a donné lieu en 2010 à une enquête quantitative menée auprès de 405 ménages, répartis dans dix villages de cette même zone du Tamil Nadu. Ainsi, le choix de notre terrain d'étude découle dans une certaine mesure de choix antérieurs, d'opportunités et repose sur un processus de recherche qui s'est initié en 2009.

---

<sup>19</sup> L'objectif principal du projet de recherche *Rural Microfinance and Employment* (RUME) est d'explorer les liens, dans une perspective comparative entre trois pays – l'Inde du Sud (Andhra Pradesh, Tamil Nadu), le Mexique (Oaxaca, Jalisco) et Madagascar, entre la finance rurale et l'emploi rural. Pour plus d'informations, voir le site internet du programme à l'adresse suivante : [www.rume-microfinance.org](http://www.rume-microfinance.org).



Le Tamil Nadu (cf. Figure I.1.) se révèle être par ailleurs un État intéressant pour notre questionnement et cela pour différentes raisons. Premièrement, il a la particularité de faire partie des États les plus développés et les plus urbanisés de l'Inde, mais dans le même temps, les campagnes tamoules demeurent toujours fortement dépendantes de l'activité agricole [Harriss *et al.*, 2010]. Ce fort « dualisme » du contexte tamoul en fait alors un terrain de choix dans l'étude des migrations de travail au départ des zones rurales, resituées dans des dynamiques plus globales de développement. Le Tamil Nadu est également l'un des États dans lesquels on retrouve une grande concentration de l'activité dans le secteur des briqueteries et de travailleurs asservis [Srivastava, 2005]. Enfin, en plus de disposer du tissu urbain le plus dense du pays, le territoire tamoul constitue une zone particulièrement appropriée à l'étude des mouvements migratoires au départ des zones rurales, dans la mesure où, l'emploi non-agricole et les interactions entre zones urbaines et rurales figurent parmi les plus importantes du pays [Harriss *et al.*, 2010 ; Denis et Zérah, 2014]. De tels échanges favorisent alors les dynamiques migratoires.

Ainsi, l'étude des pratiques migratoires dans le contexte tamoul se justifie autant dans notre trajectoire personnelle que par l'intérêt intrinsèque qu'il représente dans nos questionnements de recherche.

Figure I.1. Carte administrative de l'Inde et du Tamil Nadu en 2010



Source : Trouillet [2010 : iv].

## Démarche méthodologique et apports de la thèse

Le premier apport de cette thèse est d'analyser la migration de travail en mobilisant une approche multi-scalaire, menée conjointement aux niveaux *micro* et *macro*. Cette approche nous permet de pouvoir étudier dans un premier temps, l'impact des mutations des marchés du travail en Inde sur la circulation de ce dernier. Puis, dans un second temps, de concentrer notre recherche sur les pratiques migratoires dans le cadre du milieu rural du Tamil Nadu. Ces deux échelles d'analyse complémentaires offrent alors une vision globale d'un même phénomène considéré conjointement à un niveau national permettant l'identification de grandes tendances et à un niveau local favorisant, lui, une analyse plus compréhensive et détaillée des processus migratoires dans un contexte particulier.

Le second apport de ces travaux est d'ordre méthodologique. Nous proposons en effet une approche novatrice permettant d'analyser la diversité des pratiques migratoires basée sur l'identification d'une variété de profils de migration et de profils de ménages. Il s'agit, ici dans une application à une zone rurale tamoule de créer grâce aux outils de la statistique exploratoire multidimensionnelle, des profils-types de migration et de ménages migrants, à partir d'un ensemble de caractéristiques propres aux différentes expériences migratoires pour les premiers et d'un ensemble de variables socio-économiques pour les seconds. La dernière étape consiste alors à croiser ces deux typologies afin d'étudier quels types de ménages se dirigent vers – ou ont accès à – quels types de migration. Cette démarche méthodologique originale nous a ainsi permis de mettre en lumière une diversité de pratiques migratoires, constituant ainsi des résultats plus riches que ce que permet l'analyse traditionnelle des déterminants de la migration.

Par ailleurs, nous proposons un cadre d'analyse mobilisant des outils issus de différents champs de la recherche, indispensable à l'analyse des phénomènes étudiés. En effet, comme le souligne Jaffrelot [2014 : 13], « *pour comprendre la spécificité de l'Inde actuelle, il convient à la fois d'en retracer la trajectoire politico-économique récente et d'analyser ses structures sociales, religieuses et démographiques* ». Ces travaux de recherche, fondamentalement ancrés dans une démarche socio-économique, s'inscrivent donc dans une perspective plus large faisant également appel à l'histoire, la démographie, la géographie et l'anthropologie sociale, et participent à la réalisation d'une étude approfondie des pratiques migratoires. À ce titre, nous mobilisons par exemple, en plus des outils traditionnellement utilisés en sciences économiques (économétrie, analyses statistiques, etc.), une approche

géographique consistant en la spatialisation des flux migratoires dans l'espace indien. L'outil cartographique, assez peu utilisé à partir des données sur la migration de travail en Inde, nous permet d'illustrer les logiques de migration interétatique, et d'en proposer une lecture proche d'une analyse démographique de la migration. Nous adoptons également une approche historique de l'esclavage en Inde, indispensable à notre sens à la compréhension des persistances contemporaines des formes d'asservissement. Une démarche plus sociologique nous permet également de contextualiser nos observations et résultats au sein des évolutions de la société indienne. Enfin, le recours à une approche mixte, combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives, nous permet d'enrichir la portée de nos résultats. Nous nous sommes en effet appuyés sur des outils de collecte de données de l'anthropologie sociale (observations, entretiens, récits de vie) qui nous ont permis une lecture plus compréhensive des pratiques migratoires dans le contexte rural tamoul.

Enfin, nous accordons une importance particulière aux questions de méthode et dans ce sens, nous nous attachons à présenter de manière précise la démarche qui a guidé ce travail de recherche. Nous étayons également nos propos d'un certain nombre d'illustrations (cartes, photographies, schémas, etc.) auxquelles nous conférons une grande portée analytique et qui constituent, à notre sens, des éléments indispensables à la contextualisation de nos résultats, à leur illustration et à une meilleure valorisation de ces derniers.

Ainsi, l'ensemble de ces éléments justifie l'intérêt d'une telle démarche de recherche, qui traite d'un phénomène assez rarement étudié<sup>20</sup> en proposant une approche originale.

### **Organisation de ce travail de recherche**

À partir des questionnements identifiés *supra* et de la démarche méthodologique adoptée, nous avons organisé cette thèse en deux parties. Chacune d'entre elles est composée de trois chapitres auxquels a été ajouté un chapitre préliminaire, hors-parties, qui nous permet de poser les fondements théoriques de notre réflexion.

Dans ce **premier chapitre**, nous proposons une lecture synthétique de la littérature des théories économiques de la migration. Il s'agit alors de présenter les grands modèles théoriques, issus principalement des approches néo-classiques et marxistes de la migration.

---

<sup>20</sup> Si de nombreux travaux portent sur la migration en Inde, rares sont ceux qui s'intéressent spécifiquement aux migrations de travail, en particulier dans une logique multi-scalaire.

Les premiers, basés sur une approche micro-individuelle des comportements migratoires, considèrent la migration comme le résultat du choix rationnel d'agents qui maximisent l'utilité de la migration. Les seconds considèrent quant à eux que les mouvements de population ne peuvent s'analyser en dehors d'un cadre macro-structurel. Ces théories, de filiation marxiste, sont plutôt destinées à analyser les migrations internationales et voient dans les mouvements de population une réponse à la pénétration du capitalisme dans les économies des pays en développement. Cette présentation des principaux courants de pensée nous est apparue indispensable à la compréhension de notre objet d'étude et nous a également permis de dégager le cadre conceptuel qui a guidé ce travail. Nous avons mobilisé une troisième voie, l'approche institutionnaliste de la migration, qui propose une approche multi-scalaire des phénomènes migratoires, tenant compte simultanément des structures globales et des spécificités locales. Une telle approche, au croisement des deux grands courants de pensée présentés *supra*, consiste alors à analyser le phénomène migratoire simultanément au niveau *macro* (ce qui sera l'objet de notre première partie) et au niveau *micro* (présenté dans une seconde partie).

La **première partie**, consacrée au niveau *macro*, a pour objectif d'analyser les liens entre marchés du travail et migration dans l'espace indien. L'enjeu de cette partie est alors d'étudier dans quelle mesure la réorganisation des marchés du travail, à la suite de la mise en place des processus de globalisation et de libéralisation, a produit des effets sur la circulation du travail en Inde.

Pour cela, nous proposons dans un **second chapitre**, l'identification d'une typologie régionale des marchés du travail post-réformes de libéralisation en Inde. À partir de divers éléments constitutifs de la structure de ces derniers, nous identifions quatre formes d'organisation. Cette différenciation met alors en lumière une certaine graduation dans la « modernité » des marchés du travail. Elle montre également de fortes inégalités infranationales pour lesquelles nous postulons un impact significatif sur les migrations de travail interétatiques à l'échelle du sous-continent indien. L'objectif du **troisième chapitre** est alors d'étudier les effets de l'organisation du marché du travail en Inde sur les pratiques migratoires. Pour cela, nous proposons une spatialisation des flux de migration de travail interétatique, alors mis en correspondance avec une spatialisation des marchés du travail identifiés dans le chapitre précédent. Ces spatialisations croisées permettent une lecture éclairante des liens entre ces deux phénomènes, mais soulèvent alors la question de l'impact réel de la différenciation des marchés du travail par rapport à d'autres facteurs tels que la distance, dans les éléments

explicatifs des mouvements de population. Dans ce sens, le **quatrième chapitre**, complémentaire au précédent, apporte une réponse à ces questionnements par la mobilisation d'un outil de l'analyse spatiale des migrations : le modèle gravitaire. Ce dernier nous permet de libérer notre analyse des effets de distance et d'évaluer plus précisément l'impact des marchés du travail sur les migrations de travail. Cette démarche séquentielle permet, à notre sens, une analyse plus rigoureuse de notre objet d'étude.

Si l'étude des structures globales, permise par le niveau *macro*, est indispensable à l'analyse des mouvements migratoires, le recours à un niveau plus local offre un point de vue complémentaire et tout aussi fondamental. Comme le souligne Skeldon [1986 : 775], « *in view of the size and diversity of India, it is hardly meaningful to speak of overall mobility and general patterns of intersectoral flows without referring to specific migration fields* ». L'hétérogénéité des situations locales nécessite donc une approche plus contextuelle afin de comprendre les logiques migratoires propres à un territoire donné.

La **seconde partie** est ainsi consacrée à un traitement micro-fondé des migrations de travail dans le contexte d'une zone rurale du Tamil Nadu. L'enjeu de cette partie est de proposer, dans une démarche socio-économique – considérant que les pratiques économiques, quelles qu'elles soient, sont imbriquées dans des institutions sociales, culturelles, politiques –, une analyse des migrations de travail en les resituant dans les spécificités locales. Nous détaillerons alors les interactions entre ces différents pans de la réalité sociale, ainsi que leurs dynamiques. Ce souci de fournir un cadre analytique le plus complet possible donnera lieu à une riche contextualisation, qui nous semble constituer la meilleure manière de présenter la complexité des processus étudiés, ainsi que les éléments de continuité et de rupture les constituant.

Ainsi, le **cinquième chapitre** présente le contexte étudié, la démarche méthodologique adoptée et les données utilisées. Il s'agit dans ce chapitre de fournir une analyse contextuelle des changements économiques, politiques et sociaux qui se sont produits dans le monde rural tamoul, afin d'en comprendre les transformations, notamment en termes d'emploi et de migration. Nous justifions par ailleurs le recours et l'intérêt dans notre cas de l'utilisation d'une approche mixte, mobilisant une articulation de méthodes quantitatives et qualitatives. Enfin, nous proposons un premier niveau de lecture des données recueillies à partir d'éléments de statistiques descriptives. L'analyse préliminaire de ces résultats constitue, à notre sens, une étape indispensable à la présentation du terrain d'étude et de ses



caractéristiques. À la suite de ce travail de contextualisation, nous proposons dans un **sixième chapitre** une analyse quantitative des mouvements migratoires dans notre zone d'enquête. Ces résultats constituent la première étape de notre démarche mixte et l'objectif y est alors double. Dans un premier temps, nous nous attachons à démontrer les limites des approches standards de l'analyse des déterminants de la migration, qui considèrent cette dernière comme un phénomène homogène. Puis, nous présentons deux méthodes de la statistique exploratoire multidimensionnelle, l'analyse en composantes multiples et la classification ascendante hiérarchique, nous permettant d'appréhender les migrations de travail comme un phénomène hétérogène et multidimensionnel. À partir de ces outils statistiques, nous proposons une double typologie ; l'une portant sur les différentes formes de migrations, l'autre sur les différents profils de ménages migrants. Cet apport méthodologique nous permet alors de pouvoir étudier les diversités de pratiques migratoires qui émergent dans le cadre d'un monde rural tamoul en mouvement. Enfin, dans un **septième chapitre**, nous proposons dans une démarche compréhensive une analyse qualitative des pratiques migratoires. Cette étape s'entend de manière complémentaire à celle présentée dans le chapitre précédent et l'enrichit en lui apportant de nouveaux éléments d'analyse. En effet, les seules méthodes quantitatives ne permettent pas, à notre sens, de couvrir la diversité et les singularités des formes et des pratiques migratoires, autant qu'une seule analyse qualitative priverait l'étude de ces phénomènes d'une vision plus globale et des régularités observées. Il s'agit alors dans ce dernier chapitre d'étudier les variétés de pratiques migratoires, mais également d'en faire ressortir de nouveaux éléments dont certains apparaissent difficilement quantifiables. Cette dernière étape a ainsi été menée en accordant une attention particulière aux stratégies, aux vécus et aux représentations des migrants. Pour cela, nous présentons dans un premier temps notre démarche et les principes ayant guidé la construction de cette phase de terrain. Puis, à partir des entretiens effectués, des discours recueillis et de leurs interprétations, nous présentons la diversité des pratiques migratoires, mais également des différentes stratégies et contraintes pouvant être liées à une même pratique migratoire. Ce dernier chapitre nous permet ainsi de confronter les enseignements tirés des approches quantitatives et qualitatives et d'enrichir les résultats respectifs de chacune de ces méthodes.

## Chapitre Premier. Les théories économiques de la migration : apports, limites et cadrage conceptuel

### Introduction

*« L'étude des migrations est au confluent de plusieurs disciplines. Elle joue un rôle essentiel chez les démographes et les géographes. Sociologues et historiens s'en préoccupent également. C'est dire que les économistes sont loin d'avoir l'exclusivité des réflexions dans ce domaine. De plus, chez ces derniers, le champ est loin d'être unifié » [Jayet, 1996 : 194].*

Le processus migratoire constitue un phénomène fondamentalement complexe, mobilisant différents champs de la recherche<sup>21</sup>, et dont l'approche économique, comme le souligne cette citation d'Hubert Jayet, est loin d'être unifiée. Il existe en effet dans ce champ, différents axes d'étude de la migration qui se cristallisent autour de deux oppositions majeures : l'opposition entre les migrations internes et les migrations internationales et l'opposition entre des approches micro-économique et macro-économique. Le premier élément d'opposition se base ainsi sur la dimension spatiale des flux de migration alors que le second distingue le niveau d'analyse, opposant une approche micro-individuelle à une approche macro-structurelle.

Dans le cadre de ces travaux de recherche, bien que nous nous intéressons plus particulièrement aux migrations internes, nous avons fait le choix de présenter un panorama assez large des théories migratoires. L'identification des principaux apports et surtout des principales limites associées aux différents modèles nous a en effet permis de mobiliser un cadre d'analyse dépassant les clivages conceptuels. En effet, s'il existe un certain degré de persistance historique des découpages académiques [Jayet, 1996], les développements récents semblent dépasser ce cloisonnement théorique et ouvrir la voie à de nouvelles approches, plus compréhensives, à la croisée de différents champs. Ainsi, si la théorie migratoire a longtemps oscillé entre l'optimisme développementaliste néo-classique et le pessimisme néo-marxiste, elle a connu sur la période récente une évolution vers des perspectives plus nuancées et

---

<sup>21</sup> « Migration is a complex phenomenon that involves different sciences like sociology, demography, geography and economics » [Etzo, 2008 : 2].



pluralistes. Il convient toutefois, avant d'évoquer plus précisément l'apport des théories récentes, de retracer l'évolution de la pensée sur les migrations.

Les principales phases de l'évolution de la pensée sur la migration ont été résumées par De Haas [2010] dont le tableau 1.1. illustre les grands changements de paradigme qui se sont produits à partir de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. À partir des années 1960, deux tendances se sont opposées pour décrire les mécanismes de la migration [Massey *et al.*, 1993 ; Guilmoto et Sandron, 1999 ; De Haas, 2010]. La première, constituée des modèles néo-classiques, considère les flux migratoires comme des mécanismes de régulation et d'ajustement à l'espace économique, les déplacements de population répondant alors aux déséquilibres spatiaux (de développement, de revenu, etc.) entre zones de départ et d'arrivée. Ces théories micro-économiques reposent sur une analyse comportementale des individus<sup>22</sup> qui maximisent leur utilité<sup>23</sup>. Dès lors, cette approche présuppose l'acceptation d'hypothèses fortes dotant les agents d'une rationalité parfaite au sens néo-classique, ainsi qu'une organisation des marchés, notamment du marché de l'emploi, sous la contrainte de concurrence pure et parfaite. Les individus sont donc censés connaître les opportunités d'emploi ainsi que les salaires sur tous les marchés d'emploi et la décision de migrer découle alors d'un calcul coût/avantage portant sur les potentiels gains que peut offrir la migration [Dupont et Guilmoto, 1993 : 282]. L'autre tendance, l'approche structuraliste d'origine marxiste et plus largement pessimiste, pointe comme principal déterminant de la migration les contraintes d'ordre macro-économique, qui enferment dans un système économique mondial les pays pauvres dans une dépendance vis-à-vis des pays riches. La migration n'est alors plus le fruit d'un choix individuel et rationnel, mais une conséquence imposée aux populations des pays en développement par la pénétration du capitalisme dans leurs sociétés pré-capitalistes. À partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990, la multiplication des travaux empiriques a conduit à une remise en cause de ces deux principaux paradigmes.

D'une part, la Nouvelle Économie des Migrations de Travail [Stark, 1985] s'est construite, bien que dans sa continuité, en tant que réponse critique à la théorie néo-classique de la migration<sup>24</sup>. D'autre part, la reconnaissance de la nature hétérogène et non-déterministe de la migration a amené la communauté scientifique à s'éloigner de l'approche structuraliste. En

---

<sup>22</sup> « *The micro perspective focuses on the migration unit, that is the single individual or the family, and on the migration decision making process* » [Etzo, 2008 : 1].

<sup>23</sup> « *The maximising behaviour was first addressed by Hicks (1932) who argued that "differences in net economic advantages, [...] are the main causes of migration"* » [Etzo, 2008 : 3].

<sup>24</sup> « *A "New Economics of Migration" has arisen to challenge many of the assumptions and conclusions of neoclassical theory* » [Massey *et al.*, 1993 : 436].

effet, comme le soulignent Dupont et Guilmoto [1993 : 281], « *la multiplication des déplacements et de leurs formes remet en cause la portée des modèles explicatifs globalisants, le recours à une seule échelle d'analyse et la référence à un paradigme unique – approches dont le caractère réducteur ne permet pas d'expliquer la complexité des phénomènes observés* ». Les auteurs préconisent alors une complémentarité des approches intégrant plusieurs niveaux d'analyse et plusieurs dimensions<sup>25</sup>.

**Tableau 1.1. Évolutions de la pensée migratoire**

<i>Période</i>	<i>Communauté de recherche</i>	<i>Domaine politique</i>
jusque 1973	Vision optimiste de la migration et du développement	Visions développementalistes : les transferts de capitaux et de connaissances par les migrants aideraient les pays en développement à prendre le chemin du développement. Développement étroitement associé au retour.
1973-1990	Vision pessimiste de la migration et du développement (dépendance, fuite des cerveaux)	Scepticisme grandissant ; la fuite des cerveaux préoccupe ; après plusieurs expérimentations de politiques relatives à la migration de retour s'attachant à l'intégration dans les pays récepteurs. Migration largement ignorée dans le domaine du développement ; renforcement des politiques sur l'immigration.
1990-2001	Rééquilibrage en faveur de perspectives plus subtiles sous l'influence de travaux empiriques (NEMT, approches centrées sur les moyens de subsistance, transnationalisme)	Scepticisme obstiné et quasi ignorance de la question : « migration et développement, plus personne n'y croit » (Taylor et al., 1996a: 401) ; nouveau renforcement des politiques sur l'immigration.
> 2001	Essor de la recherche, en particulier sur les transferts de fonds. Visions généralement positives. Dissociation du développement et du retour.	Résurgence de l'optimisme concernant migration et développement sous l'influence de l'essor des recherches sur les transferts, et renversement soudain : transferts de fonds, <i>gain de cerveaux</i> , participation de la diaspora comme outils vitaux pour le développement. La contribution de la migration au développement est souvent associée aux espoirs placés de nouveau dans la migration circulaire et la migration de retour.

Source : De Haas [2010 : 5].

L'évolution des points de vue sur les déterminants de la migration – dont les principales théories sont répertoriées dans un tableau synoptique, en fin de chapitre, référant les grandes lignes de ces différentes approches – a donc ouvert la voie à des méthodes d'analyse de la migration pluridisciplinaires et multi-scalaires<sup>26</sup>.

<sup>25</sup> « *Le défi que pose la recherche des causes de la mobilité spatiale, c'est, pour reprendre les termes de Skeldon (1990 : 126), l'éternel problème de relier l'individu à la société et de concilier la liberté individuelle et les contraintes sociales* » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 281].

<sup>26</sup> Un raisonnement est dit « multi-scalaire » lorsque, pour construire une explication, on fait référence à des processus intervenant à différents niveaux de l'échelle géographique (locale, régionale, nationale, continentale, mondiale).

Nous traitons donc dans une première section les modèles fondateurs basés sur une approche micro-individuelle de la migration, puis, avant d'exposer les approches macro-structurelles (*section 3.*) qui s'opposent à cette approche néo-classique, nous présenterons les apports de la Nouvelle Économie des Migrations de Travail (*section 2.*). Enfin, dans une dernière partie (*section 4.*), nous identifierons les principaux enseignements de l'approche institutionnaliste de la migration, dont le cadre d'analyse, opérant à différents niveaux, apparaît comme un « courant de la synthèse », particulièrement adapté au cas indien. En effet, les migrations de travail en Inde ne peuvent s'expliquer en mobilisant un cadre théorique unique, dans la mesure où elles découlent à la fois des écarts de développement entre zones de départ et d'arrivée, mais également de la pluralité des motivations économiques individuelles ou familiales [Sen Gupta, 2011 : 78]. Un dépassement du cloisonnement théorique apparaît alors nécessaire.

### **Section 1. Les modèles fondateurs : l'approche micro-individuelle**

L'étude des phénomènes migratoires dans les sciences sociales est loin d'être un phénomène nouveau. En effet, à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, apparaissent les premiers travaux sur la migration internationale. Bien qu'Adam Smith se soit intéressé au concept de migration dès 1776 dans *The Wealth of Nations*, où il suggère que les migrations de travailleurs sont causées par l'écart entre offre et demande de travail entre différents lieux, on attribue la première théorie migratoire à Edward Ravenstein.

Ravenstein publie en 1885 *The Laws of Migration*. L'objet de ce texte<sup>27</sup> est d'étudier, à partir du *Census* britannique de 1881, les relations entre les lieux de naissance et les lieux d'habitation. Les données statistiques issues du *Census* lui permettent d'identifier les zones géographiques attractives (celles où le solde migratoire est positif) et les zones de départ (par opposition, celles où le solde migratoire est négatif). L'analyse des flux migratoires et de leurs caractéristiques constitue ainsi le point de départ de ses travaux, à partir duquel il a proposé

---

<sup>27</sup> *The Laws of Migration* publié en 1885 est le texte généralement cité lorsque l'on se réfère aux travaux de Ravenstein sur la migration, mais l'étude de la migration par Ravenstein a fait l'objet de plusieurs publications entre 1876 et 1890.

une série de lois migratoires. Nous ne présenterons pas ici l'ensemble des lois de Ravenstein<sup>28</sup> dans la mesure où elles ne constituent pas à proprement parler une théorie de la migration<sup>29</sup>, mais nous pouvons néanmoins retenir deux points fondamentaux. Le premier, portant sur les déterminants de la migration, est le constat que les principales causes de la migration sont économiques<sup>30</sup>. Le second caractérise le sens des migrations : la plupart des migrations vont des zones agricoles vers les centres industriels et commerciaux<sup>31</sup>. Cette première analyse des phénomènes migratoires basée sur le cas du Royaume-Uni au XIX<sup>ème</sup> siècle a donc posé comme norme la migration de travail des zones rurales vers des milieux urbains plus attractifs<sup>32</sup>. En effet, comme le souligne Zlotnick [2003 : 55] : « *bien que certaines de ces « lois » étaient loin d'avoir l'universalité que suggère le mot, elles contenaient néanmoins les principes qui ont guidé la plupart des recherches conduites sur le sujet au cours du XX<sup>ème</sup> siècle* ».

Ainsi, les analyses micro-individuelles qui se sont développées à partir de ce modèle au cours de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle ont longtemps constitué la vision dominante du processus migratoire. Une des régularités de ces approches est d'envisager la migration comme un choix rationnel des agents qui opèrent un calcul coût/avantage sur les gains associés à la migration. L'individu<sup>33</sup> constitue alors l'unité décisionnelle dont le choix de migrer ou non, « *conformément au schéma néo-classique de base, [...] résulte du comportement rationnel d'acteurs individuels qui cherchent à maximiser leurs revenus* » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 283].

Le cadre théorique néo-classique, face aux critiques adressées aux fortes hypothèses sur lesquelles reposent ces modèles, s'est progressivement étoffé. En effet, à partir de l'approche duale présentée par Lewis [1954], qui constitue le fondement des théories néo-classiques (I.),

---

<sup>28</sup> Pour une présentation détaillée des travaux de Ravenstein, voir : Ravenstein [1885 ; 1889], Lee [1966], Grigg [1977].

<sup>29</sup> Piché [2013 : 19] considère que pour être considérée comme tel, « *une théorie migratoire doit accomplir essentiellement deux choses : (1) expliquer pourquoi les gens migrent (les causes) ; (2) démontrer dans quelle mesure la migration atteint ses objectifs (les effets)* ». Or, les lois migratoires de Ravenstein se s'intéressent ni aux causes, ni aux effets, et ne constituent qu'une série de faits stylisés sur les mouvements de population britannique du XIX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>30</sup> « *The major causes of migration are economic* » [Ravenstein, 1885 : 181].

<sup>31</sup> « *The major direction of migration is from the agricultural areas to the centres of industry and commerce* » [Ravenstein, 1876 : 202] dans Grigg [1977 : 43].

<sup>32</sup> « *Much of the developing literature, including the main-cited Harris-Todaro model, concentrate on the transition from a rural to an urban society. This focus follows a perception of historical developments in Europe, where migration has often been perceived as the result of the uprooting of the peasantry in the process of industrialization* » [De Haan, 1999 : 4].

<sup>33</sup> « *The micro perspective focuses on the migration unit, that is the single individual or the family, and on the migration decision making process* » [Etzo, 2008 : 1].

d'autres approches, dans la continuité de Lewis, ont vu le jour : l'approche probabiliste [Todaro, 1969 ; Harris-Todaro, 1970] (2.), la théorie du capital humain [Sjaastad, 1962] (3.), et le modèle *push/pull* [Lee, 1966] (4.).

### **1. Dualité des marchés du travail**

La première analyse économique des migrations dans les pays en développement a été proposée par Lewis en 1954. Il considérait les déplacements de populations comme une réallocation de la force de travail entre un secteur rural, majoritairement agricole, et un secteur urbain, majoritairement industriel. Cette approche, développée pour décrire les processus de développement économique des pays en développement, se base donc sur une économie duale dans laquelle coexistent un secteur traditionnel marqué par une très faible productivité marginale du travail (la réduction de la main d'œuvre engagée dans le processus de production n'affecte que très faiblement les quantités produites) et un secteur moderne, capitaliste, source du processus d'accumulation et de gains de productivité. Le sous-développement provient alors pour Lewis de l'utilisation sous-optimale de la main d'œuvre. Le secteur traditionnel dispose d'un excédent de main d'œuvre qui pèse sur les salaires ruraux et pénalise les gains de productivité du secteur moderne. En conséquence, cette offre illimitée de main-d'œuvre du secteur traditionnel doit être absorbée par le secteur moderne et ainsi, permettre le développement. C'est donc la réallocation de la main-d'œuvre du secteur traditionnel vers le secteur moderne (industriel) qui va être génératrice de développement économique. D'autre part, Lewis [1954] part de l'hypothèse d'une productivité marginale du travail nulle dans les zones rurales et strictement positive en ville. Dans ce cadre théorique, le processus de migration est alors socialement souhaitable, car il découle d'une réallocation de la main d'œuvre des campagnes vers les villes, ce qui entraîne une augmentation rapide du produit marginal urbain provoquée par l'accumulation du capital et du progrès technique [Zenou, 1997 : 3].

Le modèle de Lewis ne constitue cependant pas, en tant que tel, une théorie de la migration, dans la mesure où ce dernier explique plus le développement économique par la migration, que la migration en elle-même [Gubert, 2010 : 96]. Ce modèle a néanmoins servi de base aux



travaux de Ranis et Fei [1961], entre autres<sup>34</sup>, qui ont formalisé une approche dynamique de ce modèle dual. Selon ces approches, le processus migratoire se met en place lorsqu'il existe des différences géographiques dans la demande et l'offre de travail<sup>35</sup> : les régions caractérisées par une pénurie de main-d'œuvre, relativement au capital, connaissent un salaire d'équilibre élevé alors que celles ayant une offre de travail importante par rapport au capital connaissent un salaire d'équilibre bas. C'est alors le différentiel entre les salaires d'équilibre qui crée les flux migratoires des régions à bas salaires vers les régions à hauts salaires [Fluckiger, 2005 : 3].

La principale limite de cette approche réside alors dans la trop forte dépendance aux hypothèses initiales (une main-d'œuvre abondante dans le secteur agricole et un besoin de main d'œuvre important dans le secteur moderne, un différentiel de salaire et une parfaite substituabilité de la main-d'œuvre entre les deux secteurs) sur laquelle reposent les déterminants de la migration. En effet, ce modèle n'apparaît pas robuste lorsque les hypothèses fondatrices ne sont pas vérifiées et ne peut expliquer la persistance des flux migratoires vers les zones urbaines en présence de chômage ou en l'absence de différentiel de salaire entre zones urbaine et rurale<sup>36</sup>. D'autre part, la théorie migratoire néo-classique conçoit la migration comme une forme d'allocation optimale des facteurs de production au bénéfice des pays émetteurs et récepteurs. Cependant, comme le souligne De Haan [2010 : 6], « *de telles perspectives optimistes s'inspiraient pleinement d'études antérieures sur la migration rurale-urbaine à l'intérieur de l'Europe et des États-Unis et s'appuyaient également sur l'expérience migratoire historique de l'Europe vers les États-Unis. En outre, elles reflétaient la prédominance des perspectives « développementalistes » dans la théorie du développement et la théorie des vingt années suivant la Deuxième Guerre mondiale. Les perspectives évolutionnistes en matière de développement étant alors dominantes, il était attendu des pays récemment décolonisés qu'ils suivent le même chemin menant à la modernisation, l'industrialisation et la croissance économique rapide que de nombreux pays occidentaux avaient suivi* ».

---

<sup>34</sup> A. Lewis a inspiré des travaux néo-classique de modèles d'équilibre tel que ceux de Jorgensen [1967] ou de Todaro [1969], mais également des travaux d'inspirations keynésiennes tel que ceux de Taylor [1983] [Assidon, 2002 : 40].

<sup>35</sup> « *According to [the neo-classic theory] and its extensions, internal migration, like its internal counterpart, is caused by geographic differences in the supply and demand for labor* » [Massey et al., 1993 : 433].

<sup>36</sup> Selon les modèles dualistes : « *The elimination of wage differentials will end the movement of labor, and migration will not occur in the absence of such differentials* » [Massey et al., 1993 : 434].

Au cours des années 1960, la coexistence d'une émigration rurale massive et d'un chômage urbain croissant dans nombre de PED a remis en cause la validité de ces modèles [Gubert, 2010]. Ces limites ont amené les continuateurs issus de la tradition néo-classique à dépasser ce cadre d'analyse trop restrictif en y apportant des modifications substantielles dont l'approche probabiliste, développée par Todaro [1969] et Harris-Todaro [1970], constitue la principale avancée.

## **2. L'approche probabiliste**

Michael Todaro [1969], en s'appuyant sur le modèle théorique de Lewis [1954] représentant une économie duale où coexistent un secteur rural (traditionnel) et un secteur urbain (moderne), part du constat que les problèmes de chômage et de sous-emploi en milieu urbain n'ont pas été assez considérés par l'économie du développement. Le modèle de Lewis [1954] se restreint à une analyse sectorielle sans décomposer les mécanismes de la migration et de sous-emploi urbain, et la formalisation de Ranis et Fei [1961] n'envisage pas les causes et les implications de l'explosion du chômage urbain dans les pays en développement. L'objectif de Todaro est donc de fournir un modèle capable d'expliquer d'une part les flux de migration rural-urbain, mais également de comprendre les mécanismes pouvant amener à l'équilibre du marché du travail. Le point de départ de ce modèle est donc la reconnaissance de « *l'existence d'un bassin de chômage et de sous-emploi en zone urbaine qui va avoir une incidence sur la probabilité d'un migrant potentiel de trouver un emploi dans le secteur moderne* » [Todaro, 1969 : 138]. En partant de ce postulat, Todaro va chercher à analyser les déterminants de l'offre de travail. Il ne s'intéresse alors plus au différentiel de salaire en tant que tel (contrairement à ses prédécesseurs : Lewis [1954] ; Jorgenson (1967)), mais plutôt au différentiel de revenu « attendu », c'est-à-dire le revenu corrigé de la probabilité pour le migrant de trouver un emploi en zone urbaine. Pour ce faire, Todaro va incorporer une composante probabiliste<sup>37</sup> au modèle.

---

<sup>37</sup> « Ces travaux ont été qualifiés de probabilistes (Zenou, 1995) en raison de leur utilisation des probabilités pour souligner le caractère rationnel de la migration en dépit du chômage. Ainsi le migrant compare-t-il son revenu rural à son salaire urbain attendu, la migration se produisant si ce salaire urbain excède le revenu rural » [Aknin, 2002 : 190].

Ainsi, dans ce modèle, la décision de migrer ou non va dépendre de deux principaux paramètres<sup>38</sup>. Premièrement, le différentiel de revenu effectif entre les zones rurales et urbaines. Deuxièmement, la probabilité d'obtenir un emploi en zone urbaine, autrement dit la probabilité de trouver un emploi permanent dans le secteur moderne avec un salaire significativement supérieur à celui existant en zone rurale. Cette précision est importante pour le modèle en ce sens que l'emploi occasionnel et l'emploi dans le secteur traditionnel urbain<sup>39</sup> sont envisagés comme des étapes de transition préalables à l'obtention d'un emploi dans le secteur moderne urbain. Ce second paramètre joue un rôle central dans le modèle de Todaro puisque la longueur de la période transitoire, et donc le temps nécessaire à l'obtention d'un emploi moderne, va influencer la décision de migrer<sup>40</sup>. Le migrant arbitre donc entre la probabilité de trouver un emploi dans le secteur moderne (tenant compte du risque d'être sans emploi ou d'occuper un emploi transitoire en zone urbaine durant une certaine période) et le gain espéré, lié au différentiel de salaire avec la zone rurale. Dans ce cas, même si le salaire urbain réel, durant la période transitoire, est inférieur au salaire réel rural, la décision de migrer peut continuer à être envisagée sur une base de rationalité économique lorsqu'elle l'est sur le long terme<sup>41</sup>. Le modèle ainsi développé par Todaro dans sa forme première relève plus du concept de revenu permanent de Friedman [1957] que des théories de différentiel de salaire. En effet, du fait de la période transitoire et de la probabilité associée de trouver un emploi dans le secteur moderne, la décision de migrer va dépendre de l'estimation du revenu sur le long terme plutôt que du gain espéré relevant du différentiel de salaire urbain-rural.

*« Thus, as long as the rural-urban real income differential continues to rise sufficiently fast to offset any sustained increase in the rate of job creation, then even in spite of the long-run stabilizing effect of a lower probability of successfully finding modern sector employment, the lure of relatively higher permanent incomes will continue to attract a steady stream of rural migrants into the ever more congested urban slums » [Todaro, 1969 : 147].*

---

<sup>38</sup> « Unemployment rate and wage differentials between the rural and the urban sectors are the key elements of migration » [Etzo, 2008 : 3-4].

<sup>39</sup> Todaro définit le secteur traditionnel urbain comme suit : « The urban traditional sector will encompass all those workers not regularly employed in the urban modern sector, i.e., the overtly unemployed in the urban modern sector, the underemployed or sporadically employed, and those who grind out meager existence in petty retail trades and services ». Voir également la définition de J.P. Lewis [1962 : 53].

<sup>40</sup> « The existence of a large pool of unemployed and underemployed urban workers must certainly affect a prospective of migrant's "probability" of finding a job in the modern sector » [Todaro, 1969: 138].

<sup>41</sup> « Even if expected urban real income is less than rural real income for a certain period following migration, it may still be economically rational from a longer-run point of view for the individual to migrate and swell the ranks of the urban traditional sector » [Todaro, 1969, 140].



Le différentiel de salaire entre zones rurales et zones urbaines étant la plupart du temps en faveur des villes, le principal déterminant de la migration est alors lié à la probabilité de trouver un emploi<sup>42</sup>.

L'apport des travaux de Todaro est donc de pouvoir expliquer pourquoi persiste une migration des zones rurales vers les zones urbaines alors même que le chômage urbain augmente. Cette conclusion semble se vérifier dans certains cas, en particulier dans les grandes villes indiennes où chaque jour arrivent par milliers des nouveaux migrants venus des zones rurales environnantes ou non, qui s'entassent dans les bidonvilles avec comme seule perspective d'emploi, au moins dans un premier temps, la subsistance dans le secteur traditionnel urbain. Harris et Todaro ont, en 1970, élargi le modèle de base de Todaro en l'appliquant au cas de l'Afrique Sub-Saharienne. Il est alors question d'expliquer le « paradoxe de Todaro<sup>43</sup> » selon lequel une hausse de l'emploi urbain, en attirant de façon plus que proportionnelle la population rurale, entraînerait une augmentation du chômage. Pour résoudre ce paradoxe, les auteurs proposent une réponse en deux temps, consistant d'une part, à lutter contre l'exode rural en développant l'emploi et en augmentant les salaires en zone rurale et d'autre part, à limiter l'attrait des villes en encadrant l'emploi public et les subventions salariales (en particulier le salaire minimum).

Aknin [2002 : 190] résume le modèle probabiliste en ces termes : « *Que l'approche retenue soit statique (Harris et Todaro, 1970) ou dynamique (Todaro, 1969), les conclusions sont les suivantes : d'une part, la migration de travail est économiquement justifiée – parce que le décideur incorpore l'existence du chômage urbain dans sa fonction objectif, et d'autre part le développement économique ne peut échapper au chômage urbain* ». Ainsi, l'originalité de ces travaux est d'envisager la migration comme une réponse au différentiel de salaires urbain-rural anticipé plutôt qu'au différentiel effectif, incorporant la notion de risque liée à la période de prospection. Dans ces conditions, l'apparition et la persistance du chômage urbain découlent de la mise en place par le gouvernement d'un niveau de salaire trop élevé et rigide à la baisse [Zenou, 1997]. Les modèles probabilistes permettent ainsi d'expliquer, à l'équilibre, la persistance d'un chômage urbain élevé (les créations nouvelles d'emploi ne conduisent pas

---

<sup>42</sup> Pour illustrer ce choix méthodologique, Todaro présente un exemple historique. Suite à la grande dépression que connaissent les États-Unis dans les années 1930, Théodore Schultz [1945], économiste américain, constate que malgré un niveau de salaire largement supérieur en zone urbaine, il y a un flux de migration net des villes vers les campagnes. Ce paradoxe historique s'explique pour Todaro par le fait que la probabilité de trouver un emploi en zone rurale était alors plus grande en zone rurale que dans le secteur industriel en crise.

<sup>43</sup> « *Todaro (1969) a mis en évidence l'existence d'un lien paradoxal entre emploi formel et chômage. Sous certaines conditions, il a montré qu'il était possible qu'une hausse de l'emploi entraîne une hausse conjointe du chômage du fait du surcroît de migration induit par la hausse de l'emploi formel. Ce phénomène est connu sous le nom du « paradoxe de Todaro »* » [Bazillier, 2008 : 17-18].

forcément à une réduction du chômage : « paradoxe de Todaro »), et les différences de salaires existants entre régions. Chasteland *et al.* [1991] reconnaissent que ce modèle marque une rupture avec les modèles précédents en mettant l'accent sur les imperfections des marchés urbains du travail (notamment à travers l'absence d'équilibre dans le secteur moderne, où les salaires sont fixés artificiellement à un niveau supérieur à celui des salaires correspondant à l'équilibre du marché). Cependant, bien que le modèle d'Harris-Todaro ait largement dominé, et soit encore utilisé dans les travaux empiriques sur la migration, un certain nombre de critiques lui ont été adressées, notamment sur la rigidité de ses hypothèses.

Si plusieurs modifications ont été apportées au modèle fondateur de Lewis [1954] pour le rendre plus réaliste, elles ne changent pas fondamentalement les bases du modèle original [Fluckiger, 2005 : 3-4]. La décision de migrer demeure individuelle et les déterminants de la migration ne sont envisagés que d'un point de vue économique<sup>44</sup>. En effet, bien que « *les déplacements de main d'œuvre obéissent aux déséquilibres salariaux, en tenant compte à la fois des coûts propres à la migration et de l'horizon temporel sur lequel raisonnent les migrants (et qui inclut des périodes initiales de chômage)* », ce modèle « *repose sur le pari de l'individualisme méthodologique qui consiste à faire reposer les dynamiques migratoires sur la seule modélisation du comportement micro-économique individuel* » [Guilmoto et Sandron, 1999 : 48]. Dans ces conditions, « *la décision de migrer est prise par un acteur individuel, isolé, hors de tout contexte familial, communautaire et social* » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 284]. Or, « *une avancée notoire pour la compréhension des comportements migratoires dans les pays en développement est la prise en compte de leur dimension collective et l'appréhension des migrations – et autres formes de mobilités spatiales – comme des éléments des stratégies familiales destinées à assurer la survie et la prospérité du groupe* » [Op. Cit. : 284]. Les mécanismes décisionnels de la migration, notamment en Inde, reposant alors plus sur des stratégies collectives<sup>45</sup> de diversification visant à minimiser les risques plutôt qu'à des logiques individuelles de maximisation des revenus.

---

<sup>44</sup> La limitation majeure de la tentative modélisatrice de Todaro est de mettre en équations les paramètres qui gouvernent, selon lui, les migrations des milieux ruraux vers les villes dont l'argumentaire « *reste confiné dans un champ economiciste – fût-ce en distinguant utilement les représentations des migrants potentiels, espérant trouver un emploi urbain, des opportunités effectivement offertes par la ville, et la probabilité d'y avoir accès* » [Racine, 1994 : 314].

<sup>45</sup> « *The migrant himself does not make the decision to move and he is not motivated by his own personal gain. The family or the head of the family sends some members to the urban sector if it is best for the family's interest. This is called family decision about migration and the fact of sending a few members to the urban sector while keeping other members in the rural sector is denoted as partial migration* » [Bhattacharya, 1983 : 52].

D'autre part, la migration n'est motivée que par des considérations salariales et le revenu rural est considéré comme certain. Ce postulat occulte la dimension hautement aléatoire de la production agricole dans les pays en développement [Aknin, 2002 : 190]. Il est également à noter que les modèles néo-classiques reposent sur une hypothèse forte d'homogénéité des compétences entre zones de départ et d'arrivée, autrement dit, ils considèrent que le travail est complètement interchangeable [Zlotnik, 2003].

Une autre limite qui peut être reprochée à ces modèles néo-classiques réside dans l'idée que la migration est déterminée uniquement par les déséquilibres opérant sur le marché de l'emploi, les autres marchés ne jouant pas directement sur la décision de migrer<sup>46</sup>. Or, de nombreuses études empiriques ont montré l'impact des différents marchés, notamment celui du crédit<sup>47</sup>, sur les processus de migration. De plus, la validité de tels modèles semble difficilement applicable au cas indien dans la mesure où près de 70% de l'emploi urbain demeure dans l'informel<sup>48</sup>. Breman [1976], bien qu'il réfute cette opposition binaire formel/informel – qu'il considère comme une variante sémantique de l'analyse dualiste –, remet en cause cette approche probabiliste. Le marché du travail urbain indien étant très segmenté, la mobilité d'un secteur à un autre est très faible : une fois qu'un travailleur entre dans le secteur informel, il y est « piégé », non pas par manque de capital humain, mais à cause des barrières institutionnelles du côté de la demande. L'hypothèse de modernisation du marché du travail formel intégrant progressivement la main-d'œuvre du secteur informel n'est alors pas valide : « *the informal sector includes the mass of the working poor whose productivity is much lower than that of those working in the modern enclave ; the latter however has no room for the mass of population* » [Breman, 1976 : 9].

Ainsi, la probabilité de trouver un emploi dans le secteur moderne, par ailleurs socialement très segmenté, reste extrêmement faible, sans que cette situation décourage les arrivées massives de travailleurs dans les mégapoles indiennes [Dupont, 2008]. Gupta et Mitra [2002] ont par ailleurs montré que la segmentation géographique<sup>49</sup> du marché du travail urbain participait à la segmentation du marché du travail, d'autant plus que le processus de périurbanisation qui opère dans les grandes villes indiennes tend à accentuer ces phénomènes

---

<sup>46</sup> « *Migration decisions stem from disequilibria or discontinuities between labor markets; other markets do not directly influence the decision to migrate* » [Massey et al., 1993 : 435].

<sup>47</sup> Voir par exemple les travaux de Guérin et al. [2012].

<sup>48</sup> « *In urban areas around 70% of workers worked in the informal sector* » [Naik, 2009 : 5].

<sup>49</sup> « *By physical segmentation, we mean inaccessibility of certain types of jobs to certain groups of individuals, primarily because of the distance factor within a city (high-income jobs may be available in a particular locality, but its physical distance from the place where one specific group of migrants resides could be so great that such jobs may remain inaccessible to them). Even inexpensive (intra-city) transport for commutation may not eliminate these labour market barriers, especially in developing countries* » [Gupta et Mitra, 2002 : 163].

[Dupont, 2001]. Dans ces conditions, comme le remarque Bhattacharya [2002 : 963] : « *it is clear that if the view of the labour migration flow as consisting of two distinct streams with separate incentives is empirically well-grounded, then many of the conclusions derived from the Todaro and Harris–Todaro-type models would appear not to be very relevant* ».

Notons également que les hypothèses d'information pure et parfaite et le raisonnement en termes de calcul coûts/avantages dans la décision de migrer qui en découle, se posent comme des postulats sans aucun fondement empirique. Dans bien des cas en Inde, les migrants potentiels n'ont qu'une idée très partielle et tronquée des possibilités d'emplois urbains, et sont souvent dépendants d'intermédiaires ou tout au moins de contacts personnels. De la même manière, postuler que les migrants raisonnent en termes de coût/avantage est très limité, notamment dans le cas des migrations circulaires organisées<sup>50</sup>, du fait qu'ils ne savent tout simplement pas où ils vont [Guérin, Subramanian, Venkatasubramanian et Michiels, 2012 ; Picherit, 2012].

Ainsi, nous pouvons reprocher à la théorie probabiliste son inadéquation avec le réel et son incapacité à passer l'épreuve de l'empirisme<sup>51</sup>. En effet, malgré sa popularité en termes de modélisation, sa reconnaissance institutionnelle et son utilisation politique<sup>52</sup>, de nombreuses études menées sur le cas indien [Banerjee, 1983 ; Bhattacharya, 2002 ; Lall *et al.*, 2006 ; Chakravarty et Barua, 2012] ont montré les limites d'une telle approche, et comme le soulignent plus particulièrement Lall *et al.* [2006 : 46] : « *the empirical literature has not been convincing in assessing whether the conditions for the Todaro paradox were met in the real world* ».

---

<sup>50</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces formes particulières de migration organisées par des recruteurs de main-d'œuvre dans la suite de la thèse (cf. Chapitre 5 et 6).

<sup>51</sup> « *'Todaro's job-lottery and high unemployment view of the labour market in the Third World simply fails to pass the test of evidence. The time surely has come for these theorists to consider whether they should continue to base their work exclusively on these models or also construct models which may perhaps be less snappy but are more in line with the available empirical evidence* » [Williamson, 1988 dans Bhattacharya, 2002 : 963].

<sup>52</sup> « *The Todaro Paradox conveyed the message that internal migration can be harmful because it exacerbates urban unemployment. Given the high unemployment rates and significant migration to cities in developing countries, this idea has certainly inspired many governments to implement restrictive policies even though the empirical validity of the Harris-Todaro model and of the Todaro paradox are not clearly established* » [Lall *et al.*, 2006 : 16].

### 3. La théorie du capital humain

Larry Sjaastad introduit en 1962 la théorie du capital humain<sup>53</sup> dans l'étude des migrations. Le point de départ de cette approche est la remise en cause de l'idée d'un différentiel de salaire comme principal déterminant des mouvements de population. La migration y est alors plutôt envisagée comme « *un investissement qui augmente la productivité des ressources humaines, un investissement qui a des coûts et qui a aussi des bénéfices* » [Sjaastad, 1962 : 83].

Dans ce modèle, un des premiers modèles explicatifs, Sjaastad traite la migration comme une décision individuelle d'investissement, là encore basée sur un principe de rationalité, mais s'attache à faire le lien entre les causes de la migration, qui résultent d'un calcul coût/avantage, et ses effets, alors envisagés en termes de retour sur investissement. Les individus, en fonction de leurs caractéristiques propres (niveau de formation, âge, etc.), vont calculer la valeur présente des revenus futurs de leur capital humain, et cela pour chaque région, y compris celle d'origine. La décision de migrer va donc dépendre du potentiel « retour sur investissement » qui découlerait de la migration et non plus du différentiel de salaire<sup>54</sup>. Les individus évaluent si les retours sur investissements, nets des coûts liés au déplacement, sont supérieurs ailleurs que chez eux. Sjaastad entend par « coûts » : les coûts monétaires (dépenses liées au voyage), mais également les coûts d'opportunité (manque à gagner accumulé pendant le voyage et durant la recherche et l'apprentissage d'un nouvel emploi) et les coûts psychiques (séparation de la famille, renoncement à un mode de vie).

La migration est ainsi envisagée comme une forme d'investissement qui vise à accroître la productivité des ressources humaines par la recherche de meilleures opportunités d'emplois. Elle résulte alors d'une évaluation comparée des coûts économiques et psychiques liés à la migration et des gains escomptés.

Le principal apport des travaux de Sjaastad concerne donc l'introduction de la notion de « capital humain » dans la théorie migratoire. Il défend l'idée qu'« *il est particulièrement utile d'employer le concept de capital humain et d'envisager les migrations, la formation et l'expérience comme des investissements dans le facteur humain* » [Sjaastad, 1962 : 87]. Les notions d'« investissement » et de « retour sur investissement » en capital humain constituent

---

<sup>53</sup> Becker [1964 : 1] définit ce dernier comme « *l'ensemble des activités qui influencent les revenus monétaires et psychiques futurs par l'augmentation des ressources des personnes* ».

<sup>54</sup> « *As I have indicated, cognizance of, and attention to, these additional investments [en capital humain] offer a promising clue to observed immobility in the face of large differentials in current earnings* » [Sjaastad, 1962 : 92-93].

donc les points centraux de l'analyse de Sjaastad, dans la mesure où selon cette approche « ces investissements dans le facteur humain sont probablement aussi, sinon plus, importants que le processus de migration lui-même » [Piché, 2013 : 21].

D'autre part, contrairement aux modèles néo-classiques standards (notamment ceux de Lewis [1954] ; et Todaro [1969]), la théorie du capital humain montre que les individus ne réagissent pas de la même manière aux différentiels de salaire et aux taux de chômage<sup>55</sup>. En d'autres termes, la théorie du capital humain montre qu'il faut prendre en compte l'hétérogénéité des individus dans l'analyse des mouvements migratoires. La probabilité de migrer décroît alors avec l'âge, les jeunes étant moins sensibles aux incertitudes liées à la migration<sup>56</sup>, et elle est également supposée croître avec le niveau de formation dans la mesure où l'instruction diminue les risques liés à la migration. Enfin, les risques et les coûts migratoires sont supposés augmenter avec la distance (l'information liée au marché du travail étant meilleure et plus accessible pour les régions proches).

La prise en compte des caractéristiques socio-économiques des individus dans l'étude de la migration devient alors essentielle dans le but de capter les diversités de situations que recouvre un même phénomène migratoire. En effet, il ne suffit plus de traiter les différentiels de salaire et de taux de chômage, mais il faut également tenir compte de l'hétérogénéité des individus. Cette dernière induit donc un processus de sélection<sup>57</sup> qui implique une propension à migrer différente selon les personnes. Les facteurs socio-démographiques (âge, éducation, statut matrimonial, sexe, etc.) agissent alors comme les principaux facteurs de sélection influençant les propensions à migrer [Champion et Fotheringham, 1998 dans Etzo, 2008 : 7].

Dans notre application au cas indien, nous retiendrons particulièrement de la théorie du capital humain de Sjaastad la prise en compte de l'importance des coûts psychiques dans le processus migratoire, dans la mesure où l'attachement au mode de vie villageois demeure une caractéristique importante de la société rurale indienne [Racine, 1994], et l'intégration de l'hétérogénéité des agents comme élément permettant une meilleure appréhension des phénomènes migratoires dans leurs singularités. La reconnaissance, même limitée, de

---

<sup>55</sup> « *The Human Capital approach proved to be superior to the wage differential hypothesis, dominating till the sixties, which stated that migration decisions mainly depend on actual real wage differences between the countries. Compared with this, in Sjaastad's Human Capital model, migration decisions depend on actual and on future real wage differences (and migration costs) as well* » [Berninghaus et Seifert-Vogt, 1987 : 201-202].

<sup>56</sup> « *Their [young persons] longer life expectancy increases the present value of the returns to additional investment relative to the older group* » [Sjaastad, 1962 : 88].

<sup>57</sup> « *The human capital theory of migration has emphasized the distinction between the determinants of migration (in a strict sense) and other individual characteristics which, indeed, select migrants. [...] Migration may be viewed as a phenomenon involving a selective process* » [Etzo, 2008 : 6].



l'existence de déterminants non-économiques de la migration a ouvert la voie à de nouvelles approches prenant en compte la dimension sociale.

Comme le souligne Kalam [1994 : 73-74], la migration ne peut être envisagée uniquement comme une réponse rationnelle au fait qu'une famille ou un individu n'a pas ou plus de bonnes raisons économiques de rester au village. L'économie seule n'attache pas à un lieu, les ancrages liant les individus au village sont bien plus profonds et relèvent également de multiples aspects, sociaux, culturels, psychiques et religieux. Le processus de socialisation qui forge la personnalité des individus, en particulier dans la société hindoue où le rang hiérarchique détermine presque tout de la vie individuelle (en témoigne les dépenses considérables qui peuvent être engagées dans une dot pour un mariage inter-caste<sup>58</sup>), donne une place et un rôle à chaque individu dont il est difficile de se détacher. La décision de partir suppose donc que l'on soit prêt à s'affranchir du cadre mental qui garantissait jusqu'ici une certaine sécurité psychologique. La migration représente donc un coût psychique dans la mesure où l'individu doit se recréer un rôle, voire un monde. Ceci peut également expliquer l'organisation communautaire des migrants sur les lieux de migration qui recréent ainsi des schémas dans lesquels ils se retrouvent. La migration répond donc à des logiques économiques, mais les facteurs sociaux jouent également un rôle tout aussi important dans la décision de migrer.

#### **4. Le modèle push/pull**

Les travaux de Sjaastad [1962], ainsi que ceux de Stouffer [1940 ; 1966], ont servi de base au cadre d'analyse de la migration d'Everett Lee [1966]<sup>59</sup>. Ses travaux se basent sur une analyse élargie de la migration où sont pris en compte des facteurs autres qu'économiques pour expliquer les déterminants, les flux et nouveauté dans ce champ d'études, le caractère volontaire ou non des migrations.

---

<sup>58</sup> Pour une lecture approfondie du système matrimoniale en Inde, voir Laroche-Gisserot [2006].

<sup>59</sup> Les travaux de Sjaastad ont servi de référence aux travaux d'Everett Lee qui se sert des caractéristiques individuelles des migrants pour expliquer les schémas migratoires. Malgré une différence de vocabulaire, le postulat de base développé par Sjaastad portant sur le calcul coûts/avantages est ici remplacé par un arbitrage individuel entre les facteurs d'attraction du lieu de destination et les facteurs de répulsion du lieu de départ. Samuel Stouffer suggère quant à lui que la migration est fonction de l'attractivité relative perçue des zones d'origines et de destination et que les flux de migration sont conditionnés par l'existence d'opportunités et d'obstacles. La distance étant un des principaux facteurs dans la décision de migrer puisqu'elle accroît les coûts tangibles et intangibles de la migration [Zlotnik, 2003 : 64].

Lee présente ainsi quatre séries de facteurs qui vont déterminer le processus de migration. Les facteurs associés aux zones de départ, ceux associés aux zones de destination, les barrières ou entraves qui vont jouer sur la décision de migrer ou non, et enfin des facteurs propres aux individus. Les zones de départ et d'arrivée sont caractérisées par un ensemble de facteurs positifs d'attraction (*pull factors*) et de facteurs négatifs de répulsion (*push factors*), cependant, la simple comparaison des facteurs d'attraction et de répulsion n'explique pas à elle seule la migration. Une série d'obstacles va également peser sur la décision de migrer<sup>60</sup>. Enfin, la prise en compte de l'hétérogénéité des individus dans la prise de décision apparaît ici centrale. Ceci implique qu'en fonction de leurs caractéristiques propres (situation familiale, niveau d'éducation, etc.) et selon l'étape du cycle de vie, les individus ne vont pas avoir la même perception des facteurs d'attraction et de répulsion, ni des obstacles<sup>61</sup>. Ce sont donc les perceptions qu'ont les individus des lieux de départ et de destination, plus que les facteurs exogènes (différentiel de salaire, taux de chômage urbain, etc.) qui constituent alors des éléments essentiels dans la prise de décision migratoire.

Le principal apport de cette approche sociologique de la migration réside dans la reconnaissance des migrations non volontaires. Si les individus répondant aux facteurs attractifs des lieux de destination semblent positivement sélectionnés<sup>62</sup>, ceux réagissant aux facteurs de répulsion des lieux de départ sont moins enclins à migrer volontairement<sup>63</sup>. Le processus migratoire ne peut alors s'envisager comme un phénomène aléatoire, les caractéristiques socio-économiques des individus, tout comme leurs perceptions propres des facteurs de répulsion, d'attraction et des différentes barrières, constituant un processus sélectif déterminant le phénomène migratoire<sup>64</sup>.

Cette approche semble particulièrement faire sens dans le cas indien où il existe une certaine diversité des phénomènes migratoires. Si la mobilité peut en effet relever de logiques émancipatrices pour certaines classes ou communautés, elle peut également s'inscrire dans

---

<sup>60</sup> Lee entend par « obstacles » l'ensemble des entraves, physiques (comme exemple le mur de Berlin), institutionnelles (les politiques d'immigration) ou géographiques (la distance).

<sup>61</sup> « *Some of these factors affect most people in the same way, while others affect different people in different way* » [Lee, 1966 : 50].

<sup>62</sup> « *Migrants responding primarily to plus factors at destination tend to be positively selected* » [Lee, 1966 : 56].

<sup>63</sup> « *Migrants responding primarily to minus factors at origin tend to be negatively selected* » [Lee, 1966 : 56].

<sup>64</sup> « *Migration is selective. This simply states that migrants are not a random sample of the population at origin. The reason why migration is selective is that persons respond differently to the sets of plus and minus factors at origin and at destination, have different abilities to overcome the intervening sets of obstacles, and differ from each other in terms of the personal factors* » [Lee, 1966 : 56].



des perspectives d'aliénation pour d'autres<sup>65</sup>. Dans ce sens, plusieurs études menées en Inde ont fait apparaître les liens entre migration et classe ou caste d'appartenance. Bhagat [2009] a notamment proposé une analyse des migrations internes en Inde en s'intéressant plus particulièrement aux groupes les plus socialement désavantagés (*Scheduled Caste, Scheduled Tribe* et *Other Backward Classes*<sup>66</sup>). L'auteur conclut, en s'appuyant sur les flux migratoires post-réformes libérales (pour la période 1991-2001) que les classes les plus désavantagées ne migrent pas significativement plus que les autres et qu'au contraire, sur la période étudiée, la mobilité accrue de la population de l'Inde après la libéralisation de l'économie semble plutôt être le fait des sections de la population les mieux loties [Bhagat, 2009 : 17]. Ainsi, les facteurs d'attraction seraient des facteurs plus déterminants que les facteurs de répulsion dans les mouvements de population en Inde sur la période étudiée.

Ce type de résultat met en lumière une des limites des modèles *push/pull*. La portée générale des déterminants de la migration ne peut, en effet, être retenue comme valide, dans la mesure où les logiques de migration dépendent grandement des structures politiques, économiques et sociales prévalant dans chaque contexte particulier, mais également des types de migration étudiés. Dans certains cas, ce seront les plus éduqués et les plus aisés qui pourront partir, comme cela a été décrit par Varrel [2009], sur la migration des élites de Bangalore. Dans d'autres, seuls les plus vulnérables auront la nécessité de quitter un endroit pour survivre. Dans ce sens, Breman [1996] trouve une surreprésentation des *Harijans* (basses castes) dans les migrations circulaires au Gujarat. L'universalité des déterminants est d'autant plus dangereuse qu'au sein d'un même village, différentes logiques peuvent se superposer. D'autre part, comme le note Boyd [1989], les apports de cette théorie ont largement été remis en question dans les approches récentes de la migration<sup>67</sup>. En effet, selon cette théorie, les mouvements migratoires sont le fruit, soit des forces sociales et économiques dans les lieux de départ qui poussent une partie de la population à migrer, soit de l'attractivité des lieux de destination liée à un ou plusieurs facteurs sociaux et économiques qui y prévalent. Une

---

<sup>65</sup> Le *neo-bondage* décrit par Breman [1996 ; 2010] constitue un exemple marquant des formes contemporaines d'aliénation en Inde (nous reviendrons plus en détail sur ce type de migrations dans la suite de la thèse).

<sup>66</sup> Les castes répertoriées (*Scheduled Castes* ou SC) et les tribaux répertoriés (*Scheduled Tribes* ou ST) sont les termes administratifs utilisés pour dénommer respectivement les Ex-Intouchables ou *Dalits* et les populations autochtones tribales, ces derniers provenant le plus souvent des zones montagneuses et très reculées du pays. Les « autres castes arriérées » (*Other Backward Classes* ou OBC) correspondent également à une catégorie administrative et se composent principalement de castes de rang inférieur (de la *varna* des *shudra*) autre que *Dalits*. Il s'agit le plus souvent de castes de cultivateurs, d'éleveurs et d'artisans, et représentent un peu plus de la moitié de la population indienne.

<sup>67</sup> « *Today, contemporary treatments of migration theory often begin with the almost de rigueur reference to the demise of push-pull theory* » [Boyd, 1989 : 640].

hypothèse sous-jacente à cette théorie est donc l'immobilisme des populations en l'absence d'éléments déclencheurs des migrations. Or, comme le soulignent Lucassen et Lucassen [1997 : 9] : « *migration can be view as a normal and structural element of human societies throughout history* ».

Les modèles fondateurs, qu'ils soient d'origine néo-classique [Lewis, 1954 ; Todaro, 1969 ; Harris et Todaro, 1970 ; Sjaastad, 1962] ou fondés sur une approche plus sociologique [Lee, 1966], constituent les bases à partir desquelles la théorie de la migration s'est construite. C'est en effet à partir des apports et des limites de ces différentes approches qu'a évolué la pensée migratoire, soit en adoptant une rupture paradigmatique franche, comme l'ont fait les approches macro-structurelles (*Section 3.*), soit en marquant une rupture plus mesurée, se posant en quelque sorte en tant que continuateur de cette approche néo-classique, comme l'a fait la Nouvelle Économie de la Migration de Travail (*Section 2.*).

## **Section 2. La Nouvelle Économie de la Migration de Travail (NEMT)**

La reconnaissance des limites des théories néo-classiques a conduit à l'émergence de théories dépassant cette approche standard<sup>68</sup>. C'est dans ce contexte que s'est développée la Nouvelle Économie des Migrations de Travail (NEMT) sous l'influence d'Oded Stark. Cette approche reste dans la lignée des approches micro-individuelles abordées précédemment, mais marque une rupture par rapport aux modèles standards sur deux points fondamentaux.

Le premier point porte sur le niveau d'analyse des migrations. Jusqu'à présent, les théories concevaient, comme nous l'avons vu, la migration comme un choix individuel. Les travaux de Jacob Mincer [1978], en montrant l'influence de l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail sur les processus migratoires, ont ouvert la voie aux travaux élargissant l'analyse de la migration à l'échelle de la famille ou de la collectivité. Bien que le point de départ soit différent, l'approche de la NEMT pose comme niveau décisionnel la

---

<sup>68</sup> Dans les années 1980 et 1990, la nouvelle économie des migrations de travail (NEMT) a vu le jour en tant que réponse critique à la théorie néo-classique de la migration [Massey *et al.*, 1993 : 436] : « *A "New Economics of Migration" has arisen to challenge many of the assumptions and conclusions of neoclassical theory* ».

famille<sup>69</sup>. Ainsi, les individus agissent collectivement (au niveau du ménage ou de la famille) afin, d'une part, de maximiser le revenu escompté, mais également afin de minimiser les risques et d'atténuer les défaillances du marché [Zlotnik, 2003]. Stark [1978], puis Stark et Levhari [1982], partent en effet du constat que les ménages sont exposés à différents types de risque et font l'hypothèse que l'émigration de certains membres constitue un moyen de s'en protéger. Le caractère hautement irrégulier de l'activité principale en milieu rural – l'activité agricole est en effet très sensible, entre autres, aux aléas climatiques, aux cours des marchés, à la demande, etc. – ne peut être compensé par des marchés de crédit ou d'assurance défaillants ou inexistantes. En effet, l'incapacité de ces marchés à fournir un niveau de protection satisfaisant conduit les ménages, ayant une forte aversion contre le risque, à diversifier leur activité<sup>70</sup>. La solution privilégiée, en réponse à ces carences institutionnelles et à l'aversion au risque des ménages, est alors constituée par le recours à la migration. L'envoi d'un membre actif sur un marché du travail structurellement différent, où les risques encourus ne sont pas les mêmes que dans la zone de départ, est donc envisagé comme une stratégie collective de lutte contre les risques.

Le second point de rupture de la NEMT face aux approches standards réside dans la remise en cause du différentiel de salaire comme seul facteur de décision de la migration. La volonté de lutter contre le risque va ainsi agir comme un élément fondamental dans la décision de migrer, puisque la migration est ici entendue comme une source supplémentaire de revenu, différente de l'activité principale (souvent issue de l'agriculture). La migration, envisagée comme un élément de la stratégie des ménages n'est alors plus, comme dans les modèles néo-classiques, une maximisation de l'utilité, mais bien une prévention contre le risque [Guilmoto et Sandron, 2000]. En effet, si le courant néo-classique a traditionnellement considéré l'attitude individuelle face au risque (« aversion au risque » versus « propension au risque ») comme un déterminant de la décision de migrer et le risque d'échec comme influençant l'utilité attendue de la migration, la NEMT, sans remettre en cause la relation entre risque et migration, l'envisage de manière inversée en considérant la migration comme une stratégie de gestion de risque en elle-même. Ainsi, « *Oded Stark souligne [...] que dans la perspective d'une rationalité familiale, envoyer un membre du ménage en migration peut s'apparenter à une*

---

<sup>69</sup> « *Even though the entities that engage in migration are often individual agents, there is more to labor migration than an individualistic optimizing behavior. Migration by one person can be due to, fully consistent with, or undertaken by a group of persons, such as the family* » [Stark, 1991 : 3].

<sup>70</sup> « *Stark et Levhari (1982) avancent une hypothèse de choix de portefeuille. La migration d'un ou de plusieurs membres du ménage assure une dispersion des sources de revenu et permet éventuellement l'adoption de techniques de production plus risquées que les techniques traditionnelles grâce au versement de transferts* » [Aknin, 2002 : 191].

*diversification spatiale du risque plus qu'à une maximisation des rendements économiques espérés (Stark, 1984) » [Piguet, 2013 : 146].*

Stark et Bloom [1985] ont par la suite enrichi ce modèle en intégrant l'hypothèse que le ménage n'évalue plus son revenu seulement en termes absolus, mais également en termes relatifs, en comparant sa situation à celle de ses voisins qui constituent son groupe de référence.

*« People engage quite regularly in interpersonal income comparisons within their reference group. These comparisons generate psychic costs or benefits, feelings of relative deprivation or relative satisfaction. A person may migrate from one location to another to change his relative position in the same reference group, or to change his reference group » [Stark et Bloom, 1985 : 173].*

La migration devient alors une réponse à une privation relative (*relative deprivation*). Ainsi, un ménage peut décider d'avoir recours à la migration pour améliorer sa position au sein de son groupe de référence ou pour changer de groupe. La volonté de migrer est d'autant plus forte que le ménage est en bas de l'échelle sociale et que sa probabilité d'ascension sociale dans sa région d'origine est faible. Le différentiel de revenu issu des modèles néo-classiques n'est donc plus la seule variable expliquant la migration ; le niveau d'inégalité va également impacter la décision de migrer. Deux implications découlent de ce postulat. D'une part, en enrichissant l'analyse des comportements migratoires, il permet d'expliquer la persistance de la migration dans le temps. D'autre part, ceci suggère que toute politique visant à réduire les inégalités sociales et promouvoir une meilleure répartition des richesses dans les PED devrait réduire l'incitation à migrer. En effet, comme le soulignent Guilmoto et Sandron [2000 : 128-129] : « *Selon cette analyse, qui repose sur la notion de privation relative, la migration n'est pas que la réponse à un différentiel salarial intersectoriel, mais aussi la conséquence des inégalités de revenus locales, exacerbées par l'enrichissement des familles de migrants* ». Ainsi, les transformations des systèmes de valeurs qui s'opèrent dans les zones de départ du fait de la migration – modification des comportements de consommation, des techniques de production, etc., liés notamment aux transferts – peuvent conduire, par effet de mimétisme ou d'une volonté de se démarquer, à encourager les migrations dans la mesure où les migrants alimentent un sentiment de privation relative chez d'autres ménages qui décident, à leur tour, d'envoyer un ou plusieurs de leurs membres dans le processus migratoire. Le niveau

d'inégalités dans les zones de départ constitue donc également un déterminant important de la migration.

Les apports de la NEMT dans l'étude du processus migratoire en Inde se situent à deux niveaux : premièrement, la reconnaissance du fait que la migration n'est pas le résultat de la décision d'un individu isolé, mais d'une stratégie familiale. Deuxièmement, la mise en évidence des pratiques de diversification des revenus (dont fait partie la migration) comme stratégie de lutte contre les risques. En effet, comme le remarque Akinin [2002 : 192], « *cette analyse jette un nouvel éclairage sur les migrations : les migrants sont « poussés », non pas pour gagner davantage, mais pour gagner « autrement »* ». Les aléas de l'activité agricole (sécheresses, inondations, etc.) dans la plupart des zones rurales indiennes ont en effet amené les populations locales à diversifier leurs activités. Cependant, bien que cette approche constitue une avancée importante par rapport aux modèles néo-classiques standards, différents éléments sont à prendre en compte. De Haan [1999] critique notamment ces approches néo-classiques de la migration (de Ravenstein à Stark en passant par Todaro) en pointant l'absence de prise en compte des institutions dans l'étude des déterminants de la migration<sup>71</sup>. Un impensé de ces approches à portée universelle repose effectivement sur l'absence de la prise en compte des spécificités et institutions locales. Il apparaît pourtant fondamental de s'intéresser à l'ensemble des éléments qui participent au processus migratoire, qu'ils soient individuels ou institutionnels. En effet, bien que l'unité de décision soit déplacée du niveau individuel à celui de la famille, permettant d'intégrer les stratégies familiales de diversification des revenus, « *le contexte politique et les forces générales du changement économique qui contraignent les décisions de migrer ne sont pas pris en compte, ni les réseaux de connexions sociales qui encadrent les mobilités et dont le rôle important a été depuis longtemps mis en évidence par les recherches des sociologues* » [Dupont et Landy, 2010 : 26]. D'autre part, tout comme les approches standards, la NEMT suppose que la migration résulte essentiellement de choix rationnels de la part des individus ou de la famille [Zlotnick, 2003]. Dans la lignée des théories néo-classiques de la migration de travail (Todaro [1969] ; Harris et Todaro [1970]), l'approche micro-économique de la migration développée par la NEMT vise à expliquer la décision de migrer comme résultant du comportement rationnel des agents économiques opérant un calcul coûts-bénéfices. Cette logique de rationalité économique, érigée comme élément déterminant des migrations pour l'ensemble des théories présentées jusqu'à présent,

---

<sup>71</sup> « *Population movement are not economic reactions to push and pull, but patterns of migration are determined by social and cultural institutions, embedded in local customs and ideologies* » [De Haan, 1999 : 9].

apparaît comme peu valable dans des applications empiriques et nécessite alors d'être dépassée.

### Section 3. Les approches macro-structurelles

*« À partir de la fin des années 1960, les perspectives optimistes sont de plus en plus remises en question sous l'influence conjuguée (i) d'une évolution paradigmatique de la théorie sociale et du développement vers une vision historique-structuraliste (Frank, 1966, Frank, 1969) et (ii) d'études empiriques et d'expériences politiques qui corroborent assez peu les visions optimistes (Penninx, 1982, De Mas, 1978). En fait, ces nouvelles perspectives renversent totalement les arguments des approches néo-classiques et développementalistes : la migration est dorénavant perçue comme un facteur d'accroissement des disparités spatiales (interrégionales et internationales) entre les niveaux de développement, et non plus comme un facteur de réduction de ces disparités » [De Haas, 2010 : 8].*

En opposition aux théories néo-classiques de la migration, jusque-là dominantes dans l'appréhension du processus migratoire, se sont développées de nouvelles approches macro-structurelles, de filiation marxiste, basées sur une perspective historique et mondiale du phénomène migratoire<sup>72</sup>. Face à l'optimisme du modèle standard, s'est opéré un glissement paradigmatique vers une approche systémique, où les déterminants de la migration ne peuvent plus s'étudier hors d'un contexte plus global. L'analyse de la migration n'est ainsi plus envisagée comme une réponse individuelle d'un agent rationnel, opérant des calculs coûts/avantages sur les bénéfices de la migration, mais comme le fruit d'un processus global découlant de la pénétration du capitalisme dans les pays en développement<sup>73</sup>. L'approche systémique, bien que difficile à valider empiriquement, permet alors de déboucher sur une conception de la migration internationale en lien avec la mondialisation, suggérant l'idée d'un marché du travail global dans une économie mondialisée [Piché, 2013 : 158].

---

<sup>72</sup> Il est à noter que contrairement à ce qui a été présenté dans les deux premières sections de ce chapitre, nous nous plaçons désormais du côté de la demande de travail et non plus de l'offre.

<sup>73</sup> « [Authors like] McGee [1982] and Breman [1985], in the tradition of Marxist analyses, emphasise the structural nature of migration, [and] challenged the individualistic emphasis in the analyses of Todaro and others. They see labour migration as inevitable in the transition to capitalism » [De Haan, 1999 : 11].



Dans ce cadre théorique, l'économie mondiale est constituée de deux pôles : le « Centre » : capitaliste, représentant les nations occidentales industrialisées, et la « Périphérie » : constituée des pays en développement [Prebisch, 1949 ; Frank, 1969 ; Amin, 1976].

Les théories issues de cette approche systémique, souvent d'origines marxistes (théorie de la dépendance), se donnent comme objectif d'analyser et de comprendre les migrations internationales dans le contexte d'un Système-Monde<sup>74</sup>. Bien que ces dernières ne constituent pas en tant que tel un élément de nos travaux de recherche, la présentation des approches macro-structurelles nous semble indispensable à la présentation du cadrage conceptuel dont l'approche pluri-niveaux reprend pour partie des éléments issus de telles approches. Ainsi, nous proposons une présentation de trois approches macro-structurelles : la théorie des systèmes mondiaux (1.), la théorie de la causalité cumulative (2.), et la théorie du double marché du travail (3.).

### **1. La théorie des systèmes mondiaux**

La théorie des systèmes mondiaux<sup>75</sup> (ou *World Systems Theory*) construite à partir des travaux de Wallerstein [1976] se situe dans une optique macro-économique et porte plus précisément sur les migrations internationales. Cette approche, inspirée du cadre théorique marxiste, postule que les origines de la migration peuvent se retrouver dans les déséquilibres institutionnels ou sectoriels introduits par l'insertion des États dans le système capitaliste mondial [Zlotnik, 2003 : 62-63]. On s'intéresse donc ici aux phénomènes migratoires dans une perspective d'évolutions globales et de long terme où l'expansion du capitalisme mondial perpétue les inégalités et engendre le renforcement d'un ordre économique stratifié. Ainsi, pour Wallerstein [1974] et Castells [1989], ce sont des facteurs socio-historiques de grande ampleur qui provoquent les courants migratoires et non des micro-décisions individuelles.

Pour Wallerstein [1976], le travail mondial est divisé en trois zones : le Centre (constitué des principales puissances coloniales), la proche Périphérie (que l'on pourrait rapprocher des

---

<sup>74</sup> En s'appuyant sur la notion braudelienne d'« Economie-Monde », Wallerstein définit un « Système-Monde » comme une vaste unité socio-spatiale résultant de l'organisation, plus ou moins durable parce que possédant un degré variable, mais certain d'homéostasie, de relations complexes (à la fois économiques, politiques et culturelles) entre une multiplicité d'unités différentes (tribus, ethnies, peuples, cités-États, royaumes, etc.) [Birh, 2008].

<sup>75</sup> Connue également sous le nom de « modèle historico-structurel » ou approche par l'« économie Monde » [Zlotnik, 2003 : 62].

économies émergentes) et la Périphérie (constituée par les Pays en Développement). Entre ces trois zones c'est la nature de l'interdépendance des flux de biens ou de capitaux qui structure la composition des mouvements migratoires de travailleurs [Zlotnik, 2003 : 63].

Les origines des migrations internationales ne résultent donc pas des spécificités des marchés du travail des économies nationales, mais s'inscrivent dans la structure du marché mondial qui s'est développé depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle. Dès lors, « *the penetration of capitalist economic relations into peripheral, non-capitalist societies creates a mobile population that is prone to migrate abroad* » [Massey et al., 1993 : 444]. La pénétration capitaliste de la périphérie par les pays du Centre étant par ailleurs « *davantage susceptible de se produire entre les puissances coloniales<sup>76</sup> d'hier et leurs anciennes colonies, facilitées par leur fond commun culturel, linguistique, administratif, ainsi que les facilités de transports et de communications qui les relient* » [Zlotnik, 2003 : 63].

Selon cette approche : « *International migration [...] has little to do with wage rates or employment differentials between countries; it follows from the dynamics of market creation and the structure of the global economy* » [Massey et al., 1993 : 448]. La théorie des systèmes mondiaux se place ainsi en totale opposition aux théories néo-classiques présentées précédemment – dont les déterminants de la migration relèvent de décisions individuelles en réponse à un différentiel de salaire entre zones de départ et d'arrivée – et envisage la migration internationale comme une conséquence naturelle de la formation de marchés capitalistes dans les pays en développement (périphérie ou semi-périphérie). Le paradigme historique-structuraliste considère en effet la migration comme un moyen de « fuir la misère » causée par l'expansion du capitalisme mondial, ce dernier étant donc intrinsèquement incapable de changer les conditions structurelles qui entraînent la migration. Par conséquent, la migration est perçue comme un phénomène aggravant les problèmes de sous-développement [De Haas, 2010 : 8]. D'autre part, Papademetriou [1985] a mis en avant une autre problématique associée à la migration pour les pays de la Périphérie. La migration pourrait contribuer, dans les pays émetteurs, à l'amenuisement non contrôlé de leurs ressources en travailleurs et travailleuses qualifiés, déjà maigres, et des membres les plus dynamiques, les plus productifs et les mieux

---

<sup>76</sup> « *International migration is especially likely between past colonial powers and their formal colonies, because cultural, linguistic, administrative, investment, transportation, and communication links were established early and were allowed to develop free from outside competition during the colonial era, leading to the formation of specific transnational markets and cultural systems* » [Massey et al., 1993 : 447-448].



portants de leur population<sup>77</sup>. À la « fuite des cerveaux » (*brain drain*), destituant les pays pauvres de leurs ressources en main-d'œuvre qualifiée, s'ajoute la « fuite des bras » (*brawn drain*) [Penninx, 1982 : 793], c'est-à-dire le départ à grande échelle d'hommes jeunes et vigoureux des zones rurales. Nous pouvons également y ajouter les mouvements migratoires qui concernent des individus se destinant à prodiguer des soins aux personnes (*care drain*), qui constituent une forme de migration de travail le plus souvent féminine vers le secteur médico-social informel (santé, soin aux enfants et personnes âgées, travail domestique, etc.) des pays du Nord<sup>78</sup> [Hochschild, 2000 ; Dimitru, 2014].

Ainsi, la migration affaiblit les économies régionales et locales en les privant de leur force de travail la plus précieuse et en accroissant leur dépendance envers les pays du Centre [De Haas, 2010 : 9-10]. Notons également que les transferts de fonds constituent de la même manière une manifestation notable de cette dépendance<sup>79</sup>, mais sortent ici de l'objet de ces travaux.

Par ailleurs, l'avancée du capitalisme dans les économies des pays en développement s'est traduite, sous un principe de concurrence, par une privatisation et une dérèglementation accrue des institutions et structures productives [Harvey, 2005 : 65-68]. Les effets du néolibéralisme et de l'accumulation capitaliste se sont traduits en Inde de manière très concrète pour les populations : absence d'encadrement ayant conduit à une dégradation et un assèchement des sols, développement de la propriété privée et de la privatisation des communs<sup>80</sup> impliquant le délaissement d'infrastructures traditionnelles notamment en termes d'irrigation, etc. De ce fait, les petits producteurs – constituants la très grande majorité des

---

<sup>77</sup> « *Many labor surplus countries became involved in the migration process amidst expectations of a dawning of a new era. Enveloped in the convulsions attendant to the struggle for rapid socio-economic development, they saw the opportunity for the emigration of their un- and underemployed workers as an unqualified blessing. What the countries of worker origin did not anticipate, however, was the evolution into an uncontrolled depletion of their already meager supplies of skilled manpower - and the most healthy, dynamic, and productive members of their populations; the untoward demographic and, consequently, socio-economic effects of emigration; and, finally, the often marginal socio-economic gains from the skills and remittances of emigrants* » Papademetriou [1985 : 212].

<sup>78</sup> Le cas des infirmières kéralaises [Percot, 2005] migrant massivement vers les Etats du Nord de l'Inde et les pays du Golfe en est un exemple prégnant.

<sup>79</sup> Les envois de fonds entraînent en effet une certaine dépendance, dans la mesure où ils peuvent se substituer à l'épargne (et donc à l'investissement) et à l'emploi dans les zones en bénéficiant. D'autre part, « *comme toute source importante de devises (ressources naturelles, secteurs performants à l'exportation), les envois de fonds sont susceptibles de déclencher un phénomène similaire au syndrome hollandais (Dutch disease), se traduisant par une appréciation de la monnaie nationale avec pour corollaire une perte de compétitivité* » [Gubert et al., 2010 : 1025], pouvant alors impacter le dynamisme des zones récipiendaires.

<sup>80</sup> La « tragédie des communs » est « *the tendency for individuals to irresponsibly super-exploit common property resources such as land and water* » [Harvey, 2005 : 65].

paysans, en particulier dans le Sud du pays – n’ont plus les moyens de gérer leur exploitation et n’ont d’autre choix que la migration ou le suicide<sup>81</sup>.

La prise de recul opérée par cette approche et l’intégration des processus migratoires dans une organisation systémique plus vaste constitue ainsi un apport indéniable à la compréhension de ces phénomènes.

## **2. La théorie de la « Causalité Cumulative »**

Dans la même veine que l’approche historico-structuraliste présentée *supra*, la théorie de la « causalité cumulative » élaborée par Myrdal [1957] stipule que le développement du capitalisme se caractérise inévitablement par un creusement des inégalités entre régions de départ et d’arrivée. Comme le souligne de Haas [2010 : 9], « *une fois qu’un différentiel de croissance est apparu, les économies d’échelle internes et externes (effets d’agglomération et de multiplication) perpétuent et accentuent ce schéma bipolaire, qui se caractérise par le cercle vicieux de la pauvreté en périphérie et l’accélération de la croissance au centre* ». Cette perspective pessimiste de la migration se rapproche ainsi du modèle Centre-Périphérie dans la mesure où ici, la migration affaiblit, selon le niveau d’analyse, les économies nationales ou locales, en privant les communautés d’origine de leur force de travail et en accentuant la dépendance envers les régions du Centre [De Haas, 2010 : 9].

Ainsi, le processus de migration modifie les conditions économiques et sociales du lieu d’origine. En effet, une fois le migrant inséré dans le marché du travail du pays de destination, les transferts vont transformer les structures sociales et économiques du lieu d’origine, augmenter les inégalités de revenus, et intensifier le sentiment de privation chez les non-migrants [Alladatin, 2012]. L’expérience de la migration tend donc à modifier dans les communautés d’origine les perceptions et les valeurs, en créant une véritable « culture de la migration » où plusieurs mécanismes vont mettre en place le déclenchement d’une « causalité cumulative » qui repose sur plusieurs phases [Borrel, 1999 : 33-34] :

---

<sup>81</sup> La fin de la Révolution Verte et des subventions à l’agriculture a conduit à ce qu’une part de l’agriculture indienne soit aujourd’hui en crise, comme l’illustre le nombre tragique de suicides de paysans (272 000 entre 1995 et 2010 selon les statistiques officielles) [Racine, 2015].

- L'imitation : les premiers émigrés envoient des ressources au pays ou reviennent avec des économies qui accroissent les inégalités et introduisent des frustrations parmi les familles dont aucun membre n'a encore émigré, favorisant ainsi l'émigration ultérieure.
- La distribution des terres : les émigrés achètent des terres qu'ils exploitent peu, diminuant la demande de travail agricole et favorisant ainsi l'émigration.
- La modification des techniques agricoles : les émigrés utilisent des techniques plus intensives en capital, diminuant ainsi encore la demande de travail agricole.
- Le changement culturel : les migrations deviennent un rite de passage, et ceux qui n'y ont pas réussi sont considérés comme paresseux et indésirables.
- L'accroissement du capital humain : l'émigration étant un processus sélectif, les mieux éduqués et les plus productifs sont ceux qui émigrent en premier ; ceci ralentit la croissance économique du pays d'émigration et accélère celle des pays d'accueil, ce qui renforce les incitations à l'émigration. En outre, le développement de l'éducation dans les pays d'émigration accroît les rendements escomptés de l'émigration et favorise donc cette dernière.
- La stigmatisation : dans les pays d'accueil, les emplois occupés de façon croissante par des immigrants sont étiquetés comme non désirables par les autochtones, qui les fuient, renforçant ainsi le recours des employeurs à l'immigration.

Ainsi, pour Myrdal, la migration induit des changements dans les structures sociales et économiques qui rendent probables de nouvelles migrations [Piché, 2013 : 311]. En d'autres termes, la théorie migratoire de la « causalité cumulative » soutient que la migration accentue le sous-développement des sociétés émettrices de migrants par le biais de divers mécanismes de répercussions qui, à leur tour, stimulent l'émigration, perpétuant ainsi le cercle vicieux du « syndrome de la migration ». D'un point de vue néo-marxiste, la migration ne reproduit pas seulement le système capitaliste basé sur les inégalités sociales et spatiales, elle les accentue [De Haas, 2010 : 14].

L'apport principal de cette approche est d'ouvrir la voie à la prise en compte du caractère institutionnel de la migration où, comme nous le verrons *infra* dans la présentation de la Nouvelle Économie Institutionnelle, cette dernière « *résulte d'un ensemble de conventions, règles, normes et systèmes de valeurs, qui sont propres à chaque société et qui constituent le cadre « institutionnel » du processus migratoire* » [Guilmoto et Sandron, 2000 : 1]. D'autre part, nous pouvons voir dans les mécanismes de déclenchement de la « causalité cumulative » les prémisses du concept de « privation relative » identifié par Stark [1989].

### 3. La théorie du double marché du travail

Comme pour les théories des systèmes mondiaux et de « causalité cumulative », la théorie du double marché du travail (*Dual Labour Market Theory*) s'est construite en opposition aux modèles néo-classiques, en attribuant le rôle déterminant de la migration à la demande de travail dans les pays d'accueil. En effet, cette approche, principalement développée par Piore [1979], postule que l'immigration n'est pas causée par des facteurs de répulsion (*push factors*) dans les pays d'origine (bas salaires ou chômage élevé), mais par des facteurs d'attraction (*pull factors*) dans les pays d'accueil caractérisés par un besoin chronique et inévitable de travailleurs étrangers [Massey *et al.*, 1993 : 440-441]. Le marché du travail dans les pays d'accueil décrit dans les travaux de Doeringer et Piore [1971] est segmenté et se schématise par la coexistence d'un secteur primaire, caractérisé par de hauts salaires, la stabilité de l'emploi, de bonnes conditions de travail et des possibilités de promotions ; et un secteur secondaire où les salaires sont faibles, le risque de chômage important, les promotions inexistantes et les emplois peu valorisants [Zajdela, 1990 : 31]. Cette approche suppose qu'il existe une demande permanente de travailleurs étrangers, inhérente à la structure économique des pays développés et à la segmentation de son marché du travail. En effet, les tâches les plus ingrates semblent peu favorables à l'emploi de travailleurs locaux, dans la mesure où elles laissent peu d'espoir d'ascension sociale et nécessitent donc le recours à une main-d'œuvre étrangère, acceptant ces types d'emplois<sup>82</sup>. Dans ces conditions, la migration ne résulte pas d'un différentiel de salaires entre pays d'origine et pays d'accueil, mais bien de la demande structurelle de travailleurs étrangers<sup>83</sup> émanant du second secteur. En effet, dans les pays d'accueil, les hiérarchies de salaires sont aussi des hiérarchies de prestige. Si les employeurs veulent attirer des travailleurs pour des emplois situés au bas de l'échelle, ils ne peuvent se contenter d'élever les salaires dans la mesure où ces derniers ne reflètent pas qu'une égalité entre offre et demande de travail, mais confèrent également un certain niveau de prestige au travailleur. Selon Piore [1979], le recrutement de travailleurs étrangers est alors le principal moyen par lequel s'exprime la demande structurelle non satisfaite de travail non qualifié du second secteur.

---

<sup>82</sup> Les immigrants sont envisagés comme des « *target earners* », c'est-à-dire des travailleurs qui visent un objectif précis (accumuler suffisamment d'argent pour construire une maison, lancer une affaire ou acheter une terre chez eux). Ils acceptent donc les emplois considérés comme « dégradants » dans les sociétés d'accueil [Massey *et al.*, 1993 : 442].

<sup>83</sup> « *The demand for immigrant workers grows out of the structural needs of the economy and is expressed through recruitment practices rather than wage offers, international wage differentials are neither a necessary nor a sufficient condition for labour migration to occur* » [Massey *et al.*, 1993 : 444].

Ainsi, cette approche macro, dans laquelle les migrations résultent des forces en présence au niveau international, transcende les choix individuels des agents et la migration découle alors de contraintes structurelles imposées par l'organisation segmentée du marché du travail et par les structures socio-économiques des pays développés [Piore, 1979].

Les apports de cette approche résident alors dans la remise en cause du différentiel de salaire comme élément déclencheur des migrations et ils permettent d'expliquer la perpétuation du processus migratoire, alors même que l'hypothèse de différentiel de salaire n'est plus vérifiée. D'autre part, il est possible de prolonger les enseignements de la théorie du double marché du travail dans l'étude des migrations internes en Inde. En effet, la croissance rapide des mégapoles indiennes et le développement tout aussi rapide des *slums* en marge de ces grandes villes dynamiques<sup>84</sup>, associés à l'importance d'un secteur informel de subsistance, rappellent l'organisation segmentée du marché du travail identifiée par Piore dans les pays industrialisés.

Cette segmentation sectorielle a par ailleurs été étudiée empiriquement dans le cas indien. Banerjee [1983] a en effet montré, en s'appuyant sur une cohorte de migrants à Delhi, que seulement 24% des migrants entrant dans le secteur informel ont pu trouver un emploi dans le secteur formel (5 à 15 % dans les douze premiers mois<sup>85</sup>). Les emplois du secteur informel, souvent moins prestigieux (ramassage des ordures, vente ambulante, etc.) sont en grande partie occupés par des migrants, moins regardants sur la qualité et le prestige de l'emploi et plus disposés à occuper ces types d'emploi. Cette logique de segmentation sectorielle est par ailleurs renforcée par la circularité de la migration, dans la mesure où la migration en Inde, souvent envisagée de manière temporaire<sup>86</sup>, pousse les migrants à privilégier une accumulation rapide dans l'optique d'un retour au village d'origine.

---

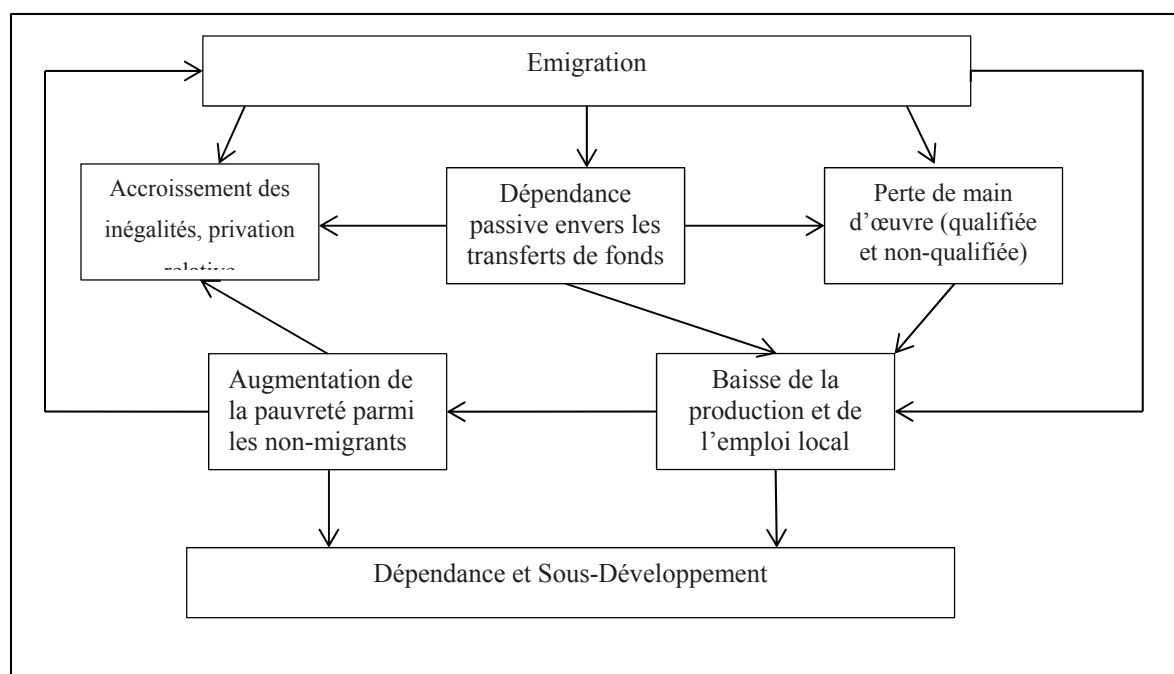
<sup>84</sup> 17,4% des ménages urbains en Inde vivent dans ces bidonvilles en 2011 [Tripathi, 2014 : 2].

<sup>85</sup> La période de référence pour l'analyse économétrique de Banerjee est 1965-1975.

<sup>86</sup> Nous reviendrons de manière plus détaillée sur les migrations circulaires dans la suite de la thèse. Nous pouvons cependant dès à présent renvoyer aux riches travaux de Racine [1994] et Landy [1994] sur l'enracinement villageois et Dupont et Lelièvre [1993] sur les logiques de circularité.

Ainsi, selon les théories macro-structurelles, la migration découle, de manière générale, de la pénétration du capitalisme dans les économies en développement<sup>87</sup>. La migration y est envisagée dans une perspective pessimiste, dans la mesure où, d'une part, elle contribue à vider de leur main-d'œuvre disponible les zones de départ (*brain drain* et *brawn drain*) et d'autre part, elle augmente les inégalités entre Centre et Périphérie et entre migrants et non-migrants. Les déterminants de la migration contribuent alors, via les canaux décrits *supra* et résumés dans la Figure 1.1., au sous-développement des économies de la périphérie et accentue la dépendance vis-à-vis des économies du Centre.

**Figure 1.1. Cadre conceptuel des théories macro-structurelles de la migration**



Source : Auteur (adapté de De Haas [2010 : 13-14]).

Le principal apport de l'analyse macro-structurelle réside donc dans la prise en compte des caractères historiques et structurels du phénomène migratoire. La remise en cause fondamentale de l'approche individualiste issue des modèles néo-classique lui confère une profondeur d'analyse indéniable et lui permet de recontextualiser les migrations

<sup>87</sup> « Pour répondre à ses besoins de main-d'œuvre, le capitalisme va alors puiser dans la sphère non capitaliste. Les modalités de formation des salaires dans les secteurs capitalistes employant la main-d'œuvre issue des campagnes ne sont plus indépendantes de la provenance des migrants (agriculture de subsistance prédominante, forte pression démographique sur le foncier, faible croissance de l'emploi dans le secteur agricole et non agricole, faiblesse relative des salaires, etc.). Les mouvements de population se font en rapport aux besoins régionaux du capital » [Sen Gupta 2011 : 97].

internationales dans un ensemble de structures mondiales qui opèrent à un niveau supra-national et supra-individuel. Cependant, comme le soulignent Guilмото et Sandron [1999 : 49] « *la migration [y] est décrite comme le produit de déséquilibres globaux, sans que la singularité des situations locales ou individuelles ne soit réellement prise en compte. La migration semble imposée, à une échelle supra-locale, à des villageois dépourvus de capacité d'arbitrage. Or, face à la très forte hétérogénéité des comportements migratoires, entre communautés rurales ou même en leur sein, cette perspective n'a pas grande portée à un niveau plus fin* ». Ainsi, malgré l'apport du niveau macro-économique et de la prise en compte des facteurs historico-structurels organisant le marché du travail mondial, l'incapacité de ces approches à intégrer les spécificités locales dans le processus migratoire n'en fait pas un cadre conceptuel suffisant pour l'étude de l'institution migratoire. D'autre part, comme nous l'avons vu, la théorie de la dépendance analyse la migration comme une conséquence de la pénétration capitaliste dans les économies dépendantes, et explique ainsi le déterminisme des migrations sans s'intéresser aux mécanismes décisionnels individuels, ni aux variétés de formes de mobilité [Dupont et Guilмото, 1993 : 282]. Or, comme le souligne De Haan [1997 : 498] « *Migrants are not passive victims of economic developments* ». Il semble en effet assez réducteur de traiter la migration comme une pratique négative et imposée par d'obscures forces supranationales ou du moins, uniquement sous cet angle-là<sup>88</sup>. Il est également reproché à ces approches de postuler, comme conséquences de la pénétration du capitalisme, un déracinement brutal de la paysannerie et une transformation des ruraux en prolétaires « libres » de toute attache. En effet, il apparaît clairement dans le cas indien [Racine, 1994 ; Landy, 1994] une persistance de l'enracinement villageois donnant lieu à des formes variées de mobilité dont la migration circulaire constitue une des formes privilégiées. La mobilité n'entraîne alors pas de manière systématique une désintégration sociale des milieux d'origine, ni même de modification des structures sociales organisant la société rurale<sup>89</sup>. En effet, les différentes formes de migration temporaire semblent s'insérer pleinement dans les pratiques d'emploi en milieu rural : les migrations circulaires occuperaient près de trente millions de personnes en Inde [Deshingkar, 2006]. Enfin, dans une optique pragmatique, nous pourrions

---

<sup>88</sup> « *An emphasis on forced migration is warranted, but should not be based on an assumption (which colonial authorities at times propagated) that before the entry of forced migration, populations were immobile. Furthermore, migration is not limited to 'rural-urban' transition : much migration remains within rural areas [Mollett, 1991]* » [De Haan, 1999 : 7].

<sup>89</sup> « *Les contraintes structurelles telles que l'accès fortement inégal à l'emploi, aux marchés, à l'éducation et au pouvoir jouent un rôle important dans le quotidien d'un grand nombre de personnes issues de communautés pauvres et limitent significativement leurs possibilités de sortir de la pauvreté et, plus généralement, du sous-développement. Il serait peu réaliste de penser que la seule migration permettrait aux individus de changer les structures en profondeur* » [De Haas, 2010 : 18].



reprocher à l'approche systémique d'être particulièrement difficile à rendre opérationnelle tant les facteurs identifiés sont nombreux et complexes à appréhender [Piché, 2013 : 158].

Notons toutefois que rejeter la rigidité des approches structurelles et néo-marxistes ne revient pas à nier l'importance des contraintes structurelles. Alors que les perspectives néo-classiques et développementalistes de la migration ont tendance à sous-estimer le rôle des contraintes structurelles, les perspectives structuralistes ont tendance à le surestimer et, en conséquence, à ignorer le rôle de l'agencéité [De Haas, 2010]. Ainsi, les limites observées pour l'ensemble des théories micro-économiques ou macro-économiques présentées *supra*, autant que leur cloisonnement théorique, nous ont logiquement conduit à nous tourner vers une troisième voie, intégrant une approche pluri-niveaux qui constitue une des forces de l'approche institutionnaliste de la migration.



#### Section 4. L'approche institutionnaliste de la migration : le courant de la synthèse ?

À partir de la fin des années 1980, le développement des travaux empiriques sur la migration<sup>90</sup>, démontrant les limites des différentes approches néo-classiques et structuralistes, a largement participé au changement de paradigme, en s'éloignant des grandes théories pour aller vers des approches plus hybrides. La communauté scientifique, ainsi que les organisations de développement<sup>91</sup>, inspirées par la théorie de la structuration de Giddens [1984]<sup>92</sup>, ont en effet cherché à combiner les approches standards en dépassant le cloisonnement théorique qui opérait jusque-là.

Ce cloisonnement des approches micro-économiques et macro-économiques privait en effet l'étude des mouvements migratoires, d'un côté, d'une analyse systémique où « *les stratégies familiales doivent à leur tour référer à leur contexte socio-économique local, celui de la communauté de base du migrant, son village d'origine, mais aussi son groupe social, son ethnie ou sa caste* » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 284]. De l'autre, de la prise en compte de l'hétérogénéité des comportements migratoires et de la singularité des situations locales. L'approche institutionnaliste de la migration propose donc un cadre d'analyse transcendant ces clivages, basé sur une approche multi-scalaire du processus migratoire et tenant compte simultanément de l'agencéité et des structures.

L'objet de cette dernière section est donc, dans une optique de conceptualisation de notre démarche méthodologique, de présenter les fondements de l'approche institutionnaliste<sup>93</sup> de la

---

<sup>90</sup> Jayet [1996 : 195] remarque à juste titre que « *la littérature économique sur les migrations est très marquée par les questions empiriques. Si les principaux concepts ont été posés, les analyses théoriques restent en général peu développées* » (souligné par nos soins).

<sup>91</sup> « *Comment favoriser une approche institutionnelle de [la migration] pour une meilleure adaptation des politiques publiques qui en découlent ?* » [Cadre d'Intervention Transversal de l'AFD 2010-2013 : 5]. Comme le souligne cette citation, nous pouvons voir que des organisations telles que l'AFD s'interrogent également sur une meilleure prise en compte de l'approche institutionnelle de la migration dans une optique plus opérationnelle.

<sup>92</sup> « *La théorie de la structuration postule que les structures, règles et normes qui apparaissent sont les résultats des pratiques et des actions quotidiennes, intentionnelles et non intentionnelles, des individus. Ces formes structurelles façonnent par la suite les actions des individus (en les rendant possibles, en les entravant), non pas par détermination stricte — comme ont tendance à le supposer les approches structurelles —, mais selon une gamme de possibilités. Bien que certaines activités individuelles deviennent routinières et servent principalement à reproduire les structures, les règles et les institutions, d'autres activités disposent d'une agencéité : elles servent à changer le système et peut-être, au bout d'un certain temps, à façonner de nouvelles règles (Giddens, 1984). Cette création permanente des structures par le biais de l'agencéité constitue ce que Giddens nomme la nature récursive de la vie sociale, dans laquelle les structures sont considérées à la fois comme un outil de reproduction des pratiques humaines et un résultat de cette reproduction* » [De Haas, 2010 : 19]

<sup>93</sup> Nous ne traiterons pas dans ces travaux les fondements de la Nouvelle Économie Institutionnelle (NEI), dont la présentation de cette riche littérature sortirait de l'objectif de ce chapitre, pour cela, voir par exemple Rizza

migration et d'exposer en quoi cette dernière constitue un cadre d'analyse satisfaisant et particulièrement adapté à l'étude des mouvements migratoires en Inde. Pour cela, nous nous baserons sur les travaux de Guilmoto et Sandron [1999 ; 2000] qui ont proposé une présentation particulièrement bien détaillée et illustrée de cette approche. Nous verrons donc dans un premier temps ce qui constitue les originalités de cette démarche. Nous intégrerons également dans cette sous-section une présentation de la théorie des réseaux, dans la mesure où cette dernière est complémentaire de l'approche institutionnaliste (1.). Puis, dans une deuxième sous-section, nous nous attacherons à montrer l'importance de mener une analyse multi-scalaire dans l'étude des mouvements migratoires en Inde, dans la mesure où ceci constituera la base de la démarche méthodologique qui guidera ces travaux de recherche (2.).

### **1. L'approche institutionnaliste de la migration**

L'un des principaux apports de l'approche institutionnaliste est de permettre de mieux comprendre, par la prise en compte des contextes historique et sociétal locaux, en plus des facteurs économiques, les processus migratoires dans leur naissance et leur dynamique. En effet, comme le soulignent Dupont et Guilmoto [1993 : 284], « *l'analyse de l'évolution historique complète d'un « cycle migratoire » peut conduire à relativiser les surdéterminations économiques (structurelles ou conjoncturelles) par rapport à la logique interne des groupes migrants* ». Dans ce sens, l'approche institutionnaliste des migrations suggère de distinguer les individus et les organisations dont les objectifs sont servis par la migration, alors envisagée comme une institution [Guilmoto et Sandron, 1999 : 47]. En d'autres termes, il s'agit d'examiner, dans une approche systémique, les mécanismes d'institutionnalisation d'un phénomène migratoire, en s'attachant à comprendre les spécificités ayant permis la survenance et le développement des différentes pratiques migratoires qui peuvent se mettre en place à une période et dans un espace donnés. Nous verrons donc dans un premier temps les fondements de l'approche institutionnaliste de la migration (1.1.). Puis, dans un second temps, nous introduirons la théorie des réseaux, intimement liée et fondamentalement complémentaire à l'approche institutionnaliste (1.2.).

---

[2008]. Nous concentrerons notre attention sur l'approche institutionnaliste de la migration dont les apports fournissent un cadre d'analyse intéressant dans l'étude des mouvements de population, notamment dans le cas indien où les structures sociales jouent un rôle extrêmement fort dans l'organisation de la société [Dupont et Guilmoto, 1993].

## 1.1. Les fondements de l'approche institutionnaliste

L'approche institutionnaliste constitue une approche hybride de la migration se posant, d'une certaine manière, comme un « courant de la synthèse » privilégiant une approche pluridimensionnelle, pluridisciplinaire et multi-scalaire. Nous présenterons donc les fondements de cette approche en resituant ses apports au regard des théories de la migration présentées dans les sections précédentes. Pour cela, nous partirons des bases théoriques qui constituent le point de départ de cette approche (1.1.1.), en présentant les deux oppositions majeures sur lesquelles elle repose : maximisation contre diversification (1.1.1.1.), et intégration des processus historiques contre réallocation spatiale et sectorielle (1.1.1.2.). Dans un second temps, nous présenterons les mécanismes d'institutionnalisation d'un schéma migratoire (1.1.2.), en identifiant les conditions : de mise en place (1.1.2.1.), et de perpétuation (1.1.2.2.) de celui-ci.

### 1.1.1. Les bases théoriques de l'approche institutionnaliste

#### 1.1.1.1. Diversification contre maximisation

Le point de départ de l'analyse institutionnaliste de la migration décrit par Guilmoto et Sandron [2000] repose sur la reconnaissance du caractère incomplet, déficient, voire inexistant des marchés du travail, d'assurance, du crédit, etc., dans les pays en développement. Les échanges sont alors soumis à des risques multiples, liés tant à la déficience des marchés qu'aux aléas climatiques ou conjoncturels<sup>94</sup>. L'information étant rare, incomplète et coûteuse, les ménages tendent à privilégier la diversification des activités plutôt que l'intensification ou la spécialisation de ces dernières (nous retrouvons ici un des éléments de la NEMT). Ainsi, pour l'approche institutionnaliste, la prévention contre le risque, plutôt que la maximisation du revenu néo-classique, constitue bien le principe central qui guide les stratégies des acteurs. La migration devient alors un moyen privilégié de diversification des

---

<sup>94</sup> L'incertitude et la forte dépendance au risque constituent deux caractéristiques majeures de l'approche institutionnaliste. En effet, en milieu rural, les aléas de la production agricole (inondations, sécheresses, invasion d'insectes ravageurs, effondrement des cours de matières premières, etc.) peuvent conduire à des années de revenus insuffisants. Le milieu urbain n'est pas nécessairement mieux loti, en particulier pour les travailleurs les moins qualifiés évoluant sur un marché sans assurance et marqué par une forte précarité (travail journalier, paiement à la pièce, etc.) [Guilmoto et Sandron, 2000].

activités, limitant alors les risques au niveau familial. Cependant, même si la migration peut être envisagée comme une réponse au risque, elle n'en demeure pas moins une activité elle-même risquée. En effet, lors de la création d'un schéma migratoire où les migrants pionniers ouvrent la voie, le risque associé à la migration est très important, dans la mesure où l'incertitude est grande et les coûts de la migration élevés<sup>95</sup>. Lors de migration dans des cycles migratoires déjà existants, si le risque peut apparaître moindre, il n'en demeure pas moins bien présent et peut alors prendre différentes formes. L'exemple du *bonded labour*<sup>96</sup> illustre bien cette diversité de risque dans des circuits migratoires déjà établis, qui peut être : financier (l'endettement peut conduire à des situations sévères d'asservissement [Guérin *et al.*, 2007]), physique (des conditions de travail extrêmement dures augmentent le risque de maladie ou de blessure), ou psychologique (par exemple le coût psychologique que représente la migration loin du village et de la famille, les pressions liées à un surendettement chronique, etc.).

Cette prise en compte des stratégies familiales dans l'analyse des déterminants de la migration remet en cause le paradigme néo-classique expliquant les mouvements migratoires en mettant en avant, non plus une maximisation des revenus au niveau individuel, mais une minimisation des risques à l'échelle du groupe de référence : la famille<sup>97</sup>. La diversification des activités dans différents types d'emploi et en différents lieux agit ainsi comme le moyen privilégié de lutter contre les risques.

#### 1.1.1.2. Processus historiques contre réallocation spatiale ou sectorielle

Le deuxième point clef de l'approche institutionnaliste repose sur la prise en compte des processus historiques dans l'étude des phénomènes migratoires. L'analyse statique néo-classique de la migration éclaire assez mal la complexité des situations concrètes des cycles migratoires opérant à l'échelle d'un pays ou d'une région, dans la mesure où ces derniers ne sont envisagés que comme de simples réajustements de dotations entre pays, régions ou secteurs. De la même manière, le déterminisme structurel basé sur l'organisation d'un marché mondial ne semble que peu adapté, bien qu'une prise en compte des facteurs historiques soit

---

<sup>95</sup> Nous verrons *infra* les mécanismes par lesquels les réseaux permettent de diminuer ces coûts et risques de la migration.

<sup>96</sup> Nous reviendrons plus en détail sur l'institution migratoire du *bonded labour* dans la suite de la thèse.

<sup>97</sup> « Un enseignement méthodologique se dégage aussi : dans ce contexte, le groupe familial spatialement segmenté s'impose comme l'unité d'investigation la plus pertinente » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 284].

ici évoquée, dans la mesure où les mouvements de population découlent de mécanismes statiques déterminés par des facteurs structurels et exogènes.

L'apport de l'approche institutionnaliste dans l'appréhension de la migration réside alors dans la prise en compte de phénomènes historiques sur lesquels agissent, à chaque étape, les changements structurels des environnements local et global [Guilmoto et Sandron, 2000 : 108]. Dans ce sens, De Haan [1999 : 16] insiste sur le fait que « [a] *central point in the recent literature is that migration is usually not a disjuncture in society's histories. It is usually part of populations' survival strategies, and even disruptive forms of population mobility tend to build on earlier migrations. Migration movements are embedded in the societies' strategies to obtain livelihoods, and socio-cultural structures give migration particular forms* ». Le développement d'une approche systémique tenant compte de l'imbrication des processus historiques et des structures sociales, économiques et politiques, permet donc de contextualiser les mouvements migratoires dans un ensemble de dimensions. Ainsi, les facteurs historiques, bien plus que la réallocation spatiale ou sectorielle, participent au façonnement des schémas migratoires. Ce sont en effet ces processus historiques qui vont guider ces schémas tout au long de leur existence, de leur création à leur destruction.

### 1.1.2. Les conditions d'institutionnalisation d'un schéma migratoire

#### 1.1.2.1. Mise en place d'un schéma migratoire

« *La migration est assimilée depuis longtemps à un échange entre régions ou pays. Il s'agirait d'un transfert de main-d'œuvre d'une région à une autre, que celui-ci soit temporaire ou permanent. La fiction du marché migratoire consiste à supposer que les migrants circulent librement entre régions selon les déséquilibres de leurs dotations en capital ou en main d'œuvre* » [Guilmoto et Sandron, 2000 : 109 (souligné par nos soins)]. La migration ne peut cependant s'envisager sans un investissement initial et il existe alors bon nombre de freins à la migration (monétaires ou non). D'autre part, la mise en place d'un schéma de migration peut résulter de deux principaux types d'organisation.

Le premier nécessite le départ de pionniers pour qui les coûts de la migration sont élevés puisqu'ils doivent supporter le coût de l'innovation et l'incertitude qui en découle. Le temps fait que ne seront retenus que les schémas qui ont fait leurs preuves, qu'ils constituent d'ailleurs les situations optimales ou non. Les institutions telles que les réseaux migratoires

offrent de multiples avantages aux migrants, mais ne constituent cependant pas nécessairement les arrangements optimaux au sens de Pareto. En effet, comme le soulignent Guilmoto et Sandron [2000 : 123], la formation initiale des réseaux doit beaucoup au hasard, dans la mesure où elle repose sur les errances, réussites et capacités des pionniers à créer une niche migratoire, c'est-à-dire une destination et un secteur d'activité spécifiques dans lesquels les migrants pourront s'intégrer. La réussite et la pérennisation d'un cycle migratoire dépendent donc plus du retour d'expérience et de la capacité des pionniers à créer une véritable liaison entre les zones d'origine et de départ que d'une reconnaissance de la part des migrants d'une migration la plus avantageuse. Dans ce sens, les travaux de Guzman *et al.* [2004] ont montré que l'efficacité d'un réseau migratoire dépend plus de l'effort que les migrants consacrent à son entretien que du stock de migrants.

Dans le deuxième type d'organisation d'un schéma migratoire, la migration s'est construite sur le principe d'une prise en charge directe (par l'employeur) ou indirecte (par l'intermédiaire d'un recruteur de main-d'œuvre). Pour Guilmoto et Sandron [2000 : 111], « *ces systèmes de recrutement organisé pour la main-d'œuvre non-qualifiée sont en définitive fort complexes et ne subsistent que tant que les courants migratoires du premier type ne sont pas assez fournis pour autoriser les migrations « spontanées »* ». Si la création d'un système migratoire de ce type apparaît effectivement extrêmement complexe – tant les facteurs économiques, sociaux, politiques et historiques à l'œuvre s'entremêlent afin d'expliquer la naissance et le développement de telles pratiques –, leur institutionnalisation est toutefois envisageable. En effet, contrairement à ce qu'avancent Guilmoto et Sandron [2000], la pérennisation d'un tel schéma migratoire, basé sur un recrutement organisé du côté de la demande de travail, peut également perdurer sous cette forme. L'assimilation de ces pratiques et leur intégration dans les différentes structures locales organisant la société indienne (en particulier les marchés de l'emploi et du crédit) en font de véritables institutions, historiquement instituées et socialement acceptées<sup>98</sup>.

Ainsi, la décision de migrer ou non, en particulier pour les pionniers ouvrant les schémas de migration, résulte d'un ensemble de conventions, règles, normes et systèmes de valeurs qui sont propres à chaque société et qui constituent le cadre « institutionnel » du processus migratoire. Ces règles, usages et normes se reproduisent dans le temps dans la mesure où ils

---

<sup>98</sup> Là encore, le système du *bonded labour* fournit une illustration intéressante de la mise en place d'une institution migratoire durable basée sur des fondements historiques et traditionnels. L'importance que revêt l'avance et le manque d'alternatives aux migrations circulaires pour une partie de la population fondent le caractère pérenne de ces formes de mise au travail (cf *infra*).

permettent de faire fonctionner la société en l'absence de formes plus pures et plus abouties de marché, mais également, car ils sont intériorisés et qu'ils sont imbriqués dans un système complexe d'institutions dont il est difficile d'extraire une règle sans perturber les autres, ce qui peut expliquer comment et pourquoi un schéma migratoire perdure dans le temps [Guilmoto et Sandron, 2000].

#### 1.1.2.2. Institutionnalisation et perpétuation de la migration

*« Chaque fois qu'un système migratoire se stabilise, c'est la conséquence de la répétition de certaines pratiques routinières des migrants, elles-mêmes liées à la régularité des règles sur lesquelles leur comportement s'appuie »* [Guilmoto et Sandron, 2000 : 116].

Les dynamiques migratoires sont des phénomènes complexes qui dépendent conjointement de facteurs endogènes et exogènes. Lorsque nous parlons de **facteurs endogènes**, nous faisons référence à ceux qui sont déterminés par la propre trajectoire migratoire d'un sujet ou d'un groupe [Gómez Martín, 2009]. En effet, comme le remarque De Haas [2010], la migration doit être appréhendée comme un processus qui possède ses propres dynamiques internes, à la fois auto-génératrices et autodestructrices, et qui influence lui-même ces processus de transformation. Dans ce sens, l'accroissement des inégalités dans le village d'origine suite à la réussite de quelques individus ou ménages peut engendrer une intensification des migrations (ceci rappelle l'idée de « privation relative » de Stark [1991]). Les comportements de mimétisme, la mise en place et la mobilisation de réseaux migratoires, et l'intégration de ces pratiques dans l'organisation villageoise vont également accentuer les dynamiques migratoires auto-génératrices qui participent à institutionnaliser un schéma migratoire. De la même manière, pour qu'une institution migratoire soit pérenne, cela nécessite une certaine réciprocité des échanges entre migrants et non-migrants, que Guilmoto et Sandron [2000] approchent par l'idée de « contrat migratoire ». En effet, l'organisation familiale qui a supporté les coûts de formation en capital humain attend en contrepartie, de la part du migrant, qu'il envoie une partie de ses revenus. Le migrant, lui, peut attendre de la famille une aide à l'installation ainsi qu'une aide au retour en cas d'échec. L'importance de ce « contrat migratoire » apparaît indispensable au fonctionnement de l'institution migratoire ; et s'il peut



apparaître tentant pour le migrant de ne pas honorer sa « dette », ce type de comportement est limité par l'existence de mécanismes de contrôle. Le mariage au village du migrant, le droit de succession ou l'effet de réputation<sup>99</sup> constituent autant d'éléments de contrôle à distance du migrant. D'autre part, le regroupement de migrants dans les zones d'accueil constitue également un outil de surveillance par le groupe des agissements potentiellement déviant, vis-à-vis du « contrat migratoire », de l'individu.

De manière opposée, l'évolution du système de valeur des agents et organisations, comme par exemple l'effacement des principes de solidarités collectives (centrées sur la famille élargie ou la communauté villageoise) au profit de logiques plus individualistes, peut être à l'origine de l'affaiblissement des solidarités de réseaux et de l'affaiblissement d'une institution migratoire [Guilmoto et Sandron, 2000]. En effet, bien que les institutions<sup>100</sup> ne jouent pas directement le rôle de mécanisme de coordination, l'amenuisement de certaines valeurs, pratiques, ou représentations, peut engendrer des mécanismes d'autodestruction de certaines formes migratoires.

L'histoire migratoire reste cependant grandement déterminée par les bouleversements à **caractère exogène**, qu'ils soient d'origine économique, politique ou sociale. En effet, « *le fonctionnement de l'institution migratoire peut être affecté par des modifications du marché du travail (emplois offerts, localisation), par des changements de prix (taux de change, prix agricoles, salaires urbains) ou encore par des évolutions structurelles (dans la composition de la population par exemple)* » [Guilmoto et Sandron, 2000 : 129-130]. D'autre part, des changements technologiques (comme la révolution des transports et des communications, la mécanisation de l'agriculture, l'industrialisation croissante, etc.), les changements opérant sur le plan politique (ouverture/fermeture des frontières, guerres, etc.), ou à l'inverse, les persistances de certains encadrements légaux de la migration (comme le système du *hukou*<sup>101</sup>

---

<sup>99</sup> Comme le soulignent Guilmoto et Sandron [2000 : 116], « *les avantages d'une bonne réputation ne sont pas que moraux ou sociaux. Ils sont aussi économiques. Ainsi, l'octroi de prêts, d'aides de la communauté ou la possibilité de revenir au village en cas d'échec sont loin d'être des facteurs négligeables dans le comportement des migrants* ».

<sup>100</sup> « *Par institution, on entendra un ensemble de règles socio-économiques [...] [qui] visent à définir les conditions dans lesquelles les choix, individuels ou collectifs, d'allocation et d'utilisation des ressources pourront s'effectuer* » [Ménard, 1990 : 15]. Une définition plus large a été apportée par North [1990], pour qui les institutions sont des systèmes de contraintes régulant les interactions humaines

<sup>101</sup> « *Le hukou est un système d'enregistrement et de contrôle de la population instauré à l'époque maoïste pour servir le projet de développement socialiste. Interdisant à l'origine toute mobilité sociale et spatiale, séparant strictement ruraux et urbains en conférant à ces derniers des privilèges déniés aux premiers, il a instauré une société de statuts s'opposant à l'égalité des citoyens devant la loi, pourtant stipulée par la Constitution chinoise. Bien qu'assoupli par la réintroduction de l'économie de marché il y a un quart de siècle et par les réformes dont il a fait l'objet depuis plus de vingt ans, il reste aujourd'hui une institution fondamentale du régime de la République populaire de Chine* » [Froissart, 2008 : 3].



en Chine), constituent autant d'éléments impactant de manière exogène les dynamiques des schémas migratoires.

Nous l'avons vu, l'approche institutionnaliste emprunte au cadre historico-structurel son analyse systémique des migrations en accordant une place particulière aux processus historiques en œuvre dans la création et la perpétuation des schémas migratoires. Ce cadre conceptuel se révèle être d'une portée analytique et empirique particulièrement pertinente pour l'analyse des dynamiques migratoires en Inde, dans la mesure où la société indienne, notamment en milieu rural, est construite sur des structures sociales extrêmement fortes (organisation hiérarchique, fortes segmentations de caste et de classe, etc.), dont les spécificités locales nécessitent d'être appréhendées. De plus, comme le remarquent Guilmoto et Sandron [2000 : 106], « *si [ce] paradigme n'est pas complètement inconnu de la recherche économique, il n'existe pas, en revanche, d'application systématique de l'approche institutionnaliste au thème des migrations* ». En effet, l'analyse économique des migrations, marquée par une forte dualité d'approches, peine à intégrer des logiques d'analyse systémiques. L'utilisation d'un tel référent conceptuel constitue alors un cadre novateur. L'approche institutionnaliste de la migration s'appuie également sur la théorie des réseaux qui constitue, comme nous allons le voir dans la sous-section suivante, un complément indispensable et intimement lié à l'approche institutionnaliste.

## 1.2. La théorie des réseaux

Développée initialement par Taylor [1986], puis par Massey et Garcia Espana [1987], en opposition aux modèles néo-classiques qui supposent des coûts migratoires constants ou exogènes, la théorie des réseaux postule que la présence d'un réseau de migrants dans une zone d'accueil encourage de nouveaux départs en diminuant à la fois les coûts et les risques de la migration [Gubert, 2010]. En effet, grâce aux ressources qu'offrent les réseaux migratoires, il apparaît que les coûts et les risques diminuent et que les bénéfices de la migration augmentent [Palloni et *al.*, 2001 dans Piché, 2013 : 34]. Les réseaux migratoires constituent alors une forme de capital mobilisable par les potentiels migrants, qui fait écho à la théorie du capital social développée par Bourdieu. En effet, c'est la notion de « capital

social », introduite par ce dernier<sup>102</sup>, qui a donné au réseau migratoire toute sa signification. Chez Bourdieu le capital social est défini par « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...], mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles* » [Bourdieu, 1980 : 2]. Il est également à noter que le capital social chez Bourdieu est un construit social en mouvement, autrement dit, le réseau de liaisons (basé sur des relations de voisinage, de travail ou même de parenté, etc.) est le produit de stratégies d'investissement social (consciemment ou inconsciemment orientées vers la reproduction de relations sociales directement utilisables, à court ou à long terme) qui nécessitent un travail d'instauration et d'entretien afin de produire et reproduire des relations durables et utiles.

Dans le cadre plus particulier des mouvements de population, nous pouvons définir les réseaux migratoires comme « *l'ensemble de liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants, et les non-migrants dans les espaces d'origines et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée* » [Massey et al., 1993 : 448]. Le concept de réseau migratoire fait donc référence aux transferts d'informations et de ressources matérielles entre les membres d'une famille, amis, ou connaissances, qui ont un impact sur le migrant potentiel, au niveau individuel et collectif, et sur sa décision d'entreprendre le voyage.

Dans le cadre de l'analyse des processus migratoires, l'intégration de la notion de capital social permet donc de comprendre pourquoi et comment l'appartenance à des réseaux augmente les probabilités de migrer<sup>103</sup>. Afin de comprendre ces mécanismes, nous allons voir dans un premier temps les fondements de la théorie des réseaux (1.2.1.), puis nous introduirons quelques exemples d'études menées en Inde, afin d'illustrer les apports de cette théorie dans le contexte social indien (1.2.2.).

---

<sup>102</sup> Bourdieu aborde la notion de « capital social » dans de nombreux travaux, mais nous pouvons nous référer au texte de 1980 spécialement dédié à la définition de ce concept.

<sup>103</sup> « *Les réseaux sociaux dans lesquels s'inscrivent et se développent les mouvements de population ont été notamment reconnus comme l'un des facteurs cruciaux du maintien et de l'intensification de la mobilité spatiale* » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 284-285].

### 1.2.1. Les fondements de la théorie des réseaux

« *Social networks based on kinship, friendship and community ties are central components in migration systems analysis. They mediate between individual actors and larger structural forces* » [Boyd, 1989 : 661].

Le point de départ de la théorie des réseaux est, comme pour l'approche institutionnaliste et la NEMT, la remise en cause des approches micro-individuelles. Dans ce sens, Granovetter [1985] rejette l'atomisation des comportements et défend l'idée que l'action économique est encadrée au sein d'un réseau de relations sociales courantes qui exercent sur elle une très forte influence<sup>104</sup>. En effet, en sortant de la vision individualiste et atomistique, il devient possible de concevoir la migration comme relevant d'actions collectives et familiales qui relient des migrants et des non-migrants dans un ensemble de relations que captent les nouvelles analyses centrées sur la notion de réseau [Piché, 2013 : 160].

Ainsi, la prise en compte du rôle des réseaux sociaux dans l'analyse des migrations apporte un éclairage intéressant sur les évolutions des schémas migratoires. En effet, pour les migrants pionniers, la migration est une stratégie risquée et les probabilités d'échecs sont importantes dans la mesure où le départ se fait sans « filet de sécurité ». Cependant, en cas de réussite, ces premiers migrants constituent des ressources pour les futurs candidats à la migration, et la mise en place de réseaux constitue alors un capital social sur lequel les migrants potentiels peuvent s'appuyer<sup>105</sup>. D'autre part, rappelons que pour analyser les schémas migratoires, la théorie des réseaux se place dans une logique de minimisation des risques et non pas de maximisation des revenus. Dans ce cadre, « *Risk diversification contributes to the dynamic development of migrant networks because their expansion progressively reduces the risks as well as the costs of migration* » [Massey, 1990 : 17-18]. Réduction des coûts et réduction des risques constituent alors les pierres angulaires de la théorie des réseaux dans l'analyse des migrations.

---

<sup>104</sup> « *Actors do not behave or decide as atoms outside a social context, nor do they adhere slavishly to a script written for them by the particular intersection of social categories that they happen to occupy. Their attempts at purposive action are instead embedded in concrete, ongoing systems of social relations* » [Granovetter, 1985: 487].

<sup>105</sup> Notons cependant qu'une logique inverse est également possible, et dans certains cas, les migrants peuvent être considérés comme des « concurrents » dans la migration. En cas de demande de travail limitée dans la zone d'accueil, les premiers arrivés sont alors les « premiers servis », saturant la demande et empêchant alors le succès des migrants suivants.

L'hypothèse de réduction des coûts de la migration repose sur l'idée que les premiers migrants qui quittent leur milieu d'origine vers de nouvelles destinations le font sans aucune aide sur le lieu de destination<sup>106</sup>, ce qui implique des coûts (de transport, d'installation, de recherche d'emploi, etc.) importants. Chaque nouveau migrant va alors étendre le réseau et réduire les coûts pour un ensemble de parents, amis et connaissances qui constitue son réseau. En effet, comme le remarquent Dolfin et Genicot [2006 : 2] : « *Migrant networks can facilitate migration in different ways: through providing information on the migration process itself, such as crossing the border; through providing information on destinations and jobs, and aiding integration after arrival; and through helping financing the cost of migration* ». Ainsi, une fois un certain seuil atteint, l'expansion des réseaux réduit les coûts de la migration, ce qui provoque une hausse du taux de migration qui va à son tour renforcer les réseaux et donc engendrer plus de migration. Le schéma migratoire devient donc auto-entretenu, dans la mesure où chaque acte de migration supplémentaire participe à élargir la structure sociale nécessaire pour soutenir ce schéma [Massey *et al.*, 1993 : 449]. Dans ce sens, Carrington *et al.* [1996] ont proposé un modèle dynamique de migration dans lequel les coûts migratoires diminuent avec le nombre de migrants déjà présents sur le lieu de destination<sup>107</sup>. Les migrants présents sur les lieux de migration aident en effet à l'installation, fournissent des informations facilitant la recherche et l'obtention d'un emploi, réduisent les coûts psychologiques en fournissant des repères (valeur, nourriture, etc.) et diminuent alors, en plus des coûts, les risques associés à la migration.

Cette croissance auto-entretenu des schémas migratoires par la mise en place de réseaux qui se produit, comme nous l'avons vu, grâce à la réduction progressive des coûts, est également associée à une réduction progressive des risques. En effet, lorsque les migrants initiaux sont bien établis dans la zone de destination, ils vont faire bénéficier à leur réseau d'une assistance technique (hébergement temporaire, etc.) et vont faciliter l'insertion professionnelle des nouveaux migrants en fournissant des informations sur les opportunités d'emploi, faisant alors de la migration une source fiable et sûre de revenus. Dans le contexte d'incertitude décrit précédemment, Hugon [1993 dans Guilmoto et Sandron, 2000 : 113] qualifie l'ensemble des

---

<sup>106</sup> « *The first migrants who leave for a new destination have no social ties to draw upon, and for them migration is costly* » [Massey *et al.*, 1993 : 449].

<sup>107</sup> « *We study a dynamic model of labor migration in which moving costs decrease with the number of migrants already settled in the destination. This assumption is supported by sociological studies of migrant networks. With endogenous moving costs migration occurs gradually over time. Once it starts, it develops momentum, and migratory flows may increase even as wage differentials narrow* » [Carrington *et al.*, 1996 : 909].

organisations<sup>108</sup> (famille nucléaire et élargie, village, caste, etc.) comme des « réducteurs d'incertitude », en ce sens qu'elles constituent une vision de long terme en favorisant les mécanismes de solidarité, en partageant les risques et en offrant une meilleure protection contre les aléas économiques [Fafchamps, 1992].

Le schéma migratoire s'institutionnalise donc à travers la formation et l'élaboration de réseaux et devient progressivement indépendant des facteurs qui ont causé l'origine des mouvements, qu'ils soient structurels, collectifs ou individuels [Massey *et al.*, 1993]. Massey et Aysa [2005] ont également montré, à partir d'une étude empirique menée sur les migrations Sud-Américaines vers les États-Unis, que le capital social individuel (mesuré par le fait d'avoir des liens avec des types spécifiques de personnes ayant une expérience migratoire aux États-Unis) et le capital social général (mesuré par la proportion relative des migrants dans la communauté) participent de manière significative à la naissance et à la perpétuation des mouvements migratoires<sup>109</sup>. Ces résultats confirment donc l'hypothèse du rôle prépondérant des réseaux de migrants et du capital social pour expliquer la naissance et la perpétuation des schémas migratoires<sup>110</sup>. Nous pouvons à présent nous tourner vers les spécificités du cas indien dans l'analyse des réseaux migratoires.

---

<sup>108</sup> Les « organisations », formelles ou informelles, peuvent être définies comme « des ensembles de personnes partageant un objectif commun » [Guilmoto et Sandron, 2000 : 113].

<sup>109</sup> C'est en effet « l'insertion des personnes dans des réseaux qui contribue à expliquer les différences dans les propensions à émigrer et le caractère durable des flux migratoires » [Portes et Borocz, 1989 : 612 dans Borrel, 1999 : 32-33].

<sup>110</sup> Les réseaux ou filières migratoires constituent une institution sociale très puissante et le support le plus solide du maintien des flux migratoires [Guilmoto et Sandron, 2000].

### **Encadré 1.1.**

#### ***Présentation synthétique de la formation des réseaux de migration***

Guilmoto et Sandron [2000] proposent une synthèse de la constitution des réseaux migratoires en faisant une analogie avec la dynamique des choix technologiques d'Arthur [1988], reposant sur quatre principaux mécanismes.

La première étape consiste en un large investissement initial caractérisé par une forte incertitude : cette phase préliminaire, pionnière, se déroule hors des réseaux, alors inexistantes, et se crée de manière aléatoire. À ce stade, les risques sont élevés et les schémas migratoires peuvent s'articuler autour de configurations non efficaces.

Dans un second temps, se mettent en place des effets d'apprentissage qui vont participer à réduire les coûts et faciliter l'usage : les effets multiplicateurs des premières migrations réussies sont nombreux et l'institution se met en place très vite autour des filières migratoires qui ont réussi. Le coût de la migration tend alors à s'abaisser et la migration devient plus sûre et s'accélère encore (le réseau fonctionnant d'autant mieux qu'il s'enrichit de l'expérience de nouveaux migrants).

Le troisième temps consiste en la coordination avec d'autres activités : avec le temps, le réseau s'articule autour des marchés locaux (de l'emploi, de l'immobilier, etc.) et des organisations et institutions villageoises (famille, système foncier, etc.). Dans un même temps, le réseau migratoire s'institutionnalise et on assiste à un effet de cheminement (ou *path dependency*) qui tend à limiter la création de nouveaux réseaux.

Enfin, la quatrième phase repose sur les systèmes de reproduction et un effet de cliquet : le réseau devient avec le temps le canal exclusif de la migration aux yeux des villageois. Un effet de cliquet (ou *lock-in*) est alors à l'œuvre dans la formation des réseaux : une fois en place, une filière est difficile à remplacer dans la mesure où l'établissement de nouveaux réseaux représente un investissement très lourd et il est donc difficile de revenir en arrière. Il apparaît alors plus facile, dans le cas où certaines filières deviendraient déficientes, de redéployer à la marge des filières alternatives plutôt que d'en créer de nouvelles (ce qui peut expliquer la persistance de filières traditionnelles)

---

Source : Auteur.

#### ***1.2.2. L'étude des réseaux migratoires en Inde***

Comme le souligne Cadène [1993 : 443], « *les études des migrations de travail en Inde mettent en avant l'importance des réseaux relationnels, essentiellement familiaux, dans les déplacements des individus [...]. Les migrations modernes [...] s'effectuent au travers de réseaux structurés par les liens communautaires* ». En effet, à partir d'une étude menée au Rajasthan sur la communauté Jaïn, Cadène [1993] suggère que l'appartenance de caste joue en Inde un rôle essentiel dans la création et la perpétuation des réseaux migratoires<sup>111</sup>.

---

<sup>111</sup> « *En dépit de la mobilité permanente qui a amené une large proportion d'entre eux à étendre, à travers des réseaux migratoires, leurs activités commerciales jusqu'au Gujarat et à Bombay, ces Marwaris originaires du nord de la région d'Udaipur restent pleinement membres de leur communauté. Le désir d'assimilation qui ailleurs peut être un atout de réussite pour les migrants n'est pas de mise dans le contexte indien. C'est au contraire la capacité à maintenir son identité et à entretenir les liens avec la communauté d'origine qui permet à ces communautés marchandes de s'assurer de la solidité de leurs affaires, ainsi que d'établir et de consolider des situations de monopole* » [Cadène, 1993 : 462].

L'auteur insiste en effet sur l'importance du maintien de l'identité de caste<sup>112</sup> (les pratiques endogames de cette communauté, le maintien des pratiques religieuses, les liens importants avec la localité d'origine, etc.) alors même que le recours à la migration, notamment vers Mumbai concerne une grande partie de la population de son terrain d'étude<sup>113</sup>.

D'autre part, Mitra et Murayama [2008], à partir d'une étude portant sur les migrations des zones rurales vers les zones urbaines menée au niveau des districts (sur les données du *Census of India* de 2001), ont montré que les réseaux sociaux jouent un rôle important dans les migrations de courte distance, mais perdent leur significativité quand la distance augmente. Elles ont également mis en avant le fait que l'impact des réseaux sociaux dans le processus migratoire était plus marqué pour les basses castes et les minorités tribales pour qui l'essentiel des migrations de travail se fait vers le secteur informel<sup>114</sup>. Dans une optique comparable, Wahba et Zenou [2005] ont identifié dans le cas égyptien une plus forte prévalence des réseaux sociaux dans les processus migratoires pour les populations analphabètes, qui sont incapables de lire les offres d'emploi et ont donc des incitations plus fortes à mobiliser leurs amis et contacts dans la recherche d'un emploi. De tels résultats sont fortement envisageables en Inde, en particulier dans les migrations au départ des zones rurales où subsistent, dans certaines régions de l'Inde, des niveaux d'illettrisme assez importants<sup>115</sup>.

Holmstrom [1984 : 54] a par ailleurs identifié, à partir d'un travail mené sur des unités industrielles de Bangalore, les mécanismes de création et de perpétuation des schémas migratoires : « *Both in large and small factories which villages or castes or language groups were first recruited into particular industries was largely a matter of chance: but once the pattern was established it was often perpetuated, as worker's friends and relatives followed them to town* ». Dans ces chaînes de migration, les réseaux sociaux transmettent non seulement des informations sur les postes vacants, mais ils sont aussi souvent le canal préféré des employeurs pour le recrutement de travailleurs non qualifiés [Iversen, 2006 : 5]. En effet,

---

<sup>112</sup> « Dans cette optique, les individus qui composent cette communauté [...] possèdent des référents culturels identiques ; ces derniers sont liés au temps à travers l'existence de fêtes et de rituels régis par un calendrier très ancien, et liés à l'espace à travers des localités ou des régions dans lesquelles sont symboliquement ancrées l'origine et l'histoire de la caste » [Cadène, 1993 : 443].

<sup>113</sup> « Naître à Rajsamand et vivre à Bombay, voilà donc le destin de la moitié des hommes de la communauté locale des jaïns » [Cadène, 1993 : 455].

<sup>114</sup> « The presence of lower castes draws more from the same communities due to the prevalence of network effects. The networks operate more significantly among the social groups which are indeed minorities, as these networks are nothing but joint efforts to cope with uncertainties – a manifestation of survival strategies » [Mitra et Murayama, 2008 : 19].

<sup>115</sup> Pour ne citer qu'un exemple, un tiers de la population du Bihar et la moitié de sa population féminine sont analphabètes en 2011 [*Census of India*, 2011].



la migration, quelle qu'en soit la motivation, nécessite une connaissance préalable des possibilités offertes [Kalam, 1994]. Les migrations individuelles sont rares en Inde et la connaissance d'une personne référente ayant déjà connu l'expérience de la migration semble indispensable au départ. Ainsi, les liens de parenté, réseaux d'information ou autres types de connexions jouent fortement, d'une part sur la décision du départ, mais également sur le lieu de destination. Comme le souligne Anthony [1990 : 899-900], « *l'accès à l'information sur les destinations potentielles restreint fortement la mobilité des migrants. Les facteurs d'attraction ne jouent pas au hasard, mais s'appliquent plutôt vers des destinations spécifiques pour lesquelles l'information est disponible. Les facteurs de répulsion ne sont parfois en jeu que dans la mesure où sont perçues, en un autre lieu, de meilleures opportunités, car de telles perceptions peuvent grandement abaisser le seuil de tolérance du stress subi au village, et pousser ainsi au départ* ». Nous retrouvons bien ici le modèle de migration saisonnière observé dans les villages de notre zone d'étude, où des filières de migration organisées autour d'intermédiaires de main d'œuvre se sont mises en place il y a une trentaine d'années. Le fonctionnement bien rodé de ces formes de migrations, notamment vers les briqueteries de Chennai ou Chengalpattu, constitue un **sentier de dépendance** ne représentant pas forcément la meilleure option pour les migrants (conditions de travail extrêmement dures, gains monétaires limités, conditions de vie sur place difficiles, endettement chronique et risque de surendettement, etc.), mais plutôt l'option la plus évidente, car devenue naturelle ou presque, face à l'étroitesse et la segmentation du marché du travail local.

Dans le contexte indien, le réseau social agit alors doublement : d'une part, pour les futurs migrants comme un appui dans l'obtention d'un emploi et d'autre part, pour les employeurs, comme une sorte de « filet de sécurité » ou de garantie sur les nouveaux embauchés<sup>116</sup>. Nous touchons ici à une des limites de la théorie des réseaux. En effet, les approches intégrant le rôle des réseaux dans les filières migratoires en Inde mettent l'accent sur le caractère auto-entretenu de ces filières et permettent d'expliquer les raisons pour lesquelles les migrations peuvent persister dans le temps. Cependant, elles ignorent les raisons qui conduisent les employeurs à participer à l'élaboration et au maintien de ces filières migratoires [Sen Gupta, 2011 : 105]. Ainsi, si la théorie des réseaux fournit, comme nous l'avons vu, des éclairages

---

<sup>116</sup> De tels mécanismes, agissant conjointement des points de vue des travailleurs et des employeurs, ont été identifiés dans les pays du Golfe : le système de *kafala* décrit par Beaugé [1986] ; ou en Inde : le système des *maistry* [Breman, 1996 ; Picherit, 2007 ; Guérin, 2007 ; Pattenden, 2012].



intéressants sur la mise en place des schémas migratoires, elle nécessite un élargissement à l'approche institutionnaliste, qui permet alors d'envisager ces schémas dans leur ensemble.

## 2. Vers une approche multi-scalaire de la migration

« *The conceptualization of migration as a social and economic process that involves inherent relationships across time, space, and levels of analysis indicates specific theoretical and methodological needs that are not currently being met. In terms of theory, most work has focused on the elaboration of models and hypotheses at a single level of analysis; what is needed in the future is greater attention to interrelationships between levels* » [Massey, 1990 : 18].

Reconceptualiser les dynamiques de migration interne en Inde dans une perspective globalisante est un projet méthodologique difficile. Non seulement parce que les processus impliqués sont extrêmement complexes, mais également parce que leur analyse a été dominée tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle par une approche paradigmatique duale opposant les courants micro-individuels aux courants macro-structurels. Ces positionnements théoriques extrêmement cloisonnés ont constitué pendant près d'un siècle les cadres d'analyse dominants, mais apparaissent aujourd'hui, l'un comme l'autre, fondamentalement limités et insuffisants pour comprendre les relations complexes à l'origine des mouvements de population. En effet, il est désormais admis<sup>117</sup> que les processus migratoires sont façonnés par différents niveaux d'analyse : le niveau *macro* (par exemple, l'organisation des marchés du travail), le niveau *méso* (en termes d'organisation sociétale des villages) et le niveau *micro* (en termes de préférences individuelles et de stratégies collectives). Ils nécessitent donc une ouverture vers des approches plurielles comme, le souligne Massey [1990 : 9] : « *A full theoretical account of migration must include [...] inter-level dependencies among individual, household, community and national-levels actors* ».

Intégrer l'idée d'une pluralité d'échelle d'analyse, en mobilisant notamment une approche multi-scalaire, permet une conceptualisation plus complexe des mécanismes par lesquels les

---

<sup>117</sup> « *Migratory processes are shaped both by macro-social structures and by the actions and perceptions of affected populations, both migrants and non-migrants* » [Castles, 2015 : 11].

différentes institutions migratoires vont interagir entre elles<sup>118</sup> dans la création, le développement et la perpétuation des schémas migratoires. Elle permet également de repenser ces processus migratoires comme un produit de facteurs économiques, politiques et sociaux qui opèrent à différentes échelles [Castles *et al.*, 2013 : 119]. Dans cette même dynamique d'ouverture, Piché [2004] considère la migration comme un phénomène multifactoriel et multidimensionnel. Il y intègre les trois ingrédients principaux de la migration : l'origine et la destination, les niveaux d'analyse micro, méso, macro et global et les dimensions économiques, sociales et politiques.

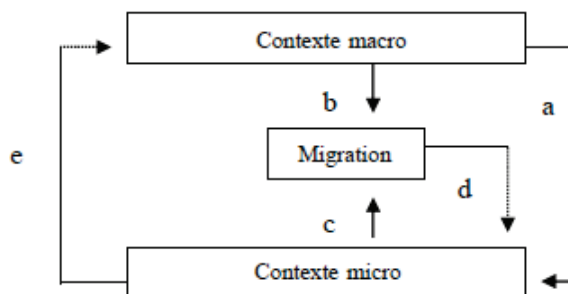
Les travaux de Boyd [1989] constituent une illustration intéressante du développement des études basées sur une approche systémique, tenant compte simultanément des déterminants macro-économiques et micro-économiques de la migration. L'auteure, en mettant la notion de réseaux personnels et sociaux au cœur de la théorie migratoire, insiste sur la perspective systémique des réseaux qui constituent des facteurs intermédiaires entre les facteurs structurels (macro) et les acteurs (micro). Dans ce sens, l'encadré 1.2. fournit une analyse synthétique des interactions entre individus et structures qui participent, directement et indirectement, à l'organisation des processus migratoires, justifiant ainsi le développement d'une approche multi-scalaire.

---

<sup>118</sup> « *Taking multi-scalar perspective adopts this analytical lens, which problematizes what we mean by the local, the national and the global and asks how migration itself shapes the constitution of these scales in complex way* » [Williamson, 2015 : 19].

**Encadré 1.2.**

**Encastrement des contextes macro et micro dans les processus migratoires**



a : Le contexte macro, c'est-à-dire l'ensemble des structures économiques, politiques et sociales au niveau sur-régional (national ou international), détermine partiellement le contexte local par le biais, entre autres, des infrastructures, des politiques publiques, des services sociaux, de la législation, de la fiscalité, de l'accès aux marchés ou des programmes de développement régional.

b : Le macro-contexte détermine également l'étendue des *opportunités* en matière de migration interne ou internationale, par exemple au moyen des politiques d'immigration, de la demande de main-d'œuvre et des niveaux de rémunération. De telles structures d'opportunité influencent l'ampleur, la nature et la sélectivité (initiale) de la migration. Dans un contexte de mondialisation, la pénétration du capitalisme dans les PED induit également une réorganisation de l'ensemble de ces structures qui vont produire, notamment par le biais d'une réorganisation du marché du travail, des mouvements de population.

c : Le contexte local (des zones d'accueil et de départ) détermine dans quelle mesure les divers

modes de subsistance locaux vont engendrer des mouvements de population. Les conditions structurelles locales, l'importance des pressions démographiques, la segmentation du marché du travail, les stratégies individuelles et collectives, la création de réseaux, les infrastructures locales, etc., vont également déterminer l'ampleur des migrations.

d : À leur tour, les processus migratoires influencent le contexte local par leurs impacts (rétroaction systémique) sur la disponibilité de main-d'œuvre, le développement de réseaux, les habitudes de consommation, les investissements, la hausse des inégalités, la stratification sociale, la privation relative, les modifications des aspirations individuelles et collectives, etc.

e : Enfin, les évolutions du contexte micro (par exemple, sous l'effet de la migration) pourront finir par influencer le contexte macro, mais seulement *dans une certaine mesure*, en raison de l'ampleur limitée de la migration.

Source : Auteur (adapté de De Haas [2010 : 34-35]).

Massey [1990] résume cette idée d'encastrement d'échelle en défendant l'idée que les décisions de migration sont prises conjointement par les membres de la famille au sein des ménages, que les décisions des ménages sont influencées par les conditions socio-économiques locales et que les conditions locales sont à leur tour influencées par l'évolution des structures politiques, sociales et économiques aux niveaux national et international.

La réflexion menée sur le développement d'une approche multi-scalaire a ainsi libéré l'analyse de la migration du cloisonnement théorique qui opérait depuis le début du XIXème siècle. Ce cadre conceptuel apparaît en effet plus adapté à l'étude des processus migratoires, du fait notamment de l'imbrication des différentes échelles (individuelle, familiale, communautaire, etc.), des différentes dimensions (sociale, économique, politique, etc.) et de la dynamique des réseaux (phénomènes caractéristiques des mécanismes migratoires). Cette idée d'encastrement entre différentes échelles et dimensions fournit ainsi au cadre analytique de l'approche institutionnaliste une profondeur d'analyse plus à même de saisir la complexité de la migration contemporaine en Inde.

L'une des principales forces de l'approche institutionnaliste de la migration est de fournir un cadre conceptuel tenant compte des spécificités locales, capable d'expliquer aussi bien la naissance des phénomènes migratoires que la perpétuation et les évolutions de ceux-ci. En effet, l'intégration des dynamiques de réseaux, des structures sociales, ainsi que des institutions locales, permet de contextualiser le fait migratoire dans un ensemble de règles, valeurs et pratiques – historiquement fondées – qui le constitue. Dans cette optique, le cadre conceptuel offert par l'approche institutionnelle amène à repenser les évolutions des schémas migratoires et permet à comprendre comment les transformations sociales, économiques et politiques modèlent certaines institutions migratoires ou agissent de manière différenciée selon les catégories de population. En effet, l'individu migrant s'insère dans un lavis d'organisations (famille, communauté de caste, village) et d'institutions qui vont influencer d'une part sa décision de migrer, mais également les conditions de sa migration (lieu, durée, emploi, etc.). Par ailleurs, comme le soulignent Guilmoto et Sandron [2000 : 131], « *la validité de l'analyse est d'autant plus grande que la segmentation des organisations communautaires et leur influence sur les individus sont affirmées* ». Le cas indien apparaît alors particulièrement adapté à cette approche systémique, dans la mesure où le poids des structures sociales locales, notamment en milieu rural, continue de jouer un rôle structurant important de la société indienne.

**Tableau 1.2. Tableau synoptique des théories sur la migration**

Famille Théorique	Théories	Principaux auteurs	Niveau d'analyse	Unité d'analyse	Déterminants de la migration
Théories néo-classiques	Marché dual	Lewis [1954] ; Ranis et Fei [1961]	Macro	Pays	Différence géographique entre offre et demande de travail
	Théorie Néo-classique Probabiliste	Todaro [1969] ; Harris et Todaro [1970]	Micro	Individu	Différentiel de salaire attendu et probabilité de trouver un emploi
	Modèle <i>Push/Pull</i>	Lee [1966]	Micro	Individu	Perception des individus ; Attraction des zones d'arrivée et répulsion des zones de départ
	Théorie du Capital humain	Sjaastad [1962]	Micro	Individu	Gain en termes de "Capital humain"
	Nouvelle Économie des Migrations de Travail	Stark <i>et al.</i> [1985]	Micro	Ménage/famille	Stratégie familiale : diversification des activités et réduction des risques ; Privation relative
Théories macro-structurelles	Théorie du double marché du travail	Piore [1979]	Macro	Marché mondial	Segmentation du marché du travail dans les économies du Centre ; Demande inévitable de travailleurs étrangers
	Théorie des systèmes mondiaux	Wallertein [1976]	Macro	Marché mondial	Facteurs socio-historiques de grande ampleur et pénétration du capitalisme dans les PED
	Théorie de la Causalité cumulative	Myrdal [1957]	Macro	Marché mondial	Transformation des structures sociales dans les zones de départ et accentuation de la dépendance vis-à-vis du Centre
Approche institutionnaliste		Guilmoto et Sandron [1999 ; 2000]	Micro/ Meso/ Macro	Institutions/Organisations (individu, famille, village, etc.)	Institutions, réseaux, caractéristiques socio-économiques des individus et des organisations familiales

Source : Auteur.

## Conclusion

L'analyse de l'histoire des théories de la migration présentée dans ce chapitre montre comment, depuis les modèles fondateurs, l'analyse économique de la migration s'est progressivement enrichie pour contribuer à expliquer les déplacements de population. En effet, si les modèles néo-classiques, comme nous l'avons vu, ne constituent pas un cadre d'analyse suffisant pour l'étude du processus migratoire, il n'en demeure pas moins que le différentiel de salaire (réel ou attendu) entre zone d'arrivée et de départ peut constituer un des éléments déterminants de la migration. De la même manière, les structures agissant tant au niveau local que supra-national façonnent les opportunités et les contraintes qui vont participer au développement des différentes stratégies individuelles et collectives à l'œuvre dans le processus migratoire.

La prise en compte des apports et limites des différentes théories développées au cours du dernier siècle a ainsi permis la construction d'approches pluralistes, mieux à même d'appréhender le processus migratoire dans sa complexité. Comme le remarque à juste titre Gubert [2010 : 104] : « *Rien ne s'oppose à ce que la migration d'un individu soit à la fois motivée par l'existence d'un différentiel de rémunération et par la volonté pour un ménage de diversifier ses sources de revenu. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des travaux empiriques qui visent à identifier les facteurs à l'origine de l'émergence ou de la persistance de certains flux migratoires combinent les théories existantes* ».

Le recours à différents champs de la recherche (économie, sociologie, géographie, histoire, démographie, etc.), l'ouverture à différents niveaux d'analyse (micro, méso, macro), de même que l'utilisation d'une diversité de méthodes quantitatives et qualitatives, sont alors autant d'éléments permettant l'identification d'un cadre conceptuel adapté à notre question de recherche ainsi qu'à notre terrain d'étude. Dans cette optique, l'approche institutionnaliste de la migration semble particulièrement adaptée au cas indien dans lequel les structures sociales<sup>119</sup>, qui jouent un rôle extrêmement fort dans l'organisation de la société et qui conduisent à une complexification de l'institution migratoire<sup>120</sup>, nécessitent une approche

---

<sup>119</sup> Les structures sociales font référence aux « *éléments d'un ensemble économique qui, au cours d'une période déterminée, apparaissent comme relativement stables* » [Marchal, 1958 : 682].

<sup>120</sup> Par institution, on entendra : « *un ensemble de règles socio-économiques [...] [qui] visent à définir les conditions dans lesquelles les choix, individuels ou collectifs, d'allocation et d'utilisation des ressources pourront s'effectuer* » [Ménard, 1990 : 15 dans Guilmoto et Sandron, 2000 : 113]. Une définition plus large apportée par North [1990] envisage les institutions comme des systèmes de contraintes régulant les interactions humaines.

compréhensive, menée à différentes échelles, qui permet ainsi de contextualiser les pratiques migratoires dans un lacis d'institutions sociales et culturelles (coutumes, valeurs, etc.) [De Haan, 1999 : 9]<sup>121</sup>.

---

<sup>121</sup> « *Population movement are not economic reactions to push and pull, but patterns of migration are determined by social and cultural institutions, embedded in local customs and ideologies* » [De Haan, 1999 : 9].







## Première Partie. Diversité des marchés de l'emploi et circulation du travail en Inde

### Introduction de la partie

« *Analysing inter-state migration in India is particularly appropriate for a study of internal migration because of the size of the Indian states (the equivalent of European states), and the heterogeneity among them* »  
[Dallmann et Millock, 2013 : 4].

La libéralisation économique de l'Inde, marquée par l'ouverture des frontières, a redéfini la structure des marchés du travail et ces évolutions ont participé à creuser des inégalités déjà existantes au sein de l'Union Indienne [Kennedy, 2002]. En effet, de nombreux travaux [Kennedy, 2002 ; Purfield, 2006 ; Ramaswamy, 2007 ; Papola *et al.*, 2011] se sont intéressés aux inégalités régionales et ont montré que la libéralisation de l'Inde s'est accompagnée d'un creusement des inégalités au niveau infranational. Si, comme le soulignent Bhattacharya et Sakthivel [2004]<sup>122</sup>, les disparités régionales tendent à devenir un problème majeur en Inde, c'est bien parce que ces inégalités de revenus et les écarts croissants de pauvreté qui en découlent, tendent à redéfinir les schémas de migrations internes en Inde. Officiellement, le pouvoir politique indien se dit concerné par la réduction de la pauvreté et des inégalités [Pal et Ghosh, 2007 : 1], cependant, les mesures prises pour endiguer ces phénomènes demeurent largement insuffisantes et les politiques de création de *Special Economic Zone* (SEZ) témoignent d'un développement de l'Inde à deux vitesses où sont privilégiés les États ayant une activité tournée vers l'export, qui sont déjà souvent les États les plus riches et les plus développés. La diversité régionale des formes de marchés du travail nécessite donc de prendre en compte des aspects spatiaux dans l'analyse des migrations. D'autre part, on peut supposer que le creusement des inégalités régionales, basé en grande partie sur des disparités

---

<sup>122</sup> « *The regional disparity in India is now a matter of serious concern* » [Bhattacharya et Sakthivel, 2004 : 1].

observables sur le marché du travail, s'accompagne d'une intensification des mouvements de population<sup>123</sup>.

Dès lors, la relation entre les différences régionales en termes de marché du travail et la migration de travail devient un enjeu de taille dans la mesure où ces dernières sont guidées par les évolutions induites par la libéralisation et nécessitent donc une attention particulière<sup>124</sup>.

Si la plupart des analyses de la migration portent essentiellement sur les déterminants néo-classiques de la migration (différentiel de salaire, facteurs *push/pull*, etc.), peu d'entre elles se sont intéressées plus spécifiquement à la relation entre la structure régionale des marchés du travail et la mobilité du travail. Le lien entre les deux, pourtant assez évident, semble alors être une porte d'entrée pertinente et assez novatrice dans l'étude des mouvements de population. L'enjeu de cette première partie consiste donc à s'interroger sur la question suivante : *part-on « ailleurs » ou « quelque part » ?* Autrement dit, quitte-t-on avant tout un lieu dans lequel une situation n'est pas satisfaisante, quelle que soit la destination, ou part-on vers un lieu choisi en visant une nouvelle situation? De la même manière, *arrive-t-on d'« ailleurs » ou de « quelque part » ?*

Ces questions semblent en effet fondamentales dans la mesure où elles s'intéressent à ce qui explique, au niveau macroéconomique, la circulation du travail en identifiant les interactions entre zones d'arrivée et de départ.

Le phénomène migratoire est connu pour sa nature complexe<sup>125</sup> [Kadi et Nelavigi, 2015 : 3016] et nécessite donc une démarche particulière permettant de capter au mieux le caractère multidimensionnel qui le caractérise. En effet, la complexification du phénomène de mobilité du travail, accentuée par le développement des moyens de transports et de communications [Dupont et Landy, 2010 : 19-20], a largement participé au développement et à la diversification des formes de circulation du travail.

---

<sup>123</sup> « *Regional disparity in development influences flow of inter-state migration streams. Migration is a natural outcome of inequality in the distribution of resources. It is positively related to modernization, industrialization and development* » [Das et Gupta, 2013 : 11].

<sup>124</sup> « *The structure of interstate disparities is defined by employment outcomes. The employment inequalities [...] need to be further investigated along two lines: first, by examining the interstate differences in the quality of employment in terms of self-employment, regular employment and casual labour. Second, the relationship between employment, labour productivity and wages across states overtime* » [Ramaswamy, 2007 : 56].

<sup>125</sup> « *La migration est, sans aucun doute, parmi les éléments démographiques, le plus délicat à observer et à conceptualiser [...]. Les migrations contribuent non seulement à faire évoluer la répartition spatiale de la population à l'intérieur d'un territoire national, mais également à modifier les structures socio-démographiques des divers espaces qui composent ce territoire* » [Baccaïni, 2006 : 65-66].

Cette partie se donne donc comme objectif d'étudier de manière empirique comment la diversité des marchés du travail impacte les structures de migration de travail en Inde. Pour cela, nous proposons une analyse de la différenciation des marchés du travail, non pas envisagée au prisme de la théorie néo-classique [Lewis, 1954 ; Harris et Todaro, 1970], opposant un marché urbain moderne à un marché rural traditionnel, mais en intégrant des dimensions spatiale et sectorielle dont l'analyse, menée au niveau infranational, nous permet de dégager les spécificités régionales<sup>126</sup> (*Chapitre 1.*). Il s'agit alors, par le biais de méthodes de statistique exploratoire multidimensionnelle, d'identifier une typologie des marchés du travail en Inde dont nous présentons les spécificités respectives. Dans un second temps, nous proposons une lecture des flux de migration de travail en Inde au regard des différents types de marché du travail identifiés dans le premier chapitre (*Chapitre 2.*). Nous mobilisons alors un outil appartenant au champ de la géographie : la cartographie, afin de mettre en lumière la structure des migrations de travail. Enfin, dans un dernier chapitre, nous utilisons un outil de l'analyse spatiale des migrations : le modèle gravitaire, afin d'identifier de manière plus spécifique le rôle qu'exercent les diverses formes de marchés du travail sur la circulation du travail en Inde, en nous affranchissant du poids de certaines dimensions agissant également sur la structure des flux de migration, notamment la population des zones de départ et d'arrivée et la distance entre ces dernières (*Chapitre 3.*).

L'étude des interactions entre marchés du travail et circulation du travail, envisagées dans une optique pluridisciplinaire, permet alors de mieux comprendre comment se structurent ces flux migratoires sur un territoire particulier, marqué par une forte hétérogénéité.

---

<sup>126</sup> Il est évident que des spécificités des marchés du travail se retrouvent au niveau infra-régional, mais dans le cadre de notre étude, l'échelle régionale demeure la plus pertinente, dans la mesure où elle nous permet d'étudier la circulation du travail selon les différents types de marché du travail. Par ailleurs, les données du *Census* détaillées au niveau régional ne permettent pas une telle étude à un niveau plus désagrégé.



## Chapitre 2. Caractérisation multidimensionnelle de la diversité des marchés du travail en Inde

### Introduction

*« La taille de l'Inde, sa structure fédérale et surtout sa très grande diversité culturelle n'autorisent pas l'appréhension de son économie à la seule échelle macroéconomique » [Kennedy et al., 2013 : 241].*

Si l'imbrication de nombreuses économies locales et régionales constitue un tout : l'Union Fédérale Indienne, régie par un même appareil juridique et administratif, l'Union Indienne se caractérise pourtant par une grande diversité de situations observables au niveau infranational des États. L'importance des niveaux infranationaux dans l'organisation politique, économique et sociale de l'Inde nécessite donc une relecture de l'émergence de l'Inde, habituellement vue comme le produit d'un modèle économique-politique unique [*Op. Cit.*: 242]. Le développement économique et social, et la structure des marchés du travail se sont en effet organisés de manière très inégale sur le territoire indien<sup>127</sup>.

Dès lors, il convient de s'interroger sur ce qui caractérise les différents marchés du travail en Inde. Si l'hypothèse d'une segmentation duale a longtemps prévalu dans les analyses empiriques, où il s'agissait de valider ou d'invalider l'approche dualiste<sup>128</sup>, il est aujourd'hui relativement établi que la structure du marché du travail dans les PED (et notamment en Inde) ne permet pas une analyse satisfaisante à partir des modèles de migration probabilistes, tant les déterminants et les processus de la migration sont multiples et complexes [Banerjee, 1983]. Dans ce sens, Breman [1976] a montré que même si l'on peut envisager que le marché du travail urbain soit divisé en deux secteurs, il est extrêmement segmenté et la mobilité d'un secteur à un autre demeure très faible. Une fois qu'un travailleur entre dans le secteur informel, il s'y trouve « piégé », non pas par manque de capital humain, mais à cause des

---

<sup>127</sup> Cette différenciation régionale est marquée tant par les dotations économiques, les structures politiques et sociales et les situations géographiques particulières des États que par un ensemble de construits historiquement constitués.

<sup>128</sup> « L'approche « dualiste » s'inscrit dans le prolongement des travaux de Lewis (1954) et de Harris-Todaro (1970) ; cette approche est basée sur un modèle de marché du travail dual, où le secteur informel est considéré comme une composante résiduelle de ce marché n'entretenant pas de lien avec l'économie formelle ; c'est une économie de subsistance qui n'existe que parce que l'économie formelle est incapable d'offrir des emplois en nombre suffisant » [Cling et al., 2012 : 8].

barrières institutionnelles du côté de la demande<sup>129</sup>. L'hypothèse de modernisation du marché du travail formel, intégrant progressivement la main d'œuvre du secteur informel, est de la même manière largement remise en cause par la croissance de l'emploi informel en Inde qui atteint 93% de l'emploi en incluant l'agriculture, ou 82,4% des activités non-agricoles [Kolli, 2011 : 1]. Joshi et Joshi [1976] ont également montré que les niveaux de revenu dans l'informel urbain sont sensiblement équivalents à ceux des zones rurales, concluant donc à une remise en cause de l'hypothèse de migration quand il existe un différentiel de salaire entre les zones d'arrivée et de départ<sup>130</sup>.

D'autre part, une des faiblesses du modèle néo-classique dans l'analyse du marché du travail réside dans l'absence de prise en compte de la dimension spatiale. En effet, comme le souligne Zenou [1997 : 2], l'existence de marchés locaux du travail repose sur l'hétérogénéité professionnelle et géographique de la force de travail. Dès lors, l'analyse économique des marchés locaux du travail et de surcroît, de la migration, ne peut être comprise sans une analyse spatiale du marché du travail [Thisse et Zenou, 1997 : 66]. Gupta et Mitra [2002 : 163] ont par ailleurs démontré les manques des analyses théoriques et empiriques dans l'étude de la nature segmentée du marché du travail urbain en fonction de la spécialisation de ses activités et de leur localisation dans les villes. Leur étude montre que la structure de l'emploi en milieu urbain répond à des critères propres à l'organisation spatiale de la ville de Delhi, et que ces derniers influent sur les schémas de migration. Cette réflexion, intéressante à plusieurs niveaux, prend en compte les aspects géographiques de la segmentation et peut être élargie au niveau macro. L'analyse des mouvements migratoires en fonction des spécialisations des États devient alors une piste intéressante, et peu étudiée, pour l'étude du lien entre la mobilité interne du travail en Inde et la structure productive des États.

L'approche régionale se pose alors comme une nécessité dans l'identification des trajectoires différenciées qui ne peuvent être appréhendées par l'étude des données au niveau national [Lerche, 2015 : 47].

---

<sup>129</sup> « *The informal sector includes the mass of the working poor whose productivity is much lower than that of those working in the modern enclave ; the latter however has no room for the mass of population* » Breman [1976 : 9].

<sup>130</sup> « *De nombreuses études empiriques ont montré que les migrations ont progressé malgré l'existence de très forts taux de chômage urbain et un faible différentiel de salaires urbain-rural* » [Zenou, 1997 : 4].



En termes de méthodes, nous proposons un regard multidimensionnel sur la différenciation des marchés de l'emploi en Inde basé sur une approche sectorielle<sup>131</sup>. Peu de travaux théoriques ont mis en avant des structures complexes du marché du travail en dehors de celles décrites par l'approche dualiste [Hanchane et Joutard, 1998 : 59]. L'approche sectorielle permet pourtant d'étudier les spécificités des marchés de l'emploi infranationaux et ainsi de mettre en avant les diversités d'organisation des marchés régionaux qui serviront alors de base dans l'étude des mouvements migratoires interétatiques.

L'approche multidimensionnelle nous permet par ailleurs, d'étudier dans un premier temps les spécificités des marchés d'emploi au niveau infranational, puis à partir de ces caractéristiques observées, d'établir une typologie des différents types de marché du travail, démontrant alors que l'Inde ne constitue pas un ensemble homogène, de ce point de vue. Les résultats de la typologie n'ont évidemment pas une portée absolue et intemporelle ; ils constituent néanmoins un guide efficient dans l'étude des liens entre emploi et migration. En effet, bien que les types de marchés du travail et les groupes obtenus soient le fruit d'une analyse non-dynamique, le phénomène observé est fondamentalement structurel et nous pouvons donc postuler une certaine stabilité des résultats. Rappelons ici que l'utilisation des méthodes de statistique exploratoire multidimensionnelle n'a été envisagée que dans le cadre d'une problématique plus large dont la finalité réside dans l'étude des liens entre marchés du travail et migration de travail.

Ainsi, nous commençons ce chapitre par la mise en lumière des éléments d'identification de la diversité des marchés du travail (*Section 1.*), avant de présenter la typologie obtenue et de détailler les spécificités des différents types de marchés ainsi identifiés (*Section 2.*).

---

<sup>131</sup> Nous entendons par « approche sectorielle » une approche se basant sur les trois principaux secteurs d'activité, primaire, secondaire et tertiaire.

## Section 1. Identification des marchés du travail : une Analyse en Composantes Principales (ACP)

### 1. Présentation de la méthode d'ACP

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une méthode faisant partie du groupe des analyses exploratoires multidimensionnelles appelées également méthodes factorielles. Ces méthodes, apparues dans les années 1930, ont largement été améliorées par Jean-Paul Benzécri dans les années 1960. L'ACP propose, à partir d'un tableau de données décrivant  $n$  individus par  $p$  variables quantitatives, des représentations géométriques de ces individus et des ces variables. La représentation des données ainsi obtenue, permet de voir s'il existe des relations entre les différentes variables et des ressemblances entre les individus, et ce sans *a priori* connu. Les représentations des variables permettent ainsi d'étudier la structure des liaisons linéaires sur l'ensemble des variables considérées simultanément. L'objectif est alors de distinguer les individus qui sont les plus dissemblables, ou au contraire, de rassembler ceux qui se ressemblent le plus, en observant les corrélations multiples entre les variables [Duby et Robin, 2006]<sup>132</sup>.

La réalisation de l'ACP n'est pas ici envisagée comme une fin en soi, mais comme un outil intermédiaire permettant de comprendre et d'expliquer les groupes qui vont être identifiés par une méthode de classification, ici la classification ascendante hiérarchique<sup>133</sup>.

L'ACP, réalisée avec le logiciel XLSTAT 2014, porte sur les quinze principaux États indiens<sup>134</sup>, représentant à eux-seuls près de 90% de la population totale<sup>135</sup>, et fournissant ainsi un niveau d'analyse satisfaisant en termes de représentativité.

Le choix d'une liste restreinte aux principaux États indiens est une pratique courante dans les études macroéconomiques [Ahluwalia, 2000 ; Aghion *et al.*, 2008 ; Ramaswamy, 2007 ; Kadi et Nelavigi, 2015] et se justifie particulièrement dans le cadre d'une analyse des marchés du travail. En effet, l'idée étant de comparer les spécificités des États en termes de marché du travail, il nous a semblé pertinent de raisonner sur des unités statistiques relativement

---

<sup>132</sup> Pour une présentation plus détaillée des méthodes d'analyses factorielles, voir Chavent *et al.* [2007], Lebart *et al.* [2006].

<sup>133</sup> Cette méthode de classification sera présentée plus en détail dans la suite de ce chapitre.

<sup>134</sup> Les quinze États retenus sont : Andhra Pradesh, Bihar, Gujarat, Haryana, Jammu & Kashmir, Karnataka, Kérala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Orissa, Punjab, Tamil Nadu, Rajasthan, Uttar Pradesh et West Bengal.

<sup>135</sup> 88,2% de la population indienne se répartit dans les quinze États retenus [Census of India, 2011].

comparables. Comparer l'État d'Uttar Pradesh, qui frôle les deux cent millions d'habitants, et l'Union Territoriale de Goa, recensant moins d'un million et demi d'habitants, posait un certain nombre de problèmes dans l'interprétation des résultats. D'autre part, une contrainte technique a également guidé le choix de ces États, l'absence de données pour certaines variables (notamment les variables de caractérisation), pour les Unions Territoriales et les États récents<sup>136</sup>. Cette contrainte statistique nous a également incité à restreindre l'analyse aux principaux États pour lesquels l'information était disponible pour l'ensemble des variables étudiées.

Les données utilisées proviennent des différents instituts de statistiques indiens (*National Sample Survey Organisation, Central Statistical Organisation, Census of India, Reserve Bank of India, etc.*) fournissant un large panel d'informations désagrégées au niveau des États et permettant ainsi une analyse régionale des marchés de l'emploi. La première étape a donc consisté en la construction d'une large base de données référençant, pour les différents États retenus, des variables capables de décrire les spécificités régionales en termes de marché du travail. La première difficulté rencontrée a été de composer avec les diverses sources statistiques dont certaines variables présentaient des valeurs différentes en fonction de l'origine des données. En effet, les différences de définition entre les organismes de statistiques et la rigueur plus ou moins grande dont ces derniers font preuve dans la collecte et la présentation des données nous ont amené à nous questionner sur le choix des données fournissant une approche la plus cohérente possible. Cette étape relève d'une certaine importance dans la démarche scientifique, dans la mesure où « *c'est bien par le biais d'un ensemble d'opérations intellectuelles sur les sources que le géographe [il en va de même pour l'ensemble des sciences sociales] va en extraire des informations* » révélant ainsi un enjeu épistémologique important [Jacob, 1992 : 61-62].

La qualité des données indiennes a souvent été discutée<sup>137</sup> par la communauté scientifique, montrant, entre autres, les limites d'une décentralisation des sources : « *In some states, the quality of primary data is very weak, partly because of poor statistical systems and partly because of biases in data collection and dissemination* », soulignent ainsi Bhattacharya et Sakthivel [2004 : 1073].

---

<sup>136</sup> En 2000, trois nouveaux États ont été créés, le Chattisgarh (partie orientale du Madhya Pradesh), Jharkhand (partie méridionale du Bihar), et l'Uttarakhand (partie himalayenne de l'Uttar Pradesh) [Boquerat, 2010].

<sup>137</sup> « *Les données sur l'Inde se caractérisent par leur profusion comme par leur contradiction voire leur invraisemblance* » [Jacob, 1992 : 62].

Il est toutefois admis que les données fournies par les grands instituts de statistiques indiens constituent un point de départ suffisant (bien qu'il ne soit pas forcément satisfaisant) pour une analyse macroéconomique ; en témoignent les nombreux travaux utilisant ce type de données. Nous nous sommes également attachés, lorsque cela était possible, à ne pas multiplier les sources afin d'éviter les biais liés aux divergences de définition et ainsi, garder une certaine cohérence dans la base de données utilisée. D'autre part, dans la démarche méthodologique adoptée dans ce chapitre, et en particulier dans l'utilisation de la statistique exploratoire multidimensionnelle, l'analyse porte plus sur les écarts entre États que sur les valeurs à proprement parler, réduisant de fait les biais de qualité des données.

## ***2. Le choix des variables de classification et la démarche méthodologique***

Le faible nombre d'individus retenus pour l'analyse nous a contraint à restreindre le nombre de variables utilisées pour l'identification des marchés du travail. Bien qu'il n'existe pas de limite mathématique établissant un nombre maximal de variables par rapport au nombre d'individus considérés, nous avons fait le choix de réduire le nombre de variables et de concentrer l'analyse sur les dimensions essentielles décrivant la diversité des formes de marché du travail, afin de fournir une analyse plus claire des différents types de marchés.

Le choix des variables constitue donc la première étape importante dans l'identification des différents marchés du travail. Ce choix a été guidé par quatre objectifs :

- porter sur des dimensions assez larges, afin de décrire au mieux les différents marchés du travail en Inde : l'objectif est ici de capter les diversités du marché du travail en Inde, phénomène complexe et multidimensionnel, dont l'appréhension nécessite la prise en compte d'une variété de dimensions ;
- ne retenir que des variables dont la colinéarité n'affecte pas la qualité générale de l'AFC : le choix des variables doit se faire en tenant compte des liens existants entre les différents paramètres envisagés. En effet, une information redondante, captée par différentes variables, perturbe la composition des axes et diminue alors la qualité de représentation de l'ACP ;
- préférer des variables pour lesquelles les différences entre États sont assez discriminantes, c'est-à-dire celles dont le coefficient de variation est suffisamment important pour constituer un élément marquant de classification ;
- enfin, limiter le nombre de variables, dans le souci de clarté évoqué *supra*.

Le choix des variables, qui s'est opéré selon ces quatre critères, nous a donc amené à nous questionner sur les éléments qui décrivent fondamentalement le marché du travail dans le contexte indien. Trois domaines principaux ont été retenus : (i) la structure de la force de travail ; (ii) la structure productive ; et (iii) la qualité de l'emploi.

L'analyse de la structure de la force de travail constitue le premier élément de classification. Il s'agit d'étudier la répartition sectorielle<sup>138</sup> de la force de travail afin d'évaluer le poids de chacun des secteurs en termes d'emploi et d'identifier les spécialisations des différents États considérés. Ainsi, la première variable « *EmpPrim* » mesure le pourcentage d'emploi primaire dans l'emploi total et nous semble indispensable dans la mesure où elle permet de capter la dépendance de la force de travail à l'activité agricole qui demeure, encore aujourd'hui, le principal secteur d'activité en Inde<sup>139</sup>.

Une fois cette variable retenue, pour éviter des problèmes de colinéarité entre les variables représentant le poids des secteurs secondaire et tertiaire<sup>140</sup>, nous avons créé un ratio ramenant la part de l'emploi secondaire à celle de l'emploi dans le tertiaire. Cette variable (« *rEmpSec/Ter* ») montre alors comment se répartit l'emploi non-agricole entre l'industrie et les services.

Ces deux variables présentent l'avantage de pouvoir identifier via un nombre restreint de paramètres, les grandes tendances de la distribution de l'emploi au sein des États. La première variable distingue les États plus « traditionnels » (entendu ici comme les États les plus dépendants à l'activité agricole) des États plus « modernes ». La spécialisation de la part « moderne » de l'activité entre emploi secondaire ou tertiaire est pour sa part captée par la seconde variable.

Cette distinction faite, il apparaît essentiel dans un second temps de s'intéresser à la structure productive des États. Pour cela, nous utilisons la productivité sectorielle du travail afin de mesurer la modernité des secteurs de production et leur spécialisation dans des produits à plus fortes valeurs ajoutées, dont on peut supposer qu'ils nécessitent une plus grande technicité et un niveau de capital technique et humain supérieur [Sevestre, 1990]. S'il existe plusieurs moyens pour mesurer la productivité de l'emploi, nous avons choisi, pour des raisons de

---

<sup>138</sup> « Primary sector comprises of agriculture, forestry & logging, fishing and mining & quarrying. Secondary sector comprises of registered and unregistered manufacturing, construction and electricity, gas & water supply. Tertiary sector comprises of railways, transport by other means, storage, communication, trade, hotels & restaurants, banking and insurance, real estate, ownership of dwellings, public administration and other services » [Chowdhury, 2014 : 14-15].

<sup>139</sup> L'emploi primaire occupe plus de 50% de la population active en 2014 [Etienne, 2014 : 243].

<sup>140</sup> La part de l'emploi d'un des secteurs étant fonction des niveaux d'emploi dans les deux autres secteurs.

disponibilités statistiques et de finalité dans l'utilisation de ce paramètre, d'utiliser la productivité apparente de l'emploi par tête. L'INSEE définit cette dernière comme le rapport entre la richesse créée et le facteur travail mesuré en volume par le nombre de personnes constituant la population active ; le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés.

Bien que la richesse créée soit usuellement mesurée par la valeur ajoutée en volume, l'absence de données appropriées, c'est-à-dire décomposées par secteur et par États, nous a amené à modifier le calcul de cette productivité du travail afin d'obtenir une valeur approchée de cette dernière<sup>141</sup>. La construction de cette variable s'est effectuée en plusieurs étapes. Premièrement, il s'agissait de mesurer la population active des États. Pour cela, nous avons calculé, en utilisant les données NSS du 66<sup>ème</sup> round<sup>142</sup>, la part de la population en âge de travailler (de 15 ans à 59 ans) à partir des estimations de population de 2010, puis nous avons calculé la part de cette population constituant la force de travail en utilisant le *Labour Force Participation Rate* (LFPR) pour les personnes âgées de 15 à 59 ans (évalué selon les statuts principaux et subsidiaires<sup>143</sup>). Nous avons ainsi obtenu, en volume, la population active pour les différents États et pour chacun des secteurs d'activités (en utilisant la part de chaque secteur dans l'emploi total) qui sert de dénominateur au calcul de productivité du travail par tête.

Pour ce qui est de la richesse produite, l'absence de données sur la valeur ajoutée évoquée *supra*, nous a conduit à utiliser le *Net State Domestic Product* (NSDP)<sup>144</sup>, disponible pour l'ensemble des sous-secteurs d'activité que nous avons agrégés par secteur, et décomposé au niveau des États.

Ainsi, nous avons pu, pour chaque secteur d'activité, rapporter les richesses créées à la population active. Les trois variables « *Pte\_Prim* », « *Pte\_Sec* » et « *Pte\_Ter* » représentent respectivement les productivités apparentes du travail par tête des secteurs primaire,

---

<sup>141</sup> Les instituts de statistiques fournissent la productivité du travail soit par État mais seulement pour certains sous-secteurs (notamment pour l'industrie manufacturière), soit par secteur mais agrégée au niveau national.

<sup>142</sup> L'ensemble des sources des variables sont répertoriées dans le tableau 2.1.

<sup>143</sup> « *The usual status, determined on the basis of the usual principal activity and usual subsidiary economic activity of a person taken together, is considered as the usual activity status of the person and is written as usual status (ps+ss). According to the usual status (ps+ss), workers are those who perform some work activity either in the principal status or in the subsidiary status. Thus, a person who is not a worker in the usual principal status is considered as worker according to the usual status (ps+ss), if the person pursues some subsidiary economic activity for 30 days or more during 365 days preceding the date of survey* » [NSS Key Indicators of Employment and Unemployment in India 2009-2010, 2011 : 192].

<sup>144</sup> Le *Net State National Product* (NSDP) correspond au Produit Intérieur Net des États de l'Inde, il est l'agrégat généralement utilisé en Inde dans les études macroéconomiques.

secondaire et tertiaire. L'utilisation de ces variables nous permet alors d'évaluer la modernité des secteurs productifs et d'identifier les éventuelles spécialisations des États dans des secteurs à plus fortes valeurs ajoutées. En effet, le secteur tertiaire en Inde, comme dans bon nombre de pays en développement, peut prendre différentes formes, allant du marchand ambulant au département de recherche en informatique de notoriété internationale et il nécessite donc des éléments de différenciation.

Enfin, afin de capter la qualité de l'emploi, deux variables ont été retenues. La première, « *EmpInf* », mesure la part de l'emploi informel dans l'emploi total. Cette variable, dans un contexte national où l'informalité de l'emploi semble être la norme<sup>145</sup>, permet ainsi d'identifier le degré d'informalité relatif et peut être envisagée comme un *proxy* permettant d'évaluer la part de l'emploi non-protégé et non-encadré, qu'il émane du secteur public ou privé.

D'autre part, toujours dans une logique d'appréciation de la qualité de l'emploi, nous avons construit un ratio (« *rRegJob/CasualLab* ») mesurant la part que représentent les emplois réguliers par rapport aux emplois journaliers. Cette dernière variable permet ainsi d'appréhender la précarité de l'emploi au sein des différents États et d'identifier ceux où l'insécurité, l'incertitude et l'absence de protection dans le monde du travail prévalent par rapport à des formes d'emplois plus « sécurisantes ». L'utilisation d'un ratio mobilisant ces deux formes d'emplois a été préférée à une approche plus conventionnelle rapportant le niveau de chacune d'entre elles sur l'emploi total puisque cela permet de capter, de manière simultanée, l'écart entre ces deux formes d'emplois au sein des États.

D'autres variables auraient pu être utilisées pour appréhender la qualité de l'emploi (type de contrat, poids des syndicats, développement de la législation sur l'emploi, etc.) mais les deux variables retenues, envisagées de manière complémentaire, nous semblent suffisantes dans la mesure où elles recoupent des aspects différents de la qualité de l'emploi.

---

<sup>145</sup> 83,6% de l'emploi non-agricole en Inde est considéré comme informel [ILO, 2012].



**Tableau 2.1. Description des variables de classification**<sup>146</sup>

Code	Variables	Source et Années
<b>Structure de la force de travail</b>		
<i>EmpPrim</i>	Part de l'emploi primaire dans l'emploi total	NSS 66th round (2009-2010)
<i>rEmpSec/Ter</i>	Répartition de l'emploi non-primaire entre les secteurs secondaire et tertiaire	NSS 66th round (2009-2010)
<b>Structure productive</b>		
<i>Pte_Prim</i>	Productivité apparente du travail dans le secteur primaire	Central Statistics Office et NSS 66th round (2009-2010)
<i>Pte_Sec</i>	Productivité apparente du secteur secondaire	Central Statistics Office et NSS 66th round (2009-2010)
<i>Pte_Ter</i>	Productivité apparente du secteur tertiaire	Central Statistics Office et NSS 66th round (2009-2010)
<b>Qualité de l'emploi</b>		
<i>EmpInf</i>	Part de l'emploi informel dans l'emploi total	NSS 61th round (2004-2005 <sup>147</sup> )
<i>rRegJob/CasualLab</i>	Ratio emploi régulier/emploi journalier	NSS 66th round (2009-2010)

Source : Auteur.

Les sept variables retenues pour l'analyse de données et *in fine*, pour la classification, ne sont évidemment pas les seules à pouvoir caractériser le marché du travail en Inde. D'autres paramètres auraient pu être pris en compte, et ont d'ailleurs été envisagés, mais les variables retenues suffisent, à notre sens, à répondre efficacement à la problématique de ce chapitre. Les autres variables seront toutefois utilisées au titre de variables de caractérisation, permettant d'affiner la description des groupes identifiés.

Aussi, il aurait pu sembler pertinent de prendre en compte **l'urbanisation de l'emploi** des différents États, qui constitue un premier élément de différenciation des marchés du travail. Cependant, cette variable étant significativement et fortement anti-corrélée avec l'emploi primaire (« *EmpPrim* ») – dont nous pouvons imaginer qu'elle porte une information similaire – nous avons fait le choix de l'exclure des éléments de classification.

Il en va de même pour **l'éducation** (mesurée par la part de la population ayant au moins fini son secondaire dans la population totale ou ramenée à la part de la population analphabète) dont le niveau de corrélation avec la part de l'emploi primaire était également significatif. Là encore, les populations éduquées se trouvant surreprésentées en milieu urbain, les deux

<sup>146</sup> Précisons ici que nous opposons les termes « variables de classification », composant l'ACP et qui vont servir à constituer les groupes de marché du travail, et « variables de caractérisation », qui constituent l'ensemble des paramètres qui nous permettront dans un second temps de décrire les groupes obtenus par la méthode de classification.

<sup>147</sup> Dans Naik [2009].



variables portaient sensiblement la même information ou du moins, relevaient de la même réalité. Nous pouvons alors postuler que ces variables sont captées, au moins indirectement, par les variables retenues.

Nous avons également fait le choix de ne pas prendre en compte directement le **taux de participation à la vie active** (ou *Labour Force Participation Rate*) dans la mesure où cette variable est utilisée dans le calcul des productivités sectorielles (voir *supra*). D'autre part, l'évaluation du taux d'activité effectué par les organismes de statistiques indiens a pour inconvénient de sous-estimer le travail des femmes, des enfants et des vieillards [Landy, 1994 : 245]. En effet, selon le NSSO 66th round, le taux d'occupation des femmes en âge de travailler en milieu rural serait de seulement 26%.

D'autre part, les paramètres de **genre** et de **revenu**, qui constituent assurément des facteurs importants dans la caractérisation des marchés du travail, n'ont pas été intégrés à l'analyse de classification pour différentes raisons. La première relève du caractère complexe de ces paramètres. Il nous est en effet apparu difficile de les synthétiser en une dimension via une seule variable représentative de chacun de ces phénomènes. Mesurer l'intégration féminine au marché du travail par le taux de participation (dont nous avons par ailleurs évoqué les limites) ou les niveaux de revenus par des valeurs génériques (revenu moyen, revenu médian, etc.) nous a alors semblé problématique dans la mesure où l'intégration de ces paramètres nous aurait amenés à créer des variables composites, dont l'impact des différentes dimensions serait alors apparu difficilement interprétable.

Enfin, la prise en compte de la **dimension politique** aurait également pu être envisagée. Besley et Burgess [2004] ont étudié la législation indienne portant sur le marché du travail en classant les différents amendements adoptés par chaque État sur la période 1947-1997, comme *pro-worker*, *neutral* ou *pro-employer*, et en leur assignant une valeur (respectivement  $+1$ ,  $0$  et  $-1$ ). L'idée est ici de voir comment la réglementation du marché du travail agit sur les performances économiques des États, en particulier sur le marché manufacturier et de manière indirecte sur le développement et la réduction de la pauvreté. Si la démarche semble pertinente<sup>148</sup>, Bhattacharjea [2006] propose une lecture critique de ces travaux en montrant les limites de leur analyse. Premièrement, il leur est reproché de classer les États comme *pro-*

---

<sup>148</sup> « *Various studies indicate that Indian labour laws are highly protective of labour, and labour markets are relatively inflexible. These laws apply only to the organised sector. Consequently, these laws have restricted labour mobility, have led to capital-intensive methods in the organised sector and adversely affected the sector's long-run demand for labour. Labour being a subject in the concurrent list, State-level labour regulations are also an important determinant of industrial performance. Evidence suggests that States, which have enacted more pro-worker regulations, have lost out on industrial production in general* » [Ministry of Finance, 2006 : 209 dans Bhattacharjea, 2006 : 1] (souligné par nos soins).

*worker*, ou *pro-employer*, sur la base d'uniquement un ou deux amendements pris en cinquante ans. D'autre part, le principe de notation des amendements (+1 ou -1) ne tient pas compte de l'importance de ces derniers ni de leur application effective (pas de distinction entre un amendement touchant à la structure même du marché du travail et une réforme mineure jamais appliquée). Enfin, différents amendements allant dans le même sens, adoptés sur une même année, donnent un score inférieur au cas où ils auraient été adoptés sur des années distinctes, la note de l'année résultant d'une moyenne des réformes entreprises. Dès lors, il apparaît difficile de synthétiser l'ensemble des amendements pris sur une cinquantaine d'années et de qualifier l'orientation politique des réglementations du marché du travail sur cette base. Les critiques associées à une telle démarche nous ont alors logiquement conduits à écarter cette dimension de notre analyse du marché du travail.

Ainsi, le choix des sept variables retenues découle d'une réflexion nourrie sur les composantes d'une diversité des marchés du travail, et couvre, à notre sens, des champs d'analyse suffisamment larges pour pouvoir identifier les grandes tendances de la diversité régionale du marché du travail en Inde.

### **3. Résultats et interprétations**

Une étape préliminaire à la mise en œuvre de l'ACP a été menée afin de mesurer la pertinence de cette méthode. On peut considérer que l'objectif de l'ACP est de synthétiser l'information et d'en faire ressortir, d'un point de vue multidimensionnel, les éléments discriminants. La mise en place de cette méthode n'est alors pertinente que si les données retenues présentent une certaine complémentarité.

Il s'agit donc, en étudiant la matrice des corrélations obtenue (voir Annexe 2.1.), de vérifier si les variables constitutives de l'ACP se prêtent à l'utilisation d'une telle méthode. Premièrement, nous pouvons voir que chaque variable a un coefficient de corrélation linéaire supérieur à 0,4 avec au moins deux autres variables. D'autre part, le test de sphéricité de Bartlett confirme que la matrice des corrélations est statistiquement différente d'une matrice unité<sup>149</sup> (avec une *p-value* < 0,01). De la même manière, l'indice Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)

---

<sup>149</sup> Matrice unité ou identité : Matrice théorique sous hypothèse nulle H0 qui ne contient que des 1 sur la diagonale : les corrélations entre deux variables sont toutes nulles.

étant supérieur au seuil de 0,5, atteste de la « factoriabilité » des données et donc de la possibilité de mettre en place une réduction efficace de l'information.

Une fois ces étapes préalables à l'utilisation de l'ACP validées, nous pouvons étudier sa qualité de représentation et nous intéresser à la lecture des résultats.

Le tableau 2.2. présente la part de l'inertie totale (autrement dit de la variance totale) captée par chacun des axes factoriels successifs de l'ACP. Nous constatons que les deux premiers axes expliquent respectivement 46,7% et 20,1% de la variance totale, synthétisant à eux deux environ 67% de cette variance.

Pour déterminer le nombre d'axes à conserver dans l'analyse, nous avons appliqué un double critère. Premièrement, l'application du critère de Kaiser [1961], qui implique de ne garder que les axes ayant une valeur propre supérieure à 1. La lecture du tableau 2.2. nous donne ainsi les deux premiers axes à retenir, avec valeurs propres respectives de 3,27 et 1,41. Nous avons ensuite maximisé la restitution d'information en minimisant le nombre de composantes principales. Là encore, l'étude privilégiée des deux premières composantes principales semble satisfaisante dans la mesure ces dernières captent à elles-seules les deux tiers de la variance expliquée.

Par ailleurs, le test du « coude » de Catell, se basant sur l'analyse des différences entre les valeurs propres des différents facteurs consécutifs, permet d'identifier les axes factoriels principaux et secondaires [Chavent *et al.*, 2007]. La lecture de l'histogramme des valeurs propres (ou *scree-plot*), présenté à l'annexe 2.2., indique qu'il existe un premier « décroché » (ou « coude ») dans le pouvoir explicatif des axes entre les axes deux et trois, le pourcentage de variance expliquée diminuant alors quasiment de moitié. Nous retiendrons donc ici les deux premiers axes afin de décrire la structure du marché du travail indien.

**Tableau 2.1. Résultats de l'ACP : valeurs propres des premières composantes principales, corrélations et contributions des variables actives aux axes factoriels retenus**

Composante Principale (CP <sub>i</sub> )	CP1	CP2	CP3	CP4
<b>Valeur propre</b>	3,27	1,41	0,89	0,75
<b>Variance expliquée (%)</b>	46,78	20,18	12,72	10,84
<b>Variance expliquée cumulée (%)</b>	46,78	66,96	79,69	90,54
<b>Corrélation des Variables avec CP<sub>i</sub></b>				
Structure de la force de travail				
<i>EmpPrim</i>	<b>0,80</b>	<b>0,43</b>		
<i>rEmpSec/Ter</i>	0,50	<b>-0,48</b>		
Structure productive				
<i>Pte_Prim</i>	<b>-0,67</b>	<b>-0,43</b>		
<i>Pte_Sec</i>	-0,54	<b>0,72</b>		
<i>Pte_Ter</i>	<b>-0,66</b>	<b>0,43</b>		
Qualité de l'emploi				
<i>EmpInf</i>	<b>0,86</b>	0,16		
<i>rRegJob/CasualLab</i>	<b>-0,64</b>	-0,22		
<b>Contributions des variables aux CP<sub>i</sub></b>				
Structure de la force de travail				
<i>EmpPrim</i>	<b>19,79</b>	<b>13,43</b>		
<i>rEmpSec/Ter</i>	7,76	<b>16,70</b>		
Structure productive				
<i>Pte_Prim</i>	<b>13,96</b>	<b>13,55</b>		
<i>Pte_Sec</i>	9,23	<b>37,59</b>		
<i>Pte_Ter</i>	<b>13,64</b>	<b>13,22</b>		
Qualité de l'emploi				
<i>EmpInf</i>	<b>22,90</b>	1,95		
<i>rRegJob/CasualLab</i>	<b>12,69</b>	3,53		

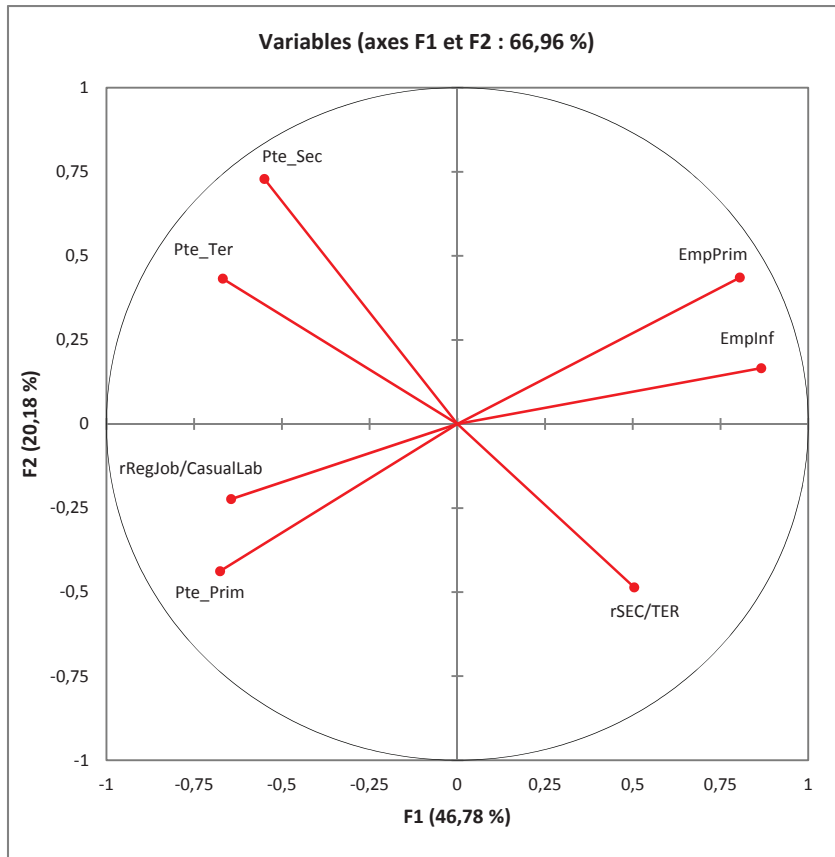
Source : Auteur.

**Note** : Les valeurs en gras indiquent les principales contributions des variables à la CP<sub>i</sub>. Les signes + et – indiquent une coordonnée associée positivement ou négativement à la composante principale.

Le cercle des corrélations (Figure 2.1.) illustre la projection des variables sur le plan constitué des deux premiers axes factoriels (CP1 et CP2). La proximité de l'extrémité de la projection des variables au cercle des corrélations reflète la qualité de représentation de chaque variable sur le plan considéré. La lecture de ce graphique permet également d'analyser les liaisons entre les variables considérées, à partir de l'angle formé par les projections des différentes variables. La projection de deux variables formant un angle proche de 0°, caractérise une forte corrélation positive entre les variables considérées ; à l'opposé, un angle proche de 180°, caractérise une forte anti-corrélation entre les variables considérées. Enfin, la projection de deux variables formant un angle droit proche de 90°, témoignent de l'absence de corrélation

entre les variables considérées. Ainsi, l'ensemble de ces informations nous permet de décrire l'information portée par les axes factoriels identifiés et d'établir un bilan des liaisons multidimensionnelles existant entre les variables retenues.

**Figure 2.1. Cercle des corrélations (Axes factoriels F1 et F2)**



Source : Auteur.

Le premier axe factoriel (F1, captant 46,78% de l'inertie totale) oppose les variables d'emploi primaire (*EmpInf*) et d'emploi informel (*EmpPrim*) aux variables représentant la productivité des secteurs primaire (*PtePrim*) et tertiaire (*PteTer*) et le ratio de sécurisation de l'emploi (*rRegJob/CasualLab*).

Cet axe synthétise ainsi la modernité du marché du travail en distinguant d'un côté, un marché du travail de type « traditionnel » où l'activité primaire occupe une grande partie de la force de travail, plutôt dans l'informel et avec un faible niveau de rendement. De l'autre, des marchés d'emploi plus « modernes » où l'emploi régulier est plus développé et associé à des

meilleurs niveaux de productivité dans l'ensemble des secteurs d'activités, en particulier dans les secteurs primaire et tertiaire.

Le deuxième axe factoriel (F2 captant 20,18% de la variance totale) oppose, d'un côté, les variables emploi primaire (*EmpPrim*), productivité des secteurs secondaire (*PteSec*) et tertiaire (*PteTer*), et de l'autre, le poids de l'emploi industriel dans l'emploi non-agricole (*rEmpSec/Ter*) et la productivité du secteur primaire (*PtePrim*).

Cet axe traduit alors le type de spécialisation des États dans les activités dites « modernes » – c'est-à-dire dans les secteurs secondaire et tertiaire – opposant d'un côté les États spécialisés dans un tertiaire productif, et un secondaire productif et plutôt capitalistique, et de l'autre, ceux plutôt tournés vers un secondaire peu productif et plutôt « travaillistique<sup>150</sup> ». Le fait d'avoir une forte productivité primaire apparaît positivement corrélé avec un partage de l'emploi non-agricole en faveur du secteur secondaire. Nous pouvons alors constater que les États ayant une plus forte productivité primaire, notamment grâce à une plus faible pression démographique en milieu rural et un niveau d'emploi agricole moins élevé, ont connu un transfert de main d'œuvre vers l'industrie (plutôt que vers les services). En effet, l'insuffisance des revenus agricoles (liée au climat, à la taille des exploitations, à la mécanisation, etc.), et les transformations de l'économie indienne (amélioration des transports, de l'éducation, industrialisation, etc.) ont déclenché une forme d'exode rural substituant de l'emploi industriel (dans ce cas, plutôt faiblement productif) à l'emploi agricole<sup>151</sup>.

D'autre part, la relation inverse entre le partage de l'emploi non-agricole en faveur du secondaire et une plus forte productivité de ce secteur illustre bien la spécialisation des États soit dans des activités à plus fortes valeurs ajoutées et plus capitalistiques ou dans des activités moins créatrices de richesses mais plus demandeuses de main d'œuvre.

Ainsi, il apparaît deux cas de figure pour les États dont la dépendance à l'activité agricole est relativement moins marquée (cas décrit par le premier axe). Pour les États ayant connu de forts gains de productivité dans le secteur primaire (principalement dus à une meilleure

---

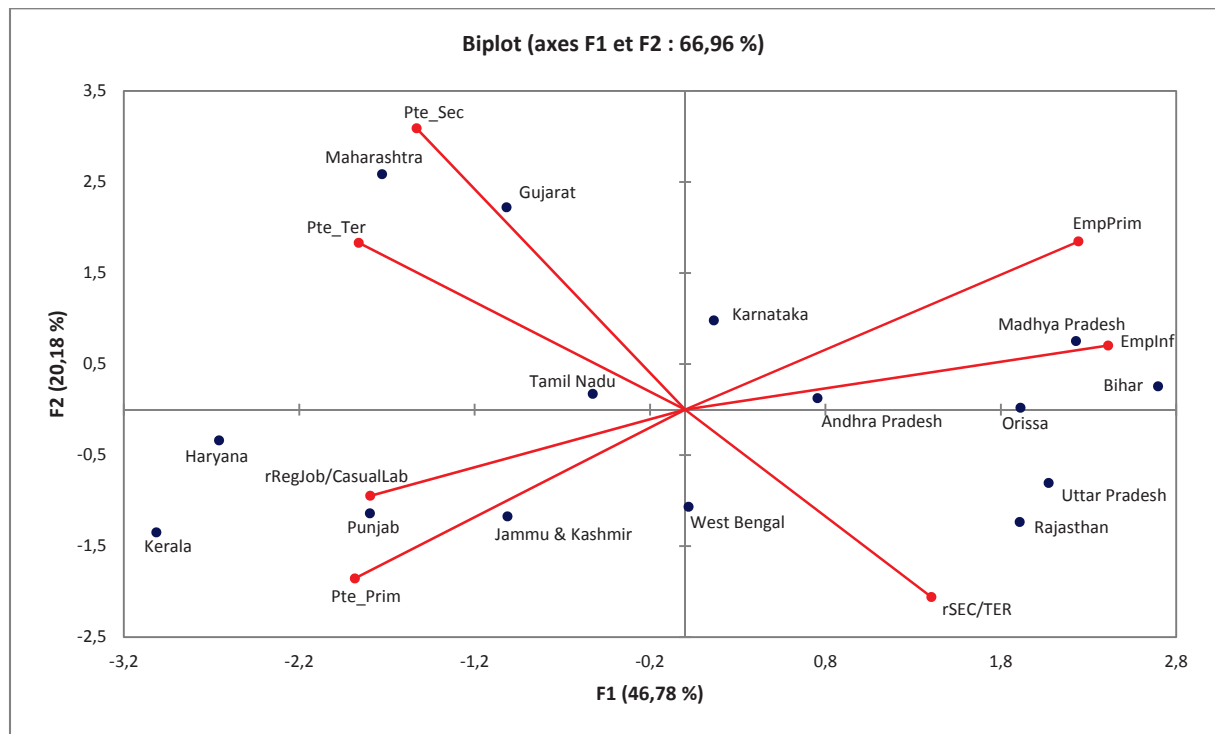
<sup>150</sup> Ce terme, par ailleurs utilisé par Hugon [1983 : 181], s'oppose au terme « capitalistique » et désigne le fait, pour une activité ou un secteur d'activité, d'être caractérisé par l'importance de la main d'œuvre nécessaire à l'exploitation.

<sup>151</sup> « In middle of the 20th century volume of inter-state migration in India was low due to predominance of agriculture, rigidity of the cast system, the role of joint families, the diversity of language and culture, food habits and lack of education (Chaterjee and Bose, 1997; Nair and Narain, 1985; Zachariah, 1964). But the rapid transformation of Indian economy, improvement in level of education and that of transport and communication facilities, shift of workforce from agriculture to industry and other tertiary activities accelerated mobility among Indian people in recent times » [Singh et al., 2013 : 289] (souligné par nos soins).

application de la Révolution Verte), s'est opéré un transfert de main d'œuvre non-qualifiée du secteur primaire vers une industrie dont les niveaux de productivité sont relativement faible. A contrario, dans les États où l'activité agricole demeure moins productive et plus intensive en main d'œuvre, on observe de meilleurs niveaux de productivité dans les secteurs modernes et un partage de l'emploi non-agricole plutôt favorable au tertiaire.

En résumé, l'axe 1 synthétise la « modernité » du marché du travail alors que l'axe 2 traduit plutôt la spécialisation des secteurs « modernes » pour les États dont la dépendance à l'agriculture est moins marquée.

**Figure 2.2. Projection des individus et des modalités sur les deux premiers plans factoriels (F1 et F2)**



Source : Auteur.

Note : La représentation des individus sur un plan à deux dimensions (ici F1 et F2) n'est qu'une projection à valeur indicative et nécessite un contrôle des cosinus carrés des individus (annexe 2.3.) afin de vérifier la qualité de leur représentation.

La lecture de la figure 2.2. représentant la projection des individus sur les axes factoriels F1 et F2 (voir Annexe 2.3. pour la qualité de représentation des individus) confirme les principaux éléments d'analyse puisque sont regroupés à droite du cadran les États les plus agricoles, caractérisés ici par une faible modernité de l'ensemble du secteur productif. En haut à gauche,

se retrouvent les États les plus « modernes » présentant des productivités élevées dans les secteurs secondaires et tertiaires et en bas à droite, ceux que l'on pourrait qualifier d'États « en transition », marqués par une meilleure productivité dans le secteur primaire.

Rappelons ici que l'objectif principal de l'ACP est de synthétiser l'information en fournissant un nombre restreint de facteurs qui représentent les meilleures combinaisons linéaires possible des variables initiales. L'analyse des résultats de l'ACP donne alors une première grille de lecture intéressante dans la caractérisation des marchés du travail, et l'étude des axes factoriels identifiés par cette méthode constitue un premier élément d'analyse des éléments distinctifs des différents marchés de l'emploi en Inde. Cependant, l'objet de ce chapitre est d'identifier une typologie des marchés du travail dans le but d'étudier les liens entre ces marchés et les dynamiques migratoires en Inde. Pour cela, il convient alors, à partir de résultats de l'ACP, de mettre en œuvre une méthode de classification permettant d'obtenir des groupes d'États dont la structure du marché du travail est relativement homogène.

## **Section 2. Typologie des marchés de l'emploi : une analyse en Classification Ascendante Hiérarchique (CAH)**

Avant de fournir une lecture analytique des résultats de la classification et une description des types de marché d'emploi ainsi obtenus (1.), nous proposons une brève présentation de la méthode de classification utilisée ainsi que des avantages de recourir à celle-ci (2.).

### ***1. La méthode de classification ascendante hiérarchique***

Le principe de la CAH consiste en la construction de groupes les plus homogènes possible sur la base d'un ensemble de variables décrivant un « tout » multidimensionnel, ici le marché du travail. L'intérêt dépasse ici, et de loin, les classifications usuelles réduisant les choses à une approche simpliste basée sur une seule variable (par exemple : marchés plus ou moins primaires, plus ou moins productifs, etc.).

La méthode de classification aurait pu être envisagée de manière autonome, cependant, la pratique montre que l'utilisation conjointe de ces deux méthodes (ACP et CAH) améliore la qualité des résultats [Lebart *et al.*, 2006]. En effet, s'il est équivalent d'effectuer une



classification des individus (ici les États indiens) à partir d'un ensemble des  $p$  variables initiales ou à partir de l'ensemble des facteurs issus de l'analyse factorielle, le choix d'effectuer la classification sur la base des  $q$  premiers facteurs (c'est-à-dire sur la base des  $q$  meilleures combinaisons linéaires des variables initiales) pour effectuer la classification présente l'avantage d'éliminer les fluctuations aléatoires qui constituent, en général, l'essentiel de la variance appréhendée par les derniers axes. Abandonner ces derniers facteurs permet donc de « lisser » les données, ce qui améliore la partition en produisant des classes plus homogènes. Ces facteurs constituent alors de nouvelles variables qui sont les meilleures combinaisons linéaires successives de l'ensemble des variables initialement considérées.

Le choix du nombre d'axes à considérer pour la classification se fait à partir de l'examen de l'histogramme des valeurs propres dont l'objectif est d'obtenir un niveau satisfaisant de variance expliquée avec un nombre restreint d'axes factoriels. S'il n'existe pas de seuil clairement établi dans la théorie, il est d'usage de garder un peu plus de la moitié des axes [Nakache et Confais, 2004]. Au vu du nombre d'axes et de l'histogramme des valeurs propres (Tableau 2.2.), nous avons ici retenu les quatre premiers axes pour effectuer la classification, ces quatre premiers axes expliquant 90,54% de la variance totale.

Avant de présenter les résultats de la classification et d'étudier plus en détail ce qui contribue à distinguer les groupes, nous présenterons brièvement<sup>152</sup> le fonctionnement et les apports de cette méthode afin d'en justifier l'utilisation.

La classification est une branche de la statistique exploratoire multidimensionnelle dont l'utilisation s'est largement développée au cours des dernières années dans différents champs de la recherche. L'objectif de cette méthode est de produire des groupements (ou classes) d'objets ou d'individus à partir d'un ensemble de variables ou d'axes factoriels issus d'une analyse factorielle préalable (ce qui est notre cas). Le principe de l'algorithme de classification consiste en la création, à chaque étape, d'une partition obtenue en agrégeant deux à deux les individus les plus proches (critère de similarité), ou en éloignant les individus les plus distincts (critère de dissimilarité, retenu pour notre analyse), à partir d'un critère d'agrégation approprié (la distance euclidienne dans notre cas). La première étape consiste à construire une matrice des distances entre les  $n$  individus observés que l'on va agréger progressivement, selon le critère choisi, en recalculant à chaque étape les nouvelles distances entre les individus restants et les groupes préalablement constitués. Ces étapes sont répétées

---

<sup>152</sup> Pour une présentation détaillée des méthodes de classification, voir Lebart *et al.* [2006].

jusqu'à l'obtention d'un seul élément (ou classe) regroupant l'ensemble des individus, ce qui constitue la dernière partition [Lebart *et al.*, 2006 : 262-266].

Les regroupements successifs peuvent être représentés par un arbre (ou dendrogramme) qui référence les différentes partitions correspondant aux différents niveaux d'agrégation en fonction des distances entre éléments.

La classification, effectuée avec l'aide du logiciel Spad 8<sup>153</sup>, nous a permis d'identifier quatre groupes d'États distincts ayant chacun des caractéristiques de marché du travail relativement homogènes.

Le choix du nombre de groupes retenu s'est fait à partir de deux critères. Premièrement, graphiquement, à l'aide du dendrogramme, puis, afin de vérifier la robustesse de cette première étape, par l'étude des gains de de la part de la variance inter-groupes au sein de la variance totale, liés à une partition effectuée à un degré inférieur et supérieur. À la lecture du dendrogramme (voir Annexe 2.4.), la partition en quatre groupes semble la plus pertinente dans la mesure où une partition en trois groupes établit des *clusters* fortement hétérogènes (notamment dans un des groupes rassemblant alors neuf États) et une partition en cinq groupes isole un État (le Kerala). L'objectif étant d'identifier des groupes homogènes afin d'en étudier les caractéristiques, l'isolement d'un État n'est alors pas pertinent dans l'optique de l'analyse comparative présentée *infra*.

D'autre part, si l'objectif est d'obtenir les groupes les plus homogènes possible, cela revient d'un point de vue mathématique à maximiser la variance inter-groupe et à minimiser la variance intra-groupe. On observe (voir Annexe 2.5.) un fort gain de variance inter-groupe, et donc une baisse de la variance intra-groupe, lors du passage d'une partition de trois à quatre groupes (la variance intra-groupe passant alors de 44% de la variance totale à 33%<sup>154</sup>). Le gain de variance inter-groupe lors du passage d'une partition de quatre à cinq groupes est également important, mais repose sur l'isolement d'un État et n'est donc pas approprié pour les raisons déjà évoquées.

La lecture des distances aux centres de classes (voir Annexe 2.6) nous donne également des informations intéressantes sur l'hétérogénéité des groupes. Si les trois premiers groupes se caractérisent par une certaine homogénéité, la distance des États au centre de leur classe

---

<sup>153</sup> L'utilisation du logiciel Spad 8 pour la classification a été préférée à celle de XLSTAT 2014 dans la mesure où il permet de faire une classification sur facteurs, plus fine qu'une classification sur variables.

<sup>154</sup> Une variance intra-groupe représentant 33% de la variance totale apparaît satisfaisante dans la mesure où les deux tiers de la variance proviennent d'un écart entre les *clusters* identifiés.

d'appartenance étant relativement faible, le quatrième groupe semble lui plus marqué par des différences intra-groupe. En effet, le Jammu & Kashmir et le Kérala se distinguent de l'Haryana et du Punjab en termes de marchés de l'emploi (le dendrogramme en annexe 2.4. montre de manière assez visible cette distinction). Il n'en demeure pas moins que ces États sont, du point de vue de l'ensemble des variables de classification considérées, les plus proches voisins et possèdent dès lors des caractéristiques semblables, ou du moins, moins dissemblables qu'avec celles des autres États des autres groupes. Autrement dit, malgré une certaine singularité du Jammu & Kashmir et du Kérala dans le groupe 4, ces États demeurent plus proches de l'Haryana et du Punjab en termes d'organisation du marché du travail, que des autres États de l'échantillon.

## **2. Caractérisation des profils de marchés de l'emploi**

La mise en œuvre des étapes précédentes nous a donc permis d'identifier quatre profils distincts de marché de l'emploi en Inde dont les structures sont, au regard des principaux axes factoriels issus de l'ACP, relativement homogènes. La typologie qui résulte de cette analyse restitue la diversité des marchés et fournit ainsi un cadre d'analyse synthétique à partir duquel nous allons pouvoir faire le lien entre marché de l'emploi et mouvement de population. La lecture du tableau 2.4., mettant en relation les moyennes des groupes pour les variables de classification, nous permet ainsi de caractériser les *clusters* dont la composition est présentée dans le tableau 2.3.

**Tableau 2.3. Composition des groupes**

Classe	Effectif	États
Classe 1	$n = 4$ (27%)	Andhra Pradesh, Karnataka, West Bengal, Tamil Nadu
Classe 2	$n = 5$ (33%)	Orissa, Uttar Pradesh, Madhya Pradesh, Rajasthan, Bihar
Classe 3	$n = 2$ (13%)	Maharashtra, Gujarat
Classe 4	$n = 4$ (27%)	Punjab, Haryana, Jammu & Kashmir, Kérala

Source : Auteur.

Si ces groupes n'ont pas une portée absolue, étant donnés la taille et les particularités du contexte indien, ils constituent cependant une grille de lecture assez riche des tendances d'emploi envisagées d'un point de vue régional. Néanmoins, les spécificités sociales, économiques et géographiques, sont autant d'éléments à prendre en compte pour la caractérisation des marchés de l'emploi. C'est pour cette raison que nous avons enrichi l'analyse par l'étude de variables de caractérisation dont le but est d'améliorer la compréhension de ces groupes en décrivant les éléments qui les distinguent. Pour cela, nous avons testé les différences, entre les groupes établis, des moyennes<sup>155</sup> d'un ensemble de variables complémentaires (voir Annexes 2.7., 2.8., et 2.9.) permettant d'affiner et de compléter la description des marchés de l'emploi permise par l'étude des variables de classification.

Afin de faciliter la lecture et l'identification des groupes, nous proposons une première présentation des différents marchés du travail dont nous allons tirer les éléments les plus distinctifs. L'idée est ici, avant de fournir une description plus détaillée de ce qui caractérise les groupes, de résumer chaque groupe par une qualification propre, symbolisant le type de marché du travail observé (voir Tableau 2.4.). L'objectif est alors double, mettre en évidence les grandes tendances observables de la différenciation régionale du marché du travail en Inde, mais également, dans un souci pratique, de faciliter la référence à tel ou tel marché pour le reste du chapitre.

<sup>155</sup> Etant donné le faible effectif des groupes, nous avons mené en parallèle des comparaisons de moyenne, une comparaison des médianes pour les variables de classification : l'ensemble des relations entre groupes sont de mêmes signes et les écarts de valeurs de faible intensité.

Les enseignements tirés de l'ACP nous ont montré que les marchés du travail en Inde se distinguaient selon deux principaux axes de différenciation. Le premier portait sur la modernité du marché du travail et le second sur les types de spécialisation des secteurs modernes. La typologie découlant de ces axes nous donne alors quatre groupes représentant les différents types de marchés du travail, spatialisés sur la figure 2.3.

Le premier groupe, constitué de l'Andhra Pradesh, du Karnataka, du West Bengal et du Tamil Nadu, voit coexister un marché primaire plutôt traditionnel (c'est-à-dire faiblement productif et intensif en travail) et un secteur moderne développé. Ce type de marché peut alors être qualifié de « **marché dual** ». Le second groupe (composé des BIMARU<sup>156</sup> et de l'Orissa) est principalement caractérisé par sa forte dépendance à une agriculture intensive en travail et faiblement productive et sera donc appelé « **marché traditionnel** ». Le troisième groupe (Maharashtra et Gujarat), se distingue quant à lui par de meilleurs niveaux de productivité dans les secteurs secondaire et tertiaire, et sera donc désigné comme un « **marché moderne** ». Enfin, le quatrième groupe, peut être défini comme un « **marché transitoire**<sup>157</sup> » caractérisé par un secteur primaire ayant connu une révolution agricole (baisse de la demande de main d'œuvre et hausse de la productivité) et un secteur secondaire en expansion.

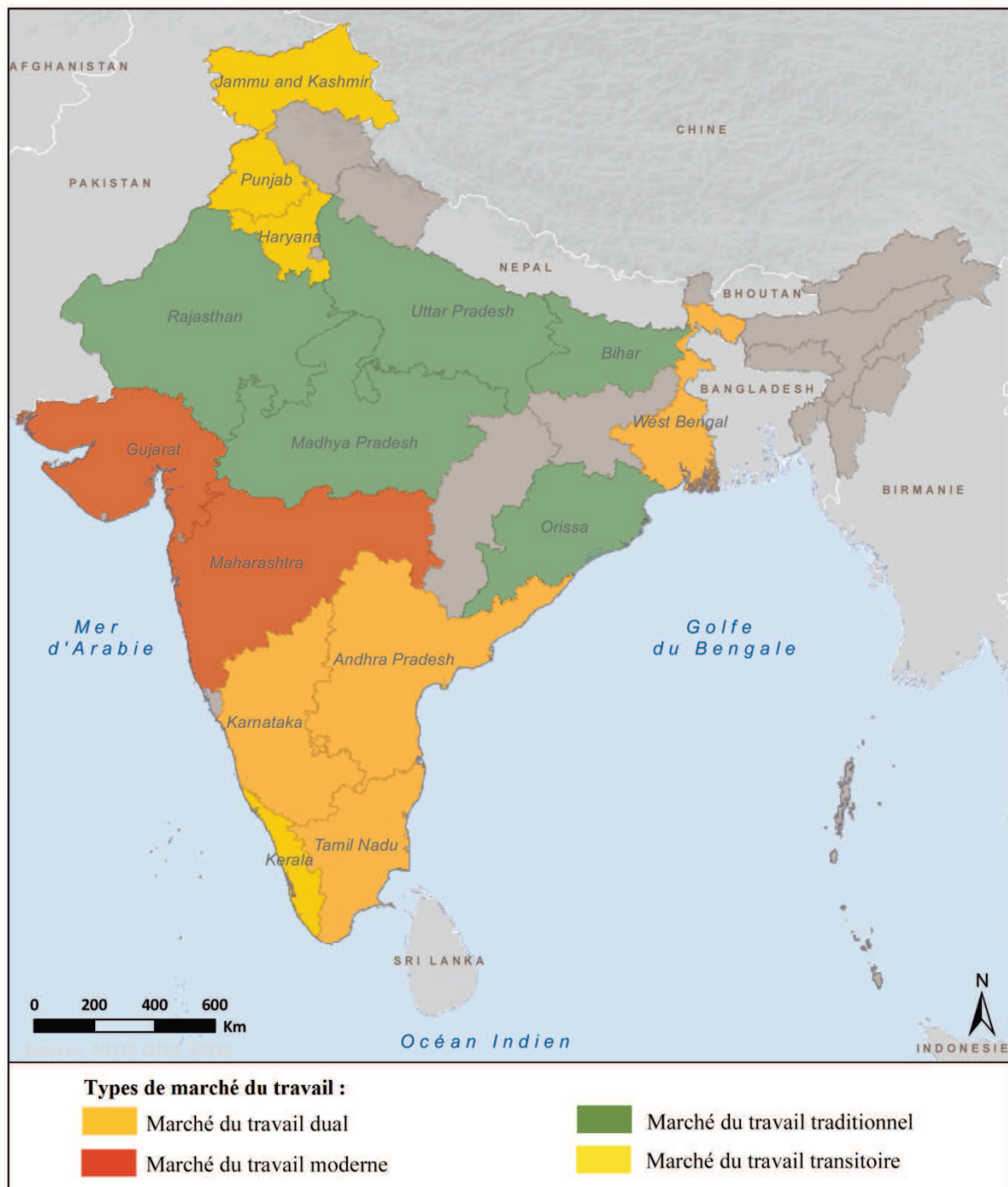
Afin de justifier l'utilisation de ces termes génériques pour les quatre types de marché du travail identifiés en Inde, nous allons reprendre ces éléments de distinction en y apportant une lecture plus analytique et plus à même de fournir une présentation détaillée de la caractérisation de la diversité des marchés du travail en Inde.

---

<sup>156</sup> L'expression BIMARU, formées des premières lettres des quatre États qui la composent (**BI**har, **MA**dhya Pradesh, **RA**jasthan et **UT**tar Pradesh) a un double sens car en hindi, *bimar* signifie « malade » ; cette expression est donc utilisée pour décrire la mauvaise santé économique et le relatif retard de développement de ces États.

<sup>157</sup> Nous reprenons ici le terme utilisé par Günter Schmid [1995] pour décrire les marchés du travail des pays de l'OCDE, en lui assignant une nouvelle signification appliquée à notre questionnement portant sur les marchés du travail en Inde.

Figure 2.3. Spatialisation des types de marché du travail en Inde



Source : Auteur<sup>158</sup>.

Ainsi, le premier groupe ou « **marché dual** », est constitué de l'Andhra Pradesh, du Karnataka, du West Bengal et du Tamil Nadu. Il se caractérise en effet par une certaine

<sup>158</sup> Les cartes ont été réalisées avec les logiciels Arcmap 10.1 et Adobe Illustrator CS3, avec la collaboration de Sébastien Dias, géomaticien au GIP ATeGRi.

« dualité » dans la mesure où y coexistent un marché primaire encore faiblement productif et employant en moyenne 50% de la population active, et des secteurs modernes en expansion et dont certaines activités sont fortement compétitives au niveau international. Cette dualité s'explique par la prépondérance de terres marginales<sup>159</sup>, d'une surface inférieure à un hectare (près de 83% des terres en moyenne pour le groupe), en particulier au Tamil Nadu et au West Bengale, ce qui implique une accumulation moins importante dans ces États par rapport à ce qui peut être observé au Punjab et en Haryana [Lerche, 2015] et limite ainsi les gains de productivité agricole<sup>160</sup>. En parallèle, l'idée de dualité se manifeste également par une répartition assez équilibrée entre le secteur secondaire, représentant en moyenne 23% de l'emploi dont 62% dans le secteur manufacturier et le secteur tertiaire (27% de l'emploi), assez développé et dynamique et dont la production représente en moyenne 60% du NSDP.

Une grande partie de l'emploi du secondaire se trouve ainsi dans le secteur manufacturier dont 65,6% des richesses sont produites dans le formel. Le développement de ce secteur employant une part conséquente de la main d'œuvre<sup>161</sup> semble toutefois limité à des activités à faibles valeurs ajoutées. Le haut niveau d'emploi informel (91,73%) et le partage de l'emploi largement en faveur de l'emploi journalier corroborent l'idée d'un secteur secondaire basé principalement sur des unités de production de taille mesurée et faiblement capitalistique<sup>162</sup> et sur quelques structures de plus grande taille tirant à la hausse la création de richesses dans le formel. D'autre part, la productivité relativement forte du secteur tertiaire témoigne du caractère très dynamique de ces États, dont on peut attribuer la force principalement aux capitales et aux grandes villes (l'emploi urbain représentant en moyenne 32,8% de l'emploi total). En effet, Hyderabad et Bangalore – et dans une moindre mesure Chennai et Calcutta (ces dernières étant plutôt spécialisées dans des activités industrielles) –, sont des centres spécialisés dans les activités tertiaires les plus dynamiques au niveau mondial (informatique, pharmacie, etc.) et qui s'appuient notamment sur la présence de grandes firmes internationales des NTIC (Microsoft, Google) et sur l'émergence de groupes locaux (Satyam) [Kennedy *et al.*, 2013 : 253]. La puissance du secteur tertiaire de ces grandes villes repose

---

<sup>159</sup> « Five major categories of land holding are: marginal (below 1 ha), small (1–2 ha), semi-medium (2–4 ha), medium (4–10 ha), large (10 ha and above) » [Misri, 1999 : 5].

<sup>160</sup> Bien que la Révolution Verte ait été raisonnablement réussie au Tamil Nadu [Harriss-White, 2010], les gains de productivité et l'accumulation agraire sont freinés par une extrême pénurie d'eau qui implique un coût élevé de forage de puits, de canaux d'irrigation, etc., diminuant ainsi la rentabilité des exploitations souvent dominées par de petits propriétaires [Heyer, 2012].

<sup>161</sup> Le Tamil Nadu et le West Bengal sont les deux États ayant la part d'emploi dans le secteur manufacturier la plus élevée (respectivement 17,1% et 19% en 2011 pour une moyenne nationale à 11%) [GoI, 2011 dans Lerche, 2015 : 48]

<sup>162</sup> Voir par exemple Kennedy [2002] sur la petite industrie du cuir d'un district du Tamil Nadu.



également sur deux autres éléments. D'une part, l'existence de réels pôles de production alliant centres de formation, de recherche et de production, et d'autre part la spécialisation dans des produits souvent tournés vers l'export et à fortes valeurs ajoutées [Landy, 2007]. Le développement des *Special Economic Zone*<sup>163</sup> (SEZ) constitue une des forces de ces États<sup>164</sup>, d'un point de vue productif<sup>165</sup>, en facilitant la création d'importants pôles de compétitivité<sup>166</sup>, souvent tournés vers l'export. Toutefois, Landy [2007 : 56] relativise la portée de ces zones protégées en avançant « *que contrairement à d'autres pays d'Asie du Sud, [ces zones franches n'ont] jamais joué un rôle important dans le développement du commerce extérieur en Inde et ne représentaient en 2006 que 5% des exports nationaux* ». Une lecture plus récente de l'impact des SEZ sur le secteur industriel proposée par Kennedy [2014], confirme l'idée d'une inadéquation entre une volonté de créer des zones dynamiques et compétitives et les faiblesses structurelles de l'industrie marquée par le manque de qualification de la main d'œuvre, une relativement faible productivité et des infrastructures inadaptées.

Le second groupe, constitué de l'Orissa, de l'Uttar Pradesh, du Madhya Pradesh, du Rajasthan et du Bihar, se caractérise principalement par une forte dépendance au secteur agricole qui occupe en moyenne 60% de la population active et est par ailleurs marqué par un rendement très faible. Nous qualifierons donc ce groupe de « **marché traditionnel** ». Ce haut niveau d'emploi primaire couplé à une faible rentabilité agricole laisse en effet penser qu'une agriculture de subsistance persiste dans ces États n'ayant pas encore connu de transition agraire<sup>167</sup>. D'autre part, le partage de l'emploi non-agricole se fait de manière égalitaire entre les secteurs secondaire et tertiaire, ce qui constitue également une spécificité par rapport aux autres États de l'Inde. En effet, le ratio moyen du partage de l'emploi non-agricole est inférieur à 1 pour l'ensemble des autres groupes, indiquant ainsi un transfert du secteur

---

<sup>163</sup> Les *Special Economic Zone* sont des enclaves économiques où les entreprises n'ont pas à payer de droits de douane et jouissent de divers avantages fiscaux et d'infrastructures.

<sup>164</sup> Pour une présentation spatialisée de la répartition des *Special Economic Zone* sur le territoire indien, voir la carte à l'annexe 2.10.

<sup>165</sup> La création de ces SEZ, souvent dans des zones densément peuplées, pose en effet des problèmes sociaux avec l'expropriation des populations locales (par exemple, la zone de Maha à Mumbai devait exproprier plus de 26 000 personnes [Shaban et Sharma, 2005 dans Grasset et Landy, 2007 : 50]) ; elle ouvre également la porte aux problématiques de spéculation et de corruption [Kennedy, 2014 : 89] et risque de creuser davantage les inégalités régionales en isolant encore plus les États déjà peu développés et peu attractifs.

<sup>166</sup> Un pôle de compétitivité représente « *la combinaison sur un espace géographique donné d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche publiques ou privées, engagés dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets communs au caractère innovant. Ce partenariat s'organise autour d'un marché et d'un domaine technologique et scientifique qui lui est attaché et doit rechercher la masse critique pour atteindre une compétitivité mais aussi une visibilité internationale* » [Perrat, 2006 : 93].

<sup>167</sup> « *Historiquement, la transition agraire correspond au passage de structures de production petites, peu productives dégageant un surplus limité à des structures plus grandes, plus productives pour la terre et le travail en mobilisant du capital et dégageant des surplus commercialisés importants* » [Benoit-Cattin, 2009 : 122].



primaire vers le secteur tertiaire plutôt secondaire, tendance par ailleurs souvent décrite dans la littérature<sup>168</sup> [Mazundar, 2010 : 22 ; Kalijaran et K. Singh, 2013 : 96 ; Lerche, 2015]. Les principaux postes d'emploi non-agricoles se trouvent, pour le secteur secondaire, dans la construction, et pour le tertiaire, plutôt dans les activités commerciales ; les niveaux de productivité dans ces deux groupes d'activités étant par ailleurs significativement moins élevés que dans les autres groupes. En effet, alors que 57% de l'emploi secondaire vient du secteur de la construction, le niveau de productivité y est largement inférieur qu'ailleurs, en l'occurrence deux fois moins élevé que dans les groupes 1 et 4 et trois fois moins que dans le groupe 3. Ces chiffres indiquent alors que la construction semble agir comme un secteur de subsistance dans ce groupe, en offrant des emplois aussi peu productifs que rémunérateurs. De manière générale, les États de ce groupe se distinguent par une plus faible productivité dans l'ensemble des secteurs de production, indiquant une faible modernisation de l'appareil productif et l'absence de spécialisation dans des secteurs à forte valeur ajoutée.

D'un point de vue démographique, une autre particularité du groupe 2 est qu'il ne semble pas avoir achevé sa transition démographique. En effet, le taux de mortalité infantile y demeure près de deux fois supérieur à celui des autres groupes et le nombre moyen d'enfants par femmes y est également significativement plus élevé qu'ailleurs (en moyenne un enfant de plus par femme par rapport aux autres groupes). Ce groupe est également marqué par une plus forte incidence de la pauvreté tant en milieu urbain que rural (plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté) et par un faible niveau d'IDH. Les cinq États de ce groupe se caractérisent donc par un degré de pauvreté beaucoup plus élevé que dans le reste de l'Inde et un faible niveau de développement, qui se manifeste particulièrement par un accès à l'éducation primaire encore très disparate (47% de la population étant encore illettrée en 2011) et beaucoup plus genré que dans les autres groupes. Le niveau de PIB/tête, inférieur de moitié aux niveaux des autres groupes, est également assez symptomatique de la mauvaise santé économique et sociale des « BIMARU » par rapport au reste de l'Inde.

Enfin, en termes de qualité de l'emploi, nous observons une part d'emploi informel bien supérieure aux autres groupes (plus de 95% de l'emploi de ce groupe se situe dans l'informel) et la part d'emploi régulier y représente moins d'un tiers de l'emploi journalier.

---

<sup>168</sup> « *In India, as in many other developing countries, the move out from agriculture is not primarily to manufacturing but to service and construction* » [Lerche, 2015 : 47].

Le troisième groupe, comprenant le Maharashtra et le Gujarat se différencie particulièrement des autres groupes par ses niveaux élevés de productivité dans les secteurs modernes et sera donc logiquement qualifié de « **marché moderne** ».

En effet, nous observons une productivité moyenne par travailleurs, tous secteurs confondus, nettement plus élevée pour les États du groupe 3 que dans les autres groupes. D'autre part, si les différences entre groupes en termes d'emploi se manifestent particulièrement au niveau de la structure de l'emploi, les niveaux de productivité par sous-secteurs d'activité donnent également un éclairage intéressant sur les spécialisations. Bien que l'emploi dans le secondaire ne représente en moyenne que 18,3% de l'emploi total (contre 26,1% pour le groupe 4), le niveau de productivité moyen y est deux fois plus élevé que dans le quatrième groupe et plus de trois fois plus important que dans le second groupe. L'emploi dans le secteur manufacturier semble y être la norme (plus des deux tiers des emplois du secondaire sont dans le secteur manufacturier) et le Maharashtra et le Gujarat affichent une productivité largement supérieure à celle des autres groupes (deux fois plus importante que celle du groupe 4 et près de 3 fois plus que celles des groupes 1 et 2). Nous pouvons voir également que près des trois quarts du NSDP (*National State Domestic Product*) du secteur manufacturier de ce groupe provient du secteur formel contre un peu plus de la moitié pour les groupes 2 et 4. Il en va de même pour la plupart des activités du secteur tertiaire, et en particulier dans les activités financières (banque et assurances), liées au transport et la communication, et au commerce. La place privilégiée de ces deux États sur la côte Ouest, a par ailleurs permis le développement des échanges avec le reste du monde<sup>169</sup> et constitue donc une aide indéniable aux débouchés. Cette localisation stratégique et la spécialisation dans des activités tournées vers l'export expliquent, au moins en partie, pourquoi ces États captent une large part des Investissements Directs Etrangers (IDE) en Inde (le Maharashtra est le premier État bénéficiaire avec 33% des IDE nationaux en 2012, et le Gujarat troisième derrière le Karnataka, avec 5%).

La spécialisation dans des activités à fortes valeurs ajoutées semble alors y être beaucoup plus développée que dans les autres groupes. Cependant, nous pouvons également noter que la part de l'emploi régulier ne représente que deux tiers de l'emploi journalier, indiquant ainsi que malgré de hauts niveaux de productivité, l'emploi journalier reste majoritaire. Ce paradoxe peut s'expliquer par de fortes disparités entre des zones rurales délaissées et des zones urbaines dynamiques et développées (avec notamment la présence de grandes villes

---

<sup>169</sup> Les deux ports de Bombay étaient classés en 2011, 58<sup>ème</sup> et 67<sup>ème</sup> dans le classement mondial des ports en termes de trafic (tonnage).

spécialisées dans des activités secondaires et tertiaires : Mumbai, Pune, etc.). Cette forte disparité « urbain/rural » et le maintien d'une ruralité défavorisée se caractérisent par ailleurs par un niveau encore élevé d'emploi primaire (52,9% en moyenne), associé à une faible productivité dans le secteur.

En termes de développement, les États de ce groupe affichent des taux d'alphabétisation assez importants, mais un quart de la population vit encore sous le seuil de pauvreté en 2005. Il est également à noter que 25% de la population est sans terre (contre 17,6% pour le groupe 1, 13,3% pour le groupe 2 et 10,2% dans le groupe 4), mais ce chiffre est à relativiser par un taux d'urbanisation (43,9%) deux fois plus élevé que dans le groupe 2 par exemple. Enfin, et pour conclure sur ce groupe, nous pouvons voir que la part moyenne de participation au NSDP total de l'Inde est de 13,5% (contre 8,3% pour les États du groupe 1, 5% pour ceux du groupe 2 et 3,3% pour ceux du groupe 4). Les tailles des États et de leur marché de l'emploi (en particulier pour le Maharashtra) jouent bien évidemment un rôle majeur dans le poids de ces derniers au niveau national<sup>170</sup>, mais le caractère extrêmement dynamique de ces États dans la plupart des activités modernes en font les régions phares de l'économie indienne.

Enfin, le quatrième et dernier groupe qui se compose du Punjab, de l'Haryana, du Jammu & Kashmir et du Kérala<sup>171</sup> est qualifié de « **marché transitoire** ». Il se caractérise principalement par un marché du travail ayant une forte productivité relative dans le secteur primaire. En effet, alors que la part de l'emploi dans ce secteur est significativement plus faible que dans les autres groupes (42% contre respectivement 49,7%, 60,1% et 52,9% dans les groupes 1, 2 et 3), la productivité moyenne par travailleurs y est deux fois plus élevée. Cette situation s'explique par le fait que le Punjab et l'Haryana, et dans une moindre mesure le Kérala et le Jammu & Kashmir, sont des États ayant connu une expérience de la Révolution Verte particulièrement réussie. En effet, le Punjab et l'Haryana sont considérés comme les « greniers » de l'Inde [Kennedy *et al.*, 2013 : 263], dans lesquels la Révolution Verte, menée dans les années 1960, a permis une forte amélioration des rendements agricoles pour le riz et le blé. Kanan [2014] a calculé les revenus moyens nets (revenus bruts moins les dépenses) par

---

<sup>170</sup> Toutefois, d'autres États, en particulier l'Uttar Pradesh, et dans une moindre mesure, le Rajasthan et le Madhya Pradesh, se distinguent par une surface et une population importantes, mais ne participent pas pour autant de manière aussi significative à l'économie de l'Inde.

<sup>171</sup> Rappelons ici que, comme évoqué *supra*, ce groupe comporte une spécificité dans le sens où le Jammu & Kashmir et le Kérala se distinguent du Punjab et de l'Haryana (voir annexe 2.6. sur la distance des États au centre de classe).

acre<sup>172</sup> dans les différents États de l'Inde et montre que le Punjab a un niveau de revenu par acre sept fois plus élevé que celui du Maharashtra sur la période 2001/2002 – 2007-2008 [Lerche, 2015 : 50-51]. Ce décalage s'explique par une mécanisation accrue<sup>173</sup> et une agriculture basée sur de plus grandes exploitations dans les États de ce groupe.

Il est également à noter une relativement forte productivité du secteur tertiaire, et dans une moindre mesure du secteur secondaire, encore une fois, principalement due au Punjab et à l'Haryana dont la proximité avec Delhi a permis un développement industriel spectaculaire mais également celui des activités tertiaires (finance, immobilier, services informatiques, etc.) [Kennedy *et al.*, 2013 : 251]. Ce groupe est également marqué par un plus faible niveau d'emploi informel que dans le reste de l'Inde, qui s'accompagne d'un ratio emploi régulier sur emploi journalier positif, indiquant une meilleure sécurité de l'emploi que dans les autres groupes. L'exemple de l'Haryana est en effet assez saillant, où 75% de la production industrielle provient du secteur formel, illustrant par-là la présence de grandes unités de production [Kennedy *et al.*, 2013 : 251] favorisant l'emploi encadré et régulier.

Enfin, les États de ce groupe se distinguent également par un meilleur accès à l'éducation, marqué d'une part par une proportion de personnes sans éducation plus faible par rapport au reste de l'Inde, mais surtout par un fort accès à une éducation supérieure. En effet, près du tiers de la population a au moins fini son secondaire, soit deux fois plus que dans les États du groupe 2. Le niveau de l'IDH et la part de population vivant sous le seuil de pauvreté indiquent également un meilleur niveau de développement dans ce groupe<sup>174</sup>.

Ainsi, l'idée de « transition » se justifie par les mutations qui s'opèrent dans les trois secteurs d'activité, notamment par les gains de productivité dans le secteur primaire et le transfert de main d'œuvre du secteur primaire vers l'industrie et dans une moindre mesure vers le tertiaire. D'autre part, la même idée de « transition » caractérise l'amélioration des indicateurs de développement observés dans ce groupe (éducation, pauvreté, espérance de vie, etc.).

---

<sup>172</sup> Un acre, principale unité de mesure de surface utilisée en Inde, correspond à 0,4 hectare.

<sup>173</sup> La densité de tracteurs pour 1 000 ha en 2002-2003 était de 71,4 au Punjab et 61 en Haryana pour une moyenne nationale à 17,03 [Singh, 2006 : 102].

<sup>174</sup> S'il est vrai que les niveaux d'éducation particulièrement élevés au Kérala tirent vers le haut la moyenne du groupe, les autres États du groupe et notamment le Punjab et l'Haryana, connaissent un niveau d'éducation supérieur à la moyenne nationale et proche de celui du Kérala.

Tableau 2.4. Tests de comparaison de moyennes (t-test) : variables de classification

Var. Classification	Groupes				t-tests					
	Grp 1 <i>n</i> = 4	Grp 2 <i>n</i> = 5	Grp 3 <i>n</i> = 2	Grp 4 <i>n</i> = 4	1vs2	1vs3	1vs4	2vs3	2vs4	3vs4
<b>Structure de la force de travail</b>										
<i>EmpPrim</i>	49,75	60,08	52,9	42,05	**			*	***	*
<i>rEmpSEC/TER</i>	0,85	1,05	0,64	0,83	*	*		**	**	*
<b>Structure productive</b>										
<i>PTE_Prim</i>	29 958	21 047	24 883	52 728	**		**		***	*
<i>PTE_Sec</i>	93 855	69 476	232 063	114 460		***		***	**	***
<i>PTE_Ter</i>	200 651	148 205	245 868	200 909	**			***	*	
<b>Qualité de l'emploi</b>										
<i>EmpInf</i>	91,73	95,3	90,6	87,71	***		*	***	***	
<i>rRegJob/CasualLab</i>	0,4	0,31	0,67	1,13		***	**	**	***	

Source : Auteur.

Note : (1) Les résultats du test de Student (*t-test*) sont donnés aux seuils de significativité : \*\*\* : 1% ; \*\* : 5% et \* : 10%. (2) Les valeurs des variables *EmpPrim* et *EmpInf* sont données en pourcentage ; *PtePrim*, *PteSec* et *PteTer*, en roupie indienne ; et les variables *rEmpSec/Ter* et *rRegJob/CasualLab* sont des ratios sans unités de grandeurs. (3) Etant donné le faible effectif des groupes, nous avons mené en parallèle des comparaisons de moyenne, une étude des médianes pour les variables de classification, l'ensemble des relations entre groupe sont de mêmes signes et les écarts de valeurs de faible intensité (cf. Annexe 2.11).

## Conclusion

Ainsi, la typologie des marchés de l'emploi identifiée par l'utilisation conjointe d'une ACP et d'une CAH nous a permis d'identifier quatre marchés distincts. La description de ces quatre groupes, à partir des variables de classification et de caractérisation, a fait ressortir une certaine graduation dans la « modernité » des marchés de l'emploi en Inde. Aux deux extrémités se trouvent les marchés « traditionnel » (groupe 2) et « moderne » (groupe 3). Ils représentent respectivement : d'un côté, un marché en plein essor caractérisé par une forte productivité dans les secteurs secondaire et tertiaire, et de l'autre, un marché de l'emploi marqué par une forte dépendance à un secteur agricole peu productif et où la transition agraire ne semble pas avoir encore opéré. Entre les deux, nous identifions deux groupes « intermédiaires » n'ayant toutefois pas les mêmes trajectoires de développement. En effet, alors que le « marché dual » (ou groupe 1) est constitué d'États connaissant un certain développement dans les secteurs modernes (notamment par la présence de grandes villes dynamiques dans les États de ce groupe) mais associé à un secteur primaire encore peu productif et plutôt intensif en travail, les États ayant un « marché transitoire » (groupe 4) sont, de leur côté, marqués par la modernisation de leur agriculture, qui peut s'expliquer notamment par une Révolution Verte mieux réussie et plus aboutie, et par le développement du secteur secondaire.

Enfin, nous pouvons préciser qu'il est évident que la différenciation des marchés du travail en Inde ne se réduit pas à sa composante sectorielle. Néanmoins, l'identification des différents marchés du travail constitue un apport indéniable permettant, à partir des diversités infranationales observées, une étude plus fine de la circulation du travail en Inde. C'est précisément le lien entre ces deux composantes, marché de l'emploi et migration de travail, qui va être étudié dans le chapitre suivant.

## Chapitre 3. Une analyse spatiale des flux de migration de travail en Inde

### Introduction

L'analyse des mouvements de population occupe une place de plus en plus importante dans l'étude des développements socio-économiques des pays en développement. La mobilité du travail, une des composantes majeures du phénomène migratoire, mérite alors une attention particulière, notamment en Inde où cette dernière tend à se complexifier, tant par sa magnitude que par la diversité de ses trajectoires. Dans le chapitre précédent, nous nous sommes attachés à construire une typologie des différentes formes de marché du travail en Inde. Cette typologie témoigne des singularités régionales à ce sujet et nous pouvons alors supposer que ces dernières agissent sur la circulation du travail. Nous nous interrogeons donc dans ce chapitre sur l'impact que peuvent avoir les différences entre marchés du travail sur les mouvements de population. Agissent-ils comme des éléments déclencheurs des migrations de travail ou au contraire, comme des facteurs d'ancrage des populations ?

L'objectif de ce chapitre est de mettre en relation ces deux phénomènes et d'étudier de manière spécifique la circulation du travail en Inde au prisme des différents types de marché du travail identifiés. Pour cela, nous avons utilisé les données du *Census of India* de 2001, seules données accessibles à ce jour décomposant les flux de migration de travail par États d'origine et de destination. S'il aurait été particulièrement intéressant d'utiliser les données du *Census of India* 2011, plus proches des données utilisées pour l'identification de la typologie des marchés du travail établie dans le chapitre précédent, l'indisponibilité des données de 2011 nous a conduit à utiliser la base de 2001.

Nous commençons ce chapitre par une lecture générale des caractéristiques de la migration en Inde en fonction des types de marché du travail (*Section 1.*), ce premier niveau d'analyse nous permettant alors de différencier les structures de migrations selon les États. Dans un second temps, nous proposons une lecture spatialisée des migrations de travail (*Section 2.*) où, après avoir présenté les données utilisées et les limites qui leur sont associées (*1.*), nous utilisons une approche géographique des migrations afin de mettre en lumière les interactions prévalant dans les mouvements de population interétatiques en Inde. Pour cela, nous avons séparé l'analyse en deux phases, la première se concentre plus particulièrement sur l'émigration et nous permet ainsi d'observer les destinations les plus attractives (*2.*), et la seconde recentre

l'étude sur les flux d'immigration, afin de voir l'origine des migrants en fonction des États et des types de marché d'emploi de destination (3.). Enfin, dans une dernière section, nous croiserons ces deux phases afin d'identifier les interactions entre types de marché, en mettant en correspondance les interdépendances entre zones d'arrivée et de départ (*Section 3.*).

Comme suite logique aux travaux effectués dans le chapitre précédent, l'étude porte sur les quinze principaux États de l'Inde auxquels nous avons rajouté l'État de Delhi, dans la mesure où cet État-capitale constitue une destination particulièrement attractive pour les migrations de travail en Inde<sup>175</sup>, ainsi que les « autres États » indiens considérés collectivement, afin d'étudier les migrations de travail dans leur intégralité.

Notre apport réside d'une part, dans l'attention particulière portée à la circulation du travail en Inde et aux échanges interétatiques. En effet, l'analyse de la migration en Inde est souvent, envisagée soit de manière globale, c'est-à-dire sans distinction dans les motifs de la migration [Lusome et Bhagat, 2006 ; Chandrasekhar et Sharma, 2014], soit en fonction d'un motif particulier, mais alors étudiée au niveau national [Bhattacharya, 2000]. L'un et l'autre de ces traitements ignorant alors soit les diversités régionales, soit les caractéristiques propres à la circulation du travail. D'autre part, l'utilisation d'un outil appartenant au champ de la géographie – la cartographie –, fournit un avantage considérable dans la lecture des mouvements de population, dans la mesure où nous pouvons superposer les informations (typologie des marchés du travail et magnitude des flux migratoires entre États) et en tirer des enseignements plus approfondis que ce que fournit la statistique descriptive.

### **Section 1. La mobilité du travail en Inde**

Avant de fournir une lecture détaillée des migrations de travail en Inde, nous proposons une analyse descriptive générale des mouvements de population à partir des données NSSO datant de 2007. Cette première étape nous permet d'obtenir une vision globale des caractéristiques de la migration en Inde et d'en identifier les spécificités au regard des différents types de marché de l'emploi révélés dans la chapitre précédent.

---

<sup>175</sup> Les migrations de travail inférieures à dix ans à destination de Delhi représentent 15,5% du total de ces migrations [*Census of India 2001*]. Ainsi, malgré un statut assez singulier (État de petite taille, absence de zone rurale, etc.), l'État de Delhi mérite une attention particulière dans l'étude des migrations de travail en Inde.



Tableau 3.1. Caractéristiques de la migration selon les types de marché de l'emploi

Var. Migration	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	1vs2	1vs3	1vs4	2vs3	2vs4	3vs4
<b>Principaux flux de migration (%)</b>										
Mig. Rural-Rural Homme	27,6	30,1	20,5	32,1		**		***		
Mig. Rural-Rural Femme	65,3	77,8	60,6	69,1	**			***	**	
Mig. Rural-Rural Personne	57,2	72,3	50,6	63,1	***			***	**	*
Mig. Rural-Urbain Homme	35,2	39,3	48	34,1		**				
Mig. Rural-Urbain Femme	17,6	10,9	20,5	13,65	**			***	*	**
Mig. Rural-Urbain Personne	21,4	14,2	27,3	17	**			***		**
Mig. Urbain-Urbain Homme	26,7	22,5	25,4	18,7			**			*
Mig. Urbain-Urbain Femme	11,7	7,3	13,5	10,4	**			**		
Mig. Urbain-Urbain Personne	14,9	9	16,6	11,8	**			**		
Mig. Urbain-Rural Homme	10,5	8,2	6	15		*			**	*
Mig. Urbain-Rural Femme	5,4	4	5,3	6,8	*			*	**	
Mig. Urbain-Rural Personne	6,5	4,5	5,5	8,05	**			*	**	
<b>Tx de Migration Inter-Etats (%)</b>										
Données Census 2001	-0,825	-1,198	2,3	1,2		**		**	*	
Données NSSO 2007-2008	0,005	-2,322	2,9	-0,22	*	*		**		
Données Census 2011 (Estimation*)	1,02	-1,348	2,2	-0,6				**		
<b>Structure Migration (Rural/Urbain; H/F) (%)</b>										
Mig. Intra-Etat	81,2	64,9	90,4	69,9		**	**			**
Mig. Intra-Etat intra-district	46,7	39,3	50,1	44,8						
Mig. Intra-Etat autre district	34,5	25,7	40,3	25				**		
Mig. Autre Etat	14,1	33,5	6,8	20,2	*	*				
Mig. Interne	95,3	98,5	97,2	90,1	*					
Mig. Étranger	4,3	1,3	2,6	9,8					*	

Source : Auteur (à partir des données NSSO 2007-2008 (64<sup>th</sup> Round) ; Mistri [2015]).

Note : (1) Les résultats du test de Student (*t-test*) sont donnés aux seuils de significativité : \*\*\* : 1% ; \*\* : 5% et \* : 10%. (2) \* Estimations à partir de la méthode des *Life Table Survival Ratio* (LTSR), Mistri [2015].

Lecture : En moyenne, 27,6% des migrations masculines (contre 65,3% des migrations féminines) des États du groupe 1 se font entre zones rurales.

Le tableau 3.1. présente pour les quatre types de marché du travail, les principales caractéristiques de la migration. En premier lieu, nous pouvons voir que les différents flux de migration relèvent de situations assez différentes en fonction des groupes. En effet, alors que la migration entre zones rurales représente près des trois quarts des migrations dans les États du groupe 2, elles ne constituent que la moitié de celles des États du groupe 3. Cette différence peut s'expliquer par l'importance des migrations liées au mariage<sup>176</sup> qui demeurent la principale forme de migration, en particulier pour les femmes. En effet, comme le souligne Sen Gupta [2011 : 99] « plus de 70% de la population indienne réside en zone rurale au moment du recensement de 2001, les pratiques matrimoniales et rituelles s'inscrivent encore très nettement à l'intérieur du monde rural et participent de l'attachement des ruraux au

<sup>176</sup> Pour une analyse détaillée des migrations de mariage, voir Bhattacharya [2000], Bhagat [2005], Shanti [2006], Deshingkar et Atker [2009], Parida et Madhswaran [2010].

*mode de vie villageois* ». Nous avons vu par ailleurs (cf. Chapitre 2.) que le taux d'urbanisation dans le groupe 2 était deux fois moins élevé que dans le groupe 3 (où en moyenne, 43,9% de la population vit en zone urbaine), ce qui participe à la pérennisation de ces formes de migration, qui trouvent leurs racines dans une organisation sociale hiérarchique marquée, particulièrement présente en milieu rural. L'exode rural constitue l'autre point marquant dans l'analyse des flux de migration. Là encore, les États des groupes 2 et 3 se distinguent particulièrement l'un de l'autre avec un mouvement vers les villes beaucoup plus marqué dans le groupe 3, et dans une moindre mesure dans le groupe 1. Deux éléments peuvent expliquer ces dynamiques : premièrement, l'attrait des grandes villes où les opportunités d'emplois sont largement supérieures, et deuxièmement, le caractère polycentrique<sup>177</sup> des États des groupes 1 et 3 par rapport à ceux des groupes 2 et 4.

La différenciation des taux nets de migration<sup>178</sup> entre les groupes est également très marquée. Ainsi, seuls les États du groupe 3 connaissent un différentiel positif sur la période 2001-2011, ce qui démontre leur caractère attractif. Inversement, seuls les États du groupe 2 ont connu en moyenne une émigration supérieure à l'immigration sur la période, ce qui souligne *a contrario* leur caractère « répulsif ». Les groupes 1 et 4 ont par ailleurs connu une évolution contraire durant la période considérée. Alors que les États du groupe 1 avaient en moyenne un taux de migration négatif en 2001, les flux se sont progressivement inversés et les estimations de 2011 révèlent l'attractivité croissante de ces États. La trajectoire semble opposée pour les États du groupe 4 mais, comme l'indique la non-significativité des différences avec les groupes 1 et 3, cette situation est principalement le fait du Kérala dont le haut niveau d'émigration tire la moyenne du groupe vers le bas, bien que les taux des autres États du groupe soient positifs.

En termes de structure de migration, il apparaît également des spécificités entre groupes. En effet, alors que les migrations se font essentiellement au sein du même État dans le groupe 3 (seulement 6,8% en moyenne de migration interétatique pour les deux États de ce groupe), en moyenne, un tiers des migrations des États du groupe 2 se font vers d'autres États. Un autre fait marquant de la structure des migrations réside dans les migrations internationales qui sont surreprésentées pour les États du groupe 4. Cela est de nouveau principalement le fait du

<sup>177</sup> La moyenne par groupe du nombre de villes de plus de 300 000 habitants, était de 6,25 pour le groupe 1 ; 6,2 pour le groupe 2 (la valeur élevée est due à la particularité de l'Uttar Pradesh, État le plus peuplé de l'Inde) ; 13 pour le groupe 3 et 2,25 pour le groupe 4. Les différences sont encore plus marquées si l'on se réfère aux villes de plus d'un million d'habitants.

<sup>178</sup> Le taux annuel de migration interne nette d'une zone géographique donnée correspond au taux d'évolution de la population imputable aux mouvements migratoires entre cette zone et les autres parties du territoire national. Il est égal à la différence entre les entrées et les sorties de la zone considérée liées à des mouvements internes, rapportée à la population moyenne de la zone (INSEE).

Kerala, dont une large part de la population, éduquée ou non, migre vers les États du Golfe<sup>179</sup>. En 2001, sur les 3 à 4 millions d'immigrés indiens dans le Golfe, 1,3 million étaient originaires du Kerala [Percot, 2005 : 3]. Ces migrants occupent soit des emplois non-qualifiés (ménages, etc.), soit des postes plus qualifiés, en particulier pour la jeunesse éduquée<sup>180</sup> (les « infirmières kéralaises<sup>181</sup> » symbolisent les flux importants de migrants qualifiés vers les pays du Golfe). D'autre part, les liens historiques particuliers existants entre le Punjab et le Royaume-Uni (le quartier de Southall à Londres est surnommé *Chota Punjab*, ou le « petit Punjab » [Goreau-Ponceaud, 2009]) constituent également une spécificité de ce groupe expliquant le haut niveau de migration internationale [Chanda et Ghosh, 2013].

Du point de vue du genre, nous pouvons voir que les migrations de travail pour les femmes sont extrêmement marginales, et ce quels que soient les groupes considérés. Nous pouvons noter toutefois une différence significative entre les groupes 1 et 3 d'une part, et le groupe 2 d'autre part. Ces différences s'expliquent, comme nous l'avons vu, par le caractère plus traditionnel et patriarcal dominant dans les États centraux de l'Inde qui constituent le groupe 2, où l'éducation et l'emploi des femmes demeurent significativement moins développés que dans le reste de l'Inde.

Les données générales de la mobilité en Inde fournies par NSSO 2007-2008 nous ont ainsi permis d'avoir une première lecture des mouvements de population à partir de types de marchés d'emploi. L'attractivité des États les plus développés et les plus « modernes » semble jouer comme un aimant auprès des autres États, autant que le caractère « traditionnel » agit comme un élément répulsif des populations dans les États les moins développés. Cependant, ces tendances observées au niveau global ne rendent pas bien compte des liaisons entre la diversité des marchés de l'emploi et la mobilité du travail, d'autant moins que les liens privilégiés entre États, et *a fortiori* entre types de marché ne sont pas captés. Nous allons donc concentrer l'analyse sur les seules migrations de travail afin d'évaluer au mieux l'impact des marchés de l'emploi sur la mobilité du travail en Inde et analyser les flux de migration de travail en fonction de leurs origines et de leurs destinations.

---

<sup>179</sup> Pour une présentation détaillée des migrations au Kerala et des liens particuliers entretenus avec les pays du Golfe, voir Percot [2005] ; Zachariah et Rajan [2012].

<sup>180</sup> « *The Kerala Migration Survey-2014 has found that flow of Keralites to abroad still continues mainly because of the state's inability to provide suitable jobs for the increasing number of educated youths and the glamour associated with Gulf emigration was still strong among the state's youth* » [Phillip, 2014 : 1].

<sup>181</sup> « *90% des infirmières indiennes émigrées dans les pays du Golfe sont des chrétiennes originaires du Kerala* » [Percot, 2005 : 4]

## Section 2. Spatialisation de la circulation du travail en Inde

L'analyse des mouvements de population présentée *supra*, a montré des différences entre groupes en termes de structure de migration. Il en va de même pour les migrations de travail. Nous allons dans cette sous-partie nous attacher à étudier la mobilité du travail en nous basant sur les données du *Census of India* 2001, dernières données disponibles permettant un tel niveau d'analyse. Pour cela, nous commençons par étudier les flux de migration intra-État au prisme des marchés de l'emploi (2.), puis, nous concentrerons l'analyse sur les migrations inter-État en identifiant la décomposition des flux à partir des zones d'origine et de destination (3.). Comme évoqué en introduction de ce chapitre, l'apport de cette partie, par ailleurs très descriptive, consiste en la spatialisation des flux de migration de travail, qui, à notre connaissance, n'a jamais été menée, d'un point de vue spécifique à l'emploi.

Avant d'en analyser les caractéristiques et spécificités, nous tenons en premier lieu à définir la notion de migration de travail utilisée par le *Census of India*, afin de mieux comprendre ce qu'elle recouvre et mesure, mais également afin d'en cerner les limites (1.).

### 1. Présentation des données et de leurs limites

Les données utilisées pour la spatialisation des flux de migration de travail sont issues du *Census of India* 2001. Bien que ces données comportent un certain nombre de limites, notamment liées à l'étroitesse de la définition de la migration, elles fournissent cependant un « *cadre irremplaçable au niveau macrodémographique* » [Dupont et Landy, 2010 : 20]. Nous allons donc dans un premier temps nous attacher à définir la notion de migration utilisée par le *Census of India*, avant d'en exposer les limites.

Bilsborrow [1998 : 3]<sup>182</sup> définit les migrations internes comme un « *mouvement de population, entre des territoires délimités politiquement ou administrativement, qui implique un changement de lieu de résidence usuel* ». Ainsi, « *un changement de résidence à l'intérieur des plus petites unités administratives utilisées par un pays et les mouvements traversant les frontières administratives, qui n'impliquent pas un changement officiel ou une déclaration de changement de résidence ne sont pas considérés en tant que migration* ». Le recensement de la population migrante en Inde repose sur cette définition où ne sont considérées comme

---

<sup>182</sup> Dans Sen Gupta [2011 : 55].

migrations que les formes de mobilité qui s'accompagnent d'un transfert de résidence<sup>183</sup>. Le plan de recensement décennal conduit par le *Census of India* reconnaît en effet deux types de migration basés sur cette même logique de changement de résidence. La première concerne les personnes qui habitent dans un village/ville distinct du lieu de naissance<sup>184</sup> ; la seconde se réfère à la notion de *last residence*, où sont considérées comme migrants les personnes dont le lieu de vie diffère du dernier lieu de résidence<sup>185</sup>. Abbas et Varma [2014] soulignent le caractère peu adapté de ces deux définitions, défendant l'idée que la première est trop large, car elle considère comme migrantes des personnes qui ne se seraient déplacées que de quelques kilomètres pour s'installer dans un village voisin du même district et la seconde trop étroite, dans la mesure où les migrations saisonnières, circulaires et temporaires, n'impliquant pas de changement de résidence au sens strict, ne peuvent être prises en compte (cf *infra*)<sup>186</sup>.

L'origine urbaine ou rurale, le genre, la durée<sup>187</sup>, ainsi que la principale motivation de la migration sont également pris en compte en tant qu'éléments de caractérisation des migrations par le *Census of India*.

En ce qui concerne les motifs de la migration<sup>188</sup>, nous concentrons notre attention sur les **migrations de travail**, qui relèvent des mobilités liées à la recherche d'un emploi, à l'obtention d'un meilleur emploi, la prise de fonction dans un nouvel emploi, à un transfert de service ainsi qu'à une mobilité destinée à se rapprocher du lieu de travail [Sen Gupta, 2011 : 66]. Ce choix se justifie par l'attention particulière portée dans ce chapitre à l'emploi et aux mouvements de population qui lui sont associés. L'objectif est ici de s'affranchir des

<sup>183</sup> « It includes any movement within the political boundaries of a nation which results in a change of usual place of residence. It may consist of the crossing of a village or town boundary as a minimum condition for qualifying the movement as internal migration. Thus, the concept of internal migration involves implicitly an imposition of boundary lines which must be crossed before a movement is counted as internal migration » [Census of India, 2001] (souligné par nos soins) (<http://censusindia.gov.in/Metadata/Metada.htm#Mig>).

<sup>184</sup> « If at the time of Census enumeration, there is a change in the usual place of residence of an individual with reference to his/her birth place, he/she is defined as a migrant in accordance with 'birth place' concept » [Ibid.].

<sup>185</sup> « If at the time of Census enumeration, a change in the usual place of residence of an individual is noted with reference to his/her previous usual residence, he/she is termed as a migrant in accordance with 'last residence' concept » [Ibid.].

<sup>186</sup> Pour une lecture critique de la mesure de la migration interne en Inde, voir Bhagat [2005].

<sup>187</sup> Les durées de migration répertoriées par le *Census of India* 2001 sont : inférieure à 1 an ; de 1 an à 4 ans, de 5 ans à 9 ans et supérieure ou égale à 10 ans.

<sup>188</sup> « The data on reasons for migration are useful to understand the motivational factors behind movement of people. Indian census collected information on reasons for migration since 1981. Reasons of migration are classified under five categories, i.e. employment, education, family movement, marriage and others. Along these five categories, the categories 'business' and 'natural calamities' were added in 1991 census. In 2001 census, the 'natural calamities' category was dropped and an additional reason of movement after birth was added, which focused on the fact that a large number of mothers moved to either their natal residence or to a place with better medical facility for delivery. Whereas the women are not treated as migrants at these temporary places or residence, the children born are treated as migrants when they accompany their parents to their place of normal residence » [Singh et al., 2013 : 290-291].

migrations relevant d'une logique autre que celle liée au travail, principalement celles relatives au mariage qui constituent le premier poste de migration en Inde<sup>189</sup>.

Nous sommes conscients qu'un tel choix peut apparaître discutable ou trop restrictif dans la mesure où le *Census of India* ne relève qu'une seule et unique raison expliquant la migration alors que les motivations sont souvent complexes et multiples<sup>190</sup>. Cependant, ce choix méthodologique se justifie à notre sens par la finalité de l'étude et nous permet, même s'il existe des biais de sélection, de nous concentrer sur des logiques d'emploi.

Nous avons par ailleurs retenu pour notre analyse les migrations inférieures à dix ans. Il est en effet nécessaire de poser une limite temporelle aux départs des migrants afin d'en étudier les magnitudes. D'autre part, ce choix rendra possible la mise en œuvre d'une analyse intercensitaire des mouvements de migration, dès lors que les données 2011 seront disponibles. Si Dallmann et Millock [2013] focalisent leur analyse sur les migrations inférieures à un an afin de pouvoir étudier plus précisément les impacts, pour une année donnée, des variables économiques (PIB par tête, etc.) ou environnementales (niveau de précipitation) sur les migrations<sup>191</sup>, l'utilisation comme référence de la période intercensitaire nous apparaît plus appropriée, dans la mesure où elle nous permet d'analyser les évolutions des dynamiques de migration sur le moyen terme, d'autant que nos variables d'intérêt concernant le type de marché d'emploi relèvent d'un caractère structurel et ne nécessitent pas un degré de précision aussi fin.

Si le recours aux données du *Census of India* se justifie, comme nous l'avons vu, par la possibilité d'observer au niveau macroéconomique la structure des migrations, ces dernières ne sont toutefois pas exemptes de critiques. En effet, il est largement admis dans la littérature [Deshingkar et Farrington, 2009 ; Dupont et Landy, 2010 ; Abbas et Varma, 2014] que l'inadéquation des systèmes nationaux de production de données – se basant sur un changement de résidence – à la mesure des migrations en Inde conduit à une sous-évaluation de ces dernières, notamment en ce qui concerne les migrations de court terme ou circulaires.

---

<sup>189</sup> Comme le remarque Landy [2007 : 40], le migrant moyen en Inde est une femme qui migre pour rejoindre le domicile parental des parents de l'époux.

<sup>190</sup> « *Individuals in the same migration stream may have widely different reasons for moving* » [Parida et Madheswaran, 2010 : 12].

<sup>191</sup> « *We focus on the duration of one year or below in order to match the data more precisely in time with the available socio- economic data, such as net state product per capita, and climate data. If we include other durations of stay (1-4 years or even 5-9 years), we could only analyze average figures over a longer time period* » [Dallmann et Millock, 2013 : 5-6].



En effet, comme le soulignent Dupont et Landy [2010 : 19-20], le développement des infrastructures de transport et de communication a favorisé les mouvements de population à des niveaux sans précédents, conduisant à une bipolarisation, voire une multi-polarisation des lieux de vie, partagés entre le lieu d'origine (où réside souvent la famille) et les lieux d'activité. Dès lors, la non-prise en compte des migrations de court terme ou saisonnières (qui ne s'accompagnent pas de changement de résidence) conduit à une sous-évaluation importante dans la mesure de la migration. Il est à noter que le NSSO a, à partir du 64<sup>ème</sup> round de 2007-2008, intégré la composante *short-term migration* dans ses enquêtes. Le premier pas effectué dans cette direction afin de mieux mesurer la migration sous toutes ses formes est à souligner, cependant, pour être considéré comme *short-term migrant*, il faut passer entre un et six mois consécutifs de l'année hors du village<sup>192</sup>. Nous pouvons alors aisément supposer que là encore, une large partie des migrations de court terme passent au travers de cette définition, dans la mesure où les formes de migrations circulaires ou saisonnières, ainsi que leurs durées, sont multiples et que des retours quotidiens ou hebdomadaires au village peuvent ponctuer la migration<sup>193</sup>.

D'autre part, seule la première raison de la migration est prise en compte par la statistique indienne. Ainsi, la migration d'une femme s'installant avec son mari sera référencée comme une migration liée au mariage, alors même que la migration se ferait dans une ville où l'un et l'autre migreraient pour trouver un emploi [Abbas et Varma, 2014]. En effet, pour plus de 70% des femmes, le principal motif de migration reste le mariage, les migrations de travail ne représentant que 2,5% des migrations féminines. La non-prise en compte d'une prise d'emploi consécutive à un mouvement matrimonial, imposée par le motif unique de la migration retenu par le *Census of India*, participe au fait que l'insertion économique de la migration des femmes soit sous-estimée [Sen Gupta, 2011 : 65] et par conséquent, difficilement analysable<sup>194</sup>. Shanti [2006 : 5] regrette, et nous ne pouvons que nous associer à cette critique, que la statistique indienne continue de considérer la femme comme un travailleur secondaire,

---

<sup>192</sup> « *Persons who had stayed away from the village/town for a period of 1 month or more but less than 6 months during the last 365 days for employment or in search of employment are termed as short-term migrants* » [NSS Report n°533 : H-iii].

<sup>193</sup> Les études de terrain que nous avons menées dans le Tamil Nadu ont révélé une forte incidence des migrations de court terme et autres formes de navette dans les villages du district de Cuddalore (cf. seconde partie) et nous pouvons supposer que ces phénomènes ne constituent pas un cas particulier en Inde.

<sup>194</sup> Pour une lecture genrée des mouvements de population en Inde, voir entre autres, Shanti [2006], Agnihotri et Mazumdar [2009], Mahapatro [2010].

limitant par la même occasion le développement de mesures appropriées favorisant la migration féminine<sup>195</sup>.

C'est donc sur cette base et selon cette définition, aussi imparfaite soit-elle, que nous avons construit notre analyse. La sous-évaluation manifeste des flux de migration, en particulier pour les migrations circulaires et féminines, est bien évidemment à prendre en compte, mais nous pouvons supposer que les interactions inter-États et entre les différents marchés d'emplois sont moins sensibles aux migrations de court-terme, même si ces dernières peuvent se révéler d'une importance non-négligeable pour des États frontaliers. Le questionnement sur la validité et la représentativité des données est une composante indispensable à tout travail de recherche ; le questionnement sur la finalité des travaux menés en est une autre. Ainsi, dans le cadre de ce chapitre, l'objectif est davantage de cerner les dynamiques migratoires et d'en étudier les liens avec les marchés du travail que de fournir une analyse fine des mouvements migratoires dont le but serait la construction de modèles prédictifs. Nous pouvons alors, sans autre prétention que l'objectif que nous nous fixons, utiliser les données du *Census of India* pour la spatialisation des migrations de travail en fonction des types de marché d'emploi.

## **2. Les mouvements de population intra-États**

À la lumière du tableau 3.2., il apparaît une décomposition des flux de migration intra/inter-États assez différenciée entre les groupes. En effet, alors que la migration intra-État constitue le principal flux de migration de travail pour les États des groupes 3 (en moyenne 88,8% pour le Maharashtra et le Gujarat) et 1 (73,4% en moyenne pour l'Andhra Pradesh, le West Bengal, le Tamil Nadu et le Karnataka), les flux de migration intra-État et inter-État sont en revanche plus équilibrés pour les États des groupes 2 (Orissa, Bihar, Madhya Pradesh, Rajasthan, Uttar Pradesh) et 4 (Haryana, Punjab, Jammu & Kashmir et Kérala), la part des migrations de travail intra-État y étant respectivement de 49,1% et 60%. Ces moyennes cachent cependant une certaine diversité à l'intérieur même des groupes (voir Annexe 3.1), en particulier dans le groupe 2 où la relative faible part de migration intra-État est principalement le fait du Bihar et de l'Uttar Pradesh, dont les migrations intra-État représentent respectivement 14,4% et 28,8% des migrations de l'État.

---

<sup>195</sup> « *It is a pity that national large scale surveys are unable to capture the [female labour migration]. With the result women are treated still as secondary earners, invisible in the official data system, and consequently no policy measures are directed to alleviate the sufferings of these migrant women who lack even basic amenities in the destination area* » [Shanti, 2006 : 5].



L'attractivité des États des groupes 1 et 3 semblent là encore expliquer ce décalage, les migrants des groupes les plus attractifs privilégiant des migrations au sein de leur propre État, et inversement pour les États du groupe 2, en particulier le Bihar et l'Uttar Pradesh, où plus de la moitié des migrants quittent l'État d'origine.

Il est également à noter le cas particulier de Delhi, dont seulement 18% de la migration est le fait d'une migration intra-État, ce qui semble toutefois cohérent dans la mesure où l'explosion démographique<sup>196</sup> de l'État de Delhi au cours du XX<sup>ème</sup> siècle s'est faite essentiellement via des flux d'immigration importants. La ville-capitale de Delhi, à l'instar des grandes mégapoles mondiales, agissant comme un aimant auprès des États qui l'entourent – en particulier l'Uttar Pradesh (État limitrophe et par ailleurs le plus peuplé de l'Inde représentant à lui seul plus de 16% de la population nationale selon les *Census of India* 2001 et 2011), de l'Haryana (autre État limitrophe de Delhi devenu une sorte d'extension naturelle de l'étalement du tissu périurbain de la capitale<sup>197</sup>), et dans une moindre mesure le Punjab.

D'autre part, nous pouvons constater que les migrations entre zones rurales, constituent encore plus du tiers des migrations intra-État, mais ne semblent toutefois pas particulièrement marquées par les différents types de marché<sup>198</sup>. Le niveau des migrations entre zones rurales est similaire à celui des migrations des zones rurales vers les zones urbaines, témoignant ainsi du (très) relatif exode rural. En effet, l'Inde n'a pas vraiment connu, et ne semble toujours pas connaître, d'exode rural particulièrement marqué, dans la mesure où les flux de migrations se font avant tout entre zones rurales [Landy, 2007 : 40]. De plus, alors même que la migration de travail (plutôt masculine et tournée vers les villes), semble aller dans le sens d'une intensification de cet exode vers les zones urbaines, nous sommes loin d'assister à un véritable exode rural en Inde, où seulement 31,16% de la population vit en zone urbaine en 2011<sup>199</sup>. L'attachement au mode de vie villageois d'une part et les substituts à la migration définitive en ville<sup>200</sup> d'autre part, notamment avec le développement des pratiques de mobilité

---

<sup>196</sup> La population de Delhi est passée de 237 944 habitants en 1911 à 16,8 millions en 2011 [Dupont, 2001 : 33 ; *Census of India* 2011], la croissance démographique naturelle n'expliquant qu'une infime part de l'explosion démographique observée sur la période.

<sup>197</sup> Notamment les villes de Gurgaon et Faridabad, villes satellites de Delhi [Kennedy, 2013 : 251].

<sup>198</sup> Hors Delhi, mais la faiblesse des zones rurales dans l'Union Territoriale de Delhi en fait un cas extrêmement particulier dans la mesure où 97,5% de la population de Delhi vivait en zone urbaine en 2011.

<sup>199</sup> Le taux d'urbanisation étant successivement passé de 19% en 1961, 24% en 2001 et donc 31,16% en 2011, la contribution de la migration à la croissance de la population urbaine semble alors assez mesurée, exception faite comme nous l'avons vu, de l'État de Delhi [Dupont et Landy, 2010 : 20].

<sup>200</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces phénomènes dans la seconde partie de la thèse.

circulaire, semblent remettre en cause les schémas classiques de développement marqués par une croissance des grandes villes et une désertification des zones rurales [Racine, 1994 ; Landy, 2007 ; Dupont et Landy, 2010].

Enfin, les flux moyens de migration de travail intra-États des zones urbaines vers d'autres zones urbaines représentent près d'un quart de ces migrations pour les États des groupes 1 et 3 contre 16% pour les États du groupe 2. L'urbanisation, la polycentricité et la spécialisation dans des activités des secteurs secondaires et tertiaires participent alors aux mouvements entre zones urbaines des États ayant un marché d'emploi plus moderne.

L'analyse des mouvements intra-État montre déjà l'impact des marchés d'emploi sur les migrations de travail. En effet, il apparaît que les migrants des États les plus modernes, selon la graduation identifiée dans le chapitre précédent, sont moins enclins à partir vers d'autres États. À l'inverse, les migrants issus des États dont le marché de l'emploi est de type agraire (qu'il soit intensif en travail : groupe 2, ou plus productif : groupe 4) ont plus tendance à partir chercher un emploi dans le reste de l'Inde.

Nous allons à présent nous intéresser aux migrations interétatiques qui constituent le cœur de ce chapitre, nous permettant d'étudier de manière plus spécifique les liens entre les flux de migrations et les types de marché du travail.

Tableau 3.2. Décomposition des migrations de travail selon les marchés d'emploi en Inde

Origine		Destination					
		Migration de travail Intra-État			Migration de travail Inter-État		
		Total	Rural	Urbain	Total	Rural	Urbain
Grp1	Total	<b>73,4<sup>a</sup></b>	39,8 <sup>b</sup>	60,2	<b>26,6</b>	31,2	68,8
Grp1	Rural	67,5	32,0	35,5	60,5	23,8	36,8
Grp1	Urbain	30,5	7,0	23,5	37,7	6,9	30,8
Grp2	Total	<b>49,1</b>	45,8	54,2	<b>50,9</b>	29,0	71,0
Grp2	Rural	75,0	38,0	37,0	78,2	25,1	53,1
Grp2	Urbain	21,7	5,6	16,2	20,0	3,3	16,7
Grp3	Total	<b>88,8</b>	41,5	58,5	<b>11,2</b>	29,6	70,4
Grp3	Rural	73,4	35,1	38,4	53,5	19,1	34,4
Grp3	Urbain	25,3	5,8	19,4	44,9	10,1	34,8
Grp4	Total	<b>60,0</b>	42,9	57,1	<b>40,0</b>	28,7	71,3
Grp4	Rural	74,0	35,5	38,5	54,5	20,2	34,2
Grp4	Urbain	23,4	6,1	17,2	43,5	7,8	35,7
DEL	Total	<b>18,0</b>	40,8	59,2	<b>82,0</b>	21,8	78,2
DEL	Rural	28,7	13,9	14,8	11,5	3,2	8,2
DEL	Urbain	69,3	26,4	42,9	87,2	18,3	68,9
Autres États	Total	<b>56,7</b>	55,0	45,0	<b>43,3</b>	42,4	57,6
Autres États	Rural	77,4	46,4	31,0	74,9	37,0	37,9
Autres États	Urbain	20,7	7,4	13,3	23,1	4,6	18,6
Total	Total	<b>62,4</b>	45,0	55,0	<b>37,6</b>	28,2	71,8
Total	Rural	72,3	37,3	34,9	72,0	23,2	48,9
Total	Urbain	25,7	6,6	19,1	26,1	4,5	21,6

Source : Auteur (à partir des données du *Census of India* [2001]).

Lecture : a : En moyenne, dans le groupe 1, la migration de travail se compose à 73,4% de migration intra-État et donc 26,6% de migration inter-État. b : En moyenne, dans le groupe 1, 39,8% des migrations intra-État sont à destination du milieu rural et donc 60,2% à destination des zones urbaines.

### **3. Les mouvements de population inter-États**

Si l'étude des mouvements intra-étatiques nous a permis de révéler les premiers éléments de différenciation des migrations de travail en fonction des types de marchés d'emploi, c'est bien l'analyse des mouvements interétatiques qui va nous permettre de dégager les relations qui sous-tendent les interactions entre ces différents marchés.

Pour cela, nous commençons par une analyse de la magnitude des flux de migration afin de contextualiser le phénomène migratoire en Inde et d'identifier les principaux mouvements en volume (3.1.). Dans un second temps, nous proposons une approche spatialisée de ces flux (3.2.). Nous nous intéressons premièrement aux flux d'émigration afin d'identifier la destination du travail en fonction des formes de marchés d'emploi et donc de capter les effets d'attraction (3.2.1.). Puis, nous nous attachons à analyser les phénomènes d'immigration, nous permettant alors d'observer l'origine du travail dans les mouvements interétatiques (3.2.2.). La spatialisation de ces flux, via l'utilisation de cartes, constitue alors un apport important à notre démarche, dans la mesure où elle facilite la lecture du phénomène en faisant apparaître les liaisons entre États en termes de migration et ainsi, l'impact des marchés d'emploi sur la mobilité du travail.

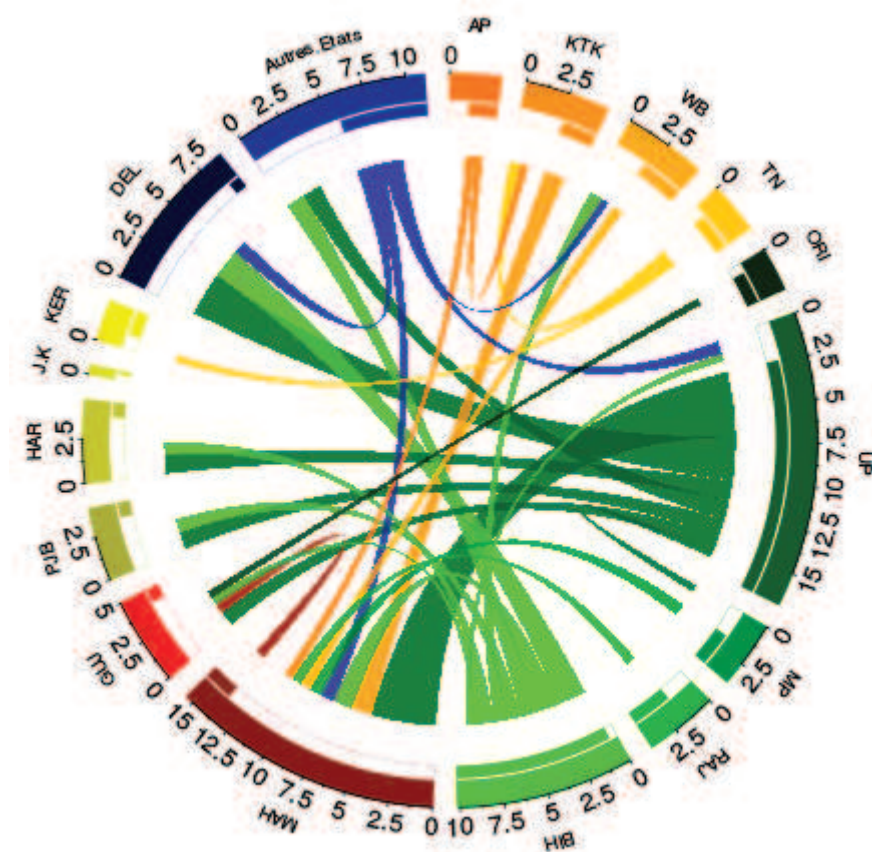
#### 3.1. Étude de la magnitude des flux de migration de travail en Inde

Nous concentrons ici notre analyse sur les **structures des migrations** en fonction des types de marché d'emploi de départ et d'arrivée. Nous pouvons cependant, en guise d'introduction, présenter une première lecture de la magnitude des migrations de travail en nous basant sur les principaux flux de migrations de travail évalués en volume.

Si raisonner sur le volume de migration n'apporte qu'une information limitée, dans la mesure où sont surreprésentés les flux des principaux États (en particulier l'Uttar Pradesh), annihilant ainsi les mouvements des États les moins peuplés, cela nous permet toutefois de capter l'amplitude des mouvements de population liés à l'emploi en Inde.

À titre d'illustration, les graphiques circulaires schématisant les flux de migration (Figure 3.1. et Annexe 3.3.), ainsi que les tableaux représentant les matrices des migrations (voir annexes 3.2. pour la matrice par États et 3.4. pour la matrice par groupes), donnent respectivement les flux interétatiques en volume et en valeurs relatives calculées à partir du volume total de migration de travail en Inde.

Figure 3.1. Représentation des principaux flux de migration de travail



Source : Auteur<sup>201</sup> (à partir des données du *Census of India* [2001]).

Note : (1) AP : Andhra Pradesh ; KNT : Karnataka ; WB : West Bengal ; TN : Tamil Nadu ; ORI : Orissa ; UP : Uttar Pradesh ; MP : Madhya Pradesh ; RAJ : Rajasthan ; BIH : Bihar ; MAH : Maharashtra ; GUJ : Gujarat ; PJB : Punjab ; HAR : Haryana ; J&K : Jammu & Kashmir ; KER : Kérala ; DEL : Delhi ; enfin, « Autres États » correspond à l'ensemble des autres États et Unions territoriales indiens. (2) Sont représentés sur ce graphique, les 10% des flux de migrations de travail (inférieures à dix ans) les plus importants. (3) Le code couleur correspond aux types de marché du travail : Groupe 1 : Orange ; Groupe 2 : Vert ; Groupe 3 : Rouge ; Groupe 4 : Jaune ; enfin, Delhi et les Autres États sont représentés en Bleu. (4) La graduation est exprimée en centaines de milliers de migrants.

Il apparaît, sans surprise étant donnée la taille démographique de l'État, que les migrations au départ de l'Uttar Pradesh représentent près de 30% du volume total de migration de travail en Inde ; les migrations en direction du Maharashtra représentent quant à elles plus d'un quart des migrations de travail indiennes.

La lecture de la figure 3.1. nous montre de manière assez évidente que les États du groupe 2 (représentés en vert) envoient beaucoup plus de migrants qu'ils n'en reçoivent de la part des autres États indiens. En effet, aucun flux majeur n'arrive dans un des États de ce groupe

<sup>201</sup> Le graphique a été effectué à l'aide du *Circular Migration Flow Plots* de R avec la collaboration d'Alexandre Cébeillac, doctorant à l'Université de Rouen/CSH Delhi.

hormis deux flux en direction de l'Andhra Pradesh, un en provenance des Autres États, et l'autre du Bihar. À noter également pour ce groupe, la faible incidence des relations migratoires entre les États qui le constituent. Le caractère faiblement attractif, dû à une structure de l'emploi très primaire, semble alors jouer très fortement sur les départs et les arrivées en provenance et à destination de ce groupe. Si les premiers sont extrêmement importants (les départs des États du groupe 2 représentent 58,9% du total des départs en Inde, dont 27,7% pour l'Uttar Pradesh et 18,5% pour le Bihar<sup>202</sup>), les seconds apparaissent au contraire très mesurés, en particulier lorsqu'on les resitue dans le poids démographique de ces États. Les migrations de travail à destination d'un État du groupe 2 ne représentent en effet que 12,3% des migrations indiennes, alors que ces États représentent à eux-seuls près de 40% de la population indienne en 2001 [*Census of India*, 2001].

À l'opposé, les États du groupe 3 (représentés en rouge) se caractérisent par une forte incidence des arrivées, et parallèlement, par une faiblesse des départs. Ces deux États apparaissent comme largement dominants dans les flux d'immigration en Inde<sup>203</sup>. En effet, plus du tiers des migrations de travail se font vers les États de ce groupe (le Maharashtra captant à lui seul plus du quart des migrations de travail en Inde). En termes de départ, seul le flux de migrations du Maharashtra vers le Gujarat ressort de la figure 3.1. La faiblesse des départs est due à deux phénomènes : le premier découle, comme nous l'avons vu, d'une forte migration intra-État, limitant de fait les migrations à l'extérieur de l'État d'origine et le second réside dans le fait que les États ayant les structures de marché du travail les plus modernes semblent privilégier des migrations à destination d'État ayant un marché du travail similaire.

En ce qui concerne les États des groupes 1 (en orange), on observe des liaisons assez marquées entre États de ce groupe, hors Bengale dont l'éloignement peut expliquer des échanges plus limités. Les départs se font quasiment exclusivement vers le Maharashtra, qui apparaît être très attractif, y compris pour les États dont le marché du travail se caractérise, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, par une relative spécialisation dans les activités dites « modernes ». À noter également le lien privilégié entre le Tamil Nadu et le

---

<sup>202</sup> « Bihar and Uttar Pradesh are found most outmigrating states during both the inter censual period. Some of the probable causes of out-migration would be due to industrially backwardness, natural calamities like droughts/floods, low agricultural development, etc. » [Singh et al., 2013 : 294].

<sup>203</sup> « The volume of in-migration to Maharashtra [...] and Gujarat had been substantially higher as compared to other in-migrating states which can be explained in terms of their development due to industrialization » [Singh et al., 2013 : 291].

Kerala, dont la proximité géographique et la localisation à la pointe du sous-continent indien semblent impacter les migrations de travail.

Enfin, la faible taille des États composant le groupe 4 (en jaune) justifie le fait qu'aucun flux de départ ne compte parmi les flux majeurs. Toutefois, nous pouvons remarquer les liens entre le Bihar et l'Uttar Pradesh avec le Punjab et l'Haryana dont la relative proximité géographique et la langue commune pour l'Haryana semblent favoriser les relations entre ces deux couples d'États.

La lecture des flux migratoires en valeur absolue constitue un premier niveau d'information intéressant, fournissant une vision globale des migrations de travail en Inde. Toutefois, cette première analyse est limitée dans l'appréhension des interactions entre marchés du travail, dans la mesure où le poids démographique des États influe fortement sur l'identification des principaux flux migratoires<sup>204</sup>. Ceci justifie, à notre sens, le recours à une analyse complémentaire portant sur des valeurs relatives, afin de privilégier une analyse compréhensive des mouvements de population en Inde pour chacun des principaux États et types de marché du travail identifiés, alors libérée de l'effet taille des États. Pour cela, nous avons mobilisé deux approches distinctes mais complémentaires : la première, issue du champ de la géographie, consiste en la spatialisation des flux d'émigration et d'immigration, fournissant alors un outil de lecture particulièrement adapté à l'étude des mouvements de population. La seconde, issue de la statistique exploratoire multidimensionnelle, nous permet de mettre en correspondance les liaisons des phénomènes migratoires en fonction des marchés du travail d'origine et de destination.

## 3.2. Spatialisation des flux de migration de travail en Inde

### 3.2.1. Où part-on ? Attractivité des zones d'arrivée

L'approche spatiale des mouvements de population s'est faite, comme nous l'avons vu, à partir des données du *Census of India* 2001. La première étape, préparatoire au traitement des données, a consisté en la construction d'un méta-tableau à partir d'un fichier source difficilement maniable du fait de son organisation et de la masse d'informations qu'il

---

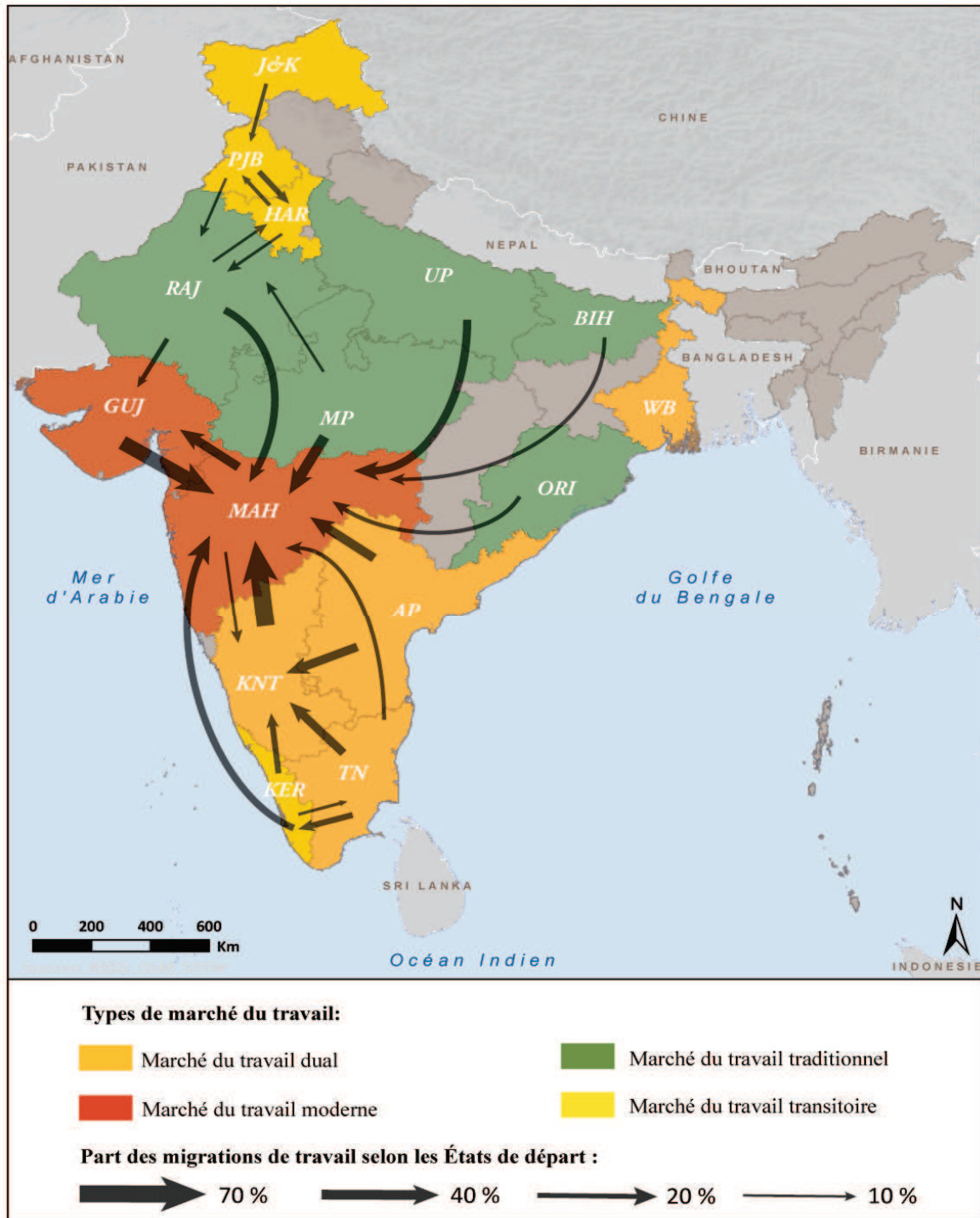
<sup>204</sup> Seuls deux flux bilatéraux dans la matrice des migrations sont supérieurs à 5%, les deux au départ de l'Uttar Pradesh (État le plus peuplé de l'Inde) et à destination du Maharashtra et de Delhi.



référençait. Le méta-tableau ainsi constitué met en lien les mouvements de population liés à l'emploi entre chaque État (c'est-à-dire de chaque État vers chaque État et de chaque État à partir de chaque État). Comme nous nous intéressons plus particulièrement aux structures des migrations de travail en fonction des zones d'arrivée et de départ plutôt qu'à la magnitude du phénomène (éléments que nous venons de présenter), nous avons calculé la distribution conditionnelle des flux d'émigration pour chaque État, corrigeant ainsi l'effet taille des États. Le tableau 3.3. et l'annexe 3.4., détaillent les flux d'émigration en fonction de l'origine des migrants dont les grandes tendances sont spatialisées dans la carte présentée à la figure 3.2.

Nous l'avons vu, l'utilisation d'outils géographiques constitue un élément important de notre analyse ; il convient alors d'en présenter brièvement les principes. L'un des objectifs de la cartographie des flux est de représenter la structure des flux d'émigration ( $F_{ij}$ ) et/ou d'immigration ( $F_{ji}$ ) qui se sont produits entre des lieux d'origine ( $i$ ) et de destination ( $j$ ) d'un espace d'étude, sur une période donnée [Bahoken, 2013]. Comme le souligne Tukey [1977 : 24], la représentation graphique est un puissant outil d'analyse qui, mené de manière conjointe à un traitement statistique, permet d'explorer les données, de susciter des questionnements et de valider des hypothèses [Bahoken, 2011 : 1]. D'un point de vue pratique, la réalisation des cartes nécessite l'application d'un double critère de sélection des données. Le premier porte sur la réduction des données, c'est-à-dire la transformation des données brutes en une organisation matricielle des flux. Le second, concerne la sélection des liens à représenter [Bahoken, 2011 : 9-10]. Ce dernier est particulièrement important, car il permet d'assurer la lisibilité des cartes. En effet, dans notre cas, l'échantillon porte sur quinze États ; le nombre de liens à représenter est donc de 210 flux ( $15 \times 14 = 210$ ). Une telle masse d'information rend la représentation graphique illisible et nécessite donc une sélection sur la valeur minimale des flux à représenter afin d'en extraire les liens de faible intensité. Nous avons donc opté pour une représentation des flux majeurs pour chaque État, c'est-à-dire ceux supérieurs à 10% du total des flux entrants ou sortants, en fonction du sens de l'analyse considéré.

Figure 3.2. Spatialisation des flux d'émigration



Source : Auteur<sup>205</sup>.

Note : (1) Pour des raisons de lisibilité, la carte ne prend pas en compte les taux d'émigration inférieurs à 10%. (2) Les modalités « Delhi » et « Autres États » sont exclues du traitement, dans la mesure où leur marché du travail n'a pas été étudié dans le chapitre précédent. (3) Les flèches rectilignes représentent les échanges entre États contigus, les courbes symbolisent les flux entre États distants.

<sup>205</sup> Les cartes ont été réalisées avec les logiciels Arcmap 10.1 et Adobe Illustrator CS3, avec la collaboration de Sébastien Dias, géomaticien au GIP ATeGRi.

Ainsi, il apparaît pour le groupe 1 (dont les États sont représentés en orange) que les migrations de travail au départ de ce groupe sont composées pour un quart, des migrations intra-groupe. Il est toutefois à noter des différences marquées selon les États du groupe. En effet, alors que les migrations de travail intra-groupe concernent 42% des migrations pour l'Andhra Pradesh et le Tamil Nadu (dont respectivement 34,7% et 33,7% vers le Karnataka), elles ne représentent que 11% pour le Karnataka, ce dernier étant tourné pour une très large part vers les États du groupe 3 ayant un marché du travail plus moderne (70,1% dont 68,9% vers le Maharashtra). Les migrations intra-groupe ne représentent que 6,2% pour le West Bengal dont les départs se font principalement : vers les États du groupe 3 (31,1% dont 28,1% vers le Maharashtra), Delhi (14,4%) et vers les « Autres États » indiens (18,5%).

Ainsi, l'attrait d'un marché du travail plus moderne joue de manière inégale selon les États du groupe, et si en moyenne, les migrations au départ de ce groupe vers les États du groupe 3 concernent 39,8% des migrations, nous l'avons vu, ceci semble être principalement le fait du Karnataka, même si les États du groupe 3 et en particulier le Maharashtra demeurent la destination privilégiée de l'Andhra Pradesh (40%) et du West Bengal (31,7%). Le Tamil Nadu semble quant à lui plus tourné, pour les migrations hors groupe 1, vers le Kérala, qui capte 24,2% des migrations tamoules.

Enfin, nous pouvons voir qu'il n'existe que de très faibles relations entre les États de ce groupe et ceux des groupes 2 et 4, dont les niveaux moyens d'émigration sont respectivement de 7,1% et 10,9%. Là encore, ces valeurs moyennes cachent certaines spécificités dans la mesure où elles sont tirées à la hausse par les relations particulières qu'entretient le West Bengal avec les États du groupe 2, dont la proximité géographique combinée à l'éloignement relatif d'autres États d'autres groupes semble impacter assez fortement la structure des migrations bengalies. Ces valeurs sont d'autre part tirées à la hausse par les relations entre le Tamil Nadu et le Kérala où, de manière identique, la localisation à la pointe de l'Inde de ces deux États semble favoriser les échanges.

Il apparaît donc assez clairement, au regard de la carte (Figure 3.2.) et des cas particuliers liés à la répartition géographique, que les migrations au départ des États du groupe 1 se font plutôt vers les États du groupe 3 ou vers les autres États du groupe. En d'autres termes, les migrations de travail des États ayant un marché du travail plutôt tourné vers des activités modernes, mais encore marqués par une certaine dualité, se font en grande partie vers un marché d'emploi équivalent ou plus moderne.

En ce qui concerne les États du groupe 3 (en rouge), le premier élément marquant de ce tableau est l'extrême attractivité du Maharashtra, qui est une destination importante pour l'ensemble des États à l'exception des États du Nord de l'Inde (Haryana, Punjab et Jammu & Kashmir) pour lesquels on peut supposer que la proximité de Delhi contrebalance largement l'attrait du Maharashtra. Les migrations de travail en direction du Maharashtra semblent en effet particulièrement marquées pour les États frontaliers (68,9% des migrations de travail originaires du Karnataka se font vers le Maharashtra, 58,9% pour le Gujarat, 42,3% pour le Madhya Pradesh et 36,9% pour l'Andhra Pradesh). Si la proximité géographique joue indéniablement sur la structure des migrations de travail, nous pouvons également constater que des États plus éloignés sont tout autant tournés vers cette destination. En effet, les migrations de travail à destination du Maharashtra concernent plus du quart des migrations du Rajasthan (29,5%), du Kérala (28,2%), de l'Uttar Pradesh (32,6%) ou encore du West Bengal (28,1%). Si les États du Nord de l'Inde (Punjab, Haryana et Jammu & Kashmir) semblent moins attirés par le Maharashtra, nous pouvons y voir l'attrait de Delhi, autre zone particulièrement attractive, dont ces derniers sont de proches voisins, et pour qui les départs vers Delhi représentent 38% des migrations.

En ce qui concerne la structure de l'émigration à proprement parler de ces deux États, nous observons trois flux principaux, les deux premiers sont constitués par les échanges réciproques entre le Maharashtra et le Gujarat, et le troisième est le fait des migrations du Maharashtra vers le Karnataka (12,2%).

Ainsi, les migrations de ces États ayant la structure de marché du travail la plus moderne se font essentiellement vers un marché de même type ou vers un marché relativement similaire.

Un autre élément marquant réside dans la structure des migrations des États du groupe 2 (symbolisés en vert). Il apparaît en effet très clairement que ces États ont une forte tendance à quitter leur propre type de marché du travail : en moyenne, près de 90% des migrations interétatiques se font vers un État n'appartenant pas au groupe d'origine. Seuls quatre flux intra-groupe sont supérieurs à 5% : les migrations de travail du Madhya Pradesh vers le Rajasthan (11,5%) et l'Uttar Pradesh (6,7%), les migrations du Rajasthan vers le Madhya Pradesh (7,8%) et enfin, les migrations du Bihar vers l'Uttar Pradesh.

La décomposition des migrations de travail du groupe 2 se répartit, ainsi en moyenne, comme suit : 9,5% des migrations se font vers les États du groupe 1, et deux relations se distinguent de ce faible niveau d'interaction entre les groupes 1 et 2, celles de l'Orissa vers ses voisins (9% vers l'Andhra Pradesh et 8,4% vers le West Bengal) et celles du Bihar, également vers

son voisin le West Bengal (9,9%). Il apparaît d'autre part que les migrations intra-groupes représentent ici seulement 10,7% des migrations au départ de ce groupe. Au contraire, les migrations vers les États composant le marché du travail identifié comme le plus « moderne » représentent 41,2% des migrations du groupe 2. Nous observons par ailleurs que 13,7% des migrations au départ du groupe 2 se font vers les États du groupe 4, principalement à destination de l'Haryana et du Punjab (18,4% des migrations de l'Uttar Pradesh se font vers ces deux États, 18,6% pour le Rajasthan, et 19,1% pour le Bihar). Notons enfin qu'un quart des migrations se font vers les autres États, dont 13,5% vers Delhi.

Ainsi, il apparaît que les migrants des États du groupe 2 (les BIMARU et l'Orissa) cherchent à quitter un marché d'emploi peu moderne et peu attractif et se tournent vers des marchés d'emploi plus modernes (en particulier ceux des groupes 1 et 3, ainsi que Delhi).

La structure des migrations des États du groupe 4 (représentés en jaune) est assez différente de celle relativement homogène des autres groupes. En effet, la décomposition moyenne des flux de migrations vers les autres groupes  $y$  est plus équilibrée : 14,2% des migrations se font vers le groupe 1 ; 15,4% vers le groupe 2 ; 15,2% vers le groupe 3 ; et 16,5% des migrations sont intra-groupe. Ces moyennes relèvent toutefois de logiques assez différenciées. Premièrement, la situation géographique du Kérala, posté à la pointe sud de l'Inde, et à l'opposé des trois autres États du groupe, confère à la structure de ses migrations une certaine singularité par rapport à ces derniers. Les départs du Kérala se faisant avant tout vers les États situés plus au sud, en particulier vers ses voisins, le Tamil Nadu et le Karnataka qui accueillent plus du tiers des migrations de travail kéralaises, mais également vers le Maharashtra (28,2%) et dans une moindre mesure, l'Andhra Pradesh (5,1%). S'il peut paraître assez difficile ici d'identifier l'impact des marchés du travail sur les migrations kéralaises, dans la mesure où ses plus proches voisins appartiennent au groupe 1, le fait que les migrations de travail vers le Maharashtra soit les plus importantes et plus de deux fois plus importantes que celles vers le Tamil Nadu, avec qui le Kérala partage pourtant une zone frontalière très étendue, indique bien l'attrait des marchés de l'emploi les plus modernes.

Pour ce qui est du Punjab et de l'Haryana, dont les structures de migrations sont assez comparables, si l'on constate de très faibles relations avec les États du groupe 1 (seulement 3% des migrations), les schémas de migration semblent être plus développés avec certains États du groupe 2 (ce dernier attirant plus de 20% des migrations originaires du Punjab et de l'Haryana). Là encore, la distance semble jouer un rôle de premier plan dans la mesure où

plus de la moitié des migrations de ces États vers le groupe 2 se font vers le Rajasthan, État frontalier pour les deux.

En ce qui concerne le Jammu & Kashmir, les deux tiers des migrations de travail se répartissent vers les « Autres États » (31,2%), le Punjab et Delhi (près de 15% pour les deux) et l'Haryana (5,6%).

Enfin, nous pouvons noter les relations assez fortes des trois États du Nord de l'Inde avec Delhi (qui représente la destination de près de 40% des migrations de travail de l'Haryana) et avec les « Autres États » de l'Inde qui attirent près de 30% des migrations du Punjab et du Jammu & Kashmir et 15% pour l'Haryana.

Nous avons observé différents éléments marquants dans l'étude des flux d'émigration par type de marché d'emploi. Il apparaît en premier lieu que les migrations intra-groupes sont plus importantes dans les groupes ayant les marchés du travail les plus modernes (les groupes 1 et 3). A contrario, elles semblent y être beaucoup moins développées dans les groupes 2 et 4, les migrations de travail au départ des États du groupe 2 se faisant pour près de 90% de ces dernières vers des États ayant un marché d'emploi plus moderne. Ainsi, il semblerait que le type de marché d'emploi impacte de manière significative les migrations de travail en Inde. D'autre part, la plus forte incidence des relations entre États voisins, ayant un même type de marché d'emploi ou pas, témoigne de l'importance de la distance dans les flux de migrations.



Tableau 3.3. Matrice des migrations de travail interétatiques par États

Origine	Destination																	Total
	AP	KNT	WB	TN	ORI	UP	MP	RAJ	BIH	MAH	GUJ	PJB	HAR	J&K	KER	DEL	Autres États	
AP		<b>34,7</b>	0,9	6,6	3,6	0,7	1,9	1,0	0,2	<b>36,9</b>	3,1	0,4	0,5	0,2	1,3	2,0	6,1	100
KNT	6,7		0,3	4,0	0,2	0,5	0,5	0,4	0,1	<b>68,9</b>	1,1	0,6	0,2	0,0	3,3	1,2	<b>12,0</b>	100
WB	1,9	3,3		0,9	3,6	4,3	2,4	4,9	1,9	<b>28,1</b>	3,5	4,4	6,8	0,4	0,6	<b>14,4</b>	<b>18,5</b>	100
TN	7,8	<b>33,7</b>	0,4		0,4	0,6	0,8	0,5	0,1	<b>16,1</b>	1,5	0,4	0,4	0,1	<b>24,2</b>	2,7	<b>10,3</b>	100
ORI	9,0	4,2	8,4	1,1		1,9	2,0	1,4	0,4	<b>17,6</b>	<b>27,9</b>	1,6	2,0	0,9	0,8	5,7	<b>15,0</b>	100
UP	0,4	0,7	1,1	0,1	0,2		3,6	2,7	0,4	<b>32,6</b>	7,8	8,6	9,8	0,2	0,1	<b>22,0</b>	9,6	100
MP	1,2	1,1	0,5	0,5	0,5	6,7		<b>11,5</b>	0,1	<b>42,3</b>	9,6	1,5	2,7	1,2	0,2	7,2	<b>13,3</b>	100
RAJ	1,7	3,5	0,9	1,0	0,3	2,7	7,8		0,2	<b>29,5</b>	<b>18,1</b>	4,8	<b>13,8</b>	0,2	0,4	<b>10,6</b>	4,6	100
BIH	0,7	1,1	9,9	0,3	0,8	5,8	1,7	2,8		<b>14,7</b>	6,0	<b>10,2</b>	8,9	0,4	0,1	<b>22,1</b>	<b>14,6</b>	100
MAH	9,0	<b>12,2</b>	1,0	2,5	0,6	2,0	9,6	2,7	0,6		<b>37,3</b>	1,3	1,4	0,2	2,0	3,8	<b>13,8</b>	100
GUJ	1,9	3,2	1,1	0,9	1,2	2,2	3,6	9,4	0,9	<b>58,9</b>		0,8	1,1	0,1	0,8	3,7	<b>10,2</b>	100
PJB	0,8	1,2	1,0	0,4	0,6	6,3	2,1	<b>10,4</b>	1,1	7,4	1,9		<b>22,0</b>	4,4	0,2	<b>11,5</b>	<b>28,6</b>	100
HAR	0,7	1,4	0,7	0,2	0,3	5,9	1,7	<b>11,9</b>	0,6	5,2	1,9	<b>15,7</b>		0,7	0,2	<b>38,0</b>	<b>14,7</b>	100
J&K	1,8	2,2	3,5	1,0	0,5	5,6	2,2	3,1	1,6	9,3	2,4	<b>14,9</b>	5,6		0,6	<b>14,5</b>	<b>31,2</b>	100
KER	5,1	<b>23,4</b>	0,6	<b>12,7</b>	0,6	2,2	2,4	2,0	0,3	<b>28,2</b>	4,5	0,6	0,9	0,1		9,8	6,6	100
DEL	2,6	4,0	2,0	2,3	0,8	<b>25,9</b>	2,9	5,7	2,0	<b>12,2</b>	2,2	4,1	<b>19,7</b>	0,6	1,1		<b>12,1</b>	100
Autres États	1,0	1,3	<b>10,0</b>	0,8	2,8	<b>17,2</b>	5,6	1,9	3,5	<b>17,8</b>	3,2	7,3	7,6	1,5	0,3	<b>18,2</b>		100
Total	2,1	5,0	3,8	1,3	0,9	4,4	3,2	3,1	0,7	<b>25,9</b>	7,9	6,2	7,2	0,5	1,5	<b>15,5</b>	<b>10,8</b>	100

Source : Auteur (à partir des données du *Census of India* [2001]).

Lecture : 34,7% des migrations de travail originaires de l'Andhra Pradesh se font à destination du Karnataka.

Note : (1) AP : Andhra Pradesh ; KNT : Karnataka ; WB : West Bengal ; TN : Tamil Nadu ; ORI : Orissa ; UP : Uttar Pradesh ; MP : Madhya Pradesh ; RAJ : Rajasthan ; BIH : Bihar ; MAH : Maharashtra ; GUJ : Gujarat ; PJB : Punjab ; HAR : Haryana ; J&K : Jammu & Kashmir ; KER : Kérala ; DEL : Delhi ; enfin, « Autres États » correspond à l'ensemble des autres États et Unions territoriales indiens. (2) Sont représentés en gras, les principaux flux d'émigration des États (>10%). (3) La diagonale du tableau est vide puisque nous représentons ici uniquement les migrations interétatiques.



### 3.2.2. D'où vient-on ? Identification des zones de départ

Nous nous intéressons désormais aux flux d'immigration mettant en lumière les liens entre les différents États et marchés du travail. De la même manière que pour l'étude des flux d'émigration, les flux d'immigration sont donnés dans le tableau 3.4., le total y étant désormais en colonne. Les principaux flux sont spatialisés dans la figure 3.3. Enfin, les données agrégées par groupe sont présentées à l'annexe 3.5.

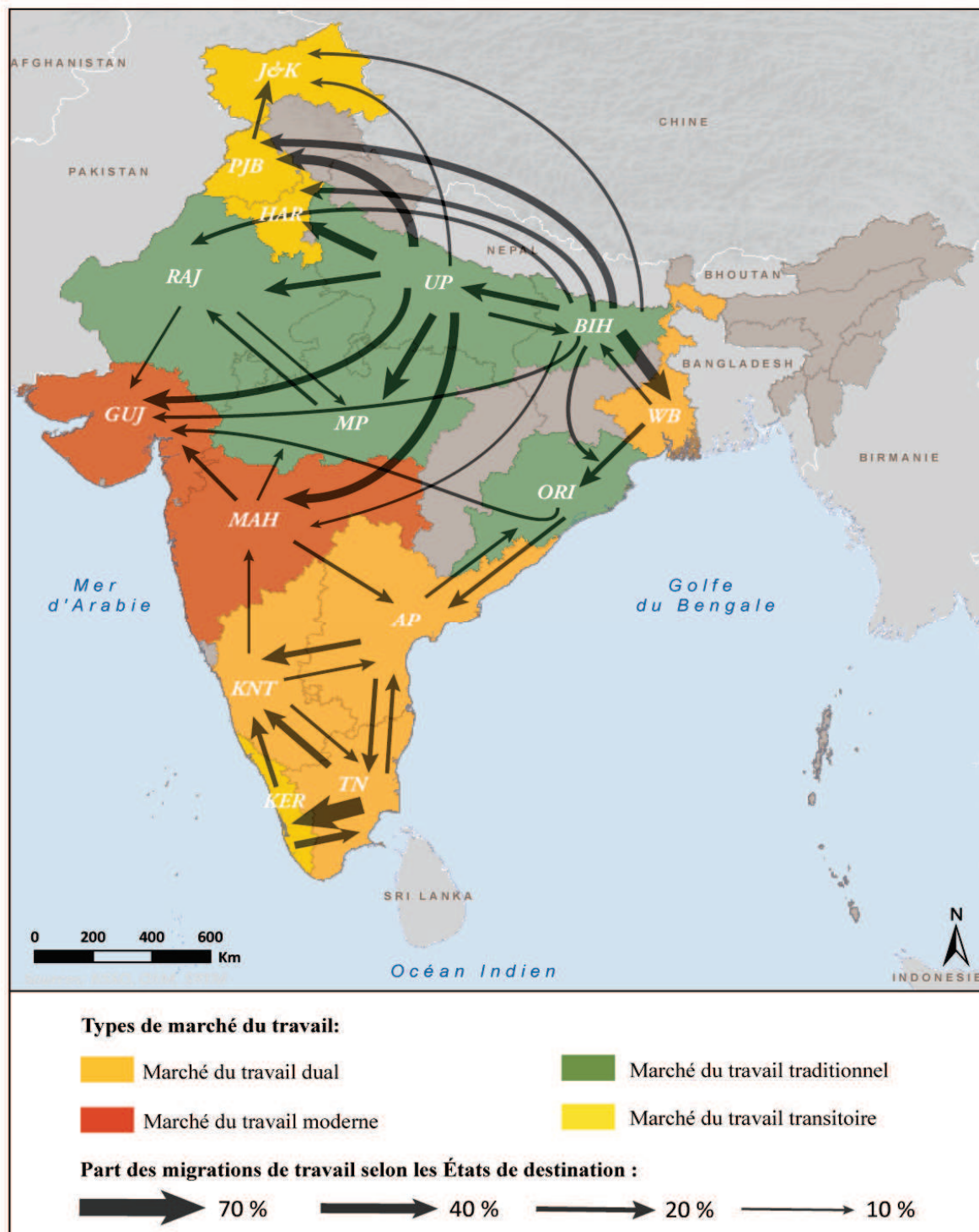
Si, dans la lecture des flux d'immigration l'effet taille n'est plus éliminé<sup>206</sup>, redonnant alors une plus grande importance aux États les plus peuplés, l'étude de leurs structures n'en demeure pas moins intéressante. Elle permet en effet de compléter la lecture des flux d'émigration présentée *supra* et de mettre en lumière l'origine des migrants en fonction des États et des types de marché d'emploi d'origine.

Nous observons ainsi pour les États du groupe 1 (en orange) une forte incidence des migrations en provenance des États voisins, comme l'indiquent les doubles flèches entre les trois États du Sud, et donc un certain dynamisme dans les échanges au sein du groupe. En effet, plus d'un tiers des migrations à destination de l'Andhra Pradesh (34,3%) et du Tamil Nadu (35,4%), et plus de la moitié pour le Karnataka (56,4%), sont originaires des autres États du groupe. Cela n'est toutefois pas le cas du West Bengal dont l'éloignement semble jouer, encore une fois, comme un frein important aux migrations originaires des autres États du groupe qui ne représentent conjointement que 1,6% des migrations à destination du Bengale, la majorité des migrations provenant alors du Bihar (48,8%), État frontalier, et des « Autres États » indiens (27,3%). Il est également à noter une relation assez forte entre le Tamil Nadu et le Karnataka avec le Kérala, les migrations de travail originaires du Kérala représentant respectivement 30,2% et 13,9% des migrations vers ces derniers.

Ainsi, la migration intra-groupe représente en moyenne 31,9% des migrations de travail du groupe 1, contre en moyenne : 32,8% originaires du groupe 2 ; 9% venant des États du groupe 3 ; 14,3% du groupe 4 et enfin, 12% originaires du reste de l'Inde (Delhi : 1,6%, et « Autres États » : 10,4%).

<sup>206</sup> Nous raisonnons désormais sur la structure des migrations dans les États de destination, les États ayant un fort poids démographique seront alors logiquement surreprésentés.

Figure 3.3. Spatialisation des flux d'immigration



Source : Auteur<sup>207</sup>.

**Note :** (1) Pour des raisons de lisibilité, la carte ne prend pas en compte les taux d'immigration inférieurs à 10%. (2) Les modalités « Delhi » et « Autres États » sont exclues du traitement dans la mesure où leur marché du travail n'a pas été étudié dans le chapitre précédent. (3) Les flèches rectilignes représentent les échanges entre États contigus, les courbes symbolisent les flux entre États distants.

<sup>207</sup> Les cartes ont été réalisées avec les logiciels Arcmap 10.1 et Adobe Illustrator CS3, avec la collaboration de Sébastien Dias, géomaticien au GIP ATeGRi.

Le cas des États du groupe 2 (en vert) semble plus hétéroclite, en effet, si plus de la moitié des migrants arrivant au Madhya Pradesh (55,6%) et au Rajasthan (57,5%) viennent d'autres États du groupe, ils ne constituent qu'un tiers des migrations de l'Uttar Pradesh (35,2%) et moins d'un quart de celles de l'Orissa et du Bihar (respectivement 24,5% et 21,2%). Cela peut s'expliquer, en partie, par la situation géographique de ces deux derniers États qui sont les plus proches voisins des États de la péninsule orientale du sous-continent indien (avec le West Bengal qui centralise également une part importante de migrations en provenance des « Autres États » qui représentent 27% des migrations vers le Bengale). En effet, la moitié des migrations vers le Bihar proviennent des « Autres États » indiens, 30,8% pour l'Orissa et 40,2% pour l'Uttar Pradesh.

En ce qui concerne le groupe 3 (en rouge), si nous avons vu que les migrations intra-groupes étaient très importantes, elles ne représentent, en moyenne, que 10,2% des migrations à destination du groupe. Ces dernières sont largement dominées par l'important flux de migrants originaires des États du groupe 2 qui représente 60% des migrations vers le Maharashtra et 70,9% des migrations vers le Gujarat. Ainsi, nous pouvons voir l'attractivité de ces États auprès des États ayant un marché du travail plus « traditionnel », en particulier l'Uttar Pradesh et le Bihar dont les niveaux importants de population semblent gommer les migrations originaires des autres États.

Enfin, la localisation des quatre États composant le groupe 4 (en jaune) donne un sens de lecture assez différencié. En effet, comme pour les flux d'émigration, si la moitié des migrations en moyenne se font en provenance des États du groupe 2 (49,4%), c'est principalement le fait des migrations vers le Punjab et l'Haryana pour qui elles représentent les trois quarts des migrations de l'État, alors qu'elles ne constituent qu'une part infime des migrations vers le Kérala (6,3%). Là encore, la situation géographique joue un rôle important dans la mesure où le Kérala est ceinturé par des États du groupe 1 dont les migrations représentent alors 84,1% des migrations à destination du Kérala (dont 70,1% sont originaires du Tamil Nadu). Il est par ailleurs à préciser que la taille réduite de ces États affecte les valeurs des flux vers ce groupe qui, nous le rappelons, ne sont plus corrigés de l'effet taille. La migration intra-groupe ne représente alors en moyenne que 7,8% des migrations à destination des États de ce groupe.

Ainsi, la lecture des flux d'immigration, en parallèle des éléments étudiés précédemment, nous donne sensiblement les mêmes enseignements : marchés d'emploi et distance sont les deux éléments déterminants des migrations de travail en Inde. Toutefois, il reste à définir la force des liens de migrations entre marchés du travail en croisant les deux types de mouvements : émigration et immigration. L'utilisation de l'Analyse Factorielle des Correspondances va nous permettre à présent de dégager les liaisons particulières entre différents types de marché.

Tableau 3.4. Matrice des migrations de travail interétatiques par États

Origine	Destination																	Total
	AP	KNT	WB	TN	ORI	UP	MP	RAJ	BIH	MAH	GUJ	PJB	HAR	J&K	KER	DEL	Autres Etats	
AP		<b>23,8</b>	0,8	<b>18,1</b>	<b>13,3</b>	0,5	2,1	1,1	0,8	4,9	1,3	0,2	0,2	1,2	2,9	0,4	1,9	3,4
KNT	<b>13,3</b>		0,3	<b>13,4</b>	0,8	0,5	0,6	0,5	0,4	<b>11,0</b>	0,6	0,4	0,1	0,3	9,1	0,3	4,6	4,2
WB	4,8	3,4		3,8	<b>19,5</b>	5,0	3,9	8,1	<b>13,2</b>	5,6	2,3	3,7	4,9	3,6	1,9	4,8	8,9	5,2
TN	<b>16,2</b>	<b>29,2</b>	0,5		1,7	0,6	1,0	0,7	0,6	2,7	0,8	0,3	0,3	0,6	<b>70,1</b>	0,8	4,1	4,3
ORI	<b>16,4</b>	3,2	8,5	3,3		1,7	2,4	1,7	2,2	2,6	<b>13,5</b>	1,0	1,1	6,8	2,0	1,4	5,3	3,8
UP	4,9	3,7	8,2	2,8	5,3		<b>31,6</b>	<b>24,3</b>	<b>16,8</b>	<b>34,8</b>	<b>27,5</b>	<b>38,7</b>	<b>37,8</b>	<b>12,4</b>	1,5	<b>39,3</b>	<b>24,7</b>	<b>27,7</b>
MP	2,3	0,9	0,5	1,5	2,0	6,2		<b>15,1</b>	0,8	6,6	4,9	1,0	1,5	9,2	0,6	1,9	5,0	4,1
RAJ	3,8	3,3	1,1	3,9	1,3	2,9	<b>11,8</b>		1,5	5,4	<b>11,0</b>	3,7	9,2	2,0	1,1	3,3	2,1	4,8
BIH	5,9	4,1	<b>48,8</b>	4,2	<b>15,9</b>	<b>24,4</b>	9,8	<b>16,5</b>		<b>10,5</b>	<b>14,0</b>	<b>30,8</b>	<b>23,0</b>	<b>13,0</b>	0,9	<b>26,4</b>	<b>25,2</b>	<b>18,5</b>
MAH	<b>15,1</b>	8,6	0,9	7,0	2,1	1,6	<b>10,7</b>	3,1	2,7		<b>16,6</b>	0,8	0,7	1,1	4,6	0,9	4,5	3,5
GUJ	1,5	1,1	0,5	1,2	2,0	0,8	1,9	5,0	2,1	3,8		0,2	0,3	0,4	0,9	0,4	1,6	1,7
PJB	0,7	0,4	0,5	0,5	1,1	2,5	1,2	6,0	2,7	0,5	0,4		5,4	<b>15,2</b>	0,2	1,3	4,7	1,8
HAR	0,6	0,5	0,3	0,3	0,7	2,4	0,9	6,8	1,5	0,4	0,4	4,6		2,5	0,2	4,4	2,4	1,8
J&K	0,5	0,2	0,5	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	1,1	0,2	0,2	1,3	0,4		0,2	0,5	1,5	0,5
KER	7,2	<b>13,9</b>	0,5	<b>30,2</b>	2,0	1,5	2,3	1,9	1,2	3,2	1,7	0,3	0,4	0,6		1,9	1,8	3,0
DEL	1,8	1,1	0,8	2,7	1,3	8,5	1,3	2,6	3,9	0,7	0,4	1,0	4,0	1,8	1,1		1,6	1,4
Autres Etats	5,0	2,6	<b>27,3</b>	6,6	<b>30,8</b>	<b>40,2</b>	<b>18,1</b>	6,1	<b>48,4</b>	7,1	4,2	<b>12,2</b>	<b>10,9</b>	<b>29,2</b>	2,4	<b>12,1</b>		<b>10,3</b>
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Auteur (à partir des données du *Census of India* [2001]).

Lecture : 23,8% des migrations de travail à destination du Karnataka sont originaires de l'Andhra Pradesh.

Note : (1) AP : Andhra Pradesh ; KNT : Karnataka ; WB : West Bengal ; TN : Tamil Nadu ; ORI : Orissa ; UP : Uttar Pradesh ; MP : Madhya Pradesh ; RAJ : Rajasthan ; BIH : Bihar ; MAH : Maharashtra ; GUJ : Gujarat ; PJB : Punjab ; HAR : Haryana ; J&K : Jammu & Kashmir ; KER : Kérala ; DEL : Delhi ; enfin, « Autres États » correspond à l'ensemble des autres États et Unions territoriales indiens. (2) Sont représentés en gras, les principaux flux d'émigration des États (>10%). (3) La diagonale du tableau est vide puisque nous représentons ici uniquement les migrations interétatiques.

### **Section 3. Une étude des liaisons entre les marchés du travail**

L'approche spatialisée des flux de migrations nous a permis d'identifier les liaisons entre États en termes de migration de travail mais nécessite une étape supplémentaire afin d'identifier quels types de marché d'emploi attirent les migrations de travail en fonction des marchés d'origines. Nous analysons donc de manière plus spécifique, dans cette dernière section, les interactions entre types de marché, en mettant en correspondance les interdépendances entre zones d'arrivée et de départ. Avant d'exposer les principaux enseignements portant sur les interactions entre marchés du travail (1.), nous proposons une brève présentation de la méthode d'Analyse Factorielle des Correspondances que nous mettons ici en œuvre (2.).

#### ***1. Présentation de la méthode d'Analyse Factorielle des Correspondances***

Comme l'Analyse des Correspondances Principales (ACP), l'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) est une méthode factorielle de la statistique descriptive multidimensionnelle. Son objectif est d'analyser les liaisons entre deux variables qualitatives à partir d'un tableau de contingence<sup>208</sup> en étudiant les ressemblances entre profils-lignes (dans notre cas les types de marchés du travail des États d'origine), les ressemblances entre profils-colonnes (les types de marchés du travail des États de destination), puis en confrontant ces deux bilans. Plus précisément, l'AFC consiste à faire une ACP sur les profils-lignes et une autre sur les profils-colonnes dont les résultats graphiques de ces deux analyses seront superposés afin d'obtenir un graphique (de type nuage de point), dans lequel seront réunies les modalités des deux variables considérées. Le graphique ainsi obtenu nous permettra alors d'étudier les correspondances entre ces modalités, autrement dit, la liaison entre les deux variables. C'est donc par l'étude des ressemblances et des différences entre profils-lignes et profils-colonnes que l'on peut analyser la liaison entre deux variables, dont la force est déterminée par la contribution au Khi-deux [Baccini, 2010 : 15].

---

<sup>208</sup> « Le tableau de contingence est obtenu en ventilant une population selon deux variables nominales [où] l'ensemble des colonnes du tableau désigne les modalités d'une variable et l'ensemble des lignes correspond à celles de l'autre variable » [Lebart et al., 2006 : 132].

## **2. Une analyse globale des flux de migration de travail**

Comme pour l'ACP, nous nous intéressons aux axes factoriels qui restituent la plus grande quantité d'inertie, ce qui nous permet alors de connaître la qualité globale de représentation de l'analyse. La figure 3.4., représentant la projection des modalités des deux variables considérées sur le premier plan factoriel, nous indique que ce dernier restitue près de 90% de l'inertie totale (respectivement 50,01% pour l'axe F1 et 39,41% pour l'axe F2), les proches valeurs d'inertie captée par les deux premiers axes leur conférant un pouvoir explicatif analogue. Ainsi, l'AFC permet de synthétiser 90% des relations migratoires entre groupes de marché du travail sur un seul plan factoriel. Rappelons que pour l'AFC, la description des axes n'est pas aussi fondamentale qu'en ACP et que la lecture de la projection des principaux axes suffit à l'interprétation des résultats [Baccini, 2010 : 23].

Le premier constat essentiel que nous pouvons faire repose sur le rejet de l'hypothèse d'indépendance entre les profils-lignes et les profils-colonnes. Le rejet de cette hypothèse implique alors des liaisons significatives entre les zones de départ et d'arrivée dont nous allons nous attacher à décrire les principaux résultats<sup>209</sup>. Pour cela, nous pouvons nous référer à la figure 3.4. qui fournit une représentation globale des liaisons entre les marchés du travail d'origine et de destination (les matrices des flux inter-groupes sont présentées à l'annexe 3.7.).

Premièrement, on observe que les modalités « vers Groupe 3 » et « de Groupe 4 », situées proche de l'origine des axes, ne semblent pas spécialement associées aux autres modalités. Ceci indique que les migrations de travail vers le type de marché le plus « moderne » (le groupe 3) proviennent, sans réelle distinction particulièrement marquée, de l'ensemble des autres types de marché. Il en est de même pour les migrations au départ du marché du travail « transitoire » (groupe 4) dont les liens avec les différentes destinations n'apparaissent pas de manière différenciée.

Le deuxième élément saillant de cette figure est constitué par les modalités présentes dans le cadran nord-ouest faisant apparaître l'idée que les migrations au départ des États ayant un marché d'emploi « traditionnel » se font beaucoup plus vers les États des groupes 3, 4 et 5 que

---

<sup>209</sup> Pour une présentation des résultats issus d'une AFC, il convient de manière usuelle de décrire dans un premier temps les distributions conditionnelles des profils-lignes et des profils-colonnes, avant d'en fournir une lecture plus globale (cf. Annexe 3.7.). Cependant, une telle démarche reprendrait pour partie les éléments décrits dans la section précédente. Nous focaliserons donc notre présentation sur la lecture globale de l'analyse, basée sur l'étude des proximités entre les différents profils lignes et colonnes.



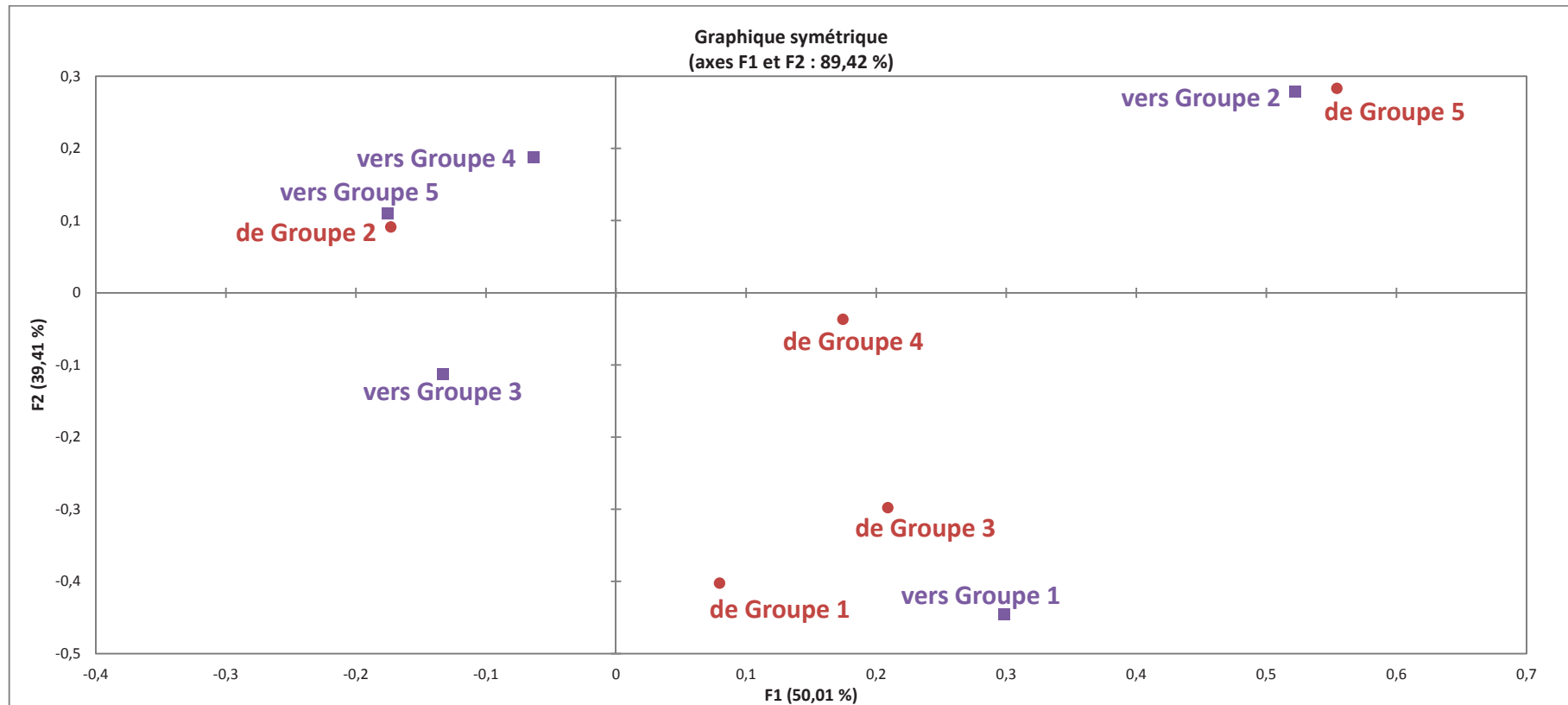
vers les États des groupes 1 et 2. La faible incidence des migrations intra-groupes pour les États ayant ce type de marché, l'attrait important du marché le plus moderne et la localisation des États sont autant d'éléments qui peuvent expliquer ces relations. Un autre angle de lecture nous permet d'observer que les migrations à destination des États des groupes 4 et 5 proviennent plus des États ayant un marché « traditionnel » plutôt que des autres formes de marché du travail.

Nous pouvons également constater dans le cadran nord-est du graphique, que les migrations à destination du groupe 2 sont plus le fait de migrants issus des « Autres États » et de Delhi (groupe 5) plutôt que des États des autres groupes et en particulier de ce même groupe 2. Il apparaît alors que les États ayant un marché du travail plutôt « traditionnel » attirent plus de migrants en provenance des plus petits États indiens ou des migrations de retour en provenance de Delhi, que des États ayant un marché du travail plus moderne.

Enfin, l'association des modalités situées en bas à droite du graphique nous indique que la structure des migrations originaires des groupes 1 et 3 est assez similaire et que les migrations de ces groupes se font plutôt vers le groupe 1 que vers les autres groupes. Deux éléments sont intéressants ici, le premier relève du fait que seules les migrations intra-groupes du groupe 1 sont particulièrement marquées ; le second découle du fait que les migrations des États ayant le marché du travail le plus « moderne » se font vers les États ayant un marché du travail « dual » – c'est-à-dire les États dont les secteurs secondaire et tertiaire sont également assez dynamiques – plutôt que vers les autres types de marchés du travail.

En résumé, il apparaît que les migrations originaires des États ayant un marché plutôt moderne (groupes 1 et 3) se font plutôt vers des États où le type de marché du travail est similaire. À l'opposé, les migrations en provenance des États ayant un marché du travail « traditionnel » se font sans réelle distinction vers d'autres types de marchés que le leur, à l'exception du « marché dual » où, comme nous l'avons vu, la distance apparaît comme un frein à la migration entre ces deux types de marché.

Ainsi, à la question posée en introduction de ce chapitre, cherchant à savoir si l'on partait *ailleurs* ou *quelque part*, il semblerait que les logiques de migration soient différentes en fonction des types de marché d'origine. Les populations des États ayant un marché du travail « traditionnel » cherchent à quitter un marché du travail basé sur une forte dépendance agricole pour un autre type de marché plus dynamique et offrant des opportunités d'emplois, mais sans réelle préférence si ce n'est que les marchés visés sont souvent frontaliers ou proches. Partir *ailleurs* semble alors être ce qui caractérise les migrations de ce type de marché du travail. En ce qui concerne les États ayant un marché du travail « transitoire », il apparaît que la destination ne soit, de la même manière, pas spécialement marquée. En revanche, pour ce qui est des marchés les plus modernes (marchés « moderne » et « dual »), il apparaît que les migrations se font plutôt *quelque part*, c'est-à-dire vers un marché du travail similaire à celui d'origine. En effet, comme nous l'avons vu, l'importance des migrations intra-groupes pour le groupe 1 et 3 et les liens particuliers entre ces deux groupes corroborent l'idée que les migrations originaires de ces types de marché se font essentiellement à destination d'un marché offrant une structure d'emploi assez proche.

Figure 3.4. Projection des profils lignes et colonnes (Axes F1 et F2)<sup>210</sup>

Source : Auteur.

Note : (1) le groupe 1 est constitué de l'Andhra Pradesh, du Karnataka, du West Bengal et du Tamil Nadu et correspond au marché du travail « dual » ; le groupe 2 comprend le Bihar, l'Orissa, le Rajasthan, le Madhya Pradesh et l'Uttar Pradesh et correspond au type de marché le plus « traditionnel » ; le groupe 3 représente le Gujarat et le Maharashtra et est qualifié de marché « moderne » ; enfin, le groupe 4, constitué du Punjab, de l'Haryana, du Jammu & Kashmir et du Kérala symbolise un type de marché « transitoire ».

<sup>210</sup> La projection des axes F1 et F2 pour les États est donnée à l'annexe 3.6.

## Conclusion

Nous pouvons voir à la lumière de l'ensemble des éléments abordés dans ce chapitre que les migrations de travail répondent principalement à deux critères. Premièrement, les États des groupes 1 et 3 sont particulièrement attractifs et constituent (avec Delhi) les destinations privilégiées des migrations de travail en Inde. L'attractivité des marchés d'emploi plus « moderne », dont nous pouvions supposer au regard de la littérature qu'ils agiraient comme des facteurs déclencheurs des migrations, agit bel et bien comme un facteur motivant les mouvements de population liés à l'emploi. Le deuxième élément réside dans la forte incidence des migrations vers les États frontaliers et/ou proches, la structure géographique de l'Inde semblant alors produire des effets substantiels sur les mouvements de population.

Si le premier élément corrobore l'idée que les marchés du travail constituent un facteur important dans la structure des migrations de travail en Inde, le second, bien qu'il soit également attendu, constitue une limite au premier dans la mesure où il semble alors difficile de séparer les impacts que peuvent avoir l'un et l'autre sur les migrations de travail.

La question de recherche de ce présent chapitre portant précisément sur l'impact des différents marchés d'emploi sur les mouvements migratoires, nous allons, dans un quatrième chapitre, chercher à identifier plus précisément le rôle des marchés du travail en isolant leur impact, entre autres de l'effet distance.



## Chapitre 4. Analyse des flux de migration de travail via un modèle gravitaire

### Introduction

Les approches statistiques et spatiales présentées dans le chapitre précédent fournissent un outil d'analyse intéressant pour la visualisation et la description des mouvements de population liés à l'emploi. En effet, la spatialisation de la structure des migrations de travail apporte une indéniable richesse dans la lecture, ainsi facilitée, des flux de migration en fonction des types de marchés d'emploi. Cependant, elle ne permet pas d'analyser de manière rigoureuse l'impact de ces derniers sur la migration de travail.

Il faut dès lors préciser que dans le cadre de ce chapitre, nous ne souhaitons pas étudier les déterminants individuels de la migration, envisagés habituellement au prisme de la théorie néo-classique de la migration (c'est-à-dire à partir d'un différentiel de salaire entre zones rurales et urbaines), mais plutôt étudier le lien structurel entre les marchés d'emploi et la migration de travail en Inde. Pour cela, nous aurons recours à l'**analyse spatiale des migrations**, qui aborde le phénomène migratoire en termes de flux, analysant ainsi des interactions entre des lieux distincts. L'intérêt ici n'est pas porté sur l'individu migrant mais sur les territoires et les interactions spatiales que les migrations peuvent contribuer à créer ou à révéler. L'analyse en termes de flux<sup>211</sup> semble ici particulièrement adaptée dans la mesure où ce sont bien ces déplacements qui construisent les espaces géographiques qui sont étudiés. Il est alors nécessaire de recourir à un outil qui, jouant le rôle de filtre, permettra d'extraire de l'information sur les flux migratoires, la partie originale liée aux marchés du travail. En effet, comme l'a souligné Poulain [1981 : 163] l'objectif de la modélisation des flux par les masses et les distances est de « *libérer les observations migratoires des contraintes spatiales dues à leur collecte* », pour focaliser l'analyse sur les composantes spécifiques (sociales, économiques, politiques, etc.) du processus migratoire [Bopda et Grasland, 1994 : 119]. Nous nous proposons alors d'utiliser comme filtre un modèle de type gravitaire.

---

<sup>211</sup> La notion de flux représente la « *mesure d'interaction spatiale obtenue par l'addition de déplacements individuels ou de quantités matérielles ou immatérielles échangées entre deux zones géographiques pour une durée donnée* » [Pumain et Saint-Julien, 2001 dans Baccaïni, 2006 : 67].

La **modélisation gravitaire** permet ainsi de déterminer l'intensité d'une relation entre unités géographiques (dans notre cas, les principaux États indiens), en tenant compte de leur potentiel (poids démographique, PIB, par exemple) et donc de corriger les flux présentés dans le chapitre précédent, de la friction opposée par la distance aux interactions [Pumain, 2009]. Plus généralement, les modèles gravitaires permettent d'évaluer les interactions spatiales, ainsi que les phénomènes d'**attractivité** et de **diffusion** ; la répartition des interactions dans un ensemble de lieux dépendant de leur configuration, c'est-à-dire de la force d'attraction de chacun et du degré de développement des moyens de communication entre eux.

Dès lors, si l'on admet que les facteurs universels (distance et population) sont une composante somme toute banale du processus migratoire [Bopda et Grasland, 1994 : 119], nous pouvons nous attacher à dégager ce qui relève, dans les flux observés, d'une part des spécificités originales de l'espace indien, et d'autre part de la structure des marchés d'emplois. Comme le souligne Parrochia [2005 : 2], de nombreuses situations sont possibles dans les interactions entre *espaces* et *mouvements de populations*. En effet, il existe des sites de dimension réduite mais fortement attractifs capables de déclencher d'importants flux de populations : le cas de New Delhi constitue un exemple marquant de l'attractivité d'un territoire de petite taille. À l'inverse, de grands espaces peuvent être faiblement attractifs compte tenu de leur taille, par exemple l'Uttar Pradesh. Entre ces deux extrêmes, un ensemble de situations intermédiaires est possible. Il apparaît alors fondamental de s'intéresser aux raisons qui peuvent participer à expliquer la structure de ces flux. Cette approche apparaît d'autant plus justifiée que l'échelle du sous-continent indien, caractérisé par une fédération d'États aux populations variées, de langue et de culture diversifiées et aux multiples confessions, fait de l'Inde un espace particulièrement adapté à une analyse spatiale [Guilmoto, 2008 : 1].

La démarche originale des travaux présentés dans ce chapitre repose ainsi sur le fait que l'analyse se focalise uniquement sur les migrations internes de travail. À notre connaissance, la plupart des études gravitaires existantes concernent la migration internationale [Karemera *et al.*, 2000 ; Mayda, 2010 ; Cohen *et al.*, 2008 ; Kim et Cohen, 2010 ; Beine, *et al.*, 2014 ; Fitzgerald *et al.*, 2014], et celles portant sur les mouvements internes n'envisagent la migration que dans sa dimension globale [Parida et Madheswaran, 2010 ; Bunea, 2012 ; Peeters, 2012]. Peu d'études se sont intéressées spécifiquement aux migrations de travail, notamment en Inde où comme le regrettent Srivastava et Sasikumar [2003], les migrations de travail, qui occupent pourtant historiquement une place importante dans le paysage de



l'emploi en Inde, n'ont que rarement fait l'objet d'une attention particulière<sup>212</sup>. Dès lors, dans un pays de la taille de l'Inde, marqué par de très fortes inégalités régionales, s'intéresser aux éléments déclencheurs des migrations de travail entre États apparaît essentiel.

Dans cette optique, l'objectif de ce chapitre est donc, à l'aide d'un modèle gravitaire, de voir dans quelle mesure la différenciation des marchés du travail en Inde joue comme élément déclencheur ou non des migrations de travail. L'utilisation d'un modèle gravitaire semble alors particulièrement adaptée puisqu'il permet, comme nous l'avons vu, d'estimer la magnitude des différents facteurs qui influencent les migrations interétatiques, en s'affranchissant des éléments « naturels » tel que la distance et la taille des États [Greenwood, 1969].

Avant de présenter les spécifications du modèle gravitaire (*Section 2.*) et d'en exposer les principaux résultats (*Section 3.*), nous proposons dans une première section une présentation synthétique du modèle gravitaire appliqué à l'étude des migrations (*Section 1.*).

## **Section 1. Mise en place d'un modèle gravitaire appliqué aux migrations**

Dans cette première section, nous nous attachons à présenter les éléments nécessaires à la mise en place d'un modèle gravitaire. Pour cela, nous commençons par une présentation générale du modèle, que nous enrichissons d'une synthétique revue de la littérature sur le sujet dans son application à l'étude des migrations.

### **1. Origines du modèle gravitaire**

À partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup>, la loi d'attraction universelle<sup>213</sup> énoncée par Newton [1687], a donné naissance à des travaux qui ont transposé cette

---

<sup>212</sup> « *In some parts of India, three out of four households include a migrant. However despite the large scale of migration in absolute numbers of people involved and India's long history of population and labour mobility, labour migration has rarely been reliably studied* » [Srivastava et Sasikumar, 2003 : i].

<sup>213</sup> La loi de la gravitation universelle de Newton pose comme principe que deux corps s'attirent en raison directe de leur masse et en raison inverse de la distance qui les sépare.

formulation physique au champ de la géographie<sup>214</sup>, constituant ce que l'on appelle le « modèle gravitaire » [Parrochia, 2006].

La paternité du modèle gravitaire est souvent attribuée à William J. Reilly, qui a proposé dans *The law of retail gravitation* [1931], un modèle intégrant l'idée que l'interaction entre deux lieux puisse être inversement proportionnelle au carré de la distance qui les sépare. Selon ce modèle, l'intensité de l'attraction, et donc des interactions géographiques, décroît en fonction de la **distance**, très fréquemment sous la forme d'un gradient. Toutefois, certains auteurs reconnaissent à Ravenstein [1885, 1889] la première utilisation du principe de gravité dans l'étude des mouvements migratoires au Royaume-Uni [Greenwood et Hunt, 2003 ; Parrochia, 2006 ; Anderson, 2011]. En se basant sur les données censitaires, Ravenstein établit des grandes lois explicatives de la migration qui reposent sur des critères fondamentaux tels que la distance (courte ou longue) ou la destination (centre ou périphérie, zone rurale ou urbaine)<sup>215</sup>.

Depuis, les fondements théoriques du modèle de gravité se sont progressivement développés et complexifiés [Anderson, 1979 ; Anderson et VanWincoop, 2003 ; Bergstrand et Egger, 2011]. Tinbergen [1962] et Linnemann [1966] ont été les premiers à formaliser le modèle de gravité en économie, en l'appliquant au domaine du commerce international. L'idée étant que :

*« Du point de vue économique, l'utilisation des modèles de gravité dans l'analyse du commerce international est basée sur la logique selon laquelle les flux d'échanges entre deux pays dépendent positivement de leurs « masses économiques » mesurées par leurs Produits Intérieurs Bruts (PIB) et dépendent inversement de la distance séparant ces deux pays. En d'autres termes, la potentialité d'un pays à fournir (exporter) des produits demandés par ses partenaires économiques dépend de sa propre taille économique mesurée par le PIB alors que la demande des pays partenaires (importateurs) dépend des revenus ou PIB de ces derniers » [Houeninvo et Sededji, 2013 : 6].*

<sup>214</sup> « En géographie, les masses matérielles pourront être remplacées par des masses de population, des concentrations de richesses, des distances temporelles, des coûts, etc. Dans tous les cas, une stricte application de la géométrie riemannienne impliquera que la propriété géométrique de l'espace (la courbure) doit se trouver reliée à la présence de masses pesantes (populationnelles, financières, etc.) distribuées dans l'espace » [Parrochia, 2006 : 9].

<sup>215</sup> Pour une présentation détaillée des travaux de Ravenstein, voir Grigg [1977].

Le rôle de la distance, envisagée comme un *proxy* des coûts de transaction, agit alors comme un facteur de résistance aux échanges.

Ces modèles, inspirés du principe de gravitation, supposent une interaction entre entités géographiques et sont donc devenus un outil d'analyse standard dans l'analyse empirique des flux bilatéraux de capitaux, de marchandises et de personnes, au niveau inter-régional ou international.

En transposant cette logique aux mouvements de population, l'hypothèse du modèle gravitaire est que le volume de migration dépend de la « masse » des États, dans ce cas de la population de ceux-ci, et dépend inversement de la distance entre deux États. Autrement dit, l'hypothèse du modèle gravitaire appliquée à la migration est que les flux de migration sont censés être d'autant plus grands que deux États sont peuplés et proches et donc, inversement, décroître lorsque la population des États diminue et la distance entre les zones d'arrivée et de départ augmente.

La transposition aux problématiques migratoires semble alors assez proche des questionnements commerciaux. Afin de justifier l'application d'un modèle de gravité à la migration, Lewer et Van den Berg [2008] ont comparé, en utilisant des données de panel sur seize pays de l'OCDE, l'application d'un modèle gravitaire aux données commerciales et migratoires, et ont montré qu'il existait de fortes similitudes entre ces deux modèles<sup>216</sup>.

## **2. Principes du modèle gravitaire**

L'étude des flux migratoires entre pays ou régions d'un même pays met en évidence l'attractivité de certaines zones ou au contraire, leur caractère répulsif. Partant de ce constat, le modèle gravitaire appliqué à l'étude des mouvements migratoires permet d'étudier les interactions entre une paire de pays (ou de régions), modélisée comme une fonction croissante de leur taille et une fonction décroissante de la distance entre les deux pays<sup>217</sup>.

---

<sup>216</sup> « *The gravity model of international trade is a useful and popular regression model for testing hypothesized influences on trade flows between pairs of countries. Immigration is likely to respond to gravitational forces and distance in a similar fashion. [...] A gravity model can be used to test the marginal influence of additional variables on immigration* » [Lewer et Van den Berg, 2008 : 166].

<sup>217</sup> « *Adapting this approach to migration behavior results in models that are based on the hypotheses that migration is directly related to the size of relevant origin and destination populations (the masses) and inversely related to the distance between them* » [Greenwood, 1975 dans Foot et Milne, 1984 : 122].

Ainsi, selon ce modèle, la valeur  $F_{ij}$  des interactions entre deux zones géographiques  $i$  et  $j$  (qui correspond au flux de migration de la zone  $i$  vers la zone  $j$ ) est proportionnelle au produit des masses  $M_i$  et  $M_j$  de chaque zone (déterminées par les niveaux de population  $P_i$  et  $P_j$ , respectivement dans les entités géographiques  $i$  et  $j$ ) et inversement proportionnelle à la distance  $D_{ij}$  qui les sépare (cette distance jouant un rôle plus ou moins important en fonction de la valeur du paramètre  $a$ ). On a donc sous forme mathématique :

$$F_{ij} = k P_i P_j D_{ij}^{-a}$$

Où le paramètre  $a$  caractérise le « frein » à la distance ou friction à l'échange (toutes choses égales par ailleurs, plus sa valeur est élevée, moins il y a d'échanges à une distance donnée) ;

et où le paramètre  $k$ , qui établit la relation entre le volume du flux et celui des masses, dépend du taux de mobilité, c'est-à-dire de la part de migrants dans la population globale [Baccaïni, 2006 : 67].

Il est à noter par ailleurs, que les paramètres du modèle sont estimés par itération, de façon à en maximiser la qualité d'ajustement, soit en minimisant la somme des carrés des écarts entre les flux observés et estimés, soit, plus simplement, en assurant l'égalité entre les sommes respectives de ces derniers [Bopda et Grasland, 1994 : 119 ; Grimmeau, 1994 : 131].

« *Le modèle gravitaire résume souvent bien la configuration des flux migratoires mais « la construction théorique sous-jacente à ce modèle [...] est encore hésitante »* » [Pumain et Saint-Julien, 2001 dans Baccaïni, 2006 : 67]. En effet, bien que l'application aux modèles portant sur les échanges commerciaux soit largement éprouvée, l'étude des mouvements migratoires demeure plus exploratoire. Nous allons donc à présent étudier spécifiquement les apports de la littérature sur les modèles de gravité appliqués aux mouvements de population.

### **3. Cadrage conceptuel des modèles gravitaires appliqués à la migration**

Le modèle de base, présenté *supra*, pose les prémisses de l'analyse gravitaire qui a continué à évoluer afin de permettre une meilleure prise en compte de la complexité du phénomène migratoire. Pour cela, géographes, économistes et autres statisticiens ont enrichi le modèle initial, notamment en affectant la distance et les populations d'exposants statistiquement déterminés ou par l'ajout de variables explicatives supplémentaires [Grimmeau, 1994 : 131].

En effet, comme le soulignent Lewer et Van den Berg [2008 : 164] : « *Researchers using gravity model to explain trade often include variables to control for demographic, geographic, ethnic/linguistic, and economic conditions* ». Il en va de même pour un modèle appliqué aux mouvements de population.

La forme statistique du modèle (log-linéaire) énoncée par Lowry [1966] donne :

$$M_{ij} = \alpha_0 + \alpha_1 \log (P_i) + \alpha_2 \log (P_j) + \alpha_3 \log (D_{ij}) + \alpha_4 \log (X_i) + \alpha_5 \log (X_j) + \varepsilon_{ij}$$

Où  $M_{ij}$  correspond aux migrations de la région  $i$  vers la région  $j$ ,  $P_i$  et  $P_j$  les populations respectives des régions d'arrivée et de départ,  $D_{ij}$  la distance entre les régions, enfin,  $X_i$  et  $X_j$  les différentes caractéristiques des régions d'origine (*push factors*) et de destination (*pull factors*). Ces *push factors* agissant comme éléments encourageant (ou décourageant) l'émigration (l'immigration), et inversement pour les *pull factors*. Ces caractéristiques peuvent prendre, comme nous allons le voir, différentes formes en fonction de la question de recherche étudiée.

Le succès du modèle gravitaire simple est remarquable dans les études empiriques. Les impacts importants et significatifs des variables gravitaires sur les flux migratoires – respectivement positif pour la population et négatif pour la distance – ont largement été démontrés par l'ensemble des travaux portant sur la migration [Parida et Madheswaran, 2010 ; Dallmann et Millock, 2013], comme par ailleurs, sur les échanges commerciaux (cf. *supra*). Cependant, la migration n'est pas influencée uniquement par ces deux facteurs. En effet, il existe un grand nombre de déterminants pouvant impacter la migration : des déterminants socio-démographiques (éducation, âge, genre, religion, etc.), économiques (taux de chômage, de pauvreté, niveau de revenu, etc.), géographiques (taux d'urbanisation, langue et frontières communes, etc.), politiques (politiques d'immigration), ou environnementaux (précipitations, sécheresses, inondations, etc.). Dès lors, la plupart des études empiriques partent du modèle de base et en proposent différentes variantes [Bopda et Grasland, 1994].

Foot et Milne [1984 : 122] ont travaillé sur les flux nets de migration entre régions au Canada et considèrent la population de la zone d'arrivée comme un proxy de la taille du marché du travail et des opportunités d'emploi qui en découle. La taille agissant ainsi comme un *pull factor* dont la relation attendue avec les flux de migration est positive. Ils ont également intégré le taux de chômage et le niveau de revenu à leur analyse : si le niveau de revenu joue un rôle d'attraction important, le taux de chômage ne semble pas impacter significativement

les migrations. Pietrzack *et al.* [2013], en étudiant les mouvements internes en Pologne, ont également montré l'impact positif et significatif du PIB et des niveaux de revenus sur les mouvements de population, agissant plus comme facteurs d'attraction des zones de destination que comme élément de répulsion des zones de départ. Leur conclusion sur le niveau de chômage rejoint celle évoquée précédemment : le différentiel de taux de chômage entre zones de départ et d'arrivée n'apparaît pas comme un déterminant significatif des migrations. Ainsi, la plupart des travaux empiriques portant sur la migration incluent des variables économiques et liées à l'emploi. Il est en effet largement admis qu'une meilleure prospérité économique (le PIB par tête<sup>218</sup> est habituellement utilisé pour mesurer cette prospérité [Greenwood, 1997 ; Mayda, 2010 ; Bertoli et Fernandez-Huertas Moraga, 2013]), s'accompagne de plus d'activités et d'opportunités d'emploi, et joue donc, toutes choses égales par ailleurs, comme un élément attractif des populations.

Cependant, notre étude portant sur la typologie des marchés d'emploi identifiée dans le premier chapitre de cette partie, nous ne pourrions intégrer ces variables économiques dans notre spécification afin d'éviter des problèmes d'autocorrélation des variables exogènes.

Lewer et Van den Berg [2008] ont mis en parallèle l'application d'un modèle gravitaire simple appliqué à la migration et aux échanges commerciaux, en utilisant des données de panel sur seize pays de l'OCDE. Ils utilisent comme variables de contrôle des éléments socio-géographiques tels que la contiguïté des pays, le fait d'avoir une langue commune ou bien d'avoir des liens coloniaux ; ainsi que le niveau de capital humain (mesuré par le taux d'enrôlement dans le secondaire)<sup>219</sup>. Leurs résultats concordent avec ceux obtenus par Fitzgerald *et al.* [2014] : toutes choses égales par ailleurs, les liens coloniaux et la langue commune sont des facteurs impactant significativement et positivement la migration. Il est à noter toutefois que dans le modèle de Lewer et Van den Berg [2008], la contiguïté n'est pas significative alors qu'elle constitue un élément important dans la plupart des autres études empiriques. Ce résultat inattendu peut s'expliquer par une forte corrélation entre les variables « contiguïté » et « langue commune », comme cela est le cas dans notre modèle. Cette

---

<sup>218</sup> « A key determinant of the attractiveness of each location is represented by the level of income per capita that characterizes each potential destination » [Beine *et al.*, 2014 : 8].

<sup>219</sup> Ces variables peuvent être envisagées comme des *proxies* des similarités culturelles entre États [Dallmann et Millock, 2013 : 17].

colinéarité nous conduira donc à ne retenir dans notre modèle que la « contiguïté », que nous supposons avoir un impact plus important sur les pratiques migratoires<sup>220</sup>.

En ce qui concerne la dimension politique [Mayda, 2010 ; Ortega et Peri, 2013 ; Fitzgerald *et al.*, 2014], nous pouvons imaginer que dans le cas de l'Inde (État Fédéral), où contrairement à la Chine il n'existe pas de système encadrant les mouvements de population<sup>221</sup>, du moins de grande envergure, les politiques migratoires ne relèvent que d'une importance limitée dans l'analyse des mouvements internes et ne seront donc pas incorporées au modèle.

Enfin, l'impact des variables climatiques sur la migration constitue également un pan important de la littérature<sup>222</sup>. Garcia *et al.*, [2014] ont modélisé les flux de migration interne en Afrique sub-saharienne en se basant sur les données des *Census* d'un ensemble de dix pays africains. L'apport de ces auteurs dans l'analyse inter-régionale des migrations réside dans la prise en compte du genre, de l'âge médian, de la population active mais également de facteurs environnementaux : la fréquence des sécheresses et la variabilité des niveaux de pluviométrie. Les auteurs identifient un impact significatif et positif de ces variables climatiques sur la migration mais l'influence de ces variables est cependant limitée par rapport aux autres variables du modèle<sup>223</sup>.

Ainsi, le modèle gravitaire de base s'est progressivement élargi en incluant des variables économiques, sociodémographiques, environnementales, afin de contrôler l'impact de ces différentes caractéristiques et obtenir ainsi une meilleure qualité du modèle.

Il est toutefois difficile de prendre en compte simultanément toutes ces caractéristiques et la spécification du modèle nécessite des choix méthodologiques intégrant les spécificités de l'objet et du terrain d'étude. En effet, la plupart des modèles gravitaires utilisés pour analyser les mouvements de population sont appliqués aux migrations internationales [Karemera *et al.*, 2000 ; Mayda, 2010 ; Cohen *et al.*, 2008 ; Kim et Cohen, 2010 ; Beine, *et al.*, 2014 ; Fitzgerald *et al.*, 2014]. Bien que nous assistions sur la période récente au développement des analyses portant sur les migrations internes (Bunea [2012] sur la Roumanie ; Akarca et

---

<sup>220</sup> Ce postulat découle de nos observations qualitatives qui ont en effet montré que la diversité des langues régionales ne constitue pas nécessairement un frein à la migration. En effet, dans le cadre de la migration des élites, l'anglais est souvent le langage utilisé dans le milieu professionnel (en particulier dans des grandes villes cosmopolites), par ailleurs, les migrations circulaires sont souvent organisées par un intermédiaire de main d'œuvre, qui assure le lien entre le migrant et son lieu de migration.

<sup>221</sup> « *The hukou system is one of the major tools of social control employed by the state. [One of] its functions is controlling population mobility* » Chang et Zhang [1999 : 819].

<sup>222</sup> Voir Perch-Nielsen *et al.* [2008] pour une présentation détaillée des travaux sur les migrations climatiques.

<sup>223</sup> « *While climatic variability [mesurée par la fréquence des sécheresses et la variabilité de la pluviométrie], its influence was modest compared to other model variables* » [Garcia *et al.*, 2014 : 11].



Tansel, [2012] en Turquie, Pietrzak *et al.*, [2013] pour la Pologne, Peeters, [2012] au Mexique), l'étude des mouvements internes demeure assez singulière.

En ce qui concerne le cas indien, peu d'études, à notre connaissance, ont utilisé l'approche gravitaire pour analyser les mouvements migratoires<sup>224</sup>. Greenwood [1971] a été un des premiers à avoir utilisé cette approche et a montré que, outre les variables gravitaires classiques (population et distance), les facteurs économiques (revenu et opportunités d'emploi) jouent un rôle significatif sur les migrations, en particulier sur les migrations des zones rurales vers les zones urbaines. Parida et Madheswaran [2010] ont utilisé des données de panel (sur la période de 1971 à 2001), en s'intéressant principalement aux migrations de type urbain-rural, et ils ont montré que les variables gravitaires (population et distance) jouent un rôle majeur dans les dynamiques de migration, alors que la variable issue de l'approche néo-classique du modèle Harris-Todaro (le salaire urbain attendu) ne semble avoir qu'un rôle mineur dans le processus de migration en Inde. Dallmann et Millock [2013] se sont quant à eux intéressés plus particulièrement à l'impact des facteurs environnementaux sur la migration et ont identifié une faible liaison entre ces deux phénomènes. En effet, en intégrant la durée, la magnitude et la fréquence des sécheresses et des inondations, leur étude montre que seule la fréquence des sécheresses semble avoir un impact (faiblement) significatif (à 10%), et positif, sur la migration interne en Inde.

Nous empruntons à ces auteurs leur cadre analytique que nous avons adapté à notre terrain d'étude, les principaux États du sous-continent indien, en y intégrant, en plus des variables gravitaires et socio-démographiques usuellement utilisées, une dimension analytique du marché de l'emploi. Notre apport se situe également dans l'attention qui est ici portée sur les migrations de travail qui, même si elles ne constituent pas la part la plus importante des migrations en Inde<sup>225</sup>, relèvent d'une importance capitale dans les considérations politiques, économiques et sociales associées à ces mouvements.

L'application du modèle gravitaire à cette question de recherche nous a donc amené à faire des choix méthodologiques dans la spécification du modèle, que nous allons détailler dans la section suivante.

Toutefois, avant de présenter le modèle utilisé pour notre étude, il convient de s'intéresser aux conditions d'application d'un modèle gravitaire (notamment en ce qui concerne les

---

<sup>224</sup> « *In Indian context, only few studies at the national level which have used migration models for studying determinants of migration* » [Kadi et Nelavigi, 2015 : 3017].

<sup>225</sup> Nous avons vu par ailleurs que les migrations féminines liées au mariage représentaient les principaux flux de migration en Inde.

fondements techniques) et de présenter brièvement quelques discussions théoriques qui ont guidé nos choix méthodologiques dans la construction du modèle.

Ainsi, une des difficultés de la transposition de la loi de Newton aux sciences sociales réside dans le fait que les lieux à partir desquels on étudie les déplacements de population sont des territoires résultant d'un découpage arbitraire issus de processus historiques complexes [Grimmeau, 1994 : 131]. La notion de **distance** nécessite alors une attention particulière.

Cette dernière constitue en effet un déterminant important des schémas de migration dans la mesure où la quantité et la qualité des informations décroissent avec la distance et où le coût de l'information comme les coûts psychiques de la migration (éloignement de la famille et du lieu d'origine<sup>226</sup>) augmentent pour leur part avec celle-ci. Nous pouvons donc nous demander quels points de repère doivent être envisagés comme bases pour le calcul des distances. La démarche usuelle pour la détermination des distances consiste en l'utilisation de la mesure kilométrique entre les noyaux de chaque zone, c'est-à-dire leurs capitales [Parida et Madheswaran, 2010 ; Mabrouk, 2012 ; Garcia *et al.*, 2014]. Si l'idée de prendre la distance entre les capitales des États est cohérente avec la logique de base de Newton (les masses de deux particules peuvent être traitées comme étant concentrées en leurs centres (le noyau), de sorte que la distance entre les deux objets est mesurée par la distance entre leurs centres) [Houeninvo et Sedidji, 2013 : 6], elle ne semble cependant pas adaptée aux études portant sur les migrations internes. En effet, si les territoires contiennent chacun un seul noyau d'habitat concentré, entouré d'espace peu peuplé, population et centre prennent davantage de sens concret [Grimmeau, 1994 : 131-132]. Nous pouvons cependant douter qu'une telle situation existe et que les capitales répondent à cet idéal de centralité, en particulier dans le contexte indien où encore près de 70% de la population réside en zone rurale [*Census of India*, 2011]. Nous avons alors opté pour la méthode de Dallmann et Millock [2013] qui utilisent la distance entre les principales villes (les villes les plus peuplées)<sup>227</sup>, plus pertinente à notre sens, dans la mesure où certaines capitales administratives ne constituent pas le centre urbain le plus important de l'État, mais également pour différencier les points de repère pour l'Haryana et le Punjab qui partagent la même capitale (Chandigarh).

Une autre question se pose alors quant à la mesure de la distance. Une fois les points de repères identifiés, reste en effet à choisir le type de distance qui va être utilisé<sup>228</sup> : si

---

<sup>226</sup> L'attachement au village décrit par Racine [1994], continue de guider les dynamiques de migration actuelles.

<sup>227</sup> La matrice des distances entre villes est référencée à l'annexe 4.1.

<sup>228</sup> « La mesure des distances ne dépend pas seulement des unités concernées, mais aussi de la manière d'établir la forme du parcours possible entre les lieux » [Pumain, 2009 : 38-39].

Greenwood [1971] utilise la distance ferroviaire, Vobecka [2010] lui préfère la distance aérienne la plus courte. Nous avons choisi, comme Akarca et Tansel [2012], d'utiliser la « distance-réseau » par voie routière, fournissant plus qu'une simple distance, une véritable représentation des ordres de *voisinage*, indiquant en combien d'étapes on peut rejoindre tel ou tel nœud à partir de tel autre [Pumain, 2009 : 39].

D'autre part, l'utilisation d'un modèle gravitaire nécessite la **prise en compte de l'autocorrélation spatiale** (AS) de l'échantillon<sup>229</sup>. Hazem [2012 : 6] définit l'AS comme la correspondance entre la similarité des valeurs prises par une variable et la proximité des unités où ces valeurs sont observées. En d'autres termes, il s'agit de mettre en évidence une relation entre voisins qui serait plus marquée que la relation avec le reste du groupe. Comme le souligne Oliveau [2010], la prise en compte de la dimension spatiale en sciences sociales est particulièrement importante, car d'un point de vue statistique, de nombreuses analyses (analyse des corrélations, régressions linéaires, etc.) reposent sur l'hypothèse d'indépendance des variables. Or, quand une variable est spatialement auto-corrélée, l'hypothèse d'indépendance n'est plus respectée [Oliveau, 2010 : 52]. En effet, pour Guymarc [2015], le modèle gravitaire de base est insuffisant en présence de données présentant une structure spatiale<sup>230</sup>, l'absence de prise en compte des effets de voisinage pouvant entraîner une estimation biaisée des coefficients. Dès lors, il apparaît nécessaire d'intégrer au modèle gravitaire des variables contrôlant cette dimension spatiale. Pour cela, nous avons utilisé une matrice de contiguïté<sup>231</sup>, constituant la forme la plus simple pour mesurer les interactions spatiales, et souvent considérée comme suffisante pour déterminer les niveaux d'autocorrélations spatiales des variables [Irstea, 2013<sup>232</sup>]. La matrice des contiguïtés ( $Cont_{ij}$ ) est établie à partir de la structure topologique, basée sur l'existence ou non de frontières. On suppose que le nombre de frontières est égal à 1 lorsque les deux pays  $i$  et  $j$  ont une frontière commune, sinon il est égal à zéro. En prenant en compte, le degré de contiguïté, nous postulons que les frontières, même au sein de l'Union Territoriale indienne, constituent un frein (historique et culturel notamment) aux mouvements de population. L'autocorrélation

<sup>229</sup> Pour une présentation détaillée de l'autocorrélation spatiale et des outils utilisés pour la mesurer, voir par exemple : Oliveau [2004] ; Guilmoto [2006] ; Schaffar [2012].

<sup>230</sup> « La structure spatiale est une forme particulière dans le mode d'organisation des éléments d'un espace (Brunet, Ferras et Théry, 2012). Elle se caractérise [...] par les attributs des villes (leur localisation, leur taille par exemple) et par les relations qu'elles entretiennent (tous types de liens) » [Kaddouri, 2004 : 11].

<sup>231</sup> Généralement, les éléments de la matrice de contiguïté d'ordre  $k$  sont définis comme le nombre minimal de frontières qu'il faut franchir pour aller d'une unité spatiale à une autre.

<sup>232</sup> Document de travail de la plateforme OASIS de l'Irstea disponible à l'adresse suivante : [osasis.irstea.fr/wp-content/uploads/2013/10/10-Autocorrélation.pdf](https://osasis.irstea.fr/wp-content/uploads/2013/10/10-Autocorrélation.pdf).

spatiale est ainsi contrôlée par la matrice des distances (afin de prendre en compte l'intensité spatiale) et la matrice des contigüités (afin de prendre en compte les effets de voisinage).

Enfin, un dernier élément méthodologique concerne la **résistance multilatérale**. Dallmann et Millock [2013 : 11-12] définissent cette dernière comme le fait que : « *the migration decision takes into account not only the comparison between the origin and the destination state characteristics, but also the opportunities in all the alternative destinations* ». Dans ce sens, Anderson et van Wincoop [2003] défendent l'idée que la prise en compte de la structure des interactions est fondamentale dans l'application d'un modèle gravitaire, dans leur cas, appliqué aux échanges commerciaux. En effet, ils ont montré que les flux bilatéraux d'échanges ne dépendent pas seulement des barrières commerciales entre les deux pays considérés, mais également des barrières commerciales existant entre l'ensemble des partenaires commerciaux. La logique est la même pour les travaux portant sur la migration. Ainsi, Bertoli et Fernández-Huertas Moraga [2013] définissent la résistance multilatérale de la migration comme l'influence qu'exercent les destinations alternatives sur les déterminants des flux de migration bilatéraux [Beine *et al.*, 2014 : 16]. Hanson [2010 : 4375] a montré que l'absence d'éléments de contrôle de la résistance multilatérale pouvait conduire à une estimation biaisée des résultats<sup>233</sup>. Il convient alors d'introduire des variables muettes capturant les effets fixes des zones de départ et de destinations afin de contrôler la résistance multilatérale.

L'utilisation des effets fixes pays (ou États dans notre cas), se justifie également par l'utilisation de variables unilatérales dans le modèle. En effet, comme l'ont montré Rose et van Wincoop [2001] et Redding et Venables [2004], l'intégration de variables unilatérales<sup>234</sup> peut biaiser les estimations du modèle gravitaire<sup>235</sup>. Afin d'éviter cet écueil méthodologique, Feenstra [2004] propose d'intégrer des effets fixes au modèle, ce qui a pour effet d'éliminer les biais. Enfin, comme l'ont montré Fontagné *et al.* [2002 : 41], l'ajout des effets fixes est également supposé capter les biais du modèle liés aux variables omises.

<sup>233</sup> « *Failing to control other migration opportunities could produce biased estimates of the determinants of bilateral migration* » [Hanson, 2010 : 4375].

<sup>234</sup> Contrairement aux variables bilatérales, impliquant à la fois les zones de départ *i* et d'arrivée *j* (telle que la distance par exemple), les variables unilatérales ne portent que sur une des zones considérées (la population en *i* par exemple).

<sup>235</sup> « *The gravity model estimates are likely to be biased by standard error clustering when some variables in the model apply to only one of the two countries in each observation. [...] Adding fixed effects to the model eliminates this bias* » [Lewer et Van den Berg, 2008 : 165] (souligné par nos soins).

Ainsi, au regard de l'ensemble des éléments théoriques et méthodologiques présentés ci-dessus, nous pouvons proposer un modèle gravitaire rigoureux permettant d'analyser l'impact des différents types de marchés d'emploi sur les migrations de travail en Inde.

## Section 2. Spécification du modèle

Nos choix méthodologiques et les conditions d'application du modèle retenu nous ont conduit à construire une base de données originale pour répondre à notre problématique de recherche. Ne nous intéressant ici qu'aux migrations de travail en Inde, nous avons utilisé les données du *Census of India 2001*<sup>236</sup>, seules données fournissant les flux de migration de travail décomposés au niveau des États. Malgré les limites liées aux données évoquées dans le chapitre précédent, la relative simplicité du modèle gravitaire semble particulièrement adaptée aux données du *Census of India* dans l'étude des mouvements de population [Kadi et Nelavigi, 2015].

La variable dépendante du modèle porte sur les migrations de travail interétatiques, et est ainsi constituée des flux de migration envisagés en valeurs absolues<sup>237</sup>. Afin d'observer les impacts des différents marchés d'emploi sur la migration de travail, nous avons de nouveau fait le choix de ne raisonner que sur les migrations datant de moins de dix ans (cf. Chapitre 2.).

Pour les raisons évoquées dans les deux premiers chapitres de cette partie, l'échantillon porte sur les quinze principaux États de l'Inde<sup>238</sup> à partir desquels nous avons construit la typologie des marchés du travail, choix méthodologique par ailleurs justifié dans la littérature [Aghion *et al.*, 2008 ; Kadi et Nelavigi, 2015]. Sur la base de cet échantillon, nous obtenons un

---

<sup>236</sup> Rappelons ici qu'au moment où nous rédigeons ce chapitre, les données du *Census of India 2011* portant sur la migration ne sont toujours pas disponibles.

<sup>237</sup> « *Several studies use net migration when data are not available on in- or out-migration. This is the case especially in studies of international migration, but at the level of countries, the census is a rich source of information for the analysis of local or internal migration. We thus use the bilateral gross migration rates between states, rather than net migration, to not lose information unnecessarily* » [Dallmann et Millock, 2013 : 13].

<sup>238</sup> Les quinze États sont : Andhra Pradesh, Bihar, Gujarat, Haryana, Jammu & Kashmir, Karnataka, Kérala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Orissa, Punjab, Tamil Nadu, Rajasthan, Uttar Pradesh et West Bengal.

ensemble de 210<sup>239</sup> observations pour un set de variables exogènes (explicatives) bilatérales et unilatérales. Les sources des variables utilisées sont référencées dans le tableau 4.1.

La base théorique du modèle, les données disponibles, ainsi que les particularités d'application d'un modèle gravitaire à l'étude des phénomènes migratoires présentés *supra*, nous ont conduits à estimer le modèle gravitaire en coupe transversale pour l'année 2001 selon la spécification suivante :

$$Mig_{ij} = \alpha_0 + \alpha_1(Pop_i * Pop_j) + \alpha_2 Dist_{ij} + \varepsilon_{ij} \quad (1)$$

Où  $Mig_{ij}$  représente le flux de migrants de l'État  $j$  originaires de l'État  $i$  (comme nous l'avons vu, ces flux ne concernent que les migrations de travail effectuées sur la période 1991-2001) ;

$(Pop_i * Pop_j)$  est le produit de la population totale des zones  $i$  et  $j$ , par ailleurs utilisé par Lewer et Van den Berg [2008] et Vobecka [2010] ;

$D_{ij}$  correspond à la distance réseau entre les principales villes respectives des États  $i$  et  $j$  (la matrice des distances est présentée à l'annexe 4.1.) ;

L'équation (1), représentant le modèle gravitaire de base, suppose les relations suivantes :  $\alpha_1 > 0$  et  $\alpha_2 < 0$ , dans la mesure où, comme nous l'avons vu, les enseignements théoriques<sup>240</sup> établissent une relation positive entre la population et la migration et négative entre la distance et la migration.

Nous avons ensuite étendu ce modèle de base en intégrant les variables de contrôle et d'intérêt :

$$Mig_{ij} = \alpha_0 + \alpha_1(Pop_i * Pop_j) + \alpha_2 Dist_{ij} + \alpha_3 Cont_{ij} + \alpha_4 Tx\ Alphabétisation_j + \alpha_{5-7} X_i + \alpha_{8-10} Z_j + FE_i + \varepsilon_{ij} \quad (2)$$

<sup>239</sup> L'échantillon portant sur quinze États, la matrice des migrations interétatiques porte donc sur le produit  $n * n - 1$ , soit :  $15 * 14 = 210$  d'observations bilatérales.

<sup>240</sup> « Population size coefficients should return positive values, i.e. the more one region is populated, the higher will be the probability to migrate both in and out; on the contrary, distance influence migration decisions through costs of moving which increase with physical distance, thus distance elasticity being negative » [Bunea, 2012 : 130].

$Cont_{ij}$  qui représente la contiguïté entre États est une variable muette contrôlant les effets de voisinage. La langue commune est une autre variable habituellement utilisée dans la littérature afin de capter les proximités culturelles et linguistiques<sup>241</sup> (ce qui semble particulièrement faire sens en Inde où sont référencées vingt-deux langues officielles). Toutefois, ces deux variables étant fortement corrélées, nous avons fait le choix de ne retenir que la première, indispensable, comme nous l'avons vu, à la prise en compte de la résistance multilatérale.

$Tx$  *Alphabétisation<sub>j</sub>* qui mesure le taux d'alphabétisation dans les États de destination est envisagé comme un proxy des niveaux de développement des États et permet ainsi de contrôler une partie des *pull factors* ;

$Xi$  symbolise une matrice de variables muettes caractérisant le type de marché d'emploi<sup>242</sup> de l'État d'origine  $i$  ;

$Z_j$  est une matrice de variables muettes caractérisant le type de marché d'emploi de l'État de destination  $j$  ;

$FE_i$  représente les effets fixes des États d'origines permettant de contrôler l'ensemble des *push factors* ayant une influence sur les migrations<sup>243</sup>. Nous avons intégré uniquement les effets fixes des États d'origines pour différentes raisons. Premièrement, le faible nombre d'observations<sup>244</sup> lié à un échantillon réduit (quinze États) ne nous permet pas d'intégrer les effets fixes pour les États d'origine et de destination<sup>245</sup>. D'autre part, comme l'ont montré Bertoli et Fernandez-Huertas Moraga [2013], l'intégration des effets fixes des États d'origine semble suffisante pour contrôler la résistance multilatérale<sup>246</sup>.

$\varepsilon_{ij}$  représente le terme d'erreur.

<sup>241</sup> « As in the trade literature, the most important time invariant dyadic components of bilateral migration costs are bilateral distance, colonial links, linguistic and cultural proximity » [Beine et al., 2014 : 14].

<sup>242</sup> La typologie des marchés d'emploi résulte de la classification présentée dans le premier chapitre de cette partie.

<sup>243</sup> « As to "multilateral resistance" (Anderson and van Wincoop, 2003), we include only origin-country dummies to control for all the push factors that may influence travel patterns » [Fagiolo et Santoni, 2014 : 12].

<sup>244</sup> Le modèle repose sur 210 paires d'observation origine-destination.

<sup>245</sup> « It could be argued that by relying on a huge number of bilateral fixed effects, one may run the risk of removing all the cross-sectional variation in the data, hence spuriously reducing the "signal-to-noise" ratio and making it hard to find any meaningful effects of the observables on the scale of migration even if they exist » [Peeters, 2012 : 826].

<sup>246</sup> « The inclusion of one-way fixed effects allows to control for multilateral resistance » [Fagiolo et Santoni, 2014 : 12].



**Tableau 4.1. Description des variables utilisées dans le modèle gravitaire et de leurs sources**

Code	Variabes	Sources
$Mig_{ij}$	Flux de migration des États d'origine ( $i$ ) vers les États d'arrivée ( $j$ ) sur la période 1991-2001	<i>Census of India</i> [2001]
$Pop_i, Pop_j$	Population des États d'origine et de destination en 2001	<i>Census of India</i> [2001]
$Dist_{ij}$	Distance réseau routier entre les principales villes des différents États exprimée en kilomètres	<a href="http://www.distancebetewwencies.co.in">www.distancebetewwencies.co.in</a>
$Cont_{ij}$	Contiguïté entre les États	Auteur
$Tx\ Alphab._j$	Taux d'alphabétisation en 2001 des États de destination	<i>Census of India</i> [2001]
$GrpOr1-4$	Type de marché du travail dans les États d'origine	Auteur
$GrpDest1-4$	Type de marché du travail dans les États de destination	Auteur

Source : Auteur.

Rappelons ici que le modèle est un modèle log-linéaire, les variables quantitatives sont alors exprimées en logarithme (base 10), permettant ainsi d'interpréter les différents coefficients comme des élasticités de la migration. D'autre part, face au relatif faible nombre d'observations, nous avons fait le choix d'une spécification aussi compacte<sup>247</sup> que possible, avec toutefois un objectif de qualité de représentation du modèle suffisamment rigoureux.

La spécification du modèle est basée sur une forme semi-logarithmique qui peut être problématique dans les cas où les flux de migrations entre certaines paires de pays seraient nuls<sup>248</sup>. Nous pouvons d'ores et déjà évacuer ce problème, dans la mesure où l'échantillon ne portant que sur les quinze principaux États de l'Inde, aucun flux de migration nul n'est observé. D'autre part, la présence d'hétéroscédasticité<sup>249</sup> dans les spécifications log-linéaire peut biaiser les estimateurs issus des modèles en Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Deux solutions existent pour pallier ce problème. La première consiste à utiliser la méthode de

<sup>247</sup> « *Build only very simple model. Complicated models do not work very well, if at all, they do not fit reality very well, and they should not be used in any case because they will not be understood* » [Lee, 1973 : 16 dans Sanders, 2013 : 840].

<sup>248</sup> « *Because the data have a lot of zeroes, the disturbance term must have a substantial mass at very small values, violating the normal distribution assumption* » [Anderson, 2011 : 25].

<sup>249</sup> On parle d'hétéroscédasticité lorsque la dispersion des résidus n'est pas homogène.

White dans les estimations MCO, ce qui permet d'obtenir un estimateur de la matrice de covariance des estimations par moindres carrés asymptotiquement valable, même en présence d'hétéroscédasticité. La seconde consiste en l'utilisation d'une spécification *Poisson Pseudo Maximum Likelihood* (PPML) qui produit des estimations robustes dans un modèle non-linéaire [Santos-Silva et Tenreyro, 2006 ; Dallmann et Millock, 2013; Fagiolo et Santoni , 2014].

Nous avons choisis d'utiliser la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) corrigée par la méthode de White, qui est généralement utilisée pour ce type d'analyse [Parida et Madheswaran, 2010 ; Akarca et Tansel, 2012]. Toutefois, comme le soulignent Santos-Silva et Tenreyro [2011 : 222] : « *The Poisson Pseudo Maximum Likelihood estimator is a promising workhorse for the estimation of constant elasticity models such as the gravity equation* » ; il est en effet assez fréquent dans la littérature récente d'utiliser un estimateur PPML, qui est particulièrement justifié en présence de flux nuls<sup>250</sup>, ce qui n'est pas notre cas. Dans l'optique d'une démarche rigoureuse, nous avons toutefois mené conjointement les deux types de spécifications (MCO/White et PPML) dont nous comparerons brièvement les résultats.

Avant de présenter les résultats du modèle gravitaire, il est d'usage d'apporter quelques éléments d'informations sur les données utilisées. Le tableau présenté à l'annexe 4.3. fournit en ce sens une synthèse des statistiques descriptives des variables de notre modèle gravitaire et le tableau 4.2. présente la matrice des corrélations des variables.

---

<sup>250</sup> Santos-Silva et Tenreyro [2011] ont montré, en comparant les résultats obtenus selon différents estimateurs (PPML, MCO, GPML), les avantages des estimations faites via un l'estimateur PPML, en particulier lorsque la variable dépendante comprend des valeurs nulles (voir l'encadré à l'annexe 4.2.).

**Tableau 4.2. Matrice des corrélations des variables du modèle gravitaire**

Variables	$Mig_{ij}$	$(Pop_i * Pop_j)$	$Dist_{ij}$	$Cont_{ij}$	$Tx\ Alphab_{j}$	$GrpOr1$	$GrpOr2$	$GrpOr3$	$GrpOr4$	$GrpDest1$	$GrpDest2$	$GrpDest3$	$GrpDest4$
$Mig_{ij}$	1												
$(Pop_i * Pop_j)$	0,4572*	1											
$Dist_{ij}$	0		1										
	-0,5921*	-0,2128*											
$Cont_{ij}$	0	0,0019		1									
	0,5445*	0,1448	-0,7989*										
$Tx\ Alphab_{j}$	0	0,036	0		1								
	0,2012*	-0,0714	0,0969	0,0067									
$GrpOr1$	0,0034	0,3033	0,1617	0,9232		1							
	-0,0322	0,1822*	0,0391	0,0191	-0,0082								
$GrpOr2$	0,6424	0,0081	0,5733	0,7833	0,9054		1						
	0,3426*	0,2494*	-0,1401	0,0407	0,0415	-0,4264*							
$GrpOr3$	0	0,0003	0,0425	0,5575	0,5501	0		1					
	-0,0637	0,1363	-0,0388	0,0294	-0,0209	-0,2365*	-0,2774*						
$GrpOr4$	0,3586	0,0485	0,5765	0,6724	0,7634	0,0005	0						
	-0,2840*	-0,5529*	0,1401	-0,085	-0,0199	-0,3636*	-0,4264*	-0,2365*	1				
$GrpDest1$	0	0	0,0425	0,2197	0,7744	0	0	0,0005					
	0,0019	0,1822*	0,0391	0,0191	0,1155	-0,0714	0,0305	0,0169	0,026	1			
$GrpDest2$	0,9778	0,0081	0,5733	0,7833	0,0951	0,3029	0,6608	0,8077	0,7082				
	-0,1381	0,2494*	-0,1401	0,0407	-0,5806*	0,0305	-0,0714	0,0198	0,0305	-0,4264*	1		
$GrpDest3$	0,0456	0,0003	0,0425	0,5575	0	0,6608	0,3029	0,7753	0,6608	0			
	0,4134*	0,1363	-0,0388	0,0294	0,2926*	0,0169	0,0198	-0,0714	0,0169	-0,2365*	-0,2774*	1	
$GrpDest4$	0	0,0485	0,5765	0,6724	0	0,8077	0,7753	0,3029	0,8077	0,0005	0		
	-0,1725	-0,5529*	0,1401	-0,085	0,2785*	0,026	0,0305	0,0169	-0,0714	-0,3636*	-0,4264*	-0,2365*	1
	0,0123	0	0,0425	0,2197	0	0,7082	0,6608	0,8077	0,3029	0	0	0,0005	

Source : Auteur.

Note : (1) Les variables quantitatives sont exprimées en logarithme (base 10). (2) Les étoiles représentent les niveaux de significativité au seuil de 1%. (3) Les valeurs entre parenthèses représentent les valeurs du  $t$  de Student.

### Section 3. Résultats et interprétations

Les résultats du modèle gravitaire présentés ci-dessus s'intéressent aux flux de migration de travail entre les quinze États constituant l'échantillon, d'abord envisagés de manière globale (c'est-à-dire, sans distinction des zones de départ et d'arrivée), puis de manière différenciée en fonction des trois principales formes de migration : du rural vers l'urbain, du rural vers le rural et enfin, de l'urbain vers l'urbain<sup>251</sup>.

La méthodologie adoptée dans cette section consiste en une estimation d'un modèle gravitaire en coupe transversale pour les flux de migrations de travail inférieures à dix ans, selon les données du *Census of India 2001*. Comme évoqué précédemment, nous interprétons les résultats issus des estimations MCO ; en l'absence de flux nuls, l'utilisation du régresseur PPML est envisagée comme un moyen de tester la robustesse de nos résultats.

Si la méthode employée (régression multiple loglinéaire) est largement éprouvée, elle fonctionne cependant sous le joug d'un certain nombre de contraintes qu'il convient de respecter, dont en particulier l'absence d'hétéroscédasticité<sup>252</sup> et de colinéarité entre les régresseurs [Josselin et Nicot, 2003]. Par ailleurs, afin de tester un éventuel problème de multicollinéarité<sup>253</sup>, nous avons utilisé, comme Parida et Madheswaran [2010], la moyenne du critère Variance Inflation Factor (VIF). Du point de vue du diagnostic, la multicollinéarité se détecte en faisant la régression d'une variable indépendante envisagée par l'ensemble des autres. On obtient alors la *tolérance* qui est la part de la variance d'une variable indépendante qui n'est pas expliquée par les autres variables indépendantes. C'est donc le complémentaire à 1 du  $R^2$  de la régression d'une variable indépendante par les autres. Idéalement, elle doit être la plus élevée possible. Le critère VIF correspond à l'inverse de la tolérance<sup>254</sup> ; ainsi, des valeurs élevées de VIF indiquent la présence de multicollinéarité. De Bourmont [2012 : 6] identifie qu'« un problème de multicollinéarité est relevé dès lors qu'un VIF présente une valeur supérieure ou égale à 10 et/ou lorsque la moyenne des VIFs est supérieure ou égale à

<sup>251</sup> La relative faiblesse des flux représentant les migrations issues des zones urbaines vers les zones rurales (constitués principalement par des migrations de retour répondant à des logiques plus particulières), nous a conduit à écarter cette forme de migration de l'analyse.

<sup>252</sup> « L'hétéroscédasticité des résidus est un problème courant en particulier dans le cas de données en coupe transversale ou en panel. Il est en effet assez probable que la variance des résidus soit différente selon les pays considérés. Théoriquement, la présence d'hétéroscédasticité n'entraîne pas un biais sur les coefficients estimés, mais elle affecte les écarts-types de ces coefficients et aussi les statistiques de Student (Freudenberg et al, 1998) » [Ntsema Etoundi, 2014 : 14].

<sup>253</sup> La multicollinéarité est le fait qu'une variable indépendante est prédictible par (ou partage sa variance avec) une *combinaison linéaire* des autres variables indépendantes. Autrement dit, un problème de multicollinéarité résulte du fait qu'une ou plusieurs variables indépendantes partagent la même information.

<sup>254</sup> VIF = 1/Tolérance.

2 ». Aucune des variables ne prenant une valeur VIF supérieure à  $10^{255}$  et la moyenne étant très proche du seuil (cf. Tableaux 4.3. et 4.4.), nous pouvons conclure à une absence de multicolinéarité problématique dans nos modèles.

Afin de répondre au mieux à la problématique de recherche étudiée dans cette section et de tester la robustesse des résultats, nous avons estimé plusieurs modèles successifs. Nous obtenons ainsi huit spécifications :

- les spécifications une à quatre présentent le modèle de base et sont effectuées en utilisant successivement les estimateurs MCO et PPML, ainsi qu'en intégrant ou non les effets fixes États.
- les spécifications cinq à huit introduisent quant à elles le modèle gravitaire élargi ; sont alors considérés dans les spécifications cinq et six, l'impact des marchés d'emploi des États d'origine et dans les spécifications sept et huit, celui des marchés du travail des zones d'arrivée.

Nous avons donc tout d'abord testé un modèle simple dans le but d'étudier les facteurs traditionnels du modèle gravitaire (population et distance) et de s'assurer de la stabilité de celui-ci lors de l'intégration des variables de contrôle et d'intérêt.

Les résultats des modèles de base (voir Tableau 4.3.) correspondent aux fondements théoriques du modèle gravitaire<sup>256</sup>. Nous observons en effet, un signe positif et significatif du paramètre correspondant au produit des populations, indiquant que que plus le niveau de population des États est élevé, plus l'intensité des échanges migratoires est forte. D'autre part, nous observons bien une relation négative et significative entre la distance et la migration. Autrement dit, plus la distance entre deux États est grande, plus les coûts monétaires et psychiques sont élevés, défavorisant alors les mouvements de population.

Ainsi, comme nous pouvons le constater, le modèle de base est relativement stable, dans la mesure où les signes des paramètres estimés et les niveaux de significativité sont similaires lors de l'intégration des effets fixes et selon les deux types d'estimations. En ce qui concerne la qualité du modèle, on observe des niveaux de  $R^2$  ajusté satisfaisants, indiquant alors une relativement bonne qualité d'ajustement du modèle aux variables gravitaires.

<sup>255</sup> Le maximum relevé est de 6,17 pour le produit des populations.

<sup>256</sup> Signes attendus :  $(Pop_i * Pop_j) > 0$  ;  $Dist_{ij} < 0$  [Lewer et Van den Berg, 2008]. « *Population size coefficients should return positive values, i.e. the more one region is populated, the higher will be the probability to migrate both in and out; on the contrary, distance influence migration decisions through costs of moving which increase with physical distance, thus distance elasticity being negative* » [Bunea, 2012 : 130].

**Tableau 4.3. Estimations du modèle gravitaire de base**

Emigration $ij$	Modèle 1 (MCO)	Modèle 2 (MCO)	Modèle 3 (PPML)	Modèle 4 (PPML)
Variables	Coef.	Coef.	Coef.	Coef.
<b>Variables gravitaires</b>				
<i>Constante</i>	-1,564 (-0,94)	2,481 (-1,34)	-17,8 (-1,42)	-1,546 (-0,13)
$(Pop_i * Pop_j)$	<b>0,661***</b> (6,76)	<b>0,427***</b> (3,80)	<b>2,149***</b> (2,99)	1,094 (1,59)
$Dist_{ij}$	<b>-1,631***</b> (-11,95)	<b>-1,844***</b> (-13,63)	<b>-1,959***</b> (-3,12)	<b>-2,039***</b> (-3,06)
<b>Variable de contrôle</b>				
$Cont_{ij}$				
$Tx$ alphabétisation $_j$				
<b>Variables d'intérêt : Type de marché d'emploi</b>				
Origine (base : Groupe 2)				
$GrpOr1$				
$GrpOr3$				
$GrpOr4$				
Destination (base : Groupe 2)				
$GrpDest1$				
$GrpDest3$				
$GrpDest4$				
Effets Fixes Etats Origines	Non	Oui	Non	Oui
Effets Fixes Etats Destinations	Non	Non	Non	Non
R <sup>2</sup> Ajusté - Pseudo R <sup>2</sup>	0,4603	0,5914	0,1162	0,1812
N	210	210	210	210
Prob>F	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Moyenne VIF	1,05	1,90	-	-

Source : Auteur.

Note : (1) La variable dépendante est exprimée en logarithme (base 10) pour les estimations MCO et en niveau pour les estimations PPML. (2) Les valeurs en gras représentent les variables significatives aux seuils : \* : 10% ; \*\* : 5% et \*\*\* : 1%. (3) Les régressions MCO sont effectuées avec le test de robustesse d'Eicker-White afin de corriger l'hétéroscédasticité du modèle.

La stabilité observée dans les différentes modélisations présentées dans le tableau 4.3. nous permet alors d'élargir le modèle en y intégrant l'ensemble des variables identifiées précédemment. Le tableau 4.4. présente alors quatre spécifications intégrant, en plus des variables de contrôle (la contiguïté et le taux d'alphabétisation dans les États de destination), nos variables d'intérêt portant sur le type de marché d'emploi dans les zones de départ (spécifications 5 et 6) ou de destination (spécifications 7 et 8). Toutes les spécifications incluent les effets fixes des États d'origines pour les raisons théoriques évoquées précédemment. Ainsi, les variables de contiguïté et d'alphabétisation sont, comme nous pouvions nous y attendre, positivement corrélées à la migration. La contiguïté des États d'origine et de destination agit en effet, comme un facteur déclencheur des migrations.

En ce qui concerne l'impact des variables d'intérêt, nous pouvons d'abord observer que le type de marché du travail semble avoir une importance assez marquée pour les zones d'arrivée et pour les zones de départ. Ainsi, si l'on constate que l'appartenance au groupe 4 plutôt qu'au groupe 2 (groupe de référence<sup>257</sup>) ne semble pas avoir d'incidence sur la migration, il apparaît au contraire que provenir d'un État ayant un marché du travail plutôt moderne (marchés « moderne » et « dual »), plutôt que d'un État ayant un marché du travail plus « traditionnel » (groupe 2), diminue la propension à migrer. Ces résultats sont alors à mettre en perspective avec les enseignements du second chapitre dans lequel nous avons identifié une part de migration intra-groupe beaucoup plus élevée pour les États ayant un marché d'emploi plus moderne. Il est également intéressant de noter que les États du groupe 4, dont le marché du travail est marqué, nous le rappelons, par une certaine idée de transition avec un secteur primaire plutôt capitalistique et le développement croissant des secteurs secondaire et tertiaire, n'affichent pas de différence significative par rapport aux États du groupe 2. Ceci peut s'expliquer par la grande mobilité de la population de ces États, mais également par le caractère plus hétérogène de ce groupe<sup>258</sup> dont les tendances contraires peuvent altérer l'information.

Ainsi, nous observons une plus forte mobilité des populations issues des États aux marchés « traditionnel » et « transitoire », par rapport aux marchés « moderne » et « dual ».

L'impact des marchés d'emplois des zones de destination sur les migrations de travail apparaît plus marqué. En effet, toutes choses égales par ailleurs, les différents marchés suscitent plus de migration que le marché du travail du groupe 2. On observe en effet un impact positif et significatif sur les migrations pour l'ensemble des marchés par rapport au marché « traditionnel » constituant la modalité de référence. Plus précisément, la présence dans l'État de destination d'un marché du travail « dual », « moderne » ou « transitoire » (groupes 1, 3 et 4), plutôt que d'un marché « traditionnel » (groupe 2), accroît respectivement de 0,161%, 0,836% et 0,245% la propension de à migrer. Comme nous pouvions le supposer, les États du groupe 2 (les BIMARU et l'Orissa) sont moins attractifs que les États des autres groupes, en particulier ceux du groupe 3 (Maharashtra et Gujarat) pour lesquels le paramètre

---

<sup>257</sup> Le groupe 2 (ou « marché du travail traditionnel ») a été retenu comme modalité de référence dans la mesure où il constitue le groupe le plus homogène et le plus différent des autres groupes identifiés.

<sup>258</sup> Rappelons ici que la distance au centre de classe établie par la classification témoignait d'une certaine hétérogénéité dans le groupe, en particulier pour le Kérala et le Jammu & Kashmir.



estimé est 5,2 fois plus élevé que celui du groupe 1, et 3,5 fois plus élevé que celui du groupe 4.

Ainsi, il apparaît que le degré de modernité des États en termes de marché du travail joue un rôle significatif sur les décisions de migrations de travail en Inde. Si, comme nous l'avons vu, la modernité des marchés du travail (concernant les marchés « dual » et « moderne ») diminue les départs vers d'autres types de marché, elle agit bien comme un facteur encourageant les migrations originaires des autres types de marchés. Inversement, on quitte davantage un marché d'emploi « traditionnel » que les autres types de marchés (excepté le marché « transitoire » pour lequel nous n'observons pas de différence significative) ; ce type de marché apparaissant par ailleurs beaucoup moins attractif que l'ensemble des autres types de marchés. En ce qui concerne le marché « transitoire », on observe une mobilité importante tant en termes d'immigration que d'émigration. En effet, si on quitte plus ce type de marché que les marchés modernes, il n'en demeure pas moins relativement attractif (le paramètre estimé étant supérieur à celui du marché « dual »).

Ces enseignements tirés d'une analyse globale de la migration de travail peuvent toutefois apparaître quelque peu différents si l'on s'intéresse plus particulièrement aux diverses formes de migrations ; c'est ce que nous allons voir à présent.

**Tableau 4.4. Impacts des marchés d'emplois sur les migrations de travail**

Emigration $ij$	Modèle 5 (MCO)	Modèle 6 (PPML)	Modèle 7 (MCO)	Modèle 8 (PPML)
Variables	Coef.	Coef.	Coef.	Coef.
<b>Variables gravitaires</b>				
<i>Constante</i>	<b>-4,584**</b> (-2,09)	<b>-37,338***</b> (-2,37)	-2,149 (-0,91)	<b>-23,647**</b> (-2,40)
$(Pop_i * Pop_j)$	<b>0,496***</b> (5,24)	<b>2,054***</b> (2,59)	<b>0,498***</b> (3,62)	<b>2,241***</b> (3,84)
<i>Dist<sub>ij</sub></i>	<b>-1,545***</b> (-6,59)	<b>-3,370***</b> (-3,17)	<b>-1,467***</b> (-7,05)	<b>-2,909***</b> (-4,30)
<b>Variable de contrôle</b>				
<i>Cont<sub>ij</sub></i>	<b>0,261**</b> (2,02)	-0,125 (-0,25)	<b>0,297**</b> (2,57)	0,289 (0,88)
<i>Tx alphabétisation<sub>j</sub></i>	<b>3,047***</b> (5,42)	<b>13,902***</b> (5,08)	<b>1,134**</b> (2,02)	2,737 (1,23)
<b>Variables d'intérêt : Type de marché d'emploi</b>				
Origine (base : Groupe 2)				
<i>GrpOr1</i>	<b>-0,544***</b> (-3,07)	-0,882 (-1,36)		
<i>GrpOr3</i>	<b>-0,704***</b> (-4,03)	<b>-1,348***</b> (-2,58)		
<i>GrpOr4</i>	0,06 (0,34)	0,417 (0,76)		
Destination (base : Groupe 2)				
<i>GrpDest1</i>			<b>0,161**</b> (2,40)	<b>0,539*</b> (1,86)
<i>GrpDest3</i>			<b>0,836***</b> (8,24)	<b>2,438***</b> (8,23)
<i>GrpDest4</i>			<b>0,245**</b> (2,28)	<b>1,868***</b> (4,11)
Effets Fixes Etats Origines	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets Fixes Etats Destinations	Non	Non	Non	Non
R <sup>2</sup> Ajusté - Pseudo R <sup>2</sup>	0,6743	0,4691	0,7715	0,7758
N	210	210	210	210
Prob>F	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Moyenne VIF	2,61	-	2,52	-

Source : Auteur.

**Note** : (1) La variable dépendante est exprimée en logarithme (base 10) pour les estimations MCO et en niveau pour les estimations PPML. (2) Les valeurs en gras représentent les variables significatives aux seuils : \* : 10% ; \*\* : 5% et \*\*\* : 1%. (3) Les régressions MCO sont effectuées avec le test de robustesse d'Eicker-White afin de corriger l'hétéroscédasticité du modèle.

Nous avons étudié l'impact des marchés de l'emploi sur la migration de travail envisagée dans sa globalité, mais nous pouvons cependant faire l'hypothèse que ces derniers ne jouent pas de la même manière en fonction du type de flux de migrations observés. En effet, les logiques migratoires motivant les mouvements entre zones urbaines peuvent différer de celles relatives aux migrations entre zones rurales. Afin d'étudier l'impact des marchés du travail sur ces différentes logiques migratoires, nous avons mené le même exercice que

précédemment en différenciant les migrations en fonctions des types de flux (rural vers rural, rural vers urbain et urbain vers urbain). Nous pouvons alors voir s'il existe des disparités marquées en fonction de ces derniers. À ce stade, nous commenterons uniquement les points marquants et différenciés de l'analyse globale afin d'éviter une présentation trop fastidieuse reprenant pour partie ce que nous venons d'exposer. Les résultats des modèles gravitaires différenciés par type de migrations sont donnés en annexes (voir Annexes 4.4., 4.5., 4.6.).

Si peu de différences sont observables avec le modèle général pour **les migrations des zones rurales vers les milieux urbains**, nous pouvons toutefois noter une hausse importante des coefficients pour les variables d'intérêt. En effet, là encore et de manière plus marquée, le fait que le type de marché du travail de l'État de destination soit autre que « traditionnel », accroît toutes choses égales par ailleurs, la quantité de migrants qui s'y dirige. L'attractivité des zones urbaines des marchés les plus « modernes » apparaît alors d'autant plus forte que les mouvements migratoires soient à l'origine des zones rurales.

Un autre point marquant réside dans l'étude des **migrations entre zones rurales**. Il apparaît en effet, une absence de différences significatives pour les migrations à destination des marchés « dual » et « traditionnel », alors que la différence reste significative et positive pour les autres types de marché. Ceci indique que les zones rurales des États ayant un marché « dual » ne sont pas significativement plus attractives que celles des États ayant un marché du travail « traditionnel ». Cet élément est particulièrement intéressant et témoigne bien du caractère dual des États du groupe 1, pour lesquels nous avons identifié un secteur primaire peu développé (marqué par une faible productivité et une exploitation intensive en travail), alors peu attractif.

Enfin, en ce qui concerne les **migrations entre zones urbaines**, nous observons une différence intéressante par rapport au modèle général. Alors qu'il n'y avait pas de différences significatives entre les groupes 2 et 4 pour la variable d'intérêt portant sur les marchés de l'État d'origine, elle devient significative et positive pour les mouvements entre zones urbaines, indiquant alors que le fait de quitter les zones urbaines d'un État du groupe 4 suscite, toutes choses égales par ailleurs, plus de migration par rapport à un État du groupe 2. La mobilité au départ d'une zone urbaine vers une zone urbaine d'un autre type de marché du travail semble alors particulièrement plus marquée pour les États du groupe 4 que pour les autres types de marchés (les coefficients des groupes 1 et 3 étant significatifs et négatifs).

## Conclusion

Le quatrième et dernier chapitre de cette première partie nous a donc permis d'approfondir les résultats et enseignements tirés des deux chapitres précédents, en questionnant de manière plus spécifique les interactions entre marchés du travail et migration. Notre modèle gravitaire appliqué à la migration de travail en Inde a ainsi montré que les différents types de marché du travail ont un impact significatif sur les migrations de travail. En effet, nous avons pu identifier, de manière plus rigoureuse que ce que nous permettait la lecture descriptive présentée dans le chapitre précédent, les caractères attractif et répulsif des différents types de marché du travail, en nous affranchissant des paramètres déterminant usuellement la migration : la population et la distance. Ainsi, la modernité du marché du travail constitue un élément encourageant les logiques d'immigration tout en diminuant l'émigration vers d'autres formes de marchés. D'autre part, nous avons vu que le caractère traditionnel du marché du travail des États du second groupe constitue un frein important à l'attractivité de ces derniers et constitue plutôt un élément déclencheur important des migrations de travail. Si les résultats obtenus sont assez attendus, ils résultent néanmoins d'une démarche originale mobilisant différents supports techniques et théoriques rarement appliqués, comme nous l'avons vu, au cas indien.

## Conclusion de la première partie

Cette première partie s'est donné pour finalité d'étudier de manière empirique les relations entre marché du travail et migration de travail en Inde. L'objectif était en effet dans un premier temps de mettre en évidence l'existence de structures différenciées dans l'organisation du marché du travail des principaux États indiens, témoignant ainsi des fortes inégalités existantes au niveau infranational. Nous avons alors pu étudier de quelle manière ces diversités de marchés d'emploi impactaient les schémas de migration de travail en Inde.

Nous avons eu recours, dans un premier temps (*Chapitre 2.*) à l'analyse exploratoire multidimensionnelle qui nous a permis d'identifier ce qui caractérise les marchés de l'emploi dans le sous-continent indien. Puis, à partir des éléments issus de l'analyse en composantes principales, nous avons construit une typologie des marchés du travail *via* une méthode de classification. Cette dernière a permis de mettre en lumière quatre types distincts de marchés s'étalonnant sur un axe symbolisant la modernité du marché du travail. Nous trouvons aux extrémités de cet axe d'un côté, un marché encore marqué par une organisation « traditionnelle » où le secteur primaire, faiblement productif, demeure le principal employeur de main d'œuvre et de l'autre, un marché du travail plus moderne, caractérisé par une plus forte spécialisation dans les secteurs secondaires et tertiaires. Entre les deux, deux autres types de marchés de l'emploi marqués par une certaine idée de transition se distinguent par leur structure : le premier se caractérise par une Révolution Verte plus aboutie qu'ailleurs, révélant un secteur primaire plus productif et plus capitalistique, mais un secteur moderne en construction et le second est quant à lui marqué par la présence de grands centres urbains très dynamiques dans certaines activités modernes, mais où demeure un secteur primaire de subsistance assez développé dans les zones rurales.

Dans un second temps (*Chapitre 3.*), nous avons étudié les comportements migratoires liés à l'emploi au regard de la typologie des marchés du travail obtenue dans le chapitre précédent. Pour cela, nous avons privilégié une double approche des phénomènes migratoires, en associant à une lecture descriptive de ces derniers, l'utilisation d'outils géographiques améliorant la lecture du phénomène. Cette partie de l'analyse nous a montré que les migrations de travail répondaient à deux principaux éléments : le degré de modernité du marché du travail, qui est apparu comme un facteur essentiel du phénomène migratoire indien, et la distance entre les différents États.

Enfin, nous avons mobilisé un nouvel outil, le modèle de gravité qui, s'il est fréquemment utilisé dans la littérature récente, notamment dans l'étude des mouvements internationaux, est assez novateur dans son application au cas indien, en particulier du point de vue du travail (*Chapitre 4.*). Le modèle de gravité nous a permis de mettre en relation nos deux variables d'intérêt : le marché du travail et la migration de travail, en opérant une sorte de « filtrage » libérant les flux migratoires de l'impact de la taille des États et de la distance séparant les zones de départ et de destination. Les résultats illustrent et confirment ce que nous avons observé dans le chapitre précédent, tout en fournissant une approche plus rigoureuse du phénomène.

Notre apport pour cette première partie se situe donc à deux niveaux : d'abord, d'un point de vue méthodologique, nous avons proposé une lecture mobilisant une approche spatialisée des flux de migration. D'autre part, les résultats obtenus, même s'ils sont dans l'ensemble assez attendus, constituent un nouvel angle d'étude des inégalités régionales en Inde, permettant de mieux cerner les déplacements de population entre États. Cependant, cette lecture proposée à un niveau macro cache de grandes disparités dont les spécificités sont difficilement observables à un tel degré d'agrégation et nécessite alors un approfondissement développé à un niveau *micro*.

Si l'étude des structures apparaît indispensable à l'étude des mouvements migratoires, le recours aux entretiens individuels et l'attachement à l'individu est tout aussi important [Landy, 1994 : 306]. Il serait en effet dommage de se priver des avantages des deux approches qui, loin d'être contradictoires, permettent un balayage plus large des différents niveaux d'études, et donc une analyse plus fine de l'objet d'étude. D'autre part, comme le soulignent Dupont et Lelièvre [1993 : 466], les données nationales ne permettent pas une analyse pertinente des formes de mobilités circulaires, dont l'analyse nécessite alors des études de cas plus précises, permettant, non pas de fournir une lecture exhaustive des mouvements de population observables en Inde, mais d'identifier et comprendre, dans le cadre du terrain d'étude, la diversification des formes de mobilités. Une telle sera l'objet de notre deuxième partie.









## Deuxième Partie. Diversité des pratiques migratoires, le cas d'une zone rurale du Tamil Nadu

### Introduction de la partie

« *« Migrer ou pas ? » est une question qui trouble chaque famille villageoise, car il est toujours au moins un membre de cette famille, riche ou pauvre, qui est un migrant potentiel, pour survivre ou pour mieux vivre » [Racine, 1994 : 335].*

L'étude du « système rural » tamoul, entendu ici au sens de Mahadev et Racine [1994 : 6] où ce dernier regroupe « *l'ensemble des structures et des relations qui donnent à un espace rural son identité fonctionnelle* », nécessite une étude approfondie de l'évolution de l'ensemble des structures le composant. Les changements structurels d'ordres politiques, économiques et sociaux qui se sont produits dans les zones rurales indiennes depuis l'indépendance du pays et plus rapidement encore depuis la mise en place des processus de libéralisation, ont participé à réorganiser en profondeur la structure du monde rural tamoul. L'urbanisation, l'industrialisation, l'exode rural des hautes castes, une meilleure accessibilité à l'éducation, etc., sont autant d'éléments qui ont restructuré le marché du travail, notamment en diversifiant les activités et en développant les pratiques de migration. Dans ce contexte, Mahadev et Racine [1994] ont cherché dans leur étude des mouvements migratoires à comprendre pourquoi les gens migrent, mais aussi et surtout à expliquer, dans un contexte villageois particulièrement dur ou hostile (sécheresse, manque d'opportunités d'emploi, etc.), pourquoi ils ne migrent pas. L'attachement à la terre identifié par Racine [1994] constitue dans ce sens une caractéristique toujours d'actualité dans l'organisation des pratiques migratoires. D'autre part, l'idée de « circulation » étudiée par Breman [1974, 1996] décrit des mouvements cycliques entre lieu de vie et lieu de travail qui constituent une alternative au choix ou non de la migration. La circulation du travail ne peut cependant s'envisager sans se référer au contexte micro-local qui organise l'ensemble des pratiques et représentations pouvant impacter la structure des migrations et ne peut alors se comprendre qu'à travers un contexte socio-économique spécifique dont il nous faut questionner les évolutions dans les milieux ruraux tamouls. En effet, comme le relève Skeldon [1986 : 775], « *in view of the size and the diversity of India, it is hardly meaningful to speak of overall mobility and general patterns of*

*intersectoral flows without referring to specific migration fields* ». Ainsi, pour comprendre les processus de mobilité, l'étude préalable du lacs de pouvoirs, règles, relations ou autres organisations, qu'elles soient politique, économique ou sociale, apparaît indispensable. L'objet de cette seconde partie est alors de présenter et de contextualiser l'environnement villageois dans une dynamique plus globale (régionale et nationale), afin d'en comprendre les logiques migratoires. Nous étudierons ensuite de manière plus spécifique la diversité des pratiques migratoires dans ce contexte mouvant des zones rurales tamoules. En ce sens, nous proposons dans un premier chapitre une présentation contextualisée du monde rural tamoul et des méthodes utilisées pour mener notre étude de terrain (*Chapitre 5*). Puis, dans un second chapitre, nous nous attacherons à identifier les éléments de diversification des pratiques migratoires en identifiant les différents profils de migration constituant les pratiques de notre zone d'enquête (*Chapitre 6*). Enfin, dans un dernier chapitre, nous mobiliserons une approche plus qualitative afin d'affiner les résultats obtenus dans le chapitre précédent (*Chapitre 7*).

## Chapitre 5. Présentation de la zone d'étude et éléments de cadrage

### Introduction

Le monde rural tamoul a connu sur la période récente de nombreux changements structurels qui ont modifié l'organisation du marché du travail. L'objet de ce chapitre est d'en présenter les grandes tendances, ainsi que de justifier notre démarche empirique à partir d'une étude de terrain menée dans le monde rural tamoul. Nous allons donc dans une première section contextualiser notre terrain d'étude en présentant les principaux éléments de caractérisation du contexte économique du Tamil Nadu, tout en les resituant dans un contexte plus global (*Section 1.*). Dans un second temps, nous nous attacherons à présenter le cadre méthodologique qui a guidé ces travaux de recherche et qui s'est organisé autour d'une approche mixte combinant des outils quantitatifs et qualitatifs (*Section 2.*). Enfin, dans une dernière section, nous proposerons une première analyse statistique des différentes caractéristiques générales de l'échantillon à partir de tris croisés (*Section 3.*).

### Section 1. Le monde rural tamoul en mouvement

Une étude empirique porte avant tout sur un espace disposant d'une identité propre et sur lequel s'établissent une culture et des pratiques. Ces dernières sont elles-mêmes basées sur une histoire, des valeurs et des spécificités propres qui constituent alors un territoire.

L'étude de terrain sur laquelle repose cette recherche empirique a été menée dans le Tamil Nadu, au Sud-Est de l'Inde. Afin de fournir des éléments de contextualisation permettant un regard éclairé sur l'organisation et le fonctionnement de la société rurale tamoule dans la zone étudiée, nous en proposerons dans cette première section une présentation générale.

Pour cela, nous commencerons par dresser un tableau des caractéristiques générales de cette région de l'Inde du Sud (*1.*), puis nous présenterons quelques éléments spécifiques de l'organisation du marché du travail local (*2.*) et de l'organisation de la société rurale, en identifiant les évolutions des principales structures sociales à l'œuvre (*3.*).

## 1. Caractéristiques générales du Tamil Nadu

L'objet de cette première sous-section est de présenter quelques faits stylisés du territoire tamoul que nous nous attacherons à recontextualiser dans des dynamiques nationales. Trois principaux axes ont été retenus, le premier porte sur le développement humain (1.1.), le second sur l'organisation du travail (1.2.) et le dernier sur les dynamiques d'urbanisation (1.3.).

### 1.1. Le développement humain au Tamil Nadu

En termes de développement humain, il est généralement admis que le Tamil Nadu – avec le Kerala – constitue un des États indiens les plus socialement développés [Joshi et McGrath, 2015]. Vijayabaskar *et al.* [2004] ont effectivement montré que l'État du Tamil Nadu s'en sort relativement mieux que la plupart des autres États indiens, avec notamment des niveaux de croissance et de revenu par habitant parmi les plus élevés du pays, d'importants efforts politiques pour soutenir une éducation accessible au plus grand nombre (plaçant le Tamil Nadu en deuxième position, derrière le Kerala, en termes d'éducation<sup>259</sup>) et des niveaux de pauvreté urbains et ruraux bien en dessous des moyennes nationales. Afin d'expliquer cette bonne situation du Tamil Nadu par rapport au reste de l'Inde, Joshi et McGrath [2015] ont mené une étude comparative entre le Gujarat et le Tamil Nadu. Le premier, considéré comme un modèle national en termes de croissance économique a cependant échoué à convertir cette réussite au niveau social [Dixit, 2010]. Pour le second, plus équilibré, les bons résultats économiques se sont traduits par une relative réussite des programmes de développement humain<sup>260</sup> [Mehrotra, 2006]. Les auteurs attribuent principalement cette différence au fait que le Tamil Nadu ait appliqué sur la période récente des politiques de développement plus inclusives<sup>261</sup> (quotas, *mid-day meal scheme*, etc.). De son côté, le Gujarat s'est inscrit dans une trajectoire plus néo-libérale en privilégiant une organisation de la production intensive en

---

<sup>259</sup> Nous reviendrons plus en détail sur l'évolution de l'éducation en Inde et dans le Tamil Nadu dans la suite du chapitre.

<sup>260</sup> Au Tamil Nadu en 2010, la mortalité infantile est de 24‰, le taux d'enrôlement dans l'éducation primaire de 98,2% et le taux d'enrôlement dans l'éducation pour l'*upper primary school* de 90,9%, contre respectivement 44‰, 85,7% et 48,8% au Gujarat [Joshi et McGrath, 2015 : 3].

<sup>261</sup> « *It is important to emphasise that social policy interventions by the state have played an important role in improving the life chances of all, including the poor, even if we have seen that targeted social policy interventions are far from reaching all their intended beneficiaries* » [Djurfeldt et al., 2008 : 60].

capital et le développement d'infrastructures de transport et de communication (dans le but notamment d'être plus attractif en termes d'Investissements Directs Etrangers), au détriment d'investissements dans l'éducation et la santé. Ces politiques ont certes dynamisé la croissance économique du Gujarat, mais elles ont laissé de côté une large part de la population, traduisant ainsi les limites des effets de ruissellement promis par les tenants d'une libéralisation de l'économie<sup>262</sup>.

La Figure 5.1. présentant des mesures régionales de l'Indice de Développement Humain<sup>263</sup> (IDH) confirme le fait que le Tamil Nadu fait partie des États les mieux lotis en la matière. Cependant, comme le souligne Kennedy [2013], les situations locales sont diverses et bien que le Tamil Nadu fasse partie du peloton de tête des États les plus riches de l'Inde, les niveaux d'inégalité y sont parmi les plus élevés du pays<sup>264</sup>. Les inégalités de genre et de caste demeurent effectivement des marqueurs importants des discriminations qui continuent de produire, comme nous allons le voir, un développement à deux vitesses [Vijayabaskar *et al.*, 2004].

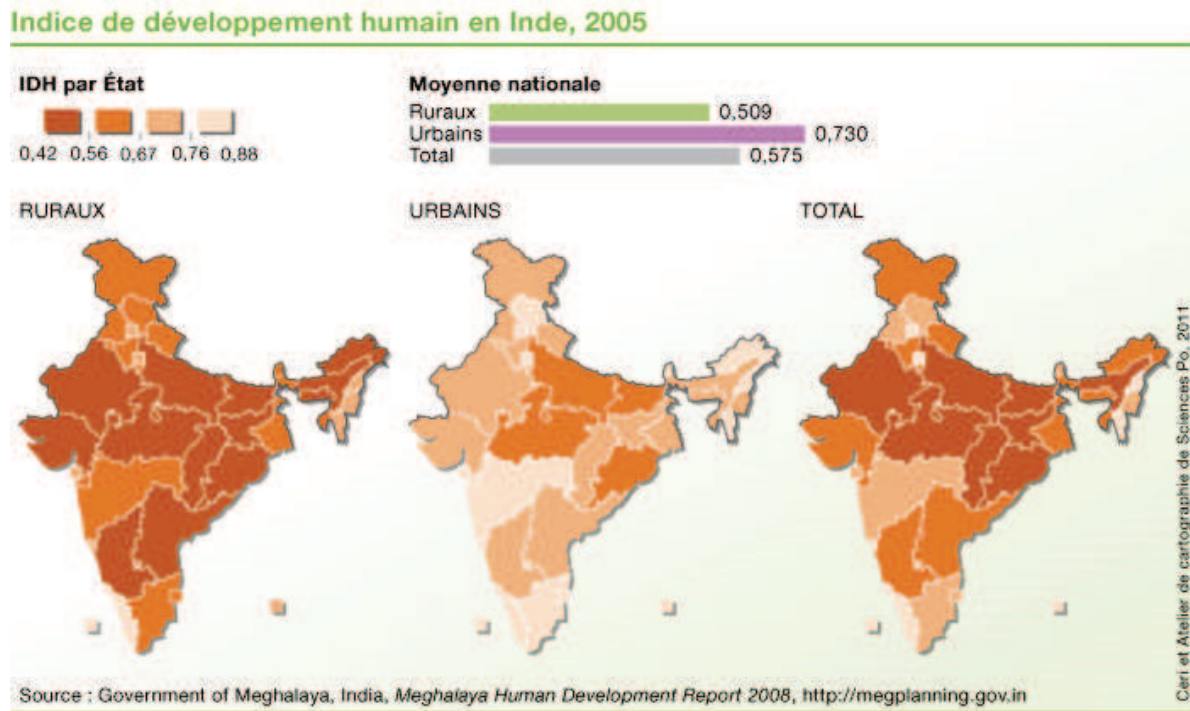
---

<sup>262</sup> « *The case of Gujarat suggests to us that the trickle-down theory simply cannot be applied to the state and the country in India, where there are many factors hindering the percolation of developmental benefits... Development will bypass the backward regions and backward communities, unless certain concrete and sensible measures are taken by the Government and the people* » [Shinoda, 2002 dans Joshi et McGrath, 2015 : 19].

<sup>263</sup> L'indice de développement humain (IDH), développé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), est une mesure de synthèse du niveau moyen atteint dans les dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, l'acquisition de connaissances et un niveau de vie décent. L'IDH est la moyenne géométrique des indices normalisés pour chacune des trois dimensions (<http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-d%C3%A9veloppement-humain-idh>). Bien que cet outil ait été largement critiqué, notamment pour son absence de prise en compte des différentes formes d'inégalités (genre, urbain/rural, etc.), il fournit néanmoins une information – à portée illustrative – des écarts de développement entre différentes zones géographiques.

<sup>264</sup> Ghosh et Chandrasekhar [2003] ont montré que les coefficients de Gini des dépenses par tête du Tamil Nadu – alors envisagés comme *proxy* des inégalités intra-étatiques – sont, avec ceux du Maharashtra, les plus élevés du pays.

**Figure 5.1. Carte des Indices de Développement Humain (IDH) par États en Inde, pour l'année 2005**



Source : Jaffrelot [2012<sup>265</sup>].

## 1.2. L'économie du Tamil Nadu dans l'Inde contemporaine : état des lieux et évolutions

Les trois dernières décennies ont conduit à une profonde transformation de l'économie et de la société indienne, marquée entre autres par l'intégration croissante de l'Inde dans l'économie mondiale [Himanshu et Stern, 2011]. Les logiques de globalisation et de libéralisation ont en effet impacté la structure de l'économie tamoule dont nous pouvons présenter les principales évolutions. Nous nous concentrerons pour cela sur l'évolution du partage de l'emploi et de la participation au PIB de l'État par secteurs d'activité. Les Figures 5.2. et 5.3. présentent dans ce sens les évolutions des parts des différents secteurs d'activité en termes d'emploi et de participation au PIB au Tamil Nadu.

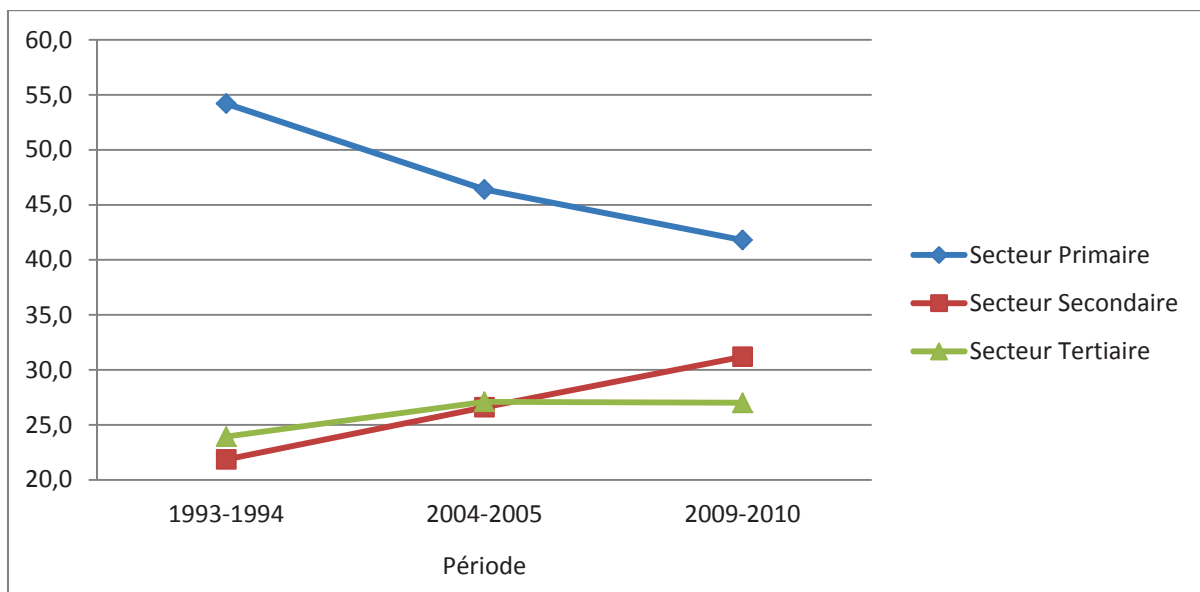
Il apparaît tout d'abord que le Tamil Nadu demeure un État à prédominance agricole [Dhas, 2012]. Le partage de l'emploi entre secteur agricole et secteur manufacturier est en effet largement en faveur du premier qui représente, en 2009-2010, 44% du total de l'emploi tamoul contre 17% pour l'emploi manufacturier. Notons toutefois que ces résultats sont à

<sup>265</sup> Disponible à l'adresse : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part3/la-pauvrete-en-inde-une-bombe-a-retardement>.

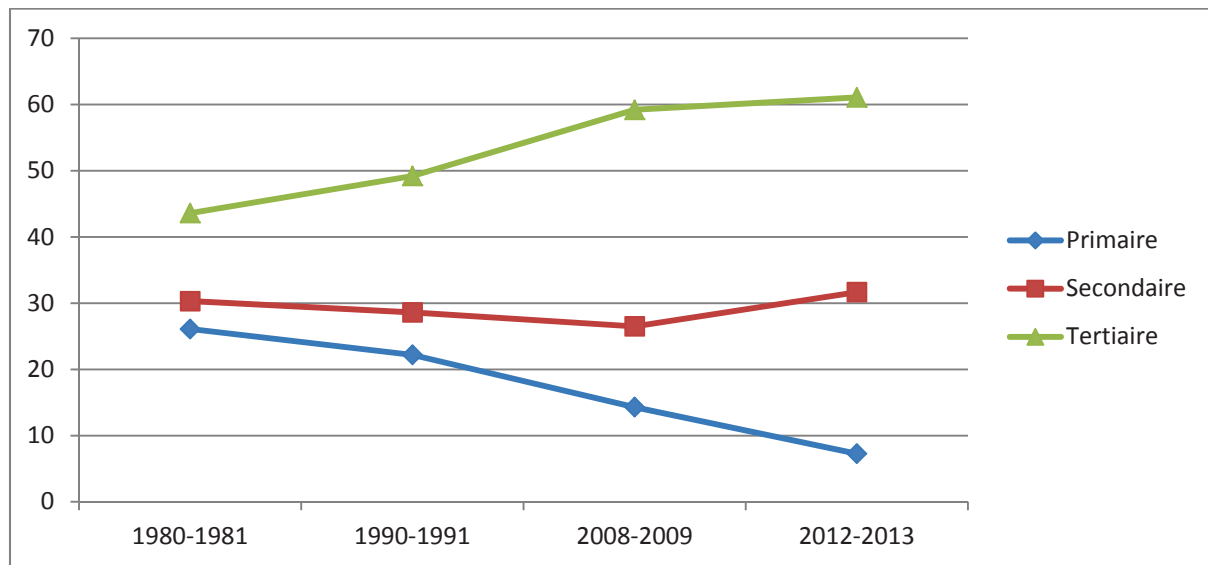


replacer dans la dynamique nationale où le Tamil Nadu apparaît comme l'un des États les moins dépendants de l'agriculture en termes d'emploi (troisième derrière le Kerala et le West Bengal, pour une moyenne nationale de 52,9%) et les plus industrialisés en termes d'emploi manufacturier (deuxième derrière le West Bengal, pour une moyenne nationale de 11%) [Lerche, 2015]. L'emploi industriel total représente par ailleurs aujourd'hui plus du tiers de l'emploi du Tamil Nadu et une part équivalente du PIB de l'État.

**Figure 5.2. Évolution du partage de l'emploi (en %) par secteur d'activité au Tamil Nadu (1993-1994/2009-2010)**



Source : Auteur (à partir des données du Government of Tamil Nadu - Eleventh Five Year Plan [2007] et du NSSO 61st et 66th Round Survey (2009-10)).

**Figure 5.3. Évolution du partage du PIB (en %) par secteur d'activité au Tamil Nadu (1980-1981/2012-2013)**

Source : Auteur (à partir des données de la Reserve Bank of India).

Ainsi, à l'échelle de l'Inde, le Tamil Nadu est un État industrialisé et cette industrialisation semble plutôt avoir été le fait de grandes unités de production. Le Tamil Nadu est en effet l'un des premiers États à avoir mis en place des *Special Economic Zones* (SEZ) pour attirer les IDE<sup>266</sup> [Lerche, 2015 : 58]. Chennai constitue d'ailleurs la métropole indienne ayant accueilli le plus d'IDE dans le secteur industriel entre 1995 et 2004 (soit environ six milliards d'euros), principalement dans les secteurs de la chimie lourde et de l'industrie automobile [Marius-Gnanou, 2010 : 40]. Cette ville est reconnue depuis longtemps comme l'un des principaux centres équipementiers automobiles en Inde et elle est devenue l'un des pôles majeurs d'exportation de véhicules du pays<sup>267</sup>.

Notons par ailleurs que si la plupart de ces SEZ sont localisées dans les grandes villes du Tamil Nadu (principalement Chennai, Madurai et Coimbatore), le développement de l'activité industrielle s'est également organisé dans de petits centres urbains industriels qui constituent de nouvelles formes de dynamiques d'urbanisation et de production (cf. *infra*). Dans ce sens, Amelot et Kennedy [2010] décrivent l'organisation de l'industrie du cuir dans la vallée de la Palar qui représente aujourd'hui plus de 50% de la production de cuir indienne. Le développement de ce district industriel a conduit à une réorganisation de la production traditionnelle du cuir afin de s'adapter aux exigences libérales et aux impératifs de

<sup>266</sup> Sur le développement des SEZ au Tamil Nadu, voir Vijayabaskar [2010].

<sup>267</sup> Pour une présentation détaillée du secteur automobile de Chennai, voir Tewari [2005] et Marius-Gnanou [2010].

compétitivité – caractérisés notamment par une flexibilisation de la production, de la sous-traitance et par une précarisation de l'emploi –, conduisant à des recompositions sociales et spatiales en milieu rural. Djurfeldt *et al.* [2008] ont également montré à partir d'une étude menée dans le district de Tiruchirapalli, en bordure de la « *Karur-Tirupur textile industry belt* », l'importance de l'industrialisation de la zone sur la structure de l'économie rurale locale. Aux effets directs, liés à l'emploi dans ces usines textiles, est associé un panel d'activités indirectes (service, construction, etc.) qui contribuent également, et dans ce cas majoritairement, à la modification de la structure de l'économie locale<sup>268</sup>. Ainsi, « *à la fois facteur de restructuration et de déstructuration des systèmes ruraux, l'industrialisation [...] joue un rôle de catalyseur des dynamiques socio-spatiales précipitant le déclin de certaines activités et renforçant l'essor des autres* » [Amelot et Kennedy, 2010 : 153]. La croissance de ces petits centres urbains semble alors redessiner l'organisation du travail et des modes vie sur le territoire tamoul.

Cependant, malgré une industrialisation croissante, le développement économique et la transition du secteur primaire vers le secondaire ne se sont pas produits de la même façon sur l'ensemble du territoire tamoul et la plupart des zones rurales demeurent encore fortement dépendante de l'agriculture. Nous pouvons observer dans ce sens que le secteur agricole emploie encore aujourd'hui plus de 40% de la population active tamoule et cela malgré une faible participation de ce secteur au PIB de l'État (inférieure à 10%). Cette très faible productivité agricole peut s'expliquer pour partie par les transformations induites par la Révolution Verte menée dans la plupart des régions indiennes à partir des années 1970<sup>269</sup>.

L'agriculture tamoule, malgré une Révolution Verte raisonnablement réussie [Harriss-White, 2010], n'a pas connu comme le Punjab ou l'Haryana de forts gains de productivité<sup>270</sup>. Là où pour ces derniers, on observe une concentration des terres ayant conduit à une hausse substantielle de la productivité agricole, le Tamil Nadu a connu une évolution inverse, caractérisée par une forte fragmentation de la terre<sup>271</sup> et par une prépondérance de terres de

<sup>268</sup> « *Our field is both indirectly and directly affected since it lies close to the Karur-Tirupur textile industry belt [...], which is a major global centre of knitwear production. The textile dynamics obviously has many indirect effects on growth in urban and nearby rural areas and on the growth of other industries, like building and construction, as well as services. In our field area, it is mainly these indirect effects, which we loosely term the structural transformation of the rural economy, which contribute to social mobility in side rural society* » [Djurfeldt *et al.*, 2008 : 50].

<sup>269</sup> Pour une présentation de l'application de la Révolution Verte en Inde, voir Landy [2006] et au Tamil Nadu, Marius-Gnanou [1993].

<sup>270</sup> Sur la réussite et les effets de la Révolution Verte au Punjab et en Haryana, voir Lerche [2015].

<sup>271</sup> Cette fragmentation de la terre au Tamil Nadu est liée d'une part à l'exode rural des grands propriétaires terriens (cf. *infra*), mais également aux politiques publiques qui ont permis l'accès à la propriété à des populations qui n'y avaient auparavant pas le droit [Djurfeldt *et al.*, 2008].

taille marginale (inférieures à un hectare) pesant sur les niveaux de productivité. Dans ce sens, Lerche [2015 : 49] a calculé des indicateurs de productivité agricole mesurant les niveaux de PIB par acre de terre cultivable et par travailleur agricole (cultivateurs et travailleurs journaliers). Il observe alors que les niveaux de productivité par acre de terre cultivable sont deux fois moins importants au Tamil Nadu qu'au Kerala, West Bengal et Punjab et que ceux par travailleur agricole sont tout aussi marginaux<sup>272</sup> (17 400 roupies par an au Tamil Nadu contre 71 900 roupies en Haryana et 64 000 roupies au Kerala). L'agriculture tamoule est ainsi dominée par de petits exploitants dont les logiques d'accumulation sont également freinées par une extrême pénurie d'eau<sup>273</sup> qui implique des coûts élevés de forage de puits et diminue la rentabilité des exploitations<sup>274</sup> [Harriss-White, 2010 ; Heyer, 2012].

Se pose alors la question de la mise en place d'un processus de transition agraire<sup>275</sup> au Tamil Nadu. Comme le note Byres [1996 dans Lerche, 2015 : 47-48], « *in the classic agrarian transitions, the surplus generated by the newly highly productive capitalist agriculture kick-started growth in other sectors, while the emerging agrarian capitalists formed a new and growing market for non-agricultural produce* ». Les mécanismes d'industrialisation via l'accumulation issue de l'agriculture sont ici centraux dans l'accomplissement de la transition agraire. Cependant, le lien entre surplus agraire et industrialisation ne semble pas être clairement marqué en Inde, ou pour le moins dans toutes les régions de l'Inde. En effet, si seuls le Kerala et le Punjab ont un secteur agricole qui semble fournir des surplus significatifs, ils sont dans le même temps juste au-dessus de la moyenne nationale en termes d'emploi manufacturier (respectivement 13% au Kerala et 12,8% au Punjab, contre 11% au niveau national). Au contraire, le Tamil Nadu dont le niveau d'industrialisation est un des plus élevés

<sup>272</sup> La mécanisation, une meilleure irrigation et de plus grandes tailles d'exploitations (permettant des économies d'échelle importantes) sont les facteurs pouvant expliquer l'important décalage entre le Tamil Nadu et ces Etats plus productifs.

<sup>273</sup> Seuls 35,2% des terres cultivables du Tamil Nadu sont irriguées en 2009-2010 contre 96,8% de celles du Punjab et 82,3% de celles de l'Haryana [Lerche, 2015 : 53]. Ce manque d'eau tend à devenir un problème majeur, d'autant plus qu'il n'existe que peu d'encadrement légal ni de volonté de planification de l'utilisation des nappes phréatiques [Etienne, 2005], ce qui entraîne une multiplication des forages individuels. Comme le soulignent par ailleurs Bon et Landy [2003 : 2], que ce soit au niveau national ou au niveau local, les agriculteurs et les pouvoirs publics indiens sont bien conscients de la surexploitation des ressources en eau. Cependant, en raison de l'épuisement des nappes phréatiques et de l'assèchement des cours d'eau qui en résulte, se sont multipliés de manière incontrôlée des forages individuels. Ainsi, l'individualisation progressive des droits d'eau, doublée d'une déresponsabilisation des institutions villageoises (largement organisée par les pouvoirs publics), sont donc en partie responsables d'une situation qui perdure depuis 35 ans et qui se caractérise par l'absence d'une véritable politique de gestion de la ressource.

<sup>274</sup> Pour une lecture détaillée des difficultés du monde agricole indien et tamoul, voir notamment Landy [1997], Etienne [2005] et Lutringer [2013].

<sup>275</sup> « *Historiquement, la transition agraire correspond au passage de structures de production petites, peu productives, dégageant un surplus limité à des structures plus grandes, plus productives pour la terre et le travail en mobilisant du capital et dégageant des surplus commercialisés importants* » [Benoit-Cattin, 2007 : 122].

du pays ne présente qu'un niveau de surplus agricole juste au-dessus de la moyenne nationale<sup>276</sup>. Ces observations ont amené Lerche [2015 : 49] à conclure que « *perhaps agriculture does not, after all, play a crucial role in the creation of capital for industrialisation in India* ».

Notons par ailleurs que si le secteur tertiaire ne représente qu'un peu plus du quart de l'emploi tamoul (et cette part semble se stabiliser à ce niveau), il contribue aujourd'hui à plus de 60% du PIB de l'État. La forte productivité de ce secteur naissant est principalement due à la création de *clusters* d'entreprises et d'universités, sur le modèle des *edges cities*<sup>277</sup>, en périphérie des grandes villes. En effet, comme le remarque Marius-Gnanou [2010 : 30], la stratégie de création de toutes pièces de nouveaux parcs d'activités et d'instituts d'enseignement et de recherche à proximité des villes, ainsi que la contribution importante du secteur de l'informatique, sont à l'origine d'un processus de tertiarisation de l'économie du Tamil Nadu. Le progrès des technologies de l'information, de la communication et des services associés va dans le même sens, et le Tamil Nadu est ainsi devenu le second exportateur indien de logiciels après le Karnataka.

Enfin, nous pouvons conclure cette présentation de l'économie tamoule en présentant l'état des infrastructures au Tamil Nadu. Les manques en termes d'infrastructures continuent de constituer le talon d'Achille de l'économie indienne et tamoule. En effet, aux défaillances dans le fonctionnement des réseaux, notamment électrique (les fréquentes coupures d'électricité dans le Tamil Nadu pèsent sur l'activité industrielle), s'ajoutent les insuffisances d'investissements publics dans ce secteur qui peine à suivre la croissance des secteurs industriels et des services (en 2000, en Inde, la croissance du PIB dépasse les 9% alors que la production électrique ne progresse que de 5%<sup>278</sup>) [Etienne, 2014 : 57]. Les infrastructures routières et ferroviaires, bien qu'assez développées et étendues, sont vieillissantes et l'inadéquation croissante entre celles-ci et le stock de véhicules arpentant les routes tamoules (motos, rickshaw, bus, camions et de plus en plus de voitures individuelles avec la croissance

<sup>276</sup> « [Tamil Nadu] is the second most industrialised of the major states in India, both in terms of employment and in terms of contribution of manufacturing to the National State Domestic Product (Vijaybaskhar 2010). At the same time, the proportion of working population in agriculture is similar to that of Punjab, i.e. well below the national average. This indicates that the Tamil Nadu economy has not only been moving away from agriculture but also towards manufacturing as opposed towards the service sector. However, it should also be noted that recently manufacturing employment in Tamil Nadu has decreased » [Lerche, 2015 : 57-58].

<sup>277</sup> Le terme *edges cities* renvoie à un positionnement spatial périphérique de grandes agglomérations qui rassemble surtout des emplois de bureaux, des espaces commerciaux et d'hôtellerie, des sièges sociaux, etc. [Garreau, 1991].

<sup>278</sup> Notons cependant une certaine amélioration sur la période récente au Tamil Nadu, marquée par une croissance de 15,8% du secteur électrique entre 2013 et 2014 qui a conduit à une hausse de 5,14% de la production du secteur industriel (là où la moyenne du reste de l'Inde est marquée par une légère contraction de -0,1%).

des classes moyennes) risque dans un avenir proche de poser sérieux problèmes de trafic. Notons enfin que si les infrastructures portuaires du Tamil Nadu ne sont pas surchargées comme dans d'autres parties de l'Inde, il n'en demeure pas moins qu'un cargo peut voir s'écouler quatre jours entre sa mise à l'ancre et son départ, contre six heures à Singapour ou Hong Kong [Etienne, 2014].

Malgré une évolution certaine des modes de production dans le Tamil Nadu, l'emploi agricole demeure essentiel pour une large part de la population tamoule qui dépend de l'agriculture pour subvenir à ses besoins. La tertiarisation de l'économie est encore fragile, et si le secteur industriel semble se développer en zones urbaines mais également péri-urbaines, une large part de la population reste isolée, spatialement et économiquement (cf. *infra*), de ces logiques de développement.

### 1.3. Urbanisation, croissance des petites villes et ruralité

L'Inde est réputée, malgré l'importance de ses mégapoles<sup>279</sup>, pour être une des plus vastes zones rurales au monde et les différences d'urbanisation avec les autres BRICS témoignent de cette prégnance de la ruralité<sup>280</sup>. Cependant, si l'importance du monde rural indien est un fait bien établi, Denis et Marius-Gnanou [2011] ont montré – en adoptant l'approche Geopolis, mesure alternative aux données censitaires – que le processus d'urbanisation en Inde est loin d'être uniquement le fait d'une polarisation par les grandes villes, dans la mesure où la croissance des petites villes témoigne simultanément d'une urbanisation diffuse. La Figure 5.4. représentant les taux d'urbanisation des districts indiens en 2011 montre de manière assez évidente le caractère urbain des districts tamouls en comparaison d'autres zones, en particulier dans le Nord-Est du pays. Ces dynamiques se traduisent très concrètement sur notre terrain où apparaît une croissance importante des petites villes de la

---

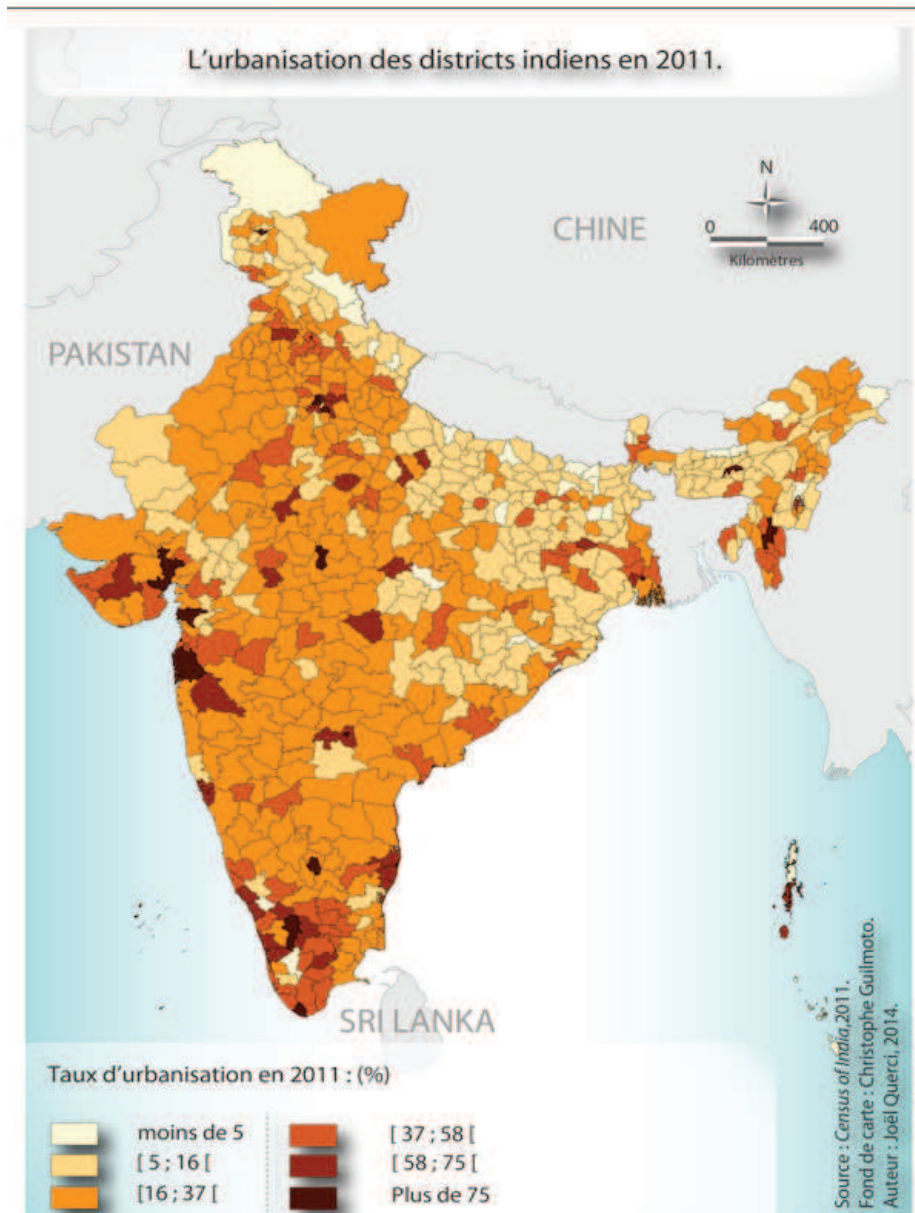
<sup>279</sup> L'Inde recense en effet trois mégapoles sur les quinze agglomérations les plus peuplées au monde en 2014 [World Urbanization Prospects, the 2014 Revision] et 46 villes de plus d'un million d'habitants [*Census of India*, 2011].

<sup>280</sup> Les données Banque Mondiale de 2011 donnent un taux d'urbanisation de 51% en Chine, 63% en Afrique du Sud, 74% en Russie et 85% au Brésil contre 31% en Inde, distinguant alors cette dernière des autres géants démographiques.



zone d'étude<sup>281</sup> dont le taux de croissance de la population sur la période 1991-2011 est d'environ 20%<sup>282</sup>.

**Figure 5.4. Taux d'urbanisation des districts indiens en 2011**



Source : [Querci et Oliveau, 2015<sup>283</sup>].

<sup>281</sup> Notamment Panruti, Cuddalore et Villupuram. Nous reviendrons plus loin en détail sur ces centres urbains dynamiques.

<sup>282</sup> Entre 1991 et 2011, les populations de Panruti et de Cuddalore ont augmenté respectivement de 17,4%, et 20,1%. Il est à noter que la ville de Villupuram, autre ville dynamique de la zone d'enquête, plus spécialisée dans les activités industrielles, n'a connu sur la même période qu'une croissance de 4,3%. [Census of India, 1991 , 2011].

<sup>283</sup> <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-et-espaces/corpus-documentaire/le-systeme-urbain-indien-une-construction-ancienne-en-changement-rapide>.

Le Tamil Nadu, avec 48,4% de la population vivant en zone urbaine, fait d'ailleurs partie des États les plus urbanisés de l'Inde, derrière Delhi (97,5%), Goa (62,2%) et le Mizoram (52,1%) [*Census of India*, 2011]. Dans ce sens, Denis et Marius-Gnanou [2011] notent que la distance moyenne à une ville de plus de dix mille habitants dans le Tamil Nadu est de 5,6 kilomètres en 2011 (contre par exemple 12,3 kilomètres pour le Madhya Pradesh et 9,2 kilomètres pour le Gujarat). Le tissu urbain tamoul apparaît alors relativement dense et uniformément réparti. Cependant, ces chiffres synthétiques ne doivent pas occulter l'hétérogénéité du territoire. En effet, on ne peut pas parler d'un véritable exode rural en Inde, ni même dans le Tamil Nadu, et l'enracinement villageois décrit par Racine [1994] demeure d'une surprenante actualité. Le développement des navettes entre zones d'habitat rural et zones de travail urbain tendent en effet à se multiplier, notamment grâce au développement croissant de l'emploi non-agricole et des moyens de transport et de communication [Dupont et Lelièvre, 1993 ; Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015].

D'autre part, comme le remarquent Louiset et Rétaillé [2007 : 380], l'hypothèse d'un exode rural ne tient pas en Inde dans la mesure où dans bien des cas c'est la ville qui se déplace vers les campagnes et non l'inverse. Effectivement, la croissance des zones urbaines, qu'elle soit le fait des grandes métropoles de plusieurs millions d'habitants ou des petites villes dépassant à peine les dix mille habitants, repose sur un bourgeolement urbain où la ville s'étend vers les campagnes, absorbant peu à peu les villages alentour déjà urbanisés. Cet étalement urbain (en anglais *urban sprawl*) a comme conséquence une réorganisation de l'ensemble du paysage économique et social péri-urbain des villages alentour.

Notons enfin que malgré le développement certain des campagnes, l'Inde reste fortement marquée par un développement à deux vitesses. En effet, les logiques d'urbanisation néolibérale, portées par le développement des activités tertiaires (information et communication, hôpitaux, hôtellerie, loisirs, services, commerce de gros et de détail, etc.) principalement dans les mégapoles indiennes, ont conduit à ce que les grandes villes, considérées comme le « moteur » de la croissance, constituent 60% du PNB national [Shaw, 2012 : 50 dans Tawa Lama -Rewal, 2014 : 269]. Cette apparente modernité ne doit pas occulter le dualisme de ces *mega-cities* où se combinent une urbanisation planifiée<sup>284</sup> et la prolifération de *slums* dans lesquels s'entassent les « laissés pour compte » urbains, pourtant indispensables au fonctionnement de ces *mega-cities* (ramassage des ordures, *rickshaws*, vendeurs de rue, etc.), mais mis au ban de cette Inde « qui brille ».

---

<sup>284</sup> Pour une présentation des logiques d'urbanisation des grandes villes indiennes, voir Saglio-Yatzimirsky et Landy [2014] et Dupont *et al.* [2016].



## **2. Organisation et spécificités du marché du travail en milieu rural tamoul**

Le monde rural tamoul a connu un certain nombre d'évolutions qui se sont traduites par des changements structurels importants ayant modifié les rapports de production et les relations de travail. Nous pouvons nous interroger sur l'ampleur de ces évolutions et sur la manière dont elles ont conduit à une réorganisation du marché du travail. Nous verrons ainsi dans un premier temps comment ont évolué les relations de travail dans le cadre du monde rural tamoul (2.1.). Puis, nous présenterons un des éléments les plus marquants des évolutions de la structure du marché du travail : la diversification des activités (2.2.). Enfin, nous nous concentrerons sur la réapparition de formes d'asservissement comme formes particulières d'emploi (2.3.).

### 2.1. La fin du Jajmani System et la contractualisation des relations de travail

Dans la littérature historique et économique, la société précoloniale indienne a souvent été décrite comme une société politiquement autonome et économiquement auto-suffisante dans laquelle collaboraient, sur la base d'échanges réciproques, les castes paysannes d'un côté et les artisans et castes de services de l'autre [Breman, 1974 : 3]. Cette vision globalisante de l'organisation du « village traditionnel indien » considérait la société rurale comme un ensemble homogène, reposant sur un système de castes qui trouvait son fondement dans une société agricole figée, aux emplois héréditaires et non monétarisée [Pousse, 2011]. Cette division du travail originale, qualifiée de *Jajmani System*<sup>285</sup>, est par ailleurs étroitement liée au système de castes. Lerche [1993 : 238] résume les évolutions de la pensée sur la définition du *Jajmani System* en ces termes : « *For decades, [the Jajmani System] has commonly been viewed as an all-India system of socio-religious, inter-caste, patron-client relations which, historically, encompassed practically all households. Brahmins, service caste households and agricultural servants performed their hereditary caste occupations for the landowning castes. In return each landowner was expected to cover the material needs of the households which served him, mainly in the shape of a fixed share of the agricultural produce* ».

---

<sup>285</sup> L'expression *Jajmani System*, proposée par Wiser [1969], trouve son origine dans le nom que donnent les castes de services à leur « patron » qu'elles appellent *jajman* (du sanskrit *yajamana* ou « sacrificateur », entendons ici celui qui fait effectuer les sacrifices pour lui-même). Ce terme désigne alors l'ensemble des prestations et contre-prestations qui caractérisent les relations économiques entre les castes d'un village [Deliège, 2004 : 182].

Bien qu'il existe un vif débat sur la nature des relations au sein du *Jajmani System*<sup>286</sup> et en dépit de nombreuses variations locales, il existe quelques principes généraux qui semblent se retrouver dans différentes régions de l'Inde [Deliège, 2004 : 180]. Premièrement, l'interdépendance des castes se pose comme une des caractéristiques fondamentales du *Jajmani System*. Cette interdépendance se manifeste principalement dans la vie économique et religieuse, et la caste constitue bel et bien un moyen d'organiser la production et la consommation des biens au sein du village. En effet, qui dit caste dit métier, de sorte que la plupart des castes sont traditionnellement associées à une profession ou à une spécialisation rituelle. La spécialisation héréditaire constitue ainsi un des éléments clefs sur lequel repose le système de castes. Cependant, cette spécialisation héréditaire est loin d'être absolue et on observe une assez faible et tendanciellement décroissante congruence statistique<sup>287</sup> entre le métier associé traditionnellement à la caste d'appartenance et l'activité réelle occupée par les membres d'une caste [Deliège, 2004 : 167-169]. Il est également à noter que lorsque la spécialisation est davantage rituelle qu'économique, le rapport entre caste et profession est d'autant plus ténu. Par exemple, les *Pallars* (de *pal* : la fosse en tamoul), castes de fossoyeurs et les *Paraiyars* (de *parai* : tambour en tamoul), joueurs de tambours lors des cérémonies mortuaires, ne sont bien évidemment pas des millions à occuper ces postes et sont pour la plupart travailleurs agricoles [Deliège, 2004 : 169]. Landy [1994 : 172-175] avance plusieurs raisons pour expliquer cette inadéquation croissante entre les « métiers traditionnels » et les castes de service. Premièrement, une forte croissance démographique a pesé sur l'offre d'emploi. Il n'est en effet nul besoin d'avoir une armée de barbiers ou de blanchisseurs dans un village et dans une famille nombreuse, c'est souvent le fils aîné qui assurera cette activité héréditaire, les autres enfants pouvant éventuellement aller à l'école et aspirer à d'autres types d'emplois. Deuxièmement, le développement économique des campagnes indiennes a conduit à la création de nouveaux métiers (chauffeurs d'autocars, réparateurs de moto, etc.), qui ne

<sup>286</sup> Pour une lecture critique d'une telle vision universaliste, voir par exemple Beidelman [1959], Harriss [1982] et Lerche [1993]. Washbrook [1998 : 244] note dans ce sens : « *The notion, derived from Moreland and Marx, of a productive base structured around the self-sufficient village community and operating on the principles of the jajmani system looks less and less plausible as evidence increases. In Bengal, there never was a jajmani system; in Tamilnadu and Andhrapradesh, the specialization of production was so advanced that it precluded village self-sufficient in most places* ».

<sup>287</sup> Edward Blunt [1969], *superintendant* du recensement de 1911, a calculé le taux d'adéquation entre caste et profession dans le Nord de l'Inde. Il note que si la plupart des membres de castes d'agriculteurs exercent, sans grande surprise, leur profession traditionnelle, cela n'est le cas que d'environ la moitié des membres des castes de blanchisseurs et de presseurs d'huile. Cette inadéquation est encore plus marquée pour les *Brahmanes*, dont seuls 10% sont prêts, et pour les *Chamars* dont seulement 5% travaillent comme tanneurs [Deliège, 2004 : 170]. Un siècle plus tard, nous pouvons supposer qu'il devient de plus en plus marginal d'exercer une activité traditionnelle et que la congruence entre caste et profession tend à devenir une résurgence du passé, uniquement visible dans les lieux les plus reculés.

correspondent pas à une caste particulière. D'autre part, les modifications des modes de vie et de consommation ont également participé à une remise en cause de cette correspondance stricte entre profession et caste. À titre d'exemple, nous pouvons évoquer la vaisselle, autrefois faite à la main par les castes de potiers, mais qui est aujourd'hui délaissée au profit de pots métalliques manufacturés. Ces changements dans les habitudes de consommation ont redessiné l'organisation du marché du travail local et ont donc poussé ces artisans à une reconversion. Face à une demande insuffisante, certains artisans ou personnes issues des castes de service ont en effet dû cesser leurs activités « traditionnelles » et se reconvertir vers le travail de la terre, soit en tant que paysan, pour ceux qui possédaient un lopin de terre, soit en tant que travailleur journalier agricole.

Ainsi, les relations d'interdépendance de caste et le caractère héréditaire des activités ont conduit à la mise en place dans le cadre du *Jajmani System* de relations inter-castes basées sur une forme de réciprocité. Les hautes castes, qui disposent des terres, fournissent protection et nourriture et les basses castes fournissent une main-d'œuvre ou des services aux propriétaires terriens. Les relations inter-castes sont ainsi avant tout hiérarchiques et l'échange, comme le remarque Miller [1986 : 553], reproduit l'asymétrie sociale.

La seconde grande caractéristique du *Jajmani System* est que ce système repose sur une fonction d'intégration des différentes castes d'un village. Il est en effet important de noter que même si elles sont opprimées, les basses castes – et *a fortiori* les populations *Dalits*<sup>288</sup> – font partie d'un système où elles ont une place et un rôle à jouer. Le mode de rémunération y est par ailleurs assez particulier. Entre castes de service, les relations se font sur la base d'un échange de services : le barbier rase le blanchisseur qui lui lave son linge en échange. Avec un agriculteur, le paiement se fait en nature (souvent en grain) au moment de la mousson ou après les récoltes<sup>289</sup>. Notons également que le montant de la compensation ne dépend pas de la quantité ou de la qualité du travail accompli, mais est fixé par la tradition [Deliège, 2004]. Landy [1994 : 174] présente dans ce sens une illustration contemporaine du *Jajmani System*

---

<sup>288</sup> « Le terme "dalit" désigne les « intouchables » et signifie « opprimé ». C'est un terme à consonance militante, qui a remplacé l'euphémisme gandhien de « harijan » (« peuple de Dieu ») jugé condescendant par les intéressés. C'est aussi un substitut de « scheduled castes », la catégorie administrative forgée en 1935 pour désigner les castes considérées comme « intouchables » par les autorités coloniales. Déjà employé à la période coloniale, mais de façon plus neutre, « dalit » a été popularisé par le mouvement révolutionnaire des Dalit Panthers à partir des années 1970. Son usage s'est diffusé en Uttar Pradesh avec les progrès du militantisme ambedkariste au cours des années 1980 et s'est généralisé dans les années 1990 » [Jaoul, 2012 : 1].

<sup>289</sup> « L'organisation économique du village traditionnel indien est souvent citée comme l'exemple type d'une économie échappant totalement aux lois du marché pour être réglée par des droits et privilèges coutumiers ; elle constituerait ainsi une illustration parfaite de l'opposition entre économies traditionnelles et monétaires » [Deliège, 2004 : 180].

dans le village de Mottahalli (Karnataka). Il cite l'exemple d'un propriétaire terrien de haute caste qui donne chaque année après la récolte une certaine quantité de paddy aux blanchisseur, forgeron, barbier et prêtre qui lui fournissent en contrepartie des services tout au long de l'année. Il apparaît donc que ce système permet à chaque famille d'avoir accès à l'ensemble des services (barbier, blanchisserie, etc.) disponibles au village.

Ces traits généraux, qui présentent un système inclusif offrant un certain degré de protection à l'ensemble des communautés du village, ne doivent cependant pas occulter qu'il s'agit bien d'un système fondamentalement inégalitaire et oppressif. Beidelman [1959] souligne en effet l'importance de la propriété terrienne dans ce système de prestations qu'il qualifie de « semi-féodal » en cela qu'il repose sur de grandes inégalités de richesse, de pouvoir et de statut, perpétuées par le caractère héréditaire de la division sociale du travail. Notons également que ces relations purement héréditaires de prestations et contre-prestations ne constituaient pas – et constituent encore moins aujourd'hui – la totalité des échanges économiques au sein du village, les échanges monétarisés y étant loin d'être marginaux [Deliège, 2004 : 186]. Ainsi, il apparaît extrêmement réducteur d'ériger le *Jajmani System* comme le modèle universel et traditionnel d'organisation du monde rural indien [Lerche, 1993]. Dans ce sens, Good [1982 : 23] remet en cause l'utilisation même du concept de *Jajmani System* comme concept sociologique universel, en avançant le fait que dans le Sud de l'Inde (l'auteur s'appuie sur le cas de Tirunelveli, village rural du Tamil Nadu), si le partage du grain se fait bien en partie sous la forme de *maniyam*, tribut en l'honneur des capacités des artisans, il se fait également sous la forme du *varattusampalam* qui constitue une sorte de salaire rémunérant le travail de la terre. Les relations économiques héréditaires relevant du *Jajmani System* ne concernent alors qu'un nombre limité de prestations au sein de l'économie rurale [Deliège, 2004 : 185]. Il apparaît en effet, comme l'a montré à demi-mot Wisner [1936], que cette représentation de l'organisation de la société rurale indienne relève de relations sociales différenciées, avec d'un côté les relations cultivateurs/artisans et de l'autre les relations cultivateur/intouchables. Si les premières s'inscrivent bien dans la description que nous venons de faire du *Jajmani System*, impliquant une certaine idée de réciprocité, voire de mutualité, les intouchables qui jouissent de certains privilèges rituels sont dans le même temps contraints de remplir une série de tâches qui ressemblent à du servage [Deliège, 2004 : 184]. La notion de *Jajmani System*

met ainsi en évidence la position de la caste dominante<sup>290</sup> autour de laquelle s'articule toute la vie du village.

Les changements structurels qui ont marqué le XX<sup>ème</sup> siècle ont particulièrement impacté l'interdépendance entre les castes qui deviennent, avec la libéralisation de l'économie et de l'emploi, de plus en plus concurrentes [Deliège, 2004 : 168]. Cela s'est traduit d'une part sur les plans politique (création d'association de défense d'intérêts communautaires, représentation et vote de caste lors des élections, etc.) et social<sup>291</sup> (sanskritisation, etc.), mais également au niveau économique. Les changements structurels qui se sont produits depuis les dernières décennies ont laissé une place accrue aux échanges marchands et monétarisés, reléguant le *Jajmani System* à l'état de survivance dans l'Inde contemporaine. À titre d'illustration, nous pouvons nous référer aux travaux de Scarlett Epstein [1973], menés sur la désintégration des relations traditionnelles entre 1955 et 1970 dans deux villages du Karnataka. Ceux-ci ont montré que dans le village de Wangala (village irrigué) se combinent des relations héréditaires de patronage<sup>292</sup> et des relations commerciales. Dans le village de Dalena (village sec), les aléas de la production agricole fortement dépendante des précipitations ont conduit à une certaine diversification des activités et au développement de relations contractuelles entre les propriétaires terriens et les *coolies* travaillant la terre. De la même façon, nous avons pu observer dans les villages étudiés dans le cadre de notre enquête de terrain qu'en complément du type de substrat<sup>293</sup>, qui joue un rôle important sur les évolutions des relations de travail, l'accessibilité du village constitue également un facteur non-négligeable de changement. En effet, il nous est apparu que plus un village est éloigné des petits centres urbains (ce qui est le cas notamment des villages de Karumbur et Oraiyur), plus la structure organisationnelle du mode de vie semble proche du *Jajmani System* décrit *supra*, et ce bien que les relations monétaires soient aujourd'hui la norme<sup>294</sup>. Un second exemple illustrant l'évolution de l'organisation d'un village dans le cas tamoul peut être

<sup>290</sup> Srinivas, ethnologue indien, est à l'origine de ce concept et postule que « pour qu'une caste soit dominante, il faut qu'elle possède une partie substantielle de la terre arable de la localité, qu'elle soit numériquement importante et qu'elle occupe une place élevée dans la hiérarchie » [Srinivas, 1971 : 10].

<sup>291</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces aspects politiques et sociaux dans la troisième partie de cette section.

<sup>292</sup> « Each peasant patron household offered its clients a modicum of social security by providing them with an annual reward in kind at harvest time; in return, the clients were committed to perform different types of services such as craft or farm labor, for which they usually also received a daily wage. Clients were also expected to provide political support and ritual services for their patron households; for example, the SC client would have to carry the torch ahead of his patron's funeral procession » [Epstein, 2007 : 202].

<sup>293</sup> Nous entendons par « substrat » dans l'ensemble de ces travaux le type de terre, principalement utilisé pour marquer la différence entre les terres irriguées (*punjai* en tamoul) et les terres arides ou sèches (*nanjai*).

<sup>294</sup> Nous reviendrons plus en détail dans la suite de la thèse sur l'importance de l'accessibilité et du type de substrat sur l'évolution sociétale dans les villages que nous avons étudié pour notre illustration empirique.

évoqué à travers les travaux de Slater sur le village d'Iruvelpattu qui décrivent en 1916 un village fermé et quasiment auto-suffisant<sup>295</sup> ayant une organisation proche du *Jajmani System*. Harriss *et al.* [2010 : 56] observent par ailleurs dans ce même village que « *These former village service providers do still undertake their specialist ritual roles, for payment, but the more generalised system of relationships of dependent service has ceased to operate* », avant de conclure de manière plus tranchée : « *the hierarchical organisation of village society that lent a certain kind of "village solidarity", has ceased to be* » [Op. Cit. : 57].

Il apparaît ainsi que la diversification des activités (cf. *infra*) et la naissance de nouveaux emplois (souvent non-agricoles), induites par le développement économique et la pénétration de modes de production de type capitaliste, ont participé à annihiler le lien traditionnel entre caste et métier. Ces phénomènes contribuent également à remettre en cause le *Jajmani System*, dans la mesure où l'essentiel des relations économiques au sein des villages se sont monétarisées. Il est désormais plus juste de parler de systèmes hybrides où subsistent des formes traditionnelles d'échange dans un contexte de généralisation du salariat. La contractualisation des relations de travail qui a accompagné les changements structurels (politiques, économiques et sociaux) – le sens de la causalité étant ici difficile à établir – a ainsi conduit à une diversification des activités et à une mobilité accrue des travailleurs, sans toutefois effacer complètement les relations de pouvoir et de caste inhérentes au *Jajmani System*.

## 2.2. Diversification des activités et des pratiques migratoires

Les études successives menées dans les « *Slater villages*<sup>296</sup> » au cours du dernier siècle permettent une lecture des évolutions du monde rural tamoul d'une grande richesse. Il a été constaté, lors des premières études de 1915 et 1937, l'absence d'activités non-agricoles en dehors de l'artisanat<sup>297</sup>, le travail s'organisant alors sur le modèle du *Jajmani System* décrit

---

<sup>295</sup>« *As Slater described it, [...] the village seemed to be "self-supporting" and quite self-contained, with a sufficient range of artisans and specialists as to meet most essential functions, from its own resources* » Harriss *et al.* [2010 : 56].

<sup>296</sup> Gilbert Slater, économiste britannique et chef du département de sciences économiques de l'Université de Madras entre 1915 et 1921 et ses étudiants (P. J. Thomas, K. C. Ramakrishnan, etc.), ont mené entre 1916 et 1980 une série d'études dans cinq villages du Tamil Nadu en se focalisant sur les changements opérant dans le monde rural tamoul. L'étendue temporelle sur laquelle reposent ces études leur confère un pouvoir analytique des changements sociaux qui ont eu lieu sur la période.

<sup>297</sup> Jusqu'aux années 1990, les recensements nationaux ne montrent pas de tendance significative à la diversification des activités en milieu rural [Guétat-Bernard, 1997].



*supra*. Harriss *et al.* [2010 : 53] notent alors que « *the fact that the authors of the first two studies mention no other non-agricultural occupations is probably significant, and one of the most striking changes to have taken place in the village over the last half-century, but especially over the last 20 years or so, has of course, been the considerable diversification of occupations* ». La récente diversification des activités constitue en effet un des changements les plus marquants dans l'économie du monde rural indien, qu'il convient d'étudier. L'objet de cette sous-section est alors de s'intéresser aux facteurs ayant conduit à ces dynamiques de diversification des activités dans le monde rural tamoul.

Les raisons de la diversification de l'activité au Tamil Nadu sont multiples. Premièrement, les modifications des pratiques agraires ont produit divers effets sur l'emploi agricole. D'une part les paysans sans terre, désormais condamnés au salariat et à la précarité de l'emploi, sont extrêmement dépendants des pics de besoin de main-d'œuvre lors des périodes de récolte, mais également des aléas climatiques qui peuvent, par exemple en cas de sécheresses répétées, contracter fortement la demande de travail dans ces zones rurales où peu d'alternatives existent au sein des villages. Ces travailleurs agricoles journaliers doivent également faire face, et ce de manière croissante, à la mécanisation de l'activité, bien que l'agriculture tamoule ne soit pas hautement mécanisée [Lerche, 2015]. Un complément de revenu devient alors indispensable à la survie d'une large part des populations les plus vulnérables qui ne peuvent plus compter sur les logiques de protection, notamment par les *landlords*, qui assuraient autrefois les besoins primaires en temps de crise. D'autre part, la baisse des subventions accordées aux agriculteurs, la hausse du prix des intrants agricoles ainsi que le caractère hautement imprévisible des conditions de production – dû aux aléas climatiques (inondations et sécheresses) et aux importantes insuffisances en eau (assèchement des nappes phréatiques, délaissement des canaux d'irrigation et développement des forages individuels) –, ont conduit à une baisse de la rentabilité agricole. Cette contraction des revenus tirés de l'agriculture a favorisé une diversification des activités, particulièrement dans le cas tamoul où les agriculteurs marginaux (ayant des terres inférieures à un hectare) constituent la majorité des exploitants agricoles. En effet, pour les différentes raisons évoquées *supra*, il devient de plus en plus difficile pour ces petits paysans de ne tirer des revenus que de l'activité agricole. Ceux-ci se trouvent alors contraints, dans une logique de diversification des risques, de se tourner vers d'autres formes d'emploi, majoritairement non-agricoles.

Les travaux de recherche menés par Jan Breman depuis une quarantaine d'années montrent d'autre part que les relations entre castes et la structure du marché du travail ont évolué et que les changements tendent à s'accroître sur la période récente [Breman 1974, 1996]. On observe en effet d'un côté une évolution des structures hiérarchiques (nous reviendrons plus en détail sur ces aspects sociaux dans la suite du chapitre) et de l'autre, une modification du marché du travail, basé sur une croissance de plus en plus rapide de l'emploi non-agricole. Le développement croissant de l'activité non-agricole constitue alors le second élément explicatif d'une diversification des activités en milieu rural. Les processus de globalisation et de libéralisation qui se sont mis en place à partir des années 1980 en Inde, ainsi que le développement des milieux ruraux (en termes de santé, d'éducation, de commerce, d'infrastructure, etc.), ont conduit à la création de « nouveaux » emplois, appartenant au secteur non-agricole. Guétat-Bernard [1997] note que seulement un tiers des actifs ruraux dépendent uniquement de revenus non-agricoles tirés d'une activité principale. Cependant, comme le remarque l'auteure, cette proportion ne traduit pas l'extrême hétérogénéité des situations locales et ne rend pas compte de l'importance de ce secteur d'emploi comme source de revenu secondaire<sup>298</sup>. Harriss *et al.* [2010 : 53] estiment en 2008 à 40% la part des ménages d'Iruvelpattu (village situé à une dizaine de kilomètres de notre zone d'enquête) dépendant principalement d'une activité non-agricole (contre 24% en 1983 dans le même village selon Guhan et Mencher [1983]). Si l'agriculture emploie encore près des deux tiers de la population active du village, Harriss *et al.* [2010 : 53] affirment que « *in 2008, though cultivation still remained the most important single activity of Iruvelpattu, and employed two-thirds of the village labour force, it was no longer so essentially an "agricultural village"* ». Ainsi, l'emploi agricole demeure toujours assez important (en volume et en termes de structure de l'emploi), mais on constate dans le même temps une baisse substantielle de la dépendance à l'agriculture.

Le développement des milieux ruraux tamouls s'est également accompagné, comme nous l'avons vu *supra*, d'un processus d'industrialisation qui a participé à la mise en place de logiques de diversification des activités [Djurfeldt *et al.*, 2008 ; Amelot et Kennedy, 2010]. Bien que les schémas de transition agraire décrits par Byres [1996], impliquant de forts gains de productivité dans le secteur primaire comme préalable à une transition vers le secteur

---

<sup>298</sup> « *La croissance rapide des emplois ruraux non agricoles est souvent sous-estimée car elle prend difficilement en compte le travail des femmes et de manière plus générale, l'ensemble des revenus complémentaires qui concourent à former le «revenu composé» des individus et des ménages ruraux* » [Guétat-Bernard, 1997 : 187]. Nous pouvons ajouter à cela que la sous-estimation de l'emploi non-agricole, est également due au fait qu'une grande majorité de ces emplois se trouvent dans le secteur informel, modestement appréhendé par les instituts de statistiques indiens.



secondaire, ne se soient pas produits au sein de l'économie tamoule, ou pour le moins, pas de manière aussi marquée, l'industrialisation, et dans une moindre mesure la tertiarisation de l'emploi, constituent bien des facteurs explicatifs des dynamiques de diversification de l'activité. L'accès à ces emplois non-agricoles s'est par ailleurs largement accru avec les importants efforts menés par l'État tamoul en termes d'éducation<sup>299</sup>. On notera également que bien qu'il existe toujours un écart important entre l'emploi féminin et masculin en termes d'accessibilité et de niveau de revenu, il semblerait que l'on assiste à une féminisation de l'emploi, notamment permise par une meilleure éducation des femmes [Marius-Gnanou, 2004 ; Vijayabaskar *et al.*, 2004 ; Heyer, 2012]. Cet important accroissement du niveau de capital humain a ouvert la voie vers des emplois non-agricoles à un plus grand nombre, bien que cela ne soit pas systématique et que des logiques de segmentation sociale – de caste, de classe et de genre – perdurent dans les conditions d'accessibilité. Ainsi, pour les franges les plus avantagées de la population, l'éducation a favorisé la valorisation urbaine ou du moins non-agricole des diplômés, entraînant des systèmes d'activité « désagricolisés » et « polisitués » [Landy, 2015]. En revanche, pour les franges les plus défavorisées, si des logiques de diversification sont bien à l'œuvre, elles relèvent plus d'une *distress diversification* où l'intégration de travail non-agricole répond à l'amenuisement des terres et à la raréfaction de l'emploi agricole [Landy, 2015]. Entre les deux, une multitude de situations coexistent. Notons enfin que ces logiques de diversification sont largement dépendantes de l'accessibilité des villages aux petits centres urbains dynamiques qui constituent l'essentiel des opportunités d'emplois non-agricoles dans notre zone d'enquête<sup>300</sup>. Il apparaît en effet dans les zones les plus isolées que la structure de l'emploi demeure essentiellement agricole. Ces logiques d'accessibilité constituent ainsi un élément déterminant des pratiques de mobilité liées à la diversification des activités et au développement de l'emploi non-agricole.

Le développement des pratiques migratoires constitue alors une des formes privilégiées du processus de diversification des activités du monde rural tamoul. L'industrialisation et l'urbanisation décrites *supra* n'ont en effet pas engendré uniquement une migration permanente vers ces centres industriels, mais ont également modifié la structure de l'économie rurale en augmentant l'emploi non-agricole dans les zones rurales, la migration

---

<sup>299</sup> Efforts éducatifs assez inclusifs par rapport au reste de l'Inde, excepté le Kerala, et diminuant pour partie les discriminations de caste et de genre.

<sup>300</sup> On assiste en effet à une certaine dynamisation des milieux ruraux qui se cristallisent autour des petites villes (supérieures à 10 000 habitants) qui développent les liens entre milieux ruraux et urbains.

saisonnaire et les navettes entre lieu de vie rural et lieu de travail urbain<sup>301</sup>. Djurfeldt *et al.* [2008 : 50] notent dans ce sens : « *thus people migrate, permanently and seasonally and they commute to towns. As a consequence, the agrarian sector decreases in relative terms, both in terms of labour absorption and as a source of income for local households* ». La fin du *Jajmani System* et le développement du salariat agricole ont par ailleurs produit des effets notoires sur les mouvements de populations. Il est en effet désormais admis qu'une grande partie des ouvriers agricoles sans terre migrent de manière saisonnière au gré des besoins de main-d'œuvre dans les différentes parties de l'Etat et même, dans certains cas, dans les États voisins (principalement le Kerala) [Marius-Gnanou, 2008 ; Guérin *et al.*, 2012]. Breman [1996 : 53] parle alors de « circulation<sup>302</sup> » afin de mieux rendre compte des mouvements de population de courte durée entre deux lieux et entre deux secteurs, accompagnés d'un retour régulier au village d'origine. Pour Meillassoux [1975], la circulation du travail est le résultat de la pénétration des sociétés paysannes et tribales par le capitalisme, dans un contexte d'inclusion des économies périphériques au sein du système capitaliste mondial. Chapman et Prothero [1983] relativisent cependant cette vision du phénomène en avançant que la circulation comme forme de mobilité existait déjà dans les sociétés précoloniales et qu'elle a perduré jusqu'à nos jours. Skeldon [1990] dénonce par ailleurs, dans ce sens, le mythe de l'immobilité des sociétés paysannes indiennes préindustrielles. Cependant, si des formes de circulation pouvaient préexister à la colonisation, cette forme de mobilité s'est largement intensifiée au cours des dernières décennies, notamment grâce à la construction de grands axes routiers et à la densification du réseau de chemin de fer. La mobilité circulaire est ainsi devenue une composante intégrale des stratégies de subsistance des ménages, reposant sur une diversification des moyens de subsistance en différents lieux [Dupont et Landy, 2010]. Les mobilités et la circulation s'inscrivent pleinement dans le processus de modernisation de l'Inde, dont le développement des zones rurales souvent oubliées tend à ancrer les pratiques migratoires en tant que caractéristique bien établie de la structure de l'emploi et ce d'autant plus que les inégalités entre zones urbaines et rurales tendent à se creuser.

Le lien de causalité entre migration et diversification de l'activité dans les zones rurales est ainsi double. Il apparaît en effet que les logiques d'industrialisation et d'urbanisation ont engendré des mouvements migratoires vers les villes et les petites villes dynamiques, qui

<sup>301</sup> « *The diversification of employment, often involving extensive commuting from villages, and resort to migration, both circular and long-term, to towns and cities* » [Harriss et Jayaranjan, 2014 : 2].

<sup>302</sup> « *Migration turns into circulation when the employment is of limited duration. A marked example of this is provided by seasonal workers who leave their villages, often accompanied by wives and children, to escape the agrarian cycle by working as cane-cutters or brickmakers* » [Breman, 1996 : 53] (souligné par nos soins).

offrent des substituts économiquement et socialement plus avantageux à l'emploi agricole dans les villages. D'autre part, la contraction du marché du travail en zone rurale décrit par Harriss *et al.* [2010] a également conduit au développement des pratiques migratoires<sup>303</sup>. Les taux de migration ont augmenté en particulier pour les populations sans terre *Dalits*, pour qui la migration, en plus d'offrir l'espoir de meilleures conditions de vie liées à l'emploi non-agricole en ville, peut constituer une échappatoire aux formes de domination liées aux relations hiérarchiques opérant dans les villages ruraux [Djurfeldt *et al.*, 2008]. Dans ce sens, Carswell et De Neve [2014] ont également montré que le développement de l'emploi non-agricole a permis aux populations, dans une certaine mesure, de s'émanciper des formes traditionnelles de patronage.

Nous pouvons enfin ajouter qu'un certain nombre de facteurs secondaires ont joué un rôle non-négligeable dans la modification du mode de vie et de la structure du travail dans les zones rurales tamoules. Les changements dans les comportements de consommation induits par la globalisation<sup>304</sup> (notamment marqués par la hausse de la consommation ostentatoire), l'accès à la télévision, l'attrait du mode de vie urbain pour les jeunes générations, la mise en place de différentes politiques d'aides sociales (dont l'adoption du NREGA<sup>305</sup> en 2005 constitue un des facteurs les plus marquants de l'impact du politique sur la diversification des activités), etc., sont autant d'éléments qui ont participé à accélérer le processus de changement opérant sur le marché du travail en zone rurale sur la période récente [Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015].

---

<sup>303</sup> « *Theoretically, the changing occupational structure has come to be explained from two perspectives. First, from a developmental angle, the changing workforce composition is attributed to factors like agricultural prosperity and growing urbanisation with their attendant positive linkages, enabling the labour force to diversify in order to tap new income and employment opportunities. Diversification under such conditions is more a growth or prosperity-induced one. The second perspective is of the distress kind where poverty, population growth and depleting resource base compel the labour force to diversify under duress, including resorting to seasonal migration to distant places. Empirical studies suggest that the phenomenon can be seen operating at both ends of the spectrum. In other words, the changing occupational structure in India is being influenced simultaneously by forces of development and distress* » [Rani et Shylendra, 2002 : 38].

<sup>304</sup> « *La mondialisation a engendré pour de nombreuses populations du Sud l'exacerbation considérable de leurs besoins et une précarité accrue de leurs conditions de vie. Ces populations doivent donc disposer de ressources monétaires nouvelles additionnelles et périodiquement doivent répondre à des dépenses inattendues. [Dont] l'endettement par avance sur rémunération est un expédient pour y faire face* » Servet [2007 : 103].

<sup>305</sup> Le programme NREGA (pour *National Rural Employment Guarantee Act*) est un programme national adopté en 2005, fournissant une garantie légale d'emploi de cent jours de travail par an aux adultes issus des franges les plus basses de la société indienne (les SC et ST) souhaitant réaliser un travail non-qualifié dans le secteur des travaux publics.

### 2.3. Réapparition de nouvelles formes d'asservissement

Historiquement, les relations d'asservissement en Inde sont une forme typique d'organisation des relations de travail en milieu rural<sup>306</sup>. La relation entre employeur et travailleur y est assortie d'un ensemble de droits et d'obligations réciproques (économiques ou extra-économiques) qui s'inscrivent dans un ensemble plus global basé sur un système hiérarchique de caste, organisé sur la concentration de la terre aux mains des hautes castes [Marius-Gnanou, 2008 : 129]. À l'époque coloniale, les grands propriétaires terriens utilisaient en effet sur une base permanente les hommes pour les travaux agricoles et les femmes pour les travaux domestiques, en contrepartie d'une certaine forme de protection. Ces travailleurs asservis (entendu ici au sens de « *attached labour* ») étaient en grande majorité issus des rangs les plus bas de la société indienne et ces relations de très long terme pouvaient également être héréditaires. Notons toutefois que ces relations n'étaient pas nécessairement liées à l'existence d'une quelconque dette<sup>307</sup>.

Il est communément admis que depuis les années 1950, on assiste en Inde à un déclin de ces formes traditionnelles d'asservissement, alors que dans le même temps, de nouvelles formes de servage sont apparues en réaction au développement de l'économie de type capitaliste [Breman, 1974, 1996 ; Meillassoux, 1975 ; Lerche, 2007]. En effet, les changements structurels opérant dans les zones rurales indiennes (développement de l'emploi non-agricole, exode des hautes castes, fin du *Jajmani System*, etc.) ont réorganisé les relations sociales et de travail qui se sont contractualisées et monétarisées. Les formes traditionnelles de servitude pour dette s'appuyaient sur la reproduction de la situation de dépendance et la recherche de protection par les dépendants. Mais l'aliénation et la dépossession sont toute autres dans les formes plus contemporaines de servitude qui, induites par la colonisation et l'institutionnalisation des marchés du travail et de la monnaie, se sont substituées aux formes anciennes en favorisant le développement des rapports dits capitalistes de production,

---

<sup>306</sup> Si la servitude n'est pas un phénomène propre à l'Inde, la structure sociale très hiérarchisée et le système de caste facilitent toutefois le maintien de ces formes d'exploitation.

<sup>307</sup> Afin de ne pas alourdir le texte, nous avons reporté en annexe (Annexe 5.1.) une présentation des liens entre asservissement et colonisation. Cette analyse diachronique des construits socio-historiques ayant participé aux évolutions des formes d'asservissement constitue à notre sens un apport notable à la compréhension des résurgences contemporaines de ces formes d'asservissement. Nous avons dans cette annexe, à partir des logiques d'esclavagisme préexistant à la colonisation britannique, présenté les évolutions des cadres sociaux et juridiques qui ont conduit au développement des logiques anciennes et contemporaines d'asservissement.

notamment le salariat [Servet, 2007 : 118]. Cette dépersonnalisation des relations<sup>308</sup> a modifié le rapport à la protection et l'obligation morale qu'avait le maître de subvenir aux besoins de son dépendant. En effet, les avances étant fournies dans la plupart des cas par des intermédiaires, la relation prend alors une forme strictement fonctionnelle. Servet [2007] reconnaît cependant que ces changements ne sont pas systématiques et absolus et que les formes anciennes et nouvelles de mise au travail peuvent se confondre. D'autre part, face à la contraction du marché du travail en zones rurales, se sont développés des schémas de migration saisonnière [Breman, 1996 ; Dupont et Landy, 2010]. Le développement de ces migrations circulaires et saisonnières a en effet permis et favorisé les conditions d'une réapparition de nouvelles formes d'asservissement que Breman qualifie de « *neo-bondage* ». Cette réapparition de ces formes contemporaines d'asservissement a été identifiée dans différents secteurs en Inde : dans l'industrie textile [Carswell et De Neve, 2013], le secteur de la canne à sucre [Marius-Gnanou, 2008] et les briqueteries [Breman, 1996 ; Guérin *et al.*, 2007].

L'objet de cette sous-section est alors d'interroger ces formes contemporaines de « *neo-bondage* ». Pour cela, nous nous attacherons à présenter dans un premier temps le système d'avance sur salaire (2.3.1.), pierre angulaire de ces pratiques migratoires, et le rôle central du *maistry* (ou intermédiaire de main d'œuvre) dans ces dernières (2.3.2.). Puis, nous présenterons brièvement les évolutions de l'encadrement juridique du *bonded labour*<sup>309</sup> (2.3.3.), avant de discuter ce qui constitue les conditions des logiques d'asservissement dans le cadre du « *neo-bondage* » (2.3.4.).

---

<sup>308</sup> La nature traditionnelle des relations sociales repose la plupart du temps sur une division du travail basée sur le système de caste (*caste-based division of labour*), où les castes les plus basses doivent s'acquitter des tâches les plus ingrates en échange d'un minimum garantissant la subsistance (souvent en nature). Ce type de relation persiste dans certains milieux ruraux les plus reculés où l'organisation traditionnelle de la société agraire perdure, mais on peut la retrouver également dans certains cas dans le secteur non-agricole (par exemple pour les travaux domestiques). Ce type de relation a décliné au cours du temps et ne représenterait aujourd'hui qu'une forme marginale [Srivastava, 2005]. Cependant, comme le note [Servet, 2007 : 118], « *les modes anciens de protection dans les sociétés hiérarchiques induisent des formes de surexploitation que la mondialisation peut rendre très profitables et propices à de nouvelles formes d'accumulation et de domination* ».

<sup>309</sup> « *La traduction mot pour mot est ici impossible entre l'anglais et le français. Bond en anglais désigne aussi bien une obligation financière qu'un lien de servitude* » [Servet, 2007 : 107]. Pour cette raison, nous conserverons la dénomination anglaise.

### 2.3.1. Le système d'avance sur salaire

Afin de présenter le système d'avance sur salaire, nous considérerons le cas des migrations saisonnières dans les briqueteries au Tamil Nadu, qui constituent une des principales formes de migrations dans les villages étudiés et reflète parfaitement le système de *neo-bondage* décrit par Breman [1996].

Ces briqueteries relèvent d'un fonctionnement saisonnier nécessitant un temps sec pour le séchage des briques. Elles ne fonctionnent que de six à huit mois par an (généralement de décembre à juillet dans le Tamil Nadu) et ferment durant la saison des pluies. Le système de recrutement nécessitant une main-d'œuvre disponible sur cette période s'organise alors principalement autour de travailleurs migrants. Ces travailleurs, dans le cas des briqueteries du Tamil Nadu, proviennent essentiellement des zones rurales de l'Etat et sont constitués pour une large part de travailleurs agricoles journaliers sans terre, appartenant à la caste *Dalit* des *Paraiyars*<sup>310</sup>. La mise en place de ces schémas migratoires leur a permis, dans un contexte de contractualisation des relations de travail, de changements agraires (baisse de la rentabilité agricole, fragmentation de la terre, etc.) et d'un resserrement du marché du travail local, de pallier le manque d'opportunités d'emploi durant la saison creuse au village d'origine. Par ailleurs, afin de s'assurer de la disponibilité de cette main-d'œuvre migrante, le système de recrutement s'organise autour d'une avance sur le salaire octroyée pendant la saison creuse, au village d'origine des travailleurs. Dans la majorité des cas, l'avance est obtenue par l'intermédiaire d'un recruteur de main-d'œuvre (ou *maistry*) qui assure le lien entre les propriétaires des briqueteries et les travailleurs migrants. Le *maistry* constitue alors des groupes de vingt à quarante personnes, issues d'un même village, qui s'engagent, en échange de l'avance obtenue, à suivre le *maistry* sur le lieu de migration durant la saison sèche, pour y travailler jusqu'à extinction de la dette. Durant la période de migration, le groupe de travailleurs reçoit une rémunération hebdomadaire dont le montant est supposé répondre aux besoins primaires des travailleurs tout en étant décompté du montant de l'avance à rembourser. À la fin de la saison, les comptes sont soldés. Si l'avance reçue est remboursée, le travailleur (ou le groupe de travailleurs puisque le travail est réalisé par équipes de deux à trois personnes en moyenne) est libéré de ses obligations. Si le solde est négatif<sup>311</sup> (ce qui

---

<sup>310</sup> Les *Paraiyars* constituent la caste *Dalit* la plus représentée au Tamil Nadu [Deliège, 2004].

<sup>311</sup> Le montant important de l'avance sur salaire et le paiement à la pièce ne permettent pas nécessairement d'atteindre l'objectif fixé en début de saison assurant le remboursement de l'avance, posant ainsi les bases des situations d'asservissement.



implique que le montant de l'avance dépasse le montant de la production sur la période), les travailleurs se trouvent dans l'obligation de revenir l'année suivante pour rembourser ce qu'il reste de l'avance, en complément de la nouvelle avance perçue. Si ce système peut paraître injuste – et il l'est, dans la mesure où les employeurs, comme nous le détaillerons *infra*, se servent de cette avance pour fixer une main d'œuvre docile et bon marché –, certains travailleurs migrants recherchent pourtant cette situation<sup>312</sup>. Dans un contexte de contraction du marché de l'emploi, l'assurance d'une source de revenu lors de la saison creuse suivante peut en effet apparaître tentante. Cependant, cette situation peut également être subie et peut alors mener, comme nous allons le voir, à des logiques d'asservissement<sup>313</sup>.

Pour comprendre le rôle de l'avance, il faut l'envisager de manière globale en tant que composante des marchés de l'emploi et du crédit. Guérin *et al.* [2007 : 126] notent dans ce sens que « *comme dans le reste de l'Inde, l'endettement est la première et principale réponse aux besoins financiers, tant sur les aléas du quotidien (nourriture, santé) que ceux d'un horizon de long terme (rituels sociaux et religieux)* », l'avance revêt donc une importance capitale pour une bonne partie des ménages migrants qui n'ont pas accès au crédit formel et pour qui les sources d'emprunt disponibles (*moneylender*, prêteur sur gages, etc.) sont assorties de taux d'intérêt exorbitants.

Notons que pour les employeurs, le recours à l'avance et à un intermédiaire de main d'œuvre permet de s'assurer de la disponibilité et de la docilité des travailleurs. En effet, du fait de l'avance, les travailleurs sont obligés de rester sur le site de production jusqu'à la fin de la saison. Le *maistry* provenant des mêmes villages que les travailleurs permet un certain contrôle de la main-d'œuvre et réduit ainsi les risques de défaillances et les arrêts de la production, en limitant la perte de main-d'œuvre en cours de saison qui remettrait en question l'ensemble de la chaîne de production<sup>314</sup>. Le salaire à la pièce permet également de transférer

<sup>312</sup> « *Remarquons que cette protection est recherchée par les travailleurs eux-mêmes parce qu'elle éloigne la précarité de l'embauche quotidienne ou celle du chômage quasi permanent et qu'elle peut ainsi leur donner une garantie d'emploi* » [Servet, 2007 : 134].

<sup>313</sup> « *The employment and livelihood potential of agriculture in such areas is extremely low and is subject to large seasonal fluctuations. The landholding structure is dominated by upper or middle castes who also dominate the emergent non-agrarian economy. Loans have to be taken by the poor labourers to tide over seasonal shortages or contingent expenditure. Contractors or employers step in with advances either to meet repayment requirements in the areas of origin or to provide the labourers with assistance to tide over the financial emergency. The migrant labourers then become involved in a vicious cycle of debt from which they cannot escape and which provides a handle to contractors and employers to impose numerous adverse conditions* » [Srivastava, 2005 : 11].

<sup>314</sup> « *The real reason [to use advance system], of course, is to prevent the acquired labour force from leaving the workplace prematurely. The combination of advance and payment in arrears enables employers of seasonal industries to bring in workers, to immobilize them for the duration of their employment, and, finally, to send them away again* » [Breman, 1996 : 167].



une partie des risques (rupture d'approvisionnement en matières premières, aléas climatiques, maladie des migrants, etc.) sur les travailleurs, dans la mesure où tout arrêt de la production pénalise en premier lieu le travailleur [Guérin *et al.*, 2007]. Du point de vue des travailleurs, qui sont rappelés-le issus des franges les plus basses de la société, l'avance constitue comme principal avantage la garantie d'un emploi pendant au moins six mois dans l'année [Guérin *et al.*, 2007 ; Marius-Gnanou, 2008]. Les relations de long terme qui se créent avec le *maistry* constituent par ailleurs un avantage certain pour ces migrants qui peuvent alors le solliciter pour d'autres types de services. Par exemple le *maistry*, bénéficiant d'un bon réseau, peut servir de garant pour l'obtention d'un crédit ou d'intermédiaire pour l'obtention de travail agricole au village. La plupart des travailleurs considèrent alors l'avance comme essentielle, dans la mesure où elle permet une garantie mutuelle et rend les parties responsables l'une de l'autre. Guérin *et al.* [2007 : 126] notent ici le caractère extra-économique de la relation, au moins du point de vue du travailleur, qui recherche une forme de protection que l'on pouvait trouver dans les relations de type féodal. Ainsi, le système d'avance sur salaire ne constitue pas de manière systématique un lien vers l'asservissement, mais en pose toutefois les bases<sup>315</sup>.

---

<sup>315</sup> « There can be no doubt that the cash advance with which a recruiting agent forces many of migrant mass to leave their homes is also used at the worksite to bind them for as long as their presence is needed. [...]. Workers who get into debt know that, in exchange, they, whether singly or with family members, are expected to provide labour power accept the obligation to do so whenever it is demanded by the employer or his agent » [Breman, 1996 : 162].

### 2.3.2. Le rôle central du *maistry* dans les pratiques de circulation

Dans la plupart des cas, le système d'avance s'organise, comme nous l'avons vu, autour du recruteur de main d'œuvre (ou *maistry*<sup>316</sup>) qui constitue la pierre angulaire de ce système. Il est en effet celui qui fournit l'avance, mais également celui qui fait le lien entre les travailleurs migrants et les employeurs. Picherit [2012] note dans ce sens, à partir d'une étude de cas menée sur les migrations saisonnières en Andhra Pradesh, que sur les sites de migration, le *maistry* contrôle l'accès aux ressources (eau, logement, etc.), les conditions de travail, et fournit une protection contre les éventuels problèmes avec les autres migrants ou la police. Ces relations multiples renforcent le caractère de dépendance et de soumission qui lie alors les migrants au *maistry* [Picherit, 2007]. Il s'est par ailleurs lui-même engagé auprès de l'employeur pour qui il assure la médiation à fournir une main-d'œuvre docile et disponible pour l'ensemble de la saison. En cas de problème avec un travailleur ou un groupe de travailleurs, c'est bien le *maistry* qui est tenu responsable du ou des groupes qu'il a engagé et pour lesquels il s'est porté garant. Le *maistry* se situe ainsi au cœur d'un système hiérarchisé<sup>317</sup> dans lequel il assure le lien entre deux mondes et doit donc activer des relations verticales afin d'obtenir des contrats et de gagner la confiance des employeurs et des relations horizontales pour recruter et établir des relations de confiance avec les travailleurs, souvent originaires du même village et issus du même niveau social que lui.

### 2.3.3. Évolutions de l'encadrement juridique du *bonded labour*

D'un point de vue juridique, le *bonded labour* a fait l'objet de différentes tentatives d'encadrement aux niveaux international et national. Au niveau international, la Société des Nations adopte en 1926 la *Slavery Convention*, suivie en 1930 par la *Forced Labour Convention* de l'ILO (ratifiée en 1951 par l'Inde), dont l'article 21 définit et interdit le *bonded labour* comme « *all work or service which is exacted from any person under the menace of any penalty and for which the said person has not offered himself voluntarily* ». Par la suite, la

---

<sup>316</sup> Pour une présentation détaillée du rôle du *maistry* dans le système d'avance sur salaire, voir Breman [1996], Srivastava [2005], Guérin *et al.* [2007], Lerche [2007] et Picherit [2007, 2012].

<sup>317</sup> « *Le système s'organise autour d'un contractor répondant à des appels d'offres gouvernementaux pour la construction d'un canal, d'une route, d'un barrage, d'une ligne de chemin de fer ou autres. Ce contractor délègue la gestion de la main d'œuvre à plusieurs peddamaistries, lesquels à leurs tours s'appuient sur plusieurs labour maistry locaux chargés de recruter les travailleurs au niveau local* » [Picherit 2007 : 2].

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme réaffirme en 1948 ce principe à travers l'article 4, « *no one shall be held in slavery or servitude* » et l'article 23 posant le principe de « *free choice of employment* » comme un droit inaliénable. S'il faut saluer l'effort dans la reconnaissance de ces formes d'asservissement au niveau international, cela n'a évidemment eu que peu d'impact sur les pratiques d'asservissement au niveau local.

Au niveau national, le *Bonded Labour System Abolition Act* (BLSAA) de 1976 (dont les principaux apports sont reportés à l'Annexe 5.2.) constitue la principale avancée dans la lutte contre des formes de *bonded labour*. La section 2 du BLSAA de 1976 définit le *bonded labour* comme « *a system of forced, or partly forced, labour under which the debtor enters into an agreement, oral or written, with the creditor. According to this agreement, in consideration of an 'advance' obtained by the debtor or by any of his lineal ascendants and in consideration of interest on such an advance or in pursuance of any customary obligation or by reason of his birth in any particular caste or community, the debtor agrees to render, by himself or through any member of his family, labour for the creditor for a specified or unspecified period of time either without wages or for nominal wages, or forfeit the freedom of employment or other means of livelihood, or forfeit the right to move freely throughout India, or forfeit the right to appropriate or sell at market value any of his property or the product of his own or any of his family members' labour* » [Srivastava, 2005 : 3]. Le BLSAA a ainsi rendu illégales toutes pratiques s'organisant sur des relations de *debt bondage*, où le débiteur, en contrepartie d'une dette, engage sa force de travail (ou celle des membres du ménage) sur une période déterminée ou non-déterminée, jusqu'à extinction de la dette. D'un point de vue légal, le BLSAA a ainsi créé un cadre juridique général afin d'éliminer le *bonded labour* en Inde. Cependant, bien que la Cour Suprême ait pris en 1997 une série de jugements améliorant la prise en compte et l'application des mesures de ce texte, la portée de cet encadrement juridique demeure très faible. En 2011, la *National Human Right Commission* (NHRC) a en effet montré les limites dans la mise en place effective de politiques luttant contre le *bonded labour* au niveau décentralisé. Ainsi, l'Inde dispose d'une multitude de textes encadrant les conditions de travail et les contrats des migrants, mais la plupart de ces mesures restent inappliquées. Et comme le souligne Srivastava [2005], tant qu'il n'y aura pas d'efforts concertés entre les États, les organisations d'employeurs et de travailleurs et la société civile, ces réglementations resteront inappliquées. Notons cependant que l'identification des travailleurs asservis continue de poser problème, dans la mesure où différentes visions théoriques s'opposent sur ce qui constitue ou non des formes d'asservissement, ainsi que sur le caractère systématique ou non du lien entre avance sur

salaires et asservissement. En effet, comme le souligne Lerche [2007], l'avance est également une pratique courante dans les relations de travail libres. Se pose alors la question de la relation entre travail libre, asservissement et système d'avance, que nous nous proposons d'étudier dans une dernière sous-section.

#### 2.3.4. Avance, asservissement et capitalisme

Il existe depuis quelques décennies une controverse sur les liens entre le système d'avance et la condition d'asservissement [Lerche, 2007, 2011 ; Guérin, 2011, 2013]. Cette controverse oppose principalement deux courants théoriques et idéologiques. D'un côté les tenants d'une approche libérale et néo-classique, pour qui l'absence de coercition extra-économique suffirait à attester d'une relation d'emploi « libre » [Bardhan, 2001]. De l'autre, les tenants d'une approche de type structuraliste et marxiste, selon laquelle le simple fait de s'endetter et de gager sa force de travail pour rembourser cette dette témoigne de l'absence de liberté [Brass, 1990]. Entre ces deux visions de l'*unfree labour* s'échelonnent une multitude de points de vue. Nous allons en présenter les principaux traits.

Srinivasan [1989], dans la lignée des économistes néo-classiques, analyse le *debt bondage* dans sa forme contractuelle où le travailleur maximise son utilité en adoptant un comportement rationnel d'aversion pour le risque. En effet, en acceptant une relation de long terme, le travailleur réduit les coûts de transaction relatifs à la recherche d'un emploi alternatif et réduit ainsi les risques de chômage. Ce type de relation assure en quelque sorte un accès régulier à de la nourriture et à un emploi. L'oppression qui en découle est alors envisagée comme un « coût acceptable » réduisant les risques (chômage, famine, etc.). Dans un cadre de lecture marxiste, la définition de l'*unfree labour* repose non plus sur l'oppression des travailleurs, dans la mesure où ils sont tous exploités (car dépossédés des moyens de production et d'une partie de leur plus-value), mais sur les critères non-économiques qui vont aliéner le travailleur dans une relation de travail qu'il n'a pas choisi et dont il ne peut librement sortir (c'est le cas notamment des serfs et esclaves). Enfin, la thèse du semi-féodalisme<sup>318</sup>, défendue entre autres par Bhaduri [1973] et Bharadwaj [1985], analyse cette forme de mise au travail comme le résultat de la volonté des landlords de limiter le

---

<sup>318</sup> Le terme *semi-féodalisme* fait référence au caractère incomplet de la transition des relations et de l'organisation du travail vers un système capitaliste.

changement technologique afin de garder le contrôle de la terre et l'exploitation de la plus-value des travailleurs, maintenus dans une relation de servage ou de quasi-servage. On parle de quasi-servage car la dépendance des travailleurs envers leur maître (les propriétaires terriens) s'est toutefois affaiblie dans un contexte d'expansion des marchés du travail et de modernisation de la société.

La transition entre un modèle semi-féodal et un modèle capitaliste marque une rupture dans les relations de travail (du servage vers le salariat). Cependant, des formes d'asservissement dans le monde du travail subsistent, comme peut l'attester le développement des pratiques migratoires assorties d'une avance sur salaire, depuis une quarantaine d'années.

À ce sujet, concernant l'évolution des relations traditionnelles de patronage et de ses liens avec la migration circulaire, deux visions s'opposent. D'un côté, Rogaly *et al.* [2001], à partir d'une étude menée dans le West Bengal, ont montré que la migration pouvait être un moyen de sortir de la relation de patronage existant dans la société agraire traditionnelle. La migration devient alors un outil d'émancipation pour les populations les plus vulnérables. De l'autre, Breman [1996] considère au contraire que la migration, et surtout les formes dans lesquelles la circulation des travailleurs se met en place, accroît le caractère asservi d'une population déjà vulnérable. En effet, dans les systèmes féodal et capitaliste, la dette est utilisée comme un instrument de coercition, mais la situation n'est cependant pas la même. Les nouvelles formes de *neo-bondage* sont moins personnalisées et s'appuient sur une base plus contractuelle et monétarisée, alors que les éléments du patronage sont associés à une certaine forme de protection et de garantie de subsistance [Breman 1996 : 169]. D'autre part, comme le souligne Jodhka [2007 : 5], le déclin de l'ancien système ne se traduit pas par une autonomisation de fond de la classe ouvrière. Dans bien des cas, cela implique plutôt une plus grande précarisation ou tout simplement le chômage. Toutefois, cela ne veut pas dire que les relations traditionnelles de patronage étaient meilleures pour les travailleurs agricoles sans terre, mais la liberté sans la sécurité économique signifie peu et apporte d'autres formes de vulnérabilité.

Cependant, le système d'avance, par ailleurs très répandu en Inde, ne constitue pas en soi un facteur d'asservissement [Lerche, 2007]. Ce n'est en effet pas la dette seule qui peut définir le caractère libre ou pas de la relation de travail et les conditions d'asservissement, mais plutôt

les conséquences de cette dette sur le degré de dépendance des travailleurs<sup>319</sup> [Srivastava, 2009 ; Guérin, 2011]. La question de l'endettement n'est donc pas vraiment le point central de l'étude des migrations ; il s'agit plutôt de la manière dont l'endettement amène à de nouvelles formes de dépendances et de relations de pouvoir [Mosse *et al.* 2001 : 71]. Tous les travailleurs qui reçoivent une avance ne sont en effet pas considérés comme asservis, et tous les travailleurs endettés ne répondent pas aux critères de la servitude pour dette [Lerche, 2007 ; Carswell et De Neve, 2013]. Il existe en effet un continuum de formes de relations d'asservissement [Guérin *et al.*, 2009 : 237] et ce qui caractérise l'asservissement n'est pas l'endettement ni l'avance, mais les relations liant l'employeur au travailleur et les modalités de mise au travail. Ainsi, l'avance mène à des situations d'asservissement lorsque le travailleur est pris dans le piège de l'endettement, des conditions de travail dures, de faibles niveaux de salaire, qui peuvent être accompagnés de violences (physiques ou morales), de perte de pouvoir de négociation et d'une impossibilité d'accéder à des formes alternatives d'emploi.

La persistance actuelle de nombreuses et récurrentes exceptions au salariat libre dans le monde pose alors la question du statut de ces exceptions. Sont-elles le vestige d'une organisation traditionnelle ou constituent-elles au contraire de nouvelles formes de mises au travail, intégrées dans un modèle capitaliste moderne ?

Dans la lignée des approches marxistes, Rao [1999] défend l'idée que le travail libre est axiomatique et que des facteurs non-économiques dans les relations de travail ne peuvent perdurer dans des formes matures et contemporaines de capitalisme. Les formes actuelles d'*unfree labour* dans les pays du Sud s'expliquent ainsi par le caractère semi-féodal de ces économies et n'existent donc que dans des économies de type pré-capitaliste. Cette forme de mise au travail est ici incompatible sur le long-terme avec le capitalisme. Breman [1996, 2007] remet en cause cette explication du *debt bondage* comme une prolongation du mode de production du système semi-féodal et défend l'idée que les formes d'*unfree labour* présentes

---

<sup>319</sup> Breman [1996, 162-163] illustre ce phénomène d'asservissement en présentant le cas d'un jeune migrant qui travaillait dans une usine où le salaire était largement supérieur à l'allocation de subsistance qu'il percevait dans la briqueterie dans laquelle il a migré. Dans ces conditions, la question de la motivation de la migration se pose. Afin de payer les dépenses liées à son mariage, ce jeune homme a demandé une avance à son patron, avance qui a été refusée. La seule option a donc été de se tourner vers la migration saisonnière qui permet d'obtenir une importante somme d'argent sans garantie, ni contrainte de paiement, n'engageant que la force de travail. Ce type de travail et les conditions dans lesquelles il est réalisé sont durs et il ne sait pas s'il aura suffisamment de forces pour continuer pendant plusieurs mois. Cependant, le montant de la dette étant important, il s'est engagé sur les deux prochaines années à migrer dans ces conditions et n'a d'autre choix que de continuer jusqu'au remboursement de l'avance. Cette apparente opportunité se transforme donc en asservissement dans la mesure où le travailleur est contraint de retourner dans les briqueteries.

dans les premières phases du capitalisme se sont modifiées pour être pleinement intégrées dans des formes plus matures de capitalisme. Breman parle de *neo-bondage*<sup>320</sup> pour caractériser ces nouvelles formes d'*unfree labour* pleinement intégrées dans une version plus moderne du capitalisme. L'auteur justifie l'intégration de ces formes de *neo-bondage* dans un environnement capitaliste par trois points. Premièrement, les relations de travail sont exclusivement économiques et reposent sur une base contractuelle (qui peut être orale), s'écartant ainsi des relations de travail de type pré-capitaliste basées sur une relation de patronage et construites sur une organisation hiérarchique forte (notamment à travers le système de caste en Inde). Deuxièmement, les relations de travail sont dorénavant limitées dans le temps (le plus souvent pour une saison) et se font sur les bases standards du marché du travail (au niveau de revenus du marché). Enfin, les travailleurs asservis sont principalement des migrants qui ne sont plus liés à des employeurs de manière durable, mais seulement jusqu'à extinction de la dette. Brass [1990, 1999], dans le même sens, considère d'une part que le capitalisme est compatible avec l'*unfree labour*, mais également que ce dernier est une composante même du capitalisme moderne. Pour Banaji [2003], Brass s'appuie sur une vision trop manichéenne dans laquelle le travailleur est soit asservi, soit libre. Il prétend que le travail lié à une dette est fondamentalement non-libre et que les employeurs utilisent cette forme de mise au travail pour dé-marchandiser le travail. Cette pratique, visant à sortir le travailleur du marché du travail a pour but, pour les employeurs, d'atténuer la conscience de classe des travailleurs et donc de mieux les contrôler, dans la mesure où les travailleurs asservis ont moins tendance à s'organiser. C'est ce que Brass appelle la « dé-prolétarianisation ». Il ne définit pas ce terme par la dépossession du travail, mais plutôt comme l'émergence de facteurs qui vont empêcher la formation d'une classe ouvrière organisée, capable de se défendre. Dans ces conditions, les travailleurs asservis peuvent être ou non dans une relation d'échange salarié, il n'en demeure pas moins qu'ils ne constituent pas une classe de prolétaires. Enfin, Lerche [2007] note que la servitude apparaît particulièrement adaptée à des systèmes productifs faiblement capitalistiques et à production cyclique, comme le sont les secteurs des briqueteries et de la coupe de cannes à sucre dans le Sud de l'Inde.

Ainsi, l'existence et les conditions d'asservissement constituent encore aujourd'hui un point d'achoppement dans l'analyse des migrations assorties d'une avance sur salaire. En

---

<sup>320</sup> « *Such forms of neo-bondage result from the weak market position of the subordinated party, but are effected in a social framework based on capitalism. In other words, unfree labour may well and actually does go together with the drive towards capitalist accumulation dominating the economy of both rural and urban India* » [Breman, 1996 : 168].



effet, elle est pour les uns une résurgence du passé vouée à disparaître avec le développement capitaliste de l'Inde, alors qu'elle constitue pour d'autres une pratique bien ancrée dans l'organisation du travail indien, dont le capitalisme s'accommode tout à fait. Cependant, au-delà des clivages théoriques et idéologiques, ce qui rend l'identification des logiques d'asservissement complexe est bien la diversité de situations qui peuvent prendre forme dans l'organisation du travail, plus ou moins proches des conditions d'asservissement, en particulier dans les migrations circulaires. Pour conclure cette sous-section, nous pouvons alors reprendre les termes de Ramachandran [1990 : 170] considérant que « *The labourer in bondage and the free wage labourer stand at two ends of a continuum of degrees of servitude* ».

### **3. Structures sociales en mouvement : les changements dans la continuité**

« *Dalits are no longer forbidden from entering the village wearing chappals, though it is likely that few of them venture across the main road unless they absolutely have to – the separation between the two worlds described by Slater remains* » [Harriss *et al.*, 2010 : 58].

Il est fréquent dans la littérature de voir opposer les termes « changements » et « continuité » lorsqu'on se réfère aux évolutions du mode de vie villageois [Ishwaran, 1970 ; Sahai et Maiti, 2003] ; il est cependant plus pertinent à notre sens de parler de « changements dans la continuité ». En effet, si les mutations des structures sociales liées entre autres, au développement des moyens de transports et de communication, une urbanisation et une industrialisation croissante, une relative reconfiguration des hiérarchies sociales organisant la vie rurale tamoule, ont modifié certaines pratiques et représentations, il serait abusif de parler d'une véritable révolution sociale. Les changements observés dans le monde rural tamoul s'inscrivent en effet dans la continuité des logiques de pouvoir et de domination qui continuent de peser fortement sur l'organisation de la société rurale, comme l'indique la citation de Harriss *et al.* [2010] ci-dessus. Comme dans l'ensemble du Tamil Nadu et dans le reste de l'Inde, le système de caste demeure en effet une caractéristique fondamentale de

l'organisation sociale, économique, religieuse, géographique et politique du milieu rural. Il convient donc d'en définir les contours et d'en étudier les évolutions.

### 3.1. Présentation du système de caste

*« By far the larger part of the contemporary Indian economy – judged by measures as disparate as GDP and livelihoods – is not directly regulated by the state. It is regulated through social institutions »* [Harriss-White, 2005 : 1].

Le terme de « caste<sup>321</sup> » n'est pas forcément adapté à une bonne compréhension de la société indienne. Il est plus pertinent de parler de *Varna* pour se référer aux quatre grands groupes et de *jâtis* pour ce qui est appelé communément caste. Ainsi, « *les jâtis, constituent donc les castes véritables et l'on en trouve des centaines* » [Deliège, 2004 : 29]. Il existe en effet une multitude de sous-castes endogames ; dans le seul Tamil Nadu sont ainsi recensées 76 *Scheduled Castes* et 122 *Backward Classes*. Cette abondance de castes et sous-castes participe à la remise en cause de l'organisation hiérarchique universelle, d'autant plus « *que la majorité des Indiens ne connaissent pas les castes des autres régions et ne sont familiers qu'avec celles que l'on rencontre dans les villages autour du leur* » [Deliège, 2004 : 29], ce qui amène l'auteur à considérer que « *« le » système de caste n'existe qu'à travers une multitude de systèmes locaux* ». En effet, comme le défend Deliège, le positionnement d'une caste peut dépendre de sa position géographique. Une caste démographiquement majoritaire dans une zone et contrôlant une bonne partie des ressources (terres, temples, etc.) peut constituer la caste dominante et jouir d'un statut supérieur à celui dont elle jouit là où elle ne représente qu'une minorité.

Ainsi, il apparaît difficile de définir un concept ou une pratique sociale comme la caste, dans la mesure où l'essence même de la définition est de donner les caractéristiques communes à toutes manifestations, au-delà des variations géographiques et temporelles. Si la caste peut se définir au sens général par trois principes : l'endogamie (ou la fermeture du groupe par le mariage), la spécialisation professionnelle (le *Jajmani System*, cf. *supra*) et enfin une

---

<sup>321</sup> Le terme « caste » est assez récent, il proviendrait du portugais *casta* qui signifie « ce qui n'est pas mélangé » [Deliège, 2004].

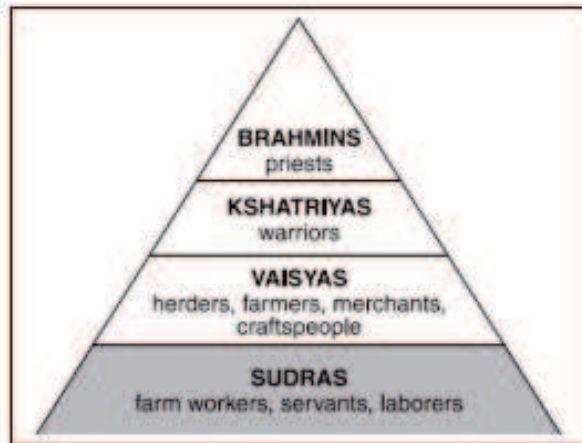
organisation hiérarchique rigide<sup>322</sup>, les pratiques sociales sont en mouvements perpétuels et des critères considérés comme essentiels en un lieu et temps donnés peuvent avoir quasiment disparu dans d'autres<sup>323</sup>. Cependant, si l'institution sociale qu'est la caste a connu des formes diverses et changeantes et a fait preuve d'une certaine variabilité au cours de l'histoire [Op. Cit. : 17], il n'en demeure pas moins qu'elle constitue encore aujourd'hui, comme le souligne la citation d'Harriss-White [2005 : 1] en introduction de ce paragraphe, une forme institutionnelle qui continue d'organiser de différentes manières la vie économique, politique et sociale en Inde. Nous pouvons alors en dresser une brève présentation, afin d'en définir les fondements historiques et les éléments de mutation.

Le système de caste en Inde répond à une organisation séculaire, basée sur la classification hiérarchique des différents groupes sociaux (voir la Figure 5.5. proposant une représentation schématique du système de caste en Inde). « *Selon Manou*<sup>324</sup>, *l'être suprême créa les hommes à partir de son propre corps : « Pour la propagation de la race humaine, de sa bouche, de son bras, de sa cuisse et de son pied, il produisit [respectivement] le Brahmane, le Kshatriya, le Vaisya et le Soüdra » (livre I, strophe 31) [avec] chacun une place dans la société : les Brahmanes reçurent l'étude et l'enseignement des Védas ainsi que l'accomplissement du sacrifice. Il imposa aux Kshatriyas le devoir de protéger la Terre. Les Vaisyas durent soigner les bestiaux, faire le commerce et labourer la terre, alors que le seul « office » assigné aux Shudras était de servir les classes précédentes (I, 88-90). La supériorité des deux premières classes est soulignée par leur naissance à partir des parties « pures », au-dessus du nombril, du corps humain (I, 92) » [Deliège, 2004 : 19-20]. Une cinquième classe, les Chandalas, qui peuvent être assimilés aux Dalits contemporains (ex-Intouchables), doit vivre à l'écart des villages et éviter tout contact avec les castes supérieures ; ils sont qualifiés de « derniers parmi les hommes (livre X, strophe 12) » [Deliège, 2004 : 20].*

<sup>322</sup> « Dumont part de la définition proposée par Célestin Bouglé : « le système des castes divise l'ensemble de la société en un grand nombre de groupes héréditaires distingués et reliés par trois caractères : séparation en matière de mariage et de contact direct ou indirect (nourriture) ; division du travail, chacun de ces groupes ayant une profession traditionnelle ou théorique dont ses membres ne peuvent s'écarter que dans certaines limites ; hiérarchie enfin, qui ordonne les groupes en tant que relativement supérieurs et inférieurs les uns aux autres [Dumont, 1978 :36] » [Flipo, 2014 : 110].

<sup>323</sup> En effet, si les Brahmanes sont supérieurs aux ex-intouchables, inscrire l'ensemble des relations de caste dans un système de supériorité/infériorité semble inapproprié dans la mesure où « jamais on ne rencontre [dans le système social indien] une hiérarchie bien définie, qui s'impose à tous et qui soit communément admise » [Gupta, 2000 : 1].

<sup>324</sup> Les *Lois de Manou*, écrites aux alentours du III<sup>ème</sup> siècle de notre ère, ont codifié la société en quatre *varnas*. Selon ce code, l'inégalité entre les hommes est fermement établie et se fonde sur la pureté relative de certaines castes [Deliège, 2004 : 20-21].

**Figure 5.5. Représentation schématique du système de caste en Inde**

Source : Adapté du *Guide to the Essentials of World History* [1999].

Bien que cette organisation hiérarchique relève d'une institution millénaire, Jaffrelot [2002 : 132] note que « *le recensement britannique*<sup>325</sup> *a rigidifié les contours de la société indienne en dégageant trois grandes masses qui, certes, lui préexistaient, mais sous une forme floue et certainement pas quantifiée : les « deux fois nés » – brahmanes (lettrés), kshatriyas (guerriers), vaishyas (marchands), qui constituent les trois Varna (ou couleurs) supérieurs –, les basses castes (shudras) et les intouchables* ». Comme le remarque Guilmoto [1998], ce découpage de la société en entités séparées et hiérarchisées s'est alors construit sur des logiques de reconnaissances sociales (certains groupes souhaitant se différencier de certains autres) et a eu des conséquences politiques. En effet, le gouvernement indien ayant mis en place différentes dispositions de discrimination positive en faveur des communautés minoritaires ou défavorisées, cela a accentué les intérêts socio-économiques et a ainsi conduit à une bataille pour une reclassification. Dans plusieurs parties de l'Inde, l'appartenance de caste est ainsi devenue un enjeu crucial pour l'accès aux ressources de l'administration (recrutement, éducation, etc.).

Le projet d'inventaire socio-démographique et les expériences taxinomiques auxquels se sont livrés les administrateurs coloniaux rendent ainsi assez mal compte des complexités des

<sup>325</sup> Voir notamment Guilmoto [1998] sur le lien entre l'avènement de la statistique britannique et l'institutionnalisation du système de caste en Inde.

stratifications sociales régionales qui composent l'organisation sociale de l'Inde<sup>326</sup> [Guilmoto, 1998]. C'est avant tout le passage de l'identification locale au regroupement régional qui conduit aux plus grandes difficultés, car très peu de groupes possèdent une unité transrégionale (comme les *Brahmanes*, par exemple). Hors de leur région d'origine, ils sont inclassables, car ils ne s'identifient que très partiellement à d'autres groupes locaux [Op. Cit. : 51].

Malgré le caractère incomplet et discutable de la hiérarchisation des castes en Inde, il n'en demeure pas moins que la superposition entre caste et classe est, bien qu'en mouvement, loin d'être marginale. La classification locale de la hiérarchie sociale dans la zone étudiée correspond aux catégories administratives usuelles : au bas de la hiérarchie se trouvent les *Dalits* (ex-intouchables) principalement représentés par les *Paraiyars* et dans une moindre mesure, les *Kattunayakkans*, classifiés comme *Scheduled Castes*<sup>327</sup> (SC). Ensuite, viennent les *Lowest-Middle Castes* constitués essentiellement de *Vanniyars* et de *Goundars*, catégorisés comme *Most Backward Caste* (MBC), suivis des *Middle Castes* : *Muddaliars*, *Chettiars*, *Yadhavars*, *Agamudayars*, *Asaris* et *Padithars*, reconnus comme *Backward Castes* (BC). Enfin, la plupart des ménages de la zone appartenant au sommet de la hiérarchie, les *Upper Castes* catégorisées comme *Forward Castes* sont généralement des *Reddiars*, des *Naidus* ou des *Jains*.

Pour conclure cette présentation de la caste en Inde, il convient d'en questionner l'actualité. S'il existe un certain rapport entre la hiérarchie de castes et la division de la société en classes socio-économiques<sup>328</sup> (castes supérieures politiquement et économiquement dominantes, castes inférieures souvent dominées et populations *Dalits* vivant dans un état d'extrême

<sup>326</sup> « Les recensements démographiques, introduits en Inde par les Britanniques durant le siècle dernier, ont servi de formidables outils de classement de la société colonisée. Les efforts pour cataloguer les populations indiennes (par caste, tribu, confession, etc.) se sont appuyés sur diverses nomenclatures sociales, empruntées à certaines traditions locales ou confectonnées au fil des enquêtes. Loin de l'indifférence que suscitait souvent l'entreprise démographique coloniale, la mobilisation autour des classements sociaux opérés et publiés par le recensement devait être intense parmi les élites indiennes et mettre ainsi en péril la finalité classificatoire des recensements. Au-delà des chiffres assemblés dans les innombrables volumes du recensement, le projet britannique a donné naissance à un large texte statistique visant à embrasser et à maîtriser la diversité et l'altérité sociologique auxquelles le pouvoir colonial se trouvait confronté. Les ramifications, discursives aussi bien que politiques, de cette taxinomie britannique sont encore visibles aujourd'hui » [Guilmoto, 1998 : 39].

<sup>327</sup> Les castes répertoriées (*Scheduled Castes* ou SC) et les tribaux répertoriés (*Scheduled Tribes* ou ST) sont les termes administratifs utilisés pour dénommer respectivement les Ex-Intouchables ou *Dalits* et les populations aborigènes tribales, ces derniers provenant le plus souvent des zones montagneuses et très reculées du pays.

<sup>328</sup> Selon Bêteille [1966 : 4] la caste est un groupe, la classe une catégorie.

précarité), le lien entre classes et castes est loin d'être aussi évident<sup>329</sup>. Les castes se caractérisent en effet par une grande hétérogénéité et une grande variété de positions socio-économiques au sein d'un même groupe social. Dans ce sens, un certain nombre de travaux – notamment portés par ceux de Béteille [1965] – tendent à remettre en cause l'importance de la caste au profit des logiques de classes. La mondialisation et la modernisation des modes de production et des modes de vie ont effectivement modifié les pratiques et favorisé les échanges entre castes. Il n'est pas rare que des hautes castes côtoient quotidiennement des basses castes, ce qui est notamment permis par l'adoption des quotas dans l'administration et qui atténue le clivage inter-caste, les principes de commensalité, etc. Cependant, comme le note Pousse [2011] de manière imagée, « *ils quittent la caste le matin en mettant la veste du bureaucrate et la retrouvent le soir en rentrant chez eux* ». Ainsi, bien que l'on assiste aujourd'hui à l'accélération d'un processus de mutation sociale, la caste est encore un repère, mais ce n'est plus le seul. La classe n'est pas non plus le seul critère et les deux concepts semblent s'emboîter l'un dans l'autre et redessiner le cadre des relations sociales. Comme le souligne Pousse [2011], « *la mondialisation et les développements technologiques finiront par mettre un terme à une structure sociale qui ne pourra s'adapter aux mutations, parce que trop liée à un monde agricole, fermé sur l'extérieur, et ne se concrétisant qu'à l'échelle locale* ». Notons toutefois une lecture plus mesurée en zones rurales où, comme nous le verrons dans la troisième section de ce chapitre, les logiques de castes et la segmentation sociale qui en découle demeurent fondamentales dans l'organisation du travail et des modes de vie, en particulier dans les zones les plus reculées.

### 3.2. L'exode rural des hautes castes

Un des éléments les plus symptomatiques des mutations sociales qui opèrent dans les campagnes tamoules relève de l'exode rural des *Upper Castes*. Ce phénomène observé dans les villages enquêtés s'inscrit dans une dynamique plus générale au Tamil Nadu<sup>330</sup>, par ailleurs décrite par Harriss *et al.* [2010]. Les auteurs, à partir d'une monographie villageoise

<sup>329</sup> « *Il y a certes toujours eu une congruence forte entre caste et classe, mais cette congruence n'a jamais été parfaite. Depuis l'indépendance de l'Inde, et notamment grâce aux politiques de « réservation » (discrimination positive), la dissociation entre caste et classe s'est même accrue (bien que la congruence demeure extrêmement forte)* » [Naudet, 2009 : 2].

<sup>330</sup> « *In line with what was happening elsewhere in the Tamil country, Brahmans started leaving their villages for towns in the course of the nineteenth century, in search of education and employment* » [Harriss *et al.*, 2012 : 36].



menée en 2008 à Iruvelpattu<sup>331</sup>, un des « Slater villages », ont montré que les *Reddiars* qui constituaient le groupe socialement et économiquement dominant du village, ont progressivement vendu leurs terres et quitté le village, de sorte que sur les treize familles de *Reddiars* présentes en 1937, seules cinq (soit dix-huit personnes) demeurent aujourd'hui encore au village. Djurfeldt *et al.* [2008 : 53] expliquent cet exode rural des hautes castes en ces termes : « *the top strata tend to exit agriculture, in part due to the constraints on profitability and the scarcity and "high cost" of labour (high only in relation to an earlier situation where they could exploit labour at their will and not in terms of any notion of a decent wage) and the increasing difficulties of extracting rent. Perhaps equally or more important is the fact they may simultaneously be attracted by growing opportunities in the non-agricultural sector* ». Les lumières de la ville jouent ainsi comme des facteurs d'attraction pour ces franges les mieux loties de la société qui, bénéficiant de meilleurs niveaux de capital humain, social et économique, ont alors accès à des activités plus rémunératrices. Nous pouvons cependant ajouter à cela, en accord avec Benbabaali [2013 : 105], que cet exode des élites rurales s'inscrit non seulement dans une logique économique d'accumulation, mais également dans une logique sociale d'amélioration du statut<sup>332</sup>. En effet, comme le souligne Landy [1993 : 314], l'antagonisme entre zone rurale et zone urbaine se retrouve également dans les représentations, notamment des classes moyennes, qui voient dans le caractère « archaïque » des campagnes une entrave au développement (a-t-on besoin de préciser, sur un modèle occidental). C'est bien la ville qui symbolise la « civilisation » (en termes d'éducation, de nourriture, d'habitat et d'hygiène, entre autres) et quitter le village pour réussir en ville constitue un signe indéniable de prospérité et d'ascension sociale.

Il existe par ailleurs d'autres dynamiques sociales menant à une certaine forme de migration auto-entretenu pour ces *Upper Castes*. Nous avons effectivement pu observer dans certains villages enquêtés, et nous reviendrons sur ce phénomène plus en détail dans le dernier chapitre de la thèse, que les *Upper Castes* restées au village devenaient très minoritaires numériquement et perdaient ainsi peu à peu le contrôle de la terre (et donc de l'emploi). Ils devaient alors faire face à un certain affaiblissement de leur statut social, voire à une certaine forme de stigmatisation, ce qui a pu conduire à l'entretien de ce phénomène de migrations des élites rurales vers des zones urbaines.

<sup>331</sup> Iruvelpattu est un village situé au cœur de notre zone d'étude à la frontière des districts de Villupuram et Cuddalore.

<sup>332</sup> « *Les gains escomptés en milieu urbain ou à l'étranger sont souvent immatériels, comme l'accès à l'éducation supérieure, très valorisée socialement. En témoigne l'envoi à l'université de jeunes filles qui ne visent pas forcément des débouchés professionnels, le diplôme étant à lui seul un gage de respectabilité destiné à leur assurer un bon mariage* » [Benbabaali, 2013 : 105].



Notons pour conclure que la migration des élites locales a eu des effets notoires sur l'organisation du village en redessinant les logiques de pouvoir. Cette réorganisation sociale s'est notamment traduite dans notre zone d'étude par l'ascension des *Vanniyars* comme nouvelle caste dominante.

### 3.3. L'essor des Vanniyars comme nouvelle caste dominante

L'exode des hautes castes vers les villes s'est traduit dans un bon nombre de villages tamouls par l'avènement des *Vanniyars* comme nouvelle caste dominante. En effet, bien que certains ménages issus des hautes castes aient gardé un lien fort avec le village, notamment marqué par le maintien d'une activité agricole et la conservation des terres, une grande partie des migrations vers les villes se sont accompagnées de la vente de leur patrimoine foncier, alors réinvesti en ville. Le rachat de ces terrains par les *Vanniyars* (*Middle Castes* locales) a donc réorganisé les structures sociales et les rapports de pouvoir et de domination qui opéraient jusque-là au village<sup>333</sup>. En effet, comme le soulignent Jaffrelot et Tarabout [2014 : 197], « *autrefois, le pouvoir était exercé au village par quelques grandes familles de hautes castes au statut prestigieux. Détentrices des droits supérieurs sur la majorité des terres, associant pouvoirs politique et rituel, elles dirigeaient l'ensemble des activités agricoles et des cultes multicastes de la localité. La mise en place d'un pouvoir administratif extérieur, avec des fonctionnaires délégués par un pouvoir central, le développement des activités commerciales, des professions libérales, les réformes agraires menées après l'indépendance de façon inégale selon les États ont diversifié les sources d'autorité et les réseaux de pouvoir* ». Ainsi, si traditionnellement dans le pays tamoul les hautes castes (*Reddiars* et *Settus*) possédaient la terre et assuraient le pouvoir religieux, la fragmentation de la terre et la contractualisation des relations de travail ont remis en question la subordination des basses castes aux hautes castes, ou du moins, ont largement contribué à une complexification des relations sociales.

Par ailleurs, les améliorations des conditions de vie des basses castes ont également conduit à la modification de leurs comportements de consommation et de leurs pratiques du culte. On observe en effet, et cela dans la plupart des zones rurales tamoules, un phénomène de

---

<sup>333</sup> « *The middle castes [meaning, essentially, the Vanniyars] have constituted a non-migrant and growing element* », probably linked with the relative success of the agricultural economy in the 1970s » [Harriss et al., 2010 : 49].

« sanskritisation » qui tend à modifier les pratiques religieuses des castes inférieures par un effet de mimétisme<sup>334</sup>. Srinivas [1971 : 6] définit cette idée de « sanskritisation » comme le processus par lequel une caste modifie ses coutumes, son rituel, son idéologie et son mode de vie dans la direction d'une autre caste, souvent de « deux fois nés ». La sanskritisation est donc l'adoption de pratiques et comportements plus orthodoxes (interdiction de remariage pour les veuves, végétarisme, interdiction de consommer de l'alcool, etc.), souvent calquée sur le modèle des pratiques des castes supérieures [Deliège, 2004 : 224]. Ainsi, les volontés d'ascension sociale de certains groupes sociaux passent par une modification des pratiques de cultes. D'autre part, comme le notent Jaffrelot et Tarabout [2014], dans le système social indien, l'ascension sociale ne peut être réalisée que collectivement, par une caste entière ou une section de celle-ci. Dans ce sens, Naudet [2009 : 10] note que « *la diffusion très large au sein de certaines castes ex-intouchables de l'idéologie ambedkariste, incarnée par le mot d'ordre « educate, organise and agitate », a permis de réaliser une opération assez improbable : de nombreuses familles complètement dépourvues de capital culturel se sont mises à valoriser l'éducation de manière quasi-religieuse auprès de leurs enfants, leur permettant ainsi de réussir scolairement puis socialement* » [Naudet, 2009 : 10]. Comme nous le verrons dans la troisième section de ce chapitre, une lecture statistique des niveaux d'éducation des *Vanniyars* corrobore parfaitement cette idée d'ascension sociale de cette caste qui a, semble-t-il, collectivement su profiter de la réorganisation des structures sociales induites, au moins pour partie, par l'exode des *Upper Castes*. Cette ascension sociale des *Vanniyars* est par ailleurs indissociable de la forte mobilisation politique de ces derniers, entraînant une représentation des intérêts communautaires dans les différentes instances administratives, dont les deux facteurs se renforcent certainement mutuellement.

---

<sup>334</sup> Voir notamment Trouillet [2010] sur les modifications du culte et les enjeux de pouvoir associé dans une zone rurale du Tamil Nadu.

### 3.4. Empowerment politique des basses castes

Depuis l'Indépendance de l'Inde, de nombreux mouvements politiques se sont levés contre la représentation politique des hautes castes (qui favorisait les *Brahmanes*) et la domination de l'hindi (signe de l'impérialisme culturel du nord de l'Inde) [Planet, 2014]. Cette mobilisation politique, particulièrement active dans le Sud de l'Inde a donné naissance au mouvement dravidien<sup>335</sup>, qui s'est traduit dans la plupart des villages – en complément de l'exode rural des hautes castes (cf. *supra*) – par l'*empowerment*<sup>336</sup> politique des basses castes. Que ce soit dans les campagnes ou dans les villes, le système social et politique est aujourd'hui l'objet d'une lutte de classement, dans laquelle la lutte pour le pouvoir et la défense des identités communautaires sont devenues des enjeux politiques importants. C'est la mise en place de ces logiques *d'empowerment* politique qu'il nous faut alors explorer si nous voulons comprendre les évolutions qui ont mené aux spécificités tamoules contemporaines<sup>337</sup>. Pour cela, nous présenterons une brève approche historique des mouvements politiques en Inde (3.4.1.), avant d'en recentrer l'analyse sur le cas du Tamil Nadu (3.4.2.).

#### 3.4.1. Une approche historique de l'empowerment politique des basses castes

Longtemps dominée par des élites issues des rangs les plus élevés de la société, la classe politique indienne se symbolisait par la reproduction sociale de ces élites et l'exploitation des castes économiquement et socialement défavorisées. L'émergence de mouvements anti-*Brahmanes* dans différentes parties de l'Inde s'est alors appuyée sur différentes forces de défense des basses castes. Un des mouvements les plus influents fut porté Jotirao Phule,

<sup>335</sup> « Le mouvement dravidien a pris son essor à la fin du XIXe siècle dans les quatre provinces actuelles du Tamil Nadu, du Kerala, du Karnataka et de l'Andhra Pradesh. Ce mouvement prendra de l'ampleur après l'Indépendance et fournira le ciment de nombreux mouvements localistes et régionalistes, demandant des emplois et des avantages politiques pour les locuteurs d'une langue particulière et pour les « habitants premiers » d'une région donnée » [Heuzé, 2002 : 7]. Ce mouvement « anti-brahmane » est né dans un contexte où les Brahmanes, qui ne représentent que 4 à 5% de la population monopolise les plus hautes fonctions administratives [Tawa Lama-Rewal, 2004 : 29 ; Delième, 2004].

<sup>336</sup> Si le concept *d'empowerment* semble aujourd'hui sur-utilisé – notamment par les institutions internationales – et ainsi vidé de sa substance [Calvès, 2009], nous l'utilisons ici dans son sens premier, où il renvoie à la capacité des individus issus de populations marginalisées à agir collectivement dans le but d'assurer leur bien-être et d'accroître leur droit de participer aux décisions les concernant [Simon, 1994].

<sup>337</sup> Pour une présentation détaillée de l'évolution du lien entre castes et politique en Inde, voir notamment Jaffrelot [2002, 2014], Heuzé [2002], Harriss [2002], Delième [2004], Tawa Lama-Rewal [2004] et Racine [2009].

réformateur social, qui attribuait aux *Brahmanes* le déclin intellectuel, moral et économique dans lequel vivaient les castes inférieures [Deliège, 2004 : 244-245]. Par ailleurs, face à l'hégémonie de l'Inde du Nord aryanisée, s'est développé à partir du début du XX<sup>ème</sup> siècle dans le Sud de l'Inde un mouvement dravidien<sup>338</sup>, mouvement idéologique et politique ayant pour but la défense des intérêts des non-*Brahmanes* et la lutte contre l'hégémonie de l'hindi. Bien que peu de résultats aient suivi ces mobilisations, elles ont toutefois eu le mérite d'avoir posé les bases de mouvements ayant conduit à une meilleure prise en compte de ces castes défavorisées. La mobilisation de ces « *Depressed Castes*<sup>339</sup> » a en effet donné naissance à une formation politique, le *Justice Party*, qui brigua la présidence de Madras en 1920 et donna la priorité aux non-*Brahmanes* pour l'octroi des emplois administratifs. Sous l'impulsion de E. V. Ramaswamy Naiker (autrement appelé Periyar) est créé le *Self-Respect Movement* en réponse à l'intouchabilité pratiquée dans les écoles mises en place par le Congrès (parti historique à la tête de l'Inde depuis son Indépendance) et en réponse à la proposition de rendre obligatoire l'apprentissage de l'hindi. Cette agitation anti-Hindi et anti-*Brahmanes* aboutira en 1944 à la création du *Dravidar Kajagam* (Association des Dravidiens) [Jaffrelot, 2006], qui posera quant à elle les bases d'une formation politique non-Congressite : le *Dravida Munnetra Kazhagam* (DMK) en 1949 [Ananth, 2014].

À partir de ces mouvements ont été peu à peu mises en place des politiques relevant d'une logique de discrimination positive pour améliorer le sort des « *Scheduled Castes* », qui se concrétisèrent par l'adoption progressive de quotas réservant un pourcentage d'emplois administratifs aux populations discriminées qui passa ainsi de 8,3% en 1943, à 12,5% en 1946 puis 15% en 1951.

La commission Mandal, créée en 1978 après la défaite du Congrès et présidée par Bindheshwari Prasad Mandal (homme politique de basse caste), a recommandé en 1980 dans son rapport l'établissement de quotas dans l'administration en faveur d'une liste de castes « arriérées<sup>340</sup> », les *Other Backward Classes* (OBC) à distinguer des *Dalits*, qui d'après le rapport représentaient à eux seuls 52% de la population. Le rapport Mandal préconisait alors

<sup>338</sup> « *The ideologies of the Dravidian movement have theorised the concept of "Tamilness" in contrast to the Brahmin legacy which was supposed to have been imported in the south and imposed by aliens from north upon the more egalitarian and secular Dravidian tradition* » [Racine, 2009 : 439].

<sup>339</sup> Assayag et Jaffrelot [2014 : 168] qualifient cette dénomination d'euphémisme mal placé sensé désigner les ex-intouchables. C'est en 1935 que le terme « *Depressed Castes* » fut remplacé officiellement par celui de « *Scheduled Caste* » (ou « castes répertoriées ») qui représente alors 50 millions de personnes, soit 19% de la population hindoue [Jaffrelot, 2014].

<sup>340</sup> « *L'expression « backward classes » apparaît pour la première fois dans les années 1870 à Madras. Le pays tamoul, dont Madras est la capitale, est alors travaillé par un mouvement « anti-brahmane » qui regroupe des castes inférieures mais pas intouchables. Il s'agit pour l'essentiel de shudras, le quatrième varna, qui se situe au-dessous des trois ordres supérieurs formant les « deux fois nés »* » [Jaffrelot, 2002 : 135].

de leur réserver 27% de postes administratifs [Jain, 1990<sup>341</sup>], qui s'ajoutaient aux 15% déjà réservés aux *Scheduled Castes* et aux 7% des *Scheduled Tribes*. Bien que l'ensemble des quotas ne représente que moins de 50% des emplois, le gouvernement du Congrès (de retour au pouvoir en 1980), n'appliquera pas ces préconisations, qui ne seront adoptées que dix ans plus tard par le nouveau Premier ministre V. P. Singh, soucieux de s'assurer du soutien politique des OBC. Cette application des politiques de quotas engendra une flambée de violence et de contestation [Deliège, 2004], marquée notamment par de nombreuses manifestations des élites<sup>342</sup>. En 1990, de nombreux jeunes étudiants *Brahmanes* s'immolèrent par le feu en signe de protestation<sup>343</sup>.

Les politiques de quotas sont donc à la fois des politiques publiques et des politiques électoralistes, la politisation de la caste étant devenue un enjeu majeur des luttes de pouvoir [Assayag et Jaffrelot, 2014 : 173]. Notons par ailleurs que dans ce mouvement (OBC), pratiquement toutes les castes non-*Brahmanes* sont représentées, y compris des castes dominantes bénéficiant d'une position sociale et économique avantageuse. Ainsi, si la catégorie OBC fut originellement créée pour protéger les castes non-intouchables mais défavorisées, elle fut rapidement pervertie pour servir les intérêts de groupes politiquement puissants [Bétéille 1992 : 113 dans Deliège, 2004 : 248].

Ce phénomène de « castéisation », issu d'une catégorie administrative abstraite, s'est donc construit, non pas sur une idéologie commune, mais sous l'effet d'une opposition externe, face à l'Autre : les hautes castes. Deliège [2004, 248-249] note toutefois que les *Backward Classes* sont devenues une véritable force politique dans l'Inde contemporaine et leur poids s'est considérablement accru avec la publication du rapport de la commission Mandal.

Dans ce contexte de polarisation sociale, les *Dalits* – qui craignaient de faire les frais d'une réaction plus générale d'hostilité vis-à-vis de la logique de discrimination positive – firent cause commune avec les OBC. De nouveaux partis politiques se réclamant tant des OBC que des *Scheduled Castes* virent ainsi le jour et nouèrent des alliances. Ces formations donnèrent leur investiture à des candidats de basse caste en plus grand nombre à partir des élections de 1991 et ce avec un succès croissant, car les OBC – qui constituent partout en Inde une

---

<sup>341</sup> Disponible à l'adresse : <http://www.jaia-bharati.org/histoire/tyran-castes.htm#notes>.

<sup>342</sup> Assayag et Jaffrelot [2014 : 172] tempèrent la légitimité des contestations issues des franges les plus favorisées en avançant que l'emploi public ne représente que moins de 10% de l'emploi total en Inde.

<sup>343</sup> En 1990, cet effet de mobilisation allait être amplifié par la réaction des hautes castes – surtout des étudiants – qui protestèrent violemment à la fois contre l'amputation de leurs débouchés et la mise en cause d'un ordre socio-politique qu'ils dominaient depuis toujours (les quotas en faveur des ex-intouchables ne les ayant pratiquement pas affectés). Les manifestations de rue se multiplièrent, des étudiants s'immolèrent par le feu (63 d'entre eux périrent ainsi) et la Cour suprême finit par ordonner la suspension des mesures annoncées [Jaffrelot, 2002 : 142].

majorité, au moins relative – votaient désormais pour les leurs et non plus pour des notables de haute caste dans la logique clientéliste naguère pratiquée avec succès par le parti du Congrès. En Inde du Nord, la proportion des députés OBC passa de 11% en 1984 à 25 % en 1996, tandis que celle des élus de haute caste tombait de 47 % à 35%. Cette révolution silencieuse, toujours en cours, s'est naturellement traduite par une légitimation nouvelle de la caste dans l'espace public [Jaffrelot, 2002 : 142].

De la même manière, les *Scheduled Castes* se sont elles aussi politisées (on parle alors de « dalitisme<sup>344</sup> ») dans le but d'accroître leur visibilité et d'obtenir davantage de bénéfices de la part de l'État. Ce mouvement s'est développé au début des années 1970, notamment au Maharashtra via le groupe des *Dalit Panthers* [Deliège, 2004 : 250], avec comme leader emblématique Ambedkar, souvent reconnu comme le père de la Constitution indienne. La pensée *Dalits* s'est largement répandue dans le Nord de l'Inde et s'est notamment incarnée dans l'organisation politique du BSP (*Bahujan Samaj Party*) qui a connu et connaît encore un fort succès électoral en Uttar Pradesh<sup>345</sup> [Deliège, 2004 : 251-252]. Cependant, les *Scheduled Castes* ne se reconnaissent pas toutes dans cet esprit *Dalit*, qui est marqué par une multitude de mouvances et divisions internes.

### 3.4.2. Empowerment politique des basses castes au Tamil Nadu

Le Tamil Nadu est l'un des dix États dans lesquels le Congrès a perdu les élections en 1967<sup>346</sup>. La vie politique au Tamil Nadu est ainsi, depuis les années 1970, centrée sur deux partis dravidiens « frères ennemis », le *Dravida Munnetra Kazhagam* (DMK) de M. Karunanidhi et l'*All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam* (AIADMK) de Jayalalitha<sup>347</sup> [Racine, 2015]. Cependant, le succès politique de ces deux partis auxquels les mouvements non-*Brahmane*, *Self-Respect* et dravidien ont donné lieu, est à relativiser. Les

<sup>344</sup> Pour une présentation détaillée de l'*empowerment* des Dalits en Inde, voir Heuzé [2002].

<sup>345</sup> Pour une étude anthropologique du mouvement *Dalit* en Uttar Pradesh, voir Jaoul [2012].

<sup>346</sup> « *The Congress party lost a majority in the elections to the State assemblies of Tamil Nadu, Kerala, Bihar, Haryana, Madhya Pradesh, Orissa, Punjab, West Bengal and Uttar Pradesh* » [Ananth, 2014 : 4].

<sup>347</sup> Jayalalithaa Jayaram, ou plus simplement Jayalalithaa comme on l'appelle le plus souvent en Inde, ex-star du cinéma Kollywood, a su s'imposer en politique et est aujourd'hui une figure emblématique de la scène politique tamoule. Eminente représentante du parti tamoul *All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam* (AIADMK, ou « Parti panindien de Anna pour l'amélioration du peuple dravidien »), elle fut présidente et ministre en chef du Tamil Nadu de 1991 à 1996, de 2001 à 2006, puis de 2011 à 2014 et enfin depuis le 23 mai 2015 [Tawa Lama-Rewal, 2007 : 10].



élections de 2001 ont en effet montré que ces deux partis, touchés par des scandales de corruption [Tawa Lama-Rewal, 2007], peinaient de plus en plus à mobiliser un large soutien dans la société tamoule. Les membres des castes supérieures et des classes moyennes supérieures semblent être dorénavant attirés par les flatteries du mouvement nationaliste hindou (le processus de sanskritisation décrit *supra* peut ici constituer un facteur explicatif de ce phénomène) et les *Dalits* s'organisent de plus en plus efficacement de manière autonome [Harriss, 2002 : 113].

Racine [2009 : 439] note par ailleurs que « *the policy of emancipation has relied upon a tool used more in Tamil Nadu than in the rest of India, namely, the reservation of seats in public education and public services, not just for Dalits and Tribes, but also for the largest conglomerate of castes defined in Tamil Nadu as elsewhere in India, the "Other Backward Classes" (OBC)* ». Ainsi, les mouvements d'opposition ont permis au Tamil Nadu, plus que partout ailleurs en Inde, de lutter contre les discriminations institutionnelles de castes, mais ces politiques inclusives ont conduit à des processus d'*empowerment* politique pour différents groupes sociaux qui se retrouvent aujourd'hui en concurrence. Il semblerait désormais que l'entente entre OBC et *Dalits*, ayant permis de lutter contre l'impérialisme brahmanique, soit remise en cause par des logiques communautaires. En témoignent les rapports extrêmement conflictuels entre *Vanniyars* (principale *Middle Caste* de notre zone d'étude) et *Paraiyars* (principale caste *Dalit* de la zone).

D'autre part, l'avènement des *Vanniyars* comme nouvelle caste dominante dans notre zone d'étude s'est accompagné d'un fort *empowerment* politique de cette *Middle Caste* locale. On parle alors de *Vanniyar Belt* pour illustrer la montée en puissance de cette communauté dans cette partie centrale du Tamil Nadu. Racine [2009 : 470] note en effet que les *Vanniyars* sont depuis 1967 la caste la plus représentée à l'assemblée, alors qu'ils ne représentent que 12% de la population tamoule. Ainsi, la caste – sous une forme bien différente de celle qu'elle revêtait dans le passé – apparaît ici comme un élément fonctionnel dans la démocratisation d'un système représentatif, étant donné que ce processus met fin à la domination des hautes castes dans les sphères du pouvoir politique et administratif. À titre d'exemple, dans le *village panchayat* d'Iruvelpattu décrit par Harriss *et al.* [2010 : 59], sur les six membres élus, quatre sont des *Vanniyars*, deux des *Dalits* et la présidente est également une *Dalit*. La zone d'enquête où se localise notre étude empirique est située au cœur de la *Vanniyars Belt*, où le Pattali Makkal Katchi (PMK), un parti régional créé par et pour les *Vanniyars* exerce une influence décisive sur la politique depuis les années 1990.



Nous avons également noté que les *Dalits* sont, de la même manière, très actifs politiquement. Ce pouvoir politique a sans doute été facilité d'une part par un accès privilégié à des programmes gouvernementaux et d'autre part par la relative prospérité économique des Dalits de la zone étudiée (cf. troisième section de ce chapitre). Nous pouvons alors imaginer que pouvoir économique et pouvoir politique se renforcent mutuellement. Le développement de l'emploi non-agricole en dehors de certains villages, bénéficiant d'une bonne accessibilité aux petits centres urbains environnants a, par ailleurs, grandement facilité le processus d'émancipation des *Dalits* vis-à-vis des groupes dominants, tout en favorisant leur ancrage dans la vie quotidienne du village [Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015].

Notons enfin que l'avènement politique des *Vanniyars* et des *Dalits* ne s'est pas fait sans heurts et constitue bien un construit social, fruit de luttes qui ont longtemps opposé *Vanniyars* et *Brahmanes* et aujourd'hui *Vanniyars* et *Paraiyars*<sup>348</sup>. En effet, comme nous l'avons montré *supra*, les changements structurels qui ont accompagné cet *empowerment* politique des basses castes a conduit à une concurrence accrue entre les différents groupes sociaux<sup>349</sup>.

Ainsi, comme le souligne Delière [2004 : 242], l'évènement majeur des dernières décennies en ce qui concerne les rapports entre caste et politique est incontestablement l'arrivée sur la scène politique des castes inférieures. Si des éléments de compétition et des luttes pour l'ascension sociale existent de longue date, il semblerait en effet que ces batailles aient été transcendées par l'adoption des différentes mesures décrites ci-dessus. Comme le notent Assayag et Jaffrelot [2014 : 186], la transformation de la caste en groupe d'intérêt, amorcée par le recensement Britannique et la mise en place des politiques de quotas, s'est accélérée après l'Indépendance et a conduit à une certaine politisation de la caste. Cependant, si la montée en puissance des basses castes leur a certes permis une meilleure représentation politique, de fortes inégalités sociales et autres formes de discriminations continuent de peser quotidiennement sur le mode de vie d'un grand nombre de ménages ruraux<sup>350</sup>. En effet, aujourd'hui encore, beaucoup des membres des OBC font l'objet de fortes discriminations sur

---

<sup>348</sup> « *South Arcot, the stronghold of the vanniyar belt, was powerful and multifaceted. It culminated, in 1987, in a violent one-week road blockade, which left 20 dead and massive destruction, where Dalits were targeted as much as the government* » [Racine, 2009 : 470].

<sup>349</sup> Pour une lecture détaillée des mouvements politiques des *Vanniyars* et des *Dalits* au Tamil Nadu, voir Racine [2009].

<sup>350</sup> Racine [2009 : 445] note dans ce sens que « *a strong anti-Brahmin movement, coupled with access to high education, contributed to the migration of a number of highly qualified Tamil Brahmins outside Tamil Nadu and sometimes even outside India, but not to the point of weakening their importance in elites circles, except in politics* » (souligné par nos soins).

la base de la caste et les membres des catégories SC et ST en souffrent encore davantage, notamment en milieu rural. Naudet [2009 : 4] présente dans ce sens les résultats d'une étude menée par Shah *et al.* [2006] auprès d'un échantillon de 565 villages dans onze États différents. Cette étude montre que dans un dixième de ces villages, les personnes considérées comme intouchables n'ont toujours pas le droit de porter des chaussures, des vêtements neufs, des lunettes de soleil, ni d'utiliser un parapluie ou de posséder un vélo. Dans la moitié de ces villages, les *Dalits* n'ont pas un accès libre aux infrastructures communes permettant d'obtenir de l'eau potable. De même, plus de 40 % des écoles pratiquent l'intouchabilité lors des repas du midi en obligeant les enfants issus de groupes SC et ST à s'asseoir à l'écart de leurs camarades de classe. Il apparaît alors que, malgré les associations communautaires et une meilleure représentation politique, persiste dans des institutions étatiques telles que l'école des éléments de discriminations liés à la caste. Ces éléments de différenciation se retrouvent par ailleurs, comme nous allons le voir dans la dernière sous-section, dans certaines dynamiques spatiales.

### 3.5. Persistance de la segmentation spatiale

Dans la plupart des villages du Tamil Nadu [Harriss *et al.*, 2010], la segmentation spatiale divise l'espace en deux territoires : d'un côté l'*Uur*<sup>351</sup>, où vivent les ménages appartenant pour la plupart à la caste des *Vanniyars*<sup>352</sup> et les quelques ménages restants issus des *Upper Castes* et de l'autre, la *Colony* (ou *cheri*), réservée aux *Dalits*, principalement *Paraiyars* dans cette partie du Tamil Nadu. Cette organisation spatiale, formalisée par les *Lois de Manou* aux alentours du III<sup>ème</sup> siècle de notre ère [Deliège, 2004], imposait aux *Chandalas* – qui peuvent être assimilés aux *Dalits* contemporains – de vivre à l'écart des villages et d'éviter tout contact avec les castes supérieures<sup>353</sup>. Landy et Varrel [2015] notent que « *dans les villages et*

---

<sup>351</sup> Moffatt [1979 : xii] définit le terme *Uur* comme : « *the hamlet of the "higher" castes in Tamil villages, of all those castes who are not Untouchable* », et *Colony* comme : « *the preferential term of reference for the ceeri [ou cheri], for the Untouchable hamlet, in northesatern Tamil Nadu* ».

<sup>352</sup> Si la caste des *Vanniyars* appartient à la catégorie *Most Backward Class* (MBC) dans la classification administrative indienne, elle correspond en réalité, au moins dans la zone étudiée, à ce que l'on pourrait nommer *Middle Caste*, dans la mesure où elle constitue la caste dominante au sens de Srinivas [1971 ??].

<sup>353</sup> « *La maison des Chandalas [ou Dalits] doit se trouver en dehors du village, ils n'ont pas le droit de posséder de la vaisselle autre que brisée, ils doivent porter les vêtements des morts et manger dans des assiettes cassées. Ils ne peuvent avoir aucun contact avec les autres et sont tenus de se marier entre eux. Ils doivent manger les restes et n'ont pas le droit de marcher dans les rues du village en dehors de leur travail. Ils doivent pouvoir être reconnus et ne peuvent dissimuler leur vile origine* » [Deliège, 2004 : 21].

même les bourgs, la tradition est encore respectée. Le hameau des Dalits est le plus souvent à l'écart, parfois à un kilomètre du village proprement dit, séparé par un champ, une route, un canal ». Dans ce sens, la Figure 5.6., présentant une image satellite du village de Karumbur (un des villages de notre zone d'enquête), illustre la contemporanéité de cette segmentation spatiale. En effet, la partie *Colony* du village se situe à plus de cent mètres de la partie *Uur* et il n'existe que peu de liaisons entre les deux, en témoigne l'absence de route reliant les deux parties du village.

**Figure 5.6. Une illustration de la segmentation spatiale au Tamil Nadu : le village de Karumbur**



Source : Auteur (à partir d'une image satellite de GoogleMap).

Nous pouvons conclure cette sous-section sur les changements structurels en pointant que si la caste est indissociable, en principe, de l'activité professionnelle, définie par la naissance et perpétuée par l'endogamie (nous avons présenté *supra* cette organisation relative au *Jajmani System*), il n'y a jamais eu un système de caste en Inde et il ne faut pas se représenter la société indienne comme un ordre hiérarchique immuable empreint de religiosité brahmanique [Assayag et Jaffrelot, 2014 : 165]. La vision inverse, notamment portée par Bêteille [1996 : 450], « *Caste is no longer an important agent of social placement or control* », qui considère la caste comme une institution archaïque, n'est cependant pas plus avérée. Harriss-White [2004 : 9-10] note en effet, en s'appuyant sur une étude de très long terme menée dans le monde rural tamoul, que l'économie locale y est de plus en plus organisée de manière corporatiste, basée directement ou indirectement sur la caste. La

croissance du nombre d'associations communautaires depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle [Harriss, 2007] et les aspirations d'ascension sociale collective de plus en plus marquées constituent par ailleurs des éléments ayant accru les logiques de concurrence inter-caste et donc de manière corollaire les logiques d'entraide et de solidarité intra-castes<sup>354</sup>.

## **Section 2. Présentation et justification d'une approche mixte : une combinaison d'approches quantitative et qualitative**

Depuis une trentaine d'années, nous assistons à une ouverture vers un pluralisme méthodologique en sciences sociales, préconisant le recours à des approches mixtes<sup>355</sup> qui intègrent des questionnements et outils à la fois quantitatifs et qualitatifs [Creswell, 2003 ; Johnson *et al.*, 2007 ; Shaffer, 2013]. L'intérêt croissant pour ce type d'analyse sur la période récente a permis le développement d'une réflexion méthodologique et la multiplication d'études pluridisciplinaires. En témoigne la création en 2007 d'un journal scientifique spécialement dédié aux approches mixtes en sciences sociales : le *Journal of Mixed Methods Research* (JMMR), qui traite des avantages de ces approches d'un point de vue théorique, méthodologique et empirique. Cependant, celles-ci restent malgré tout encore marginales dans le paysage académique global et nécessitent donc une rapide présentation<sup>356</sup>. D'autre part, comme le soulignent Greene et Caracelli [1997], une telle posture méthodologique, bien qu'indispensable, est loin d'être suffisante<sup>357</sup> et appelle une attention particulière, notamment dans sa conceptualisation et dans les conditions d'application qui peuvent différer selon les objets d'études.

Ainsi, comment comprendre et analyser les phénomènes migratoires ? Tel est alors l'enjeu qui sous-tend le débat entre approches qualitatives et quantitatives dans l'étude de la migration en tant que phénomène multidimensionnel. L'objet de cette sous-section est donc de s'interroger

---

<sup>354</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces logiques de solidarité et d'entraide communautaire dans la troisième section de ce chapitre.

<sup>355</sup> Approche mixte, approche hybride, approche pluraliste, *Q-squared approach*, etc., sont autant de termes faisant référence à la même démarche méthodologique dont Punch [2014 : 302] propose une définition en ces termes : « *Mixed methods research is empirical research that involves the collection and analysis of both qualitative and quantitative data* ».

<sup>356</sup> Pour une présentation détaillée de l'évolution des approches mixtes, voir, entre autres : Greene et Caracelli [1993, 1997], Kanbur [2004], Johnson *et al.* [2007], Creswell et Plano-Clark [2011] et Shaffer [2013].

<sup>357</sup> « *Using multiple and diverse methods is a good idea, but is not automatically good science* » [Greene et Caracelli, 1997 : 5].

sur les fondements conceptuels de cette approche et de justifier le recours à celle-ci dans le contexte de l'Inde du Sud.

Pour cela, nous présenterons dans un premier temps le cadrage conceptuel de l'approche mixte en nous attachant à en démontrer les apports vis-à-vis de notre objet d'étude (2.1.). Puis, dans un second temps, nous reviendrons sur l'articulation des méthodes utilisées en présentant les différentes étapes de notre enquête (2.2.).

### **1. Présentation et conceptualisation de l'approche mixte**

Selon Couty [1983 : 37], approches quantitatives et qualitatives relèvent de champs d'intelligibilité distincts. Ainsi, afin de comprendre ce que recouvrent respectivement ces approches, tant dans leurs conceptualisations que dans leurs pratiques, nous en proposerons une définition et nous nous attacherons à en identifier les apports et limites spécifiques.

**L'approche quantitative** est souvent menée sur un grand nombre d'observations, à partir de questionnements fermés, permettant d'obtenir des réponses préétablies, notamment via l'usage de questionnaires, outils privilégiés de ce type d'approche. Cette démarche est qualifiée d'extensive dans la mesure où l'observation répétée de certains phénomènes permet d'en conclure, sur la base du grand nombre, des hypothèses ou résultats.

Dans le cas des analyses migratoires, la production de données chiffrées permet de quantifier les phénomènes étudiés. D'un point de vue *macro*, la notion de « flux » apparaît centrale (cf. chapitre 3) et met en lumière des régularités dans les mouvements de population. Au niveau *micro*, de telles méthodes permettent de la même manière d'identifier les structures de migrations et d'en étudier les principales formes. Les études quantitatives comportent cependant certaines limites. Si elles produisent, comme nous l'avons vu, des résultats intéressants, elles ne permettent pas l'appréhension et la compréhension des diversités de situations qui pourraient relever, par exemple, d'éléments contextuels locaux.

**Les approches qualitatives** sont quant à elles généralement menées sur un plus petit nombre d'observations et elles mettent en évidence les nuances, en privilégiant le détail et la diversité de situations, notamment via des études de cas, des entretiens, etc. Cette démarche est alors

qualifiée de compréhensive<sup>358</sup> puisqu'elle permet, en s'intéressant au singulier, de favoriser une démarche illustrative et contextualisée. En d'autres termes, les analyses qualitatives permettent de décoder, à partir d'observations spécifiques, les représentations et comportements socio-économiques enchâssés dans l'environnement culturel, politique et historique [Gondard-Delcroix, 2006].

Ces pratiques, menées dans le cadre d'une analyse qualitative des migrations, permettent en effet une étude plus fine des trajectoires et des stratégies individuelles et collectives, et fournissent ainsi des éclairages intéressants dans une logique explicative. Elles ne sont toutefois, elles non plus, pas exemptes de biais. Les partisans de l'approche quantitative soutiennent par exemple l'idée que la recherche en sciences sociales (et bien souvent en sciences économiques) doit être objective, sans biais et généralisable, ce qui n'est pas le cas des approches qualitatives, dont la contextualisation rend très peu probable l'universalité des résultats.

Ainsi, pour Winter [1984 : 18], l'analyse qualitative recherche d'abord « *le spécifique, le divers et l'original comme signe de complexité et source de cohérence* », alors que l'approche quantitative s'intéresse à « *l'homogène comme signe d'identité et source d'exploration* ». Alors que les approches quantitatives sont orientées vers la mise en évidence des aspects réguliers des phénomènes sociaux, en ce sens qu'elles repèrent la répétition de phénomènes observés, les études qualitatives recherchent quant à elles le singulier.

Longtemps opposées, en raison de clivages épistémologiques et méthodologiques entre les différents champs disciplinaires auxquels elles appartiennent respectivement, ces approches sont à envisager sous l'angle de la complémentarité et non de leurs différences [Couty, 1983 ; Gérard, 1998 ; Johnson *et al.*, 2007 ; Condomines et Hennequin, 2013]. En effet, comme le souligne Winter [1984 : 19], « *au-delà de l'opposition factice entre qualitatif et quantitatif [...], il s'agit de promouvoir des systèmes d'investigation dans lesquels chaque mode d'approche, chaque type d'investigation, garde sa spécificité, mais valide l'autre* ».

Dans une démarche heuristique visant à produire une définition des approches mixtes, Johnson *et al.* [2007] ont réuni en 2007 dix-neuf des principaux chercheurs méthodologistes, spécialistes de cette thématique, et leur ont demandé d'en fournir une définition. À partir des

---

<sup>358</sup> Mucchielli [2009] définit l'approche compréhensive comme un positionnement intellectuel (ou une prise de position épistémologique) qui postule une radicale hétérogénéité entre les faits humains ou sociaux et les faits des sciences naturelles et physiques : les faits humains ou sociaux étant des faits porteurs de significations véhiculées par des acteurs (hommes, groupes, institutions...), parties prenantes d'une situation interhumaine.



points de vue croisés de cette communauté de techniciens, ils ont abouti à la définition suivante qui, bien que large, fournit une vision consensuelle : la **méthode mixte** est « *un modèle de recherche qui implique de combiner les éléments d'une approche quantitative et d'une approche qualitative (e.g. points de vue quantitatif et qualitatif, collecte des données, analyse des données, technique d'inférence) à des fins de compréhension et de corroboration, [...] dans le cadre d'une seule étude* » [Op. Cit. : 123].

Rossmann et Wilson [1985] ont identifié trois raisons pour combiner la recherche quantitative et qualitative. Tout d'abord, la combinaison des deux approches est utilisée pour permettre, par triangulation, la confirmation ou la corroboration des résultats ou hypothèses d'une méthode par l'autre. Deuxièmement, cette approche combinée est utilisée pour activer ou pour développer une analyse permettant de fournir des données plus riches. Enfin, cette combinaison peut être utilisée pour initier de nouveaux modes de pensée, en dépassant des paradoxes qui pourraient se dégager de ces deux sources de données. L'importance de l'idée de « triangulation<sup>359</sup> » dans l'utilisation d'une approche mixte a été particulièrement portée par Denzin [1978], pour qui le recours à ce type de méthode, en confrontant les résultats des différentes approches, permet de limiter les biais liés à la collecte de données<sup>360</sup>. De plus, les atouts de la méthode mixte sont d'inscrire les approches quantitatives et qualitatives dans leur complémentarité et leur capacité à se renforcer l'une l'autre (notamment via la triangulation des données et des résultats).

Dans l'étude des mouvements migratoires, le recours à une approche mixte apparaît alors particulièrement adapté<sup>361</sup>. Cela est d'autant plus vrai dans le cadre d'une étude empirique menée sur le milieu rural indien où logiques individuelles, collectives et structurelles apparaissent intimement liées les unes aux autres. En effet, l'utilisation d'outils méthodologiques communément utilisés par les champs de la sociologie ou de l'anthropologie apporte un éclairage différent du phénomène migratoire, complémentaire des traitements statistiques. En l'occurrence, ils permettent d'apprécier les trajectoires individuelles dans une contextualisation locale, alors que comme le précisent Dupont et Guilmoto [1993 : 289] : « *une simple analyse en termes géographiques ou socio-économiques n'y verrait que des cheminements individuels browniens, des « électrons libres », et serait incapable de reconstituer la logique interne au parcours du migrant* ».

<sup>359</sup> Denzin [1978 : 291] a été un des premiers à recourir au terme de « triangulation » qu'il définit comme : « *the combination of methodologies in the study of the same phenomenon* ».

<sup>360</sup> « *The bias inherent in any particular data source, investigators, and particularly method will be cancelled out when used in conjunction with other data sources, investigators, and methods* » [Denzin, 1984 : 14].

<sup>361</sup> « *The pragmatic answer, to how to get cross-disciplinarity [...] is to advance through the analysis of concrete issues and problems [...] demonstrating how two disciplines are better than one* » [Kanbur, 2002 : 484].



Ainsi, Winter [1984 : 19] résume le cadre analytique de l'approche mixte en ces termes : « *Cette nouvelle catégorie d'enquête, l'enquête socio-économique, tiendrait à la fois de la monographie et de l'enquête statistique de structures. À la monographie elle voudrait emprunter sa méthode d'approche globale et compréhensive d'une société, à l'enquête statistique de structures ses techniques d'analyse quantitative et représentative d'un ensemble complexe et étendu d'unités sociales. De la monographie, il faudrait récuser le caractère trop souvent qualitatif et surtout son souci de montrer ce qui est distinctif plutôt que ce qui est représentatif ou extrapolable. De l'enquête statistique de structures, il faudrait abandonner le cadre conceptuel et comptable uniforme, calqué sur celui de la comptabilité nationale, qui permet certes des agrégations successives, mais au prix d'une déformation de plus en plus évidente de la réalité* ». Opposer ces deux méthodes semble alors inopérant, dans la mesure où chacune est susceptible d'enrichir les apports de l'autre et donc de fournir une analyse plus fine des phénomènes étudiés.

Nous avons présenté les trois principaux types de démarches méthodologiques envisageables dans une étude empirique, en identifiant les apports et limites de chacun d'entre eux. Cependant, la forme des données dépend des choix méthodologiques et de l'ancrage théorique et épistémologique associés, qui découlent eux-mêmes de la singularité de l'objet de recherche. Reste donc à identifier la ou les démarches les plus adaptées à notre étude et à en justifier le choix dans le cadre d'un processus de recherche organisé et cohérent.

Si l'étude spécifique des différentes pratiques de recherche met en évidence une distinction importante dans la forme des données et les outils mobilisés pour les recueillir, la justification de l'utilisation des approches retenues nécessite une attention particulière. Dès lors, nous pouvons nous demander, comme le souligne Gérard [1998 : 2], si « *la distinction entre approche quantitative et approche qualitative ne serait-elle pas beaucoup plus profonde ?* ». La réflexion conceptuelle menée sur les approches mixtes s'intègre en effet dans un ensemble de questionnements plus larges, portant sur le processus même de la recherche. Dans ce sens, Crotty [1998] pose comme préalable à toute démarche de recherche empirique deux questions fondamentales :

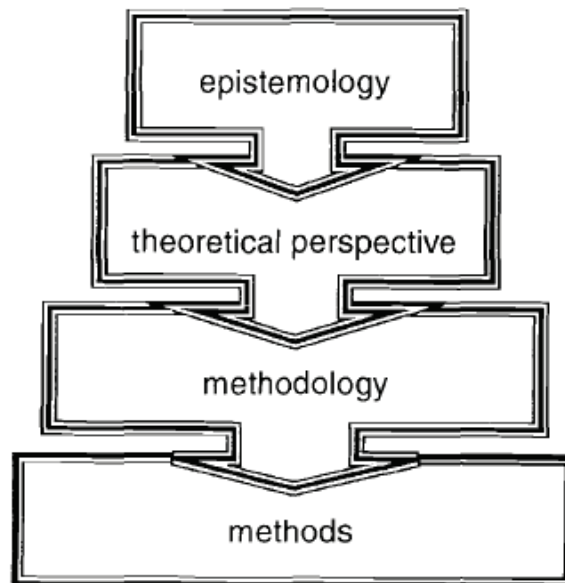
- Quelles méthodologies et méthodes vont être utilisées dans le projet de recherche ?
- Comment justifier l'utilisation de ces méthodologies et méthodes ?

Pour y répondre, l'auteur propose d'inscrire le choix et la justification des méthodes utilisées dans un processus de recherche articulé autour de quatre questionnements fondamentalement imbriqués (voir Figure 5.7.) :

- Quels fondements épistémologiques ?
- Quel cadre théorique ?
- Quelle méthodologie ou stratégie d'investigation (par exemple : étude expérimentale, ethnographique, etc.) ?
- Quelles méthodes, techniques ou procédures utilisées pour la collecte de données (par exemple : questionnaire, entretiens fermés ou ouverts, groupe de discussion, observation, etc.) ?

Ces quatre questions montrent l'imbrication des différentes étapes à l'œuvre dans le processus de recherche empirique, partant d'une réflexion théorique générale vers des questionnements plus pratiques sur la collecte de données.

**Figure 5.7. Imbrication des questionnements organisant le processus de recherche empirique**



Source : Crotty [1998 : 5].

Crotty [1998 : 3] définit ces quatre questionnements comme suit. Les méthodes sont les techniques ou procédures utilisées pour recueillir et analyser les données relatives à une question de recherche (par exemple : questionnaire, entretiens, groupes de discussion, etc.). La méthodologie correspond aux stratégies, plans d'action ou processus qui sous-tendent le choix et l'utilisation de méthodes particulières dans le but d'obtenir les résultats souhaités (par

exemple : recherche expérimentale, étude de cas, recherche ethnographique, etc.). Le soubassement théorique relève de la position philosophique qui fonde la méthodologie retenue et qui fournit ainsi un cadre conceptuel et contextuel au processus de collecte de données (par exemple : positivisme, post-positivisme, interprétativisme, etc.). Enfin, le cadre épistémologique constitue l'ensemble des savoirs et connaissances, d'un point de vue philosophique et ontologique, qui fondent le paradigme dans lequel sont intégrées les perspectives théoriques et méthodologiques adoptées (par exemple : objectivisme, subjectivisme, constructivisme).

Comme le soulignent Allard-Poesi et Perret [2014 : 14], « *toute recherche repose sur une certaine conception de son objet de connaissance ; utilise des méthodes de nature variée (expérimentale, historique, discursive, statistique...) reposant sur des critères de validité spécifiques ; avance des résultats visant à expliquer, prédire, prescrire, comprendre ou encore construire et transformer le monde auquel elle s'adresse* ». Dès lors, la réflexion épistémologique invite à expliquer et justifier les choix effectués à différentes étapes du processus de recherche. En effet, Perret et Seville [2003 : 13] estiment que la réflexion épistémologique s'impose à tout chercheur soucieux d'effectuer une recherche sérieuse, car elle permet d'asseoir la validité et la légitimité de la recherche. D'autre part, elle permet également au chercheur d'exprimer son acception du monde et reflète sa façon d'aborder les faits et les données auxquels il est confronté [Benabdellah, 2008 : 14].

Procéder à une présentation détaillée de l'ensemble des postures épistémologiques, théoriques et méthodologiques serait, bien qu'utile et pertinent, extrêmement long et fastidieux, et sortirait du cadre de cette sous-section<sup>362</sup>. Nous ne reviendrons donc que sur les éléments que nous avons mobilisé dans notre étude empirique, afin d'en asseoir la portée scientifique. Cependant, avant de justifier notre posture, nous pouvons introduire les grandes lignes de l'encastrement des fondements théoriques et épistémologiques d'un côté et des méthodes de l'autre. Ainsi, de manière schématique, l'approche qualitative relève d'une posture constructiviste et de systèmes d'investigation ethnographique où le chercheur vise à comprendre les significations que les acteurs donnent à leurs actions<sup>363</sup>. L'approche constructiviste considère en effet que « *la « réalité » étudiée par les sciences est une*

---

<sup>362</sup> Pour une présentation détaillée de la combinaison des approches quantitatives et qualitatives en termes ontologiques, épistémologiques et méthodologiques, voir Couty [1983, 1996], Crotty [1998], Lincoln et Guba [2000] et Johnson *et al.* [2007].

<sup>363</sup> « *Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a pas de question, il ne peut y avoir de connaissance scientifique. Rien ne va de soi. Rien n'est donné, tout est construit* » Bachelard [1934 : 14] (souligné par nos soins).

*construction intellectuelle qui dépend des pré-requis conceptuels et théoriques pris comme référents* » [Mucchielli, 2005 : 8]. L'analyse de la société indienne au prisme du constructivisme amène donc le chercheur à étudier les individus au regard de leur histoire propre et de leur rapport au monde. Théoriquement, l'approche quantitative repose plutôt sur une posture positiviste où sont préférées les procédures objectives fournissant des données qui pourront être traitées par l'outil statistique et/ou économétrique<sup>364</sup>. L'approche positiviste, initiée par les travaux d'Auguste Comte [1844], postule en effet la possibilité d'une connaissance positive du monde, c'est-à-dire une connaissance vraie et tout à fait objective. Selon cette approche, l'observateur doit s'abstraire complètement de sa subjectivité et l'exigence de neutralité lui est imposée [Mucchielli, 2009]. En d'autres termes, cette démarche appréhende les phénomènes, les institutions et les comportements pour en mesurer les régularités et en expliquer la logique. Inspiré des sciences exactes, ce cadre d'analyse permet d'étudier la société de l'extérieur à travers ses manifestations, plutôt que de l'intérieur et de ses représentations. Notons toutefois qu'une telle conception est loin d'être aussi marquée dans la pratique et est à relativiser. En effet, la construction des échantillons, des questionnaires, des pré-codages, autant que les analyses qui vont être mises en place sont loin d'être neutres et reposent sur des éléments déjà imprégnés d'un certain degré de subjectivité.

Dans notre cas, bien qu'initialement proche d'une démarche pragmatique, le processus de recherche s'est initié avec une posture épistémologique à préciser. Cette dernière s'est progressivement affinée avec le développement de notre connaissance du terrain. En effet, ces questionnements nous sont apparus au fur et à mesure de l'avancement des travaux et c'est en améliorant notre connaissance du terrain et en affinant notre question de recherche que nous avons été en mesure de cerner notre position épistémologique. Cette démarche par tâtonnement est cohérente avec les propos de Denzin et Lincoln [1998] qui affirment que les positionnements épistémologiques et méthodologiques d'une recherche ne sont pas donnés *a priori*, mais sont largement influencés par les questions posées et le contexte de la recherche. L'avancée de nos questionnements empiriques nous a en effet conduit à nous interroger sur la cohérence entre le positionnement épistémologique et le dispositif méthodologique auxquels nous avons eu recours.

Dès les prémisses de notre projet de recherche, nous avons souhaité aborder le terrain empirique en mobilisant différents outils et méthodes. Nous avons en effet souhaité associer

---

<sup>364</sup> Pour une présentation synthétique des cadres analytiques des différentes approches empiriques, voir le tableau à l'Annexe 5.3.

au traitement analytique et statistique du phénomène migratoire, indispensable à nos yeux, une composante plus compréhensive, tout aussi importante, et particulièrement adaptée à ce terrain d'étude. Il nous est donc apparu nécessaire de nous tourner vers ce que Gartiser et Dubois [2005 : 5] appellent une épistémologie « partagée », alliant les forces de chacune de ces méthodes. Cette épistémologie « partagée » permet d'appréhender le processus de recherche comme une démarche synthétique combinant un regard objectif sur des formes de réalité et des éléments modifiant cette réalité, en intégrant la prise en compte d'un certain nombre d'interprétations, fruits de l'interaction entre les structures et acteurs locaux. Une telle réponse semble avoir été apportée par Bourdieu qui a proposé un cadre théorique se posant au croisement de ces deux approches, dépassant ainsi cette apparente rivalité épistémologique.

*« Par structuralisme ou structuraliste, je veux dire qu'il existe, dans le monde social lui-même, [...] des structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques et leurs représentations. Par constructivisme, je veux dire qu'il y a une genèse sociale d'une part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de ce que j'appelle l'habitus, et d'autre part des structures sociales, en particulier de ce que j'appelle des champs ».* Bourdieu [1987 : 147].

L'approche « constructivo-structuraliste » ou « structuralo-constructiviste » ainsi développée par Bourdieu tend à allier les deux approches en insistant sur deux points apparemment inconciliables, l'objectivisme et le subjectivisme. Le premier entend traiter les faits sociaux comme des choses (ce qui relève de l'approche Durkheimienne), le second réduit le monde social aux représentations que s'en font les agents. Bourdieu cherche alors à concilier l'objectif (le social) et le subjectif (l'individu) au sein d'un « constructivisme-structuraliste ». Cette rupture épistémologique proposée par Bourdieu peut se résumer comme suit : *« d'un côté, les structures objectives que construit le sociologue dans le moment objectiviste, en écartant les représentations subjectives des agents, sont le fondement des représentations subjectives et elles constituent les contraintes structurales qui pèsent sur les interactions ; mais, d'un autre côté, ces représentations doivent aussi être retenues si l'on veut rendre compte notamment des luttes quotidiennes, individuelles ou collectives, qui visent à transformer ou à conserver ces structures »* [Bourdieu, 1987 : 150].

D'autre part, l'« économie de terrain » (ou *field economics*), qui constitue une des forces des travaux de Barbara Harriss-White [2003], nous a servi de guide méthodologique et théorique dans ces travaux de recherche. Cette approche semble particulièrement bien s'intégrer dans une posture épistémologique partagée, dans la mesure où une place de choix est donnée aux individus et à leurs représentations, sans remettre en cause la validité et la portée des analyses quantitatives qui fournissent un regard complémentaire sur les pratiques villageoises. Cette posture théorique et méthodologique pose comme point de départ de toute étude empirique en Inde une connaissance du contexte local<sup>365</sup>. Cet ancrage de terrain apparaît, comme le souligne l'auteure, d'autant plus indispensable que la taille de l'Inde et les diversités de situations locales rendent difficile une agrégation des observations. Une analyse menée à un niveau *micro* constitue alors le niveau d'étude le plus approprié, dans la mesure où elle permet d'enchâsser les différentes formes de connaissances (qu'elles soient issues d'un questionnaire quantitatif ou d'observations qualitatives) dans une analyse plus compréhensive et contextualisée des forces et structures organisant la vie et les pratiques au niveau local<sup>366</sup>.

Ainsi, il apparaît que la forme des données qui constitueront la base des résultats d'une étude empirique est tributaire des choix méthodologiques opérés par le chercheur, eux-mêmes intimement liés à l'objet de recherche et, au-delà, à l'ancrage épistémologique de la démarche [Gondard-Delcroix, 2006].

## **2. Articulation de l'enquête : un « design multiphases »**

À partir du cadre analytique développé par Crotty [1998] présenté *supra*, Creswell [2003] identifie trois étapes dans la mise en place d'un design de recherche (voir Figure 5.8.). De la même manière, les fondements épistémologiques et théoriques (ou *knowledge claims*) doivent être combinés à des stratégies d'investigation (*strategies of inquiry*) et mis en œuvre via des procédures spécifiques de collecte de données : les méthodes<sup>367</sup>. L'apport de Creswell [2003] est de fournir un cadre analytique général permettant – à partir de la mobilisation et de la

---

<sup>365</sup> « *Field economics is an indispensable starting point for studying the India in which four-fifth of Indians live* » [Harriss-White, 2003 : 9].

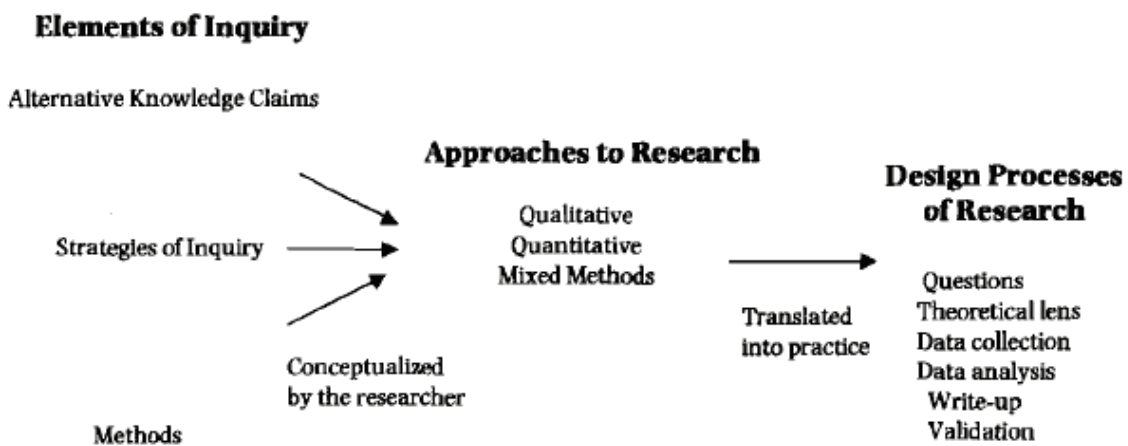
<sup>366</sup> « *The micro-level analysis confirms some general trends while highlighting a variety of situations and processes that do not emerge at the macro level* » [Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015 : 119].

<sup>367</sup> « *Philosophically, researchers make claims about what is knowledge (ontology), how we know it (epistemology), what values go into it (axiology), how we write about it (rhetoric), and the processes for studying it (methodology)* » [Creswell, 2003 : 6].

conceptualisation par le chercheur des fondements théoriques et méthodologiques – d'identifier les **designs** (ou « systèmes d'investigation » chez les chercheurs du groupe de recherche AMIRA<sup>368</sup>) les plus adéquats. En effet, comme le souligne Condomines et Hennequin [2013 : 18] : « *Il n'existe ainsi pas une, mais des approches mixtes que les chercheurs peuvent choisir d'adopter en fonction de l'objet de recherche* ».

La conceptualisation et la mobilisation d'une approche mixte s'inscrivent alors dans un ensemble de questionnements relevant, en plus des postures théoriques, de l'objet et de la question de recherche.

Figure 5.8. Articulation schématique des études empiriques



Source : Creswell [2003 : 5].

Creswell et Plano-Clark ont publié en 2011 un ouvrage intitulé *Designing and Conducting Mixed Methods Research*, dont l'objectif est de fournir une présentation opérationnelle du cadre théorique présenté *supra*. Cette opérationnalisation passe par l'identification de différents designs de recherche, que les auteurs définissent en ces termes : « *Research designs are procedures for collecting, analyzing, interpreting, and reporting data in research studies. They represent different models for doing research, and these models have distinct names and procedures associated with them. Research designs are useful, because they help guide the*

<sup>368</sup> Le groupe AMIRA, pionnier des études sur les approches mixtes dans le monde francophone, se définit comme un réseau informel dont l'objectif est de « *promouvoir recherches et débats scientifiques interdisciplinaires et inter fonctionnels (praticiens, chercheurs, enseignants) pour améliorer les méthodes d'investigation en référence aux politiques de développement. Y participent des personnes de tous pays ayant des expériences personnelles de ces problèmes* » (extrait de la présentation du groupe AMIRA, disponible en page I de toutes les notes AMIRA).



*methods decisions that researchers must make during their studies and set the logic by which they make interpretations at the end of their studies* » [Creswell et Plano-Clark, 2011 : 53].

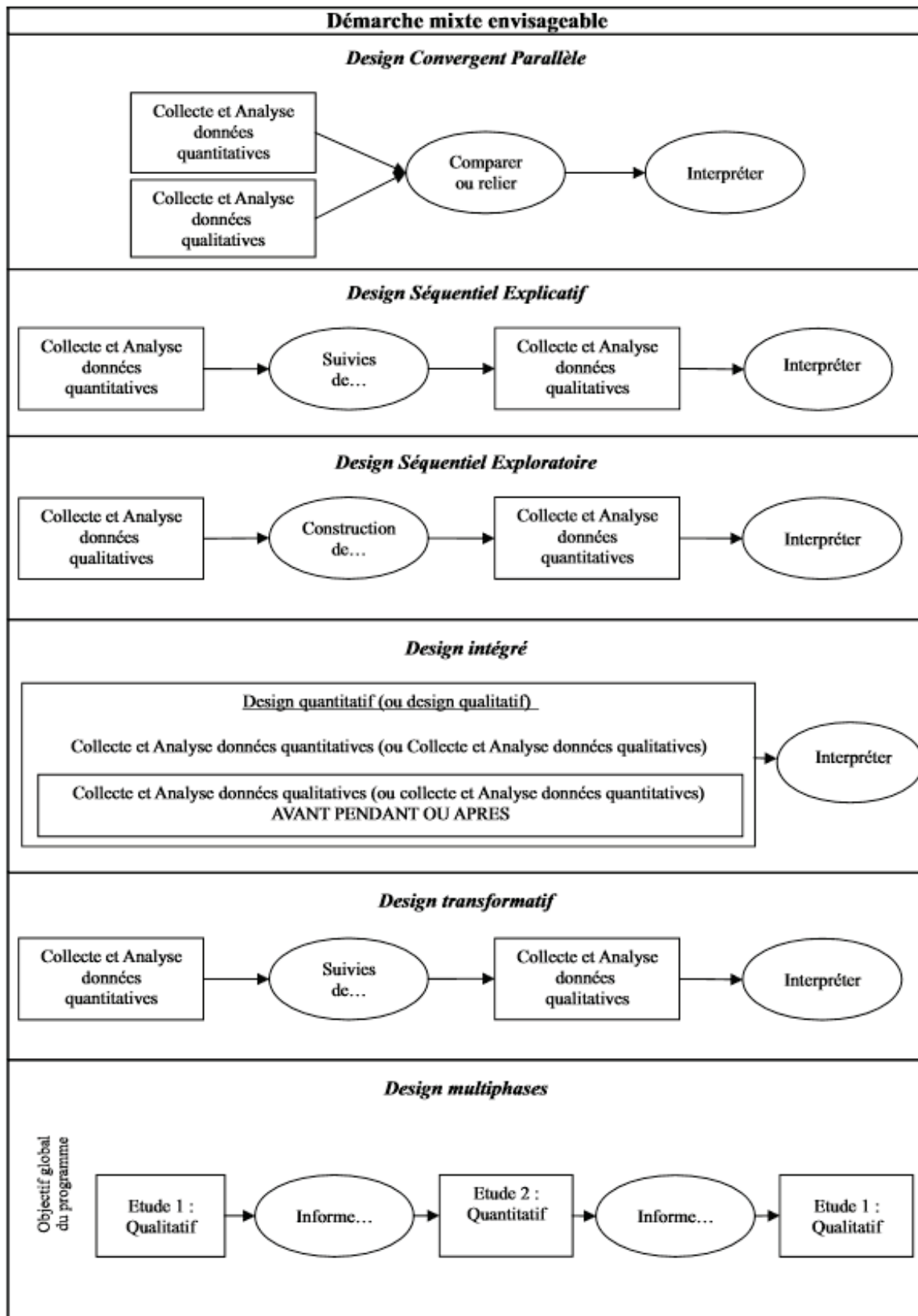
S'il existe une multitude de designs possibles (dont les principaux sont représentés de manière schématique dans la Figure 5.9.), nous n'en présenterons ici que deux<sup>369</sup>. Le premier est celui qui a guidé le cadre général de l'enquête menée dans le cadre du programme RUME<sup>370</sup> et le second est celui auquel nous avons eu recours pour les travaux de recherche présentés dans cette thèse.

---

<sup>369</sup> Pour une présentation détaillée des designs et des modalités de choix de ces derniers, voir Creswell et Plano-Clark [2011 : Chap. 3].

<sup>370</sup> Le projet de recherche *RUral Microfinance and Employment* (RUME) a été sélectionné en décembre 2007 par l'Agence nationale française de recherche (programme : Les Suds, Aujourd'hui). L'objectif principal de cette recherche est d'explorer les liens entre la finance rurale et l'emploi rural – y compris la diversification et la migration – en vue de contribuer aux discussions en cours et aux interventions dans les domaines du développement rural, de la pauvreté et de la réduction des vulnérabilités. La méthodologie du projet repose sur les caractéristiques suivantes : une approche pluridisciplinaire, une combinaison d'outils de collecte de données et d'analyse, une perspective comparative entre trois pays – l'Inde du Sud (Andhra Pradesh, Tamil Nadu), le Mexique (Oaxaca, Jalisco) et Madagascar, qui ont des points communs et des divergences en termes de problèmes de financement et d'emploi rural – et enfin, une collaboration stratégique avec les institutions de microfinance locales. Ont été à la fois utilisées des données préexistantes (données longitudinales qualitatives et quantitatives) et des données recueillies au cours du projet, combinant l'analyse qualitative et l'ethnographie d'une enquête auprès des ménages retenus. Ces différentes phases d'enquête ont été conçues conjointement par des économistes et des anthropologues et mises en œuvre dans les trois régions. Une composante marocaine supplémentaire a été introduite en cours de programme avec le soutien de l'Agence Française de Développement. Du point de vue des résultats, ce programme cherche à atteindre un équilibre entre la production de résultats théoriques et appliqués. De plus amples détails sur le projet et ses travaux peuvent être consultés sur le site internet du programme à l'adresse suivante : [www.rume-microfinance.org](http://www.rume-microfinance.org).

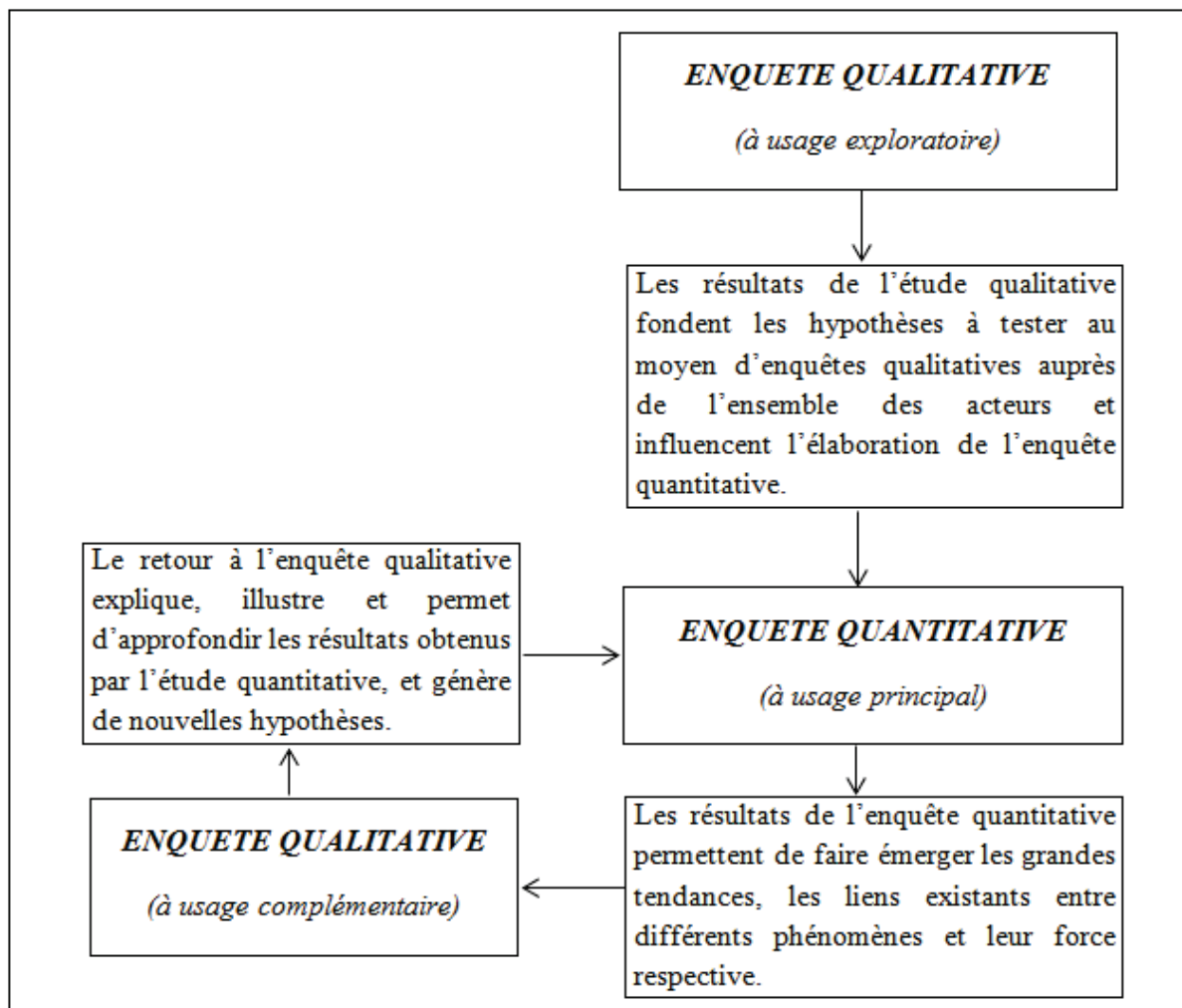
Figure 5.9. Les différents designs de recherche des méthodes mixtes



Source : Condomines et Hennequin [2013 : 19, traduit de Creswell et Plano-Clark, 2011 : 69-70].

Le design retenu pour le programme RUME est un « design multiphases ». Ce dernier comprend différentes études qui se succèdent dans le temps afin de répondre à une même problématique [Condomines et Hennequin, 2013 : 20]. La conception multiphase de cette approche combine de manière séquentielle des outils quantitatifs et qualitatifs, mis en œuvre au sein d'un programme d'étude global.

**Figure 5.10. Articulation schématique des différentes phases d'enquêtes (programme RUME)**



Source : Auteur (adapté de Robb [1998 : 10]).

La complémentarité des domaines d'intelligibilité auxquels renvoient les deux approches est ainsi mobilisée pour guider et enrichir le processus global de la recherche. La démarche est dite séquentielle, dans la mesure où les études qualitative et quantitative se succèdent en un cycle visant à renforcer les concepts, les hypothèses et les résultats de la recherche (voir Figure 5.10.) [Gondard-Delcroix, 2006]. Ainsi, notre étude des comportements migratoires en

milieu rural en Inde du Sud s'est articulée autour d'une combinaison d'approches économiques et anthropologiques utilisant à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives. Cette étude s'est construite sur trois étapes successives, distinctes, mais complémentaires.

La première étape, qualitative, s'est déroulée entre 2007 et 2009 et a été élaborée par les membres du programme RUME. Cette première phase d'enquête, à usage exploratoire, est souvent menée dans le cadre d'un « design multiphases », comme préalable d'une enquête quantitative. Ces entretiens exploratoires avaient pour but : de compléter les pistes de travail suggérées par la connaissance du terrain et les lectures préalables, d'aider à l'identification des variables pertinentes et des hypothèses à tester et enfin de mettre en lumière certains phénomènes auxquels le chercheur ne peut penser spontanément [Blanchet et Gotman, 2007 : 39]. Il s'agissait également dans une optique de préparation de l'enquête quantitative d'identifier les termes à utiliser et les moyens les plus efficaces de poser les questions constitutives du questionnaire. Ce travail mené en amont relève d'une certaine importance dans la mesure où il permet une meilleure compréhension des questions par les enquêtés et donc une plus grande fiabilité des données recueillies. D'autre part, en Inde comme ailleurs, parler ouvertement de ses pratiques financières, des questions de réseaux dans la recherche d'emploi et des divers arrangements organisant de manière informelle la vie de la communauté n'est pas chose aisée, en particulier lorsqu'il s'agit de répondre à une personne étrangère au village et au pays. Il s'agissait donc également de présenter l'objet de la recherche et d'en expliquer les tenants et aboutissants aux différents acteurs (chefs de villages, *Village Administrator Officer*, ménages, recruteurs de main d'œuvre, *money lender*, etc.). Cette étape n'a été possible qu'avec la participation d'assistants de recherche locaux<sup>371</sup>, travaillant depuis plus de dix ans sur la zone. Enfin, le dernier objectif de cette étape a constitué en l'identification d'une méthode d'échantillonnage adaptée au terrain et aux objectifs de recherche.

La seconde étape de l'analyse a été réalisée entre janvier et mars 2010 et a consisté en une enquête quantitative portant sur 405 ménages, migrants ou non, répartis dans dix villages du Tamil Nadu. Cette étape quantitative, à usage principal, constitue la source principale de l'information. L'enquête a été réalisée par des membres du programme RUME, des assistants de recherche et six étudiants en anthropologie de l'Université de Pondichéry. Le programme

---

<sup>371</sup> Plusieurs assistants de recherche travaillant à l'Institut Français de Pondichéry ont participé activement à toutes les étapes du projet.

portant sur une étude comparative entre l'Inde, Madagascar et le Mexique, le questionnaire se compose d'une grande variété de questionnements dont les principaux modules portent sur : l'emploi, les pratiques financières, la migration et l'agriculture, en complément des variables socio-économiques classiques.

La **méthode d'échantillonnage** est une importante étape dans la mise place d'un questionnaire quantitatif et il convient alors de la définir. L'échantillonnage est une opération essentielle du recueil de données, qui consiste à sélectionner méthodiquement une partie de la population pour connaître les caractéristiques de la totalité de celle-ci [Bozonnet et Bréchon, 2011 : 123]. Il existe deux principales procédures d'échantillonnage qui se fondent sur des méthodes probabilistes (sondages aléatoires) ou non-probabilistes (sondages empiriques, à choix raisonnés) [Ardilly, 1994 : 52]. Les premières correspondent à l'ensemble des techniques de tirage de l'échantillon, où chacune des unités de la population a une probabilité connue et non-nulle d'appartenir à celui-ci. Dans ce cas, les règles de construction d'un échantillon représentatif reposent sur la loi des grands nombres [Bozonnet et Bréchon, 2011 : 125]. Les secondes rassemblent diverses techniques qui consistent à construire, à partir d'informations connues *a priori* sur la population étudiée, un échantillon qui ressemble autant que possible à cette population. Le jeu du hasard est ici remplacé par une logique issue de la connaissance statistique du terrain. Ces méthodes sont généralement mobilisées lorsque la base de sondage est inexistante, inaccessible ou impossible à construire [Berrou : 2010]. Dans le cadre du programme RUME, la procédure d'enquête retenue repose sur un échantillon aléatoire stratifié<sup>372</sup>. Cette procédure, une des plus fréquemment observées dans les analyses empiriques [Ardilly, 1994], consiste à diviser une population hétérogène en sous-populations, appelées strates, constituées d'éléments homogènes du point de vue des éléments de stratification retenus, et dans lesquelles un tirage aléatoire va être effectué.

Cette forme d'échantillonnage, proche de l'échantillonnage par quotas (la différence réside dans le mode de sélection des ménages qui vont être enquêtés), permet d'avoir une certaine représentativité en terme de structure de la population et présente, comme le soulignent Myers et Hansen [2003 : 95], deux avantages : *« premièrement, les sous-ensembles sont échantillonnés séparément de sorte que les minorités importantes et les sous-groupes sont représentés dans la totalité. Deuxièmement, on peut employer des procédures différentes avec*

---

<sup>372</sup> « *If a researcher is interested in drawing a random sample, then she or he typically wants the sample to be representative of the population on some characteristic of interest (e.g., achievement scores). The situation becomes more complicated when the researcher wants various subgroups in the sample to also be representative. In such cases, the researcher uses stratified random sampling, which combines stratified sampling with random sampling* » [Teddlie et Fu, 2007 : 79].

les différents sous-groupes et maximiser ainsi l'utilité des données. Cette stratégie est préférable lorsque les différents sous-groupes sont susceptibles de répondre différemment ». Cette procédure présente également l'avantage de permettre une comparaison entre les sous-groupes identifiés.

Le choix s'est donc porté sur un échantillonnage stratifié reposant sur trois critères :

- Un critère agro-écologique : il s'agissait ici de capter les caractéristiques spécifiques des zones sèches et des zones irriguées<sup>373</sup> en termes d'activité agricole (type de cultures, nombre de récoltes par an, rendements agricoles, etc.) et les implications socio-économiques qui en découlent, notamment sur la migration et les pratiques financières.
- Un critère de proximité urbaine : afin de voir l'importance du développement des petites villes et leur impact sur les villages alentour.
- Enfin, la prise en compte de l'appartenance de caste comme critère de stratification est apparue fondamentale dans l'étude du milieu rural indien dans la mesure où, comme évoqué précédemment, l'organisation de la société rurale indienne reste très marquée par le système hiérarchique de caste. Le principal intérêt de retenir la caste comme critère de stratification réside dans son articulation avec les autres critères. En effet, l'étude combinée des différents angles d'analyse permet ainsi de saisir les diversités de situations des différents sous-groupes et de révéler les évolutions du système de caste, les logiques de discrimination, d'*empowerment*, etc. [Guérin, Roesch, Michiels et Venkatasubramanian, 2012].

Ainsi, les dix villages enquêtés sont également répartis entre substrat sec et irrigué. En termes d'accessibilité et de proximité des petits centres urbains, quatre villages sont particulièrement isolés (éloignement des axes de communication et fort enclavement), quatre disposent d'une accessibilité moyenne (mauvais accès aux moyens de communication) et deux possèdent une relativement bonne accessibilité à ces petites villes dynamiques (ils se situent en bordure des grands axes de communication et sont plutôt bien desservis en moyens de communication). Enfin, sur les 405 ménages enquêtés, 16,5% sont des ménages appartenant à ce que nous appellerons l'*Upper Caste* – principalement des *Reddiars* et des *Naidus* –, 36% appartiennent

---

<sup>373</sup> Nous avons par ailleurs montré l'importance d'une telle distinction : « *We argue that migration patterns and workers' subjectivities are shaped by and constitutive of local production relations, within which agro-ecological conditions play a central role, in particular as regards the distinction between dry and irrigated zones* » [Guérin, Roesch, Michiels et Venkatasubramanian., 2012 : 120].

aux *Middle Castes* locales (principalement des *Vanniyars*) et 47,4% sont classifiés comme *Dalits* ou ex-Intouchables – principalement des *Paraiyars*.

Après une phase de nettoyage de la base effectuée par nos soins, les données ainsi récoltées ont permis de produire un certain nombre d'informations statistiques. Dans un premier temps, nous avons utilisé la statistique descriptive afin de rendre compte des grandes tendances des phénomènes observés, puis nous avons eu recours à des outils plus complexes (modèles économétriques, statistique exploratoire multidimensionnelle, etc.) afin de capter les diversités de forme de migration qui ont été mises en relief par une typologie des migrations. Ces analyses seront respectivement présentées dans la section et le chapitre suivants.

Enfin, la troisième étape, à usage complémentaire, a servi à « *contextuer les résultats obtenus préalablement par le questionnaire, les observations et la recherche documentaire* » [Blanchet et Gotman, 2007 : 43]. Dans ce sens, des entretiens complémentaires qualitatifs ont été menés dans certains villages de la zone d'enquête. Ces derniers nous ont permis d'une part, une meilleure compréhension des résultats issus de la phase quantitative, en illustrant les pratiques migratoires observées. Mais également et surtout, de produire de nouveaux éléments d'information dont les caractéristiques non-quantifiables sortaient du cadre d'analyse offert par l'approche quantitative. Cette étape, menée par nos soins, a consisté en une cinquantaine d'entretiens réalisés entre mars et juin 2013 dans cinq des dix villages de la zone<sup>374</sup>. Nous reviendrons plus largement sur la mise en œuvre de cette dernière étape dans le dernier chapitre de la thèse, consacré à la présentation et au traitement de ces entretiens.

**Dans le cadre de nos travaux de recherche**, il serait plus juste de dire que nous avons eu recours à un « design séquentiel explicatif », dans la mesure où la première étape du design précédent avait été effectuée avant notre intégration au programme. Si cela ne change pas fondamentalement l'approche retenue, ce design répond plus à une stratégie d'expansion et d'identification, en ce sens que la première étape quantitative a servi de base à un approfondissement qualitatif. Le recueil de données qualitatives a en effet permis d'explicitier les résultats quantitatifs recueillis dans un premier temps [Condomines et Hennequin, 2013 : 20]. Nous avons en effet, comme nous allons le voir dans les deux prochains chapitres, démarré notre étude par un travail sur les données quantitatives qui nous a permis, en plus

---

<sup>374</sup> Le choix des villages s'est opéré en fonction de deux critères. D'une part, à partir des résultats obtenus lors des analyses statistiques qui ont mis en lumière des éléments marquants en termes de pratiques migratoires. D'autre part, nous avons également volontairement choisi des villages présentant des caractéristiques de stratification différentes, en termes d'enclavement et de type de substrat (zones sèches ou irriguées).



d'accroître notre connaissance de la zone à partir de statistiques descriptives, d'identifier une typologie des formes de migrations. Dans un second temps, à partir de ces enseignements, nous avons mobilisé des outils qualitatifs, dont les résultats seront présentés en détail dans le dernier chapitre de la thèse. L'utilisation d'outils anthropologiques nous a ainsi permis de mettre en avant une diversité de stratégies vis-à-vis des différentes formes de migrations identifiées.

Face à la complexité du terrain indien, le nécessaire recours à la complémentarité de ces méthodes s'est imposé. En effet, la combinaison de ces deux approches, quantitative et qualitative, a permis le développement d'une vision à la fois globale et contextualisée du phénomène migratoire en milieu rural indien. Le choix d'une approche mixte mobilisant un design multiphasés a ainsi permis de pallier le dilemme méthodologique des recherches, et plus particulièrement des recherches en sciences sociales. Elle permet d'abord d'obtenir des données représentatives via la mobilisation de données quantifiées. Elle offre ensuite une vision plus compréhensive par la mise en place de méthodes qualitatives. Enfin, elle permet d'avoir une nouvelle approche du sujet, en prenant en considération les divers éléments à des niveaux de détails différents. En effet, comme le remarque Ravallion [2001], les études quantitatives peuvent être considérablement enrichies par l'extension à des aspects subjectifs de l'éventail des questions posées dans les enquêtes-ménages. Ainsi l'approche mixte, à condition qu'elle soit articulée de façon rigoureuse, cohérente et adaptée à l'objectif de la recherche, apparaît comme particulièrement adaptée à notre objectif de recherche, ainsi qu'à notre terrain d'étude.

### **Section 3. Présentation de la zone d'enquête : un panorama empirique**

La démarche empirique présentée dans ces travaux de recherche est basée sur une étude menée dans dix villages du Tamil Nadu. Ainsi, après avoir présenté dans les sections précédentes la zone d'étude et après avoir introduit le cadre conceptuel et les méthodes d'enquêtes utilisées, nous pouvons à présent décrire plus spécifiquement notre zone d'enquête. L'objet de cette section est donc de contextualiser l'enquête et les résultats des différentes analyses que nous avons mené dans ce qui constitue les spécificités – ou les ressemblances – de la zone vis-à-vis du reste du Tamil Nadu et de l'Inde. Pour cela, nous présenterons dans une première sous-section la zone d'enquête et les villages étudiés (1.), en nous attachant à exposer des éléments de localisation (1.1.) et de contextualisation (1.2.). La seconde sous-section sera, elle, réservée à une présentation des principaux résultats issus d'un premier traitement des données recueillies par la statistique descriptive (2.). Nous conférons à cette première lecture statistique une grande importance, dans la mesure où elle permet non seulement de se familiariser avec la zone d'enquête, mais également d'en révéler certains traits marquants.

#### **1. Présentation de la zone d'enquête**

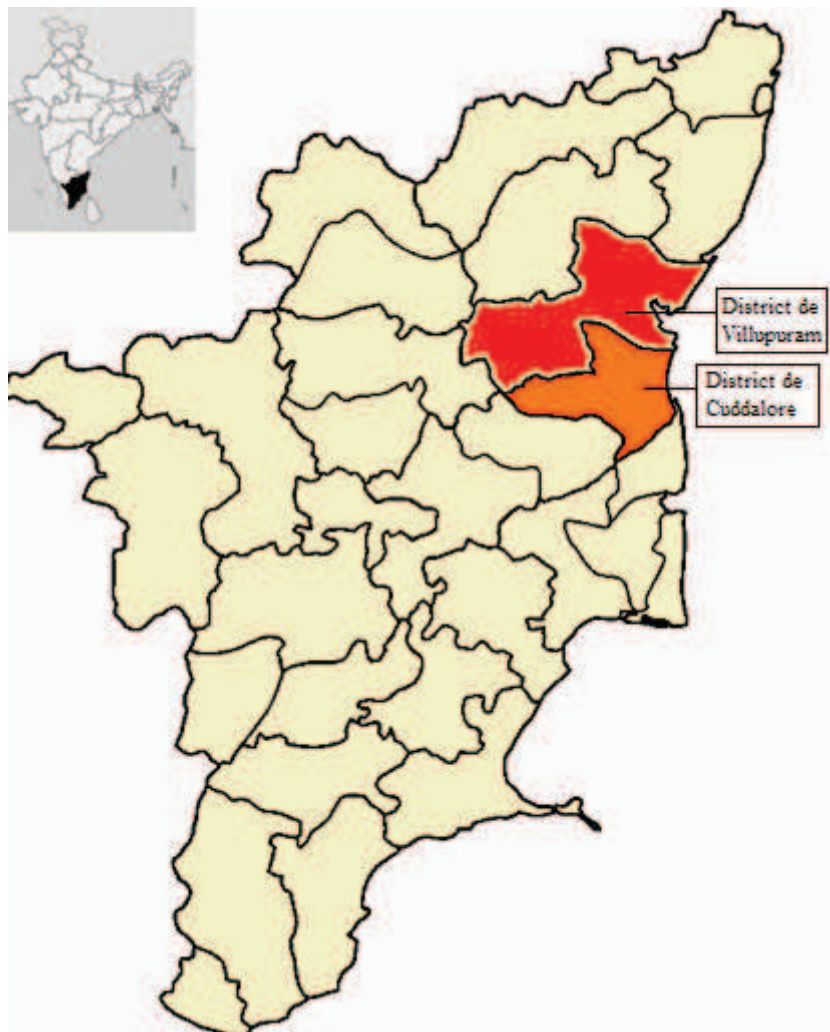
##### **1.1. Éléments de localisation**

La zone d'enquête se situe dans la partie centrale du Tamil Nadu – sur la côte de Coromandel<sup>375</sup> – et correspond à ce qui fût l'Arcot du Sud à la période coloniale, aujourd'hui divisé en deux parties : les districts de Villupuram au Nord et de Cuddalore au Sud (cf. Figure 5.11.).

---

<sup>375</sup> La côte de Coromandel est une portion du littoral de l'Inde baignée par le golfe du Bengale, dans l'océan Indien. Elle est située sur la côte du sud-est de la péninsule indienne et constitue une partie du rivage des États du Tamil Nadu et de l'Andhra Pradesh.

Figure 5.11. Carte des districts du Tamil Nadu



Source : Auteur.

Les dix villages étudiés dans le cadre du programme RUME se situent entre dix et trente kilomètres de Panruti – petite ville dynamique de la zone et capitale du *Taluk*<sup>376</sup> –, de part et d'autre d'une route nationale reliant Cuddalore à Salem (cf. Figure 5.12). La zone est proche d'une rivière (*Pennai River*) qui alimente, durant la saison des pluies<sup>377</sup>, quelques canaux d'irrigation pour les villages environnants. L'agriculture est alors l'activité largement dominante avec la culture du riz et de la canne à sucre dans les zones irriguées et des noix de cajou dans les zones plus sèches<sup>378</sup>.

<sup>376</sup> Le *Taluk*, unité administrative, est une sub-division du district possédant des pouvoirs administratifs, fiscaux et de police.

<sup>377</sup> La saison des pluies dans cette région de l'Inde s'étale entre septembre et janvier (voir la carte des moussons reportée à l'Annexe 5.4.).

<sup>378</sup> « *Cashew processing is a major activity in many Panruti villages* » [Harilal et al., 2006 : 13].

Figure 5.12. Localisation de la zone d'enquête



Source : Auteur (à partir d'une image satellite de GoogleMap).

Les dix villages de la zone (cf. Figure 5.13.), dont les principales caractéristiques sont présentées dans le Tableau 5.1., comptent chacun moins de 5 000 habitants. S'il n'existe que peu d'activités non-agricoles au sein des différents villages, cela contraste avec le dynamisme des petites et moyennes villes environnantes. En effet, à une trentaine de kilomètres de la zone d'enquête, la ville côtière de Cuddalore (173 636 habitants en 2011<sup>379</sup>), capitale du district, constitue un centre urbain fortement industrialisé. Longtemps spécialisée dans la pêche, elle l'est aujourd'hui dans des activités plus modernes telles que l'industrie pharmaceutique et la pétrochimie et elle dispose également de grandes unités de production agro-alimentaires spécialisées dans la transformation de canne à sucre et de noix de cajou. Panruti (60 323 habitants), située à une vingtaine de kilomètres des villages, est la ville la plus proche de la zone. Peu d'industries se sont développées à Panruti et la principale source d'attractivité provient de son activité commerciale (important marché de fruits et légumes, vente de matériaux de construction, etc.) et de sa position géographique stratégique (grande gare routière desservant la plupart des villages et villes alentour). Enfin, Villupuram (96 253 habitants) se distingue des deux autres villes de la zone en combinant les deux sources d'attractivité. En effet, en plus d'être un important nœud de communication<sup>380</sup>, Villupuram dispose d'un tissu industriel assez important, notamment dans l'industrie agro-alimentaire,

<sup>379</sup> Source : *Census of India* [2011].

<sup>380</sup> La plupart des trains et bus partant de Chennai vers le Sud du pays passent par Villupuram qui dispose de bonnes infrastructures routières et ferroviaires.

l'industrie textile, l'industrie du bois (sculpture, construction de meuble, etc.) et des matériaux de construction.

Ces trois centres urbains, par leur attractivité et leur dynamique, jouent ainsi un rôle important dans l'organisation et le développement de la zone, mais, comme nous allons le voir, de manière assez différenciée selon les villages.



Figure 5.13. Localisation des dix villages du programme RUME



Source : Auteur (à partir d'une image satellite de GoogleMap).

Tableau 5.1. Caractéristiques générales des villages étudiés

Villages	Taille des villages				Accessibilité		Type de Substrat
	Nbre Ménages Total	Nbre Ménages <i>Uur</i>	Nbre Ménages <i>Colony</i>	Nbre Ménages Nouveaux emplacements <sup>381</sup>	Distance de la ville la plus proche	Accessibilité	
Mananthaviznthaputhur	450	250	150	50	20 km de Panruti	Moyenne	Irrigué
Manapakkam	250	150	100	-	20 km de Panruti	Bonne	Sec
Kuvagam	500	200	100	200	30 km de Villupuram et de Panruti	Moyenne	Sec
Elanthampattu	220	120	100	-	25 km de Panruti	Moyenne	Irrigué
Oraiyur	200	120	60	20	25 km de Panruti	Mauvaise	Irrigué
Karumbur	350	200	125	25	25 km de Villupuram	Mauvaise	Irrigué
Govulapuram	320	200	100	20	25 km de Villupuram et de Panruti	Moyenne	Sec
Semakottai	375	225	125	25	9 km de Panruti	Bonne	Sec
Natham	185	75	100	10	13 km de Panruti	Mauvaise	Sec
Korrattore	330	175	125	30	22 km de Panruti	Mauvaise	Irrigué

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

Note : Les niveaux d'accessibilité ont été définis en fonction de l'éloignement d'une voie principale de communication, de la fréquence des bus et de la qualité générale des routes menant aux villages. Les distances sont les distances-réseau (par voies routières<sup>382</sup>), exprimées en kilomètres.

<sup>381</sup> Ces nouveaux emplacements sont assez récents et relèvent pour la plupart de la mise en place de la *Kalaingar Veedu Vazhangum Thittam* (ou *Government free house scheme*) qui, sous certaines conditions, autorise le remboursement d'une maison « en dur » pour les populations sans terre des zones rurales tamoules. A noter également que contrairement aux deux autres espaces (*Uur* et *Colony*), une mixité de castes *Dalits* et non-*Dalits* est ici observable.

<sup>382</sup> Source : <http://www.distancebetweencities.co.in/>



## 1.2. Éléments de contextualisation

Comme nous l'avons montré par ailleurs [Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015], cette zone d'étude illustre différentes tendances qui peuvent être observées dans différentes parties du Tamil Nadu, où des changements structurels importants d'un point de vue économique et social s'intègrent dans la persistance de structures sociétales traditionnelles et rigides.

D'un point de vue économique, la petite taille des exploitations, la faible rentabilité des cultures (hausse du prix des semences, baisse du prix d'achat des coopératives), le caractère aléatoire des conditions climatiques (sécheresse, mousson tardive, etc.) et la détérioration des conditions de production agricole (surexploitation des terres, assèchements de puits, etc.), obligent les ménages ruraux, propriétaires ou non, à se tourner vers des activités non-agricoles pour compléter leurs revenus issus de la terre. Cette diversification prend différentes formes en fonction des caractères socio-économiques des ménages et de l'emplacement géographique des villages ; mais la forme privilégiée de cette diversification est la migration<sup>383</sup> et plus particulièrement, la circulation<sup>384</sup>. En effet, comme le soulignent Dupont et Landy [2010], les migrations de type circulaire sont très fréquentes dans de nombreuses campagnes indiennes et concernent 43,3% des ménages de notre échantillon. Là encore, une multitude de schémas se superposent. Pour certains, la migration relève d'une stratégie de long terme, en particulier dans les villages secs où des circuits de migration se sont développés depuis une quarantaine d'années, notamment dans des briquèteries. Pour d'autres, elle prend la forme d'une migration de court terme où un ou plusieurs membres d'un ménage migrent quotidiennement dans les petites villes environnantes pour chercher un emploi journalier. Enfin, dans certains cas, une migration vers des emplois réguliers à la ville est observée, mais même dans ces cas, les liens avec le village restent forts et l'attachement au mode de vie villageois important<sup>385</sup>. L'évolution combinée de l'activité agricole, de l'urbanisation, de l'accès à l'éducation et de

<sup>383</sup> Nous entendons ici le concept de « migration » dans sa conception la plus large, tel que Dupont et Guilmoto, [1993 : 280] l'ont défini : « Le terme « mouvements de population » doit être compris dans son acception géographique la plus large, de manière à inclure, outre les migrations au sens strict – c'est-à-dire les déplacements qui se traduisent par un transfert de résidence –, les phénomènes de circulation qui recouvrent une grande variété de déplacements sans changement permanent ou durable de résidence : navettes, déplacements saisonniers, déplacements temporaires avec multirésidence, déplacements de type itinérant, etc. »

<sup>384</sup> La notion de « circulation » « recouvre une grande variété de déplacements, habituellement de courte durée, répétitifs ou cycliques par nature, mais qui ont tous en commun l'absence de toute intention déclarée d'un changement de résidence permanent ou durable » [Zelinsky, 1971 : 225-226 dans Dupont et Landy, 2010 : 12].

<sup>385</sup> L'attachement au village que décrivait Racine [1994] il y a peu ou prou vingt ans, demeure la norme dans la plupart des villages étudiés et l'enracinement villageois continue de guider les dynamiques de migration actuelles, même si les évolutions, notamment en termes d'infrastructures, d'accès à l'éducation et à la terre, ont modifié certaines composantes de la migration.

l'industrialisation a ainsi largement modifié la structure du marché du travail local. Il est cependant à noter que contrairement à d'autres zones du Tamil Nadu qui ont connu sur la période récente une forte croissance des activités industrielles<sup>386</sup>, les villages étudiés dans notre zone d'enquête ne semblent pas avoir profité d'un tel dynamisme industriel. Différentes raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Premièrement, Panruti, la petite ville de la zone est, comme nous l'avons vu, peu connue pour ses activités industrielles. La spécialisation dans des activités commerciales et de transport n'a alors pas vraiment initié une intensification des échanges entre les villages et la ville. Deuxièmement, les villages situés dans l'arrière-pays tamoul ne bénéficiaient pas, jusqu'à la période récente, d'une très bonne accessibilité (pas de routes goudronnées, très peu de moyens de transport public et privé, etc.), ce qui a participé à l'isolement de ces villages. D'autre part, face aux aléas de l'activité agricole et à l'absence d'alternative d'emploi au village, se sont développées des filières de migration de plus ou moins long terme – notamment vers les briqueteries de la banlieue de Chennai et la coupe de cannes à sucre dans le Kerala – qui ont alors modifié la structure du marché du travail local, tant du côté de l'offre que de la demande. Enfin, le développement industriel de la zone a également été limité par la prédominance de l'activité agricole, encore très visible dans certains villages (notamment Karumbur, Oraiyur, etc.), et par une structure villageoise traditionnelle encore très marquée par la présence de grands propriétaires terriens et d'une forte segmentation sociale, spatiale et économique entre hautes castes et *Dalits*, qui apparaît fortement structurante dans le développement du marché du travail local. En effet, si l'ensemble des villages relève d'une structure organisationnelle plutôt agraire, certains semblent plus ancrés dans une organisation traditionnelle que d'autres. Ces différences relèvent, à notre sens, d'une caractéristique principale : l'accessibilité aux petites villes environnantes et l'ouverture à ce qui est hors du village. En effet, l'axe principal (la *State Highway 9*) reliant Salem à Cuddalore est désormais bien desservi en moyens de communication (bus privés ou publics relativement fréquents), mais il existe de fortes disparités d'accessibilité aux petites et moyennes villes dynamiques voisines entre les différents villages. La proximité de cet axe de communication, fréquenté entre autres par des camions de marchandises et des bus, a favorisé l'accès aux petites villes environnantes (en particulier Villupuram, Panruti et Cuddalore présentées *supra*) et les échanges en termes d'emplois, souvent non-agricoles, associés au développement de ces villes. D'autre part, cette

---

<sup>386</sup> On peut citer par exemple l'industrie textile dans la région de Tiruppur, à l'Ouest du Tamil Nadu [Carswell et De Neve, 2013] ou l'industrie du cuir dans la vallée de la Palar, au Nord du Tamil Nadu [Kennedy, 2002 ; Marius-Gnanou, 2004].

meilleure accessibilité a permis le développement de petits commerces (*tea shop, petty shop, mechanic shop, restauration, etc.*) sur le bord de la route, à proximité des villages. Le développement de ces infrastructures commerciales en bordure de route constitue en effet une véritable dynamique pour certains villages (notamment Manapakkam, un des villages les plus proches de Panruti), où nous avons assisté entre 2009 et 2013 à l'essor et à la concentration de différents types de commerce qui semblent agir comme un aimant sur les diverses activités locales. Cette notion d'accessibilité, qui peut être appréhendée par la distance aux voies de communication et le dynamisme des moyens de transport disponibles au village, joue donc un rôle central dans le processus de développement de ces derniers. Cela permet en effet d'accroître les opportunités qui sont offertes aux ménages, d'une part en termes d'emploi, mais également en termes d'accès à l'éducation et de consommation. Ces opportunités vont produire *in fine* des mutations économiques et sociales importantes<sup>387</sup>. Nous avons observé dans ce sens que les villages les plus isolés étaient pour la plupart encore largement organisés selon un schéma « traditionnel » où le contrôle de la terre reste aux mains de quelques familles de hautes castes qui contrôlent ainsi le travail et de fait la main d'œuvre, dans la mesure où peu, voire aucune autre alternative d'emploi n'existe au sein du village.

D'autre part, comme dans le reste de l'Inde, **l'appartenance de caste** reste une composante fondamentale dans l'organisation du village en milieu rural tamoul, tant sur le plan économique (avec de fortes segmentations, comme nous allons le voir, notamment sur le marché du travail), social (organisation hiérarchique des villages, en particulier pour les plus isolés) que politique [Guérin *et al.*, 2012]. Ce système de caste relève d'une certaine complexité et la classification traditionnelle divisant la société indienne en cinq<sup>388</sup> principaux groupes rend très mal compte de la diversité existant dans la réalité, dans la mesure où chaque territoire référence une multitude de sous-castes, appelées *jâtis*<sup>389</sup>. Deux groupes sociaux ou

<sup>387</sup> « Such micro-studies (Djurfeldt *et al.*, 2008 ; Harriss *et al.*, 2010, 2013; Heyer, 2012) confirm that social change has been driven by the shift to non-farming labour due to migration, local industrialization, and social policies » [Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015 : 120].

<sup>388</sup> En réalité, il existe quatre *varnas* (Brahmins, Kshatriyas, Vaishyas et Kshudras) auxquels on peut ajouter la classe des *Dalits* (autrefois appelés « intouchables »).

<sup>389</sup> Un *jâti*, mot sanskrit, désigne une subdivision des *varnas* constituant les quatre grands groupes du système de caste. Il apparaît en effet que « As the economy grew more complex, the Varna system metamorphosed into the Jâti (also translated as caste) system, with jâtis sharing the same basic characteristics of the varnas. However, what makes the jâti hierarchy complex is that (i) jâtis are not exact subsets of varnas and (ii) there is considerable regional variation in the evolution of specific jâtis. Thus, it is not uncommon for a jâti to claim a certain varna status and for that to be disputed by other jâtis; or, for a jâti to be considered "backward" in one state and for the corresponding jâtis in other states not be so classified » [Desphande, 2000 : 322].

*jâtis* sont dominants (numériquement) dans cette partie du Tamil Nadu : les *Paraiyars*<sup>390</sup> qualifiés aujourd'hui de *Dalits*<sup>391</sup> (ou « opprimés »), classifié par l'administration comme *Scheduled Caste* (ou « castes répertoriées ») et les *Vanniyars*, groupe légèrement supérieur socialement, mais qui demeure situé en bas de la hiérarchie des castes [Deliège, 2004 ; Guérin *et al.*, 2012]. Les *Paraiyars* sont reconnus comme la caste « *la plus nombreuse des ex-intouchables en pays tamoul* » [Racine *et al.*, 2005 : 535] et les *Vanniyars* constituent quant à eux la caste dominante<sup>392</sup> des plaines du Nord-Est du Tamil Nadu, également connue pour entretenir des rapports conflictuels avec les communautés *Dalits* qu'elle côtoie [Headley, 2006 : 296 ; Harriss *et al.*, 2010 : 59], en particulier les *Paraiyars*<sup>393</sup>. Les *Upper Castes* (*Reddiars* pour la plupart) ont pour la plupart déserté les villages pour aller s'installer dans les villes environnantes (principalement Villupuram, Cuddalore, Chennai ou Pondichéry) et ne représentent plus qu'entre 2% et 4 % des ménages dans les villages de la zone étudiée<sup>394</sup>.

## 2. Une première analyse statistique descriptive

Les données issues de l'enquête quantitative réalisée dans le cadre du programme RUME nous ont permis de recueillir un grand nombre d'informations sur les ménages ruraux de cette zone côtière du Tamil Nadu. Dans le cadre de cette enquête, une variété de modules a été envisagée, dont les principaux enseignements portent sur les thématiques de l'emploi, des pratiques financières, de la migration et de l'agriculture. L'ensemble des variables qui constitue le questionnaire représente donc la base de données à partir de laquelle les analyses empiriques ont été réalisées. Toutefois, avant de procéder aux analyses multidimensionnelles et économétriques, il convient de présenter les caractéristiques générales de l'échantillon et des sous-échantillons. En effet, les statistiques descriptives sont une première étape

<sup>390</sup> Traditionnellement, les *Paraiyars* du Tamil Nadu sont des joueurs de tambour (*parai* en tamoul) lors des funérailles. Ils fournissent également une main d'œuvre agricole servile aux castes supérieures. Les castes intouchables ont en effet pour la plupart une fonction rituelle, mais sont affectées dans la vie quotidienne aux tâches laborieuses et souvent aussi au travail agricole [Deliège, 2006 : 111].

<sup>391</sup> L'appellation *Dalit* (ou « opprimé »), née dans les années 1930, renvoie à la catégorie des hors-castes ou ex-Intouchables. Elle est devenue depuis les années 1970 une catégorie de mobilisation sociale et politique pour les hindous les plus défavorisés comme les *Scheduled Caste* ou *Scheduled Tribe* [Delage, 2011].

<sup>392</sup> Rappelons ici que le terme de « caste dominante » est entendu au sens de Srinivas [1971 : 10] qui postule que « pour qu'une caste soit dominante, il faut qu'elle possède une partie substantielle de la terre arable de la localité, qu'elle soit numériquement importante et qu'elle occupe une place élevée dans la hiérarchie ».

<sup>393</sup> Pour une étude approfondie sur les rapports conflictuels opposants *Vanniyar* et *Paraiyar* au Tamil Nadu, voir Trouillet [2010].

<sup>394</sup> Pour plus de détails, voir Guérin *et al.* [2011].

indispensable à une analyse plus fine des hypothèses de recherche identifiées, en ce sens qu'elles permettent d'une part de faire ressortir les spécificités de certains groupes, mais également de mettre en lumière certains phénomènes qui n'auraient pas été envisagés *a priori* par le chercheur.

Pour cela, nous développerons dans cette troisième section une première analyse à partir de tris croisés, organisés autour de cinq principaux axes de lecture. Nous présenterons dans un premier temps les variables socio-économiques des ménages, qui constituent des éléments de cadrage indispensables à toute étude empirique (2.1.). Puis, nous nous concentrerons plus particulièrement sur l'accès à l'éducation (2.2.) et sur la structure du marché du travail local, dont les évolutions apparaissent centrales dans l'étude des dynamiques de migration dans la zone d'étude (2.3.). Nous reviendrons enfin sur les pratiques financières (2.4.) et sur les pratiques migratoires qui leur apparaissent intimement liées (2.5.).

## 2.1. Caractéristiques socio-économiques des ménages

L'enquête quantitative<sup>395</sup>, réalisée entre janvier et mars 2010, a été menée comme nous l'avons vu auprès de 405 ménages répartis sur dix villages des districts de Villupuram et Cuddalore. Sur les 405 ménages enquêtés, 379 ont été retenus pour l'ensemble des analyses statistiques et économétriques. Cette différence provient d'un nombre de données manquantes important, de problèmes dans la saisie numérique des questionnaires ou de valeurs aberrantes pour certains ménages. Une grande partie des problèmes de données a pu être réglée en amont lors de la phase de nettoyage de la base réalisée entre avril et juin 2010, durant laquelle un retour systématique aux questionnaires a été effectué afin de corriger les problèmes liés aux valeurs manquantes ou aberrantes et aux erreurs de codage lors de la saisie. Cependant, vingt-six ménages ont dû être retirés de l'échantillon, dans la mesure où la fréquence des erreurs et le décalage existant entre les valeurs saisies et le questionnaire, nous sont apparus comme susceptibles de compromettre la qualité générale des données.

Dans un souci de clarté et afin de caractériser au mieux les spécificités de l'échantillon, une grande partie des tableaux statistiques seront présentés en tenant compte de l'organisation du système de caste. Selon ce découpage, sont regroupés sous le terme **Dalits** les *Paraiyars* (qui représentent 98,7% des ménages *Dalits*) et les *Arunthatthiyars* (2,2%) ; le groupe **Middle**

---

<sup>395</sup> La version anglaise du questionnaire utilisé pour l'enquête du projet RUME est reporté à l'annexe 5.11.

*Castes* désigne quant à lui principalement les *Vanniyars* (83,9% des ménages de ce groupe), ainsi que les *Gramanis*, les *Nattars*, les *Kulalars*, les *Asurais* et « autres castes » (avec respectivement 0,07%, 4,3%, 5,8% et 0,07% et 4,3% des ménages de ce groupe) ; enfin, les *Upper Castes*, sont constituées des *Mudaliyars* (61,7% des hautes castes), des *Naidus* (8,3%), des *Reddiyars* (11,7%), des *Settus* (6,7%) et des « autres castes » (11,6%)<sup>396</sup>. Contrairement à la situation préoccupante des populations musulmanes – notamment en termes socio-économiques et socio-éducatifs – que décrit Jaffrelot [2009] au niveau national, les musulmans constituant notre échantillon s'en sortent, en moyenne, mieux que les basses castes, en témoigne une moyenne de revenu annuel supérieure aux castes hindoues (107 250 roupies par an et par ménage contre 80 850 pour les castes hindoues). Il est à noter que les ménages musulmans sont souvent tournés vers des activités commerciales et vivent, au moins dans certains des villages étudiés, de manière communautaire dans des rues isolées du reste du village, bien que proches des hautes castes<sup>397</sup>. Enfin, nous avons identifié certaines familles qui entretiennent des relations avec des pays du Golfe où certains membres de la famille sont partis travailler. Nous pouvons également noter la présence d'une famille chrétienne dans l'échantillon. Les ménages de religion non-hindoue ne représentant que 2,2% du total des ménages de l'échantillon, nous ne retiendrons pas la religion comme variable d'étude.

Le Tableau 5.2. donne un aperçu général des caractéristiques socio-économiques des ménages de l'échantillon, en fonction de leur appartenance aux trois groupes sociaux présentés ci-dessus. Si les caractéristiques des ménages apparaissent relativement similaires en termes de taille du ménage et d'âge moyen du chef de famille, nous pouvons cependant noter une différence importante en termes d'accès à l'éducation, puisque près de 60% des chefs de famille *Dalits* n'ont aucune éducation contre respectivement 42,3% et 38,3% pour les *Middle* et *Upper Castes*. Inversement, le pourcentage de chef de ménage ayant une éducation secondaire ou plus est de 45% pour les *Upper Castes* contre seulement 26,6% pour les *Dalits*<sup>398</sup>, ces écarts importants pouvant en partie expliquer la structure de l'emploi. En effet, alors que pour la moitié des ménages *Dalits*, la principale activité du ménage relève de

<sup>396</sup> Le terme « autres castes » fait ici en partie référence aux ménages musulmans qui, bien qu'ils n'appartiennent pas au système de caste au sens traditionnel, ont été intégré au groupe *Upper Castes*, car ils présentent des caractéristiques socio-économiques similaires. Il existe cependant un vif débat sur l'intégration ou non des musulmans dans le système de caste en Inde. Pour une présentation détaillée de cette question, voir Delage [2011].

<sup>397</sup> Nous nous référons ici particulièrement au village de Semakottai où un micro-quartier musulman s'est développé derrière la zone habitée par les *Upper Castes*

<sup>398</sup> Cette tendance semble toutefois se réduire pour les nouvelles générations pour lesquelles on assiste à une certaine standardisation des niveaux d'éducation (nous y reviendrons *infra*).



l'emploi journalier<sup>399</sup>, 71% des ménages issus des *Upper Castes* ont comme activité principale un emploi salarié régulier ou un emploi indépendant. Un quart des *Dalits* tirent la majeure partie de leur revenu d'un métier d'employé<sup>400</sup> et cette proportion, bien qu'inférieure à celle des *Upper Castes* (31,7%) est similaire à celle des *Middle Castes* (24,1%). Ce tableau met également en avant le fait qu'un quart des ménages appartenant aux *Middle Castes* (ou *Vanniyars*) tirent leur principale source de revenu de leurs exploitations agricoles. Ceci reflète bien un phénomène qui a été observé dans la zone où, en parallèle d'un exode des *Upper Castes* vers les villes, les *Vanniyars* ont racheté les terres pour devenir la nouvelle caste dominante au sens de Srinivas [1971]<sup>401</sup>. En effet, désormais, 71,5% des *Middle Castes* possèdent une terre, contre 41,8% des *Dalits* et 50% des *Upper Castes*.

D'autre part, malgré de fortes différences en termes d'emploi selon les groupes sociaux, on observe une certaine homogénéité des niveaux de revenus. En effet, bien que les *Dalits* soient surreprésentés parmi les emplois les plus précaires, leurs revenus sont, en moyenne, équivalents à ceux des *Middle Castes* et seulement légèrement inférieurs à ceux des *Upper Castes*. Ceci peut s'expliquer par le fait que les *Dalits* ont en moyenne une source de revenus de plus que les *Upper Castes* (notamment du fait, comme nous le verrons, de l'emploi féminin), mais également par une mobilité et une diversification des activités supérieures à celles des autres groupes sociaux.

Enfin, en comparaison avec les autres groupes sociaux, les *Dalits* se distinguent également par un type d'habitat plus précaire (32% possèdent une maison en dur contre 46% et 53% pour les autres castes) et des valeurs du patrimoine hors-immobilier<sup>402</sup> également plus faibles que celles des autres groupes sociaux, ce qui révèle une certaine logique de fragmentation sociale dans les comportements de consommation et d'accumulation.

Cette première lecture portée sur les activités, le patrimoine et les revenus constitue une illustration des continuités et des mutations qui caractérisent la région étudiée. On observe en

<sup>399</sup> L'emploi journalier (ou *coolie*) est principalement agricole pour les femmes et non agricole pour les hommes (chantiers de construction, marchés, etc.).

<sup>400</sup> Les employés *Dalits* sont des fonctionnaires (instituteurs, employés de bureau, infirmières, etc.) qui ont souvent profité des politiques publiques de discrimination positive [Guérin *et al.*, 2012 : 391].

<sup>401</sup> A partir d'une étude menée dans le district de Tiruchirapalli (au centre du Tamil Nadu), Djurfeldt *et al.* [2008 : 52] observent les mêmes phénomènes d'exode rural des *Upper Castes* combiné à une réappropriation de la terre par les *Middle Castes* : « *Brahmins used to own the lands farmed by Dalit tenants. Today most of the lands have been taken over by middle and Dalit castes* ».

<sup>402</sup> La forte segmentation de l'accès à la terre et les montants élevés de cette dernière auraient biaisé les différences en termes de patrimoine entre les différents groupes sociaux étudiés et ont donc été retirés du calcul du patrimoine.



effet une certaine fragmentation des emplois en fonction de l'appartenance de caste, qui reproduit les hiérarchies traditionnelles de domination. Mais dans le même temps, nous observons une amélioration notable de la condition *Dalit* et une impulsion vers un relatif lissage des modes de vie en fonction des groupes sociaux. Pour preuve, les entretiens qualitatifs ont montré qu'il y a une trentaine d'années seulement, dans les villages les plus reculés (notamment Oraiur et Karumbur), les *Dalits* travaillaient dans les exploitations agricoles, détenues uniquement par des hautes castes locales, sans rémunération autre que de la nourriture, des vêtements et une certaine forme de protection en cas de famine ou de maladie. Aujourd'hui, plus de 40% d'entre eux possèdent un lopin de terre qui, bien que de taille limitée et souvent de mauvaise qualité, constitue une avancée symbolique importante dans le processus de réduction des inégalités sociales et économiques. Ces témoignages démontrent la rapidité avec laquelle les changements structurels se sont opérés dans cette zone rurale du Tamil Nadu.

Tableau 5.2. Caractéristiques socio-économiques générales de l'échantillon

Variables	Castes			
	Ensemble <i>n</i> =379	<i>Dalits</i> <i>n</i> =182	<i>Middle Castes</i> <i>n</i> =137	<i>Upper Castes</i> <i>n</i> =60
Taille du ménage	4,8	4,8	4,7	4,6
Âge moyen du chef de famille	47,7	46,8	47,9	50,2
Patrimoine <sup>a</sup>				
Moyenne	93 914	87 129	99 510	101 716
Écart-type	48 055	36 244	57 346	53 928
Médiane	85 000	84 750	85 000	93 750
Éducation du « chef de ménage »				
% Aucune	49,1	57,7	42,3	38,3
% Primaire	18,7	18,7	19,7	16,7
% Secondaire et supérieur	32,2	23,6	38,0	45,0
% Propriétaires terriens	53,8	41,8	71,5	50,0
Taille de la terre (en acre <sup>403</sup> )	1,8	1,28	2,03	2,38
% Habitat en dur	41	32	46	53
Revenu annuel du ménage (INR)				
Moyenne	75 202	75 143	73 075	80 235
Écart-type	41 715	44 520	35 096	46 827
Médiane	66 000	65 375	67 000	72 500
Nombre de sources de revenu par ménage	3,3	3,6	3,2	2,7
Principale activité du ménage <sup>b</sup>				
% Agriculture	16,6	9,9	24,1	20,0
% Emploi journalier	39,1	50,0	38,0	8,3
% Emploi indépendant	17,9	13,7	13,9	40,0
% Emploi salarié (régulier)	26,4	26,4	24,1	31,7

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

**Note** : a : Les éléments du patrimoine regroupent l'habitat, l'or, le bétail, le matériel agricole, les véhicules (principalement des motos) et les biens de consommation durable (électroménager, télévision, téléphone portable, etc.) et excluent les actifs immobiliers (terre et habitation). b : Comme dans la majorité du pays, la plupart des ménages sont pluriactifs ; le terme « activité principale », très simplificateur, désigne l'activité la plus rémunératrice pour le ménage.

<sup>403</sup> L'acre est l'unité de mesure habituellement utilisée en Inde, 1 acre vaut 0,405 hectare. La taille moyenne des terrains équivaut donc pour l'ensemble des ménages à 0,73ha ; 0,52ha pour les *Dalits* ; 0,83ha pour les *Middle Castes* et 0,96ha pour les *Upper Castes*.

## 2.2. Évolution de l'accès à l'éducation

Lors de son Indépendance en 1947, le taux d'alphabétisation en Inde est de 18%, posant dès lors l'accès à une éducation universelle comme une nécessité politique, économique et sociale afin d'asseoir cette nouvelle nation et de relever le défi de l'unification du pays [Oliveau et Chasles, 2005 : 454]. L'intégration du droit à l'éducation pour tous dans trois<sup>404</sup> des articles de la Constitution du 26 novembre 1949<sup>405</sup> témoigne du caractère volontaire et ambitieux donné à cette Constitution en termes d'éducation. Cependant, il est à noter que ces articles se trouvent dans la section « *directive principles of state policy* » et n'ont donc qu'une portée incitative et non obligatoire [Op. Cit. : 454].

La construction de l'Inde s'est ainsi faite avec la volonté de mener une transition vers une société plus égalitaire et les gouvernements successifs ont voté une série de lois visant à l'élimination de toute forme de discrimination. Parallèlement à ces mesures, l'éducation de toute la population, sans distinction de sexe, de caste ou de religion devait favoriser l'égalité des chances et la mobilité sociale [Lagrange, 2005 : 2]. Soixante ans après son Indépendance, qu'en est-il de cette égalité des chances ?

Une première lecture de l'évolution du taux d'alphabétisation<sup>406</sup> en Inde (cf. Tableau 5.3.) montre une amélioration importante de l'accès à l'éducation, passant de 18% en 1951 à 74% en 2011 [Census of India, 2011]. Cette amélioration semble par ailleurs couplée à une relative réduction des inégalités de genre sur la période, bien que le décalage entre hommes et femmes demeure assez élevé (16,68% en 2011).

Ces moyennes nationales cachent cependant une grande diversité quant à l'accès à l'éducation, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, et la nature de ces inégalités semble

<sup>404</sup> « Art. 41. Right to work, to education and to public assistance in certain cases. The State shall, within the limits of its economic capacity and development, make effective provision for securing the right to work, to education and to public assistance in cases of unemployment, old age, sickness and disablement, and in other cases of undeserved want.

Art. 45. Provision for early childhood care and education to children below the age of six years. —The State shall endeavour to provide early childhood care and education for all children until they complete the age of six years.

Art. 46. Promotion of educational and economic interests of Scheduled Castes, Scheduled Tribes and other weaker sections. The State shall promote with special care the educational and economic interests of the weaker sections of the people, and, in particular, of the Scheduled Castes and the Scheduled Tribes, and shall protect them from social injustice and all forms of exploitation » (<http://lawmin.nic.in/>).

<sup>405</sup> Cette constitution sera adoptée le 26 janvier 1950, en souvenir de la date de la Déclaration d'Indépendance adoptée par le Congrès National Indien le 26 janvier 1930.

<sup>406</sup> La mesure de l'éducation reste impossible, mais l'utilisation d'un indicateur indirect comme le taux d'alphabétisation amène à une réflexion globale sur la réussite du système éducatif au sein d'un territoire [Kingdon, 2004, dans Buisson, 2007 : 20].

remettre en cause le relatif « succès » d'inclusion des populations marginalisées [Guillard, 2000].

**Tableau 5.3. Taux d'alphabétisation<sup>407</sup> en Inde**

Census Year	Persons	Males	Females	Male-Female gap in literacy rate
1	2	3	4	5
1951	18.33	27.16	8.86	18.30
1961	28.3	40.4	15.35	25.05
1971	34.45	45.96	21.97	23.98
1981	43.57	56.38	29.76	26.62
1991	52.21	64.13	39.29	24.84
2001	64.83	75.26	53.67	21.59
2011	74.04	82.14	65.46	16.68

Source : *Census of India* [2011].

L'Inde a la particularité de cumuler les paradoxes, et le domaine de l'éducation n'échappe pas à la règle. En effet, bien que l'Inde soit dotée d'un des plus vastes systèmes d'éducation supérieure au monde<sup>408</sup>, l'inadéquation avec l'idée d'universalité de l'éducation reste importante, dans la mesure où près d'un quart de la population est encore analphabète en 2011. Malgré les efforts effectués depuis son Indépendance, l'Inde se place ainsi au 136<sup>ème</sup> rang mondial en termes d'alphabétisation<sup>409</sup> [Rapport du PNUD, 2011].

Ainsi, avant de présenter les particularités de la zone d'enquête en termes d'éducation (2.2.2.), il convient de faire une rapide présentation des politiques mises en œuvre en la matière au cours des deux dernières décennies au niveau national (2.2.1.). Nous accordons à cette brève mais cependant indispensable contextualisation *macro* une certaine importance, dans la mesure où elle nous permet de recadrer les données de terrains dans une dynamique nationale.

<sup>407</sup> Le taux d'alphabétisation est défini par le *Census* comme le nombre de personnes de sept ans et plus sachant lire et écrire, ramené au nombre de personnes de sept ans et plus, multiplié par 100. Notons que les *Census* 1951, 1961 et 1971 prennent cinq ans comme âge de référence, que le *Census* de 1981 exclut l'Assam et que celui de 1991 exclut le Jammu & Kashmir.

<sup>408</sup> En 2014, l'Inde comptabilise 659 Universités : 152 Universités Centrales, 316 Universités d'États et 191 Universités privées [Education Statistics in India].

<sup>409</sup> Le poids démographique et l'importance du taux de population vivant en milieu rural pèsent évidemment sur le taux d'alphabétisation ; mais à titre de comparaison, le voisin chinois présente une situation bien plus favorable [Kingdon, 2007 : 4 ; Buisson, 2007].

### 2.2.1. Évolution de l'éducation en Inde sur la période récente

Le fonctionnement politique de l'éducation en Inde a été centralisé jusqu'aux années quatre-vingt-dix et largement dominé par une vision descendante et uniformisée, décidée par le Gouvernement Central<sup>410</sup>. Face à l'échec de l'approche centralisée<sup>411</sup> [Ward, 2007] a été adoptée en 1988 la *National Literacy Mission* dont l'approche, résolument tournée vers le niveau local, repose sur une mobilisation des populations et des instances politiques au niveau du district. La réussite de cette approche inclusive nécessite cependant un certain nombre de prérequis et dépend en grande partie du degré de participation de la communauté et du terreau institutionnel préalablement existant au niveau local [Buisson, 2007 : 99]. Par la suite, de nouveaux programmes nationaux d'éducation ont été adoptés en partenariat avec les États décentralisés. Ils avaient pour but d'universaliser une éducation d'au moins cinq ans pour tous les enfants (le *District Primary Education Programme* (DPEP) en 1994) et furent étendus à huit années de scolarité minimum et pour tous par le *Sarva Shiksha Abhiyan* (SSA) en 2001 [Agrawal, 2014].

Ces programmes d'envergure pourraient laisser penser que l'Inde fait de l'éducation une de ses priorités, mais le pays manque encore d'une réelle volonté pour financer les services publics de base nécessaires à l'ensemble de la population, en particulier en ce qui concerne l'éducation. En Effet, Kurien [2004] remarque qu'un pays faisant de l'éducation une priorité devrait y affecter au moins 6% de son Produit National Brut (PNB)<sup>412</sup>. Or, les dépenses d'éducation qui ne représentaient que 1,2% du PNB en 1951 ont augmenté jusqu'aux années 2000 pour atteindre 4,5% du PNB, mais les efforts semblent fragiles et on observe sur la période récente (2000-2012) une contraction des dépenses avec une moyenne de 3,38% par an [Srivastava, 2014 : 3 ; Lagrange, 2005].

Les progrès observés en termes d'alphabétisation au cours du dernier siècle, basés sur une vision universelle de l'éducation, présentent donc un bilan mitigé. En effet, bien que l'on

---

<sup>410</sup> Pour une présentation détaillée du fonctionnement du système éducatif indien, voir par exemple : Buisson [2007], Aggarwal [1997] et Agrawal [2014].

<sup>411</sup> « *Until the mid to late 1990s India's performance on basic education was less impressive than its policy statements. Lack of real political will, insufficient resources, bureaucratic complacency, and pervasive social exclusion kept over half of all children from completing a meaningful basic education* » [Ward, 2007 : 310]

<sup>412</sup> Recommandation de l'UNESCO issue du Rapport sur l'Éducation Pour Tous de 2013/2014 [Srivastava, 2014].

assiste à une alphabétisation qui progresse au niveau national<sup>413</sup> (cf. Tableau 5.3.), cette tendance cache un bon nombre de disparités géographiques, socio-économiques et institutionnelles.

D'une part, nous pouvons voir que persistent de grandes inégalités entre les États : le taux d'alphabétisation du Kerala est de 93,91% en 2011, alors que plusieurs États, principalement localisés dans le nord du pays, ont toujours des taux inférieurs à 70%<sup>414</sup>. Certains États comme le Kerala et le Tamil Nadu ont, semble-t-il, mieux su gérer les politiques d'enrôlement des enfants en proposant des politiques innovantes<sup>415</sup> et adaptées, ce qui a participé au creusement des inégalités géographiques entre États.

Ces inégalités géographiques d'accès à l'éducation apparaissent d'autant plus marquées que l'on s'intéresse : (i) au genre [Kingdon, 2007 : 8], puisque dans les quatre grands États du Nord, les BIMARU (Bihar, MAdhya Pradesh, Rajasthan et Uttar Pradesh)<sup>416</sup>, la différence d'alphabétisation entre hommes et femmes fait partie des plus importantes en Inde (autour de 20%, contre 16,68% au niveau national et 4,04% pour le Kerala) ou (ii) aux différences entre milieux ruraux et urbains, qui restent très présentes. Les cartes issues du *Census of India* [2011] représentant les taux d'alphabétisation en Inde (reportées à l'Annexes 5.5.) témoignent des importants écarts d'éducation entre États. Les différences interétatiques en termes d'accès à l'éducation ne sont toutefois pas les seules, et il existe également de fortes disparités au sein même des États. En effet, Agrawal [2014] a montré, en utilisant des indices de Gini sur l'éducation, la persistance d'une grande hétérogénéité entre États en termes d'accès à l'éducation, mais également au sein même des États, les inégalités d'accès à l'éducation résultant en majorité d'une variance intra-étatique. À titre d'exemple, nous pouvons citer le cas du Madhya Pradesh, où le district de Jabalpur, ville dynamique de plus d'un million d'habitants, a un taux d'alphabétisation en 2011<sup>417</sup> de 80,5% (89,2% pour les hommes), alors qu'il n'est que de 37,2% (31% pour les femmes) dans le district d'Alirajpur, situé en zone

<sup>413</sup> Il est également à noter que la hausse de l'enrôlement scolaire coïncide avec la période des vastes réformes économiques et de libéralisation qui ont conduit à une hausse de la croissance et à une diminution de la pauvreté en milieu rural qui est passée de 46,9% à 28,4% entre 1983 et 2004 et qui a pu jouer un rôle non négligeable sur un meilleur accès à l'éducation [Asadullah et Yalonetzky, 2010 : 5].

<sup>414</sup> Bihar (63,82%), Arunachal Pradesh (66,95%), Rajasthan (67,06%), Jharkhand (67,63%), Andhra Pradesh (67,66%) Jammu & Kashmir (68,74%), Madhya Pradesh (70,6%) et Uttar Pradesh (69,72%).

<sup>415</sup> En 1982, le gouvernement tamoul instaure le *mid-day meals scheme* qui propose un repas gratuit le midi pour les élèves, afin de favoriser la scolarisation et de diminuer les abandons d'études [Oliveau et Chasles, 2005 : 454]. Ce programme a été élargi à l'ensemble de l'Inde en 1995 [Oliveau et Chasles, 2005 ; Asadullah et Yalonetzky, 2010].

<sup>416</sup> L'expression BIMARU, formées des premières lettres des quatre États qui la compose a un double sens. En hindi, *bimar* veut dire malade ; cette expression est donc utilisée pour décrire la mauvaise santé économique et le relatif retard de développement de ces quatre États.

<sup>417</sup> Source : *Census of India* [2011].

rurale reculée. Cet exemple illustre bien les différences qui peuvent perdurer entre zones urbaines et rurales.

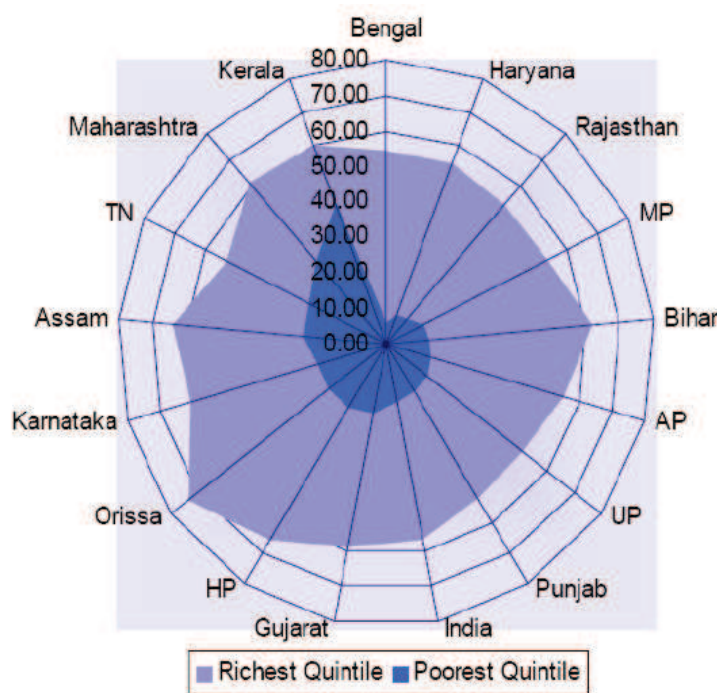
D'autre part, des inégalités économiques et sociales contribuent également à maintenir un système éducatif à double vitesse. Sans revenir aux origines de l'éducation en Inde où la tradition orale et l'éducation au sens large avaient pour but la reproduction sociale des castes supérieures [Lagrange, 2005], on retrouve néanmoins dans certaines zones, et plus particulièrement en milieu rural, un accès à l'éducation encore sclérosé par une hiérarchie sociale extrêmement rigide [Buisson, 2007 ; Deshpande, 2001]. Il est en effet largement admis que les populations marginalisées (*Scheduled Caste* ou *Scheduled Tribe*) ont des niveaux d'éducation et des taux de scolarisation inférieurs aux autres castes [Lagrange, 2005]. Cependant, ces différences semblent de moins en moins systématiques et s'inscrivent dans une variété de déterminants socio-économiques, politiques et géographiques, plus complexe que la simple appartenance de caste [Drèze et Kingdon, 2001]. Dans ce sens, Borooah et Iyer [2005] ont montré, en étudiant les relations entre religion, caste et éducation, que les niveaux de scolarisation en Inde pouvaient dépendre d'un double effet. D'un côté, les normes et caractéristiques socio-économiques propres à chaque communauté – religieuse (Hindous, Musulmans, Chrétien, etc.) ou de caste (répertoriée ou non-répertoriée) – vont impacter l'enrôlement des enfants, ce que les auteurs appellent le *community effect* [Op. Cit. : 1370-1372]. De l'autre, les conditions extra-communautaires vont également exercer une influence non négligeable sur la scolarisation. Aussi, les auteurs démontrent que « *the size of the religion or caste effect [ou « community effect »] depends on the non-community circumstances in which the children are placed. Under favourable circumstances (for example, when parents are literate), the size of the community effect is negligible. Under less favourable circumstances, the size of the community effect is considerable* » [Op. Cit. : 1369]. Ainsi, les attributs sociaux (caste et religion) continuent d'être des variables déterminantes dans l'accès à l'éducation, mais d'autres caractéristiques plus individuelles et contextuelles viennent se greffer aux schémas classiques d'inégalités et de discriminations.

Les caractéristiques économiques constituent également un déterminant de poids dans l'accès à l'éducation. La Figure 5.14. rend compte des différences entre les factions les plus riches et les plus pauvres de la population en termes d'accès à l'éducation secondaire. Des facteurs économiques directs et indirects influent alors sur la scolarisation des enfants. Le manque à gagner que représente la scolarisation d'un enfant en âge de travailler est évidemment un des facteurs indirects les plus manifestes. En effet, Drèze et Kingdon [2001] observent que la décision d'inscrire un enfant à l'école peut être vue comme un calcul coût/avantage où la



valeur actuelle des flux attendus par les avantages de la scolarisation est comparée aux coûts qui doivent être engagés pour garantir ces avantages. Les coûts correspondent aux coûts directs de la scolarité (fournitures scolaires, uniformes, etc.), mais également aux coûts indirects en termes de manque à gagner pendant que l'enfant est à l'école. Les avantages sont alors représentés par des gains plus élevés via la scolarisation. D'autre part, de nombreuses études [Schultz, 2004 ; Chandrashekar et Mukhopadhyay, 2006] ont montré le lien fort et négatif entre le coût de la scolarisation et la probabilité de scolarisation, en particulier pour les ménages les plus modestes ou issus des basses castes [Deiningner, 2003]. Les caractéristiques économiques de ménages semblent donc agir directement et indirectement sur la scolarisation des enfants.

**Figure 5.14. Différentiel d'accès au secondaire entre le premier et le dernier quintile de la distribution de revenu par tête par ménage (données Banque Mondiale [2006])**



Source : Kingdon [2007 : 8].

Enfin, des caractéristiques institutionnelles participent également au développement d'inégalités en termes d'accès à l'éducation. Srivastava [2014] soulève dans ce sens la question du sous-financement chronique et croissant de l'éducation (évoqué *supra*), qui pourrait donner lieu à une transition vers la croissance du secteur privé au détriment du secteur public, plus accessible, et donc engendrer *in fine* une hausse des inégalités. En effet,

soutenue par une forte croissance démographique, la demande d'enseignement a toujours devancé l'offre. L'Inde a logiquement vu se multiplier parallèlement à son système public, un grand nombre d'établissements privés. Ces derniers, souvent de meilleure qualité, mais également plus coûteux, sont accessibles principalement aux populations urbaines et aisées, créant de fait une éducation à double vitesse. Notons enfin que l'éducation supérieure en Inde a progressé davantage que l'éducation primaire, posant dès lors la question d'une répartition des ressources équitable, puisque la formation universitaire bénéficie en premier lieu aux couches les plus aisées de la société [Lagrange, 2005 : 6].

Ainsi, malgré les efforts déployés pour lutter contre l'illettrisme, ce sont donc surtout les classes moyennes et supérieures qui ont pu profiter des programmes de scolarisation, dans la mesure où les enfants issus des ménages les plus pauvres ont davantage tendance à abandonner, leur précarité financière les obligeant à rechercher une activité rémunérée [Op. Cit. : 6]. Dans ce sens, Hnatkovska *et al.* [2012] ont montré l'importance de l'accès à l'éducation dans la réduction des inégalités entre les franges les plus défavorisées de la société indienne (SC et ST) et les autres. Cependant, les auteurs montrent que cette convergence est relative est qu'elle ne concerne que l'éducation primaire.

De fait, l'amélioration certaine de l'accès à l'éducation semble limitée par l'ampleur de ces inégalités. L'amélioration de l'éducation en Inde passera par une meilleure intégration des femmes et des minorités (plusieurs programmes vont dans ce sens : quotas, etc.) et une meilleure prise en compte du monde rural (augmentation du nombre d'infrastructures, meilleure accessibilité, etc.). Nous allons dans les paragraphes suivants mettre ces enseignements en perspective, en nous focalisant sur le niveau *micro*, ici un district du Tamil Nadu.

### 2.2.2. Caractéristiques de l'éducation dans l'échantillon

Le taux d'alphabétisation de la population âgée de plus de sept ans dans le Tamil Nadu est de 80,33% en 2011 contre 73,45% en 2001 et l'écart d'alphabétisation entre hommes et femmes tend à se réduire, passant de 18% en 2001 à 12,9% en 2011. Il est également à noter que l'éducation des femmes s'est largement développée au cours de la période 2001-2011, l'alphabétisation de ces dernières ayant augmenté de 9,43% contre 4,39% pour les hommes [Census of India, 2011]. Ces chiffres, largement au-dessus des moyennes nationales, témoignent de l'intérêt croissant des populations pour l'éducation et des volontés politiques

visant à sa démocratisation. Le tableau suivant (Tableau 5.4.), qui présente les caractéristiques d'éducation dans notre zone d'enquête, s'inscrit dans ces tendances nationales et confirme la relative bonne situation du Tamil Nadu par rapport au reste de l'Inde. Cependant, là encore, il existe de fortes disparités d'accès.

D'un point de vue général, on observe que le niveau d'éducation du chef de famille témoigne des différences importantes qui prévalaient en termes d'inclusion des basses castes dans le système éducatif. On observe en effet que près de 60% des chefs de ménage *Dalits* n'a aucune éducation, alors que 45% des chefs de famille issus des *Upper Castes* ont au moins fini leur éducation secondaire. Ce fort décalage entre castes tend cependant à se réduire pour les jeunes générations.

**Tableau 5.4. Distribution des niveaux d'éducation scolaire par caste et par type de membre**

Éducation scolaire (%)	Castes			Ensemble
	<i>Dalits</i>	<i>Middle Castes</i>	<i>Upper Castes</i>	
<b>Chef de famille</b>	<i>n</i> = 182	<i>n</i> = 137	<i>n</i> = 60	<i>n</i> = 379
Aucune	57,1	42,3	38,3	48,7
Primaire	19,2	19,7	18,3	19,2
Secondaire et supérieure	23,6	38,0	45,0	32,1
Total	100	100	100	100
<b>Fils (sup. 15 ans)</b>	<i>n</i> = 167	<i>n</i> = 107	<i>n</i> = 54	<i>n</i> = 328
Aucune	4,8	0,9	5,6	3,7
Primaire	6,6	12,1	13	9,4
Secondaire	49,7	48,6	25,9	46,1
Secondaire supérieur et études supérieures	38,9	38,3	55,6	41,8
Total	100	100	100	100
<b>Fille (sup. 15 ans)</b>	<i>n</i> = 82	<i>n</i> = 59	<i>n</i> = 26	<i>n</i> = 167
Aucune	1,2	6,8	0,0	3,0
Primaire	6,1	11,9	0,0	7,2
Secondaire	54,9	42,4	34,6	47,3
Secondaire supérieur et études supérieures	37,8	39,0	65,4	42,5
Total	100	100	100	100

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

**Note :** Pour les chefs de famille, les niveaux d'éducation « Secondaire » et « Supérieur » ont été regroupés, dans la mesure où seulement trois chefs de ménage ont un niveau d'éducation qualifié de « Supérieur ». Le niveau d'éducation « Secondaire » correspond à « *Secondary School* » et « Secondaire supérieur et études supérieures » comprend les modalités « *High Secondary School* » et les niveaux d'études « Supérieurs » (voir l'Annexe 5.7. pour une présentation des équivalences entre les systèmes scolaires indien et français).

La lecture des distributions des niveaux d'éducation des enfants illustre les changements qui se sont opérés et témoignent de l'efficacité des politiques d'éducation visant à donner à tous un niveau minimum d'éducation, y compris en milieu rural. Nous pouvons en effet observer que le niveau d'éducation des enfants de plus de 15 ans<sup>418</sup>, quelle que soit la caste considérée, est pour plus de 80% d'entre eux au moins secondaire. Ce phénomène est par ailleurs d'autant plus marqué pour les filles, pour qui le pourcentage oscille entre 81% et 100% selon la caste d'appartenance. Si une réduction des écarts d'accès à l'éducation entre castes est manifeste et qu'une certaine idée d'équité semble se dessiner dans l'accès à une éducation basique, cela ne doit cependant pas occulter la persistance des différences d'accès aux études secondaires supérieures et aux études supérieures<sup>419</sup>. Nous pouvons remarquer pour ces dernières une forte segmentation selon la caste d'origine. En effet, alors que plus de la moitié des fils et près des deux tiers des filles issues des *Upper Castes* ont accès à des études longues, cela ne concerne qu'un peu plus du tiers des enfants des autres castes, la question du genre n'important alors que peu.

Ces chiffres, certes assez élevés par rapport aux moyennes nationales, reflètent les efforts certains mis en œuvre par l'administration indienne dans sa lutte contre l'illettrisme [Kingdon, 2007 ; Oliveau et Chasles, 2005] et en particulier par le gouvernement du Tamil Nadu. En mobilisant les institutions locales et en proposant des mesures adaptées (cf. *supra*), ces politiques publiques ont su modifier les mentalités et poser l'éducation comme une nécessité. Les entretiens qualitatifs ont en effet fait ressortir pour la plupart des ménages interrogés, que l'éducation était perçue comme le moyen privilégié d'avoir accès à de meilleures conditions de vie. La scolarisation des enfants est donc perçue comme une priorité par la plupart des ménages, en particulier celle des filles<sup>420</sup>. Toutefois, pour ces dernières, les bons niveaux d'éducation reposent sur la présence d'infrastructures accessibles jusqu'au secondaire. Pour des études plus longues (dans des centres d'apprentissage technique, des universités, etc.) ou pour trouver un emploi dans les villes environnantes, les opportunités restent faibles et

---

<sup>418</sup> L'UNICEF considère dans sa définition du taux d'alphabétisation les personnes âgées de 15 ans et plus pouvant lire et écrire ([http://www.unicef.org/infobycountry/india\\_statistics.html](http://www.unicef.org/infobycountry/india_statistics.html)).

<sup>419</sup> A partir d'une étude longitudinale menée dans un village voisin de notre zone d'enquête, Harriss *et al.* [2010 : 50] ont également noté une réduction importante des écarts d'éducation entre castes – notamment pour l'éducation primaire –, mais que l'accès à l'éducation supérieure reste réservé aux hautes castes. Les auteurs relatent alors à propos de cette réduction des inégalités d'accès que « *this is a big and important change that has taken place over the last quarter century, though clearly inequalities do remain between dalits and others in the sphere of education* ». Les auteurs notent également dans le village une réduction des inégalités de genre et une très forte inclusion des basses castes, le pourcentage de femmes *Dalits* ayant accès à l'éducation étant passé de 6,7% en 1981 à 54,6% en 2008.

<sup>420</sup> Un seul chef de ménage interrogé lors de nos entretiens nous a indiqué qu'il ne souhaitait pas envoyer sa fille à l'école.

l'appartenance à une caste supérieure constitue à ce niveau un avantage certain, dû principalement au statut, au réseau, aux moyens financiers, etc. Les freins ne sont cependant pas limités au manque de capital, mais sont également liés au fait que le monde rural tamoul est une société patriarcale assez rigide, notamment dans les zones reculées, qui limite fortement les opportunités de mobilités des jeunes femmes qui apparaissent non-envisageables sans un encadrement strict de la migration<sup>421</sup>.

Notons par ailleurs que l'inactivité d'une grande partie de la jeunesse, y compris celle relativement éduquée, semble tempérer la réussite des politiques d'éducation et remettre en cause les promesses d'avenir et les opportunités d'emploi dans le secteur non-agricole. Lors d'un entretien collectif conduit dans la *colony* du village de Karumbur (village relativement isolé, notamment la partie *colony* qui se trouve à 12 km de la route principale pour Panruti), un jeune homme de vingt-deux ans ayant fini son éducation secondaire nous interpellait sur le manque d'opportunité pour les jeunes comme lui dans le village ou ses alentours et sur la nécessité de migrer vers la ville pour trouver un emploi dans les *private companies*. Sa conclusion, peu optimiste mais réfléchie, interrogeait l'utilité pour cette jeunesse « condamnée » de continuer à s'instruire, alors que ces jeunes éduqués ne veulent plus travailler dans les champs et que la majorité d'entre eux ne pourra jamais partir à la ville, faute d'opportunité, de moyens financiers, ou de réseau.

Il est évident que les bienfaits d'une instruction généralisée ne peuvent s'entendre qu'en termes d'opportunités d'emploi. Comme le soulignent Borooah et Iyer [2005 : 1398], « *Needless to say, the benefits from educating children are not restricted to higher potential income. Education confers non-income benefits, not just to the persons receiving education (for example, through better health for themselves and their children), but also to society (for example, through the fact that educated persons are more likely to be more active, better informed, and racially tolerant citizens)* ». L'éducation permet effectivement de former des générations plus cultivées et plus tolérantes, mais la réalité du terrain et le quotidien des populations issues des zones rurales donnent un autre niveau de lecture aux avantages systématiques d'une éducation universelle. Ainsi, l'inadéquation croissante entre le marché du travail et la structure de la main-d'œuvre en zone rurale, tend à devenir un problème majeur

<sup>421</sup> Ayapan, père de deux enfants, un garçon et une fille, tous deux scolarisés en *Secondary School*, nous expliquait que « *l'éducation pour les filles reste un problème car la ville [où se trouvent les écoles techniques et/ou supérieures au secondaire] est trop loin. Ce n'est pas possible d'envoyer ma fille seule à la ville, c'est différent pour les garçons...* » (propos recueillis dans le village de Kuvagam). Il apparaît ainsi que pour un grand nombre de personnes issues des milieux ruraux reculés, la ville fait peur et même si elle représente indéniablement une opportunité d'amélioration des conditions de vie, elle continue de centraliser les inquiétudes. Ces dernières sont d'autant plus marquées quand le migrant est une fille.

en termes d'intégration de cette jeunesse éduquée et l'on peut s'attendre à des changements importants dans l'organisation du mode de vie villageois. En effet le milieu rural, en particulier lorsqu'il est très reculé, demeure largement marqué par des différences d'accès à l'éducation, mais également en termes d'accès à l'emploi ; les inégalités de chances se posent alors en termes d'accessibilité.

Le tableau suivant (Tableau 5.5.) présente les facteurs qui, au niveau *micro*, peuvent expliquer de telles inégalités. Comme l'ont montré Oliveau et Chasles [2005], les inégalités d'éducation proviennent de facteurs socio-économiques (cf. *supra*), mais également de facteurs géographiques. Ainsi, si l'on s'intéresse à la distribution du niveau d'éducation des chefs de famille, l'accès à l'éducation semble autant être fonction de la caste que de l'accessibilité du village d'origine. En effet, alors que près de 40% des chefs de ménages provenant de villages bénéficiant d'une bonne accessibilité ont un niveau d'éducation secondaire ou plus, 52,5% des chefs de famille venant de villages ayant une mauvaise accessibilité n'ont aucune éducation. Il apparaît alors que l'influence du système de caste semble moindre dans les inégalités d'accès à l'éducation lorsque l'accessibilité du village s'améliore. La distance et le coût constituent ainsi autant de facteurs ayant un impact négatif sur l' enrôlement scolaire [Schuth, 1980 ; Siddhu, 2011].

**Tableau 5.5. Distribution du niveau d'éducation des chefs de famille par niveau d'accessibilité des villages et par caste**

<i>n</i> =379 Accessibilité <sup>422</sup> /Caste	Niveau d'éducation			Total
	Aucune	Primaire	Secondaire et sup.	
<b>Bonne accessibilité</b>	<b>42,2</b>	<b>19,3</b>	<b>38,5</b>	<b>100</b>
<i>Dalits</i>	50,0	19,0	31,0	100
<i>Middle Castes</i>	37,1	20,0	42,9	100
<i>Upper Castes</i>	17,6	17,6	64,7	100
<b>Accessibilité moyenne</b>	<b>56,6</b>	<b>16,4</b>	<b>27,0</b>	<b>100</b>
<i>Dalits</i>	68,8	14,1	17,2	100
<i>Middle Castes</i>	50,0	19,6	30,4	100
<i>Upper Castes</i>	45,2	16,7	38,1	100
<b>Mauvaise accessibilité</b>	<b>52,5</b>	<b>25,0</b>	<b>22,5</b>	<b>100</b>
<i>Dalits</i>	61,1	33,3	5,6	100
<i>Middle Castes</i>	42,9	19,0	38,1	100
<i>Upper Castes</i>	100	0	0	100
<b>Total</b>	<b>49,1</b>	<b>18,7</b>	<b>32,2</b>	<b>100</b>

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

Ainsi, l'éducation en zone rurale tamoule, malgré une amélioration notable des conditions d'accès, semble encore déterminée par des logiques de segmentation de classes, de castes, de genre et d'espace. Notons par ailleurs que cet accès inégal à l'éducation va également impacter la structure du marché du travail qui apparaît intimement liée aux évolutions de l'éducation.

### 2.3. Structure du marché du travail local

La pénétration du capitalisme dans les économies rurales de l'Inde [Djurfeldt *et al.*, 2008 ; Harriss, 2007], marquée par une urbanisation croissante, notamment des petites villes [Denis et Marius-Gnanou, 2011] et l'industrialisation des zones péri-urbaines [Amelot et Kennedy, 2010 ; Kennedy, 2014], a modifié la structure du marché du travail dans cette zone rurale du

<sup>422</sup> Rappelons ici que le degré d'accessibilité des villages est évalué en fonction de l'éloignement de la route et des petits centres urbains de la zone d'enquête, et de la fréquence des moyens de transport reliant les villages à ces petites villes environnantes.



Tamil Nadu. En effet, à partir d'une étude longitudinale menée dans le village d'Iruvelpattu (village voisin de notre zone d'enquête), Harriss *et al.* [2010 : 53] constatent depuis 1981, une disparition progressive des activités liées aux castes de service (barbier, charpentier, orfèvre, etc.) et nous pouvons supposer que cette tendance devrait s'intensifier. L'industrialisation et l'urbanisation n'ont pas engendré, uniquement, une migration permanente vers les centres industriels, mais ont également modifié la structure de l'économie rurale en augmentant l'emploi non-agricole dans les zones rurales, la migration saisonnière et la pluriactivité [Djurfeldt *et al.*, 2008]. Le développement de l'emploi non-agricole et la diversification des activités constituent en effet des changements marquants de l'économie rurale indienne. Ces changements n'impactent toutefois pas tous les ménages de la même façon et là encore, des logiques de fragmentation sociale et spatiale sont à l'œuvre.

Le Tableau 5.6. identifiant la structure de l'emploi au niveau du ménage fournit une synthèse assez intéressante de l'organisation de l'emploi en fonction des groupes sociaux. De manière générale, il apparaît clairement qu'une (toujours) faible proportion de ménages tirent leurs revenus d'emplois uniquement non-agricole – excepté pour les *Upper Castes* –, mais dans un même temps, seuls 16,4% des *Middle Castes* (et moins de 10% pour les autres groupes sociaux) tirent leur revenu uniquement de l'activité agricole (ceci met en évidence la dynamique de réappropriation de la terre par les *Vanniyars (Middle Castes)*). Dès lors, si ces tendances relativisent le déclin de l'activité agricole, elles illustrent surtout le développement d'une diversification des sources de revenus.

Il apparaît en effet qu'un tiers des ménages *Dalits* tirent leurs revenus uniquement d'emplois journaliers et que seulement 9,9% de ces ménages se sont uniquement spécialisés dans des activités non-agricoles, contre 41,8% pour les ménages issus des *Upper Castes*. Cette apparente précarité des ménages *Dalits* semble toutefois être compensée, au moins pour partie, par une plus grande diversification des activités, puisque 80% d'entre eux combinent des activités agricoles et non-agricoles, contre moins de 50% pour les *Upper Castes*. Ainsi, si l'emploi agricole demeure assez important dans la structure du marché du travail (tant dans les pratiques que dans les représentations), on constate une baisse substantielle de la dépendance à l'agriculture et une intensification des stratégies de diversification<sup>423</sup>. Cette tendance est toutefois à relativiser, dans la mesure où près de 70% du total de l'emploi des ménages *Dalits* provient d'activités précaires et socialement peu valorisées (travail journalier agricole ou non et NREGA) dont plus de la moitié relève de l'emploi agricole journalier.

<sup>423</sup> Pour une présentation détaillée des évolutions du marché du travail dans le Tamil Nadu rural, voir Djurfeldt *et al.* [2008], Heyer [2012] et Guérin, Venkatasubramanian et Michiels [2015].

Tableau 5.6. Structure de l'emploi par caste

Structure de l'emploi (%)	Castes			Ensemble n = 1258
	<i>Dalits</i> n = 660	<i>Middle Caste</i> n = 436	<i>Upper Castes</i> n = 162	
<b>Type d'activité</b>				
Coolie	18,8 <sup>a</sup>	12,2	3,7	14,5
Agri Coolie	40,9	30,5	17,9	34,3
NREGA	10,6	9,4	13,0	10,5
<i>Sous-total Activités Précaires</i>	<i>70,3</i>	<i>52,1</i>	<i>34,6</i>	<i>59,4</i>
Agriculture	10,9	24,3	18,5	16,5
Emploi Régulier	10,0	11,2	16,0	11,2
Travail Indépendant	8,8	12,4	30,9	12,9
<b>Total</b>	100	100	100	100
<b>Décomposition des principales activités par ménages</b>	<i>n = 182</i>	<i>n = 137</i>	<i>n = 60</i>	<i>n = 379</i>
Emploi uniquement agricole (Agri. Coolie et Exploitant agricole)	9,9 <sup>b</sup>	16,4	9,0	12,1
Emploi uniquement journalier (Coolie agri. et non-agri. <sup>424</sup> et NREGA)	33,3	10,3	4,5	20,2
Emploi uniquement indépendant	1,0	2,1	10,4	3,0
Emploi uniquement non-agricole	9,9	10,3	41,8	15,3
Emploi uniquement salarié	1,6	0,7	3,0	1,5
Combinaison d'emploi agri. & non-agri.	80,2	73,3	49,3	72,6

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

Note : Les types d'activités sont établis à partir des 1258 activités recensées pour les 379 ménages de l'échantillon. La décomposition des principales activités se fait, elle, sur les 379 ménages de l'échantillon.

Lecture : a : 18,8% des activités occupées par des *Dalits* le sont dans l'emploi journalier non-agricole. b : 9,9% des ménages *Dalits* dépendent uniquement d'activités agricoles.

L'étude des caractéristiques de l'emploi selon les types d'activité et selon la caste, présentée dans le Tableau 5.7., met en avant un certain degré de fragmentation sociale du marché de l'emploi. En effet, bien que les niveaux de revenu moyen par ménage et que la taille du ménage soient similaires entre les groupes sociaux, il apparaît que les ménages *Dalits* travaillent plus que les autres. Il y a en effet, en moyenne, un emploi supplémentaire par ménage *Dalit* par rapport aux *Upper Castes* et cela semble être particulièrement lié au travail féminin. Les femmes issues des *Upper Castes*, même si cela est à relativiser pour les nouvelles générations, ont tendance à moins, voire à ne pas travailler, leur absence d'activité étant souvent perçue comme une forme de prestige et de réussite sociale.

<sup>424</sup> L'emploi journalier non-agricole correspond à des activités de construction, de confection de route, de chargement/déchargement, etc.

**Tableau 5.7. Caractéristiques de l'emploi par type de ménage et par caste**

	Castes			Ensemble n = 379
	<i>Dalits</i> n = 182	<i>Middle Castes</i> n = 137	<i>Upper Castes</i> n = 60	
<b>Structure de l'emploi par ménage</b>				
Nbre d'emploi moyen par ménage	3,7	3,3	2,8	3,4
dont hommes	2,1	2,2	1,9	2,1
dont femmes	1,6	1,1	0,9	1,3
Taille moyenne du ménage	4,8	4,7	4,6	4,8
Revenu moyen par ménage (INR)	75 143	73 075	80 235	75 202
<b>Niveau de revenu moyen par type d'activité (INR)</b>				
Agriculture	25 008	27 104	38 014	28 156
Emploi journalier	15 759	15 317	11 061	15 277
Travail indépendant	27 425	32 947	34 516	31 616
Travail salarié (régulier)	56 360	49 143	78 419	58 343
<b>Total</b>	21 719	24 138	35 064	24 406

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

Il apparaît d'autre part que les niveaux de rémunération moyens par type d'activité sont largement en faveur des *Upper Castes*, notamment pour l'agriculture où la taille des exploitations, un meilleur accès à la mécanisation et à des systèmes d'irrigation et une meilleure qualité des terres peuvent expliquer ces différences. Les raisons pouvant expliquer les écarts de revenu dans l'emploi salarié relèvent quant à elles des écarts en matière de niveau d'éducation et de mobilisation d'un réseau plus efficient. Ainsi, malgré une amélioration nette des conditions de vie des populations *Dalits* – en termes d'habitat, de revenu et d'accès à l'éducation et à des emplois non-agricoles –, une forte fragmentation sociale continue d'opérer sur le marché du travail, limitant alors les possibilités d'ascension sociale par le biais de l'emploi.

Cette fragmentation sociale des marchés du travail locaux se reflète également dans la caste des employeurs et dans les méthodes de recrutement : on recrute rarement quelqu'un qui est plus haut que soi dans la hiérarchie des castes. Le Tableau 5.8. illustre clairement cette fragmentation sociale du marché de l'emploi et les persistances des structures hiérarchiques, dans la mesure où aucun travailleur issu d'une *Upper Caste* ne travaille pour un *Dalits*. D'autre part, nous observons que près des deux tiers des travailleurs journaliers *Dalits* travaillent pour un employeur issu du groupe des *Upper Castes*. Ce tableau met également en évidence des systèmes de solidarité intimement liés à l'appartenance de caste. En effet, chez les *Middle Castes*, plus de 70% de l'activité journalière agricole (*Agri. Coolie*) se fait chez des

propriétaires de même caste. Ces logiques d'entraide et de réciprocité constituent un fait social bien observé dans le Tamil Nadu<sup>425</sup>.

**Tableau 5.8. Distribution des relations d'emplois par castes (employeurs/employés)**

Caste de l'employé/Type d'emploi (%)	Caste de l'employeur				Total
	Dalits	Middle Castes	Upper Castes	NSP <sup>a</sup>	
<b>Dalits</b>	13,7	31,4	30,7	24,1	100
Coolie	0,6	24,6	<b>63,7</b>	11,1	100
Agri. Coolie	30,1	51,3	15,7	3,0	100
Emploi salarié (régulier)	0	13,6	33,3	53,0	100
<b>Middle Castes</b>	2,1	44,6	26,6	26,6	100
Coolie	2,6	46,1	40,8	10,5	100
Agri. Coolie	2,6	<b>70,9</b>	24,8	1,7	100
Emploi salarié (régulier)	2,1	21,3	34,0	42,6	100
<b>Upper Castes</b>	<b>0</b>	21,8	36,8	41,4	100
Coolie	0	42,9	42,9	14,3	100
Agri. Coolie	0	37,9	58,6	3,4	100
Emploi salarié (régulier)	0	17,2	41,4	41,4	100
<b>Total</b>	8,8	34,7	30,0	26,5	100

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

**Note** : a : NSP (ou Ne Sait Pas) s'applique lorsque le répondant ne connaît pas la caste de son employeur ou quand cela n'est pas approprié (par exemple pour les emplois administratifs, dans des banques, etc.).

Nous pouvons par ailleurs nous intéresser aux effets de la mécanisation sur la structure de l'emploi dans cette zone rurale marquée par une dépendance encore forte à l'agriculture et par des dynamiques de diversification des activités. Harriss et *al.* [2010 : 54] questionnent dans ce sens le lien entre mécanisation de l'agriculture et pénurie de main-d'œuvre : « *but has mechanisation reduced the demand for labour, or is mechanisation a response to problems of labour supply ?* ». Nous pouvons en effet nous demander si face au problème de pénurie de main-d'œuvre, notamment induite par la diversification des activités et la mise en place des NREGA<sup>426</sup>, les propriétaires terriens ont développé le recours à des techniques moins intensives en travail, ou au contraire si, face à une mécanisation accrue de l'agriculture et

<sup>425</sup> Nous avons montré par ailleurs que ces logiques de solidarité et de réciprocité par caste se retrouvent également en termes de pratiques financières [Guérin, Roesch, Michiels et Venkatasubramanian, 2012].

<sup>426</sup> La mise en place du programme NREGA est apparue comme une mesure cristallisant les foudres des propriétaires terriens et agents administratifs de la plupart des villages, dans la mesure où son application est accusée de plusieurs maux : rendre les travailleurs agricoles « feignants », augmenter le coût du travail dans l'agriculture, etc. Nous reviendrons plus en détail sur ce phénomène et ses représentations dans le dernier chapitre de la thèse.

donc à une réduction de la demande de main-d'œuvre, les travailleurs agricoles se sont progressivement tournés vers des activités non-agricoles. De notre point de vue, ce questionnement n'appelle pas de réponse tranchée, tant le phénomène est complexe et tant les deux visions semblent se superposer. En effet, bien que la mécanisation permette une meilleure rentabilité des cultures<sup>427</sup>, le contrôle de la terre et la demande de travail sont intimement liés aux logiques de pouvoir et de domination. Du point de vue des propriétaires terriens, fournir du travail aux basses castes constitue en effet un moyen de maintenir un rapport de domination sur ces franges les plus basses de la population et d'asseoir une certaine idée de dépendance vis-à-vis de ces travailleurs. Du côté de l'offre de travail, les travailleurs – dans un contexte de d'informalisation des relations de travail et donc en l'absence de protection de la part des propriétaires terriens – voient dans le recours aux activités non-agricoles un moyen d'émancipation vis-à-vis des hautes castes qui ne disposent alors plus de moyens de pression aussi forts que lorsqu'ils contrôlaient l'emploi dans les villages. Les travaux de Scarlett Epstein, menés sur la désintégration des relations traditionnelles entre 1955 et 1970 dans deux villages du Karnataka, ont montré dans ce sens que si dans le village de Wangala (village irrigué) se combinent des relations héréditaires de patronage<sup>428</sup> et des relations commerciales, dans le village de Dalena (village sec), les aléas de la production agricole fortement dépendante des précipitations ont conduit à une certaine diversification des activités et au développement de relations contractuelles entre propriétaires terriens et *coolies* travaillant la terre. Heyer note par ailleurs, à partir d'une étude de cas menée entre 1981 et 2011 dans les zones rurales de la région de Tirrupur (Tamil Nadu), que l'un des phénomènes les plus marquants sur cette période dans l'évolution de ces villages – et plus généralement des zones rurales tamoules –, a été un resserrement du marché du travail. L'auteure remarque dans ce sens que « *thus though there was no longer enough work in agriculture in the villages themselves, agriculturalists had difficulty attracting sufficient labour because there was*

<sup>427</sup> Kalidavaram, petit propriétaire terrien appartenant aux *Upper Castes* du village de Nattam, nous indiquait qu'il préférerait utiliser un tracteur pour ses récoltes. Plusieurs raisons justifiaient cette préférence. D'une part, la location d'un tracteur présente comme avantage d'être plus économique, mais surtout plus rapide que de recruter des *coolies* pendant plusieurs jours. D'autre part, il lui apparaissait de plus en plus difficile de trouver des travailleurs disponibles pour travailler la terre. Il attribuait cette pression sur l'offre de travail notamment à la migration, au NREGA et au fait que la jeunesse (éduquée) ne veuille plus travailler la terre (propos recueillis dans le village de Nattam). Pourtant, d'autres propriétaires terriens relativisaient les avantages des tracteurs, dans la mesure où la méthode de récolte, certes plus rapide et moins coûteuse, ne permettait pas de récupérer la paille qui peut servir notamment à nourrir les bêtes.

<sup>428</sup> « *Each peasant patron household offered its clients a modicum of social security by providing them with an annual reward in kind at harvest time; in return, the clients were committed to perform different types of services such as craft or farm labor, for which they usually also received a daily wage. Clients were also expected to provide political support and ritual services for their patron households; for example, the SC client would have to carry the torch ahead of his patron's funeral procession* » [Epstein, 2007 : 202].

*enough work in the region as a whole, and this was work to which labourers in the villages also had access. [...] The shortage of labour in agriculture was connected with the shortage of labour outside agriculture. Thus, although Dalits remained heavily involved in agricultural labour and less involved than non-Dalits in non-agricultural labour, the general shortage of labour spilled over from outside agriculture to agriculture* » [Heyer, 2012 : 103]. Ainsi, analyser mécanisation et pénurie de main-d'œuvre agricole dans un rapport de causalité est loin d'être évident, en particulier dans un contexte d'une grande hétérogénéité, tant du point de vue de la demande de travail que de l'offre.

Ainsi, les évolutions du marché du travail, conduites par une combinaison de facteurs économiques, sociaux et politiques, ont réorganisé, au moins pour partie, le fonctionnement des villages. Cependant, malgré une dynamique d'appropriation de la terre par les *Vanniyars*, le développement de l'emploi non-agricole et une diversification des activités, nous constatons que la majorité des ménages de la zone restent largement dépendants de l'activité agricole. Dans le même sens, à partir d'une étude menée dans un des *Slater villages* en 2008, Harriss *et al.* [2010] ont conduit une monographie villageoise à Iruvelpattu et ont montré une persistance de la dépendance à l'agriculture et un rôle toujours important des grands propriétaires terriens dans le contrôle et l'accès à la terre, et à l'emploi dans les villages, malgré une diversification croissante des activités non-agricoles<sup>429</sup>. Enfin, malgré une amélioration des conditions de vie et une meilleure insertion sur le marché du travail des *Dalits*, il serait excessif de parler de révolution sociale. La persistance des logiques de domination à l'œuvre dans l'organisation du travail en zone rurale rappelle quotidiennement les discriminations et les inégalités de chance existant entre les différents groupes sociaux.

#### 2.4. Spécificités des pratiques financières

Comme le remarque l'indianiste Charles Malamoud [1988 : 14], la dette en Inde « *organise la vie sociale, et donc la vie de l'homme, en tant qu'être social : elle fait de sa présence au monde un réseau de liens, un filet qui l'emprisonne en même temps qu'il le soutient* ». Cette observation témoigne de l'importance des pratiques financières dans l'organisation du mode

---

<sup>429</sup> « *The 2008 study tells the story of persistence of landlord power, continuing dependence of a majority of households on agriculture in spite of the significant diversification of employment that has taken place, and an apparent stagnation in the agricultural economy after the relative success of the green revolution in the 1970s* » [Harriss *et al.*, 2010 : 47].

de vie villageois indien et de l'ambiguïté de cette dette, qui agit simultanément comme un facteur de fierté et de réussite sociale, autant que comme une source d'asservissement et de domination. En effet, l'endettement apparaît comme un élément fondamental des logiques de survie quotidienne, d'investissement et de financement des cérémonies religieuses<sup>430</sup>. Mais il constitue également un élément structurant des pratiques de réciprocité et d'entraide communautaire, et fonde également les rapports de domination, dans la mesure où les liens d'endettement sont intimement liés aux relations sociales, notamment de caste. Il convient alors d'en présenter les principaux éléments de caractérisation<sup>431</sup>.

Comme le remarquent Roesch et Héliès [2007], le recours à la dette constitue la première forme de gestion des risques des ménages. L'endettement est donc à la fois relativement élevé et fortement diversifié<sup>432</sup>. La structure de l'endettement ne s'établit cependant pas de la même façon pour tous les ménages. En effet, comme le confirme la lecture du Tableau 5.9., la variété des sources d'emprunt et les montants d'endettement dépendent fortement de la caste d'appartenance. Si le nombre moyen de crédits (environ six) et de sources de crédit (environ quatre) sont similaires pour les trois groupes sociaux, le montant et la structure de l'endettement révèlent une forte fragmentation sociale. Le montant moyen de l'encours d'endettement est en effet d'environ 50 000 roupies pour les ménages *Dalits*, contre environ 60 000 roupies et 80 000 roupies pour les ménages issus respectivement des *Upper* et *Middle Castes*. Cette forte fragmentation sociale des pratiques financières se retrouve également dans la mobilisation des différentes sources. Il apparaît en effet que près des deux tiers des ménages *Dalits*, contre moins de la moitié des ménages des autres groupes sociaux, ont recours aux prêteurs sur gages. La rapidité d'obtention des fonds escomptés fait de ceux-ci, malgré des taux d'intérêt élevés, une source privilégiée des ménages les plus vulnérables dont les logiques de survie quotidienne favorisent ce type de pratique. Il apparaît également que seulement 15% des ménages *Dalits* ont accès à des crédits bancaires, contre environ un tiers des ménages pour les autres castes.

---

<sup>430</sup> Les dépenses engagées pour les diverses cérémonies religieuses, notamment les mariages qui constituent un moyen privilégié d'ascension sociale, supposent la mobilisation de sommes importantes qui peuvent représenter jusqu'à plusieurs années de salaires familiaux.

<sup>431</sup> Cette présentation des pratiques financières reprend, pour partie, des travaux que nous avons menés par ailleurs, voir Guérin, Roesch, Michiels et Venkatasubramanian [2012].

<sup>432</sup> Pour une présentation détaillée des différentes sources de crédit disponibles, ainsi que de leurs principales caractéristiques, voir le Tableau 5.12.



Tableau 5.9. Structure de l'endettement par caste (ensemble des prêts actifs en 2009)

<i>n</i> = 379	Castes			
	<i>Dalits</i> <i>n</i> = 182	<i>Middle Castes</i> <i>n</i> = 137	<i>Upper Castes</i> <i>n</i> = 60	Ensemble <i>n</i> = 379
<b>Pratiques financières</b>				
<b>Structure de l'endettement</b>				
Montant moyen de l'encours d'endettement (INR)	49 602	79 422	59 543	61 955
Nbre moyen de prêts	5,97	5,91	5,78	5,92
Nbre moyen de sources d'endettement	4,24	4,03	4,05	4,13
<b>Sources de crédit<sup>433</sup></b>				
<i>Terinjavanga</i> (ou personne « connue »)				
Utilisation (%)	83 <sup>a</sup>	92,7	88,3	87,3
Montant moyen (INR)	27 931	49 469	30 755	36 647
Famille				
Utilisation (%)	61	52,6	53,3	56,7
Montant moyen (INR)	14 856	23 465	27 797	19 665
Prêteur sur gages				
Utilisation (%)	63,7	46,7	46,7	54,9
Montant moyen (INR)	12 697	13 734	13 821	13 168
Self-Help-Group				
Utilisation (%)	35,2	38,7	41,7	37,5
Montant moyen (INR)	9 742	10 604	10 960	10 278
« Finance <sup>434</sup> »				
Utilisation (%)	25,8	29,9	28,3	27,7
Montant moyen (INR)	12 272	37 293	22 765	23 741
Amis				
Utilisation (%)	21,4	17,5	33,3	21,9
Montant moyen (INR)	12 000	12 917	16 200	13 277
Employeur				
Utilisation (%)	20,3	13,9	10	16,4
Montant moyen (INR)	33 865	31 211	13 333	31 065
Recruteur de main d'œuvre				
Utilisation (%)	18,7	8	1,7	12,1
Montant moyen (INR)	25 677	13 546	15 000	22 544
Collègue				
Utilisation (%)	16,5	8,8	18,3	14
Montant moyen (INR)	11 067	11 958	15 909	12 274
Boutiquier				
Utilisation (%)	5,5	5,8	6,7	5,8
Montant moyen (INR)	9 400	10 438	21 250	11 932
Banque				
Utilisation (%)	14,8	32,1	30	23,5
Montant moyen (INR)	40 826	48 750	58 211	48 260

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).

**Lecture** : a : 83% des ménages *Dalits* ont au moins un crédit contracté auprès d'une personne « connue » et le montant moyen de ces crédits est de 27 931 roupies.

<sup>433</sup> Pour une présentation détaillée des différentes sources de crédits, voir le Tableau 5.12.

<sup>434</sup> Le terme « finance » désigne communément les prêteurs privés (ou *moneylenders*) qui passent régulièrement dans les villages et dont le prêt constitue l'activité principale.

Cette fragmentation de l'accès aux prêts bancaires en fonction de la caste d'appartenance illustre également les inégalités d'opportunités en termes d'investissement et par extension d'*empowerment*, dans la mesure où ces prêts constituent la source d'emprunt offrant les montants les plus importants. La faiblesse des montants des prêts octroyés par les organismes de micro-finance (*Self-Help-Group*<sup>435</sup>) – soit environ 10 000 roupies en moyenne – ne permet pas, en effet, de démarrer une activité et la plupart des prêts accordés par ces organismes sont utilisés à des fins non-productives (mariages, réparation de l'habitat, remboursement de crédits antérieurs, etc.). Ainsi, malgré le développement certain de la finance formelle et une meilleure accessibilité à cette dernière, on ne peut réellement parler d'une micro-financiarisation<sup>436</sup> pour tous de l'économie rurale dans notre zone d'étude. En effet, encore moins de la moitié des ménages *Dalits* ont accès à une source de crédit formelle, contre environ deux tiers pour les autres castes (voir également l'Annexe 5.9., présentant la structure de l'endettement par type de prêteur (formel, semi-formel et informel) et par caste).

Il apparaît également des différences marquées dans les pratiques financières en termes d'utilisation des crédits. Le Tableau 5.10. donne une lecture détaillée des différentes utilisations des crédits pour chaque groupe social, en précisant le degré d'utilisation et le montant moyen des prêts. Nous pouvons noter ici comme premier élément marquant, le lien entre la structure de l'emploi et l'utilisation de la dette. En effet, l'utilisation des crédits pour des **dépenses agricoles** est beaucoup plus répandue chez les ménages issus des *Middle Castes* et concerne 68,6% d'entre eux contre 43,3% pour les *Upper Castes* et 36,3% pour les *Dalits*. L'avènement des *Vanniyars* comme nouvelle caste dominante dans cette zone du Tamil Nadu explique cette surreprésentation des dépenses agricoles chez les ménages *Middle Castes* dont plus de 70% possèdent de la terre. Le second point d'intérêt de la structure de l'utilisation des crédits porte sur les dépenses **d'investissement** (ou dépenses productives). Il apparaît en effet que près d'un tiers des ménages *Upper Castes* utilisent au moins un prêt pour ce type de dépense (pour un montant moyen de 31 567 roupies), contre seulement 13% des ménages issus des autres groupes sociaux. Enfin, nous observons une différenciation assez importante selon les castes en termes de dépense **d'éducation**. En effet, si la moitié des ménages *Upper Castes* utilisent un prêt pour l'éducation de leurs enfants, seulement respectivement 36,8% et 23,4% des *Dalits* et des *Middle Castes* en font autant. Cette différence se reflète

<sup>435</sup> Pour une présentation des SHG, voir le Tableau 5.12.

<sup>436</sup> « *In the broadest sense, microfinanciarization is the process of structural change that involves financial inclusion, bankarization, or the regulation of informal financial practices, and the utilization of voluntary sector and third sector capabilities in the provision of financial services to people who are excluded from financial and banking institutions – i.e., from 60 to 90 % of the entire population* » [Fouillet et Augsburg, 2007 : 2].

principalement dans les études supérieures, les plus coûteuses, dont l'accès aux franges les plus basses de la population reste, comme nous l'avons vu, encore très marginal.

**Tableau 5.10. Structure de l'utilisation des crédits**

<i>n</i> = 379 ménages ( <i>n</i> = 2242 prêts)	Castes			Ensemble <i>n</i> = 379 (2242)
	<i>Dalits</i> <i>n</i> = 182 (1086)	<i>Middle Castes</i> <i>n</i> = 137 (809)	<i>Upper Castes</i> <i>n</i> = 60 (387)	
<b>Utilisation du crédit</b>				
<b>Agriculture</b>				
Utilisation (%)	36,3 <sup>a</sup>	68,6	43,3	49,1
Montant moyen (INR)	18 201 <sup>b</sup>	24 755	25 251	22 456
<b>Consommation courante</b>				
Utilisation (%)	85,7	83,2	81,7	84,2
Montant moyen (INR)	8 675	9 571	9 227	9 047
<b>Dépenses de santé</b>				
Utilisation (%)	49,5	43,1	48,3	47,0
Montant moyen (INR)	8 970	12 872	9 829	10 370
<b>Remboursement d'un prêt</b>				
Utilisation (%)	24,7	16,1	30,0	22,4
Montant moyen (INR)	13 200	19 680	19 650	16 110
<b>Réparation de l'habitation</b>				
Utilisation (%)	32,4	36,5	21,7	32,2
Montant moyen (INR)	20 630	29 904	27 105	24 964
<b>Investissement</b>				
Utilisation (%)	13,2	12,4	31,7	15,8
Montant moyen (INR)	24 605	29 692	31 567	28 051
<b>Cérémonies</b>				
Utilisation (%)	41,8	43,8	43,3	42,7
Montant moyen (INR)	10 252	11 160	10 200	10 572
<b>Mariage</b>				
Utilisation (%)	22,0	29,2	20,0	24,3
Montant moyen (INR)	22 366	34 492	40 000	29 388
<b>Éducation</b>				
Utilisation (%)	36,8	23,4	50,0	34,0
Montant moyen (INR)	12 370	27 000	21 625	18 009

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

**Note :** Les pourcentages d'utilisation des prêts sont exprimés en ménages par caste (*n* = 379) et les montants moyens, par prêts (*n* = 2242).

**Lecture :** a : 36,3% des ménages *Dalits* utilisent un crédit destiné à couvrir des dépenses liées à l'agriculture et b : le montant moyen de ces crédits est de 18 201 roupies.

En complément des pratiques d'endettement, nous pouvons étudier les pratiques financières à travers les principaux postes de dépenses des ménages (cf. Tableau 5.11. ci-dessous). En ce qui concerne les **dépenses productives**, il apparaît que les ménages *Dalits* ont des montants de dépenses inférieures, mais également que le poids de ces dépenses dans la consommation

totale des ménages est en moyenne inférieure et ne représente qu'un tiers du total des dépenses contre un peu moins de la moitié pour les autres castes. Notons que ces différences tiennent principalement au fait que les *Middle* et *Upper Castes* ont un meilleur accès à la terre qui nécessite de lourds investissements productifs (achats de semences, d'engrais, etc.). Il apparaît d'autre part que plus du tiers du volume des emprunts effectués par les ménages *Dalits* concerne des **dépenses générales** contre moins de 20% pour les *Upper Castes*. Ceci témoigne d'une plus grande précarité chez les *Dalits* pour qui les dépenses de consommation courante constituent le premier poste de dépense. En l'absence d'épargne, les impératifs de court terme (nourriture, santé, etc.) et les contraintes quotidiennes semblent alors reléguer au second plan les dépenses d'investissement. Nous observons par ailleurs une différenciation assez importante selon les castes en termes de **dépenses d'éducation**. Les *Upper Castes* dépensent en moyenne deux fois plus que les *Dalits* pour l'éducation des enfants et ces dépenses représentent un cinquième des dépenses totales des *Upper Castes* contre moins de 10% pour les autres groupes sociaux. Nous retrouvons ici un élément de segmentation dans l'accès à l'éducation supérieure, plus coûteuse, et principalement accessible aux classes les plus socialement et économiquement favorisées. Enfin, nous pouvons constater un niveau de **dépenses sociales** plus élevé chez les *Dalits* et *Middle Castes* que chez les *Upper Castes*, en termes de montant d'endettement, mais aussi en termes de poids. Nous pouvons y voir l'importance de ce poste de dépenses pour les franges les plus basses de la société rurale tamoule qui, face à la forte segmentation sur le marché de l'emploi, voient dans ces dépenses sociales un moyen privilégié, et peut-être unique, d'ascension sociale.

Tableau 5.11. Principaux postes de dépenses par caste

Principaux postes de dépenses	Castes			
	Ensemble <i>n</i> =379	<i>Dalits</i> <i>n</i> =182	<i>Middle Castes</i> <i>n</i> =137	<i>Upper Castes</i> <i>n</i> =60
<b>Dépenses productives</b>				
Moyenne (INR)	49 889	44 364 <sup>a</sup>	53 590	51 481
Volume (%)	38,8	32,2 <sup>b</sup>	42,5	44,5
<b>Dépenses générales</b>				
Moyenne (INR)	39 393	35 425	49 767	28 678
Volume (%)	30,1	36,8	28,3	18,8
<b>Dépenses sociales</b>				
Moyenne (INR)	27 034	23 935	32 725	21 843
Volume (%)	20,9	21,9	21,5	16,3
<b>Dépenses d'éducation</b>				
Moyenne (INR)	26 585	18 557	32 827	36 437
Volume (%)	10,2	9,1	7,6	20,4

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

Note : Les « Dépenses productives » font référence aux crédits utilisés comme investissement (intrants agricoles, location ou achat de terre, bail pour un magasin, etc.) ; les « Dépenses générales » comprennent les dépenses courantes (nourriture, remboursement de prêts, réparation de la maison, etc.) ; les « Dépenses sociales » représentent l'ensemble des dépenses engagées dans les différentes cérémonies auxquelles participe le ménage (mariages, cérémonies mortuaires, cérémonies des premières règles, cérémonies du percement des oreilles, etc.) et les « Dépenses d'éducation » relèvent de l'ensemble des dépenses engagées dans la scolarité des enfants (frais d'inscription fournitures, etc.).

Lecture : a : Le montant moyen des dépenses des *Dalits* pour des raisons productives est de 44 364 roupies ; b : elles représentent 32,2% du montant total de leurs dépenses.

Ainsi, la multiplicité des sources d'endettement, loin de ne constituer qu'une chance, pose le surendettement comme un véritable fléau pour une partie des populations de la zone d'enquête. D'une part, on constate que du fait des revenus limités et aléatoires, la plupart des ménages ont beaucoup de mal à épargner<sup>437</sup>. D'autre part, le recours généralisé et quasi-systématique à l'endettement pour un grand nombre de dépenses (de survie, cérémoniale ou productive) et les hauts taux d'intérêts des sources de crédits dites formelles ou semi-formelles (*moneylender*, banque, etc.), favorisent les comportements à risque. S'endetter en Inde est en effet la norme et le marché du crédit, bien que segmenté, est loin d'être restreint. L'arrivée de nouvelles formes de crédit, notamment via les organismes de micro-finance (les SHG), a certes permis à certains ménages d'organiser une forme d'épargne en mutualisant

<sup>437</sup> Si l'épargne monétaire se révèle quasi-inexistante pour la plupart des ménages enquêtés, l'achat de bijoux en or constitue une pratique très répandue. Cette forme d'épargne concilie, comme le soulignent Roesch et Héliers [2007 : 125], des fonctions de sécurité, de liquidité (via les prêteurs sur gage, très présents dans tous les milieux ruraux indiens), de prestige social (l'or est visible) et de spéculation, dans la mesure où le cours de l'or a doublé depuis 2007. A noter également que d'autres formes d'épargne sont préférées à l'épargne monétaire : bétail, terre, etc.

leur fonds, mais cela a également accentué les dynamiques d'endettement – et de surendettement – dans la mesure où les prêts obtenus sont rarement utilisés à des fins productives et où les modalités de remboursement extrêmement rigides conduisent certains ménages à contracter de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents<sup>438</sup> [Guérin, Morvan-Roux et Villarreal, 2013]. De telles situations, loin d'être marginales, tendent ainsi à enfermer les ménages dans un cercle vicieux de surendettement, dont il semble extrêmement compliqué de s'extirper<sup>439</sup>. Notons par ailleurs que ces logiques d'endettement se retrouvent dans les pratiques migratoires, notamment via l'avance sur salaire.

---

<sup>438</sup> Pour une vision caricaturale des ambiguïtés des effets des SHG en termes *d'empowerment*, voir l'illustration présentée à l'Annexe 5.10.

<sup>439</sup> Sainath [2012] note dans ce sens que 272 500 paysans se sont suicidés en Inde entre 1995 et 2010. L'ampleur du phénomène témoigne des fortes pressions qui pèsent sur les paysans indiens, principalement liées aux réformes post-Révolution Verte marquées par un fort désengagement de l'Etat qui semble sacrifier son agriculture et les campagnes pauvres pour les autres secteurs plus modernes, menant alors à un surendettement chronique et insoutenable pour ces paysans qui pour fuir le déshonneur n'ont d'autre choix que de se donner la mort [Roesch, 2006 ; Landy, 2011 ; Sainath, 2012 ; Racine, 2015].

Tableau 5.12. Présentation des différentes sources d'emprunt disponibles dans les villages

Sources d'emprunt	Description	Taux d'intérêt	Flexibilité de remboursement	Préférence
<b>Formelle</b>				
Banque	Ensemble des institutions bancaires (banque commerciale, banque coopérative, <i>Sugar Mills Loan</i> ).	Moyen (de 4% pour les crédits agricoles accordés par les banques coopératives à 12 % pour les banques commerciales)	Faible	Elevé
SHG	Les <i>Self-Help-Groups</i> (SHG) ou « groupes d'entraide », sont des groupes d'épargnants et d'emprunteurs (composés de 15 à 20 femmes), permettant à des personnes habituellement exclues du marché du crédit formel d'accéder à des prêts bancaires.	Moyen (de 8% à 25% selon les types de SHG)	Faible	Moyen
<b>Semi-Formelle</b>				
Finance ( <i>moneylender</i> )	Prêteurs privés passant dans les villages, dont l'activité de prêt constitue l'activité principale.	Très élevé (à partir de 5 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit 60%)	Moyen	Faible
Prêteur sur gages ( <i>Pawn Broker</i> )	Le prêt sur gage est une pratique très ancienne, historiquement assurée par les castes marchandes (Chettiars et Marwaris) [Hardimann, 1996] ; elle concerne principalement l'or.	Élevé (environ 3 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit 36%)	Moyen	Faible
<b>Informelle</b>				
<i>Terinjavanga</i>	<i>Terinjavanga</i> signifie littéralement « personne que vous connaissez ». Les <i>Terinjavanga</i> sont le plus souvent des personnes aisées désireuses de placer leur surplus de liquidité. Ce sont le plus souvent des fonctionnaires, des commerçants, des propriétaires terriens, etc.	Moyen (2 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit 24%)	Élevé	Élevé
Famille	Ensemble des personnes constituant le réseau familial élargi du ménage.	Moyen (de 1 à 2 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit entre 12% et 24%)	Élevé	Élevé
Employeur	Ensemble de personnes liées à l'emprunteur par des relations hiérarchiques de travail.	Moyen (1 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit 12%)	Moyen	Élevé
<i>Maistry</i>	Recruteur de main d'œuvre assurant la relation entre l'employeur et les employés, le plus souvent dans le cadre des migrations circulaires (briquèteries, coupe de cannes à sucre principalement).	Les taux d'intérêt sont inclus dans le salaire	Élevé	Élevé
Collègues	Ensemble des personnes partageant la même activité que l'emprunteur.	Moyen (1 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit 12%)	Moyen	Moyen
Boutiquier	Les propriétaires des petits commerces du village disposent d'un cahier de compte où sont répertoriés les achats effectués à crédit.	Bas <sup>440</sup> (moins de 1 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit moins de 12%)	Moyen	Élevé
Amis	Ensemble des personnes constituant le réseau proche autre que la famille : voisins, amis, etc.	Moyen (1 <i>paisa</i> /roupie par mois, soit 12%)	Élevé	Élevé

Source : Auteur.

<sup>440</sup> Pour les boutiquiers, il est difficile d'évaluer le montant du taux d'intérêt, dans la mesure où les transactions sont en nature et une partie de l'intérêt est intégré au prix des produits vendus.



## 2.5. Spécificités des pratiques migratoires

La lecture du Tableau 5.13., représentant la distribution des ménages migrants et non-migrants, en fonction de la caste, de l'accessibilité et du type de substrat du village d'origine, fournit une première approche intéressante des pratiques migratoires de l'échantillon. Sur l'ensemble de celui-ci, 43,3% des ménages ont recours à la migration. Toutefois, les pratiques migratoires apparaissent extrêmement différenciées en fonction de la caste d'appartenance, mais également des caractéristiques des villages d'origine. Il semble en effet que l'accessibilité constitue un déterminant important du recours à la migration ou non dans les stratégies familiales d'emploi, dans la mesure où plus de 70% des ménages *Dalits* vivant dans un village enclavé ont recours à cette pratique, contre 52% et 29,3% pour ceux vivant respectivement dans des villages ayant une accessibilité moyenne et bonne<sup>441</sup>. D'autre part, pour les *Middle Castes*, le recours à la migration semble être beaucoup moins systématique que pour les *Dalits*, en particulier pour les ménages vivant dans des villages ayant une bonne accessibilité. Ce phénomène, présenté *supra*, tient principalement au fait que ces villages situés à proximité des centres urbains dynamiques ont connu sur les quarante dernières années une émigration des hautes castes ayant conduit à une redistribution des terres dont les principaux bénéficiaires ont été les *Vanniyars*<sup>442</sup> [Trouillet, 2010 ; Harriss *et al.*, 2010]. Il apparaît alors pour ces villages que seul un quart des ménages appartenant aux *Middle Castes*, désormais propriétaires de petites exploitations, ont recours à la migration. Enfin, on observe une distribution des pratiques migratoires assez stables pour les *Upper Castes* selon les différents niveaux d'accessibilité, avec une propension à migrer légèrement supérieure pour les villages reculés.

Le type de substrat du village (sec ou irrigué) joue également de manière différenciée sur les pratiques migratoires des ménages, en fonction de leur groupe social d'appartenance. Là encore, on observe une forte propension à migrer pour les *Dalits*, en particulier dans les zones irriguées où 60,8% des ménages comptent au moins un membre migrant. Le second fait marquant concernant le type de substrat du village concerne les *Upper Castes*. Il apparaît en effet qu'aucun ménage enquêté, issu de ce groupe social et vivant en zone irriguée, n'a recours à la migration. Ce phénomène s'explique par l'organisation du mode de vie villageois encore traditionnel, dans lequel les hautes castes encore présentes au village possèdent une

<sup>441</sup> Pour la mesure de l'accessibilité, voir le Tableau 5.1. *supra*.

<sup>442</sup> Cette fragmentation de la terre liée à l'exode rural des hautes castes et à l'avènement des *Vanniyars* comme nouvelle caste dominante ont été présentés dans la première section de ce chapitre.

grande partie – si ce n'est l'ensemble – des terres et n'ont alors pas la nécessité de diversifier leurs sources d'activités et de revenus en envoyant un ou plusieurs membres du ménage hors du village.

**Tableau 5.13. Distribution des ménages migrants et non-migrants par caste, en fonction de l'accessibilité et du type de substrat du village d'origine**

n = 379 (%)	Castes							
	<i>Dalits</i>		<i>Middle Castes</i>		<i>Upper Castes</i>		Ensemble	
	Mig- Non	Mig- Oui	Mig- Non	Mig- Oui	Mig- Non	Mig- Oui	Mig- Non	Mig- Oui
<b>Accessibilité</b>								
Mauvaise	29,7 <sup>a</sup>	<b>70,3<sup>b</sup></b>	68,2	31,8	<b>71,4</b>	28,6	49,5	50,5
Moyenne	48,0	52,0	50,0	50,0	<b>75,6</b>	24,4	58,1	41,9
Bonne	70,7	29,3	<b>73,9</b>	26,1	<b>75,0</b>	25,0	72,4	27,6
<b>Type de village</b>								
Sec	50,0	50,0	67,8	32,2	72,7	27,3	61,9	38,1
Irrigué	39,2	<b>60,8</b>	64,1	35,9	<b>100</b>	0	51,4	48,6
<b>Total</b>	44,0	56,0	65,7	34,3	75,0	25,0	56,7	43,3

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

Lecture : a : 29,7% des ménages *Dalits* vivant dans un village ayant une mauvaise accessibilité n'ont aucun membre migrant ; et b : 70,3% de ces ménages comptent au moins une personne ayant recours à la migration.

En complément de ces premiers résultats sur les pratiques migratoires des ménages, le Tableau 5.14. donne la distribution du nombre de membres migrants par ménage selon le groupe social d'appartenance. On constate alors que si les migrations individuelles constituent l'essentiel (83%) des migrations des ménages issus des *Middle Castes* et l'ensemble des migrations des ménages appartenant aux *Upper Castes*, plus de 25% des ménages *Dalits* ont au moins deux membres migrants. Cette différenciation tient principalement au fait que les activités migratoires ne sont pas les mêmes selon les groupes sociaux et que les migrations familiales, le plus souvent associées aux migrations saisonnières dans les briquèteries et pour la coupe de la canne à sucre, sont surreprésentées chez les ménages *Dalits*.

**Tableau 5.14. Nombre de migrant(s) par ménage et par caste**

Nbre migrants/ménage (%)	Castes			
	<i>Dalits</i>	<i>Middle Castes</i>	<i>Upper Castes</i>	Ensemble
	<i>n = 182</i>	<i>n = 137</i>	<i>n = 60</i>	<i>n = 379</i>
<b>0</b>	44,0	<b>65,7</b>	<b>75</b>	<b>56,7</b>
<b>1 et +</b>	<b>56,0<sup>a</sup></b>	34,3	25	<b>43,3</b>
dont 1 migrant	30,8	28,5	25	29,0
dont 2 migrants	17,0	5,1	0	10
dont 3 migrants et +	8,2	0,7	0	4,2
Total	100	100	100	100

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

Lecture : a : 56% des ménages *Dalits* comptent au moins un membre ayant recours à la migration.

Le Tableau 5.15. présentant la distribution des activités migratoires par ménage migrant et par caste fournie en ce sens des résultats assez marqués en fonction des groupes sociaux considérés. En effet, alors que plus de la moitié des ménages migrants *Dalits* migrent vers des activités saisonnières (briquèteries et coupe de cannes à sucre), seules 15% des migrations de ce groupe social concernent des migrations vers un emploi régulier.

La migration vers les briquèteries et la coupe de cannes à sucre, caractérisée par des conditions de vie (habitat précaire sur les lieux de migration, nourriture insuffisante et peu variée, etc.) et de travail (travail physique, durant la saison sèche où il fait très chaud, etc.) extrêmement dures, constitue une migration plutôt dévalorisée socialement et témoigne ainsi d'une certaine fragmentation sociale des migrations entre les différentes communautés.

La construction et l'emploi journalier dans des activités non-agricoles constituent par ailleurs les activités privilégiées des migrants appartenant aux *Middle Castes*. Des migrations vers des activités saisonnières sont également effectuées (19,1% des ménages migrants de ce groupe le font vers les briquèteries et 17% dans la coupe de cannes à sucre), mais elles concernent, comme nous l'avons vu *supra*, une proportion moindre de ménages. En effet, seul un tiers des ménages appartenant aux *Middle Castes* a recours à la migration en tant que stratégie familiale d'emploi. La forte proportion de ménages *Vanniyars* ayant une exploitation agricole justifie cette plus faible proportion de ménages migrants. Enfin, concernant les ménages migrants issus des *Upper Castes*, on observe que près de la moitié des migrations se font vers des emplois réguliers, le plus souvent vers les petits centres urbains environnants (Cuddalore ou Villupuram) ou les grandes villes de la région (Pondichéry, Chennai, Madurai, etc.). Nous notons toutefois la migration d'un ménage vers la coupe de cannes à sucre et de sept ménages

dans des activités de travailleur journalier (*coolie*). L'ensemble de ces ménages provient du village de Govulapuram qui constitue une spécificité de l'échantillon. Celui-ci a en effet la particularité d'abriter sous l'appellation de caste *Mudaliyar* (catégorisée *Upper caste* dans notre classification), deux sous-castes distinctes : les *Vellala Mudalyiars* et les *Kaikola Mudalyiars*<sup>443</sup>. Si les premiers font partie de la communauté agricole locale, les seconds, traditionnellement tisserands, constituent une caste dominante et assez prospère des régions de Salem, Erode et Coimbatore, bien que le gouvernement les référence comme *Backward Caste*. Ces spécificités rendent la classification de ces communautés assez difficile dans la hiérarchie de caste locale, dans la mesure où bien qu'elles ne constituent pas véritablement une *Upper Caste*, elles sont néanmoins supérieures à la caste des *Vanniyars* que nous avons classifiée comme *Middle Caste* locale. Ainsi, les diversités de situation et de pratiques migratoires de cette caste peuvent alors différer de celles des *Upper Castes* locales (notamment des *Reddiars*). Sur les sept ménages issus des *Upper Castes* ayant une activité migratoire relevant de l'emploi journalier (*coolie*), tous proviennent de cette caste et de ce village.

---

<sup>443</sup> Leurs noms proviennent des mots tamouls *kai* signifiant « de la main » et *kol* signifiant « métier à tisser ».

**Tableau 5.15. Distribution des activités migratoires par ménage migrant et par caste**

Principale Migratoire (%)	Activité Migratoire secondaire (%)	Castes			Ensemble <i>n = 164</i>
		<i>Dalits</i> <i>n = 102</i>	<i>Middle Castes</i> <i>n = 47</i>	<i>Upper Castes</i> <i>n = 15</i>	
<b>Briquèteries</b>		<b>34,3<sup>a</sup></b>	<b>19,1</b>	<b>0</b>	<b>26,8</b>
	Aucune	29,4	17,0	0	23,2
	Cannes à sucre	1,0	2,1	0	1,2
	Coolie	2,9	0	0	1,8
	Emploi régulier	1,0	0	0	0,6
<b>Cannes à sucre</b>		<b>21,6</b>	<b>17,0</b>	<b>6,7</b>	<b>18,9</b>
	Aucune	18,6	17,0	6,7	17,1
	Briquèteries	1,0	0	0	0,6
	Coolie	1,0	0	0	0,6
	Agri. coolie	1,0	0	0	0,6
<b>Construction</b>		<b>3,9</b>	<b>21,3</b>	<b>0</b>	<b>8,5</b>
	Aucune	3,9	21,3	0	8,5
<b>Coolie</b>		<b>22,5</b>	<b>27,7</b>	<b>46,7</b>	<b>26,2</b>
	Aucune	21,6	27,7	46,7	25,6
	Emploi régulier	1,0	0	0	0,6
<b>Agri. coolie</b>		<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0</b>	<b>1,8</b>
	Aucune	2,0	2,1	0	1,8
<b>Emploi Régulier</b>		<b>15,7</b>	<b>12,8</b>	<b>46,7</b>	<b>17,7</b>
	Aucune	15,7	12,8	46,7	17,7
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

Note : Nous ne raisonnons plus ici sur les 379 ménages de l'échantillon, mais uniquement sur les 164 ménages ayant au moins une activité migratoire. Sont considérées comme activités migratoires principales celles qui sont les plus génératrices de revenus pour le ménage.

Lecture : a : 34,3% des ménages migrants *Dalits* ont au moins une activité migratoire dans les briquèteries.

Pour conclure cette présentation descriptive des pratiques migratoires, il convient de décrire les caractéristiques propres à chaque type de migration. Le Tableau 5.16. détaille dans ce sens les spécificités des différentes activités migratoires. L'information ne porte alors plus sur les ménages, mais sur les migrations individuelles, dans la mesure où certaines variables comme la distance ou la durée moyenne sont difficilement agrégables au niveau familial, en particulier dans le cas où différentes formes de migrations sont présentes au sein d'un même ménage. Ainsi, nous pouvons voir que la distance moyenne pour les différentes activités migratoires est assez élevée, en particulier pour les emplois réguliers qui se font le plus souvent vers Chennai, Tiruchirapalli et dans une moindre mesure Bangalore. Les migrations

vers les briquèteries se font essentiellement vers Chengalpattu et Chennai, mais également, et de plus en plus, vers les villages environnants<sup>444</sup>. Les migrations concernant la coupe de cannes à sucre se font principalement vers Tanjore, Tiruchirapalli, Kullanchavadi et quelques ménages vont également dans le Kerala. Pour le reste, construction, emploi journalier non-agricole (*coolie*) et emploi régulier, les migrations sont le plus souvent à destination des grandes villes : Chennai, Pondichéry, Bangalore, Madurai, etc.

Les données portant sur la durée des migrations sont ici à analyser avec précautions. S'il semble que les migrations saisonnières (coupe de cannes à sucre et briquèteries) se fassent pour des durées moins importantes, elles ont la particularité d'être continues. En effet, les migrations vers des activités de construction ou d'emploi journalier (agricoles ou non), se font la plupart du temps sur des périodes assez courtes (entre quelques jours et quelques semaines), mais répétées. Des retours au village d'origine sont dans ce cas envisageables durant la période de migration. En revanche, dans la majorité des cas, les migrants saisonniers quittent le village pour plusieurs mois<sup>445</sup> et ils ne peuvent que très rarement rentrer au village durant la période de migration. L'activité étant assez fortement dépendante des aléas climatiques, s'enchaînent de manière difficilement prévisible des périodes d'arrêt de l'activité et des périodes d'activité intense. Quitter la zone de migration est alors souvent interdit par les *maistry* ou employeurs, qui souhaitent garder une main d'œuvre disponible et efficace sur l'ensemble de la saison sèche, d'autant plus que les migrations saisonnières se font généralement à plusieurs centaines de kilomètres du village d'origine.

En ce qui concerne les niveaux de revenu moyens, il apparaît que les revenus issus des migrations vers un emploi régulier (administratif par exemple) et les emplois journaliers non-agricoles (concierge dans un hôtel, serveur, etc.), sont plus élevés que dans les autres types d'activités.

Par ailleurs, l'avance constitue de manière assez marquée une caractéristique fondamentale des activités saisonnières<sup>446</sup>. Elle provient dans l'ensemble des cas d'un intermédiaire de main d'œuvre, le *maistry*, qui assure le lien entre les migrants et les employeurs. Les montants de l'avance sont beaucoup plus élevés pour les migrations saisonnières – et en particulier pour les briquèteries – pour lesquelles l'avance constitue, plus encore que le salaire à la pièce, le

---

<sup>444</sup> Nous avons en effet pu observer un nombre croissant de micro-unités de production de briques au sein même des villages ou dans les villages alentour, nous reviendrons plus en détail sur ce phénomène dans le dernier chapitre de la thèse.

<sup>445</sup> Nos études qualitatives ont montré que la durée la plus fréquente de migration dans les briquèteries tendait vers six mois.

<sup>446</sup> Cf. première section de ce chapitre.

cœur du processus de recrutement et de paiement des travailleurs<sup>447</sup>. Pour les autres types d'activités, le recours à une avance est beaucoup moins systématique. Si la moitié des migrants vers un emploi régulier en bénéficie, elle est le plus souvent octroyée directement par l'employeur et est considérée comme une participation aux frais de transport et/ou d'installation.

Enfin, nous pouvons identifier un dernier point notable portant sur le nombre de migrants par ménage et par activités. Si la grande majorité des migrations vers des emplois journaliers et réguliers s'effectuent de manière individuelle, il apparaît clairement que les migrations saisonnières, et là encore plus particulièrement les migrations vers les briquèteries, sont plutôt des migrations de type familiale.

**Tableau 5.16. Caractéristiques moyennes des différentes activités migratoires**

Activité	Distance (km)	Salaire annuel (INR)	Durée (Mois)	Avance sur salaire (%)		Montant de l'avance (INR)	Nbre de migrants par ménage
				Non	Oui		
Briquèteries	152	27 354	3,4	44	56	21 855	2,2
Cannes à sucre	121	24 324	3,8	19	81	15 765	1,3
Construction	117	30 928	4,1	20	80	5 750	1,1
Coolie	229	40 255	4,8	88	12	7 083	1,0
Agri. Coolie	184	24 000	2,8	75	25	750	1,0
Emploi Régulier	286	56 850	5,8	50	50	5 324	1,1
Ensemble	201	23 456	4,1	48,8	51,2	15 669	1,4

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

Note : Les données de ce tableau sont des moyennes effectuées sur les 242 migrations observées au sein des 164 ménages migrants constitutifs de l'échantillon. Les niveaux de revenu et d'avance sont exprimés par migrant adulte participant à la migration.

Les premiers éléments de lecture et d'analyse présentés dans cette section nous ont permis de décrire et de contextualiser les pratiques locales en termes d'emploi, de pratiques financières, de migration et d'éducation dans la zone d'enquête. Il ressort de ceux-ci que malgré une amélioration notable des conditions de vie et d'emploi des populations *Dalits*, de fortes segmentations sociales, économiques et spatiales perdurent dans cette zone rurale du Tamil Nadu. En termes d'emploi, une persistance des inégalités de caste peut être observée. Si les *Vanniyars* ont pu se distinguer en accédant à la terre, une bonne partie des ménages *Dalits*

<sup>447</sup> Guérin *et al.* [2007], à partir d'une étude menée sur des briquèteries du Tamil Nadu, ont mis en évidence le fait que le pouvoir de négociation des travailleurs s'exerce essentiellement sur les avances. Cette observation apparaît d'autant plus vraie que le salaire à la pièce est souvent encadré régionalement et est par conséquent peu flexible.



continuent d'être dépendante des travaux agricoles journaliers. On observe toutefois une diversification des activités accrue chez ces derniers, notamment permise par la migration vers les petits centres dynamiques de la zone ou dans des filières de migration organisée. Il semblerait d'autre part que l'accessibilité des villages et le type de substrat constituent des éléments déterminants des logiques d'emploi.

## **Conclusion**

Les changements structurels opérant aux niveaux social, économique et politique que nous avons présentés dans ce chapitre nous ont servi à contextualiser notre étude de terrain dans le cadre du monde rural tamoul. En effet, l'ensemble de ces changements structurels (processus de libéralisation, d'industrialisation, d'urbanisation, transformations des relations de pouvoir, etc.) a conduit à une réorganisation du marché du travail dont une des composantes, la migration, revêt un caractère particulier. C'est donc sur la base de ces éléments que nous pouvons à présent nous tourner vers une étude plus approfondie des mouvements migratoires au Tamil Nadu.



## Chapitre 6. Diversité des formes de migration

### Introduction

Le monde rural indien, bien qu'en proie à de nombreux changements structurels d'ordres économiques, sociaux, politiques, etc. (cf. Chapitre 5), demeure encore marqué par une forte prédominance agricole. Kotwal *et al.* [2011] soulignent en effet que si la part de l'agriculture dans le PNB est passée de 39% en 1983-1984 à 20% en 2004-2005, la part de l'emploi agricole n'a, elle, diminué que de 68% à 58% sur la même période. Les auteurs soutiennent alors l'idée que « *an important component of growth - moving labor from low to high productivity activities - has been conspicuous by its absence in India. Also, as the labor to land ratio grows, it becomes that much more difficult to increase agricultural wages and reduce poverty* » [Op. Cit. : 1195]. Les pressions qui s'exercent sur le monde rural<sup>448</sup> ne semblent cependant pas remettre en cause le mode de vie villageois<sup>449</sup> et malgré l'attrait des lumières de la ville, nous sommes loin d'assister en Inde à un véritable exode rural. Le potentiel afflux de millions de migrants ruraux vers les villes constitue une vraie source de préoccupation pour les décideurs indiens, et si demain le taux d'urbanisation était amené à rejoindre ceux des autres BRICS<sup>450</sup>, les conséquences sur le tissu social et la structure économique du pays en seraient alarmantes [Mahadev et Racine, 1994 : 5]. Il en va de même pour la structure d'urbanisation des villes et l'équilibre politique du pays. Ainsi, sont menées en parallèle des politiques de développement promouvant l'*India Shining*<sup>451</sup> et la réussite économique des grandes villes indiennes, des politiques visant au développement simultané des zones rurales, afin de contrôler les flux de migration rural-urbain. En complément de la « révolution verte » menée dans les années soixante-dix, a en effet été adoptée une série de programmes de développement destinés à adjoindre aux effets de la croissance agricole, de nouvelles ressources susceptibles de maintenir en milieu rural une large part de la population

<sup>448</sup> Agrawal et Chandrasekhar [2015] notent que 27% des agriculteurs considèrent l'activité agricole comme non-rentable<sup>448</sup> [Government of India, 2003], et 40% d'entre eux souhaiteraient arrêter cette activité pour de meilleures opportunités dans les secteurs non-agricoles [Government of India, 2005].

<sup>449</sup> Voir notamment Racine [1994] sur l'attachement au mode de vie villageois.

<sup>450</sup> Les données Banque Mondiale de 2011 donnent un taux d'urbanisation de 51% en Chine, 63% en Afrique du Sud, 74% en Russie et 85% au Brésil contre 31% en Inde, distinguant alors cette dernière des autres géants démographiques.

<sup>451</sup> L'expression *India Shining* (ou « l'Inde qui brille ») se réfère au slogan utilisé par le *Bharatiya Janata Party* (BJP) lors des élections de 2004. Cette expression, symbole de l'optimisme économique de l'Inde du début des années 2000 représente de manière plus générale le rayonnement international de l'Inde (notamment via les secteurs de l'informatique, du cinéma, etc.).

qui risquerait, sans cela, de dangereusement grossir les bidonvilles des grandes métropoles [Mahadev et Racine, 1994 : 5].

Face à un relatif déclin de l'activité agricole et à la croissance des secteurs plus modernes, la théorie économique [Lewis, 1954 ; Harriss-Todaro, 1970] postule une sortie du secteur agricole d'une large part de ses travailleurs et une transition vers les secteurs plus modernes, accompagnée par une migration massive vers les villes. Or, il semblerait qu'une autre voie se soit mise en œuvre en Inde à travers les mécanismes de migration de court terme. Les données du NSSO de 2007-2008 estiment en effet à 12,6 millions le nombre de migrants de court terme en Inde. Il apparaît ainsi, et ce malgré une sous-évaluation certaine de ces phénomènes<sup>452</sup> [Skeldon, 1986 ; Deshingkar et Farrington, 2009 ; Dupont et Landy, 2010], que se soient mis en place des substituts à la migration définitive en ville, marqués par le développement des phénomènes de navettes et autres formes de migrations circulaires [Dupont et Lelièvre, 1993 : 466].

Les mobilités entre zones urbaine et rurale ou de zone rurale à zone rurale se sont effectivement beaucoup développées au cours des dernières décennies. Un certain nombre de raisons ont participé à modifier les pratiques migratoires. Premièrement, le développement d'emplois urbains non-agricoles dans le secteur informel, qui peuvent être compatibles avec des visites régulières au village d'origine, a ouvert la possibilité pour les circulants de travailler à la fois dans les secteurs urbain et rural, et a permis une diversification des sources de revenus et des risques au sein du ménage. D'autre part, la saisonnalité de certains travaux agricoles nécessitant des pics de main-d'œuvre a également participé à l'augmentation des flux intra-ruraux. Ces formes d'activités saisonnières, notamment induites par un mode de production et d'accumulation capitaliste, ont en effet produit de nouvelles formes de relation de travail institutionnalisant la circulation comme une pratique faisant désormais partie intégrante de l'organisation du travail dans les zones rurales indiennes<sup>453</sup> [Breman, 1978, 1996 ; Picherit, 2007]. Comme le souligne par ailleurs Sen Gupta [2011], le faible encadrement des relations de travail des migrations temporaires participe également à asseoir ces formes d'emplois précaires et la nécessaire circulation des populations les plus

<sup>452</sup> « L'appréciation à leur juste mesure des mobilités circulaires a été, et demeure en Inde, obscurcie par l'inadéquation des systèmes nationaux de production de statistiques démographiques, recensements et enquêtes auprès des ménages » [Dupont et Landy, 2010 : 19].

<sup>453</sup> « Seasonal migration of labour is nothing new to India, but its present character and scale are indicative of a far-reaching transformation in the countryside: a change to new production relationships » [Breman, 1978 : 1317].

vulnérables. Notons cependant que de fortes logiques de segmentation (selon la caste, la classe, le genre et/ou l'espace) sont à l'œuvre dans ces pratiques migratoires et que tous les ménages n'ont pas un égal accès aux diverses formes de migration [Harriss-White, 2003 ; Lerche, 2010 ; Guérin, Venkatasubramanian et Michiels, 2015]. Enfin, nous pouvons souligner que l'amélioration du réseau routier et des moyens de transport collectifs (bus, minibus, taxis, trains) et individuels (bicyclettes, motos, autos), a largement contribué à l'intensification de la circularité [Hugo, 2003 : 126-128 ; Bruneau, 2009 : 121-122].

Ces éléments et le développement de pratiques migratoires notamment de courts termes, nous invitent à questionner la diversification des pratiques migratoires dans le monde rural tamoul. Il existe en effet une multitude de formes de migration dont chacune répond à des caractéristiques et à des logiques propres<sup>454</sup>. L'analyse du phénomène migratoire, ou plutôt des phénomènes migratoires, doit donc s'attacher à identifier « qui » part, mais également et surtout dans quelles circonstances, en raison de quels déterminants, etc. Ainsi, plutôt que de rechercher ce qui fait d'un ménage un ménage migrant ou non, il s'agit dans ce chapitre de s'intéresser à la diversification des pratiques migratoires et aux conditions associées aux différentes pratiques, dans le contexte du monde rural tamoul.

Nous présenterons donc, dans un premier temps, une analyse des déterminants de la migration à partir d'un modèle *probit*, habituellement utilisé dans de telles études, dont nous exposerons les principales limites, notamment son caractère inapproprié dans le cas du monde rural tamoul (*Section 1.*). À partir de ces enseignements, nous proposerons une nouvelle méthode d'analyse, non plus exclusivement basée sur les déterminants d'un phénomène migratoire unique, mais sur les différentes pratiques migratoires qui peuvent prendre forme dans le monde rural tamoul. Pour cela, nous mobiliserons des outils issus de la statistique exploratoire multidimensionnelle (SEM) permettant l'identification d'une diversité de formes de migration répondant à des profils différents (*Section 2.*). L'intérêt de cette approche est d'offrir, par le biais d'une méthode de classification, une analyse multidimensionnelle *ex post* et non *ex ante* des pratiques migratoires, permettant l'identification de profils de migration et de ménages migrants. Enfin, dans une dernière section, nous proposerons une analyse croisée des profils identifiés, afin de mettre en évidence cette diversité de pratiques migratoires et d'en décrypter les logiques sous-jacentes (*Section 3.*).

<sup>454</sup> Comme le souligne Kalam [1994 : 66], « *qui migre (individus ou groupes), mais aussi la nature de la migration, sa durée et sa destination, résultent d'une combinaison de facteurs* » (souligné par nos soins).

## Section 1. Analyse des déterminants de la migration : une analyse probabiliste

Comprendre les phénomènes migratoires nécessite une réflexion sur les causes et les déterminants de ces mouvements. En effet, s'il est désormais admis que les pratiques migratoires, notamment de courts termes, constituent une pratique courante dans les stratégies d'emploi des ménages [De Haan, 1999], nous pouvons nous demander quels sont les déterminants expliquant le recours ou non à cette pratique. Nous allons donc dans cette première section mobiliser une analyse probabiliste des déterminants de la migration, à partir des données issues du questionnaire du programme RUME. Pour cela, nous présenterons dans un premier temps les principaux éléments de méthode des modèles dichotomiques (1.). Dans un second temps, après avoir présenté quelques enseignements issus de la littérature (2.1.), nous introduirons la spécification de notre modèle (2.2.). Enfin, dans une dernière sous-section, nous discuterons les résultats obtenus en identifiant les principales limites d'une telle approche (2.3.).

### 1. Présentation du modèle *probit* simple

Historiquement, l'étude des modèles décrivant des variables qualitatives date des années 1940-1950. Les travaux les plus marquants de cette époque sont ceux de Berkson [1944, 1951] consacrés notamment aux modèles dichotomiques simples (modèles *logit* et *probit*). Les premières applications ont alors essentiellement été menées dans le domaine de la biologie, de la sociologie et de la psychologie. C'est avec les travaux de MacFadden [1974] et de Heckman [1979] que ces modèles ont été utilisés pour la première fois pour décrire des données économiques [Hurlin, 2003 : 3].

Le modèle *probit* fait partie, comme le modèle logistique, de la famille des modèles de régression pour variables dépendantes dichotomiques [Ouellet *et al.*, 2005 : 31-34]. Cette technique de modélisation permet de prédire et/ou d'expliquer les valeurs d'une variable catégorielle binaire  $Y$  (variable dépendante) à partir d'une collection de variables  $X$  continues ou binaires (variables indépendantes). Ainsi, lorsque la variable dépendante est une variable qualitative, le modèle *probit* permet d'identifier à quelle catégorie de la variable dépendante renvoie les valeurs prises par les variables explicatives. La valeur de  $Y$  va alors dépendre des valeurs prises par l'ensemble des  $k$  variables explicatives  $X_1, X_2, \dots, X_k$ .  $Y$ , la variable à

expliquer est dite binaire et ne peut donc prendre que deux modalités : 1, lors de la survenue de l'évènement ( $Y = 1$ ), 0 sinon ( $Y = 0$ ). Le modèle *probit* s'écrit donc ainsi :

$$y_i^* = \beta_0 + \beta X_i + \varepsilon_i$$

Où  $y_i^*$  désigne une variable latente<sup>455</sup>,  $\beta_0$  la constante,  $\beta$  les coefficients à estimer,  $X_i$  les  $k$  variables explicatives pour l'individu  $i$  et  $\varepsilon_i$  les termes d'erreurs, supposés indépendants et normalement distribués. L'avantage principal de cette méthode est donc de résumer toute l'information pertinente relative à un évènement et de lui assigner une mesure de probabilité [Hurlin, 2003 : 30-31]. Notons enfin que le modèle *probit* est généralement estimé par l'estimateur du maximum de vraisemblance<sup>456</sup>.

## 2. Les déterminants de la migration

Après avoir présenté une brève revue de la littérature sur l'analyse des déterminants de la migration en Inde utilisant le modèle de régression logistique (2.1.), nous introduirons une application de cette méthode effectuée à partir de nos données (2.2.), dont nous discuterons les résultats et limites dans une dernière sous-section (2.3.).

### 2.1. L'analyse des déterminants de la migration dans la littérature

Le recours à des modèles dichotomiques (*logit* et *probit*) dans l'étude des déterminants de la migration en Inde a donné lieu à une riche littérature microéconomique. Nous ne présenterons pas ici une revue détaillée de ces travaux, qui sortirait alors du champ d'étude de ce chapitre, mais nous nous concentrerons néanmoins sur deux études, dont l'application et les résultats vont nous servir de référence dans la construction de notre démarche conceptuelle et de notre modèle économétrique.

Agrawal et Chandrasekhar [2015], à partir des données issues du 64<sup>ème</sup> round du NSSO de 2008, ont proposé un modèle logistique portant sur les déterminants des migrations de court

<sup>455</sup> La méthode *probit* est construite selon le principe que le phénomène observé est la manifestation visible d'une variable latente  $y_i^*$  inobservable qui, elle, est continue.

<sup>456</sup> Pour une présentation détaillée de cet estimateur, voir Hurlin [2003 : 26-30].



terme. Leur modèle, assez élaboré, intègre, en plus des variables usuelles de caractérisation des ménages (groupe social, religion, taille du ménage et nombre d'enfants), la principale activité du ménage (celle représentant plus de 50% du revenu total du ménage) et des caractéristiques individuelles du migrant (âge, éducation, compétence, genre et statut marital). Enfin, les auteurs ajoutent des *dummies* de localisation de l'État de résidence, afin de contrôler les variations géographiques, et une variable reflétant la concentration de main d'œuvre dans un secteur d'activité particulier au niveau des districts de destination. Leur étude montre que la concentration de main d'œuvre dans le secteur de la construction par rapport aux autres secteurs (agriculture, service et industrie) favorise la migration de court terme. Les auteurs remarquent également qu'en lien avec la littérature, la principale activité du ménage joue un rôle important dans la probabilité de migrer. En l'occurrence, le fait que le ménage relève principalement de l'emploi agricole augmente la probabilité de migrer<sup>457</sup>. En ce qui concerne l'accès à la terre, il apparaît que si le fait d'avoir une terre inférieure à deux acres augmente la probabilité de migrer, cette dernière devient, pour les ménages ayant plus de deux acres, d'autant plus faible que la taille de la terre possédée par le ménage est grande. Il ressort également de leur analyse que les niveaux d'éducation les plus élevés sont négativement associés à une probabilité de migrer pour une courte période<sup>458</sup>. Enfin, la taille du ménage semble agir négativement sur la probabilité d'avoir recours à une migration de court terme et l'appartenance aux groupes sociaux historiquement les plus désavantagés (*Scheduled Caste*, *Scheduled Tribe* et *Other Backward Class*) a, elle, un fort impact positif et significatif sur la probabilité de migrer.

À partir d'une étude menée en Andhra Pradesh et au Madhya Pradesh, Deshingkar et Start [2003] ont proposé un modèle logistique des déterminants de la migration. Leur modèle, assez condensé par rapport au modèle précédent, retient comme variables exogènes la valeur de la terre, du cheptel de bétail et des biens agricoles (tracteurs, outils, etc.), trois variables binaires correspondant aux différents groupes sociaux d'appartenance des ménages (*Scheduled Tribe*, *Scheduled Caste* et *Backward Caste* en référence à un groupe « Autre Caste »), et deux variables de contrôle qui sont la taille du ménage et son ratio de dépendance. Leur étude fait apparaître des résultats différenciés selon l'État considéré. Alors qu'une valeur

<sup>457</sup> « *The odds ratios for all household types [en termes d'activité principale du ménage] relative to agricultural labour are less than one. This implies that individuals from agricultural labour households are more likely to be short term migrants than individuals from other types of households* » [Agrawal et Chandrasekhar, 2015 : 8].

<sup>458</sup> Les auteurs confrontent ces résultats sur l'éducation avec d'autres études et notent que : « *Haberfeld et al. (1999) observe that the chances of temporary migration decline with an increasing level of education in the Indian context. Görlich and Trebesch (2008) find that low-skilled workers migrate seasonally* » [Agrawal et Chandrasekhar, 2015 : 9].

supérieure des biens agricoles et de la terre possédée diminue la probabilité de migrer au Madhya Pradesh, les auteurs observent qu'en Andhra Pradesh, une meilleure dotation en biens agricoles augmente la probabilité de migrer, la valeur de la terre n'étant alors pas significative<sup>459</sup>. Il apparaît également, et ce pour les deux États, qu'avoir un plus grand ratio de dépendance, un ménage plus grand et appartenir à un groupe social différent des « Autres Castes » (en particulier appartenir aux *Scheduled Tribes*) augmente la probabilité de migrer. Comme pour les modèles précédents, leur étude montre que la probabilité de migrer est plus grande pour les ménages ayant une petite terre ou une terre marginale plutôt que des terres supérieures à deux acres.

Au-delà de l'intérêt intrinsèque de leur application, un enseignement intéressant de leur analyse consiste à montrer que les déterminants de la migration sont loin d'être universels et que les logiques à l'œuvre peuvent différer selon les États<sup>460</sup>. Ceci témoigne alors d'une réelle diversité de situations et de pratiques sur le territoire indien.

## 2.2. Spécification du modèle

À partir des travaux évoqués *supra*, nous avons construit, en utilisant les données micro-locales du programme RUME, un modèle de régression *probit*<sup>461</sup> permettant d'étudier les déterminants de la migration de travail dans cette zone du Tamil Nadu.

La qualité du modèle repose sur le choix des variables retenues lors de sa construction. Ce choix a ici été guidé par la connaissance du terrain et une revue de littérature sur la thématique étudiée. Pour notre estimation, nous avons ainsi retenu comme variable endogène le fait que les ménages étudiés aient recours, ou non, à la migration<sup>462</sup>, la variable prenant alors la valeur « 1 » si au moins une personne du ménage a eu recours à la migration au cours de

<sup>459</sup> « *The regression analysis for MP shows that there is a significant negative relationship between land owned and migration, i.e. the more the land owned the less the household is likely to migrate. In AP the opposite is seen but the results are not significant* » [Deshingkar et Start, 2003 : 12].

<sup>460</sup> Une étude similaire a été réalisée à partir de données du 64<sup>ème</sup> round du NSSO par Singh *et al.* [2011]. Les auteurs se sont concentrés sur deux États, l'Uttar Pradesh et le Bihar, et ont de la même manière montré que les déterminants de la migration peuvent différer d'un État à l'autre.

<sup>461</sup> Nous avons également estimé un modèle *logit*. Les résultats étant quasi-similaires (la différence entre les deux modèles reposant uniquement sur la forme de la fonction de répartition retenue), nous avons opté pour le modèle *probit*, qui nous permettait, comme nous allons le voir, d'intégrer une correction d'endogénéité.

<sup>462</sup> Est considéré comme ayant recours à la migration, un ménage dont au moins un des membres a quitté le foyer pour une activité rémunérée au cours de l'année écoulée, pour une durée supérieure à une journée. Cette définition large de la migration permet d'appréhender des formes de migrations de court terme, largement sous-évaluées par la statistique nationale, mais qui constituent pourtant une part non-négligeable des mouvements migratoires en Inde.

l'année écoulée et « 0 » sinon. Pour étudier ce phénomène migratoire, nous avons mobilisé un ensemble de variables explicatives regroupées en trois blocs, détaillés ci-dessous (le tableau 6.1., récapitulatif de l'ensemble des variables retenues est présenté en fin de sous-section).

Le premier bloc de variables est constitué de divers éléments relatifs aux caractéristiques sociodémographiques des ménages. Ainsi, a été retenue la **caste** d'appartenance du ménage<sup>463</sup>, qui présente trois modalités : *Middle Caste*, *Upper Caste* et *Dalit*, qui sera notre modalité de référence. L'**âge du chef de famille** et le carré de celui-ci sont considérés afin d'observer s'il existe une relation, éventuellement non-linéaire, entre l'âge du chef de famille et la probabilité de migrer<sup>464</sup>. Nous pouvons en effet supposer que comme l'ont montré les travaux de Sjaastad [1962], la probabilité de migrer décroît à partir d'un certain âge. Nous avons également intégré le niveau d'**éducation du chef de famille**, en opérant une distinction entre ceux ayant au moins fini leur secondaire, ceux ayant fini leur éducation primaire et ceux n'ayant pas d'éducation (modalité de référence). La structure du ménage est également prise en compte sous la forme d'une variable dichotomique (ou *dummy*) prenant la valeur « 1 » si le ménage a un **taux d'activité**<sup>465</sup> supérieur à 50% (indiquant alors un nombre d'actifs supérieur au nombre de personnes dépendantes) et « 0 » sinon. A également été retenue la principale activité du ménage (ou l'activité la plus rémunératrice au niveau du ménage), pouvant prendre quatre modalités : agriculture, travail indépendant, emploi régulier et emploi journalier (ou *coolie*, qui constituera notre modalité de référence). Cette variable revêt une importance particulière dans la mesure où elle constitue un élément central dans la caractérisation des types de ménages, notamment dans l'étude des migrations de travail. Enfin, nous avons introduit la taille de la terre possédée par le ménage. Plutôt que d'envisager la variable en valeur absolue, dont l'amplitude apparaissait relativement faible, nous l'avons discrétisée.

<sup>463</sup> Bien que le système de caste ait été officiellement aboli en 1950 avec l'adoption de la Constitution Indienne, « la caste est une forte composante de l'identité et dessine le cadre de la société indienne » [Kalam, 1994 : 63], en particulier en milieu rural.

<sup>464</sup> Nous n'avons pas introduit de variable spécifiant le genre dans la mesure où pour 95% des observations, le chef de famille est un homme ; ni de variables portant sur la religion dans la mesure où sur les 379 ménages de l'échantillon, seuls huit ne sont pas hindous (sept ménages musulmans et un ménage chrétien). Enfin, n'ayant qu'un seul ménage dont la situation familiale du chef de famille n'est pas « marié » (veuve), le statut matrimonial n'a pas été retenu comme variable indépendante.

<sup>465</sup> Le ratio de dépendance d'un ménage, représentant le rapport du nombre d'individus supposés dépendre des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge, est habituellement utilisé pour étudier la structure du ménage. Nous lui avons cependant préféré le taux d'activité du ménage, rapportant le nombre de personnes en âge de travailler sur le nombre de personnes composant le ménage. Si les logiques de ces deux indicateurs sont très proches l'une de l'autre, la principale différence tient au seuil de basculement pour l'interprétation, qui est alors de « 0,5 » (et non plus « 1 » comme pour le ratio de dépendance).

Ainsi, sont considérées comme « marginales » les terres inférieures à une acre<sup>466</sup>, « petites » celles comprises entre une et deux acres et « moyennes » celles comprises entre deux et dix acres. Ces modalités sont appréhendées en référence à une quatrième modalité qui est l'absence de terre.

Le second bloc de variables porte plus particulièrement sur les caractéristiques du village d'origine. Ainsi, le type de substrat du village (variable dichotomique prenant la valeur « 1 » si le village est situé en zone irriguée et « 0 » sinon) et le degré d'accessibilité<sup>467</sup> de ce dernier ont été intégrés au modèle.

Enfin, dans le dernier bloc, nous avons introduit une variable mesurant le revenu annuel du ménage mesuré en roupies et exprimées en log, mais cette variable nécessite, comme nous allons le voir, une attention particulière.

Notre spécification empirique correspond donc à un modèle *probit* qui établit un lien entre la probabilité de migration des ménages étudiés et les différentes variables mesurant les caractéristiques sociodémographiques et socio-économiques de ceux-ci, ainsi que les caractéristiques de leurs villages. L'équation estimée est donc spécifiée ainsi :

$$y_i^* = \alpha_0 + \beta_1 X1_i + \beta_2 X2_i + \beta_3 X3_i + \varepsilon_i$$

Avec  $y_i^*$  la variable latente,  $\alpha_0$  la constante,  $\beta_1$  les coefficients associés aux variables sociodémographiques ( $X1_i$ ),  $\beta_2$  les coefficients associés aux variables de contrôle des villages ( $X2_i$ ),  $\beta_3$  les coefficients associés aux variables socio-économiques ( $X3_i$ ) et enfin  $\varepsilon_i$  les termes d'erreur du modèle<sup>468</sup>.

<sup>466</sup> Rappelons ici qu'une « acre » est une unité de mesure de superficie qui correspond à 0,405 hectare.

<sup>467</sup> Comme évoqué *supra*, le degré d'accessibilité est mesuré en fonction de l'éloignement des petits centres urbains de la zone d'enquête et de la fréquence des moyens de transport reliant les villages aux petites villes environnantes.

<sup>468</sup> Pour information, la matrice des corrélations des variables composant le modèle est présentée à l'annexe 6.1.

Tableau 6.1. Présentation des variables composant le modèle Probit

Variables	Description	Codage
<b>Variable endogène</b>		
MigrationDum	<i>Dummy</i> ménage migrant	0 : Non ; 1 : Oui
<b>Variables exogènes</b>		
Caste (Ref : Dalit)	Caste du ménage	
MiddleCaste	<i>Dummy</i> Middle caste	0 : Non ; 1 : Oui
UpperCaste	<i>Dummy</i> Upper caste	0 : Non ; 1 : Oui
Âge	Âge du chef de famille	Variable continue
Âge <sup>2</sup>	Âge du chef de famille au carré	Variable continue
Educ CdF (Ref : No Educ)	Éducation du chef de famille	
EducPrim	<i>Dummy</i> éducation primaire du chef de Famille	0 : Non ; 1 : Oui
EducSec&Sup	<i>Dummy</i> éducation secondaire ou supérieure du chef de Famille	0 : Non ; 1 : Oui
Rdpdce	<i>Dummy</i> Taux d'activité > 0,5	0 : Non ; 1 : Oui
PpaleActiMen (Ref : Travail journalier)	Principale activité du ménage	
Agriculture	<i>Dummy</i> Agriculture	0 : Non ; 1 : Oui
Travail Indépendant	<i>Dummy</i> Travail Indépendant	0 : Non ; 1 : Oui
EmpReg	<i>Dummy</i> Emploi régulier	0 : Non ; 1 : Oui
Terre (Ref : Sans terre)	Taille de la terre possédée par le ménage	
TerreMar	<i>Dummy</i> Terre marginale (<1 acre)	0 : Non ; 1 : Oui
PetiteTerre	<i>Dummy</i> Petite Terre (1-2 acres)	0 : Non ; 1 : Oui
TerreMoyenne	<i>Dummy</i> Terre moyenne (>2 acres)	0 : Non ; 1 : Oui
AccessVillage (Ref : Mauvaise accessibilité)	Degré d'accessibilité du village	
AccessMoyenne	<i>Dummy</i> Accessibilité moyenne du village	0 : Non ; 1 : Oui
AccessBonne	<i>Dummy</i> Bonne accessibilité du village	0 : Non ; 1 : Oui
VillageIrr	<i>Dummy</i> Village irrigué	0 : Non ; 1 : Oui
LogRevAn	Revenu annuel du ménage en roupies (exprimé en log)	Variable continue

Source : Auteur.

### 2.3. Résultats et discussions

À partir des variables présentées *supra*, nous avons estimé le modèle *probit* analysant les déterminants de la migration de travail. Pour cela, nous avons introduit pas à pas les différents blocs constitutifs du modèle, afin de tester la stabilité de ce dernier. On observe alors une relative stabilité dans les différentes estimations et une qualité croissante de ces dernières mesurées par le pseudo- $R^2$  lors de l'ajout successif des différents blocs.

Le tableau 6.2. présente les coefficients estimés, les erreurs-types et les tests de significativité des variables du modèle dont la lecture permet une analyse des déterminants de la migration. Cependant, la relation entre la migration et les caractéristiques des ménages peut-être biaisée par la présence de variables explicatives endogènes. En effet, nous pouvons par exemple supposer un effet de causalité inverse entre le revenu et la migration, puisqu'un revenu annuel élevé peut-être le fait d'une activité migratoire fortement rémunératrice et inversement, un faible niveau de revenu peut être un déterminant de la migration. Pour pallier ce problème, nous avons adopté une procédure de variable instrumentale. Pour cela, nous avons dans un premier temps envisagé d'utiliser le revenu moyen du village d'origine comme variable instrumentale, mais la présence de biais de sélection (principalement liés à de faibles échantillons par village) nous est apparue comme rédhibitoire. Nous avons donc décidé d'utiliser comme variable instrumentale le niveau d'endettement, que nous supposons avoir une relation forte avec le niveau de revenu du ménage<sup>469</sup> et un impact direct limité sur la migration. En effet, le recours à l'endettement pour des dépenses quotidiennes, productives ou sociales constitue, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, une pratique largement répandue dans le milieu rural tamoul<sup>470</sup>. Nous pouvons alors légitimement supposer que l'impact du niveau d'endettement sur la probabilité de migrer transite principalement par le niveau de revenu. Ainsi, afin de vérifier et corriger d'éventuels biais d'endogénéité, nous reprenons la régression spécifiée dans le modèle standard (le modèle 3), en utilisant un modèle *probit* avec régresseurs endogènes<sup>471</sup> (ou *probit model with endogenous covariates*), dont les résultats des estimations sont présentés dans le tableau 6.2., et ceux de l'équation de premier rang reportés dans l'annexe 6.3.

<sup>469</sup> Nous observons une corrélation significative entre les deux variables (voir en annexe le tableau 6.1. présentant la matrice des corrélations des variables composant le modèle).

<sup>470</sup> Sur l'importance du recours à l'avance dans le mode de vie rural tamoul voir, entre autres, Guérin Roesch, Michiels et Venkatasubramanian [2012].

<sup>471</sup> Les estimations ont été réalisées avec la commande *ivprobit* du logiciel Stata 12.1.

Tableau 6.2. Modèles Probit et IVProbit sur les déterminants de la migration

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6
	<i>Probit</i>	<i>Probit</i>	<i>Probit</i>	<i>Probit</i>	<i>Probit</i>	<i>IVProbit</i>
Variables Indépendantes	Coef. (SE)	Coef. (SE)	Coef. (SE)	Coef. (SE)	Coef. (SE)	Coef. (SE)
Caste (Ref : Dalit)						
Middle Caste	-0,306* (0,165)	-0,324* (0,167)	-0,355** (0,173)	-0,363** (0,17)	-0,371** (0,175)	-0,351** (1,712)
Upper Caste	-0,277 (0,227)	-0,519* (0,268)	-0,505* (0,274)	-0,556** (0,268)	-0,519* (0,274)	0,454 (0,287)
Âge	0,043 (0,061)	0,057 (0,062)	0,082 (0,064)	0,06 (0,062)	0,083 (0,064)	0,087 (0,063)
Âge <sup>2</sup>	-0,001 (0,001)	-0,001 (0,001)	-0,001 (0,001)	-0,001 (0,001)	-0,001 (0,001)	-0,001* (0,001)
Éducation (Ref : No Educ)						
EducPrim	-0,089 (0,195)	-0,0768 (0,2)	-0,135 (0,205)	-0,0607 (0,2)	-0,127 (0,206)	-1,149 (0,203)
EducSec&Sup	-0,316* (0,175)	-0,26 (0,178)	-0,405** (0,187)	-0,256 (0,178)	-0,398** (0,187)	-0,450** (0,191)
Taux d'activité	-0,409** (0,162)	-0,398** (0,163)	-0,208 (0,172)	-0,390** (0,164)	-0,209 (0,172)	-0,096 (0,245)
Ppale Activité (Ref : Coolie)						
Agriculture	-1,004*** (0,248)	-0,966*** (0,262)	-1,180*** (0,275)	-1,022*** (0,264)	-1,195*** (0,276)	-1,192*** (0,273)
Travail Indépendant	-1,141*** (0,225)	-1,063*** (0,236)	-1,199*** (0,245)	-1,101*** (0,237)	-1,209*** (0,246)	-1,206*** (0,245)
Emploi Régulier	-0,254 (0,186)	-0,193 (0,195)	-0,522** (-0,21)	-0,25 (0,199)	-0,536** (0,211)	-0,681** (0,302)
Terre (Ref : Sans terre)						
Terre Marginale	0,054 (0,176)	0,0446 (0,18)	0,121 (0,186)	-0,024 (0,185)	0,0929 (0,191)	0,149 (0,187)
Petite Terre	-0,462** (0,221)	-0,505** (0,228)	-0,492** (0,234)	-0,571** (0,231)	-0,518** (0,237)	-0,469** (0,237)
Terre Moyenne	-0,348 (0,292)	-0,438 (0,298)	-0,495 (0,305)	-0,530* (0,302)	-0,529* (0,309)	-0,476 (0,304)
AccessVillage (Ref : Mauvaise)						
AccessMoyenne		-0,129 (0,209)	0,0168 (0,217)	-0,138 (0,21)	0,011 (0,218)	-0,090 (0,241)
AccessBonne		-0,371* (0,219)	-0,242 (0,227)	-0,383* (0,22)	-0,25 (0,228)	-0,246 (0,248)
Village Irrigué		-0,352* (0,191)	-0,403** (0,199)	-0,354* (0,192)	-0,404** (0,199)	-0,416** (0,196)
Revenu Annuel (en log)			2,007*** (0,391)		1,952*** (0,4)	3,055** (1,547)
Endettement (en log)				0,413* (0,234)	0,156 (0,245)	
Constante	0,107 (1,478)	0,117 (1,515)	-10,01*** (2,515)	-1,879 (1,891)	-10,49*** (2,629)	-15,107 (7,701)
Pseudo-R <sup>2</sup>	0,1864	0,2053	0,2598	0,2114	0,2606	-
Log Likelihood	-210,938	-206,034	-191,903	-204,455	-191,700	-117,371
Test d'exogénéité de Wald	-	-	-	-	-	0,5222
Observations	379	379	379	379	379	379

Source : Auteur.

Note : (1) : \*\*\* p<0,01 ; \*\* p<0,05 ; \* p<0,1. (2) : Les valeurs entre parenthèses donnent les erreurs-types associées aux coefficients.



Le premier élément que nous pouvons observer dans le tableau 6.2. est que le modèle 6, qui présente les résultats de l'estimation du modèle *ivprobit*, offre une structure de résultats très proche du modèle standard sans correction d'endogénéité (soit le modèle 3). D'autre part, la non-significativité du test d'exogénéité de Wald, reporté en bas de tableau, implique deux conclusions. Premièrement, cela nous indique que par rapport au modèle précédent (le modèle 3), le modèle *ivprobit* n'est pas plus efficace dans l'analyse des déterminants de la migration à partir de l'ensemble de variables explicatives envisagé. En effet, ce résultat suggère que l'échantillon ne contient pas suffisamment d'informations permettant de rejeter l'hypothèse nulle d'absence d'endogénéité. Ainsi, envisagé comme un test de robustesse, le modèle *ivprobit* confirme l'hypothèse faite dans le premier modèle (le modèle 3) acceptant le revenu annuel des ménages comme un régresseur exogène. La deuxième conclusion que nous pouvons tirer de ce test de robustesse est que les résultats obtenus à partir du *probit* standard sont alors appropriés pour décrire les effets du revenu sur la migration. Ce sont donc ces résultats que nous allons commenter et analyser.

Rappelons ici que la démarche est exploratoire et qu'il s'agit plus de tester des corrélations dans un modèle multivarié que d'étudier avec précision les déterminants de la migration. Les effets marginaux, reportés dans l'annexe 6.4., ne seront donc pas explicitement commentés ; nous nous contenterons d'interpréter les signes et la significativité des coefficients estimés.

La lecture des résultats du modèle *probit* fournit des informations qui, à notre sens, semblent insatisfaisantes dans l'étude des phénomènes migratoires et l'appréhension de leur diversité. En effet, si certains résultats apparaissent cohérents avec la littérature et nos observations de terrain, d'autres, plus surprenants, nous conduisent à adopter une certaine vigilance vis-à-vis des enseignements que nous pourrions en tirer.

De manière assez attendue et en lien avec les travaux empiriques présentés *supra*, nous observons que le fait d'appartenir à un groupe social autre que *Dalit* diminue la probabilité de migrer, toutes choses égales par ailleurs. La plus grande vulnérabilité (économique et sociale) des populations *Dalits* peut en effet expliquer un recours à des migrations de survie plus développé que pour les autres groupes sociaux. De la même manière, le fait d'avoir comme activité principale l'emploi journalier, plutôt que l'agriculture (qui suppose une activité agricole soutenue sur les terres possédées au village) ou un emploi indépendant (impliquant un étal, un magasin, etc.), augmente la probabilité d'avoir recours à de la migration. Une plus

grande instabilité de l'emploi peut en effet engendrer une plus grande nécessité de trouver des sources de revenus non disponibles au village d'origine. Nous observons par ailleurs une relation prévisible entre la taille de la terre et les pratiques migratoires. En effet, le fait d'avoir une terre marginale (inférieure à une acre), par rapport au fait d'être un ménage sans terre, n'impacte pas significativement la probabilité de migrer. Ce résultat tient principalement au fait que l'activité uniquement vivrière autorisée par une taille limitée de la terre ne permet pas de dégager des revenus suffisants pour le ménage et ne joue donc pas significativement sur la probabilité de migrer. En revanche, la possession d'une terre dont la taille est comprise entre une et deux acres, toujours par rapport au fait de ne pas avoir de terre, présente un impact significatif et négatif sur la probabilité de migrer. Nous pouvons imaginer ici, sans parler d'effet de seuil, que le fait d'avoir une terre suffisamment grande permet une activité agricole productive et nécessite alors un investissement plus important en termes de travail. Cette activité, qui génère des revenus supérieurs, peut alors limiter la nécessité de migrer. Un autre résultat intéressant de ce point de vue réside dans la non-significativité du fait d'avoir une terre supérieure à deux acres, par rapport au fait de ne pas avoir de terre. Elle nous indique probablement qu'au-delà d'une certaine surface, la terre n'est plus l'unique source de revenus et qu'une diversité des activités est envisagée. Nous pouvons en effet penser que les grands propriétaires terriens utilisent leur terre comme une rente en complément d'activités non-agricoles<sup>472</sup>. Enfin, nous observons que le fait de résider dans un village irrigué diminue la probabilité de migrer des ménages. Là encore, ce résultat apparaît assez cohérent dans la mesure où il est possible dans les villages irrigués de cultiver deux à trois récoltes par an (contre seulement une pour les villages à substrat sec), diminuant de fait la nécessité, en particulier pour les ménages sans terre, de trouver un emploi à l'extérieur du village.

Ces résultats, bien qu'intéressants, sont toutefois à nuancer et nous pouvons questionner l'ajustement de cette méthode à la question de recherche posée. En effet, certaines variables ou modalités ont des coefficients dont les signes peuvent apparaître surprenants, ce qui est notamment le cas du revenu. En effet, comme le remarque De Haan [1999], la migration de travail entre et au sein des zones urbaines et rurales, doit être considérée comme une composante essentielle des moyens de subsistance de nombreux ménages dans les pays en développement, qu'ils soient riches ou pauvres. Or, il apparaît dans notre estimation une relation positive et significative entre le revenu et la probabilité de migrer (avant et après

---

<sup>472</sup> Nous avons dans ce sens observé lors de notre étude qualitative plusieurs propriétaires terriens qui vivaient à la ville, où ils occupaient des emplois réguliers dans le secteur privé ou dans l'administration, mais maintenaient leur activité agricole au village.

correction de l'endogénéité). Nous retrouvons également cette relation lorsque le revenu est introduit en quintiles<sup>473</sup>, l'ensemble des coefficients des quintiles, en référence au premier, apparaissant alors positifs et significatifs. Ces résultats indiqueraient ainsi que les populations les plus économiquement vulnérables auraient une probabilité moindre de migrer. Une telle relation apparaît d'autant plus surprenante que les résultats donnés pour les variables présentées précédemment montrent plutôt que ce sont les populations les moins bien loties en termes d'activité principale du ménage, d'accès à la terre et les plus socialement discriminées qui ont une plus forte tendance à migrer. Par ailleurs, un niveau d'éducation secondaire ou supérieur semble diminuer la probabilité d'avoir recours à la migration par rapport à une absence d'éducation scolaire. S'il est pertinent de penser, dans le contexte d'un marché du travail restreint, que les populations les moins éduquées aient plus recours à la migration, il apparaît plus difficile d'accepter qu'une éducation supérieure diminue la probabilité de migrer dans la mesure où, comme évoqué précédemment, peu d'emplois non-agricoles sont disponibles aux villages. Enfin, l'âge et la structure du ménage (mesurée par le taux d'activité) ne jouent pas significativement sur la probabilité de migrer dans notre modèle. Ces résultats apparaissent pourtant en décalage avec les enseignements de la théorie économique sur la migration (cf. Chapitre premier), mais également avec les travaux empiriques menés sur cette question et avec nos observations de terrain.

Ainsi, si les résultats issus de la littérature et de notre analyse montrent une fragmentation du recours à la migration, entre autres par caste et par classe, il serait abusif de conclure que seules les populations les plus socialement discriminées et les plus économiquement favorisées migrent. Ce type d'approche donne, certes, une indication sur les déterminants qui impactent positivement ou négativement la probabilité de migrer, mais elle repose fondamentalement sur une hypothèse d'homogénéité des comportements migratoires. Or, une telle conception des pratiques migratoires, en particulier dans un pays comme l'Inde, ne peut s'envisager. En effet, que ce soit bien sûr au niveau macro, mais également au niveau micro-local, la diversité des contextes et des situations apparaît comme une limite fondamentale à une approche globalisante. Comme le souligne Sengupta [2014 : 102], « *migration could have been consequential to either pull or push factors depending largely on the types of migration. While permanent migration is assumed to be induced by pull factors,*

<sup>473</sup> Les résultats du modèle *probit* intégrant la variable revenu en quintiles sont présentés à l'annexe 6.2.

*temporary migration is generally influenced by push factors. Permanent migrants are conventionally assumed to be educated and skilled. A rural-urban wage differential pulls up economic well-being of the skilled workers as a consequence of permanent rural-urban migration. On the other hand, the depth of poverty and the seasonal character of employment in the rural economy push the working poor towards temporary out migration for their survival* ». Si les facteurs d'attraction et de répulsion, ainsi décrits par l'auteure, jouent un rôle important dans les phénomènes migratoires, l'encastrement de différentes institutions sociales, économiques et politiques semble toutefois constituer un ensemble encore plus complexe. En effet, au-delà de ces facteurs d'attraction et de répulsion, des logiques sociales et contextuelles sont également à prendre en compte. Ainsi, l'approche usuelle des déterminants de la migration de travail ne semble pas adaptée, ou reste du moins insuffisante. Une approche appropriée nécessite une meilleure appréhension des phénomènes migratoires, dans laquelle ces derniers ne sont plus envisagés comme un ensemble homogène, mais comme relevant de déterminants et de logiques différentes. C'est précisément cette réflexion sur de nouveaux outils statistiques permettant une approche différenciée des logiques de migration qui sera présentée dans la section suivante.

## Section 2. Diversité des pratiques migratoires

« *Partir est-il une question de survie ? Est-ce toujours et seulement cela – même lorsque ceux qui partent quittent des campagnes déshéritées pour des villes plus prometteuses ? Et le choix se pose-t-il en des termes aussi catégoriques ?* » [Dupont et Guilmoto, 1993 : 279].

Les mouvements migratoires en Inde, comme le souligne cette citation de Véronique Dupont et Christophe Guilmoto, ne peuvent s'envisager que dans un sens, du rural vers l'urbain, ni pour une seule frange de la population, les plus démunis. S'il est en effet désormais reconnu que la migration constitue une des stratégies de subsistance usuelles des plus pauvres [McDowell et De Haan, 1997], les mouvements migratoires ne se produisent pas seulement en temps de crise ou de détresse [Deshingkar et Start, 2003 : 1]. Les logiques à l'œuvre dans les déplacements de population, et notamment celles concernant les migrations de travail, embrassent une variété de situations et ont la particularité de s'inscrire dans un lacs de structures institutionnelles, économiques, politiques et sociales, qui tend à complexifier leur appréhension. Face à la complexité et parfois à la singularité des différentes formes de migration en fonction des différents groupes sociaux, zones géographiques ou autres logiques individuelles et collectives, il nous est apparu difficile d'obtenir une vision synthétique des diversités des formes de migration sans avoir recours à des méthodes d'analyse multidimensionnelle et de classification. Ces outils permettent en effet d'identifier des typologies et ainsi, de repérer dans notre cas différentes formes de migration clairement établies et distinctes les unes des autres. L'idée n'est pourtant pas de caricaturer la migration en Inde, mais plutôt de mettre en avant les variétés de stratégies.

Le recours à de telles méthodes est cependant discuté par certains auteurs qui n'y voient qu'un intérêt limité car ils postulent une relative unicité des formes et déterminants de la migration. Par exemple, pour McDowell et de Haan [1997 : 10] : « *Typologies seem more often than not misleading in their generality and obscure the fact that population movements, whatever their distance or sense of urgency, are responses to the same things: poverty, insecurity, landlessness, denial or lack of opportunity, and culture-making* ».

Or, migrer est loin de n'être qu'une réponse des populations les plus pauvres à des effets d'attraction (salaire plus élevé dans la zone de migration visée, meilleures opportunités d'emploi, meilleures conditions de vie, etc.) ou de répulsion (pauvreté chronique, manque

d'opportunité d'emploi dans la zone d'origine, mauvaises conditions de vie, famine, etc.). Bien que ces facteurs jouent un rôle certain sur la migration, notamment pour les populations les plus vulnérables, la mobilité ne leur est pas réservée. De manière symétrique, la migration ne constitue pas l'apanage des populations les plus aisées. Si la migration nécessite un certain niveau de capital économique et social [Skeldon, 1997], les déterminants et les logiques à l'œuvre sont multiples. Il existe en effet un continuum de situations et de stratégies migratoires et tout autant de profils de migrants et de migrations, qui rendent ce phénomène fondamentalement complexe et multidimensionnel<sup>474</sup>. Dans ce sens, Racine [1994 : 315] souligne que la migration en Inde relève d'une diversité de cas et d'une « *complexité des choix et des parcours* » et c'est toute une typologie que l'on peut en dresser. Pour aller plus loin, Lassailly-Jacob [1999 : 34] remarque que de multiples typologies sont possibles au regard des déterminants du départ, des structures et conditions du déplacement, des logiques des itinéraires, des formes d'assistance et d'encadrement, etc., et qu'il existe une multitude de critères de différenciation.

Ainsi, l'idée d'identifier une typologie des stratégies migratoires n'est pas une idée nouvelle et a déjà fait l'objet de différentes études sur le cas indien. Sans en faire une présentation exhaustive, nous pouvons présenter certains de ces travaux qui constituent à notre sens des éléments d'information d'une grande richesse et dont la diversité des champs disciplinaires permet une vision complémentaire du phénomène étudié.

Heuzé [1993], à partir d'une étude des processus d'immigration de la région industrielle de Singrauli (situé à 200 km de Bénarès), propose une typologie des migrations en faisant apparaître la diversification du peuplement induite par le développement industriel local. Il identifie ainsi quatre profils de migrants. D'abord, les « employés d'État », souvent jeunes et éduqués, constitués pour moitié de migrants venus de l'extérieur de la région. Puis, les « prolétaires », groupe le plus diversifié – tant par la provenance de ses représentants que par leur itinéraires personnels et leurs motifs de la migration –, qui sont pour la plupart des travailleurs précaires connaissant des périodes de chômage prolongées (de trois à six mois), leur permettant de rentrer au village d'origine (plus ou moins éloigné). Ensuite, les « paysans », de castes paysannes ou de basses castes, souvent issus de la région, visent les mêmes emplois que les « prolétaires » ; mais leurs logiques migratoires les distinguent de ces

---

<sup>474</sup> Comme le soulignent Guilmo et Sandron [1999 : 47] : « *Abordée longtemps sous l'angle de l'individu ou de l'aire géographique, avec des outils souvent différents, la migration apparaît aujourd'hui comme un processus complexe obéissant à des logiques multiples* ».

derniers, dans la mesure où le recours à la migration est ici envisagé dans le but de compléter les maigres revenus issus de l'exploitation de la terre à laquelle ils sont encore très attachés. Enfin, les « commerçants » contrôlent la plus grande partie des petits commerces de la zone industrielle et forment le groupe le plus homogène. Ils viennent en majorité des zones adjacentes et connaissent des conditions de vie relativement dures et précaires, des revenus faibles et sont souvent la proie du harcèlement et du racket des policiers locaux, légitimés par une volonté politique d'interdire ce qu'elles appellent le commerce sauvage [Heuzé, 1993 : 512]. Pour l'ensemble de ces groupes, excepté les plus prolétarisés, l'accès à un emploi permanent demeure le projet en filigrane, mais les stratégies migratoires peuvent se différencier. En effet, à partir de cette typologie, Heuzé [1993 : 517-518] identifie cinq principales stratégies migratoires : une *stabilisation relative et amélioration du statut* (notamment pour les migrations paysannes), la *stabilisation dans le salariat* (via l'acquisition d'une expérience professionnelle et de création de réseaux), la *préparation d'une migration définitive* des petites familles de bas statut (balayeur, manœuvres, domestiques), et la *réalisation d'un projet individuel ou familial* (achat de terre, accumulation pour une dot, etc.). Heuzé identifie une cinquième stratégie, différente des autres, qui repose sur *la survie quotidienne*. Il n'y a pas de stratégie particulière ici, mais ces migrants ne sont pas pour autant les plus démunis. Certes, ils constituent les migrants les moins exigeants, occupent des emplois physiquement durs et vivent dans les *slums* (bidonvilles) sans réelle porte de sortie de la précarité, mais ils ne sont pas pour autant forcément ceux qui vivent le plus mal. Ils sont moins souvent au chômage, car ils offrent des caractéristiques plus souples (bas salaires, fortes disponibilités, etc.) et certains sont mieux installés et mieux nourris que la plupart des autres migrants des bidonvilles. On pourrait également ajouter le fait que l'absence d'ambition par rapport aux migrants des autres groupes diminue le mal-être lié aux mauvaises conditions de vie et à l'échec de l'expérience migratoire, d'autant plus que dans la pratique, les trajectoires ne sont pas aussi marquées et beaucoup de travailleurs oscillent (et on pourrait ajouter oscilleront toute leur vie) entre les deux mondes.

Dans une perspective moins anthropologique et plus géographique, Dupont et Lelièvre [1993] ont également proposé une typologie des formes de migrations à partir de données portant sur la région de Jetpur (Nord-Ouest de l'Inde). Le point de départ de leur analyse repose sur le faible degré d'urbanisation de l'Inde. En effet, malgré un réseau urbain très développé, dominé par de grandes mégapoles, l'Inde demeure encore aujourd'hui un pays à dominante rurale (le *Census of India* estime à 68,84% la population rurale en 2011). Ces observations les



conduisent à s'interroger, dans la lignée des travaux de Racine [1988, 1994], sur les substituts à la migration définitive limitant l'exode rural indien. La typologie présentée met en lumière la façon dont l'ancrage villageois et la pérennisation des formes de solidarités familiales s'inscrivent dans de nouvelles formes de mobilité entre village et ville. Ainsi, les auteures identifient trois formes de migration. La première, qu'elles nomment la *navette*, facilitée par le développement des moyens de transport et réseaux de communication, a pris une importance considérable et concerne dans ce cas 35% des actifs masculins des villages étudiés<sup>475</sup>. Dupont et Lelièvre [1993 : 473] avancent deux principales raisons au développement croissant des navettes village-ville : premièrement, d'un point de vue économique, la navette permet d'économiser sur le coût d'un logement à la ville et deuxièmement, d'un point de vue sociétal, « *la solution des navettes assure le contrôle de la famille sur l'individu qui travaille hors du village et le préserve au maximum des problèmes d'adaptation aux conditions de vie en ville* ». Elles identifient ensuite les *migrations temporaires et groupées de jeunes actifs*. L'envoi temporaire de groupes de jeunes d'une même classe d'âge vers des unités industrielles constitue la seconde forme principale de migration. Ces migrations groupées permettent aux migrants d'évoluer dans un environnement où la solidarité et le contrôle s'effectuent au sein du groupe, facilitant alors la mobilité. Les repères produits par le groupe engendrent une meilleure adaptation au mode de vie urbain et une confiance accrue des membres restés au village. Enfin, la dernière forme principale de migration identifiée est la *migration familiale vers la ville*. Un fort succès de l'expérience urbaine du « satellite pionnier » peut conduire à une délocalisation en ville de l'ensemble de la famille, aboutissant à une reconversion progressive des activités agricoles vers l'industrie. Cette nouvelle installation en ville ne dispense pas le nouveau ménage de ses obligations familiales et ses liens avec le village restent forts (transferts, présence ou contribution aux cérémonies religieuses, etc.). Comme le soulignent les auteures, « *la ville moyenne, par son accessibilité et son statut intermédiaire, semble constituer le lieu de destination idéal de tels déplacements* » [Dupont et Lelièvre, 1993 : 475].

Enfin dans une perspective plus socio-économique, une typologie des formes de migration a été proposée par Deshingkar et Start [2003] qui identifient, à partir d'une étude menée en Andhra Pradesh et au Madhya Pradesh, deux formes de migration (cf. Figure 6.1.). La « migration de survie » (ou *coping migration*), représente une part considérable des

<sup>475</sup> « *Dans les familles d'agriculteurs, le navetteur représente l'archétype de l'ouvrier paysan : journalier dans l'industrie textile, il cesse temporairement son travail à l'usine pendant la saison des gros travaux agricoles pour donner la priorité à l'exploitation familiale* » [Dupont et Lelièvre, 1993 : 473].

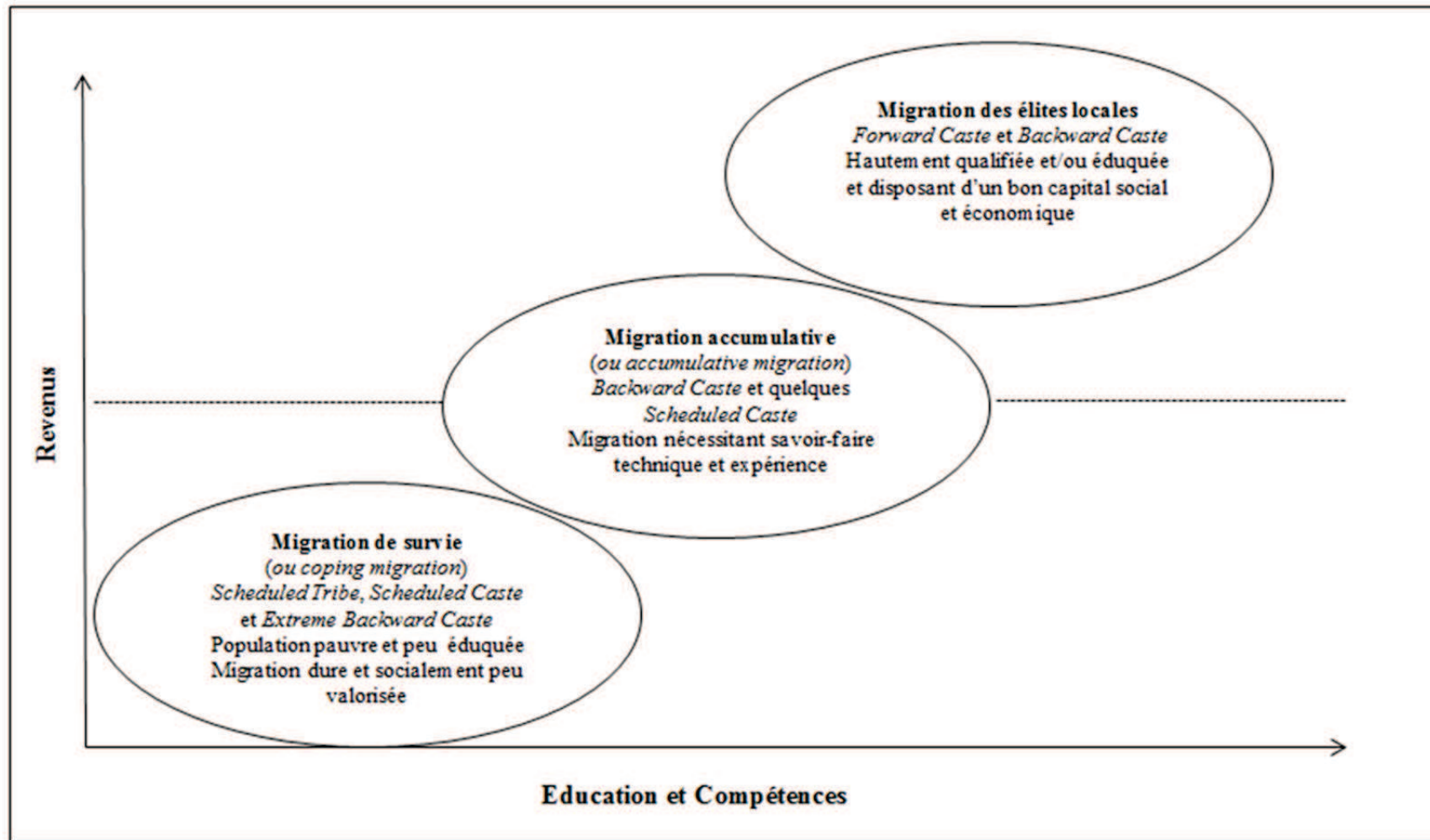
migrations dans les villages étudiés. La migration semble ici ne pas être une option pour des populations très pauvres qui se trouvent dans l'obligation de migrer vers les centres urbains, notamment pour des emplois dans la construction (routes et bâtiments). Ces migrants sont pour la plupart issus des *Scheduled Tribe* (ST) et *Scheduled Caste* (SC), et ils se caractérisent par une absence d'accès à la terre et un haut ratio de dépendance. Les auteurs notent également que le plus souvent, seuls les hommes partent vers ce type de migration, les conditions de travail et de vie étant perçues comme trop dures et trop risquées pour les femmes<sup>476</sup> [Deshingkar et Start, 2003 : 26]. La seconde forme de migration est qualifiée de « migration accumulative » (ou *accumulative migration*). Cette forme de migration est principalement le fait des *Scheduled Caste* (SC) et de quelques *Backward Castes* et se caractérise quant à elle par des mouvements de populations ayant des compétences ou savoir-faire particuliers. Les auteurs notent que ce type de migration s'est développé sur un schéma de migration de survie, mais est devenu aujourd'hui une alternative extrêmement rentable par rapport aux opportunités d'emploi locales. Dans ces conditions, cette forme de migration s'est progressivement généralisée et concerne en 2001 plus de 40% de la population des villages étudiés dans cette zone de l'Andhra Pradesh. Basés sur les principes de migration saisonnière décrits *supra*, les migrants<sup>477</sup> partent généralement à partir du mois d'octobre, pour une période de quatre à six mois, et disposent d'une avance (environ 5000 roupies selon leurs estimations) qui leur est octroyée au mois de juin. La rémunération se fait à la pièce (environ 150 roupies par tonne de cannes à sucre) et en fin de saison. Les auteurs identifient ainsi que malgré des implications négatives, notamment en termes d'éducation pour les enfants, cette forme de migration est perçue comme positive par les migrants, dans la mesure où elle permet de générer des revenus supérieurs aux niveaux locaux, en particulier à une période de l'année où peu d'emplois sont disponibles dans les zones d'origines.

---

<sup>476</sup> Les auteurs précisent cependant que dans certains cas où les ménages ne disposent pas de revenus suffisants, ou bien si l'homme est malade ou décédé, les femmes peuvent également migrer pour travailler dans les carrières, emmenant alors les enfants avec elles. Nous reviendrons dans le dernier chapitre de la thèse sur de telles conclusions qui tranchent radicalement avec ce que nous avons pu observer en pareil cas sur notre terrain d'étude.

<sup>477</sup> Les migrations se font généralement par groupe de trois à quatre personnes et nécessitent un minimum de capital : un char et des bœufs [Deshingkar et Start, 2003 : 23].

Figure 6.1. Typologie des formes de migration selon Deshingkar et Start [2009]



Source : Auteur (adapté de Deshingkar et Farrington [2009 : 20]).

La migration accumulative peut également être le fait de populations mieux loties. Les migrants y sont alors à la fois qualifiés, relativement aisés, et bénéficient par ailleurs d'importants réseaux. Il s'agit de *Backward Castes* (BC), mais surtout de *Forward Castes* (FC) pour les plus qualifiés [Deshingkar et Farrington, 2009 dans Benbabaali, 2013 : 100].

Dans ces conditions, la migration relève plus d'une logique d'exode des élites locales et les migrations ne sont alors plus circulaires, même si un lien fort avec le village peut subsister.

Ces différentes typologies, mobilisant différentes approches, apparaissent complémentaires. En effet, bien que les formes de migrations identifiées ne soient pas identiques, les logiques à l'œuvre ne sont pas pour autant exclusives et tendent plutôt à se superposer. Les différences de méthodes, de terrain et de temporalité jouent également un rôle de filtre dans l'identification des divers profils, mais il ressort de ces travaux une diversité certaine des pratiques migratoires.

Dans le même sens, les résultats obtenus à partir des tris croisés présentés dans le chapitre précédent laissent entrevoir des diversités de types de migration et de mobilité dans le cas de notre étude. Ces intuitions, relayées par nos observations de terrain et par la littérature présentée *supra*, nécessitent d'être confirmées via une méthode statistique, à partir des données micro-locales. Le recours à la statistique exploratoire multidimensionnelle (SEM) semble ici particulièrement justifié<sup>478</sup> dans la mesure où on ne peut résumer la migration en Inde à une forme et/ou une motivation unique, ni à une population homogène. L'objet de cette section est donc, afin de comprendre les dynamiques et problématiques propres à chaque pratique migratoire, de pouvoir les identifier.

Pour cela, nous présenterons dans une première sous-section les éléments de méthode utilisés (1.). Puis, dans un second temps, nous exposerons la démarche de recherche suivie pour l'identification des typologies et les résultats obtenus pour les profils de migration (2.) et de ménages migrants (3.).

---

<sup>478</sup> Comme l'ont montré par exemple Alary, Degail et Rivière [2002], qui ont opté pour cette méthodologie afin d'identifier des profils de producteurs laitiers en Haryana et au Gujarat, l'analyse exploratoire multidimensionnelle apparaît adaptée à l'identification et à la caractérisation de différents profils d'individus au sein d'un même groupe.

## 1. *Présentation des méthodes d'Analyse des Correspondances Multiples et de classification*

### 1.1. L'Analyse des Correspondances Multiples

L'analyse des correspondances multiples<sup>479</sup> (ou ACM) constitue une des méthodes de la statistique exploratoire multidimensionnelle. Elle permet d'étudier et de décrire de vastes tableaux (en l'occurrence des tableaux disjonctifs complets<sup>480</sup>) faisant apparaître en ligne, les  $n$  individus constituant l'échantillon observé et en colonne, les modalités des différentes variables nominales visant à les décrire. La construction d'un tel tableau constitue la première étape de la mise en œuvre d'une ACM ; il s'agit alors tout simplement de recoder les réponses issues du questionnaire de l'enquête sous la forme d'un ensemble de variables binaires correspondant aux modalités des variables nominales initiales répondant à deux contraintes : les diverses modalités d'une même variable s'excluent mutuellement et une modalité de chaque variable est nécessairement choisie. Ainsi, l'analyse est menée non plus sur un tableau logique ( $n$  individus décrits par  $K$  variables nominales), mais sur un tableau disjonctif complet ( $n$  individus décrits par les  $j$  modalités des différentes variables nominales retenues) [Lebart *et al.*, 2006].

À partir des données considérées sous la forme d'un tableau disjonctif complet, l'analyse des correspondances multiples met en évidence des types d'individus (dans notre cas, des ménages), ayant des profils semblables quant aux attributs permettant de les décrire. En d'autres termes, on exprime : (i) la proximité entre individus en terme de ressemblance (deux individus se ressemblent s'ils portent globalement les mêmes modalités), (ii) la proximité entre modalités de variables différentes en terme d'association (ces modalités sont proches parce qu'elles concernent globalement les mêmes individus ou des individus semblables), et enfin, (iii) la proximité entre deux modalités d'une même variable en terme de ressemblance (par construction, les modalités d'une même variable s'excluent ; si elles sont proches, cette proximité s'interprète alors en terme de ressemblance entre les groupes d'individus qui les ont choisies vis-à-vis d'autres variables actives de l'analyse) [Lebart *et al.*, 2006 : 200]. Ainsi, les règles d'interprétation, qui généralisent celles d'une analyse de correspondance simple

<sup>479</sup> Pour une présentation générale de l'analyse des correspondances multiples, voir entre autres : Lebart *et al.* [2006], Jambu, [1999] ; et pour une justification de l'utilisation d'une telle approche en science sociale, voir Duval [2013].

<sup>480</sup> Une illustration schématique de la construction d'un tableau disjonctif complet est présentée à l'annexe 6.5.

(utilisée dans le second chapitre de ces travaux), reposent sur la contribution et la qualité de représentation de chaque modalité et de chaque individu considérés.

Notons cependant que le rôle joué dans l'interprétation par la part d'inertie d'une modalité de réponse est, par construction, d'autant plus grande que l'effectif de cette modalité est faible. Cette propriété de l'ACM peut entraîner une instabilité des résultats en accordant un poids trop important à des modalités trop rares dans la construction des axes. Cet élément appelle ainsi une attention toute particulière dans la construction de la base de données. Le moyen le plus simple de pallier cette limite technique est de produire en amont un tableau disjonctif complet excluant les modalités rares<sup>481</sup>. S'il n'existe pas véritablement de seuil au sens statistique, on considère souvent qu'en dessous de 5% de la population concernée, une modalité peut être considérée comme rare. Ainsi, la codification des variables (ici principalement continues<sup>482</sup>, mais également discrètes), s'effectue selon deux critères : premièrement, faire sens au regard de la connaissance du terrain et deuxièmement, limiter les biais méthodologiques induits par les modalités trop rares [Lebart *et al.*, 2006]. En la matière, le découpage en classes des différentes variables continues (leur discrétisation), constitue une étape préliminaire fondamentale dans la mise en place d'une ACM, dans la mesure où il détermine les résultats obtenus, autant que le sens des interprétations qui en découlent. Il s'agit alors d'opérer un arbitrage entre un découpage techniquement acceptable et empiriquement fondé<sup>483</sup>.

**L'intérêt de l'ACM** réside dans sa capacité à traiter des phénomènes complexes et multidimensionnels tout en fournissant des procédures de calculs et des règles d'interprétation simples et spécifiques [Lebart *et al.*, 2006]. Ce type de méthode semble alors particulièrement adapté à notre champ d'études et à nos questionnements, dans la mesure où comme nous l'avons identifié, la migration de travail en Inde constitue un phénomène complexe, emboîté dans une multiplicité de structures et d'institutions. En effet, comme le souligne Duval [2013 : 111] : « *l'analyse des correspondances multiples (ACM) produit des représentations visuelles*

<sup>481</sup> Notons que certains logiciels, dont Spad 8 que nous avons utilisé pour ces analyses, éliminent les modalités actives à faible effectif, les répondants correspondants étant ventilés aléatoirement dans les autres modalités (au prorata de leurs effectifs), de façon à sauvegarder la structure disjonctive des données [Lebart *et al.*, 2006].

<sup>482</sup> Si la transformation des variables continues en variables nominales occasionne évidemment une perte d'information, elle présente cependant un certain nombre d'avantages. Cela permet en effet d'exploiter simultanément des variables nominales et continues, de valider *a posteriori* les données en permettant d'observer une éventuelle contiguïté des classes voisines et surtout, de mettre en évidence les éventuelles liaisons non-linéaires entre variables continues [Lebart *et al.*, 2006 : 202].

<sup>483</sup> Le codage des variables quantitatives s'est, dans la majorité des cas, effectué à partir des valeurs des quantiles associés au nombre de classes souhaitées. Cependant, pour certaines variables nous avons également tenu compte de seuils « naturels » qui pouvaient faire sens dans le contexte étudié.

*des espaces théoriques que sont les champs ou l'espace social*<sup>484</sup>. Elle objective des structures de relations et, par-là, présente des « affinités » avec une science sociale relationnelle (ou structurale), beaucoup plus que les techniques importées des sciences expérimentales qui visent à mesurer des « effets propres » (ou « purs ») en neutralisant précisément les « effets de structure ». Ainsi, comme le poursuit l'auteur, loin de n'être qu'illustrative, cette méthode s'inscrit dans une démarche rigoureuse reposant sur une intuition sûre et inventive des principes mathématiques qui la sous-tendent, et elle peut alors rivaliser avec les techniques économétriques auxquelles on accorde ordinairement, un peu vite, le monopole de « l'explication » et de « l'inférence » [Op. Cit. : 111].

## 1.2. Méthode de classification

La méthode de classification retenue est celle de la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). Cette méthode ayant déjà fait l'objet d'une présentation dans le second chapitre de ces travaux, nous ne reviendrons pas sur les aspects méthodologiques qui la sous-tendent, mais nous en justifierons brièvement l'utilisation dans cette sous-section. En l'occurrence, il apparaît qu'en complément de l'ACM, la CAH permet de mettre en lumière une typologie de profils-types présentant des caractéristiques communes, ce qui semble alors particulièrement adapté à notre objet de recherche : l'identification de formes de migration et de types de ménages migrants.

## 2. Identification des diverses formes de migration

À partir des éléments de méthode présentés, nous avons mené une ACM afin d'identifier des profils de migration. Nous verrons dans un premier temps les principes de construction de l'ACM (2.1.). Pour cela, nous présenterons quelques éléments de la démarche méthodologique qui a guidé nos travaux (2.1.1.), avant d'introduire les variables qui constituent l'analyse. Afin de comprendre les résultats de l'analyse des correspondances

<sup>484</sup> « On considérera ici que la construction statistique des champs et de l'espace social obéissent à des principes très proches. On peut noter à ce sujet que l'expression de « champ social » peut parfois se substituer à celle d'« espace social » et que « la position d'un agent déterminé dans l'espace social peut [...] être définie par la position qu'il occupe dans les différents champs » (Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », in *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2001, p. 295) » [Duval, 2013 : 111].



multiples (ACM), une seconde sous-section sera ensuite consacrée à l'analyse des plans factoriels et des facteurs étudiés individuellement (2.2.). Enfin, ces derniers seront intégrés dans une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH), afin d'établir une typologie des profils de migration, dont l'interprétation fera l'objet de la troisième sous-section.

## 2.1. Construction de l'ACM

### 2.1.1. Démarches méthodologiques

Les données migratoires issues du questionnaire recensent pour les ménages ayant au moins une personne migrante<sup>485</sup>, les informations relatives à chaque migrant. Les caractéristiques de la migration sont donc présentées de manière individuelle, même lorsque la migration relève d'une migration familiale. Se pose dès lors la question de l'échelle d'analyse.

Nous avons dans un premier temps réalisé les analyses au niveau des individus migrants, mais différents problèmes se sont posés. Premièrement, une surreprésentation de certaines formes de migration (notamment les migrations vers les briquèteries), dans la mesure où lorsque la migration est familiale, nous avons une ligne d'observations pour chaque membre du ménage participant à la migration. Une pondération du nombre de migrants a été envisagée, mais se posait alors un problème lors la classification. En effet, si différentes formes de migration étaient mobilisées pour un même ménage de la part d'un même membre (c'est-à-dire un membre migrant à la fois dans les briquèteries et dans la coupe de canne à sucre) ou d'un autre membre du ménage, l'agrégation devenait alors problématique puisque différentes logiques se superposaient. D'autre part, l'analyse des pratiques migratoires en termes de migrations individuelles ignorait une des avancées majeures des théories de la migration présentée dans le premier chapitre de la thèse, posant les migrations comme des stratégies familiales et non plus individuelles comme le pensaient les tenants des approches micro-individuelles néo-classiques. Enfin, l'objet final de notre étude étant de croiser les

---

<sup>485</sup> Rappelons ici qu'est considéré comme migrant un ménage dont au moins un des membres a quitté le foyer au cours de l'année écoulée, pour une durée supérieure à une journée.

profils de ménages migrants aux profils de migration, il nous a semblé plus pertinent de mener l'ensemble des analyses sur un même niveau : celui du ménage<sup>486</sup>.

### 2.2.2. Présentation des variables

Les données issues de l'enquête réalisée en 2010 couvrent un large champ de questionnement alliant aux postes socio-économiques classiques, des informations sur les pratiques financières, agronomiques, migratoires, etc. Ce large spectre de données est donc constitué d'un ensemble de variables qualitatives et quantitatives permettant de caractériser au mieux notre objet d'étude : l'analyse des pratiques migratoires. La richesse des données disponibles permet une analyse plus fine des thématiques abordées, mais demande en contrepartie un effort de sélection des variables. Cette sélection nous a amené, dans le but d'identifier d'un point de vue multidimensionnel la diversité des formes de migration, à retenir les onze variables suivantes, décrivant les caractéristiques des pratiques migratoires<sup>487</sup>.

Le premier bloc de variables porte sur les caractéristiques générales de la migration. Ainsi, la première variable retenue est **l'activité migratoire**, qui se décompose en cinq modalités : l'emploi dans les « briquèteries » (principalement pour le moulage), la coupe de « cannes à sucre<sup>488</sup> », l'emploi dans la « construction », l'emploi journalier non-agricole (ou « *coolie*<sup>489</sup> »), et l'« emploi régulier<sup>490</sup> ». La seconde est une variable binaire indiquant s'il s'agit d'une **migration familiale** ou non. Est considérée comme familiale une activité migratoire à laquelle au moins deux membres d'un même ménage participent dans les mêmes circonstances en termes d'activité, de destination, de durée, etc.

<sup>486</sup> Notons que l'analyse alors menée au niveau des ménages prend comme référence en cas de migrations familiales les caractéristiques du principal migrant, le plus souvent le chef de famille. Si nous perdons de l'information sur les caractéristiques individuelles des migrants (lors d'une migration familiale) et des migrations (lors de migrations multiples), ces choix méthodologiques nous offrent cependant une vision plus synthétique des profils types de pratiques migratoires, qui constituent l'objet premier de notre analyse.

<sup>487</sup> Le tableau récapitulatif (Tableau 6.3.), présenté à la fin de cette sous-section, offre une vision d'ensemble des différentes variables retenues pour la construction de cette ACM.

<sup>488</sup> Notons la présence dans l'échantillon de cinq ménages ayant une activité migratoire journalière et agricole (autre que dans la coupe de la canne à sucre) ne permettant pas le référencement dans une modalité propre. Ils ont été agrégés à la modalité « cannes à sucre » qui nous est apparue être la modalité la plus proche en termes de logiques migratoires.

<sup>489</sup> L'emploi journalier non-agricole fait référence ici aux activités hors-agriculture qui peuvent prendre différentes formes (chargement/déchargement, vendeur, etc.), qui se caractérisent donc par des revenus instables et une activité dépendante de la demande de travail locale, nécessitant une main-d'œuvre très flexible.

<sup>490</sup> L'emploi régulier fait ici référence aux activités, principalement dans les *private companies* ou dans l'administration, où le travailleur dispose d'un emploi stable et durable (chauffeur de bus, instituteur, agent administratif, etc.).

Le second bloc, dont les quatre variables constitutives offrent une vision assez complémentaire, s'intéresse plus particulièrement aux pratiques migratoires en termes de rémunération. La première variable repose sur la présence ou non d'une **avance** assortie à cette activité migratoire. Quatre modalités sont ici considérées : le fait de ne pas avoir d'avance, puis le fait d'avoir une avance : inférieure à 10 000 roupies, comprise entre 10 000 et 24 999 roupies, ou supérieure à 25 000 roupies. La seconde porte plus précisément sur le **montant de la rémunération**. Pour cela, nous avons pondéré le montant total des revenus migratoires annuels du ménage par le nombre de personnes participant à cette activité. Ainsi, trois classes de revenus ont été retenues : la première concerne les revenus inférieurs à 20 000 roupies, la seconde les revenus compris entre 20 000 et 39 999 roupies et la dernière les revenus supérieurs à 40 000 roupies. La troisième dimension est une variable binaire indiquant si le **revenu issu de l'activité migratoire représente au moins 50% du revenu total du ménage**. Enfin, a été introduite une quatrième et dernière variable (qualitative et binaire) relative au **type de paiement** (salaire mensuel ou non). Cette variable peut être envisagée comme un *proxy* de la non-précarité de l'emploi, dans la mesure où un salaire mensuel – en opposition à un salaire journalier, à la semaine ou à la pièce – apparaît comme un élément caractéristique des emplois les plus stables.

Un troisième bloc de variables caractérisant plus précisément les formes de migration a également été retenu. Ainsi, nous avons intégré la **durée de la migration**<sup>491</sup>, en différenciant les migrations courtes (de un à trois mois), les migrations de moyen terme (entre quatre et six mois), et les migrations longues (supérieures à six mois). Nous avons ensuite pris en compte le **lieu de destination** de la migration. Si nous avons initialement retenu la distance entre le lieu de travail et le village d'origine plutôt que la destination, il s'est avéré qu'une même distance pouvait renvoyer à des logiques très différentes et nous avons donc préféré revenir à une information qualitative, plus à même de fournir des éléments de discrimination dans la constitution des axes factoriels et des profils de migration. Ainsi, quatre modalités constituent les lieux de migrations : les « grandes villes indiennes » (Bangalore, Chennai, Delhi, etc.), les

<sup>491</sup> Il est à noter ici que la durée de la migration, bien qu'indispensable à notre questionnement, constitue une variable de second choix. Il aurait en effet été préférable d'avoir le nombre de jours travaillés par an, ainsi que la contiguïté des séjours hors du village, afin de pouvoir identifier plus clairement les pratiques migratoires. Cependant, malgré l'indisponibilité de ces éléments, nous avons considéré nécessaire de prendre en compte la durée de la migration (en mois).

« villes du Tamil Nadu<sup>492</sup> » (Pondichéry, Madurai, Trichy, Tanjore, etc.), les « petites villes dynamiques de la zone » (Villupuram, Cuddalore, Panruti), et enfin, les « villages alentours ». La dernière variable retenue ici porte sur l'**ancienneté de la migration** et elle vise à identifier s'il s'agit d'une migration récente (inférieure à cinq ans), ancienne (entre cinq et quinze ans), ou très ancienne (supérieure à quinze ans).

Dans un quatrième bloc, nous avons introduit une variable binaire indiquant si l'activité migratoire est assortie d'**avantages** ou non. Ces avantages peuvent prendre différentes formes : une assurance, une retraite ou des bonus. Nous avons par ailleurs souhaité évaluer l'importance du **réseau social** dans les pratiques migratoires. Pour cela, nous avons créé une variable à trois modalités présentant le vecteur (ou pourvoyeur) d'emploi : le « *maistry* », si la migration se fait par l'intermédiaire d'un recruteur de main d'œuvre, le « réseau », si la migration se fait par l'intermédiaire d'amis ou d'une « *Well Known Person*<sup>493</sup> », et enfin « personnel » si l'activité migratoire s'est faite en réponse à une annonce ou dans une démarche personnelle.

Enfin, trois variables supplémentaires portant sur les caractéristiques propres du migrant (ou du principal migrant dans le cas où plusieurs membres du ménage participent à la migration) ont été introduites dans l'analyse. Tout d'abord, l'**âge du migrant** (envisagé selon trois classes d'âge : inférieur à 30 ans, entre 30 et 45 ans, et supérieur à 45 ans), puis son **niveau d'éducation** (pas d'éducation scolaire, éducation primaire, éducation secondaire, éducation supérieure) et enfin sa **place au sein du ménage**<sup>494</sup> (« parent » ou « enfant »). L'introduction de cette dernière variable va nous permettre d'étudier si certaines formes de migrations sont plutôt le fait des enfants que des chefs de famille.

<sup>492</sup> Notons que sont intégrées dans la modalité « villes du Tamil Nadu » les six migrations à destination du Kerala pour lesquelles n'est pas précisé le lieu exact de la migration. Le faible nombre d'observations ne permettait pas de créer une modalité dédiée à cette destination et nous les avons agrégées à la modalité « villes du Tamil Nadu », apparaissant alors comme la plus proche en termes de logiques migratoires.

<sup>493</sup> S'il est assez difficile de traduire le terme « *Well Known Person* » (ou *terinjavanga* en tamoul), nous pouvons toutefois l'expliquer. Il s'agit des personnes influentes du village, appartenant le plus souvent aux *Upper Castes*, dont la notoriété et l'implication dans les deux sphères que sont le village et le « hors-village », constituent des éléments assez importants dans les logiques de clientélisme, d'entre-aide et de réseau qui sous-tendent les pratiques migratoires.

<sup>494</sup> La place au sein du ménage reflète la qualité du migrant qui peut-être le chef de famille (alors noté « parent ») ou l'« enfant ». Elle n'est donc pas basée sur l'âge, mais sur la relation que le migrant entretient avec le chef de famille.

Notons ici que ces variables descriptives des caractéristiques des migrants sont introduites dans l'analyse en tant que variables supplémentaires<sup>495</sup> et ne participent donc pas à la constitution des axes, et donc *a fortiori* pas non plus à la constitution des profils identifiés par la méthode de classification. Ces variables n'ont qu'une portée illustrative et servent principalement à affiner la description des groupes.

---

<sup>495</sup> L'utilisation de variables supplémentaires dans une ACM permet de prendre en compte toute information susceptible d'aider à comprendre ou à interpréter la typologie induite par les éléments actifs. Il s'agit en effet d'enrichir l'interprétation des axes par des variables n'ayant pas participé à leur construction. D'autre part, comme le soulignent Lebart *et al.* [2006 : 214], cette méthode est particulièrement intéressante « *lorsque l'ensemble des variables se décompose en thèmes, c'est-à-dire en groupes de variables homogènes quant à leur contenu* », ce qui est le cas dans notre étude.

Tableau 6.3. Description des variables actives et illustratives constitutives de l'ACM sur les profils de migration

Variables	Description	Modalités
<b>Variables actives</b>		
Activité migratoire	Type d'activité migratoire	Cinq modalités : « Briquèteries » ; « Cannes à Sucre » ; « Construction » ; « Coolie » ; « Emploi Régulier ».
MigFam	Migration familiale (variable binaire)	Deux modalités : « Oui » ; « Non ».
Avance (Av.)	Montant de l'avance associée à la migration	Quatre modalités : « Pas d'avance » ; « Av. < 10 000INR » ; « Av. – 10 000-24 999INR » ; « Av. > 25 000INR ».
Rev/Migrants	Montant du salaire issu de l'activité migratoire par migrants engagés dans la migration	Trois modalités : « < 20 000INR » ; « 20 000-39 999INR » ; « > 40 000INR ».
IncMig/IncTot	Part des revenus migratoires dans le revenu annuel total du ménage	Deux modalités : « RevMig/RevTot < 50% » ; « RevMig/RevTot > 50% ».
Type paiement (Sal.Mensuel)	Type de paiement mensuel (variable binaire)	Deux modalités : « Oui » ; « Non ».
Durée	Durée de la migration en mois	Trois modalités : « Durée – 1-3 mois » ; « Durée – 4-6 mois » ; « Durée > 6 mois ».
Lieu	Lieu de migration	Quatre modalités : « Grandes villes » ; « Villes du Tamil Nadu » ; « Petites villes de la zone » ; « Villages alentours ».
Ancienneté	Ancienneté dans l'activité migratoire (en années)	Trois modalités : « Mig. Récente » ; « Mig. Ancienne » ; « Mig. Très Ancienne ».
Avantages	Migration assortie d'avantages (bonus, retraite, assurance) (variable binaire)	Deux modalités : « Oui » ; « Non ».
Vecteur d'emploi (VE)	Vecteur d'emploi	Trois modalités : « <i>Maistry</i> » ; « Personnel » ; « Réseau ».
<b>Variables illustratives</b>		
Âge	Âge du migrant	Trois modalités : « < 30 ans » ; « 30-44 ans » ; « > 45 ans ».
Educ.	Niveau d'éducation scolaire du migrant	Quatre modalités : « No Educ » ; « EducPrim » ; « EducSec » ; « EducSup ».
Relation	Place du migrant au sein du ménage	Deux modalités : « Parent » ou « Enfant ».

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME).

## 2.2. Résultats et interprétations de l'ACM sur les profils de migration

Afin de présenter les résultats de l'ACM, nous allons dans un premier temps présenter les éléments permettant d'identifier les principaux axes factoriels à retenir (2.2.1.), puis, dans un second temps, nous nous attacherons à les décrire (2.2.2.). Enfin, nous proposerons une méthode de validation empirique des résultats obtenus par *bootstrap* (2.2.3.).

### 2.2.1. Qualité de représentation de l'ACM et identification des principaux axes factoriels

Comme le souligne Castex [2008 : 260-261], les analyses factorielles, dont l'ACM est une des méthodes, permettent de comparer les profils d'un grand nombre d'individus du point de vue d'une quantité importante de modalités. Pour cela, elles cherchent à « *résumer et à hiérarchiser cette information* » [Chadule, 1997 : 137], tout en permettant d'« *affiner la description, éliminer des bruits, révéler des interactions et des associations* » [Sanders, 1989, 13]. Ainsi, dans l'optique de résumer l'information, nous allons chercher à retenir un minimum d'axes factoriels tout en essayant de maximiser l'information restituée par ces derniers<sup>496</sup>.

Le tableau 6.4. qui reporte les valeurs propres des axes factoriels nous indique une très bonne restitution de l'information sur les deux premiers axes, qui synthétisent à eux deux 92,5% de l'inertie totale (autrement dit de l'information statistique redondante à traiter). L'excellente capacité de synthèse de ces principaux axes nous dispense d'en mobiliser d'autres et nous nous contenterons de commenter ceux-ci pour interpréter les résultats de cette première ACM. Ces deux axes expriment les principes de structuration les plus puissants des données [Duval, 2013 : 118].

<sup>496</sup> Nous avons dans le second chapitre de la thèse introduit des éléments méthodologiques permettant de justifier le choix des axes factoriels, ces éléments sont ici partiellement repris. Notons cependant qu'en ACM, le nombre d'axes à retenir se base sur une règle particulière consistant à « *ne retenir une composante principale que si la valeur propre associée est supérieure à 1/P* » [Baccini, 2010 : 72]. En d'autres termes, ne sont uniquement retenues les composantes principales (ou axes factoriels) qui portent une information supérieure à l'information moyenne que porteraient les composantes principales si chacune d'entre elles portaient la même information. Cette règle nous permet alors de calculer les valeurs propres ajustées selon la correction de Benzécri [1979].



**Tableau 6.4. Valeurs propres et valeurs propres corrigées des axes factoriels (ACM Profils Migration)**

Axes	Valeur propre	Pourcentage	Pourcentage cumulé	Valeur Propre corrigée <sup>497</sup>	Pourcentage	Pourcentage cumulé
1	0,397	19,9	19,9	0,114	79,225	79,225
2	0,216	10,8	30,7	0,019	13,236	92,461
3	0,167	8,4	39	0,007	4,89	97,351
4	0,141	7,1	46,1	0,003	2,154	99,506
5	0,111	5,5	51,7	0,000	0,337	99,843
6	0,104	5,2	56,8	0,000	0,142	99,985
7	0,094	4,7	61,6	0,000	0,009	99,994
8	0,094	4,7	66,2	0,000	0,006	100
9	0,084	4,2	70,4			
10	0,082	4,1	74,5			
11	0,072	3,6	78,1			
12	0,065	3,2	81,3			
13	0,059	2,9	84,3			
14	0,057	2,8	87,1			
15	0,053	2,6	89,8			
16	0,046	2,3	92,1			
17	0,041	2,1	94,1			
18	0,036	1,8	95,9			
19	0,026	1,3	97,2			
20	0,022	1,1	98,3			
21	0,021	1,0	99,3			
22	0,013	0,7	100			

Source : Auteur.

### 2.2.2. Description du premier plan factoriel

Les éléments d'identification des principaux axes factoriels présentés *supra*, nous ont amené à choisir le niveau le plus adéquat quant aux objectifs de recherche. Nous décrirons donc ici le premier plan factoriel issu des deux premiers axes factoriels.

Afin d'interpréter les axes factoriels, nous considérons simultanément les coordonnées et les contributions des variables et modalités (reportées à l'annexe 6.6.). Les coordonnées indiquent les positions relatives des modalités et individus sur les axes et les contributions mesurent la participation des différents éléments (principalement les modalités et variables

<sup>497</sup> En ACM, les taux d'inertie ( $\alpha$ ) sont des mesures pessimistes de la qualité de représentation. Afin d'avoir une vision plus juste de cette dernière, il est d'usage de calculer les valeurs propres corrigées selon la formule de Benzécri [1979] :

$$\text{Taux } (\alpha') = \left(\frac{p}{p-1}\right)^2 * \left(\alpha - \frac{1}{p}\right)^2$$

avec  $\alpha$  la valeur de l'inertie de l'axe factoriel,  $p$  le nombre de variables actives et supérieures à la moyenne des valeurs propres et  $\alpha'$  la valeur propre corrigée.

dans la mesure où nous ne nous intéressons pas à ce niveau aux individus) à la construction des axes factoriels. Notons également que les valeurs-tests des variables et modalités actives et illustratives sont présentées respectivement dans les annexes 6.6. et 6.7. Ces dernières, dont « *la valeur est d'autant plus forte que la modalité correspondante occupe une position significative sur l'axe* » [Castex, 2007 : 270] permettent d'identifier les modalités dont la position sur un axe se distingue significativement de celle des autres modalités actives et illustratives. Enfin, en complément de ces informations, la Figure 6.2. représentant les projections des variables actives et illustratives sur le premier plan factoriel constitue également un outil d'aide à l'interprétation et à la description des axes.

**Le premier axe factoriel** de l'analyse des correspondances multiples distingue les migrations saisonnières organisées des migrations régulières. On observe en effet, sur la partie gauche du premier axe, des contributions fortes des modalités suivantes : « SalMensuel – Oui », « Avantages – Oui », « Emploi Régulier » ; « Vecteur d'Emploi – Réseau », « Durée > 6 mois », « RevMig > 40 000 INR » et « Coolie ». Ces modalités caractérisent des migrations de long terme plutôt réussies, décrites par de hauts niveaux de revenus et assorties d'avantages, et d'une certaine sécurité de l'emploi. À l'inverse, nous pouvons identifier à droite de l'axe des migrations saisonnières, plutôt caractérisées par des activités de moulage de briques et de coupe de cannes à sucre. Ces formes de migrations sont marquées d'une part, par l'ancienneté dans cette forme de migration (« Mig. Très Ancienne ») et par la présence d'un intermédiaire de main d'œuvre et d'une avance sur salaire assez importante. Ainsi, la saisonnalité ou non de la migration constitue l'élément le plus discriminant des pratiques migratoires identifiées par ce premier axe. Il est par ailleurs intéressant de noter ici que dans les deux cas la démarche migratoire implique l'intervention d'une tierce personne, que ce soit au travers d'un réseau social personnel développé ou d'un recruteur de main d'œuvre. Les logiques semblent toutefois différentes. En effet, alors que dans les migrations saisonnières le recours au *maistry* agit plutôt, pour le migrant, comme un moyen de réduire les risques, la mobilisation d'un réseau social étendu pour les migrations régulières relève plutôt d'une création d'opportunités.

L'ajout des variables illustratives nous apporte également des éléments d'information intéressants. Il apparaît en effet sur le premier axe une opposition entre les migrations saisonnières, dont le principal migrant est le chef de famille (« parent »), souvent sans éducation scolaire, et les migrations régulières qui semblent plutôt être le fait d'une jeunesse éduquée (les modalités : « enfant », « AgeMig – 17-29 ans » et « EducSup » ont des valeurs-

tests significatives sur ce premier axe). Ces éléments permettent ainsi d'appuyer la distinction établie *supra* entre une migration des populations jeunes et celle des populations plus âgées. Alors que les premiers ont su, ou plutôt pu, capitaliser sur leur niveau d'éducation et leur réseau (ou celui de leur parent) pour trouver des emplois plus qualifiés et rémunérateurs, les seconds, souvent chefs de famille, peu voire pas éduqués, semblent piégés dans la répétitivité des cycles migratoires saisonniers.

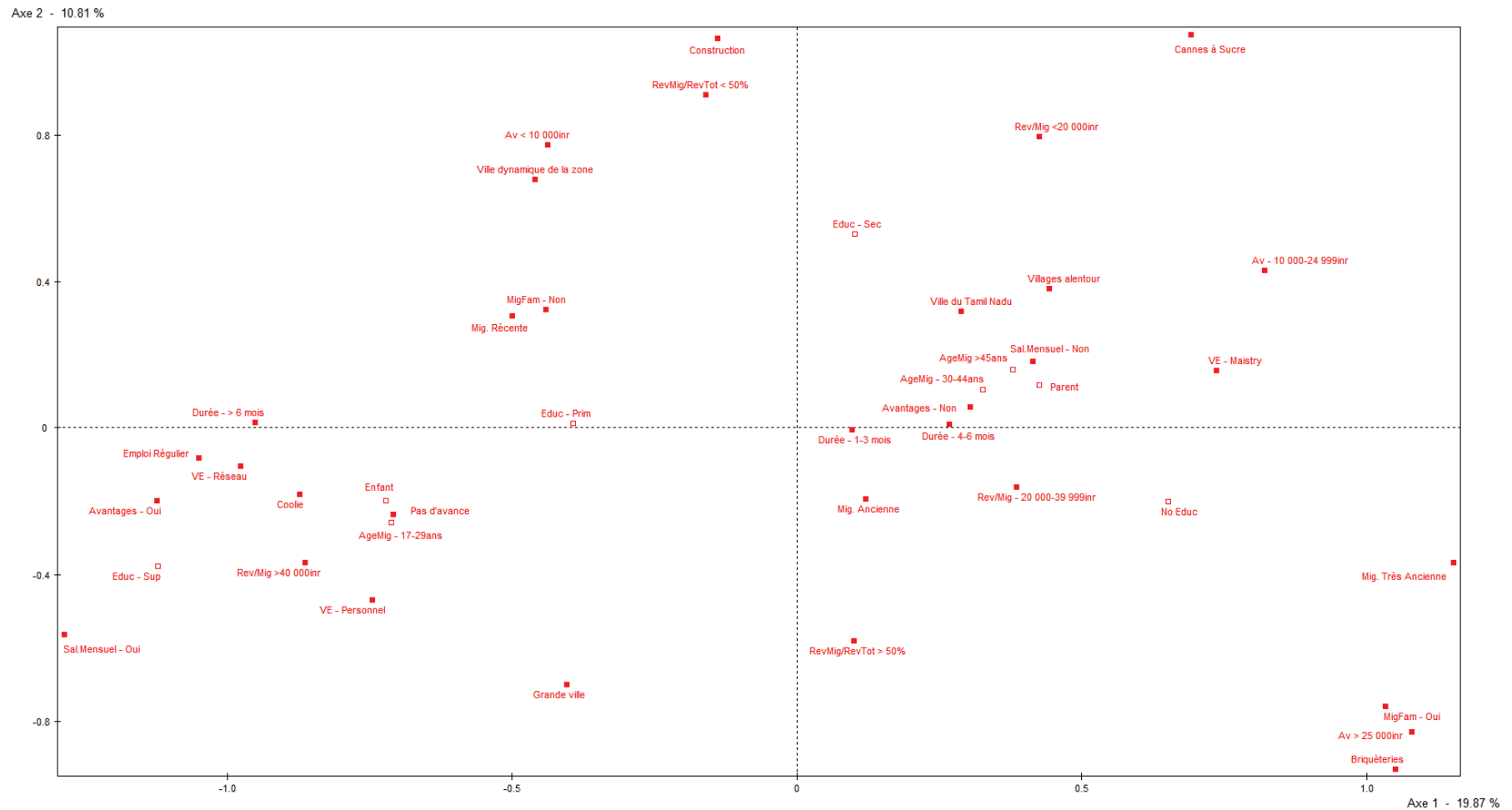
**Le deuxième axe factoriel** semble quant à lui fonder l'opposition entre des migrations de complément et des migrations constituant la principale source de revenu du ménage. Il apparaît que les migrations de complément se caractérisent souvent par des emplois dans la coupe de cannes à sucre<sup>498</sup> et la construction, qui ne contribuent la plupart du temps qu'à moins de 50% du revenu total du ménage. Il apparaît également que ces formes de migrations sont plutôt individuelles, génèrent des salaires assez faibles (« RevMig < 20 000 INR ») et sont assorties d'avances d'un faible montant (« Av. < 10 000 INR »)<sup>499</sup>. Il apparaît d'autre part que les migrations faisant office de principale activité du ménage sont principalement réalisées dans les briquèteries, sont familiales et génèrent plus de 50% du revenu total du ménage. En complément d'un revenu migratoire constituant la principale source de revenu du ménage, on observe également un niveau d'avance important (« Av. > 25 000 INR ») qui accentue d'évidence la forte dépendance de ces migrants à cette forme de migration.

---

<sup>498</sup> Plutôt que dans les briquèteries.

<sup>499</sup> Plus qu'une véritable avance sur salaire, celle-ci peut correspondre dans certains cas aux frais de déplacement pour se rendre sur le lieu de destination.

Figure 6.2. Projection des modalités actives et illustratives sur les deux premiers axes factoriels



Source : Auteurs.

Note : Les carrés pleins représentent les modalités actives et les carrés vides, les modalités illustratives.

### 2.2.3. Validation de la robustesse des résultats de l'ACM par techniques de réplification (*bootstrap*)

Les résultats fournis par l'ACM sont des représentations synthétiques d'objets complexes, auxquelles s'appliquent assez mal les différentes techniques de mesure d'information usuelles en statistique [Lebart *et al.*, 2006 : 101]. Dès lors, se pose la question de la validation de ces représentations, observées dans les plans factoriels.

Afin de tester la stabilité des représentations obtenues, nous avons utilisé une technique de validation empirique par *bootstrap*<sup>500</sup>, que nous envisageons alors comme un test de robustesse. Afin d'analyser la variabilité des paramètres, cette technique, introduite par Efron [1979], consiste à produire des intervalles de confiance de ces paramètres en répliquant des estimations desquelles ont été aléatoirement retirés des individus. L'intervalle de confiance ainsi généré représente alors la sensibilité des conclusions à la réplification des estimations. Une faible sensibilité des paramètres mesurés est alors gage d'une relative fiabilité de ces derniers. Comme le soulignent Lebart *et al.* [2006 : 33], « *la méthode de bootstrap donne une bonne image de la précision statistique de l'estimation de l'échantillon* ».

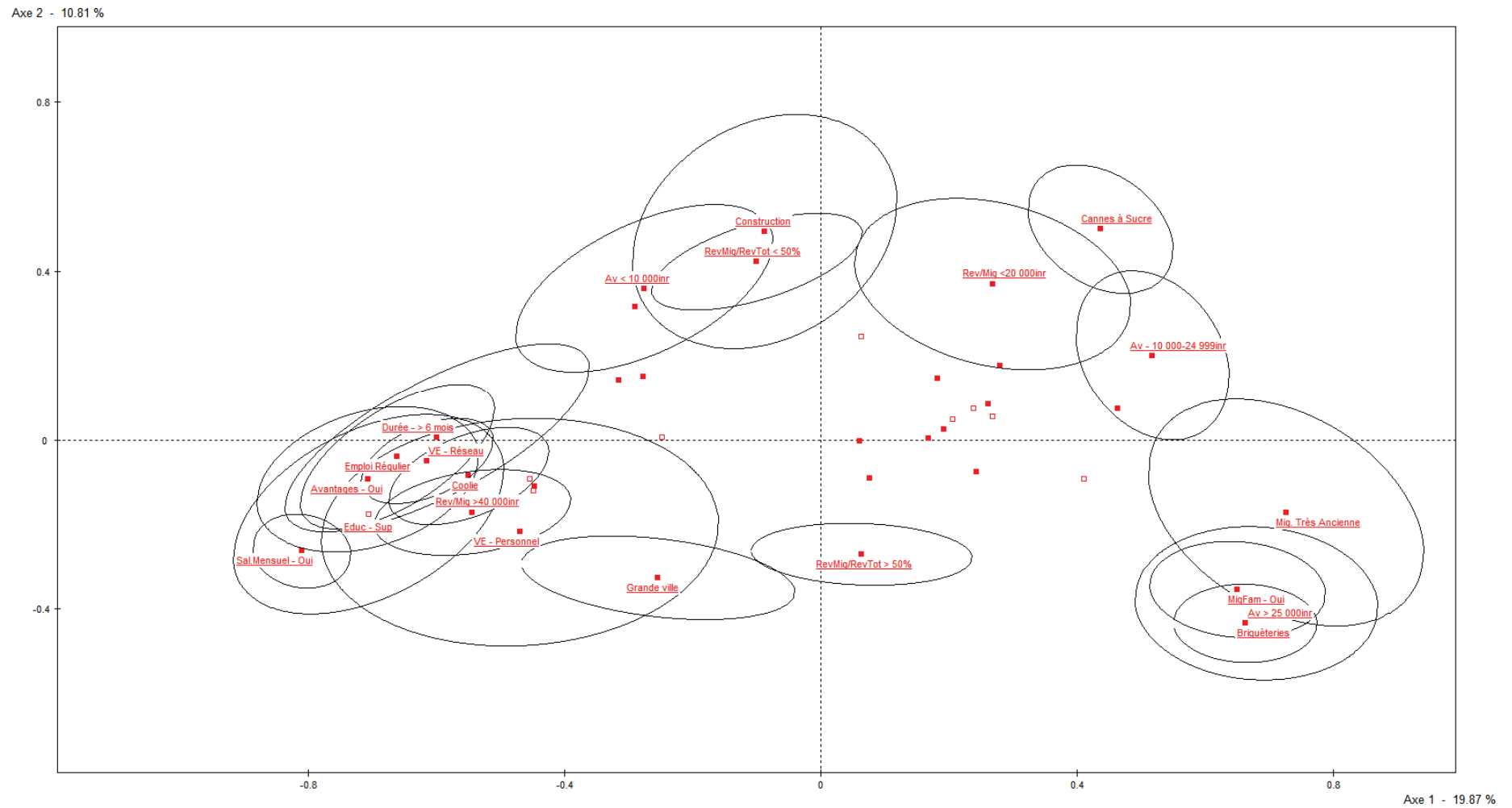
En ce sens, la représentation graphique du *bootstrap* présentée dans la Figure 6.3. témoigne d'une certaine stabilité dans la représentation de nos résultats et donc d'une relative robustesse de notre ACM. Aucune de nos interprétations précédentes ne semble devoir être mise en doute par une trop grande variabilité de la projection de l'une ou l'autre des modalités considérées.

Les premiers éléments d'interprétation fournis par la description des principaux axes factoriels et par la lecture de la projection des modalités sur ces axes (Figure 6.2.) donnent d'ores et déjà des informations intéressantes sur les caractéristiques des diverses formes de migration qui pouvant s'opérer dans la zone étudiée et plus largement dans cette partie du Tamil Nadu. Cependant, l'objet de ce chapitre est d'identifier des profils de migration et il convient donc à présent, à partir des axes identifiés par l'ACM, de mettre en place une méthode de classification permettant d'obtenir une typologie des formes de migration.

---

<sup>500</sup> Pour une présentation détaillée des techniques de *bootstrap*, voir entre autres, Lebart *et al.* [2006 : 31-33 et 102-106].

Figure 6.3. Validation empirique de l'ACM « Profils de Migration » par la méthode de *bootstrap*



Source : Auteur.

### 2.3. Typologie des formes de migration

À partir des résultats de l'ACM, nous avons mené une classification sur facteurs<sup>501</sup> afin d'établir des groupes d'individus homogènes du point de vue des formes de migration qu'ils engagent. Ainsi, dans un premier temps, nous justifierons la partition retenue (2.3.1.), puis nous nous attacherons à décrire les formes de migration identifiées (2.3.2.).

#### 2.3.1. Éléments de classification

Sur la base des résultats de l'ACM présentés *supra*, nous avons mis en place une méthode de classification (la CAH<sup>502</sup>) qui nous a permis d'identifier cinq formes principales de migration. Avant de les décrire, nous devons justifier notre choix de retenir cette partition à cinq classes. Dans un premier temps, on observe graphiquement à la lecture du dendrogramme<sup>503</sup> (Figure 6.4.) qu'une coupure à six classes n'aurait pas été pertinente dans la mesure où les partitions à six et sept groupes se situent quasiment à la même hauteur. Une telle partition à six groupes et *a fortiori* à sept, aurait alors isolé de très petits groupes d'individus ne se différenciant que sur quelques modalités particulières. De manière symétrique, une partition à quatre groupes aurait agrégé deux ensembles assez hétérogènes induisant ainsi une perte substantielle d'information et de finesse dans l'analyse. D'autre part, dans une logique de minimisation de la variance intra-groupe, on observe un gain important en la matière lors du passage d'une partition de quatre à cinq groupes (la variance intra-groupe passe alors de 42,6% à 34,4%, soit un gain de 19,3%), alors qu'il est plus faible lors du passage à une partition à six groupes (de 34,4% à 28,7%, soit un gain de 16,5%). Enfin, on observe que dans le cas d'une partition à cinq groupes, les deux tiers de la variance sont le fait d'une variance inter-groupes. Nous considérons qu'il s'agit d'un bon compromis permettant l'identification

<sup>501</sup> Cette classification sur les facteurs issus de l'ACM, plutôt que sur les variables initiales, permet de profiter de la synthèse déjà effectuée par l'ACM à l'étape précédente et limite les risques de construction de groupes fondés sur des combinaisons particulières de modalités rares, sans intérêt pour l'analyse.

<sup>502</sup> Classification Ascendante Hiérarchique effectuée à l'aide du logiciel Spad 8.

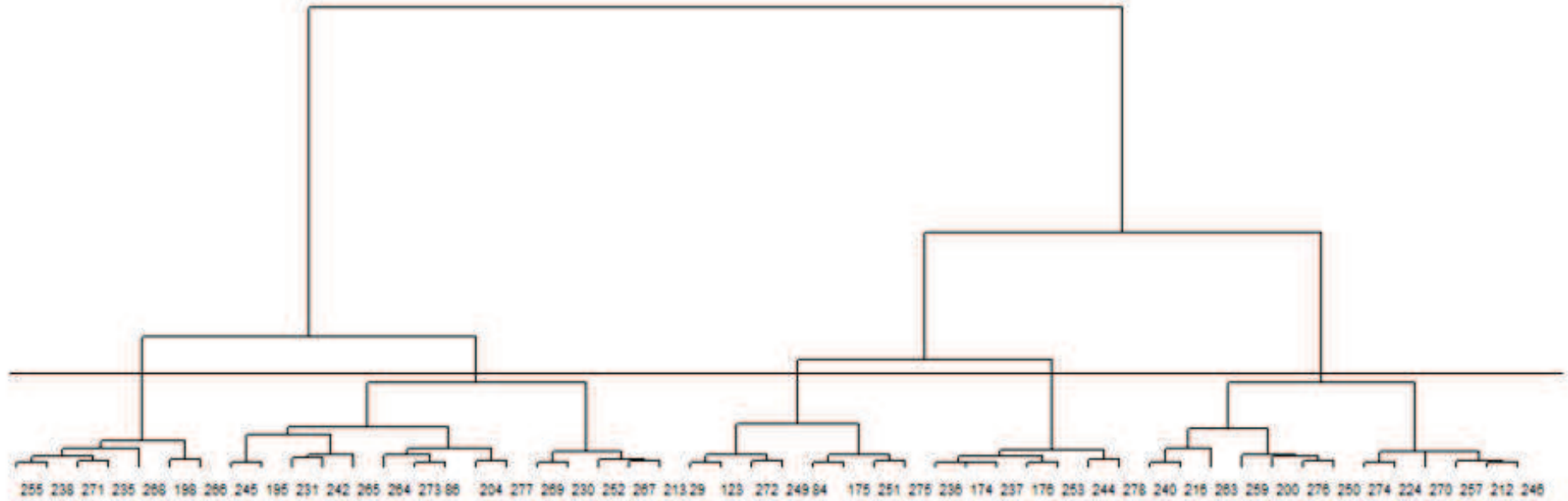
<sup>503</sup> La classification ascendante hiérarchique (CAH) est une méthode de classification itérative dont le principe repose sur trois phases. On commence par calculer la dissimilarité entre les  $N$  objets. Puis on regroupe les deux objets dont le regroupement minimise un critère d'agrégation donné (généralement selon la méthode de Wald), créant ainsi une classe comprenant ces deux objets. On calcule ensuite la dissimilarité entre cette classe et les  $N-2$  autres objets en utilisant le critère d'agrégation. Puis on regroupe les deux objets ou classes d'objets dont le regroupement minimise le critère d'agrégation. On continue ainsi jusqu'à ce que tous les objets soient regroupés. Ces regroupements successifs produisent un arbre binaire de classification, autrement nommé « dendrogramme », dont la racine correspond à la classe regroupant l'ensemble des individus. Ce dendrogramme représente ainsi une hiérarchie des partitions obtenues.



de groupes suffisamment homogènes sans rentrer dans un niveau de détail trop important qui nuirait à l'intérêt du recours à une méthode de classification.

Figure 6.4. Dendrogramme de la CAH sur facteurs (ACM Profils Migration)

Classification Ascendante Hiérarchique sur facteurs



Source : Auteur.

### 2.3.2. Identification et caractérisation des formes de migration

La méthode de classification ascendante hiérarchique nous a permis d'identifier cinq profils de migrations clairement établis (dont la distribution est présentée dans le tableau 6.5.). Afin d'alléger le texte, nous avons reproduit en annexe (Annexe 6.8.) l'ensemble des éléments justifiant la classification et la caractérisation des formes de migrations identifiées. Précisons alors que la description des groupes qui suit se base sur une analyse des distributions comparées des différentes variables observées et qu'elle mobilise des tests de comparaison de moyennes permettant de valider statistiquement les spécificités des groupes étudiés. A partir de ces éléments, nous pouvons alors nous attacher à décrire ces groupes.

**Tableau 6.5. Distribution des profils de migration**

Profils de migration	Effectif	Pourcentage
Profil 1 « Migration journalière non-agricole »	34	20,7
Profil 2 « Migration de la jeunesse qualifiée »	37	22,6
Profil 3 « Migration non-agricole de complément »	18	11
Profil 4 « Migration agricole organisée de complément »	30	18,3
Profil 5 « Migrations saisonnières non-agricoles »	45	27,4
<b>Total</b>	164	100

Source : Auteur.

La première forme de migration identifiée, que nous nommerons « **migration journalière non-agricole** », se caractérise principalement par un emploi de type journalier (*Coolie*) dans des activités non-agricoles. Il apparaît premièrement que cette forme de migration est individuelle et plutôt de court terme (inférieure à trois mois). Ces déplacements de courte durée ne justifient pas d'avance sur salaire octroyée par un *maistry*, mais reposent sur une capacité forte à mobiliser un réseau. On observe en effet dans ce groupe l'importance que joue le réseau social comme élément indispensable d'accès aux opportunités de trouver des emplois non-agricoles hors du village. Ces activités se concentrent principalement dans le secteur des services et dans une moindre mesure dans le secondaire qui, comme nous l'avons vu reste assez limité dans la zone d'enquête et ses alentours. A titre d'exemple, nous pouvons citer ici les migrations vers des activités de chargement/déchargement, dont les déplacements vers les petits centres urbains environnants se font le plus souvent pour une très courte durée (une journée ou quelques jours) avec un retour au village chaque jour.

La seconde forme de migration, la « **migration de la jeunesse qualifiée** », se caractérise quant à elle par des caractéristiques de migrations plus modernes, économiquement confortables et socialement valorisées. L'emploi, le plus souvent administratif ou dans les *private companies*, y est en effet régulier et les salaires y sont plus élevés (supérieurs à 40 000 roupies par an). Cette activité migratoire est de plus assortie d'avantages (assurance, bonus ou retraite) et le salaire mensuel reflète une certaine stabilité de l'emploi (en opposition aux salaires à la pièce ou à la semaine). Cette stabilité de l'emploi implique des migrations de long terme (supérieures à six mois), qui se font le plus souvent individuellement vers de grandes villes indiennes offrant de meilleures perspectives d'emploi et de rémunération. L'importance du réseau social est également un élément marquant de ce profil migratoire. En effet, trouver un emploi hors du village ne peut s'envisager sans contacts, recommandations et/ou garants, les logiques de clientélisme jouant un rôle très fort, y compris dans les emplois administratifs et privés (comme l'ont montré par ailleurs Harriss-White [2003] ou Anderson *et al.*, [2015]). Nous pouvons également constater que ce type de migration semble être plutôt le fait d'une jeunesse éduquée (ayant fait des études supérieures leur procurant de meilleures opportunités d'emplois), qui dispose en plus, comme nous l'avons vu, d'un fort capital social.

La troisième forme de migration ou « **migration non-agricole de complément** », concerne les migrations individuelles dans le secteur du bâtiment, dont les revenus migratoires ne représentent pas la source principale de revenu des ménages. Bien que ce type d'activité (maçon, électricien, peintre, etc.) nécessite un certain niveau de formation et de compétences techniques, la rémunération est souvent journalière dans la mesure où cette activité, tributaire d'une demande de travail limitée dans les environs du village, implique de faire, quotidiennement ou presque, la navette entre le village et la ville. Nous pouvons noter que ces migrations se font principalement vers les petites villes de la zone et cela pour deux raisons. Premièrement, l'essor de ces petits centres urbains dynamiques et les logiques d'étalement urbain qui y sont associées nécessitent une main-d'œuvre importante dans le secteur de la construction. D'autre part, il existe dans ces nœuds de communications de véritables « trottoirs du travail<sup>504</sup> » qui correspondent à des marchés du travail informels et journaliers, bien organisés. La ville de Villupuram (Panruti et Cuddalore le sont également, mais dans une moindre mesure) constitue un exemple prégnant de ce type de pratique. En effet, s'entassent quotidiennement, souvent en bordure de gare routière ou ferroviaire, des travailleurs venus

<sup>504</sup> Pour une lecture approfondie au sujet de ces « trottoirs du travail », nous renvoyons le lecteur aux travaux de Sengupta [2011] qui en a présenté une description détaillée concernant le cas de Delhi.

des villages environnants, regroupés par corps de métier, qui attendent, souvent sans résultats, la venue d'un *contractor* local. En cas d'embauche, le travailleur peut partir entre quelques heures et quelques semaines sur des chantiers où il séjournera jusqu'à ce que la tâche pour laquelle il (lui et le groupe de travailleurs avec lequel il est parti) a été embauché soit finie. Ainsi, bien que les salaires journaliers soient beaucoup plus importants que ceux des travailleurs agricoles (environ 350 roupies par jour contre environ 150 roupies pour ces derniers), les aléas de l'embauche et la forte instabilité qui en découle font de cette forme de migration une activité assez précaire<sup>505</sup>. Sengupta [2011 : 182-183] note à ce propos que : « *le caractère intensif en travail de certaines étapes d'un projet de construction implique que la demande de main-d'œuvre peut subir des variations importantes selon le stade de production atteint. Les modalités de production et de recours à la force de travail constitueraient alors une première interprétation de l'existence de ce type de marché du travail. L'afflux d'une main-d'œuvre migrante, bon marché et docile, inciterait les entreprises à privilégier les techniques de production intensives en main-d'œuvre et à s'appuyer sur les vagues de migrants successives pour pourvoir leurs besoins en main-d'œuvre. La plupart des personnes présentes sur ce marché sont des ouvriers à la recherche d'un emploi et vivant d'expédient* ».

Les deux dernières formes de migrations se distinguent des trois précédentes par le caractère saisonnier de l'activité, qui a permis l'institutionnalisation de migrations circulaires. Comme le soulignent Deshingkar et Farrington [2009 : 7], « *seasonal migration for agricultural and non-agricultural labour are an essential part of the portfolio for households in remote and un-irrigated villages* ». On constate une surreprésentation de ces deux formes de migrations qui concernent à elles deux plus de 45% des ménages migrants et près de 60% du total des migrants. Cependant, les deux formes se différencient l'une de l'autre sur un certain nombre de points fondamentaux et ne relèvent pas, comme nous allons le voir, des mêmes logiques.

Le quatrième profil de migration observé peut ainsi être qualifié de « **migration agricole organisée de complément** ». Il s'agit ici de migration individuelle dans les villages alentours ou les villes moyennes du Tamil Nadu. Nous qualifions cette forme de migration d'agricole et d'organisée, dans la mesure où l'activité migratoire associée est principalement constituée de

<sup>505</sup> À partir d'une étude de cas menée en Andhra Pradesh, Picherit [2007 : 4] note, dans la lignée des travaux de Brass [1993] et Breman [1996 : 168], que ce type de migration tend à s'intensifier en Inde, notamment car l'économie capitaliste du secteur de la construction semble se nourrir de l'absence de régulation du travail et de l'abondance d'une main d'œuvre docile et disponible.

la coupe de la canne à sucre, dont les méthodes de recrutement reposent sur la présence d'un *maistry*. Ce dernier recrute la main-d'œuvre locale au gré des besoins des exploitants avec lesquels il est en contact. Pour s'assurer de la disponibilité de la main-d'œuvre, notamment lors des pics d'activité, il distribue une avance aux migrants (le plus souvent entre 10 000 et 25 000 roupies). Malgré son caractère organisé, cette migration est plutôt envisagée comme un complément aux ressources du ménage. Il est en effet probable que la principale activité (agricole également) soit réalisée au village pendant la saison humide durant laquelle le migrant travaille en tant que travailleur agricole journalier.

Enfin, le cinquième et dernier profil de migration identifié représente les « **migrations saisonnières non-agricoles** » et se distingue des autres formes de migration sur un certain nombre d'aspects singuliers. Cette migration recouvre en effet principalement les migrations familiales vers les briquèteries. La migration est ici de type saisonnier et elle dure entre quatre et six mois par an. Si elle n'est pas assortie d'avantages (ce qui semble être uniquement le fait des migrations qualifiées), on observe toutefois un niveau important d'avance sur salaire (supérieure à 25 000 roupies), octroyée là encore par un *maistry*. Le revenu par migrant peut être considéré comme assez faible (entre 20 000 et 39 999 roupies), dans la mesure où cette activité représente la principale source de revenu du ménage. D'autre part, une rémunération à la pièce ou à la semaine accentue la précarité de cette forme de migration dont une part des risques (notamment ceux d'un arrêt de l'activité pour de mauvaises conditions météorologiques<sup>506</sup>, d'une rupture de stock de matières premières, d'une maladie, etc.) pèse sur le travailleur. Les variables supplémentaires indiquent également que cette migration est plus le fait de parents n'ayant pas d'éducation et dont l'ancienneté dans cette forme de migration est une caractéristique importante. Cette ancienneté et le savoir-faire associé confèrent en effet aux migrants un certain pouvoir de négociation sur le montant de l'avance reçue. Comme nous l'avons montré par ailleurs [Guérin, Subramanian, Venkatasubramanian et Michiels, 2012], dans la lignée d'autres auteurs (Bremner [1996], Picherit [2007], Carswell et De Neve [2013]), le rôle du recruteur de main-d'œuvre et du système d'avance sur salaire – dont les montants peuvent largement dépasser les 25 000 roupies – est primordial dans ces logiques de migrations circulaires. En effet, face à de fortes contraintes sur la demande de travail dans les villages d'origine, en particulier dans les zones non-irriguées et durant la saison sèche, se sont développées il y a une quarantaine d'années des migrations circulaires

<sup>506</sup> La confection de briques nécessite un temps sec et chaud, en particulier lors du séchage des briques qui se détériorent en cas de pluies et ne sont dans ce cas plus payées.

vers les briquèteries de Chennai et de sa banlieue (Chengalpattu, etc.). Avec le temps, les travailleurs – principalement des mouleurs de briques – se sont spécialisés dans cette activité et ces filières migratoires se sont répétées, puis institutionnalisées, occupant aujourd’hui une place importante dans l’organisation du marché du travail local et concernant dans certains villages près de 50% des ménages.

Deux faits marquants ressortent de notre typologie. Le premier repose sur l’organisation très patriarcale des pratiques migratoires. En effet, la migration de travail<sup>507</sup> est essentiellement un phénomène masculin, au moins pour les migrations non-organisées, et on n’observe qu’une seule migration individuelle féminine dans notre échantillon, dont on peut imaginer qu’elle soit fortement encadrée. Dans le reste des cas, la migration féminine se fait de pair avec le conjoint. Le second relève du développement croissant – en particulier pour les jeunes générations – d’un emploi non-agricole hors du village, organisé sur des logiques de navettes, notamment permis par le développement des moyens de transport et de communications.

Les profils de migration ainsi identifiés constituent la première étape de notre analyse que nous allons compléter, dans la section suivante, par l’identification de profils de ménages migrants. La confrontation de ces deux ensembles d’éléments nous permettra ensuite de lier les profils de migration aux profils de ménages migrants.

### ***3. Identification des diversités de ménages migrants***

L’identification des profils de ménages que nous allons présenter dans cette dernière sous-section suit pas à pas les méthodes utilisées dans les sous-sections précédentes. L’ensemble des éléments méthodologiques ayant été précédemment exposés, nous nous concentrerons ici sur les résultats et leurs interprétations. Pour cela, nous introduirons les éléments de construction de l’ACM, en présentant les variables utilisées (3.1.). Dans un second temps, nous exposerons les résultats de l’ACM et leurs interprétations (3.2.). Enfin, nous présenterons la typologie des profils de ménages migrants identifiée par la méthode de classification (3.3.).

---

<sup>507</sup> Rappelons que si les migrations féminines représentent les principaux flux de migration en Inde, c’est principalement pour des raisons matrimoniales. Les pratiques migratoires féminines liées au travail sont pour la plupart très encadrées et s’organisent autour de schémas migratoires bien particuliers (par exemple, les infirmières kéralaises qui migrent vers les pays du Golfe).



### 3.1. Construction de l'ACM

Nous avons retenu pour cette nouvelle analyse factorielle un ensemble de douze variables actives, qui nous sont apparues indispensables à l'identification de la diversité des profils de ménages migrants, auxquelles nous avons rajouté trois variables supplémentaires<sup>508</sup>.

Le premier bloc de variables est constitué d'informations sociodémographiques sur les ménages. Sont ainsi pris en compte la **caste** d'appartenance du ménage (trois modalités : « *Dalit* », « *Middle Caste* » et « *Upper Caste* »), l'**âge du chef de famille** (« 24-34 ans », « 35-49 ans » et « 50 ans et plus »), ainsi que son **niveau d'éducation** (« Pas d'éducation scolaire », « Éducation primaire » et « Éducation secondaire et supérieure »). Enfin, nous avons introduit le **taux d'activité** illustrant la structure du ménage<sup>509</sup>, que nous avons discrétisé en deux modalités : un « Taux d'activité > 0,5 », indiquant que le ménage dispose potentiellement d'une force de travail assez importante par rapport à la taille du ménage, et par opposition, un « Taux d'activité < 0,5 », indiquant un nombre de personnes dépendantes plus important que le nombre d'actifs.

Le second bloc porte plus particulièrement sur des éléments socio-économiques décrivant les ménages, incluant le **niveau de revenu annuel** du ménage (« Revenu Faible » pour les ménages dégageant moins de 60 000 roupies de revenu annuel, « Revenu Intermédiaire » pour les ménages ayant entre 60 000 et 99 999 roupies, et « Revenu Elevé » pour les ménages ayant plus de 100 000 roupies de revenu), l'**accès à la terre** (trois modalités : « Sans terre », « Terre marginale » pour les ménages ayant moins d'une acre et demie de terre et « Petite exploitation » pour les ménages possédant plus d'une acre et demie de terre)<sup>510</sup>. La **structure de l'emploi** capte quant à elle la diversification de l'activité des ménages. Ainsi, nous avons retenu la modalité « Mono-activité » pour les ménages n'ayant qu'une seule source de revenu, « Emploi Diversifié » pour les ménages ayant deux sources de revenus et « Emploi Très

<sup>508</sup> Le tableau récapitulatif (Tableau 5.6.), présenté à la fin de cette sous-section offre une vision d'ensemble des différentes variables retenues pour la construction de cette ACM.

<sup>509</sup> Rappelons ici que le taux d'activité se mesure en rapportant le nombre de personnes en âge de travailler sur le nombre de personnes composant le ménage. Notons que nous avons préféré le taux d'activité à la taille du ménage pour deux raisons. La première est que le faible coefficient de variation de la taille des ménages limite son pouvoir discriminant et de fait son intérêt dans une analyse multidimensionnelle. Deuxièmement, nous intéressant spécifiquement aux migrations de travail, il nous a semblé plus pertinent d'envisager la structure familiale dans son rapport à l'emploi plutôt qu'en valeur absolue.

<sup>510</sup> Pour la discrétisation de cette variable, nous nous sommes éloignés des seuils usuels (présentés *supra*) dans la mesure où le nombre de ménages migrants ayant une terre supérieure à deux acres était très faible. En abaissant le seuil des petites exploitations à une acre et demie, nous avons ainsi pu obtenir une modalité disposant d'un effectif suffisant pour ne pas constituer une modalité rare.

Diversifié » pour les ménages ayant trois sources de revenus ou plus. Nous avons également pris en compte le **niveau d'endettement** des ménages (avec ici cinq modalités : « < 25 000 INR », « 25 000-49 999 INR », « 50 000-99 999 INR », « 100 000-149 999 INR », et « > 150 000 INR »).

Nous avons introduit la **principale activité du ménage**, c'est-à-dire l'activité la plus rémunératrice, qui se décompose en quatre modalités : « Agriculture », « Emploi Indépendant », « Emploi Régulier » et « Emploi Journalier ». Nous avons également retenu l'**accès au crédit**<sup>511</sup> pour lequel trois modalités sont envisagées : un « Très Bon Accès » si le ménage dispose de cinq sources de crédit différentes ou plus, un « Bon Accès » pour les ménages ayant accès à trois ou quatre types de prêteurs et un « Accès Limité » si le ménage ne dispose au plus que de deux sources d'emprunt.

D'autre part, une variable composite **Patri/Ep**, additionnant le montant du patrimoine du ménage (hors-immobilier) et le montant de son épargne a également été prise en compte. Cette variable prend comme modalités : « Très faible » si la somme du patrimoine et de l'épargne est inférieure à 60 000 roupies, « Faible » s'il est compris entre et 60 000 et 79 999 roupies, « Elevé » s'il est compris entre 80 000 et 119 999 roupies, et enfin, « Très Elevé » pour un montant d'actifs supérieur à 120 000 roupies<sup>512</sup>. La dernière variable de ce bloc porte sur le **capital social** du ménage. Concernant cet aspect, nous avons construit une variable composite à quatre dimensions, traitées en binaires, considérant simultanément : le fait de prêter de l'argent à une tierce personne, le fait de participer activement à la vie politique ou associative du village, le fait de participer à des événements publics et le fait de se porter garant pour d'autres personnes ou de pouvoir les recommander. Cette variable distingue alors trois modalités selon le montant de capital social détenu : « Réseau Très Faible » pour un score<sup>513</sup> nul, « Réseau Faible » pour un score inférieur à trois et « Réseau Dense » pour score de trois ou quatre.

<sup>511</sup> En ce qui concerne l'accès au crédit, nous avons initialement pris en compte l'accès ou non au marché du crédit formel, mais il nous est apparu plus pertinent par rapport à notre objet d'étude, d'identifier le nombre de sources différentes que pouvait mobiliser les membres d'un ménage, plus à même, à notre sens, d'illustrer les différentes stratégies des ménages dans leurs pratiques financières. Notons par ailleurs que l'accès au crédit est ici mesuré par le nombre de sources différentes auprès desquelles un ménage est effectivement endetté au moment de l'enquête.

<sup>512</sup> Les seuils des variables monétaires (« revenu », « endettement » et « patrimoine/épargne ») correspondent aux quantiles partageant la population en sous-ensembles de taille équivalente. Par ailleurs, le nombre de classes retenu a été déterminé en fonction de la distribution et du degré de précision que nous souhaitions faire ressortir.

<sup>513</sup> Le score est ici mesuré simplement par la somme des valeurs prises par les *dummies* pour l'ensemble des variables.

Enfin, trois variables supplémentaires ont été retenues pour affiner notre analyse. Les deux premières portent sur le village d'origine des ménages en termes d'accessibilité et de type de substrat. Pour ce qui est de **l'accessibilité du village**, trois modalités sont prises en compte : une « Bonne Accessibilité » pour les villages proches des centres urbains et bien desservis par les moyens de transports et de communication, une « Accessibilité Moyenne » pour les villages assez enclavés, mais disposant d'un accès aux voies de communication satisfaisant et enfin une « Mauvaise Accessibilité » pour les villages les plus isolés et les moins bien desservis. Le **type de substrat du village** est une variable binaire acceptant comme modalités : « Substrat Sec » ou « Substrat Irrigué ». La troisième et dernière variable illustrative porte sur l'accès ou non au programme **NREGA**<sup>514</sup>, ici introduit sous forme d'une variable binaire. Cette variable peut être envisagée comme un *proxy* de l'accès du ménage aux politiques d'aides sociales, mais également comme un substitut à certaines formes de migration.

---

<sup>514</sup> Rappelons ici que le programme NREGA (pour *National Rural Employment Guarantee Act*) est un programme national adopté en 2005, fournissant une garantie légale d'emploi de cent jours de travail par an aux adultes souhaitant réaliser un travail non-qualifié dans le secteur des travaux publics.

Tableau 6.6. Description des variables actives et illustratives constitutives de l'ACM sur les profils de ménages migrants

Variables	Description	Modalités
<b>Variables actives</b>		
Caste	Caste d'appartenance du ménage	Trois modalités : « Dalit » ; « Middle Caste » ; « Upper Caste ».
Âge	Âge du Chef de Famille	Trois modalités : « 24-34 ans » ; « 35-49 ans » ; « 50 ans et plus ».
Educ	Niveau d'éducation scolaire du Chef de Famille	Trois modalités : « Pas d'éducation scolaire » ; « Éducation primaire » ; « Éducation secondaire et supérieure ».
Taux d'activité	Taux d'activité du ménage	Deux modalités : « Taux d'activité > 0,5 » ; « Taux d'activité < 0,5 ».
Terre	Taille de la terre possédée	Trois modalités : « Sans terre » ; « Terre marginale » ; « Petite exploitation ».
Ppale activité	Principale activité du ménage	Quatre modalités : « Agriculture » ; « Emploi Indépendant » ; « Emploi Régulier » ; « Emploi Journalier ».
RevAn	Montant du revenu annuel du ménage	Trois modalités : « Revenu Faible » ; « Revenu Intermédiaire » ; « Revenu Elevé ».
Structure Emploi	Structure de l'emploi du ménage	Trois modalités : « Mono-activité » ; « Emploi Diversifié » ; « Emploi Très Diversifié ».
Endettement	Montant de l'encours d'endettement du ménage	Cinq modalités : « < 25 000INR » ; « 25 000-49 999INR » ; « 50 000-99 999INR » ; « 100 000-149 999INR » ; « > 150 000INR ».
AccessCrédit	Accessibilité au marché du crédit en termes du nombre de sources	Trois modalités : « Très Bon Accès » ; « Accès Bon » ; « Accès Limité ».
Patri/Ep	Montant du patrimoine (hors-immobilier) et de l'endettement du ménage	Quatre modalités : « Très faible » ; « Faible » ; « Élevé » ; « Très Élevé ».
Réseau	Niveau de capital social du ménage	Trois modalités : « Réseau Très Faible » ; « Réseau Faible » ; « Réseau Dense ».
<b>Variables illustratives</b>		
AccessVillage	Degré d'accessibilité du village	Trois modalités : « Bonne Accessibilité » ; « Accessibilité Moyenne » ; « Mauvaise Accessibilité ».
Substrat	Type de substrat du village	Deux modalités : « Substrat sec » ; « Substrat irrigué ».
NREGA	Participation au programme d'emploi NREGA	Deux modalités : « Oui » ; « Non ».

Source : Auteur.

## 3.2. Résultats et interprétations

### 3.2.1. *Qualité de représentation de l'ACM et identification des principaux axes factoriels*

Afin de déterminer le nombre d'axes à conserver pour l'analyse des résultats de l'ACM, nous nous reportons au tableau 6.7. présentant les valeurs propres et les valeurs propres corrigées des axes factoriels. Il apparaît que les deux premiers axes restituent à eux seuls plus des trois quarts de la variance totale et semblent donc constituer un plan factoriel satisfaisant. D'autre part, on observe une baisse importante de la variance expliquée après le second axe, caractéristique de la présence d'un « coude » (ou d'un « décroché ») justifiant le fait de ne retenir que les deux premiers axes.

**Tableau 6.7. Valeurs propres et valeurs propres corrigées des axes factoriels (ACM Profils Ménages Migrants)**

Axes	Valeur propre	Pourcentage	Pourcentage cumulé	Valeur propre corrigée	Pourcentage	Pourcentage cumulé
1	0,230	10,2	10,2	0,026	50,0	50,1
2	0,192	8,5	18,7	0,014	27,4	77,5
3	0,153	6,8	25,5	0,006	11,2	88,7
4	0,123	5,5	31,0	0,002	3,7	92,4
5	0,113	5,0	36,0	0,001	2,0	94,4
6	0,112	5,0	41,0	0,001	1,9	96,3
7	0,109	4,8	45,8	0,001	1,5	97,9
8	0,106	4,7	50,5	0,001	1,2	99,1
9	0,098	4,4	54,9	0,000	0,5	99,6
10	0,094	4,2	59,1	0,000	0,3	99,8
11	0,091	4,1	63,1	0,000	0,1	99,9
12	0,083	3,7	66,8	0,000	0,0	100
13	0,079	3,5	70,3			
14	0,075	3,3	73,7			
15	0,072	3,2	76,9			
16	0,069	3,1	79,9			
17	0,061	2,7	82,7			
18	0,054	2,4	85,1			
19	0,050	2,2	87,3			
20	0,047	2,1	89,4			
21	0,044	2,0	91,4			
22	0,041	1,8	93,2			
23	0,038	1,7	94,8			
24	0,036	1,6	96,4			
25	0,035	1,6	98,0			
26	0,029	1,3	99,3			
27	0,016	0,7	100			

Source : Auteur.

### 3.2.2. Description du premier plan factoriel

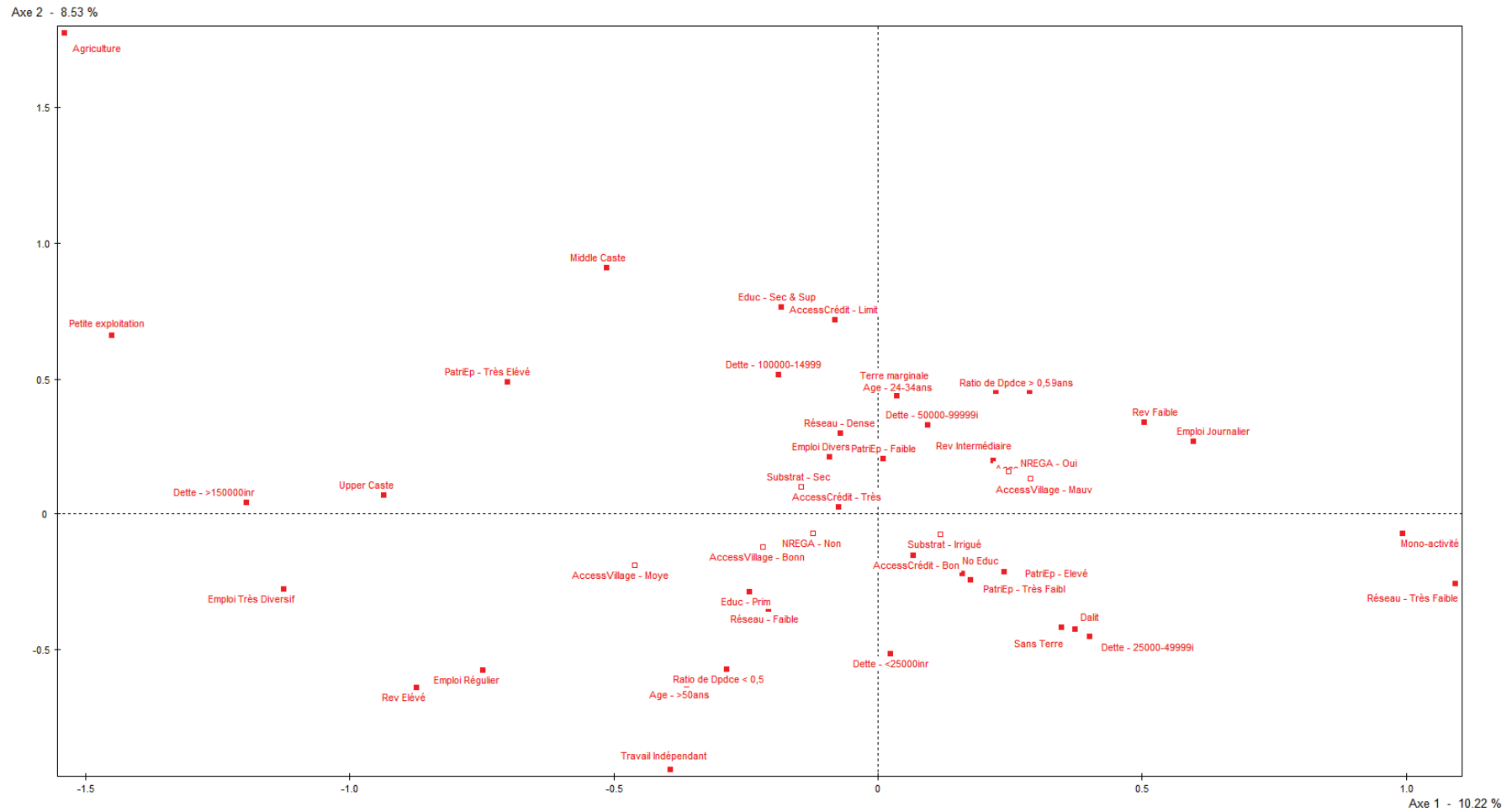
À l'aide des tableaux présentant les contributions, coordonnées et valeurs-tests des variables et modalités (reportés aux annexes 6.9. et 6.10.) et de la projection des modalités actives et illustratives (Figure 6.5.), nous pouvons présenter une description des deux principaux axes factoriels.

Le premier axe distingue les ménages en termes de structure de l'emploi. Se regroupent en effet d'un côté, les ménages « précaires » spécialisés uniquement dans une seule activité, souvent l'emploi journalier. Ces ménages se distinguent globalement par des revenus faibles (inférieurs à 60 000 roupies par an) et un très faible tissu social agissant probablement comme

un facteur limitant les opportunités de sortie de cette précarité. Il apparaît également que ces ménages sont plutôt issus des franges les plus basses de la société et ont un accès très limité à la terre, accentuant ainsi leur précarité. De l'autre côté du premier axe factoriel, nous observons des ménages issus des groupes sociaux les plus élevés (*Middle* et *Upper castes*), caractérisés par une structure de l'emploi très diversifiée. Cette diversification des activités leur apporte de hauts niveaux de revenus, simultanément tirés d'une activité agricole soutenue et d'activités non-agricoles (« Emploi Régulier ») souvent localisées à la ville. Ces dernières leurs sont notamment permises par un certain degré d'accessibilité du village aux petits centres urbains environnants, qui constitue une fenêtre privilégiée vers des opportunités d'emplois non-agricoles. La diversification des activités leur offre une relative prospérité économique, marquée par un niveau de patrimoine relativement élevé par rapport au reste de l'échantillon, mais également par un haut niveau d'endettement qui, dans une certaine mesure, peut constituer comme nous l'avons vu un facteur de réussite sociale et de fierté.



Figure 6.5. Projection des modalités actives et illustratives sur les deux premiers axes factoriels (ACM Profils de Ménages Migrants)



Source : Auteur.

Note : Les carrés pleins représentent les modalités actives et les carrés vides, les modalités illustratives.

Le second axe oppose quant à lui, pour les ménages non-précaires, ceux ayant une activité agricole à ceux spécialisés dans des activités non-agricoles (travail indépendant et emploi régulier). Les premiers se caractérisent assez logiquement par un accès privilégié à la terre et appartiennent aux *Middle Castes* (les *Vanniyars*) qui constituent, comme nous l'avons vu, la nouvelle caste dominante de cette partie du Tamil Nadu. Les seconds se caractérisent eux par des niveaux de revenu élevés et un encours d'endettement assez faible (inférieur à 25 000 roupies). Nous constatons également pour ces derniers un taux d'activité inférieur à 0,5 qui peut s'expliquer par l'âge plus avancé des chefs de famille et par extension, par la présence de plusieurs générations au sein du ménage avec notamment des enfants en bas-âge et des personnes plus âgées, alors plus en âge de travailler.

Comme pour l'analyse menée sur les profils de migration, une validation empirique par méthode de *bootstrap* a été conduite afin de tester la robustesse de notre ACM. La représentation graphique de cette méthode, présentée dans l'annexe 6.11., nous confirme relative fiabilité de représentation de notre ACM.

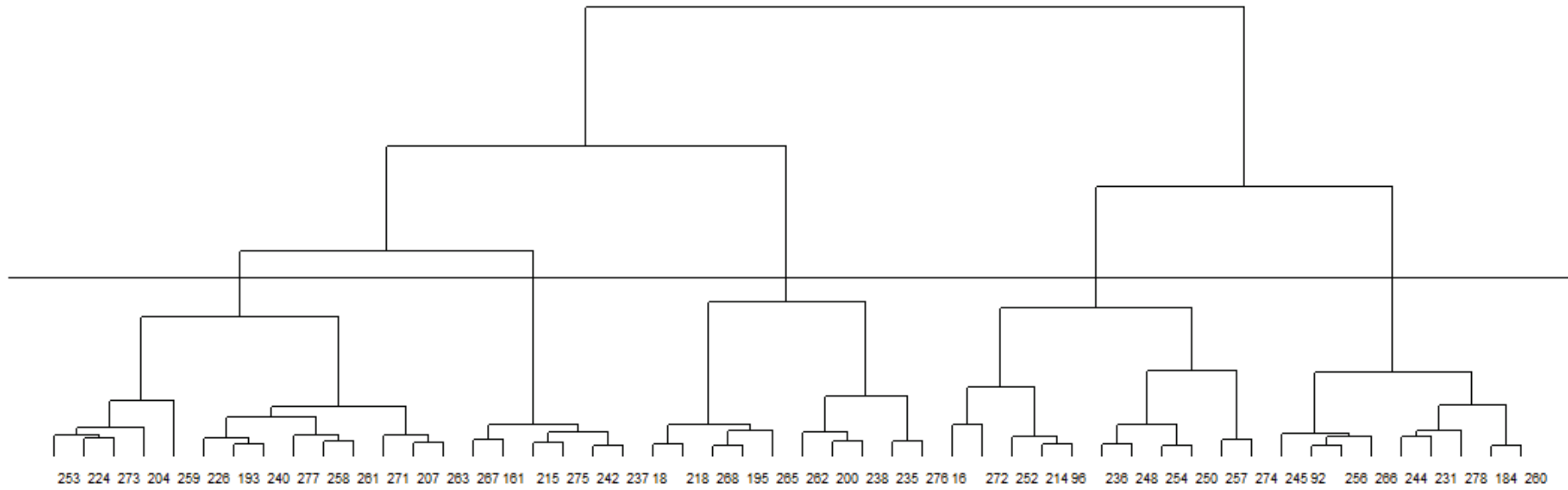
Ces éléments étant dorénavant présentés, nous pouvons nous intéresser à la typologie des ménages migrants identifiés par la méthode de classification.

### 3.3. Typologie des ménages migrants

Comme nous l'avons fait dans la sous-section précédente, il convient de s'intéresser au niveau de partition retenu et d'en justifier le choix avant de décrire les profils de ménages obtenus. Pour cela, nous pouvons nous focaliser sur les faiblesses des partitions obtenues à un niveau supérieur et inférieur. Ainsi, il se trouve ici qu'une partition en quatre groupes distingue un très grand groupe par trop hétérogène, ce qui ne rend guère opportun un tel niveau de coupure. D'autre part, comme l'indique la Figure 6.6., une partition en six classes aurait isolé un très petit groupe d'individus ne se distinguant que par trois modalités très spécifiques ne présentant aucun intérêt en matière de description de profils de ménages. Nous avons donc opté pour une partition en cinq classes offrant, à notre sens, le niveau d'analyse le plus pertinent et dont la distribution est reportée dans le tableau 6.8.

**Figure 6.6. Dendrogramme de la CAH sur facteurs (ACM Profils Ménages)**

Classification ascendante hiérarchique sur facteurs



Source : Auteur.

**Tableau 6.8. Distribution des profils de ménages migrants**

Profils Ménages Migrants	Effectif	Pourcentage
Profil 1 « Elite locale pluriactive »	39	23,8
Profil 2 « Caste dominante locale »	20	12,2
Profil 3 « Petite paysannerie pluriactive »	33	20,1
Profil 4 « Travailleurs indépendants prospères »	28	17,1
Profil 5 « Précaires »	44	26,8
<b>Total</b>	164	100

Source : Auteur.

Nous pouvons à présent nous attacher à décrire les cinq profils de ménages migrants ainsi identifiés, dont les éléments constitutifs de la classification sont reportés dans l'annexe 6.12.

Le premier profil de ménage décrit une « **élite locale pluriactive** ». Ces ménages se caractérisent par leur appartenance aux *Upper Castes* locales et présentent une structure de l'emploi très diversifiée. En effet, en plus de disposer de terres permettant une activité agricole soutenue, ces ménages ont un accès privilégié à des emplois réguliers non-agricoles. Si l'on observe pourtant un niveau d'éducation scolaire du chef de famille assez faible (« éducation primaire »), nous pouvons imaginer que ces emplois réguliers sont le fait des enfants. En effet, il semblerait que les parents issus des hautes castes et économiquement les plus favorisés aient investi dans l'éducation des enfants, qui ont alors pu se tourner vers des emplois non-agricoles, également permis par la capitalisation d'un réseau social dense. Ces ménages bénéficient par ailleurs, grâce à leur statut et à leur relative prospérité économique, d'un très bon accès au marché du crédit (formel et informel) et présentent de fait un niveau d'endettement assez élevé (supérieur à 150 000 roupies). Enfin, nous constatons que ces ménages sont plutôt issus de villages ayant un substrat sec, dont les faibles rendements agricoles semblent avoir conduit à une diversification des activités et à une sortie progressive de l'agriculture. Le maintien d'une activité agricole peut cependant s'entendre comme un moyen de garder un lien avec le village d'origine et d'asseoir une certaine forme de prestige dans la mesure où la terre symbolise traditionnellement une forme de pouvoir.

Le second profil de ménages fait référence à la « **caste dominante**<sup>515</sup> **locale** ». Les ménages considérés, principalement issus des *Middle Caste* locales (les *Vanniyars*), ont comme principale activité l'agriculture qu'ils pratiquent sur des terres dont la taille (supérieure à une acre et demie) est suffisamment grande pour permettre une activité agricole soutenue et potentiellement rentable. On observe d'autre part parmi ces ménages un niveau de patrimoine<sup>516</sup> élevé et un accès au crédit limité du point de vue du nombre de sources. Cette limitation du nombre de sources n'est cependant pas synonyme ici d'un mauvais accès au crédit. En effet, comme nous l'avons montré par ailleurs [Guérin, Roesch, Michiels et Venkatasubramanian, 2012 : 398-399], 55,4% des emprunts effectués par des *Middle Castes* et 63,2% des prêts accordés par des *Middle Castes* se font dans des relations intra-castes. Ces logiques d'entre-aides communautaires et de fragmentation du marché du crédit en fonction de la caste relativisent alors l'accès ici limité à une variété de prêteurs, notamment pour cette catégorie d'agriculteurs dont les encours d'endettement sont les plus importants de notre échantillon<sup>517</sup> [*Op. Cit.* : 2102]. Enfin, il est intéressant de noter que les chefs de famille de ce groupe sont plutôt jeunes (entre 24 et 34 ans), ce qui peut alors expliquer un taux d'activité élevé (car ils ont potentiellement moins d'enfants à charge), et qu'ils sont plutôt éduqués (éducation secondaire et supérieure).

Le troisième profil de ménage, que nous qualifierons de « **petite paysannerie pluriactive** », se distingue du groupe précédent par la structure de ses activités. S'il s'agit également plutôt de ménages issus des *Middle Castes*, l'agriculture n'est plus l'activité principale et le ménage se caractérise alors par une structure de l'emploi diversifiée. La taille marginale de la terre fait qu'elle n'est ici plus envisagée que comme une activité vivrière<sup>518</sup> qui constitue alors un complément à un emploi journalier, par ailleurs assez faiblement rémunérateur (revenus plutôt « faibles », inférieurs à 60 000 roupies par an). Notons toutefois que le fait de posséder de la terre ne s'entend pas qu'en termes d'activité ou de revenu. La possession d'un lopin de terre, même marginal, peut constituer une forme d'épargne non-monnaire et de prestige, qui apparaissent tout aussi importants et socialement valorisables qu'un revenu élevé. Il apparaît

<sup>515</sup> Rappelons ici que le concept de « classe dominante », défini par Srinivas [1971 : 10], décrit comme dominante une caste, numériquement importante et occupant une place élevée dans la hiérarchie de caste locale, qui possède une part substantielle des terres arables de la localité.

<sup>516</sup> Rappelons que le montant du patrimoine est constitué des actifs non-immobiliers, auxquels nous avons ajouté le montant de l'épargne.

<sup>517</sup> Les agriculteurs ont un encours d'endettement moyen de près de 120 000 roupies contre environ 75 000 roupies pour les travailleurs journaliers et travailleurs indépendants.

<sup>518</sup> Racine [1994 : 317] considère en effet qu'« une acre de terre ne constitue plus, en soi, une unité agricole économiquement viable ».

en effet un attachement assez fort à la terre qui, même si elle ne permet pas une activité rentable, agit plus comme un marqueur social que comme une source potentielle de revenu. Notons enfin la présence d'un tissu social assez dense pour ces ménages, qui semble plus se traduire ici par des opportunités sur le marché financier que sur le marché du travail.

Le quatrième profil de ménage migrant décrit un ensemble de « **travailleurs indépendants prospères** ». Les ménages considérés se distinguent des autres par une activité de travailleur indépendant (petit commerce de proximité, artisanat, etc.) et ils ont la particularité d'appartenir à des castes *Dalits*. Il est intéressant de noter que malgré l'absence généralisée d'éducation scolaire<sup>519</sup> et un faible degré de réseau social, cette activité leur permet de dégager des revenus assez élevés – supérieurs à 100 000 roupies – par rapport à ceux du reste de l'échantillon. Ainsi, si ces ménages proviennent de castes socialement discriminées, ils appartiennent aux franges les plus prospères économiquement. Cette ambiguïté corrobore une de nos observations présentées dans le chapitre précédent où nous identifions une absence de différence significative dans les distributions des revenus entre castes. D'autre part, nous pouvons observer que ces ménages sont plutôt moins endettés que les autres, avec un encours d'endettement inférieur à 25 000 roupies, et que le taux d'activité y est inférieur à 0,5, indiquant alors une structure du ménage à relativement faible capacité de travail. A titre d'exemple, nous pouvons ici présenter le cas des petits commerçants (*petty shop*), dont l'activité ne nécessitent pas un investissement initial important (réduisant alors le niveau d'endettement), tout en se révélant assez profitable économiquement.

Enfin, le dernier profil de ménage regroupe les ménages les plus « **précaires** » qui semblent cumuler tous les maux. En effet, ces ménages plutôt *Dalits* proviennent des villages irrigués où nos observations de terrain ont montré une relative persistance de l'ordre hiérarchique traditionnel dans l'organisation du village, en termes d'accès à l'emploi et à la terre<sup>520</sup>. Il nous est en effet apparu dans ces villages – également souvent les plus isolés – une plus grande discrimination envers les populations *Dalits*, dont la dépendance aux *Upper Castes* en termes d'emploi (ces derniers possédant la quasi-totalité des terres) et autres pratiques sociales semblait beaucoup plus développée que dans d'autres villages à substrat sec. Ces ménages précaires se caractérisent par un accès extrêmement limité si ce n'est impossible à la terre, mais également par une structure de l'emploi basée sur une seule source d'activité : être

<sup>519</sup> Qui peut être liée comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent à l'âge plus avancé des chefs de famille de ces ménages.

<sup>520</sup> Nous reviendrons plus en détail dans le dernier chapitre de la thèse sur ces spécificités, et de manière générale, sur les différences d'organisation villageoise dans la zone d'enquête.

*coolie*. Cette mono-activité, principalement due à un accès limité à des formes d'emploi autres que précaires et journalières, témoigne d'une grande vulnérabilité quant à la mobilisation de sources de revenus alternatives en cas de chocs (moussons tardives, inondations, sécheresses, etc.). On observe toutefois souvent un niveau de revenu « intermédiaire » pour ces ménages (compris entre 60 000 et 100 000 roupies), ce qui peut alors indiquer, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, un recours à l'emploi plus généralisé, notamment porté par l'activité féminine. D'autre part, en opposition à ce que nous avons vu précédemment, notamment pour le groupe de « petite paysannerie pluriactive », le faible niveau d'endettement peut ici être perçu comme la conséquence d'une forte segmentation sur le marché du crédit, très peu accessible à ces basses castes qui ne disposent que d'un réseau très limité. Ces ménages semblent ainsi être enfermés dans des logiques de survie et la faiblesse de leurs actifs économiques et sociaux les expose à une forte vulnérabilité (absence de réseau, mono-activité, forte dépendance à l'activité agricole, forte exposition aux aléas climatiques, etc.), qui semble alors limiter les options de sortie de cette précarité.

L'identification des profils de migration et des profils de ménages migrants nous a permis une première lecture éclairée de la diversité des pratiques migratoires qui peuvent prendre forme dans cette zone du Tamil Nadu. Il est en effet ressorti de ces analyses que les migrations de travail en Inde ne relèvent pas d'une unicité de formes, ni d'une unicité de migrants. Il convient à présent de croiser ces deux approches afin de lier les profils de ménages migrants aux profils de migration, ce que nous présentons dans une troisième et dernière sous-section.



### Section 3. Quelles migrations pour quels ménages ? Une analyse croisée

À partir des résultats des études menées dans la section précédente, nous avons mis en place une Analyse Factorielle des Correspondances (AFC), permettant une analyse des liens entre les profils de migration et les profils de ménages migrants. Ainsi, il s'agit dans cette dernière section de s'intéresser, par le biais d'une analyse croisée, aux correspondances entre les différents profils obtenus et d'identifier les proximités existant entre eux. Pour cela, nous ferons une brève présentation de l'application de notre AFC (1.), puis nous nous attacherons à décrire et analyser les liens obtenus entre profils migrants et profils migration (2.).

#### *1. Qualité de représentation et sélection des axes factoriels*

Comme nous l'avons présenté dans le second chapitre, l'objectif de l'AFC est de représenter graphiquement l'information contenue dans le tableau de contingence<sup>521</sup> (reporté à l'annexe 6.13.) croisant les profils de migration et les profils de ménages migrants.

Les résultats de l'AFC montrent que les deux premiers axes factoriels retranscrivent à eux seuls près de 93% de l'inertie totale, c'est-à-dire de l'information statistique caractérisant l'écart à l'hypothèse d'indépendance entre les profils de migrations et les profils de migrants.

---

<sup>521</sup> Rappelons ici que le tableau de contingence représente la ventilation d'une population selon les modalités de deux caractères qualitatifs (les profils de migration et de ménages migrants dans notre cas), dont les critères sont mutuellement exclusifs.

## 2. Résultats et interprétations

La lecture de la projection des profils lignes et colonnes sur le premier plan factoriel rapportant les axes F1 et F2 (Figure 6.7.) nous permet de constater des proximités entre les différents éléments représentés<sup>522</sup>. Avant de commenter les couples de profils marqués par une certaine proximité, nous pouvons nous intéresser au cas particulier de deux des profils identifiés. On observe en effet un isolement des profils « Migration Journalière Non-Agricole » et « Travailleur Indépendant Prospère ». Cet isolement reflète l'absence de ressemblance entre ce profil de migration et les autres, du point de vue de leurs liaisons aux différents profils de migrants (et inversement pour le profil de migrant). Ils sont ainsi plutôt particuliers en la matière.

Le positionnement de la modalité « migration journalière non-agricole », proche de l'origine des axes, nous indique que cette forme de migration n'est pas particulièrement associée à un profil de ménages migrants plutôt qu'à un autre. En d'autres termes, nous pouvons dire que l'ensemble des types de ménages migrants a recours à cette forme de migration. Celle-ci, bien qu'appelant la mobilisation d'un certain réseau social, semble constituer une forme d'activité de complément ne nécessitant pas nécessairement de qualification ou de compétence particulière, et à laquelle la plupart des types de ménages peuvent recourir. Les caractères individuel et de court terme de ce type de migration indiquent par ailleurs que le recours à celle-ci peut servir de variable d'ajustement en fonction des besoins des ménages et de l'offre de travail disponible au village d'origine. Il en va de même des ménages ayant un profil de « Travailleur Indépendant Prospère » qui semblent ne pas significativement favoriser une forme de migration plutôt qu'une autre.

Il apparaît des proximités plus marquées pour les autres profils identifiés. La projection des profils de migration et de ménages migrants met effectivement en évidence quatre ensembles présentant des profils associés. Nous concentrerons donc notre analyse sur ces quatre groupes de modalités identifiant autant de couples profils de migration/profils de ménages migrants.

---

<sup>522</sup> Notons que la proximité entre deux modalités résume leur attirance (modalités de variables différentes) ou leur ressemblance (modalités de la même variable). Autrement dit, lorsqu'une modalité est proche d'une autre, cela veut dire que les effectifs répondant aux deux conditions sont plus nombreux que l'effectif qui aurait résulté d'une répartition respectant l'hypothèse d'indépendance entre les deux variables. De manière opposée, l'éloignement d'une modalité par rapport à une autre indique une répulsion ou une dissemblance entre ces modalités.

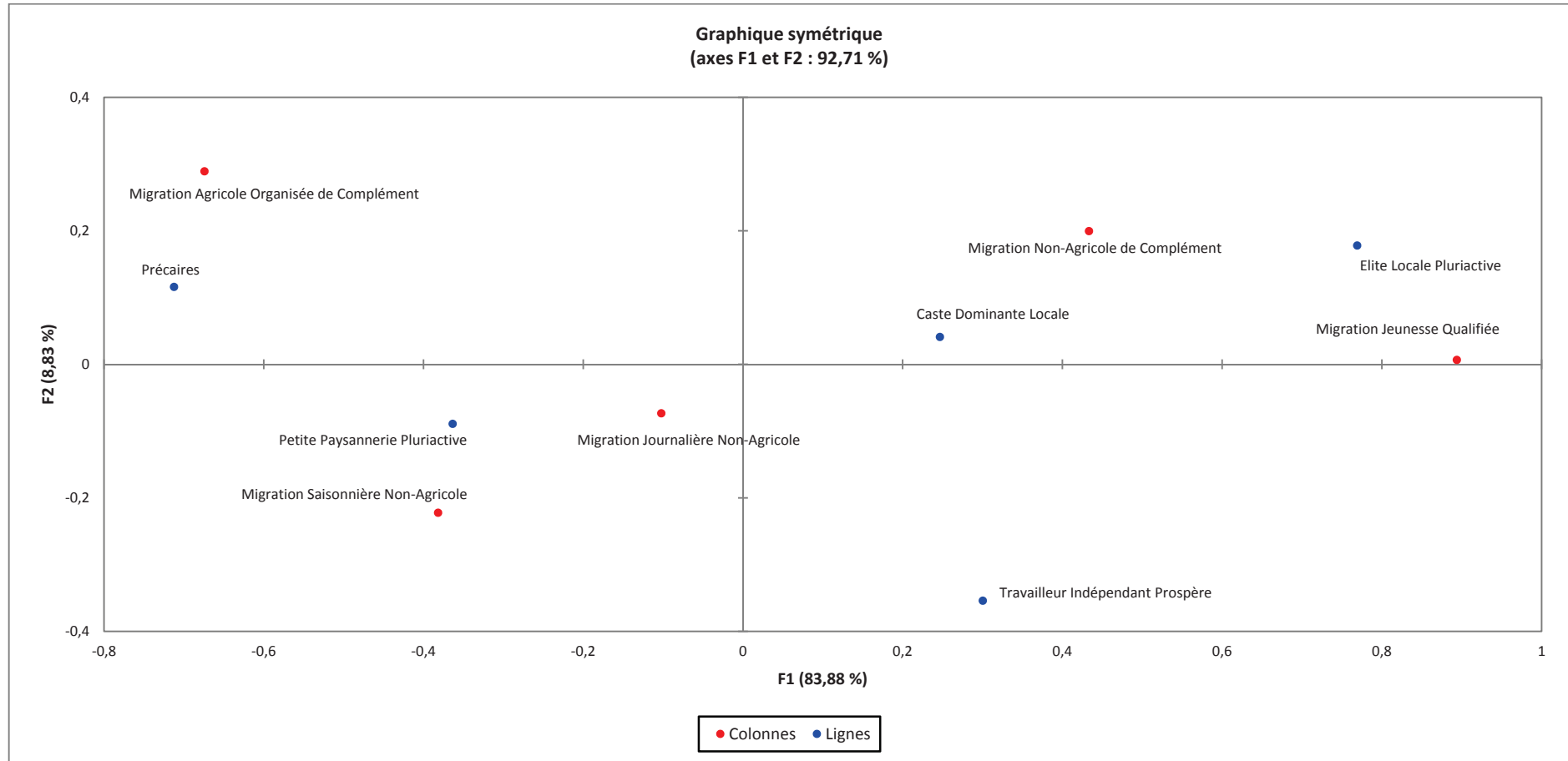
Le premier couple de profils met en lien les migrations de la « jeunesse qualifiée » avec les ménages représentant l'« élite locale pluriactive ». Cette relation assez attendue montre bien la persistance des logiques de segmentation économique et sociale (notamment à travers les logiques de castes) dans l'accès aux emplois les plus socialement valorisés et les plus rémunérateurs (travail administratif ou dans des *private companies*). Il apparaît en effet à travers cette proximité que les ménages issus des *Upper Castes* locales ont un accès privilégié aux formes d'emplois migrants les plus pérennes<sup>523</sup>. D'autre part, les rentes issues de l'activité agricole, favorisées par un meilleur accès à la terre<sup>524</sup>, ont aussi permis à cette élite locale d'investir dans l'éducation des enfants. Il semblerait en effet que ce sont plutôt les enfants issus des *Upper Castes* qui ont tendance à migrer pour occuper ces emplois, souvent localisés dans les grandes villes indiennes. Toutefois, cet investissement dans l'éducation des enfants, effectué par les franges les plus hautes de la société, ne constitue pas le seul élément déterminant de différenciation. Il semblerait en effet que le degré relativement important de capital social dont bénéficient ces ménages leur permette également de mobiliser un réseau de connaissance qui apparaît essentiel, ou du moins non-négligeable, dans l'obtention de ce type d'emploi. En effet, comme le soulignent Mahadev et Racine [1994] et Skeldon [1997], migrer requiert de disposer d'un minimum de capital, à la fois financier et social, ainsi que d'un bon accès à l'information. Dans une société où clientélisme et corruption jouent un rôle prépondérant dans l'accès aux différentes ressources [Anderson *et al.*, 2015], le réseau s'avère en effet indispensable à l'obtention d'un emploi sur le marché du travail urbain non-agricole, en particulier pour des emplois qualifiés. Nous pouvons ajouter qu'il apparaît également plus accessible aux populations les moins socialement discriminées.

Ainsi, grâce à leur capacité à mobiliser différentes formes de capital (économique, social, humain, etc.), ces ménages ont pu adopter des stratégies leur permettant de diversifier leurs activités et de s'intégrer dans des activités modernes à la ville, tout en gardant un lien fort avec le village.

<sup>523</sup> « *It is not only the very poor who make up the migrant Indian population. Indians of the upper castes also migrate cityward, but under more favorable conditions. They have the advantage of more education and security at home if they fail in the city, but they are less likely to fail because they can enter the job market at a higher level* » [Anderson : 2013 : 170].

<sup>524</sup> La terre constitue, comme nous l'avons vu, une source de pouvoir (en ce sens qu'elle confère à ses exploitants un certain contrôle sur la main-d'œuvre locale) et de fierté. Racine [1994 : 336] note en effet à ce propos que le « *prestige, dont jouissent en premier chef les gros propriétaires terriens de bonne caste, explique pour une part les stratégies de diversification qui maintiennent la terre comme fondement de la richesse familiale* ».

Figure 6.7. Projection des profils lignes et colonnes sur le premier plan factoriel (Axes F1 et F2)



Source : Auteur.

Le second couple de profils illustre la proximité entre une « migration non-agricole de complément » et les ménages issus de la « caste dominante locale ». Si la projection de ces derniers sur le plan factoriel et leur relative proximité de l'origine des axes requiert une certaine vigilance dans l'interprétation des résultats, nous pouvons toutefois noter une certaine association entre ces deux modalités. La stratégie migratoire semble ici assez évidente. Ces petits exploitants constituant la caste dominante locale tirent leurs principaux revenus de leurs exploitations. Ces ménages ont ainsi plus tendance à recourir à des migrations de complément, vers les petits centres urbains dynamiques de la zone et notamment dans le secteur du bâtiment.

Le troisième groupement de profils témoigne du lien entre les « migrations agricoles organisées » et les ménages les plus « précaires ». Il apparaît en effet que ces ménages, parmi les plus défavorisés, se tournent plutôt vers des migrations organisées par un recruteur de main d'œuvre (ou *maistry*). Ces migrations offrent, par le biais de l'avance sur salaire qu'elles impliquent, l'assurance d'un emploi et donc un moyen de se prémunir contre le risque. Servet [2007 : 134] note dans ce sens que « *si l'avance rend possible une surexploitation de la main-d'œuvre, voire des formes extrêmes de travail forcé ou de servitude y compris avec violence physique et sexuelle, les enquêtes de terrain obligent à ne pas confondre toutes les formes de rémunération par avance avec la servitude par ou pour dette et de les assimiler de façon systématique à une sous-rémunération de la main-d'œuvre. Remarquons aussi que cette protection est recherchée par les travailleurs eux-mêmes parce qu'elle éloigne la précarité de l'embauche quotidienne ou celle du chômage quasi permanent et qu'elle peut ainsi leur donner une garantie d'emploi* ». Ainsi, face à des ressources limitées, à l'absence de réseau social et à un manque manifeste d'alternatives, ces ménages n'ont d'autre choix que d'accepter pendant la saison creuse cette avance, dans la mesure où peu, voire aucune autre source de revenus n'est disponible au village à cette période. Nous observons en effet que ces migrations constituent une forme de complément aux maigres revenus annuels tirés de leurs activités de travailleurs journaliers agricoles (ou *coolies* agricoles) qu'ils occupent au village d'origine le reste de l'année (notamment durant la saison des pluies). Ce complément n'est donc pas la principale source de revenu (il représente le plus souvent moins de 50% du revenu annuel du ménage) ; pour autant, il permet la survie de ces travailleurs. Nous avons effectivement identifié par ailleurs que ces ménages étaient plutôt originaires de villages à substrat humide, permettant plusieurs récoltes par an et donc un emploi au village, au moins pour pallier aux dépenses élémentaires, durant une bonne partie de l'année. De fait,

l'irrigation permet des opportunités d'emploi au-delà de la stricte saison des pluies, expliquant ainsi que la période de migration soit raccourcie par rapport à celle des travailleurs issus des villages secs. Ainsi, le revenu migratoire de ces migrants est, bien qu'indispensable, un revenu complémentaire. Comme le remarque Racine [1994 : 316], l'agriculture intensive et l'essor de moulins à cannes requièrent en saison de pointe, une main-d'œuvre importante dans les villages irrigués. Cependant, si ces zones font face à un fort pouvoir de stabilisation – par rapport aux villages secs – leur permettant de maintenir leurs pauvres par un pouvoir d'emploi supérieur au-delà de la saison humide [Racine, 1994 : 338], il n'en demeure pas moins que ce type de migration rappelle les *coping migrations* décrites par Deshingkar et Start [2009]. Celles-ci constituent en effet une migration de survie pour des ménages extrêmement précaires alternant travaux agricoles journaliers durant la saison humide et migration vers la coupe de la canne à sucre durant la saison sèche.

Enfin, le dernier couple de profil met en relation la « petite paysannerie pluriactive » avec les « migrations saisonnières organisées non agricoles ». Cette liaison constitue à notre sens un des éléments les plus intéressants de cette AFC. En effet, les migrations saisonnières non-agricoles (principalement vers les briquèteries) sont apparues dans notre zone d'enquête il y a une trentaine ou une quarantaine d'années selon les villages. Ces schémas migratoires se sont principalement développés dans les zones sèches où la faible activité agricole impose un indispensable complément de ressources pour les plus démunis, qu'ils trouvent alors dans la mobilité et la saisonnalité du travail [Racine, 1994 : 338]. C'est dans ces conditions que sont apparues les migrations vers les briquèteries qui, avec le temps, sont devenues des pratiques d'emploi bien intégrées dans l'organisation du marché du travail local. Si les premiers migrants de ce type étaient principalement issus de ménages « précaires », il semblerait que l'expérience accumulée et la répétitivité de ces schémas migratoires aient permis, au moins pour certains d'entre eux, un certain degré d'accumulation notamment marqué par l'accession à la terre. En effet, bien que les conditions de travail soient extrêmement dures, les conditions de migration mauvaises et le salaire à la semaine ou à la pièce peu rémunérateur, le montant important de l'avance obtenue et la possibilité d'avoir accès à un emploi sur une période assez longue (rappelons que les migrations durent entre quatre et six mois par an) ont permis à ces ménages d'opérer une certaine accumulation et de s'en sortir plutôt mieux que d'autres, notamment que ceux décrits juste précédemment. Il faut toutefois nuancer ces résultats. Si cette forme de migration et le confort relatif associé à l'avance sur salaire ont permis à certains types de ménages d'améliorer leurs conditions de vie et leur position relative dans la

hiérarchie sociale locale, elle constitue pour d'autres une des formes les plus dures d'asservissement. Ces formes d'asservissement, liées – mais pas systématiquement (cf. Chapitre 5) – au système d'avance sur salaire [Breman, 1996 ; Srivastava, 2009 ; Guérin *et al.*, 2012 ; Carswell et De Neve, 2013], tranchent avec la capacité d'accumulation permise par la forme de migration identifiée ci-dessus. Cette ambiguïté témoigne alors des diversités de situations qui peuvent exister, y compris au sein d'une même pratique migratoire, mais également des difficultés d'appréhender le caractère asservi ou non de la relation de travail qui accompagne l'avance sur salaire.

Ainsi, le principal apport de notre démarche a été de fournir une vision synthétique des liens entre profils de migration et profils de ménages migrants, en isolant les phénomènes essentiels des phénomènes marginaux. Nous avons donc pu observer et décrire les proximités qui existaient entre ces deux types de profils et identifier différentes stratégies migratoires prévalant dans le monde rural tamoul. Il ressort de cette analyse, d'une part, l'existence d'une diversité des schémas migratoires, mais également une certaine superposition des logiques de castes et de classes. Les meilleures dotations en capital économique, culturel et social des franges les plus hautes de la population leur permettent en effet d'avoir accès à de meilleures activités migratoires, socialement et économiquement plus valorisées. D'autre part, malgré l'émergence d'un groupe de travailleurs indépendants plutôt prospère et les logiques d'accumulation qui se sont ouvertes à certains d'entre eux, les populations *Dalits* demeurent, pour la plupart, dans des logiques de survie et/ou d'asservissement. Comme le souligne dans ce sens Heyer [2012 : 91]: « *There are still very few opportunities for the majority to move into employment other than low skilled manual labour* ».



## Conclusion

Les différents éléments présentés dans ce chapitre nous ont permis, par la mobilisation conjointe de différentes méthodes, de nous intéresser à la migration, à ses déterminants et aux différentes logiques associées dans un cas d'étude appliqué au monde rural tamoul. Notre hypothèse de départ, postulant une diversité des stratégies migratoires en zones rurales, a ainsi pu être vérifiée et nous avons pu démontrer l'existence d'une pluralité de situations. Les limites évidentes dont souffre une approche standard envisageant la migration comme un phénomène binaire et homogène, nous ont en effet conduit à mobiliser de nouveaux outils plus à même de prendre en compte cette diversité de pratiques migratoires. L'identification de profils de migration (à partir des caractéristiques propres aux différentes formes de mobilités et de profils de ménages migrants) selon un ensemble de caractères économiques et sociaux constitue, à notre sens, une approche novatrice et particulièrement adaptée à notre objet d'étude. Cependant, si les grandes lignes identifiées dans ce chapitre fournissent une vision synthétique des phénomènes migratoires, les combinaisons de profils rendent assez mal compte des diversités de pratiques associées à chaque profil, de ménages ou de migrations, dans la mesure où il existe un continuum de situations et une multitude de cas de figure possibles. Ces questionnements nécessitent alors une étape supplémentaire permettant d'affiner notre analyse. Pour cela, nous proposons dans une démarche de méthode mixte d'approfondir notre objet d'étude en mobilisant des outils plus qualitatifs cette fois, que nous présenterons dans un septième et dernier chapitre.



## Chapitre 7. Pratiques de circulation : diversité des stratégies migratoires en milieu rural tamoul

### Introduction

Les résultats présentés dans le chapitre précédent témoignent de la diversité des formes de migration observables dans le monde rural tamoul. Cette diversité résulte, comme nous l'avons vu, d'un ensemble de changements économiques et sociétaux opérant tant au niveau micro-économique que méso-économique, tout en s'inscrivant dans des dynamiques plus globales. Si l'utilisation de l'approche quantitative a constitué la première étape de notre démarche et nous a permis d'identifier une typologie de formes de migration, il nous est apparu indispensable, dans une logique compréhensive, de nous intéresser plus particulièrement aux perceptions et représentations des individus en la matière. L'enjeu de ce chapitre est donc de s'interroger sur les pratiques de circulation en portant une attention particulière aux stratégies migratoires adoptées individuellement et collectivement par les populations migrantes. Pour cela, nous mobiliserons les résultats tirés d'une approche trop rarement valorisée en sciences économiques, l'enquête qualitative, qui a ici consisté en une série d'entretiens et de récits de vie.

L'objectif de cette phase de terrain a été double : il s'agissait dans un premier temps de mieux comprendre l'organisation de la société rurale tamoule en recueillant des informations sur des thématiques générales telles que l'emploi, la migration, l'accès à la terre, etc., afin de mieux comprendre le contexte général de la zone d'enquête. D'autre part, il s'agissait d'approfondir et compléter les résultats identifiés en amont par la partie quantitative. Pour cela, nous avons eu recours à l'enquête par entretien semi-dirigé, particulièrement adaptée à notre approche dans la mesure où, comme le soulignent Blanchet et Gotman [2007 : 24], elle permet d'« *analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques* ». C'est en effet là l'objet de notre démarche de recherche, qui consiste à étudier les choix effectués individuellement ou collectivement et à comprendre la ou les logiques qui les ont guidés et donc de s'attacher aux « *conceptions, raisonnements et logiques subjectives de l'interviewé* » [Op. Cit. : 29].

Toutefois, avant d'entrer dans l'analyse des entretiens, il est essentiel d'avoir un regard critique sur le processus de production des données et de présenter la démarche méthodologique qui a guidé ces travaux qualitatifs. Pour cette raison, les aspects

méthodologiques, qui précisent la démarche suivie, les outils utilisés, les biais et problèmes rencontrés et la portée analytique de nos observations seront abordés dans une première section (*Section 1.*). La seconde section est dédiée au traitement des observations recueillies et met en lumière une diversité des pratiques migratoires (*Section 2.*).

## Section 1. Présentation de la démarche méthodologique

*« Prendre les discours et les pratiques comme objet de connaissance conduit le chercheur à secréter ses propres sources et donc à construire son terrain d'enquête et son propre dispositif de recueil de données »* [Pierret, 2004 : 4-5].

La préparation de l'enquête qualitative succède à l'opération de construction de l'objet de recherche qui repose sur une démarche séquentielle à trois axes : la formulation de la question de recherche (enjeu, faisabilité et pertinence de l'objet de recherche), le choix de la problématique (inscription dans une perspective théorique) et la formulation d'hypothèses (réponses provisoires et préopératoire de la problématique) [Blanchet et Gotman, 2007 : 35]. Il est évident que cette articulation est loin d'être aussi stricte dans la réalité, dans la mesure où la réflexion se nourrit tout au long de la recherche. Pour autant, ces questionnements demeurent un préalable indispensable à la conception de l'enquête qualitative.

Nous avons déjà présenté cette démarche méthodologique (cf. Introduction générale et Chapitre 5), mais nous pouvons ici préciser les éléments qui ont guidé plus spécifiquement cette phase qualitative :

- La question de recherche porte ici plus précisément sur les stratégies adoptées par les populations, migrantes ou non, justifiant le recours, ou pas, à des logiques migratoires.
- La problématique s'est alors organisée autour de la question portant sur les déterminants des diverses formes de migration identifiées dans le monde rural tamoul.
- Enfin, nos hypothèses de recherche se sont cristallisées sur l'idée qu'il existe pour chaque forme de migration différentes stratégies liées, bien sûr aux caractéristiques socio-économiques des ménages, mais également à leurs représentations.

Ces éléments étant rappelés, nous pouvons présenter la démarche méthodologique suivie en précisant dans un premier temps les éléments de méthodes mobilisés, ainsi que les différents biais associés à ces méthodes (1.). Puis, dans une seconde sous-section, nous reviendrons sur l'organisation du travail de terrain en présentant les différentes étapes qui ont guidé cette approche qualitative (2.).

### **1. *Éléments de méthode***

Le matériau de base de l'analyse des stratégies migratoires du milieu rural tamoul provient d'une série de discours, produits de communications effectuées dans le cadre d'entretiens semi-dirigés. Cette démarche a cependant nécessité un travail en amont questionnant différents aspects méthodologiques et épistémologiques qu'il convient de présenter. En effet, il nous est apparu indispensable de nous interroger dans un premier temps sur la rencontre de l'Autre que produit l'entretien ethnographique (1.1.). Dans un second temps, nous reviendrons sur les questionnements ayant conduit à la mise en place du dispositif technico-méthodologique mobilisé (1.2.).

#### 1.1. La rencontre de l'Autre dans l'entretien ethnographique

L'entretien ethnographique, dans l'interaction de l'échange, produit une situation sociale marquée par la rencontre de l'Autre. Cette rencontre qui met en relation différents mondes, parfois très distincts, nous a amené à nous questionner sur la relation entre les trois parties constituant le triptyque de l'échange : l'enquêteur, le traducteur et l'enquêté. La première question s'est donc logiquement portée sur la place du chercheur en sciences sociales face à un terrain « lointain ». Il nous est en effet apparu indispensable de réfléchir à notre statut d'*outsider* et aux moyens permettant de réduire la distance entre enquêteur et enquêté (1.1.1.). Dans un second temps, et comme suite logique à ce premier questionnement, se pose la question du recours à l'assistant de recherche en tant qu'enquêteur-interprète, dont la double fonction d'intermédiaire dans la traduction ainsi que dans l'échange, appelle une attention particulière (1.1.2.). Enfin, et sans avoir la prétention de nous mettre à la place de l'enquêté, nous avons mené une réflexion sur la place de l'enquêté dans cette interaction d'échange (1.1.3.).

### 1.1.1. La place du chercheur

L'entrée sur un terrain « lointain » nécessite de mener une réflexion sur la place du chercheur et sur son statut d'*outsider*. Selon Styles [1979 : 148 dans Haque, 2012 : 32] « *outsider myths assert that only outsiders can conduct valid research on a given group; only outsiders, [...] possess the needed objectivity and emotional distance. [...] Analogously, insider myths assert that only insiders are capable of doing valid research in a particular group and that all outsiders are inherently incapable of appreciating the true character of the group's life* ».

Ainsi, l'*outsider*, qui ne connaît pas les habitudes culturelles de ses informateurs, dispose de la distance nécessaire à une bonne conduite de son terrain qualitatif en évitant l'écueil de ce que Gold [1958 : 221] appelle le risque de « *going native* », c'est-à-dire une perte des perspectives et des objectifs de la recherche liée à un manque de distance.

Réduire la distance entre enquêteur (*outsider*) et enquêtés nous apparaît toutefois comme un impératif catégorique à la bonne conduite d'un terrain qualitatif. En effet, comme le remarque Liebow [1967 dans Bonnet, 2008 : 58], il existe un « grillage de fer » (*chain linked fence*) entre chercheur et enquêtés qui ne partagent pas les mêmes codes, langages et finalités dans l'échange. La distance sociale<sup>525</sup> entre enquêteur et enquêté, liée notamment à l'« étrangeté » et l'« inégalité », crée un décalage entre les acteurs et nécessite alors une approche réflexive des interactions d'enquêtes<sup>526</sup>. Bonnet [2008] évoque dans ce sens la maîtrise des codes comme condition indispensable à la réduction de ce qu'il appelle l'« étrangeté<sup>527</sup> ». Toutefois, notre statut de chercheur occidental et d'étranger ne pouvant être effacé, il apparaît nécessaire de s'interroger sur l'« inégalité » qui implique un rapport de pouvoir et donc des conséquences potentiellement négatives dans l'interaction d'enquête pour les enquêtés<sup>528</sup>. Il s'agit alors pour le chercheur, par sa connaissance du milieu et des pratiques locales, mais également par sa connaissance des effets de la situation d'enquête, d'adapter au mieux cette dernière afin de « *réduire au maximum la violence symbolique qui peut s'exercer à travers [la relation d'enquête]* » [Bourdieu, 1993 : 1391]. Comme le soulignent Blanchet et Gotman

<sup>525</sup> « La notion de distance sociale renvoie à l'idée d'un espace social structuré par des caractéristiques comme l'âge, le genre, l'origine ethnique et le statut social. Dans l'interaction d'enquête, la distance sociale a deux dimensions : l'étrangeté et l'inégalité » [Bonnet, 2008 : 57].

<sup>526</sup> « L'analyse réflexive des interactions d'enquête n'est [...] pas seulement un exercice méthodologique, mais un moyen de produire des données » [Bonnet, 2008 : 57].

<sup>527</sup> Par étrangeté, l'auteur entend des « problématiques de l'accès au terrain, comme l'incommunicabilité des mondes vécus et les difficultés à nouer la confiance » [Bonnet, 2008 : 57].

<sup>528</sup> « La situation d'enquête, notamment l'entretien, qui met en relation un chercheur et ses questions avec une personne (l'enquêté) dans les réponses de laquelle des informations sont recherchées, produit sur cette personne des effets artificiels empêchant l'objectivité et la représentativité de ces informations » [Dantier, 2004 : 3].

[2007 : 7], « *l'entretien, comme technique d'enquête, est né de la nécessité d'établir un rapport suffisamment égalitaire entre l'enquêteur et l'enquêté pour que l'enquêté ne se sente pas, comme dans un interrogatoire, contraint de donner des informations. L'entretien qui modifie les rapports entre intervieweur et interviewé modifie aussi la nature de l'information produite* » ; il semble alors indispensable de jouer sur ce sentiment d'égalité et de montrer à l'enquêté qu'il constitue l'objet d'attention et d'écoute<sup>529</sup>. Ainsi, « [l]'important n'est donc pas la distance en elle-même, mais le travail réflexif que le chercheur opère sur son terrain afin de mieux comprendre la logique des relations qui lui ont permis de produire ses données » [Bonnet, 2008 : 70].

Face à l'ambiguïté de la place du chercheur confronté à un terrain « exotique », il semblerait que l'équipe constituée d'un *outsider* (le chercheur, nous en l'occurrence) et d'un *insider* (le traducteur) offre un compromis satisfaisant<sup>530</sup>, conciliant les impératifs de distance et de valeurs communes avec les enquêtés. Se pose alors la question de la place et du choix du traducteur dans cette approche du terrain.

### 1.1.2. Le recours à un assistant de recherche

*« Research into other cultures involves a process of translation through from data collection to analysis and dissemination. Social researchers should aim for a working knowledge of the local language. There are situations where this is impractical or impossible (e.g. short-term research or settings with multiple languages). Local assistants can double up as translators and ethnographic informants. Translators make their own judgements about how and what they translate – the terms on which this is done need to be negotiated. Choosing a translator requires attention to the social dynamics between researcher, interpreter and respondents »* [Desai et Poter, 2006 : 172].

S'il est évident que l'apprentissage de la langue (en l'occurrence, le tamoul) constitue une immense richesse dans l'appréhension du terrain, cela requiert du temps, une immersion

---

<sup>529</sup> « Tout en étant très actif et en menant le jeu, l'enquêteur doit savoir rester modeste et discret : c'est l'informateur qui est en vedette » [Kaufman, 2004 : 51].

<sup>530</sup> « Idéalement, tout "bon terrain" combine les points de vue de l'insider et de l'outsider » [Ghasarian, 2002 : 10].



complète et un investissement important de la part du chercheur. Nous pourrions ajouter à cela que l'apprentissage de la langue, au-delà des investissements que cela implique, ne constitue pas une condition suffisante à une approche autonome du terrain. En effet, parler une langue est une chose, mais pouvoir conduire un entretien dans cette langue en est une autre. Outre la connaissance linguistique usuelle (vocabulaire, grammaire, etc.), la capacité à conduire un entretien, en particulier dans des zones reculées où le « parler » est un mélange de dialecte local et de tamoul, ne permet pas de s'affranchir du recours à une aide extérieure – en témoigne le fait que notre traducteur A.R., pourtant natif du Tamil Nadu, éprouvait quelquefois des difficultés à comprendre les dires de certains informateurs.

Ainsi, comme le soulignent Desai et Poter [2006 : 173], « nécessité fait loi » : « *Although full knowledge of a community requires a facility in the local language, and researchers should aim at the gold standard of achieving appropriate language skills, there are circumstances which legitimately require translation assistance* ». La nécessité d'avoir recours à une aide extérieure pour la traduction peut s'imposer au chercheur et cette intermédiation dans l'échange produit des effets dans la démarche méthodologique utilisée qu'il convient d'analyser. Nous reviendrons *infra* sur les biais liés à la présence d'un traducteur, mais nous pouvons dès à présent en exposer les apports.

« *A local interpreter is far more than a translator of language. They can and often do become 'informant[s] in an ethnographic sense' (Bragason, n.d.)* » [Desai et Poter, 2006 : 174].

En effet, bien plus qu'un simple lien entre deux langages, le traducteur (considéré comme *insider*), peut permettre comme nous l'avons vu, en tant qu'intermédiaire dans la médiation culturelle<sup>531</sup>, de réduire la distance sociale entre deux mondes différents (celui du chercheur et celui de l'enquêté), dont les interactions apparaissent parfois compliquées. Dans ce sens, Olivier de Sardan [1995 : 96-97] donne une définition de l'assistant de recherche comme « *un lettré issu du milieu local, qui noue une collaboration de longue durée avec le chercheur, tout en s'initiant peu à peu à la méthode et aux questionnements de celui-ci. L'assistant de recherche est bien sûr source de biais lui-aussi. Mais il peut constituer une aide précieuse à la « traduction sémiologique » (c'est-à-dire au passage entre système de*

---

<sup>531</sup> « *In some kinds of research there is no alternative to employing the linguistic skills of others and this can have unexpected bonuses as the translator becomes a partner in the struggle to achieve a mediation of cultures* » [Desai et Poter, 2006 : 178].

*sens local et système de sens du chercheur) au-delà de la fonction d'interprète qu'il joue souvent (la « traduction linguistique ») ».*

Ainsi, nous préférons au terme de « traducteur » celui d'« assistant de recherche », dans la mesure où nous reconnaissons l'importance du rôle que joue cet « enquêteur/interprète », qui officie tant comme intermédiaire dans les échanges avec les personnes enquêtées que dans la création d'une grille d'enquête ou de discussion générale sur l'Inde, le Tamil Nadu, les pratiques locales, etc<sup>532</sup>.

### ➤ **Le choix du traducteur**

Notre expérience du terrain, dans le temps et les conditions impartis, n'a été possible qu'avec l'aide d'un assistant de recherche et le choix de cet assistant a été guidé par différents éléments réflexifs de notre approche du terrain.

Nous avons, lors de précédents passages à l'Institut Français de Pondichéry, effectué quelques sorties sur le terrain avec des assistants de recherche de l'institut qui nous ont permis de construire une réflexion sur nos attentes du terrain et sur les moyens pour y parvenir. Ces premières expériences de terrain (réalisées avec des assistants plus âgés, souvent de hautes castes, lors de déplacements en voiture), bien que très professionnelles et enrichissantes, sont apparues en décalage avec ce que nous souhaitions construire dans les interactions avec les enquêtés. En effet les assistants, travaillant dans la zone de longue date, ont eu tendance à prendre en charge l'organisation de la journée et à conduire les entretiens en décidant du début et de la fin. Surtout, ils bénéficiaient malgré eux d'un statut particulier, du fait de l'image qu'ils renvoyaient aux populations locales. L'un de ces assistants nous a, dans ce sens, raconté une expérience de terrain qui nous a conforté dans l'idée de modifier quelque peu notre approche. Lors d'une journée de déplacement sur le terrain, en voiture et accompagné de plusieurs assistants et chercheurs, S. s'écarte un peu du groupe et se dirige vers un *tea shop*<sup>533</sup> où des villageois sont en train de jouer aux cartes, les parties de cartes étant souvent assorties de paris. Il s'assoit avec eux et commence à poser quelques questions de manière informelle, plus par curiosité que dans une démarche de recherche. Après quelques minutes de malaise et de réponses courtes et évasives, les villageois se sont dispersés

---

<sup>532</sup> « [Translator] can become intermediaries who will open doors; they can also help to unravel why people behave as they do, who is related to whom or why the next village is different » [Desai et Poter, 2006 : 174].

<sup>533</sup> Le terme *tea shop*<sup>533</sup> n'est volontairement pas traduit dans la mesure où, plus qu'un simple « magasin de thé », il symbolise un lieu de rencontre et d'échange pour les populations locales.

car, comme il l'apprit par la suite, ils pensaient que S., de stature imposante et lunettes de soleil vissées sur le nez, était un policier de la ville. Ainsi, l'arrivée d'un groupe de *Brahmanes* et d'étrangers au village provoquait beaucoup d'agitation et il était alors assez difficile de réaliser des entretiens dans de « bonnes conditions<sup>534</sup> ».

Desai et Poter [2006] recommandent deux critères dans le choix d'un traducteur<sup>535</sup> : le premier, assez évident, préconise que la langue maternelle du traducteur soit celle du terrain, le second, plus subjectif, consiste à privilégier un informateur ayant une bonne connaissance du terrain plutôt qu'un anglais parfait<sup>536</sup>. Nous avons donc, à partir de ces recommandations, évalué les possibilités qui s'offraient à nous, satisfaisant ces différents éléments.

Pour diverses raisons, notre choix s'est porté sur A.R., enquêteur lors de la phase quantitative du programme RUME, avec lequel nous avons eu le plus de contact et avec lequel nous avons réalisé la phase de nettoyage de la base. Si sa connaissance du terrain, de la route pour s'y rendre et de la finalité des enquêtes constituaient des atouts intéressants, c'est surtout son éloignement du monde académique qui nous a intéressé. En effet, ayant arrêté ses études d'économie avant d'être diplômé et ayant occupé différents emplois dans le secteur privé, A.R. manifestait une certaine curiosité à l'égard d'une expérience de terrain approfondie après la phase d'enquête quantitative. D'autre part, A.R. étant de caste *Kavundar* (« caste moyenne » appartenant au *Varna Kshatriya*) et chrétien (il se définit d'ailleurs comme hors-caste), les relations de hiérarchie lors d'enquêtes auprès de populations *Dalits* étaient alors moins visibles<sup>537</sup>. Son âge, vingt-neuf ans lors des enquêtes, et sa bonne capacité d'adaptation nous ont permis de nous « intégrer » plus facilement dans les différentes strates de la population. La collaboration n'a cependant pas été sans difficultés<sup>538</sup> et a nécessité quelques ajustements.

<sup>534</sup> Nous entendons par « bonnes conditions » les conditions limitant les inégalités dans l'échange évoquées *supra*.

<sup>535</sup> « *Social researchers will find interpreters who speak the local language as their first tongue and have a first-hand knowledge of the area under study more useful than those whose English is perfect* » [Desai et Poter, 2006 : 177].

<sup>536</sup> « *In general, English-speakers are likely to be a socially distinctive stratum of the educated, wealthy or powerful* ». [Desai et Poter, 2006 : 174].

<sup>537</sup> Ce qui constituait une richesse sur le terrain dans le rapport aux Autres s'est toutefois transformé en limite lorsque nous avons eu affaire à des personnalités de haut-rang dans les *Panchayat Office* où A.R. se mettait systématiquement en retrait.

<sup>538</sup> Rudvin [2000 : 2] décrit en effet la relation entre le chercheur et son traducteur comme « *a delicate and difficult, at times painful, collaboration* », d'autant plus complexe et ambiguë que se crée une relation d'amitié avec le traducteur en plus de la relation financière qui les lie contractuellement.

➤ ***Lost in translation* ou les biais de traduction**

Nous l'avons vu, le recours à un assistant de recherche a été indispensable à notre étude de terrain, et si la collaboration a été riche et satisfaisante dans l'ensemble, elle n'a cependant pas échappé à quelques difficultés. Premièrement, il convient d'éviter l'« *illusion de la transparence* » dans la traduction [Meshonnic, 1973 : 305 dans Guidère, 2010 : 1]. Le traducteur ou l'assistant de recherche, dans sa fonction de traducteur, agit comme un filtre dans l'échange, ce qui peut produire comme effet, que cela soit volontaire ou non, une déformation de l'information, voire une perte d'information<sup>539</sup>. Ce problème de filtrage opéré par le traducteur, en plus de cette perte potentielle d'information, produit également des effets sur l'utilisation des données récoltées. En effet, les extraits utilisés dans les travaux issus des entretiens réalisés sur le terrain ne peuvent avoir qu'une portée illustrative, dans la mesure où, s'ils découlent d'un échange réel avec l'enquêté, leur retranscription est le fruit de plusieurs niveaux de filtrage qui ont eu lieu entre la question, telle qu'elle est pensée par le chercheur et la réponse, telle qu'elle lui est restituée. En effet, entre ce que pense le chercheur en français et ce qu'il verbalise en anglais pour le traducteur s'opère un premier niveau de filtrage, puis, entre ce que comprend le traducteur et ce qu'il traduit effectivement à l'enquêté apparaît un deuxième niveau de déformation. De manière symétrique, plusieurs niveaux de filtrage s'opèrent entre ce que comprend l'enquêté et ce qu'il verbalise au traducteur et entre ce que comprend le traducteur et ce qu'il retranscrit alors à l'enquêteur<sup>540</sup>. Ainsi, plus que le poids des mots utilisés, qui relèvent de ces différents niveaux de filtrage, nous accordons une importance particulière à « ce qui est dit » et non pas à « comment cela est dit ».

D'autre part, il s'est avéré que – ma manière de poser certaines questions était trop directe ou en des termes trop académiques ou trop réducteurs, en particulier lors des premiers jours de terrain. A.R. devait alors modifier la question avant de la poser, ou l'introduire par une conversation plus longue afin d'en expliquer le sens et la finalité. Nous reconnaissons ici l'apport du traducteur en tant qu'intermédiaire culturel qui facilite l'échange entre deux mondes apparaissant parfois déconnectés. Cependant, les transformations des questions posées ont pu créer un décalage entre ce qui était effectivement demandé et ce qui était répondu.

---

<sup>539</sup> « *It is common for the translators to 'filter out' what they consider unimportant, even though this might be precisely what the researcher needs and wishes to know* » [Desai et Poter, 2006 : 176].

<sup>540</sup> Ces traductions multiples posent également un problème dans la durée de l'entretien qui s'en trouve alors considérablement rallongé.

Un autre problème est apparu avec le temps : les entretiens étant basés sur une même grille assez structurée, le traducteur a commencé à prendre en charge la conduite des entretiens en posant lui-même certaines questions, réagissant directement aux dires de l'enquêté et multipliant les échanges longs en tamoul avec ce dernier, sans en assurer la traduction. Les réponses plus courtes, justifiées par le traducteur par « *ce qu'il dit n'est pas intéressant et n'a rien à voir avec la question* », ont nécessité une mise au point dans la mesure où « *les détours et digressions de l'enquêté, comme ses hésitations ou ses contradictions, n'est pas simplement une question de « mise à l'aise », c'est une question d'attitude épistémologique* » [Olivier de Sardan, 1995 : 85]. C'est en effet souvent dans ces digressions qu'une information atypique peut voir le jour et c'est souvent par l'utilisation d'anecdotes ou de récits imagés que des éléments fondamentaux sont exposés. La richesse de ces moments nous échappant, nous avons dû rappeler ces éléments à plusieurs reprises à l'assistant. Dans ce sens, Gondard-Delcroix [2006 : 111] écrit qu'« *afin de limiter [ces biais], il est essentiel de discuter longuement de sa problématique et de sa méthode de recherche avec l'enquêteur-interprète afin qu'il puisse cerner au mieux les informations pertinentes et respecter la logique particulière de l'entretien semi-dirigé* ». Une communication permanente avec l'assistant de recherche, lors des nombreux débriefings du terrain effectués dans un cadre plus informel (souvent le soir et hors du cadre professionnel), a en effet permis de limiter l'impact des biais de traduction et à établir un climat de confiance entre nous.

D'autre part, comme l'évoquent Desai et Poter [2006], un problème peut apparaître de manière plus technique dans la traduction, dans la mesure où certains concepts, idées, ou phénomènes n'ont pas d'équivalent dans d'autres langages<sup>541</sup>. Cette situation appelle également de longues discussions entre chercheur et assistant afin de clarifier ces points.

Enfin, un biais de traduction peut se manifester dans le cadre des travaux de retranscription. La difficulté est alors d'éviter le « mot-à-mot » et la traduction littérale sans remettre en cause le principe de neutralité dans la traduction. Nous n'avons pas eu recours de manière systématique à la retranscription, la majorité des entretiens ayant plutôt fait l'objet de résumés détaillés. Nous avons toutefois retranscrit cinq entretiens qui sont apparus comme suffisamment intéressants et imagés pour nécessiter une telle attention.

---

<sup>541</sup> « *Ideas and concepts from one language cannot always be translated into another* » [Desai et Poter, 2006 : 176].

### 1.1.3. La place de l'enquêté

Pour conclure cette présentation de la démarche méthodologique dans le rapport à l'Autre, nous pouvons évoquer la place de l'enquêté – dernier élément du triptyque dans la rencontre ethnographique –, dans le processus de production de données. A ce propos, Olivier de Sardan [1995 : 85] écrit : « *L'enquêté n'a pas les mêmes « intérêts » que l'enquêteur ni les mêmes représentations de ce qu'est l'entretien. Chacun, en un certain sens, essaye de « manipuler » l'autre. L'informateur est loin d'être un pion déplacé par le chercheur ou une victime prise au piège de son incoercible curiosité. Il ne se prive pas d'utiliser des stratégies actives visant à tirer profit de l'entretien (gain en prestige, reconnaissance sociale, rétribution financière, espoir d'appui ultérieur, légitimation de son point de vue particulier...) ou des stratégies défensives visant à minimiser les risques de la parole (donner peu d'information ou des informations erronées, se débarrasser au plus vite du gêneur, faire plaisir en répondant ce qu'on croit que l'enquêteur attend...) »*. En effet pour l'enquêté, prendre part à un entretien demande du temps et nécessite des efforts de concentration ; cela questionne alors la réciprocité dans l'échange, d'autant que ces moments de discussion peuvent avoir lieu sur des temps de repos, voire de travail. Se pose alors la question de la rétribution de l'entretien. « *La rémunération de la participation à une enquête est un procédé considéré comme normal et légitime dans le monde anglo-saxon, mais suscite de nombreuses réserves en France, où on se méfie des effets pervers qu'une motivation « intéressée » pourrait introduire dans l'enquête »* [Duchesne et Haegel, 2004 : 55]. En ce qui nous concerne, nous avons comme principe de ne pas rémunérer les entretiens qui, pour nous, devaient être faits sur la base du volontariat afin de ne pas orienter les réponses ni engendrer des conflits au sein du village pour savoir qui serait interviewé ou pas. Si certains enquêtés ont pu solliciter de notre part une quelconque rétribution lors de l'entretien, les explications justifiant notre démarche, notre statut d'étudiant et l'assurance d'une utilisation uniquement personnelle dans nos travaux de recherche, suffisaient souvent à évacuer la question. Il est à noter qu'en cas de demande de rétribution, nous propositions systématiquement, afin d'éviter tout malentendu, d'arrêter la discussion si l'enquêté le souhaitait. Une seule personne sur les dizaines de cas où cela s'est produit a mis fin à l'entretien.

D'autre part, pour Blanchet et Gotman [2007 : 15], la spécificité de l'entretien est de produire un discours *in situ*, et c'est en cela qu'il est une situation sociale de rencontre et d'échange et non pas un simple prélèvement d'information. Nous nous associons volontiers à cette vision

du travail de terrain et nous avons, en ce sens, essayé de mettre en place un véritable échange avec les personnes interviewées, ce qui a impliqué dans certains cas de longues discussions sur notre histoire, nos coutumes, etc. Ces échanges informels au cours de l'entretien participaient également à sortir du cadre parfois officiel de ce dernier et à créer un climat de confiance. En effet, lorsque nous avons pu échanger longuement avec certains enquêtés sur des thématiques sortant du cadre *stricto sensu* de l'entretien, les informations recueillies par la suite nous sont apparues plus sincères, plus détaillées et plus libres que ce que nous pouvions observer dans d'autres circonstances.

Enfin, la question du statut de l'enquêté dans l'interaction de l'entretien et l'idée d'inégalité entre enquêteur et enquêté n'a pas été, à notre sens, envisagée en ces termes. En effet, il nous est apparu que les personnes enquêtées trouvaient une certaine forme de reconnaissance dans le fait d'avoir été choisies comme des personnes dignes d'intérêt et à qui nous, chercheur étranger et assistant de la ville, accordions une importance particulière, ainsi qu'à leur histoire et à leurs pratiques. Dans ce sens, nous avons pu observer que croiser dans le village une personne que nous avons interviewée quelques jours auparavant et la saluer, ne manquait pas de provoquer chez cette dernière une certaine fierté d'être reconnue, d'autant plus marquée que l'individu était en présence d'autres personnes du village.

Nous reconnaissons ici à notre assistant le mérite d'avoir su créer des situations d'échange relativement bien acceptées par les personnes interrogées. A notre sens, ceci a contribué au fait que l'absence de rétribution n'ait pas semblé être un facteur limitant dans le processus de production de données. En effet, sa bonne capacité d'intégration et l'aisance avec laquelle A.R. discutait avec les personnes enquêtées – symbolisée notamment par l'utilisation fréquente des dénominations *akka* et *anna*, termes respectueux signifiant respectivement « grand-mère » et « grand-père » – ont, il nous semble, participé à créer des relations plus égalitaires avec les enquêtés. Cette marque de respect formulée à l'égard de chaque enquêté, quelle que soit sa caste ou sa classe, a contribué à créer un climat propice à l'échange.



## 1.2. Dispositif technico-méthodologique

Notre démarche méthodologique a visé à une certaine cohérence dans l'articulation entre l'objet de recherche (présenté *supra*), les outils mobilisés (1.2.1.), ainsi que l'utilisation des données recueillies et leur portée (1.2.2.).

### 1.2.1. Les outils utilisés sur le terrain

*« L'enquête de terrain, ou enquête ethnographique, ou enquête socio-anthropologique, repose très schématiquement sur la combinaison de quatre grandes formes de production de données : l'observation participante (l'insertion prolongée de l'enquêteur dans le milieu de vie des enquêtés), l'entretien (les interactions discursives délibérément suscitées par le chercheur), les procédés de recension (le recours à des dispositifs construits d'investigation systématique), et la collecte de sources écrites »* [Olivier de Sardan, 1995 : 75].

Il existe plusieurs outils en anthropologie permettant de produire des données. Le recours à tel ou tel type d'outil dépend, à notre sens, des différentes contraintes qui peuvent s'imposer au chercheur. Dans notre cas, la finalité de l'exercice et la contrainte temporelle ont constitué les éléments qui ont guidé le choix des outils utilisés. En effet, *« l'enquête ethnographique, parce qu'elle implique un engagement personnel et de longue durée du chercheur, et la construction de relations fortes et longues avec ses interlocuteurs »* [Havard-Duclos, 2007 : 1], n'a pu être envisagée dans ces travaux de recherche, dans la mesure où elle nécessitait un engagement sur la durée que nos disponibilités et celles des populations étudiées ne permettaient pas<sup>542</sup>. Cette approche basée sur une immersion longue et totale, certainement une des plus efficaces en ce sens qu'elle confère au matériau récolté une profondeur d'analyse extrêmement riche, nécessite cependant une longue phase d'apprentissage de la langue qui, là encore, n'a pu être satisfaite dans le temps imparti. Nous avons donc opté pour l'entretien, individuel et collectif, qui constitue un outil particulièrement adapté à notre démarche illustrative. En effet, selon Blanchet et Gotman [2007 : 20], *« l'entretien, qui va à la recherche des questions des acteurs eux-mêmes, fait appel au point de vue de l'acteur et donne à son expérience vécue, à sa logique, à sa rationalité, une place de premier plan »*. L'entretien semi-dirigé a donc

---

<sup>542</sup> Notre charge d'enseignement et la saisonnalité des migrations de la population étudiée n'ont laissé qu'une courte fenêtre permettant la mise en place de la phase qualitative.

constitué notre outil privilégié dans le processus de production de données. Son apport a été double. Il s'agissait d'une part de collecter des informations biographiques retraçant les histoires de vie des enquêtés, mais également d'autre part de confirmer les informations recueillies dans les questionnaires lors de la phase précédente. Cet outil nous a également permis d'explorer tous les thèmes qui concernaient directement ou indirectement notre projet de recherche, en donnant une place de choix aux représentations des individus quant aux perceptions de leurs pratiques et à la justification des stratégies utilisées. En effet, le champ couvert par les entretiens dépasse les seules représentations des migrations, tenant ainsi compte du caractère multidimensionnel de ces dernières, en intégrant l'encastrement de différentes sphères (en particulier celles liées aux pratiques sociales, financières, d'emploi, etc.) dans les pratiques migratoires en tant que stratégies familiales.

En termes pratiques, la conception de l'entretien ne résulte pas d'une méthodologie établie et admet une pluralité d'approches. En effet, si Kaufman [1996] rédige une grille de questions très souple laissant une grande liberté au déroulement de l'entretien, Blanchet et Gotman [1992] travaillent avec un guide thématique donnant alors une certaine structure à l'entretien. Demazière et Dubar [1997] avaient par ailleurs une consigne large pour débiter les entretiens alors que Pierret [2004] optait pour une consigne unique et débutait alors chaque entretien par la même série de questions. Il n'y a pas, à notre sens, de bonnes ou mauvaises méthodes et le choix de la forme utilisée dépend des objectifs du chercheur. Dans notre cas, le choix s'est porté sur la grille d'entretien qui produit un cadre analytique structurant pour la production de données. Beaud et Weber [2010 : 178-179] dressent un bilan des avantages et inconvénients de la grille d'entretien : si les auteurs reconnaissent qu'elle rassure, qu'elle permet de ne rien oublier et qu'elle autorise les comparaisons systématiques entre entretiens ayant alors la même structure, ils lui reprochent de fermer le déroulement de l'enquête en obligeant l'enquêteur à suivre l'ordre des questions. Ils regrettent également le fait que le chercheur soit moins attentif aux réponses des enquêtés et que la grille d'entretien amène le chercheur, même inconsciemment, à recadrer l'entretien vers la grille, ce qui peut alors renvoyer un « effet questionnaire » à l'interviewé. Olivier de Sardan [1995] apparaît plus mesuré dans les critiques portant sur l'utilisation d'une grille d'entretien, mais lui reproche néanmoins le fait que, même en référençant des questions ouvertes, le risque est élevé d'enfermer l'enquêteur dans une liste de questions standards préprogrammées. Il lui préfère alors le « canevas d'entretien », moins dirigiste et agissant en quelque sorte comme un « pense-bête ».

Blanchet et Gotman [2007 : 58] invitent toutefois le chercheur à concevoir un plan d'entretien<sup>543</sup> qui référence de manière organisée l'ensemble des thèmes qui seront explorés (le guide d'entretien), ainsi que les stratégies d'intervention de l'intervieweur visant à maximiser l'information obtenue pour chaque thème (les relances). D'autre part, les auteurs qui opèrent une distinction entre entretien « structuré » ou « peu structuré », préconisent l'utilisation du premier quand on dispose d'informations précises sur le domaine étudié et du second lorsque la connaissance du terrain est faible. L'entretien aura alors une portée exploratoire. Notre phase d'analyse qualitative ayant pris place à la suite d'une approche quantitative, nous disposions alors déjà d'une certaine connaissance du terrain et des pratiques locales. Nous avons donc opté pour l'utilisation d'une grille d'entretien assez structurée.

La conception de la grille d'entretien<sup>544</sup> a été réalisée en collaboration avec notre assistant de recherche et en correspondance avec le questionnaire afin de pouvoir observer, le cas échéant, les évolutions dans le temps des familles-témoins. Le recours à une grille d'entretien volontairement étoffée et structurée a été privilégié et, au risque de tomber dans les écueils présentés *supra*, cela nous a donné un cadre analytique aussi complet que possible pour la production des données<sup>545</sup>. Nous avons toutefois essayé de nous éloigner de cette grille lorsque cela s'y prêtait. Ceci a nécessité un certain temps d'adaptation, mais l'expérience accumulée au fil des entretiens nous a permis de nous affranchir progressivement de l'utilisation de la grille physique qui pouvait renvoyer une image de questionnaire à l'enquêté et limiter la discussion<sup>546</sup>. L'expérience nous a également progressivement mené vers une meilleure conduite de l'échange et nous avons développé peu à peu de meilleures capacités à rebondir sur les propos des enquêtés. D'autre part, il est à noter que la grille d'entretien, bien que structurée, n'était pas totalement rigide et s'est enrichie progressivement, tout au long de l'expérience de terrain, en intégrant de nouveaux questionnements émergeant des discussions avec les enquêtés et notre assistant.

---

<sup>543</sup> L'élaboration du plan « constitue une étape supplémentaire dans le processus d'objectivation qui va se poursuivre durant la campagne d'entretiens et l'analyse des discours » [Blanchet et Gotman, 2007 : 58].

<sup>544</sup> Blanchet et Gotman [2007 : 62] définissent le guide d'entretien comme « un système organisé de thèmes, que l'interviewer doit connaître sans avoir à le consulter, à le suivre, ni à le formuler sous forme de questionnaire ».

<sup>545</sup> Le recours à une structure détaillée a aussi permis au traducteur, au moins dans un premier temps, de s'approprier l'objet de recherche et de bien comprendre l'objectif de ces entretiens.

<sup>546</sup> « Le guide posé devant les yeux de l'enquêteur accroît les chances de faire percevoir l'entretien comme une simple série de questions, de type parfois scolaire, auquel l'enquêté, pour « bien faire », va chercher à s'ajuster : en livrant une série de réponses brèves et non approfondies, en attendant sans cesse les futures questions du sociologue, en ne se laissant pas aller, comme bridé par le « questionnaire » » [Beaud, 1996 : 240].

**Tableau 7.1. Grille d’entretien des principaux thèmes abordés (Enquête qualitative 2013)**

Thèmes Principaux	Grandes lignes	Remarques
Données de cadrage	Nom, Age, Composition familiale, Education, Caste, etc. Lieu de résidence, <i>Uur/Colony</i> , Type d'hébergement, etc.	Recueillir les principales caractéristiques sociodémographiques du ménage.
Activités du ménage	Types d'activités? Activité principale? Revenus? Nombre de jours travaillés par activité? Partir de ce qu'ils font actuellement et remonter dans le temps en demandant les raisons des changements. Opportunités d'emploi dans et hors du village? Auprès de qui? Changements? Accès au programme NREGA? Travail des enfants?	Recueillir des informations sur les activités des différents membres du ménage, capter les différentes opportunités qui s'offrent à eux. Identifier éléments de changement.
Migration	Ont-ils déjà eu recours à la migration? Si oui : Actuellement? Avant? Introduire la notion de choix. Quel type d'emploi, combien de temps et depuis combien de temps, salaire, combien de jours, avec famille ou seul, où, etc. Avance ? Par qui, combien, perception, problème pour repayer ? Lesquels ? Conséquences ? Avantages/inconvénients migration et avance ? Sinon : Pourquoi ?	Recueillir des informations sur les pratiques migratoires.
Terre / Agriculture	Possèdent-ils de la terre? Si oui : Taille? Zones sèches ou irriguées? Possession ou Location? Héritaire ou achetée? Titre de propriété? Type d'agriculture? Nombre de récoltes par an? Autoconsommation? Ressources issues de la terre? Sinon : En ont-ils déjà eu? Qu'en ont-ils fait/Voudraient-ils en avoir? Pourquoi? Evolution de la répartition des terres? Problèmes agriculture? Prix terrain ? Présence d'investisseurs immobiliers ?	Capter les dynamiques agraires et les évolutions des pratiques agricoles et de répartition de la terre.
Pratiques Financières	Quels sont les sources de crédits auxquelles ils ont accès ? Avantages et inconvénients des différentes sources ? Laquelle est la préférée ? La plus utilisée ? Membre SHG ?	Identifier les pratiques ainsi que les acteurs et leurs caractéristiques.

Source : Auteur.

Tableau 7.2. Grille d'entretien des thèmes secondaires (Enquête qualitative 2013)

Sous-Thèmes	Grandes lignes	Remarques
Réseaux sociaux	Ont-ils bénéficié d'une aide quelconque pour trouver un emploi, obtenir un prêt, etc. Si oui: par qui? Contreparties? Sinon : Pourquoi? Est-ce un manque?	Identifier les liens forts et faibles dans différentes pratiques (emploi, migration, crédits, etc.)
Politiques d'aides publiques	Bénéficient-ils de programmes d'aide étatique? Quel type (NREGA, Ration Card, etc.)? Conditions d'accès? Est-ce suffisant? Eventuellement, problèmes rencontrés?	Identifier les différentes aides et les conditions d'accès.
Jeunesse	Opportunités d'emploi dans et hors du village; accès à l'éducation; attrait de la ville (grande ou petite?) Est-ce que l'éducation impacte les opportunités d'emploi? Comment?	Axer les questions sur leur envies, perceptions et représentations.
Petites villes	Décrire impact des petites villes sur le village (en termes d'emploi, de consommation, etc.). Décrire évolutions.	Capter les impacts des villes sur l'organisation du village.
Chocs éventuels subis	Ont-ils subi des chocs? Lesquels? Impacts?	Donner quelques exemples si besoin (ex : <i>Thane storm</i> <sup>547</sup> , sécheresse, etc.).
Perceptions et représentations	<u>Perceptions</u> : de la ville, de la migration, des NREGA, des politiques d'aides publiques, de la terre, de l'endettement, de la croissance des petites villes, des évolutions dans le village, etc.	Recueillir les perceptions des enquêtés sur les différents thèmes abordés.
Pratiques sociales	Mariage, cérémonies, etc.	Identifier les pratiques sociales organisant la société rurale tamoule, leur importance, leur financement, etc.

Source : Auteur.

<sup>547</sup> Le cyclone Thane qui a frappé la côte tamoule en 2011 – et particulièrement la région de Cuddalore où se situent nos villages d'enquêtes –, constitue un exemple de thématiques qui n'avaient pas été envisagé initialement dans la grille initiale et illustre bien la manière dont la grille d'entretien a évolué et s'est nourrie des retours d'expérience tout au long du terrain.

Le plan d'entretien (présenté dans les tableaux 7.1. et 7.2.) s'est organisé autour de quatre grandes thématiques, en plus des caractéristiques générales du ménage, dont les grandes lignes étaient référencées pour chacune d'entre elles. La structure retenue respecte une certaine gradation dans l'organisation des thèmes abordés, allant des sujets les plus simples au plus complexes, nécessitant un effort d'abstraction plus important [Gondard-Delcroix, 2007 : 109]. Il s'agissait donc, dans un premier temps, de récolter des informations sociodémographiques, indispensables à la connaissance et à la caractérisation des personnes et ménages enquêtés. Cette étape permettait également une prise de contact progressive avec les personnes interviewées. Si les thèmes abordés par la suite ne l'ont pas toujours été dans l'ordre du plan de l'entretien présenté dans le tableau 7.1.<sup>548</sup>, la suite de l'entretien était souvent dirigée vers des questions d'emploi. Cette thématique permettait une approche rétrospective des expériences des enquêtés, facilitant ainsi un récit de leur part et un entretien tourné vers l'écoute. La démarche biographique suivie, « *ayant pour objectif une meilleure compréhension du déroulement des étapes des trajectoires individuelles et collectives* » [Lelièvre, 2009 : 338], a en effet accordé une place importante aux événements ayant conduit à des changements dans la vie professionnelle des enquêtés. Ces premiers éléments d'information sur l'emploi offraient également une bonne transition, si elle n'avait pas été faite naturellement, vers la thématique migratoire. En effet, étudier les pratiques migratoires et leurs liens, notamment avec le marché du travail local, nous a permis d'étudier et de comprendre pourquoi certaines personnes recouraient à la migration alors que d'autres la subissaient, mais également de percevoir comment individus et ménages se représentaient la migration, ses avantages et ses contraintes. Venaient ensuite les questions relatives à la terre et à l'activité agricole, qui ont souvent composé la partie la plus fournie des entretiens, dans la mesure où cette thématique est apparue comme particulièrement prégnante. En effet, la terre, en ce qu'elle représente en termes d'emploi, de prestige, de relations sociales, etc., concerne l'ensemble de la communauté villageoise, propriétaire ou non, et constitue un objet bien plus vaste qu'une simple dotation en patrimoine. Enfin, le module portant sur les pratiques financières, plutôt introduit en fin d'entretien lorsqu'une relation de confiance, certes relative, s'était établie, a permis de rentrer un peu plus en détail dans des questions plus intimes

---

<sup>548</sup> « *L'outil que constitue la grille d'entretien comme un guide permettant de ne pas omettre, au cours de l'entretien, un des thèmes centraux de l'étude, mais, en aucun cas, comme un carcan qui transformerait l'entretien en une suite de questions-réponses. Comme dans tout entretien semi-dirigé, la parole de la personne interviewée doit rester la plus libre possible autour des thèmes préalablement identifiés. Il est essentiel de la laisser s'exprimer et d'accepter les digressions, si bien que l'ordre donné aux thèmes lors de la préparation de la grille peut être modifié* » [Gondard-Delcroix, 2007 : 107].

concernant l'endettement ainsi que les liens, caractéristiques et contreparties associés aux pratiques financières.

Les autres thèmes identifiés dans le tableau 7.2. ont, la plupart du temps, été traités en filigrane au cours de l'entretien et constituaient également de précieux éléments de relance (notamment les questions de perceptions et de représentations).

En complément des entretiens, qui constituent comme nous l'avons vu le matériau principal de notre analyse, nous avons tenu un journal de terrain dans lequel nous avons répertorié pour chaque entretien, en plus des notes de terrain usuelles<sup>549</sup>, des éléments de contextualisation (description des événements marquants, des ambiances, des lieux, etc.) afin de nous rappeler le plus fidèlement possible les conditions de l'entretien lors de l'analyse de données. Le recours systématique à la photographie en fin d'entretien (sauf, bien entendu, lorsque la personne s'y est opposé) a également constitué un apport important dans le traitement des observations nous permettant de bien nous remémorer l'enquêté et le cadre de l'entretien.

Enfin, la plupart des entretiens a fait l'objet d'enregistrements<sup>550</sup>, ce qui nous a permis d'une part de pouvoir reprendre certains passages marquants qui, trop denses ou trop rapides lors de l'entretien, n'ont pu être transcrits correctement dans nos carnets de note et d'autre part de pouvoir retranscrire les entretiens qui ont été identifiés comme les plus riches et nécessitant alors une attention particulière<sup>551</sup>. Il est à noter que si la présence de l'enregistreur a fait l'objet de quelques réticences de la part de certains enquêtés – nous n'avons dans ce cas pas insisté –, la plupart des interviewés à qui nous avons expliqué clairement l'usage uniquement personnel de ces enregistrements ont accepté la présence du dictaphone. Certains entretiens ont toutefois échappé à l'enregistrement, dans la mesure où ils ont été issus d'une discussion au départ informelle et anodine (lorsque nous nous arrêtons par exemple pour demander notre chemin) et n'ont pris la forme d'un « entretien » qu'au cours de la discussion. Nous n'avons alors pas voulu interrompre l'échange en introduisant un élément perturbateur qui aurait pu signifier la fin de la discussion.

---

<sup>549</sup> Nous entendons par-là les notes manuscrites prises au cours de l'échange retraçant les différents éléments de la discussion.

<sup>550</sup> « *Il n'y a pas de bon entretien approfondi sans enregistrement, c'est une condition sine qua non* » [Beaud et Weber, 2010 : 181].

<sup>551</sup> Beaud [1996 : 250] reconnaît le caractère essentiel de la retranscription, permettant de capter la dynamique de l'entretien et de révéler, « après-coup », certains aspects du discours de l'enquêté qui, anecdotiques lors de l'échange, peuvent s'avérer fondamentaux, tant dans les paroles que dans la manière dont cela a été dit.



Ainsi, comme nous l'avons vu, les outils utilisés produisent un cadre d'analyse structurant dans le processus de production de données et l'approche réflexive de ces outils constitue une étape préalable au bon déroulement d'un travail de terrain. Le questionnement concernant le choix des outils n'est cependant pas le seul élément méthodologique nécessitant une telle attention. Il convient en effet, dans un second temps, de s'interroger sur la portée et la validité des données recueillies.

### 1.2.2. *Portée et validité des résultats*

Comme dans toute enquête, la triangulation est un principe de base qui permet de recouper les informations obtenues auprès de différents enquêtés<sup>552</sup> afin d'en assurer la validité. Il s'agit, à partir des entretiens effectués, de faire correspondre des informations en recherchant des discours contrastés qui mettent en lumière l'hétérogénéité des cas de figure observés tout en y trouvant une certaine forme de régularité. Cette réflexion menée sur la triangulation des observations permet également d'évaluer l'avancée de la phase de terrain. En effet, la notion de « fin du terrain » est toujours difficile à établir : avons-nous assez d'informations ? Avons-nous posé toutes les questions ? Il apparaît extrêmement complexe, lors de la phase de production de données, de savoir s'arrêter et de se satisfaire du matériau disponible, d'autant que, malgré les débriefings quotidiens réalisés avec notre assistant, le manque de recul face aux informations collectées limite toute vision d'ensemble. Il existe en ethnographie l'idée de « saturation » du terrain qui apparaît lorsque la productivité des observations décroît, c'est-à-dire qu'on obtient à chaque nouvel entretien de moins en moins d'informations nouvelles et qu'il semblerait que le chercheur ait « fait le tour » des représentations de son champ d'investigation [Olivier de Sardan, 1995 : 98]. En d'autres termes, « *à partir d'un certain nombre d'entretiens les informations recueillies apparaissent redondantes et semblent n'apporter plus rien de nouveau* » [Blanchet et Gotman, 2007 : 50]. Si nous avons eu ce sentiment en fin de séjour, il a peut-être été faussé par l'utilisation d'une grille d'entretien, nous l'avons vu assez détaillée, qui nous a amené à suivre une trame similaire pour l'ensemble des entretiens. En effet, si le recours à cet outil est apparu comme extrêmement rassurant dans la mesure où ce fut notre première expérience de terrain de manière autonome,

---

<sup>552</sup> « *La triangulation est le principe de base de toute enquête, qu'elle soit policière ou ethnographique : il faut recouper les informations ! Toute information émanant d'une seule personne est à vérifier* » [Olivier de Sardan, 1995 : 92] (souligné par nos soins).

nous reconnaissons avec le recul que cela a pu nous enfermer dans un schéma répétitif, au moins dans les premiers temps. En effet, bien que le déroulement des entretiens, la richesse de ces derniers, la diversité des points abordés et notre capacité à réagir, à rebondir et à relancer certaines discussions aient donné un caractère unique à chaque entretien – la variabilité de la durée des entretiens, entre vingt minutes et deux heures trente, témoigne de cette unicité des échanges –, le caractère détaillé de la grille d'entretien a pu agir comme un cadre limitant le recueil de données.

Ainsi, malgré une possible non-saturation du terrain, la redondance des observations nous a amenés à pouvoir établir des catégories, car c'est bien là « *la force de l'enquête de terrain que de pouvoir multiplier les points de vue, de faire converger des résultats d'enquête sur un même lieu ou à propos d'un même objet, de pouvoir recouper les informations obtenues en entretien ou par observation* » [Beaud et Weber, 2010 : 217]. Dans ce sens, Glaser et Strauss [1967 : 61] ont théorisé cette notion de « saturation » en l'associant à la construction progressive de « catégories » : « *saturation means that no additional data are being found whereby the sociologist can develop properties of the category. As he sees similar instance over and over again, the researcher becomes empirically confident that a category is saturated* ». En ces termes, nous pouvons considérer que notre travail de production de données a conduit à des résultats intéressants, dans la mesure où nous avons pu identifier différentes stratégies migratoires et que ces dernières concordent de manière satisfaisante avec les types de migration identifiés dans le chapitre précédent. Ainsi, saturation du terrain et triangulation des données constituent deux éléments permettant de juger de l'avancement de la phase de terrain et de la qualité générale des informations recueillies.

A ce sujet, nous pouvons nous interroger sur la portée et la validité des résultats ou, autrement dit, sur la rigueur du terrain qualitatif dont les apports sont souvent minimisés en sciences économiques. S'il existe dans l'approche statistique quantitative des moyens objectifs de mesurer la validité des données (tests statistiques, échantillonnage, etc.), la question de la validité en ethnographie et de la rigueur du qualitatif ne peut se poser en ces termes. Certains ethnographes (tels que Sanjek [1990]) proposent des critères généralisables afin de définir la validité d'un terrain ethnographique. Olivier de Sardan [1995], peu à l'aise avec l'idée de « critère », propose quant à lui, afin de garantir autant que possible la pertinence et la fiabilité des données, de se baser sur les données produites en privilégiant ce qu'il appelle la « *présence finale des données* » dans le produit écrit du chercheur. En d'autres termes, il propose d'« *utiliser de manière plus ou moins brute ou ré-élaborées les données afin de*

*fonder, argumenter ou exemplifier les propos du chercheur à l'intérieur de la trame narrative et analytique finale* » [Olivier de Sardan, 1995 : 106]. L'utilisation d'extraits d'entretiens, de résumés, de notes de terrain et de documents iconographiques, qui seront présentés dans la seconde section de ce chapitre, constituent alors des éléments attestant de la validité des résultats.

Ainsi, la saturation du terrain, en complément de la triangulation des données constituent, dans une certaine mesure, une garantie méthodologique qui permet une validation relative des données [Olivier de Sardan, 1995 : 98]. Les éléments de méthodes présentés, nous pouvons alors revenir sur les étapes qui ont guidé l'organisation de cette phase d'enquête.

## **2. Organisation de la phase d'enquête**

Le déroulement de la phase d'enquête s'est organisé autour de deux questionnements : *Qui interroger ?* Et *Pourquoi ?* Afin de répondre à ces questions, nous justifierons dans un premier temps le choix des villages retenus pour la phase qualitative (2.1.), puis la méthode suivie concernant le choix des enquêtés (2.2.).

### 2.1. Le choix des villages

Nous avons mené des entretiens dans différents villages en opérant une distinction entre villages secs et villages irrigués et en tenant également compte de l'éloignement des villages des principaux axes de communication et des petites villes environnantes (notamment Panruti, Cuddalore et Villupuram). Selon ces critères, cinq villages ont été retenus<sup>553</sup>. **Manappakam** et **Semakkotai** (villages secs) offraient un cadre intéressant dans la mesure où leur proximité avec Panruti, capitale du *Taluk*, et leur localisation en bordure de grandes voies de communication leur conféraient une bonne accessibilité et une structure de l'emploi intégrant une activité non-agricole assez développée. **Natham**, village sec et isolé, a également constitué un cas intéressant, dans la mesure où son enclavement et sa faible connectivité avec

---

<sup>553</sup> Pour la localisation précise des villages, voir la carte de la zone d'étude présentée dans le chapitre 5.

les petites villes environnantes<sup>554</sup> limitent les échanges avec l'extérieur du village. Le village de **Karumbur**, également enclavé, se distingue du village de Natham par sa localisation entre la *Pennai River* et la *Malatar River*, ce qui lui confère un substrat relativement humide permettant une activité agricole soutenue tout au long de l'année<sup>555</sup> (voir Encadré 7.1.). Les enquêtes ont mis en avant une organisation hiérarchique encore très « traditionnelle » dans ce village, marquée par la présence de grands propriétaires terriens employant principalement des *Dalits* sur leurs terres.

---

***Encadré 7.1. Rizière dans le village de Karumbur***



La photographie de cette rizière, prise à Karumbur au mois d'avril 2013, fait figure d'exception lorsqu'on la resitue dans les paysages extrêmement arides et quasi-désertiques des terres observés dans les autres villages de la zone, y compris ceux situés en zone humide.

---

Source : Auteur

---

<sup>554</sup> Le village de Natham se situe à deux kilomètres et demi de la route et seulement trois bus par jours passent par le village.

<sup>555</sup> Ce village a en effet la particularité, contrairement aux autres villages étudiés dans la zone, de permettre trois récoltes de *paddy* par an et quatre de canne à sucre.

Enfin, **Koovagam**<sup>556</sup> constituait un cas un peu particulier mais pas moins intéressant, puisque très reculé, mais proche d'une *High Way* pour Villupuram (autre petite ville dynamique de la zone et également capitale du district). Koovagam est situé en bordure d'une très grande plaine inondable (voir document iconographique 7.1.) servant de réserve d'eau naturelle alimentant des canaux d'irrigation durant la saison des pluies et de pâturage pour le bétail en période sèche.

### Document iconographique 7.1. Plaine inondable de Koovagam



Source : Auteur (à partir d'une image satellite de GoogleMap et d'une photo personnelle).

Le choix des villages a donc été guidé par une volonté de capter les diversités agro-écologiques et d'accessibilité des différents villages étudiés, dont nous supposons qu'elles auraient potentiellement un impact important sur les pratiques migratoires.

---

<sup>556</sup> Koovagam a également la particularité d'accueillir tous les ans le plus grand festival transgenre du monde, dont l'affluence sur les quinze jours de festivités dépasse les 300 000 personnes (pour un village de 3 000 habitants [*Census of India* 2011]). Malgré l'ampleur de cet événement et la notoriété que ce dernier confère au village, nous avons été assez surpris de voir que l'impact d'un tel festival sur l'organisation du village était assez peu visible le reste de l'année.

## 2.2. La sélection des enquêtés

*« Définir la population, c'est sélectionner les catégories de personnes que l'on veut interroger, et à quel titre ; déterminer les acteurs dont on estime qu'ils sont en position de produire des réponses aux questions que l'on se pose »* [Blanchet et Gotman, 2007 : 46-47].

Deux critères avaient été initialement retenus dans l'identification des ménages à interviewer. Le premier était d'avoir participé à la phase quantitative et d'appartenir aux « ménages-cibles » identifiés en amont par l'analyse statistique multidimensionnelle. En d'autres termes, il s'agissait de repérer les ménages les plus illustratifs des différentes formes de mobilité identifiées et de les interroger en priorité afin d'obtenir une correspondance avec les données issues des questionnaires de 2010. Ainsi, s'il était initialement prévu de n'enquêter que des personnes ayant participé à la phase quantitative, nous nous sommes rapidement heurtés à la « réalité du terrain ». Il n'est en effet jamais simple de travailler sur une population de migrants ou tout simplement d'individus très mobiles. Il nous a ainsi été très difficile de retrouver les ménages ciblés, dans la mesure où ces personnes ont une forte propension à migrer pour plusieurs mois hors du village, à travailler pour la journée à la ville ou au champ, à partir pour une cérémonie religieuse dans un village voisin, etc. Certaines options auraient pu être envisagées, notamment le recours à des stratégies de « *tracking* », afin de se tenir à cette ligne de sélection des enquêtés, mais dans les faits, cela s'est avéré extrêmement complexe et coûteux (en temps et en argent) et n'a alors pas été envisagé.

Pour le second critère de sélection, sans parler véritablement d'un échantillonnage qui reflète une volonté de représentativité au sens statistique<sup>557</sup>, nous nous sommes attachés à respecter la pluralité des caractéristiques socio-économiques des ménages, afin de représenter les différentes composantes de la communauté. En effet, « *une population concernée par une recherche peut être décomposée en plusieurs sous-populations, chacune étant susceptible d'apporter des informations spécifiques* » [Blanchet et Gotman, 2007 : 48]. C'est dans cette optique que nous avons multiplié les interviews auprès de différentes strates de la population dont les trajectoires et stratégies peuvent se différencier. Là encore, dans la pratique,

---

<sup>557</sup> « *On a affaire à un échantillon que lorsque les entretiens sont tirés de la population de telle sorte à être représentatifs de cette population, ce qui implique une base de données préalable (liste ou enquête par questionnaire, par exemple)* » [Blanchet et Gotman, 2007 : 49].



l'application d'un tel critère est loin d'être évidente, dans la mesure où l'appartenance de classe ou de caste n'est pas forcément visible au premier abord<sup>558</sup>. Pour appliquer ce second critère de sélection, nous avons donc mené des entretiens dans les différentes parties du village (*Ur* et *Colony*). Nous avons également élargi la cible des entretiens en interviewant des hommes et des femmes, de différentes catégories d'âge, et en essayant de varier leurs castes d'appartenance. On notera toutefois une surreprésentation manifeste de *Paraiyars* et de *Vanniyars* dans la population interviewée, assez inévitable dans la région étudiée<sup>559</sup>. Enfin, une attention particulière a été portée aux personnes « atypiques » dont les discours et la situation « marginale » interpellent la norme. En effet, comme nous le verrons dans le village de Natham notamment à travers l'exemple d'Anandi, veuve et mère de deux enfants dont un lourdement handicapé, ces « cas marginaux », dans leur singularité, permettent de mieux comprendre les logiques sociales opérant dans le monde rural tamoul.

Le choix des enquêtés a donc principalement été guidé par le second critère de sélection et au final, sur la cinquantaine d'entretiens réalisés au cours de ces trois mois de terrain, seuls une demi-douzaine – et pas nécessairement les plus intéressants – l'ont été auprès de personnes ayant participé à la phase quantitative. Plutôt que de nous obstiner à la difficile satisfaction du premier critère et à la recherche de ménages ciblés, nous avons préféré nous concentrer sur la production de données intéressantes. A notre sens, ceci ne constitue pas un problème, dans la mesure où les personnes interrogées proviennent des mêmes villages et relèvent d'une même diversité socio-économique. D'autre part, comme le remarque Beaud [1996 : 234] : « *l'approche progressive du terrain amène également à faire des présélections et des choix parmi les entretiens possibles. L'enquête ethnographique nous apprend très rapidement que toute personne sociale n'est pas « interviewable », qu'il y a des conditions sociales à la prise de parole* » [Beaud, 1996 : 234]. Nous avons dans ce sens privilégié la production de données intéressantes et exploitables.

Le regard critique porté sur le processus de production de données, abordé dans cette première section, nous a permis de contextualiser notre démarche, tant sur les aspects théoriques et épistémologiques que dans des considérations plus pratiques. Ces éléments de

---

<sup>558</sup> Le type d'habitat, le lieu d'habitation dans le village (*Ur* ou *Colony*), etc., sont évidemment des éléments informatifs sur la classe et la caste, mais ils ne constituent en aucun cas une règle absolue. Il est également à noter, sur ce terrain de l'identification, la précieuse aide de l'assistant, familier du terrain et de certains codes nous échappant.

<sup>559</sup> Comme nous l'avons vu dans le Chapitre 5, ces deux castes constituent les groupes sociaux les plus nombreux dans cette partie du Tamil Nadu



méthode sont indispensables à une bonne présentation des observations de terrain et le sont tout autant pour une lecture éclairée des résultats présentés.

## **Section 2. Diversité des stratégies migratoires**

Dans cette seconde section, les parcours de certains informateurs seront décrits et analysés. Les entretiens choisis sont ceux qui, lors de l'entretien, se sont révélés les plus détaillés et les plus riches, autrement dit ceux qui nous ont permis d'obtenir des informations précises sur la situation des informateurs, sur les différentes étapes de leurs vies et sur les choix ou contraintes ayant guidé leurs pratiques migratoires. Nous avons également intégré des entretiens atypiques, auxquels nous accordons une valeur illustrative et symbolique importante, dans la mesure où ces derniers permettent d'illustrer comment le projet migratoire se dessine et se redessine au gré des rencontres, des chocs et des opportunités. Enfin, l'analyse des déterminants et des pratiques de la migration, quelle qu'en soit la forme, ne peut se faire qu'en comparaison avec les ménages non-migrants présentant à première vue les mêmes caractéristiques socio-économiques, mais adoptant des stratégies familiales différentes. En effet, comme le soulignent Dupont et Lelièvre [1993 : 477], « *si les migrations et les navettes en ville s'expliquent comme élément des stratégies familiales de survie et d'expansion, la comparaison avec des familles témoins aux mêmes caractéristiques socio-économiques, mais sans migrant ni navetteur, devrait permettre de mieux comprendre les fondements du choix en faveur de la mobilité spatiale* ». Ainsi, dans une démarche comparative et compréhensive, nous nous sommes intéressés à un ensemble de ménages migrants et non-migrants. Nous présenterons dans un premier temps ce que Landy [1994 : 415] appelle des « tranches de vie », illustrant la diversité de profils et de pratiques migratoires. Il ne s'agit pas ici de fournir un exemple pour chaque profil de migration identifié (une telle utilisation de l'outil qualitatif serait vaine tant les stratégies sont multiples et complexes), mais plutôt d'illustrer ces logiques de migrations en les contextualisant dans des histoires personnelles (1.). Puis, dans un second temps, nous proposerons une synthèse analytique des principaux apports de notre étude de terrain (2.). Il s'agira alors de mettre en relief les éléments les plus marquants que nous avons pu observer, en les resituant dans des dynamiques plus globales.

### **1. Logiques migratoires, entre contrainte et liberté : quelques tranches de vie**

Nous présentons dans cette première sous-section une variété de cas illustrant la diversité des pratiques migratoires. Ces « tranches de vie » ont été choisies de manière inductive, après l'analyse des cinquante-deux entretiens qualitatifs réalisés. Ils constituent, à notre sens, des éléments intéressants dans la mise en lumière de stratégies différenciées liées à une même pratique migratoire. Pour la présentation de ces cas, trois axes ont été retenus. Le premier porte sur les migrations dans les briquèteries, qui constituent la principale forme de migration de la zone d'enquête (1.1.). Dans un second temps, nous porterons notre attention sur la diversification des modes migratoires induite par l'interdépendance croissante des mondes ruraux et urbains (1.2.). Enfin, nous présenterons le cas de quelques non-migrants, afin de comprendre ce qui peut conduire un ménage à recourir ou pas à la migration (1.3.).

#### 1.1. Migration dans les briquèteries : de la survie à l'accumulation

Si les migrations dans les briquèteries tamoules s'organisent toutes de la même manière, autour d'une avance sur salaire octroyée par un *maistry*<sup>560</sup>, elles relèvent cependant d'une variété de cas de figures. Les différents entretiens menés auprès de ces migrants, principalement issus des communautés *Dalits* des villages de Natham, Semakottai, Karumbur et Koovagam, ont en effet fait apparaître une diversité de stratégies familiales dans le recours à la migration vers les briquèteries. Tantôt envisagée comme une activité limitée dans le temps pour faire face à une dépense imprévue ou importante (mariage, dépenses de santé, achat de terre, remboursement de dette, etc.), tantôt enfermant les migrants dans des logiques d'asservissement, cette forme de migration met effectivement en avant un véritable continuum de stratégies distinctes.

---

<sup>560</sup> Pour une présentation détaillée de ce système de recrutement, voir le Chapitre 5.

*« Alors je suis parti » : Perumal et le fardeau de la dot (Natham, Colony)*

Perumal (cinquante ans), est un *Paraiyar* du village de Natham. Il a fini son éducation primaire, sa femme n'est jamais allée à l'école, mais leurs quatre filles (âgées de quatre à seize ans) sont toutes scolarisées. Comme la plupart des ménages de la *colony* de Natham, Perumal ne possède pas de terre et est donc très dépendant de la migration vers les briquèteries. La peau burinée par le soleil et les mains calleuses du travailleur, il affiche un sourire tout au long de l'entretien auquel il se prête volontiers.

Au moment de notre rencontre, Perumal a déjà migré à Chennai. Il est de passage au village pour une cérémonie religieuse et repart dans les deux jours. Cette première précision est importante car elle témoigne de l'expérience de Perumal dans les briquèteries (dans lesquelles il migre depuis plus de vingt-cinq ans) et de la bonne entente avec son *maistry* et le propriétaire de la briquèterie. Il est en effet loin d'être systématique pour les migrants d'avoir le droit de quitter la zone de production avant la fin de la saison – le risque de défaut de paiement étant la principale raison avancée par les *maistries* –, et cette confiance accordée au migrant ne peut s'acquérir qu'après plusieurs années de migration auprès du même *maistry*. Son expérience et les bonnes relations qu'il entretient avec ce dernier lui permettent d'obtenir une avance d'un *lack*<sup>561</sup> pour la saison. L'explosion du montant des avances<sup>562</sup> témoigne de l'expansion du secteur des briques dans le Tamil Nadu (un des plus gros producteurs de briques du pays). Elle tend toutefois à accroître la dépendance des migrants à cette activité, dans la mesure où les salaires augmentent moins vite que le montant de l'avance.

Avant de migrer vers les briquèteries de Chennai, Perumal travaillait en tant que journalier agricole au village et migrait déjà pour la coupe de la canne à sucre dans le Tamil Nadu (Tanjore, Kumbakonam, Mayavaram, etc.). Il s'est tourné vers les briquèteries il y a environ vingt-cinq ans de manière assez simple.

*« J'ai changé pour les briquèteries parce qu'une personne au village était un maistry et il était en contact avec un propriétaire d'une briquèterie de Chennai. Le propriétaire avait besoin de mouleurs et a juste demandé au maistry s'il connaissait des gens intéressés. « Vous pouvez avoir une avance avant de commencer et vous aurez un endroit où vivre sur place » nous a dit le maistry. A cette époque, je n'arrivai*

---

<sup>561</sup> Un *lack* est une mesure indienne équivalant à 100 000 roupies.

<sup>562</sup> Guérin *et al.* [2007] documentent des montants d'avance d'environ 20 000 roupies en 2005. Les avances ont donc été multipliées par cinq en moins de dix ans.

*pas à trouver suffisamment de travail dans l'agriculture ou dans la coupe de canne à sucre, alors je suis parti ».*

Vingt-cinq ans plus tard, Perumal n'a jamais migré ailleurs qu'à Chennai. Il a cependant changé à quatre reprises de propriétaire. Malgré ces quelques changements, la vie de Perumal est un éternel recommencement et les années s'enchaînent au rythme des saisons. Chaque année, il part entre six et sept mois à Chennai, puis il rentre et alterne les périodes de repos et de travail agricole, notamment lors du pic d'activité au moment des récoltes. Aucune alternative n'est envisageable et le fatalisme dont il fait preuve témoigne de l'acceptation de cette situation : *« migrer dans les briquèteries, c'est le seul moyen que l'on a pour survivre ».*

S'il veut changer de propriétaire (et donc de *maistry*), il peut demander une nouvelle avance à celui pour lequel il travaillera la saison suivante et avec cette avance, il peut rembourser le précédent et racheter sa dette. S'il n'a eu recours que quatre fois en vingt-cinq ans à ces changements de *maistry*<sup>563</sup>, il nous assure que la plupart des *maistries* sont aussi conciliants et que peu d'entre eux refusent de tels arrangements. Dans ce sens, Perumal ne semble pas asservi par les relations de travail et d'endettement qu'il entretient avec son *maistry* et la perception qu'il a de sa migration est plutôt bienveillante : *« je ne me sens pas mal, je suis content d'avoir cette avance. Je peux obtenir une somme d'argent importante et du travail. C'est bon pour moi, oui ! Le travail est dur<sup>564</sup> bien sûr, mais ils me payent ce qu'ils me doivent et ils ont confiance en moi, c'est important ».* La migration dans les briquèteries devient presque, dans les discours du petit groupe de personnes qui s'est constitué en marge de notre entretien, une opportunité providentielle : *« s'il n'y avait pas eu les briquèteries, le village serait devenu sec et nous serions tous morts »* nous indique alors une voisine de Perumal. Cependant, Perumal nuance assez rapidement ses propos. *« Nous n'avons pas le choix, nous devons partir dans les briquèteries. Nous ne sommes pas éduqués, si c'était le cas, nous pourrions travailler dans les private companies ».*

Pour lui, il n'y a que peu de différence entre migrer ou rester au village. *« Si je migre, je reviens ici après quelques mois, si je travaille ici ou dans les environs, je peux rentrer tous les soirs chez moi, c'est la seule différence, sinon la lutte pour la survie est la même. Je n'ai pas*

---

<sup>563</sup> Nous n'avons malheureusement pas d'information sur les raisons l'ayant conduit à changer de *maistry*.

<sup>564</sup> Les conditions de travail sont en effet très dures, la chaleur et les mauvaises conditions de vie font que les maladies sont fréquentes. Son salaire est de 500 roupies pour 1000 briques, mais son expérience lui permet de pouvoir mouler entre 1500 et 2000 briques par jour. Le nombre de briques produites, payées à la pièce, est déduit du montant de l'avance soldé en fin de saison. Cependant, le *maistry* lui donne 800 roupies par semaine (alors ajouté au montant de l'avance) pour payer les dépenses courantes.

*le temps de penser à ça. Je travaille tous les jours durant toute la journée, je mange, je dors, et je retravaille le lendemain. Quand on obtient l'avance, on peut s'en servir pour survivre. C'est tout. Je ne peux même pas épargner. Je vis au jour le jour sans trop lutter et je peux payer l'éducation de mes filles. C'est tout. Je veux juste donner à mes filles une bonne éducation. [...] Je fais tout ça juste pour que mes filles ne souffrent pas autant que moi ».* Nous touchons ici un point central du discours des migrants des briquèteries. Nous avons en effet observé que ces mots revenaient assez fréquemment dans les interviews menés auprès de ces migrants pour justifier leur mode de vie. Donner à leurs enfants une bonne éducation apparaît être la priorité pour une large part de ces migrants. Cela semble alors entretenir leur fatalisme et l'acceptation de leurs conditions de vie et de travail dans l'espoir d'offrir un avenir meilleur à leurs enfants.

D'autre part, plus que la dureté du travail, la contrainte de devoir migrer et la pression de l'endettement, le plus gros fardeau de Perumal réside dans le montant des dots qu'il va devoir rassembler pour le mariage de ses filles. Ce fardeau constitue en effet ce qui cristallise ses craintes et lui impose de migrer.

*« J'ai quatre filles, je n'ai pas de fils. Je dépense tout l'argent que je gagne pour leur éducation [...]. Mais ma fille aînée a fini ses études [secondaires] et n'arrive pas à trouver du travail. Même dans le village [sous-entendu la partie Uur du village], beaucoup de jeunes sont éduqués et ils n'arrivent pas à trouver du travail. [...]. Peu c'est mieux que rien, s'ils pouvaient au moins trouver un emploi et gagner 2 000 à 3 000 roupies par mois, ça serait déjà bien et cela soulagerait le fardeau de leurs parents ».* Il enchaine alors : *« Je veux juste réduire mon fardeau, alors j'ai cherché un mari pour ma fille. La première chose qu'ils [la belle-famille] m'ont demandé, c'est si je pouvais leur acheter une grosse moto et quelle quantité d'or je pouvais leur donner pour ma fille. L'argent que je gagne est tout juste suffisant pour faire vivre ma famille et payer une bonne éducation à mes filles, il ne me reste rien pour épargner. Alors comment puis-je acheter dix souverains<sup>565</sup> d'or et une moto ? « Si vous pouvez me donner ça, je peux marier votre fille, sinon trouvez quelqu'un d'autre ! » ils m'ont dit, pourtant ils connaissent bien notre situation, mais ils demandent quand même ce genre de chose ».*

---

<sup>565</sup> Un sovereign équivaut à huit grammes d'or.

L'importance de la dot et des montants demandés sont en effet devenus une tendance de plus en plus marquée dans le Tamil Nadu et plus généralement en Inde<sup>566</sup>, y compris pour des mariages de basses castes<sup>567</sup>. La planification du mariage de ses quatre filles et l'obligation de capitaliser d'importantes sommes d'argent pour cela obligent ainsi Perumal à continuer, si ce n'est à intensifier, son activité migratoire et à demander des avances sur salaire de plus en plus élevées. Pourra-t-il continuer, face à un salaire à la pièce relativement stable dans le temps, à rembourser une avance toujours plus importante ?

Perumal illustre ainsi le changement qui s'est opéré dans les villages secs il y a une trentaine d'années. Avec le déclin des conditions d'agriculture et de la rentabilité de cette dernière s'est produit un transfert des activités agricoles vers les briquèteries, qui sont aujourd'hui un segment du marché du travail local bien établi. Perumal ne constitue pas véritablement un travailleur asservi par son activité dans les briquèteries, dans la mesure où malgré l'importance de l'avance qu'il reçoit, son expérience lui permet tous les ans d'en rembourser une bonne partie, si ce n'est l'intégralité. D'autre part, il a la possibilité de changer de *maistry* et de propriétaire s'il le souhaite. Il n'en demeure pas moins que le montant important des dots qu'il va devoir payer pour le mariage de ses quatre filles l'empêche d'envisager une quelconque sortie de ce schéma migratoire. Il travaille dur, migre longtemps et semble alors pris au piège, si ce n'est celui de l'endettement et de l'asservissement pour dette, c'est bien celui de la dot.

*Manjavarathal : agriculture, endettement et migrations (Natham, Colony)*

Manjavarathal a quarante-quatre ans. Elle n'est pas éduquée et son mari (cinquante-trois ans) a, lui, fini son éducation primaire. Ils ont trois enfants, deux fils de vingt-trois et vingt-sept ans et une fille de vingt-cinq ans, ayant tous les trois fini leur secondaire.

---

<sup>566</sup> Pour une présentation de l'évolution des pratiques matrimoniales, voir Kapadia [1993, 1998] et Diamond-Smith *et al.* [2008].

<sup>567</sup> Ces tendances conduisent à une intensification de l'aversion pour les filles, identifiée par Diamond *et al.* [2008], et aux pratiques d'infanticides associées.

Manjaravantal et son mari cultivent les trois acres de terres qu'ils louent<sup>568</sup> à une personne de l'Uur du village de Natham. Elle nous raconte les difficultés auxquelles elle doit faire face et les fortes pressions pesant sur l'activité agricole. « *Les salaires des travailleurs agricoles augmentent, le prix des engrais augmente, il pleut de moins en moins et le prix de vente du riz est trop bas. Au final, si je compare les gains de la récolte et les dépenses engagées, les dépenses sont supérieures aux gains. Si je dépense 10 000 roupies pour l'agriculture, je récolte 20 000 roupies de dette. Alors comment puis-je continuer mon activité agricole ?* ». Nous l'avons alors interrogé sur les raisons qui conduisaient les petits paysans à poursuivre leur activité agricole alors même que cette dernière n'est plus rentable. Ce à quoi elle répond dans un premier temps : « *Les gens continuent leur activité agricole parce que leurs pères faisait ce travail, et avant eux leurs grands-pères, et avant, leur arrières grands-pères, c'est comme une activité familiale donc ils continuent ce travail* ». Le travail de la terre constitue en effet une certaine fierté pour elle et malgré les difficultés évoquées, il apparaît clairement que l'attrait de l'agriculture n'est pas uniquement lié à des considérations économiques. A cela, elle ajoute rapidement un autre argument. « *Une autre raison est la possession d'un bore well [puit ouvert très commun dans cette partie de l'Inde]. S'ils peuvent mettre de l'eau du puits ça va, mais on ne peut rien attendre de la pluie !* ». Ainsi, en complément de l'aspect traditionnel de l'activité, il semblerait que les conditions d'irrigation, en particulier dans les villages secs (comme ici dans le village de Natham), constituent des facteurs déterminants de la perpétuation de l'activité agricole. A ce sujet, Manjavarathal nous explique comment s'organise, pour les petits paysans qui n'ont pas de puits, la distribution de l'eau. Le champ qu'elle loue est attenant à celui d'un grand propriétaire terrien qui dispose d'un bore well. Le propriétaire fournit de l'eau aux petits paysans alentour, mais uniquement lorsque ses propres récoltes sont suffisamment irriguées<sup>569</sup>. En moyenne, il faut trois heures pour irriguer une acre de terrain. Si, en théorie, une journée pourrait satisfaire les besoins en eau d'une bonne partie des paysans, un autre problème se pose. Dans ces zones reculées, les villages ne disposent que de quatre à cinq heures d'électricité par jour. S'installe alors un roulement et les petits paysans ne peuvent disposer d'une irrigation que tous les trois à quatre jours. Cette fréquence

---

<sup>568</sup> La durée de location s'étale généralement sur trois ans et plusieurs options sont possibles. Soit le locataire paye un montant fixe (environ un lack par kani (1,3 acre)) et peut garder la récolte, soit il paye une somme d'environ 10 000 roupies mais remet une partie de la récolte au propriétaire de la terre (ce système s'appelle Vaaram). La deuxième option est souvent préférée, dans la mesure où en cas de mauvaise récolte, les pertes sont moindres puisque partagées.

<sup>569</sup> L'eau est fournie parfois gratuitement, parfois contre quelques sacs de riz issus de la récolte, ou encore contre une participation aux frais de réparation et d'entretien de la pompe. Plus tard dans l'entretien, elle nous indique qu'elle doit donner une partie de sa récolte au propriétaire du champ voisin du sien qui lui fournit l'eau de son puit.



est loin d'être suffisante et le système du roulement dépend bien évidemment de la bonne volonté des propriétaires terriens, mais il repose également sur des logiques de clientélisme et sur la capacité à mobiliser un réseau social afin d'avoir la priorité dans le roulement.

A cela s'ajoutent les chocs exogènes qui peuvent impacter lourdement ces petits paysans souvent vulnérables. A titre d'exemple, Manjavarathal, comme la plupart des petits paysans du district, a dû faire face en 2011 à la tempête Thane<sup>570</sup> qui a détruit sa récolte et l'a obligé à prendre un crédit pour rembourser celui qu'elle avait déjà contracté afin de payer les dépenses agricoles de l'année (semences, fertilisants, etc.). Elle nous raconte alors que si le gouvernement tamoul a bien attribué des fonds de compensation pour les pertes subies, ils étaient attribués contre une présentation de la *patta* (titre de propriété). Dans son cas, loin d'être isolé, le propriétaire de la terre qu'elle loue a récupéré les fonds et aucun contrat écrit ne lui permettait de prouver la location de la terre. La domination des hautes castes et castes possédant la terre demeure une réalité et les voix des petits paysans *Dalits* peinent à se faire entendre dans ce genre d'abus de pouvoir.

Malgré une forte préférence pour l'agriculture, Manjavarathal et son mari ont eu recours plusieurs fois à la migration vers les briquèteries. « *Avant, nous ne faisons que des activités d'agriculture coolie. Mais il est devenu de plus en plus difficile de trouver du travail après la récolte en fin de période humide. La première fois que nous sommes allés à Chennai dans les briquèteries, c'était pour rembourser un prêt. A cette période-là, mes enfants étaient petits et nous les avons laissés chez mes beaux-parents. La seconde fois, nous avons besoin d'argent pour payer l'école des enfants, nous avons fait ça pendant deux ans puis nous avons arrêté car mon beau-père est tombé malade. Personne ne pouvait s'occuper de lui alors nous avons arrêté de partir. Après, nous avons envoyé nos enfants à l'école et nous avons continué à travailler dans l'agriculture, mais nous avons gagné de l'argent avec les briquèteries alors on a pu louer trois acres* ». Les 25 000 roupies d'avance qu'ils ont reçues à cette époque (elle nous confirme par ailleurs qu'aujourd'hui les migrants peuvent obtenir 60 000, voire 100 000 roupies d'avance), leur ont en effet permis d'accumuler une certaine somme d'argent qu'ils ont pu réinvestir dans la location d'un bout de terre. A ce sujet, un de ses voisins l'interrompt et nous dit « *Si tu vas dans les briquèteries, tu peux obtenir un montant important en une seule fois et il n'y a pas besoin de payer des intérêts là-dessus. Les gens ne veulent plus*

---

<sup>570</sup> La tempête Thane (ou *Thane storm*) a touché le Sud côtier de l'Inde en décembre 2011 et particulièrement le district de Cuddalore, où plusieurs dizaines de personnes ont perdu la vie et où des dégâts importants furent causés dans les campagnes.

*travailler la terre parce qu'ils dépensent beaucoup d'argent sans qu'il y ait de profit, alors ils vont dans les briquèteries* ». Face à ce discours, nous questionnons à nouveau Manjavarathal sur la raison pour laquelle elle préfère continuer de travailler la terre alors qu'elle nous assure que les briquèteries sont plus profitables. Elle nous répond alors qu'à chaque début de saison elle espère avoir une bonne récolte. « *Ellaam Nambikkai* » nous répète-t-elle, « *tout est une question de foi* ».

Leur dernière expérience de migration constitue un cas assez atypique. Quelques années auparavant, suite à une série de mauvaises récoltes, elle a dû contracter plusieurs emprunts pour rembourser les emprunts précédents. L'accumulation des crédits et des intérêts à rembourser<sup>571</sup> l'ont obligé à vendre le petit lopin de terre dont elle avait hérité (une acre) à un *Kavundar* (*Middle Caste*) du village voisin de Kulapakkam. Encore surendettés, Manjavarathal et son mari ont dû fuir du village pour échapper aux pressions des prêteurs et au déshonneur et sont partis pendant quatre ans à Chennai. Sur place, ils ont alterné le travail dans les briquèteries et les périodes d'inactivité et de survivance dans les *slums* de Chennai. Ce n'est que grâce à l'aide d'un *Reddiar* de leur connaissance qu'ils ont pu sortir de cette situation critique. Cette connaissance les a recommandés, ce qui a permis à son mari de trouver un emploi de *watchman* à Chennai et leur a donné la possibilité de rejoindre un *Chit Fund*<sup>572</sup>. Grâce à l'aide de ce *Reddiar*, ils ont ainsi pu rentrer au village solder une partie de leurs dettes et se relancer dans une activité agricole. Si aujourd'hui, Manjavarathal et son mari cultivent la terre qu'ils louent, rien ne leur assure que leur expérience migratoire soit finie. Ils ont bien conscience que malgré les espoirs qu'ils portent dans l'agriculture en chaque début de saison des pluies, une migration vers les briquèteries de Chennai demeure une option bien réelle en cas de difficultés. Les va-et-vient entre agriculture au village et briquèteries de Chennai rythment désormais leur vie.

Ainsi, dans le cas de Manjavarathal, la migration vers les briquèteries est considérée comme un moyen de rembourser des dettes et constitue également une solution de secours à mobiliser en cas d'échec de l'activité agricole. La migration est en effet utilisée ici pour

---

<sup>571</sup> En Inde, tant que le montant du principal n'est pas remboursé, le débiteur doit rembourser les intérêts sur ce qui reste à payer, y compris si les intérêts payés jusque-là couvrent plusieurs fois le montant du principal.

<sup>572</sup> L'organisation des *Chit Fund* ressemble à ce qui est couramment appelé « tontine » dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'une forme d'épargne collective où chacun des membres verse mensuellement une somme préalablement fixée et où chaque mois, un des membres reçoit la totalité des fonds (souvent utilisés pour financer des dépenses de mariages ou autres cérémonies). Ces pratiques sont très courantes en Inde et concernent l'ensemble des communautés.

dégager sur une courte période un pécule destiné à rembourser les dettes liées à l'activité agricole, voire comme source d'accumulation quand cela est possible. Cependant, l'absence de relation clairement identifiée d'asservissement ne fait pas de Manjavarathal et de son mari des travailleurs libres. La grande précarité dans laquelle ils vivent les contraint dans leurs choix. D'autre part, l'expérience de Manjavarathal illustre également comment s'organisent et se réorganisent les stratégies familiales en fonction des chocs, opportunités et besoins, mais également l'importance du réseau. Sans l'intervention de ce *Reddiar*, il y a en effet fort à parier que Manjavarathal et son mari seraient encore dans les briquèteries de Chennai.

*Migration, maladie et surendettement : le piège de l'asservissement pour Narayanan (Natham, Colony)*

Narayanan a trente-trois ans, ni lui ni sa femme de vingt-deux ne sont allés à l'école, mais leur fille de sept ans, elle, est scolarisée (au moins cette année comme nous allons le voir). Narayanan n'a pas de terre, n'en a jamais eu et ne peut envisager d'un jour en acquérir une. Il ne sait d'ailleurs pas vraiment s'il est intéressé et lorsque nous le questionnons sur cette éventualité, il évacue la question avec un sourire. Nous croisons Narayanan près de la petite épicerie de la *colony* de Natham où il vient d'acheter, à crédit nous précise-t-il, quelques produits alimentaires de base.

Narayanan migre depuis treize ans dans les briquèteries, essentiellement à Chennai. Le site de production dans lequel il avait l'habitude de se rendre a fermé à cause de la spéculation immobilière, le propriétaire ayant préféré vendre son terrain. Narayanan et sa femme migrent désormais – depuis deux ans – à Chengalpattu, autre centre réputé de production de briques dans le Tamil Nadu, qui se situe à une cinquantaine de kilomètres de Chennai et à environ cent cinquante kilomètres du village de Natham. Comme pour la plupart des migrants dans les briquèteries, Narayanan a passé sa jeunesse à travailler dans les champs en tant que *coolie* agricole et s'est tourné vers les briquèteries pour pallier aux faibles revenus agricoles, mais également car il a été séduit par l'attrait de l'avance sur salaire.

Il migre neuf mois dans l'année, avec toute sa famille y compris sa fille, qui est alors déscolarisée, et a obtenu cette année 70 000 roupies d'avance. Cette avance est importante, d'autant que son expérience ne lui permet qu'un salaire de 400 roupies pour 1000 briques. Il

obtient en complément de cette avance une allocation hebdomadaire de 700 roupies<sup>573</sup> pour payer sa nourriture et les divers frais auxquels il doit faire face sur place.

Si Narayanan se trouve au village au moment de notre rencontre, c'est qu'il est malade. Il est rentré deux semaines plus tôt et a dû se faire opérer. Il ne peut rester debout longtemps et le travail dans les briquèteries, impliquant de longues heures d'efforts et des conditions de vie et d'hygiène assez sommaires, l'empêche de retourner travailler. Le propriétaire du site de production lui a demandé de revenir le mois suivant si cela est possible, sinon l'année suivante. Si le propriétaire de la briquèterie semble arrangeant, c'est cependant bien avec le *maistry* que Narayanan doit négocier. En effet, le *maistry* lui ayant fourni une avance importante, il entend bien que Narayanan honore sa dette. Mais Narayanan ne peut ni lui rembourser l'avance, dont il est extrêmement dépendant pour subvenir à ses besoins et ceux de son ménage pour l'année à venir, ni retourner sur le site de production, son état de santé ne le permettant pas, ni le mois prochain, ni les suivants. Cette situation est dramatique pour Narayanan et sa famille. Plus que l'obligation de repartir l'année suivante, ce qui le préoccupe le plus est qu'il n'aura pas ou peu d'avance l'année suivante (il pense ne pouvoir négocier qu'une avance d'environ 5 000 roupies pour la saison). Il nous explique en effet que s'engager sur une période plus longue auprès du *maistry* ne constitue pas pour lui une source d'inquiétude, mais l'impossibilité de négocier une avance importante représente une impasse à laquelle il ne sait pas comment faire face. Cette situation met bien en avant les logiques de court terme et de survie qui sous-tendent les migrations vers les briquèteries pour les ménages les plus vulnérables, ainsi que l'importance de l'avance dans les stratégies familiales.

D'autre part, les services que peut fournir le *maistry* en complément de l'avance sur salaire accentuent la dépendance de Narayanan vis-à-vis de ce dernier. En effet, en plus de l'avance et de l'octroi d'un emploi pendant une grande partie de l'année, le *maistry* donne de l'argent pour les cérémonies religieuses<sup>574</sup> et peut lui accorder des prêts assortis de faibles taux d'intérêt. Ces services additionnels constituent une aubaine pour Narayanan qui dispose alors d'un filet de sécurité. Il nous affirme à ce sujet : « *Il me connaît, il connaît ma situation, et peut m'aider en cas de besoin* ». Cependant, le revers de ces services est que Narayanan se doit de respecter ses engagements, quel qu'en soit le prix. Afin de payer ses dépenses de

---

<sup>573</sup> Rappelons ici que cette indemnité est ajoutée au montant de l'avance et représente alors environ un jour de travail par semaine.

<sup>574</sup> Les cérémonies religieuses (ou *functions*) revêtent une importance capitale dans la société indienne et les dépenses colossales qui peuvent être engagées pour un mariage ou une cérémonie mortuaire – y compris pour les ménages les plus modestes – apparaissent incontournables.

santé, Narayanan a dû contracter deux autres crédits, dont un auprès de son *maistry*. L'importance de la dette le met alors dans une position d'extrême vulnérabilité<sup>575</sup> dans laquelle il ne peut plus négocier le montant de l'avance et doit alors accepter les conditions de travail et de remboursement que lui impose le *maistry*.

Le cas de Narayanan reflète assez bien l'ambiguïté de l'avance sur salaire dans les migrations vers les briqueteries. Nous sommes ici face au cas d'un travailleur que l'on pourrait considérer comme asservi, dans la mesure où l'avance et la dette qui le lient au *maistry* lui imposent de travailler pour ce dernier sur une période supérieure à une saison. Bien que ce type de relation soit recherché par une bonne partie des migrants, puisqu'elle implique l'assurance d'un emploi et l'accès à une certaine forme de protection (notamment via les recommandations dont ils peuvent bénéficier et l'octroi de crédit à faible taux d'intérêt), elle les enferme par ailleurs dans une situation d'asservissement dont il est difficile de s'extraire. Toutefois, à aucun moment n'apparaît dans le discours de Narayanan une quelconque remise en cause de ce système, ce qui confirme alors la perversité de cette forme de mise au travail pour les populations les plus vulnérables qui n'ont d'autre choix que d'accepter de telles pratiques.

Asservissement et avance sur salaire ne sont qu'une des formes de relation de travail qui peuvent s'appliquer dans le cadre des migrations vers les briqueteries et tous les migrants bénéficiant d'une avance sur salaire ne sont pas à considérer comme asservis. Cependant, la frontière apparaît bien mince entre un travailleur asservi ou non, d'autant que les difficultés pesant sur le monde rural tamoul (manque manifeste d'emploi dans les villages, faible rentabilité de l'activité agricole, etc.) et le poids des pratiques sociales et des frais que ces dernières imposent à ces ménages accentuent leur vulnérabilité. L'asservissement de travailleurs par leur relation de travail est un fait bien réel pour une partie des migrants ; mais les autres, non-asservis, ne sont pas pour autant plus libres. D'autres formes de coercition, moins visibles, peuvent avoir des effets tout aussi pernicieux.

---

<sup>575</sup> Sa femme, désormais seul membre actif du ménage, s'est tournée vers les emplois octroyés dans le cadre du programme NREGA, mais la faiblesse du nombre de jours de travail disponibles et des salaires de plus en plus bas ne permettent qu'une faible compensation, largement insuffisante pour pouvoir envisager une quelconque forme d'accumulation et un remboursement de l'avance ou des crédits contractés.

1.2. Diversification des modes migratoires et interdépendance des mondes ruraux et urbains

D'autres formes de migration, plus avantageuses, peuvent prendre forme dans ces mêmes milieux ruraux. En effet, toutes les migrations ne sont pas assorties d'un risque d'asservissement et certaines d'entre elles peuvent se révéler profitables. Il n'en demeure pas moins que là encore, différentes stratégies se distinguent.

*Les lumières de la ville et la jeunesse éduquée, la réussite de Prabakanan (Semakottai, Uur)*

Nous interviewons Prabakanan dans la maison de sa mère, dans la partie *Uur* du village de Semakottai. Sa mère, soixante ans, s'occupe de l'acre familiale. Malgré ses plaintes sur la difficulté de maintenir une activité agricole rentable (notamment à cause du programme NREGA insiste-t-elle), la réussite de ses enfants ne confère à son activité agricole qu'une fonction traditionnelle. Prabakanan est en effet le plus jeune d'une fratrie de cinq et ses quatre frères occupent des emplois stables dans les villes alentour. L'ainé tient un commerce de réparation d'ordinateur, le second est chauffeur de taxi, le troisième est en doctorat à l'Université de Pondichéry et le dernier est un agent administratif. Tous sont mariés et seul un, le quatrième, vit encore au village. Cependant, la femme de Prabakanan et leur enfant sont restés vivre dans la maison familiale, ce qui explique ses retours fréquents au village d'origine, bien qu'en l'occurrence il soit de passage à Semakottai pour une cérémonie religieuse.

Prabakanan est parti à Chennai il y a quatre ans pour y travailler comme architecte-designer, il y gagne aujourd'hui 22 000 roupies par mois. Il est parti, directement après avoir obtenu son diplôme, chez des amis qui travaillaient déjà dans une *private company*. L'importance du réseau de connaissance constitue ici le premier élément déterminant de la réussite de ce type de migration. En effet, trouver un emploi à la ville nécessite des liens, du temps et de l'argent. Cependant, si le réseau dont il dispose a facilité sa venue et son installation dans les premiers temps de la migration, il a trouvé son emploi via une annonce sur internet.

Pranabakan illustre le cas des migrations réussies de la jeunesse éduquée des villages. Si beaucoup de jeunes souhaiteraient connaître la même réussite que lui, tous ne pourront pas

y arriver et cette forme de migration ne demeure encore principalement accessible qu'aux franges les plus hautes de la société rurale. En effet, comme le souligne Heyer [2012 : 91], « *There are still very few opportunities for the majority to move into employment other than low skilled manual labour* ».

*Ramesh : entre ville et village, exode rural et maintien de l'activité agricole (Natham, Site de production de briques)*

Ramesh est un *Vanniyar* de quarante-deux ans ayant fini son éducation secondaire. S'il affirme préférer vivre au village (il vient de Ponnanguppam, situé à un kilomètre et demi de Natham), il a déménagé à Panruti pour offrir une meilleure éducation à ses deux fils de neuf et douze ans, pour lesquels il avoue avoir de grands projets.

L'entretien est réalisé sur un site de production de briques en bordure du village de Natham où nous interviewions Moni (quarante-deux ans également) issu de la *colony* du village de Natham et travaillant sur ce site en tant que mouleur de briques. Ramesh se rendait, pour contrôler le travail de Moni, sur le site où ce dernier travaille avec son père, son beau-frère, sa femme et sa fille. L'arrivée de Ramesh rend Moni nerveux et l'entretien, après quelques mots échangés avec le propriétaire du site, tourne rapidement autour du nouvel arrivant.

Son grand-père a racheté quinze acres de terres à une famille de *Reddiars* qu'il partage entre différentes cultures, le *savukku tree* (très rentable, mais nécessitant un certain temps de maturation pour que les arbres soient suffisamment grands pour être rentables), la canne à sucre, le *paddy* et la goyave.

Depuis six ans, face aux difficultés croissantes de l'activité agricole<sup>576</sup>, Ramesh a décidé de diversifier son activité et de réserver une partie de ses terres au moulage de briques<sup>577</sup>. Il partage donc ses terres entre une culture agricole et le moulage de briques. Il dispose à cet effet de plusieurs sites sur lesquels il emploie une quinzaine de familles, toutes originaires de Natham, village réputé pour l'expérience de ses mouleurs. Selon ses dires, environ soixante pour cent des mouleurs viennent de la *colony* de Natham et le reste du village. A ce sujet,

---

<sup>576</sup> A ce sujet, Ramesh ne manque pas de nous interpellé (comme l'ont par ailleurs fait la plupart des propriétaires terriens que nous avons interviewés) sur le fait que la mise en place du programme NREGA a rendu les travailleurs agricoles « feignants » et a conduit à une hausse du salaire des *coolies* agricoles.

<sup>577</sup> Ce type de pratiques tend à se répandre et nous avons vu de pareils sites de production de briques dans la plupart des villages dans lesquels nous nous sommes rendus.



Ramesh nous indique que pour lui le système de caste tend à s'atténuer, en avançant l'idée qu'avec le développement du village, les personnes issues de la *colony* ou de l'*Uur* occupent désormais les mêmes emplois et que seuls les partis politiques entretiennent cette séparation entre caste. Cependant, son attitude avec Moni et la famille de ce dernier révèle une toute autre posture vis-à-vis de la caste.

Ramesh, malgré des attaches assez fortes au village et le maintien de son activité agricole, est désormais un homme de la ville. S'il porte un *longhi*<sup>578</sup>, son téléphone dernier cri, ses lunettes de soleil et sa grosse moto sont bien des codes appartenant au monde urbain. La migration dans un des centres urbains de la zone n'est cependant pas contradictoire avec le maintien de l'activité agricole et témoigne ainsi de l'interdépendance croissante des milieux urbains et ruraux, loin de l'antagonisme entre deux mondes distincts souvent avancé dans le cas de l'Inde.

*Allapichai : navette, commerce et désintéressement de l'agriculture (Semakottai, Uur)*

Allapichai et sa femme sont un couple musulman de Semakottai ayant trois enfants. Nous commençons l'interview uniquement avec sa femme, devant un petit magasin de tissu, mais après quelques questions, Allapichai nous rejoint et prend en charge la réponse aux questions pour la suite de l'entretien.

Après plusieurs années en tant que chauffeur de camion, Allapichai est aujourd'hui chauffeur de bus à Cuddalore. Il alterne un jour de travail et un jour de repos et fait donc fréquemment la navette entre Semakottai et Cuddalore. Sa femme tient le petit magasin de tissu et de couture devant lequel nous faisons notre entretien, qui se trouve dans la partie *Uur* du village de Semakottai<sup>579</sup>. Allapichai n'est pas et n'a jamais été intéressé par l'agriculture et il a vendu le petit lopin de terre hérité de son père pour ouvrir le magasin de couture dans le village, que sa femme tient avec fierté. Allapichai semble ainsi libéré du fardeau de la terre et privilégie des activités commerciales et dans le secteur des services.

---

<sup>578</sup> Le *longhi*, habit traditionnel tamoul, est une étoffe de coton drapée autour de la taille.

<sup>579</sup> Il est à noter que tous les ménages musulmans du village de Semakottai vivent dans la rue adjacente à celle réservée aux hautes castes, dans la partie *Uur* du village.

Lorsque nous le questionnons sur les opportunités d'emplois pour les jeunes du village, Allapichai nous explique les possibilités pour la jeunesse éduquée de migrer vers Singapour et les pays du Golfe. Il nous indique à ce sujet qu'il souhaite envoyer son fils à l'étranger. Ces réponses, très atypiques par rapport à ce que nous avons pu recueillir dans la plupart des autres entretiens, mettent en avant les différences de réseaux migratoires pour les populations musulmanes, mais également des aspirations différenciées pour ces dernières. Il n'est en effet plus question d'accumulation pour acheter de la terre, mais il s'agit au contraire de s'en libérer en favorisant le commerce et la migration vers l'étranger. L'attachement au village est dans ce cas inexistant et ce dernier ne représente qu'un lieu de vie qu'Allapichai et sa femme quitteraient s'ils avaient de meilleures opportunités ailleurs.

Le cas d'Allapichai illustre ainsi les interdépendances croissantes entre mondes ruraux et urbains, et le développement des pratiques de navette permises par une meilleure accessibilité des villages aux petits centres urbains dynamiques de la zone. Il met également en avant les différences d'aspirations et de représentations des différentes communautés. Là où les castes hindoues semblent valoriser la possession et le travail de la terre, les populations musulmanes semblent préférer des activités mercantiles et les migrations internationales.

Ainsi, la diversité des cas abordés ici nous montre la complexité et la pluralité des situations. En effet, pour certains, la vie à la ville ne signifie pas une absence de lien avec le monde agricole. Pour d'autres, la vie au village s'accompagne d'un emploi à la ville. Le développement de ces formes hybrides et des logiques de navette constituent alors les nouvelles formes d'organisation du marché du travail et les nouveaux modes de vies qui y sont associés.

### 1.3. L'attachement à la terre : de la préférence à la contrainte

Si les pratiques migratoires diffèrent, comme nous l'avons vu, d'un ménage à l'autre, il existe, pour d'autres, différentes raisons de ne pas migrer.

*Mathuraman ou l'enracinement d'un Reddiar (Natham, Uur)*

Nous passons dans une des rues réservées aux *Upper Castes* du village de Natham lorsque Mathuraman, assis devant chez lui et lisant le journal, nous invite à nous joindre à lui sur le parvis de sa grande maison.

Mathuraman (soixante ans) et sa femme (cinquante-deux ans) ont fini leur éducation secondaire et leurs deux fils, âgés de trente et trente-deux ans, du même niveau d'éducation, travaillent à Pondichéry dans des *private companies*. Mathuraman fait partie des rares *Reddiars* du village à ne pas avoir été tenté par les lumières de la ville. Il nous raconte en effet qu'il y a une trentaine d'années, les familles *Reddiars* étaient plus nombreuses et occupaient un espace dédié dans le village, mais que la majorité d'entre eux se sont détournés de l'agriculture et on vendit leur terre (notamment rachetées par les *Vanniyars* nous confirme-t-il) pour partir dans les villes environnantes (Panruti, Cuddalore, Pondichéry ou Chennai). La vente de leurs terres leur a permis d'y lancer des commerces ou de développer des activités de *moneylender*. En dépit des départs massifs de ses pairs, Mathuraman a décidé de rester pour s'occuper de la terre dont il a hérité. Il possède aujourd'hui cinq acres de terres irriguées, sur lesquelles il cultive du *paddy* et de la canne à sucre. La vie qu'il mène au village où il connaît et est connu de ses voisins lui suffit. Il n'a jamais eu à lutter pour vivre et l'idée de perdre sa maison efface toute tentation d'exode vers la ville.

Mathuraman n'a jamais migré, n'a jamais travaillé que sur ses terres et les rares fois où il quitte le village, c'est pour rendre visite à ses enfants. Mathuraman illustre remarquablement ce que Racine [1994] documentait comme l'« attachement au mode de vie villageois ». En effet, la fierté que lui procure le fait de pouvoir vivre de sa terre et la simplicité du mode de vie au village suffisent à Mathuraman, qui ne regrette pas de ne pas avoir participé au mouvement d'exode rural des hautes castes qui a eu lieu trente ans auparavant.

*Nagamathu : « I have a land, that's why I have no fear » (Karumbur, Uur)*

Nagamathu est un Gavundar (*Middle Caste* locale) de soixante-sept ans. Lui et sa femme (quarante-sept ans) n'ont jamais été scolarisés, mais comme dans la grande majorité des cas présentés dans ce chapitre et plus largement ceux étudiés dans l'ensemble des entretiens, leurs quatre enfants – deux fils de vingt-deux et dix-neuf ans et deux filles de seize et quatorze ans – ont au moins fini leur secondaire ou sont en passe de le faire pour les plus jeunes.

Nagamathu possède six acres de terres, trois en zones sèches et trois en zones irriguées et il dispose d'un *bore well* lui offrant un assez bon rendement agricole<sup>580</sup>. L'excellente qualité des terres de Karumbur et le système développé de canaux d'irrigation, en plus de son puits, lui permettent de tirer de ses terres trois récoltes de *paddy* par an et quatre de cannes à sucre. En complément de ses activités agricoles, il a développé un négoce de bois lui assurant des revenus assez confortables. Il lui arrive également de manière occasionnelle de réserver une partie de ses terres pour le moulage de briques. Nagamathu nous indique qu'il n'a jamais eu à migrer. Il donne à cela deux raisons : la première est son absence d'éducation. La peur qu'on se joue de lui lors de l'expérience migratoire constitue en effet une crainte partagée par les migrants pas ou peu éduqués. La seconde est qu'il dispose de suffisamment de travail dans son village pour qu'il n'ait pas besoin de migrer. La notion de « besoin » illustre là encore l'attachement au mode de vie villageois décrit par Racine [1994], dans la mesure où Nagamathu n'envisage la migration qu'en cas d'extrême nécessité. Autrement dit, seule l'impossibilité de (sur)vivre au village pourrait justifier dans son cas le recours à la migration.

L'importance de l'accès à la terre joue ici un rôle central pour et lui et sa famille et lui permet d'envisager sereinement ce qui constitue une des principales sources de préoccupation pour d'autres ménages : le paiement d'une dot. La famille avec laquelle il est en contact pour marier sa fille aînée lui demande, en plus d'une quantité importante d'or, une moto, qui est devenue semble-t-il depuis quelques années une requête courante dans le « package » de la dot. Si le montant demandé est important, Nagamathu n'est pas inquiet, et contrairement au cas de Perumal présenté *supra*, Nagamathu dispose des ressources nécessaires pour faire un bon mariage, c'est-à-dire un mariage avec un mari de caste supérieure. La terre constitue en effet une forme de garantie et un signe de prospérité économique et il nous lance à ce sujet dans un anglais approximatif : « *I have a land, that's why I have no fear* ».

---

<sup>580</sup> Rappelons ici la particularité du village de Karumbur qui se situe près de la *Pennai River*, ce qui permet plusieurs récoltes par an.

Ainsi, la possession d'une exploitation agricole viable, une relativement bonne situation économique et un amour profond du travail de la terre sont, pour Nagamathu, les raisons de son enracinement au village. Il ne se voit pas partir, quand bien même il aurait des opportunités lui offrant de meilleures conditions de vie. Vendre sa terre serait une épreuve terrible et sans une absolue nécessité, Nagamathu ne peut envisager de partir loin de chez lui.

*Veuvage et survie : le cas d'Anandi (Natham, Colony)*

Le cas d'Anandi (trente-cinq ans et illettrée), issue de la communauté *Dalit* de Natham, constitue un cas manifeste des difficultés rencontrées par les veuves dans les milieux ruraux. Nous avons réalisé l'entretien devant la petite hutte qui constitue la maison où elle vit avec sa belle-mère et ses deux fils de onze et treize ans, dont le cadet est lourdement handicapé.

Anandi avait l'habitude de migrer avec son mari dans les briquèteries de Chennai six mois par an. Elle considère cette migration comme obligatoire, dans la mesure où dans la partie *colony* du village, très peu de ménages possèdent des terres et le substrat sec de Natham limite les opportunités d'emploi agricole. Elle a également travaillé avec son mari dans le secteur de la construction.

Son mari est mort treize ans auparavant lors d'un événement tragique où cinquante-sept personnes du village périrent en une nuit du fait d'un *arrack*<sup>581</sup> empoisonné. Cet épisode, en plus de l'épreuve du veuvage et de la perte d'un membre actif du ménage, a déshonoré Anandi puisque cela a dévoilé au grand jour l'alcoolisme du mari. Si l'alcoolisme est un phénomène important dans ces zones rurales, en témoignent les sols jonchés de bouteilles de brandy bon marché dans certains coins reculés du village, ces pratiques restent taboues, cachées et socialement peu acceptées.

Depuis la mort de son mari, elle nous évoque une vie extrêmement dure et affirme ne travailler qu'une dizaine de jours par mois. Sa belle-mère étant âgée et ses enfants trop jeunes pour travailler, elle est la seule personne active du ménage et ses maigres revenus ne lui assurent que difficilement de quoi subvenir aux besoins primaires du ménage. « *Nous n'avons*

---

<sup>581</sup> L'*arrack* est un alcool très bon marché distillé clandestinement dans les villages à partir de la sève de cocotier ou du jus de la canne à sucre. Les conditions de fabrication n'étant pas encadrées, cette boisson est souvent coupée avec des produits chimiques et provoque dans bien des cas des dégâts irréversibles (cécité, folie, etc.), pouvant aller jusqu'à la mort. Ces types d'incidents ne sont malheureusement pas rares et nourrissent fréquemment les pages « faits divers » des journaux locaux.

*aucune aide ici, cet endroit est maudit !* » nous répète-t-elle lorsque nous la questionnons sur les programmes d'aides publiques appliqués au village. Il s'avère en fait qu'elle dispose d'une *ration card* lui permettant d'obtenir du riz, de l'huile et du sucre, mais les quantités sont largement insuffisantes pour subvenir aux besoins des quatre personnes constituant le ménage. D'autre part, la pension de veuvage à laquelle elle a droit, d'un montant de 1 000 roupies par mois<sup>582</sup>, n'est qu'un maigre complément aux quelques jours de travail que lui permet le programme NREGA.

Si son mari était encore là, elle nous assure qu'elle continuerait à migrer dans les briquèteries de Chennai, mais il est trop dangereux pour une femme seule de migrer longuement hors du village<sup>583</sup>. Quand bien même la question de la sécurité ne se poserait pas, plus aucun *maistry* ne veut l'embaucher, ni même les *contractors* assurant le recrutement dans le secteur de la construction. Sa qualité de veuve a semble-t-il pris le pas sur celle de travailleuse et elle est devenue, sans raison autre que son veuvage, une exclue des réseaux de migration.

Cet entretien met en lumière le côté extrêmement genré de la migration, qui n'est possible qu'avec la présence d'un homme, mais également la détresse des veuves qui se retrouvent alors dépossédées de tout (de leur mari, de leur réseau, de leur honneur, etc.), y compris de leur droit de travailler. La volonté, pour ne pas dire l'impérieuse nécessité, de migrer d'Anandi ne peut se concrétiser et la contraint à une vie de misère au village.

Les tranches de vie présentées dans cette dernière sous-partie illustrent des cas extrêmes de ménages non-migrants. Se trouvent d'un côté des paysans propriétaires de leurs terres et issus des *Middle* ou *Upper Castes*. Ceux-ci sont fondamentalement attachés au mode de vie villageois et à leurs terres et pour la plupart d'entre eux, la migration représente un cap qu'ils ne franchiraient qu'en cas d'extrême nécessité. De l'autre, les ménages les plus vulnérables (personnes âgées, veuves, etc.), exclus des réseaux de migration et condamnés à rester au village, luttent quotidiennement pour assurer leur survie. Pour ceux-là, le recours à la migration pourrait constituer une porte de sortie de l'extrême pauvreté. Mais parce qu'ils n'y

---

<sup>582</sup> Il est par ailleurs fréquent pour les personnes vulnérables comme les veuves de devoir s'acquitter d'une certaine somme d'argent afin de pouvoir se faire enregistrer et de bénéficier de cette pension de veuvage. Les personnes isolées et illettrées constituent en effet des proies faciles dans les pratiques de corruption [Owen, 1996].

<sup>583</sup> Même dans le cadre d'une migration organisée par l'intermédiaire d'un *maistry*, migrer seule pour une femme dans les briquèteries de Chennai demeure extrêmement dangereux. Les migrantes doivent en effet faire face aux risques de vol, viol, et autres formes de violences physiques ou morales.

ont pas accès, ils se retrouvent autrement attachés à la terre, prisonniers de leur condition. Ainsi, ce qui relève d'un choix pour les premiers est subi pour les seconds, mais là encore, la réalité n'est pas aussi binaire et une multitude de cas de figure est possible entre ces extrêmes.

La diversité de profils présentée pour chacun des trois axes de cette partie illustre la pluralité des stratégies qui peuvent prendre forme dans le milieu rural tamoul quant au recours ou non à la migration. Que ces stratégies migratoires relèvent d'une forme de contrainte, comme c'est le cas pour la grande majorité des migrants des briquèteries, ou qu'elles découlent d'opportunités, elles s'inscrivent dans un lacis d'institutions mêlant organisation du marché du travail local, accessibilité des villages, histoire personnelle, réseau social et accès à la terre. Bien que des logiques de castes et de classes continuent de guider l'organisation des schémas migratoires, les frontières sont mouvantes et le développement croissant des interactions entre villages et villes tend à favoriser la diversification des pratiques et stratégies migratoires.

## ***2. Diversification des activités et des pratiques migratoires***

Les différentes tranches de vie présentées dans ce chapitre et les pratiques migratoires associées nous ont permis de mettre en lumière plusieurs points saillants des pratiques migratoires et de leurs représentations par les ménages interviewés. Nous souhaitons à présent élargir quelque peu le cadre d'analyse en présentant des aspects plus généraux des évolutions des villages étudiés, d'une part en termes de migration, mais également en termes d'organisation du marché du travail. Pour cela, nous présenterons dans un premier temps les impacts des politiques publiques sur le développement des villages (2.1.). Dans un second temps, nous étudierons comment les interactions croissantes entre villes et villages ont réorganisé les marchés du travail locaux (2.2.). Enfin, nous reviendrons sur certains aspects particuliers des pratiques migratoires (2.3.).

### **2.1. Impact des politiques publiques sur le développement des villages**

Dans la plupart des bureaux des *Panchayats* que nous avons visités est placardée l'affiche listant l'ensemble des aides publiques auxquelles les ménages ruraux ont droit (voir annexe 7.1.). Dans la réalité, les aides sont assez difficiles à obtenir et les montants versés ne



constituent, dans la plupart des cas, qu'un maigre complément aux autres formes de revenus. En témoigne le montant de la pension de veuvage de 1 000 roupies mensuelles qui, dans le cas d'Anandi présenté *supra*, ne suffit que difficilement à couvrir les dépenses élémentaires du ménage. Cependant, certaines politiques publiques et autres programmes de développement ont effectivement réorganisé la structure du marché du travail des villages ruraux étudiés dans cette partie du Tamil Nadu. Deux éléments essentiels semblent ici se dégager, premièrement l'impact du programme NREGA (2.1.1.). Deuxièmement, le développement et l'accessibilité de l'éducation à une large part de la population tamoule (2.1.2.).

### 2.1.1. Le programme NREGA

L'impact du programme NREGA<sup>584</sup> sur l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées dans les zones rurales indiennes a donné naissance à un vif débat opposant deux visions. Les « optimistes » (Heyer [2012], Ravi *et al.* [2012], Imbert et Papp [2014], Carswell et De Neve [2014]) avancent l'idée que ce programme permet un certain *empowerment* des populations les plus vulnérables<sup>585</sup> et a un impact positif sur l'emploi local, y compris sur les mouvements migratoires<sup>586</sup>. Les « pessimistes » (Picherit [2012], Novotny *et al.* [2013], Prasanna *et al.* [2014]) relativisent quant à eux les effets réels d'une telle mesure sur les populations ciblées<sup>587</sup>. Nos observations semblent plutôt donner raison à ces derniers. En effet, l'utilité des travaux effectués, les problèmes de clientélisme et de corruption, les faibles niveaux de revenu et l'insuffisance du nombre de jours d'emploi limitent fortement les effets souvent surestimés d'une telle mesure. Si la plupart des ménages disposent bien d'un accès au programme NREGA, cela ne permet pas, pour la grande majorité d'entre eux, de dégager des revenus autres que marginaux. Nous avons en effet mesuré des revenus annuels moyens tirés de cette activité d'environ 5 000 roupies par ménage (sans différences significatives selon la caste d'appartenance). Cela témoigne clairement des limites de cette

---

<sup>584</sup> Une illustration des activités proposées dans le cadre du programme NREGA est reportée dans le document iconographique 7.2.

<sup>585</sup> « *NREGA was an added bonus as far as labourers were concerned, increasing the wages of Dalit female agricultural labourers particularly* » [Heyer, 2012 : 102].

<sup>586</sup> « [NREGA] *improve local employment opportunities, which increases the opportunity cost of migration* » [Imbert et Papp, 2014 : 2].

<sup>587</sup> Picherit [2012] estime entre dix à quinze jours par an le nombre de jours d'emploi disponibles dans sa zone d'étude en Andhra Pradesh.

mesure pro-pauvres et de ses impacts sur la pauvreté et la modification des pratiques migratoires.

Il est par ailleurs intéressant de noter à ce sujet une grande différence de perception entre les travailleurs bénéficiaires de ce programme d'un côté et les propriétaires terriens et les agents administratifs (*Village Administrative Officer*) de l'autre. Les premiers reprochent au programme NREGA des conditions de travail dures, de faibles niveaux de revenu et l'insuffisance de jours travaillés. Une voisine de Perumal nous explique dans ce sens qu'« avant, ils donnaient 100 roupies par jour mais aujourd'hui c'est plutôt 45-50 roupies. Si je vais travailler en tant que coolie agricole c'est 70 roupies. Ils donnent la taille et la profondeur du trou à creuser, mais la terre est dure, et en une journée on ne peut atteindre la profondeur demandée. On travaille beaucoup mais on gagne peu. Je ne sais pas comment le gouvernement fixe les niveaux de salaire et s'il y a de la corruption ou non, mais quand le programme a été mis en place, c'était bien et le salaire était correct. Aujourd'hui le travail est trop dur pour le salaire que l'on a et je préfère travailler dans l'agriculture. Le problème c'est que dans l'agriculture il n'y a pas assez de travail non plus ». Cet extrait illustre d'une part le sentiment mitigé des utilisateurs vis-à-vis de ce programme, mais également le fait que le recours à cette forme d'emploi est principalement utilisé comme ressource pour pallier aux insuffisances du marché du travail local.

Les seconds lui reprochent, eux, l'inutilité des travaux et les pressions sur l'offre de travail qu'ils entretiennent. Il est en effet ressorti de plusieurs entretiens menés auprès de propriétaires terriens les mêmes termes : « Les NREGA rendent les gens fainéants ! Ils passent la journée assis à l'ombre et sont payés 100 roupies pour cela. Du coup, plus personne ne veut venir travailler sur ma terre<sup>588</sup> ». Dans un contexte où le resserrement du marché de l'emploi tire déjà à la baisse l'offre de travail dans les villages [Harriss *et al.*, 2010], ce programme est assez mal vu par les propriétaires terriens qui doivent faire face, en plus des migrations, à une nouvelle forme d'emploi concurrençant l'activité de *coolie* agricole.

---

<sup>588</sup> Propos recueillis dans le cadre de l'entretien mené auprès de Radakvishnan, dans la partie *Uur* du village de Natham. Ce grand propriétaire terrien du village (il possède quinze acres de terre et deux *bore well*) nous raconte par ailleurs sa perception du programme NREGA à travers une petite histoire. Il s'agit d'un roi qui décide d'envahir le pays voisin. Au lieu de se lancer dans une guerre qui impliquerait des coûts humains et monétaires importants, un de ses ministres lui conseille une solution plus douce. Il lui suggère d'aller voir le roi du pays voisin et de lui offrir, en signe de paix, la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population pendant une période d'un an. Après une année, population et soldats du pays voisin n'ayant pas travaillé, s'étant gavés de nourriture et ne s'étant pas entraînés, ne savent plus ni se battre, ni travailler la terre et deviennent alors complètement dépendants du nouveau roi. La victoire est alors assurée pour celui-ci qui n'a plus qu'à envahir le pays voisin sans rencontrer de résistance. Cette histoire témoigne de manière assez cynique de la piètre opinion que peuvent avoir les propriétaires terriens de ce programme que Radakvishnan considère comme de l'assistanat, qui desservira au final les bénéficiaires.

Cependant, si un des objectifs de ce programme est respecté, selon nos observations, c'est bien celui de ne pas se substituer à la demande de travail local<sup>589</sup>. Nous l'avons vu, les faibles niveaux de salaire et le peu de jours de travail proposés ne constituent pas à notre sens un facteur suffisant pour expliquer une contraction de l'offre d'emploi agricole, d'autant qu'une bonne partie des ménages interrogés se plaignent du manque de travail agricole, mais cela a toutefois bien entendu pu y contribuer.

Nous avons également observé de grandes disparités dans l'application de cette politique entre les villages. Dans le village de Natham, il semblerait que les ménages puissent avoir accès, en moyenne, à une semaine de travail par mois, payée soixante-dix roupies par jour. A Koovagam, la journée de travail est payée quatre-vingt roupies, mais seulement vingt à trente jours d'emploi sont disponibles par an. A Semakottai en revanche, si le salaire journalier est plus faible qu'ailleurs (environ soixante roupies par jour travaillé), la plupart des ménages interrogés estiment bénéficier d'environ cent cinquante jours de travail par an. Le salaire officiel des NREGA au Tamil Nadu est, selon la révision de 2011, de 119 roupies par jour [Carswell et De Neve, 2014 : 571]. Nous pouvons alors constater l'importance des écarts entre la portée théorique de ce programme et les conditions d'application réelles dans les villages étudiés.

Malgré l'efficacité limitée du programme des NREGA en termes de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des infrastructures locales, il n'en demeure pas moins que cette mesure constitue une source de revenu indispensable pour les ménages les plus précaires, notamment constitués de personnes âgées n'ayant pas ou plus d'enfants pouvant subvenir à leurs besoins et étant trop âgés pour occuper des emplois agricoles et de femmes seules, pour qui les opportunités d'emplois sont souvent très limitées.

---

<sup>589</sup> « *The very objective of the programme [...] is to supplement and not substitute the main source of employment and incomes of the households and their members* » [Papola et Sahu, 2012 : 80].



Document iconographique 7.2. Illustration du déroulement des activités du programme NREGA (scènes de travail et d'enregistrement)



Source : Auteur (photographies personnelles prises dans les villages de Semakottai et Manapakkam).

### 2.1.2. La modification des pratiques d'éducation

En termes d'éducation, il ressort des entretiens une volonté forte et partagée par l'ensemble de la population, quelle que soit la communauté considérée, d'éduquer les enfants. Cette observation doit s'analyser en lien avec les efforts politiques, menés au Tamil Nadu depuis une vingtaine d'années<sup>590</sup>, faisant de l'éducation pour tous une valeur fondamentale. Les différentes mesures adoptées (notamment le *Midday Meal Scheme*) ont semble-t-il réussi le pari d'un changement de mentalité de la société civile tamoule dans ce sens et les niveaux d'éducation des nouvelles générations témoignent de cette prise de conscience. L'amélioration des niveaux d'éducation constitue par ailleurs pour les migrants un moyen de s'affranchir de certaines formes d'asservissement. En effet, il est apparu à plusieurs reprises dans les entretiens que la peur d'être escroqué constituait une des principales craintes de l'expérience migratoire. Nous pouvons alors voir dans ces représentations négatives du « hors-village » pour des populations illettrées, une des raisons pour lesquelles les migrations organisées par un *maistry* ont rencontré un tel succès dans les villages étudiés, dans la mesure où ces dernières libèrent le migrant d'une partie de l'incertitude et des risques apparents associés à l'expérience migratoire. D'autre part, l'amélioration conjointe de l'accessibilité et du niveau d'éducation permet à la jeunesse des villages de pouvoir considérer des opportunités d'emplois dans le monde urbain. Toutefois, le tableau n'est pas idyllique et l'inadéquation croissante entre offre et demande de travail dans les zones rurales devrait impacter l'organisation du marché du travail dans les villages. En effet, la jeunesse éduquée aspire à de nouvelles formes d'emplois, loin des champs. Les *private companies* apparaissent alors comme un idéal en termes de prestige et de bien-être économique. Pouvoir travailler dans une de ces *private companies*, quel que soit le type d'activité ou sa localisation, nourrit les espoirs d'une bonne partie des jeunes éduqués avec lesquels nous nous sommes entretenus, pourtant peu pourront y parvenir. Dans ce sens, le dynamisme des petits centres urbains semble constituer ici une alternative possible à un exode vers les grandes métropoles déjà saturées. Nous pouvons en effet supposer que ces échanges entre les petites villes en expansion et les villages devraient s'intensifier dans les années à venir.

---

<sup>590</sup> Pour une présentation détaillée de ces politiques, voir le chapitre 5.

## 2.2. Interactions entre villes et villages : diversification des pratiques migratoires

Le décloisonnement des mondes urbains et ruraux permis par le développement des moyens de transport et de communication a largement participé à la réorganisation du marché du travail en zone rurale. Cependant, si ces tendances se généralisent, tous les villages ne connaissent pas la même évolution. Deux éléments peuvent alors expliquer une telle différenciation. Le premier porte sur la croissance et l'attrait des petits centres urbains (2.2.1.). Le second relève de manière conjointe de l'accessibilité des villages et du type de substrat de ces derniers (2.2.2.).

### 2.2.1. Croissance et attraction des petites villes

« Avant Panruti était connu pour son agriculture et beaucoup de gens du village partait là-bas pour des travaux agricoles. Aujourd'hui, ce ne sont que des plots<sup>591</sup>. Il n'y a plus aucune chance pour nous de trouver un emploi là-bas<sup>592</sup> ». La croissance et le dynamisme de ces petits centres urbains témoignent des mouvements rapides qui se sont produits dans les campagnes tamoules, mais également de la réorganisation du marché du travail qui les a accompagné. En effet, l'explosion démographique de Panruti et Cuddalore (marquée par une hausse de 20% de leur population entre 2001 et 2011 selon les données du Census) et le développement des activités non-agricoles ont réorganisé la demande de travail au niveau local. Cependant, comme le soulignent ces propos de Perumal, ces opportunités ne sont pas offertes de la même manière à tous. Les mouvements migratoires vers ces villes, qui étaient autrefois plutôt le fait de travailleurs agricoles, sont aujourd'hui remplacés par ceux de migrants cherchant des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ces mouvements semblent s'être par ailleurs accélérés avec le déclin des conditions de l'agriculture et de la rentabilité de cette dernière.

Nous pouvons cependant questionner le sens causal de cette relation. La croissance des petites villes a-t-elle engendré un effet d'attraction qui a sorti les travailleurs agricoles des champs ou au contraire, le déclin de l'agriculture a-t-il conduit au développement de ces centres urbains ?

---

<sup>591</sup> Un *plot* est le terme généralement utilisé pour désigner les parcelles de terre laissées vides (et délimitées par des petits plots de couleur en ciment) dans l'attente d'être vendues pour des projets immobiliers (immeubles résidentiels, usines, etc.).

<sup>592</sup> Propos recueillis dans le cadre de l'entretien mené auprès de Perumal, dans la partie *Colony* du village de Natham.



Ces deux phénomènes sont à notre sens extrêmement complémentaires et le développement de moyens de transport et de communication a par ailleurs accéléré une telle réorganisation du marché du travail local. Notons cependant que tous les villages n'ont pas été impactés de la même manière et que d'autres facteurs sont à prendre en compte dans la réorganisation différenciée des marchés du travail locaux.

### 2.2.2. Accessibilité, types de substrat et marchés du travail dans les villages

Le degré d'accessibilité et les différences en termes de substrat des villages étudiés constituent deux points saillants de nos observations, du point de vue de la différenciation des marchés du travail. Il apparaît en effet que les villages les plus reculés et disposant d'un bon système d'irrigation relèvent d'une forme d'organisation du travail de type « traditionnelle ». Nous entendons par « organisation traditionnelle » une organisation sociale hiérarchique encore très marquée, basée sur un modèle féodal, où les ménages issus des hautes castes possèdent la terre et sont les principaux pourvoyeurs d'emploi des basses castes, alors fortement dépendantes de ces derniers. Ces villages sont également ceux où la persistance des discriminations envers les basses castes est la plus prégnante. En effet, les ménages *Dalits* continuent d'y servir les grands propriétaires terriens et certains cas d'attachement à ces derniers, sur un modèle féodal, sont encore visibles<sup>593</sup>. Nous avons d'autre part déjà évoqué le village de Karumbur dans lequel la partie *colony* se trouve à plusieurs centaines de mètres de la partie *Uur*, sans autre liaison qu'une bande de terre entre deux champs, rappelant alors les préceptes des lois de Manou (cf. Chapitre 5). Dans ces villages, les relativement bonnes conditions agricoles limitent les besoins pour les travailleurs journaliers sans terre de mobiliser de nouvelles formes de travail, ce qui participe alors à freiner les dynamiques de développement et d'ouverture.

De manière symétrique, les villages secs disposant d'une bonne accessibilité relèvent d'une organisation du travail toute autre. Dans ces villages, face à l'absence d'opportunités dans le secteur primaire, se sont développées des alternatives et un glissement vers des activités non-agricoles s'est opéré. Ces dernières, uniquement disponibles en zone urbaine, ont alors initié un accroissement des relations entre ces deux mondes. Le mouvement d'exode rural des

---

<sup>593</sup> Harriss *et al.* [2010 : 55] documentent dans ce sens en 2008 le cas de quelques *padials* (« a “padial” is a sort of serf, who has fallen into hereditary dependence on a landowner by debt » précisent-ils) dans le village d'Iruvelpattu, village voisin de notre zone d'enquête. Dans notre cas, si nous avons entendu parler de telles pratiques dans la *colony* de Karumbur, nous ne les avons pas observées directement.



*Upper Castes* présenté dans le chapitre 5 et la sortie progressive de l'emploi primaire d'une bonne partie de la main-d'œuvre de ces villages ont donc réorganisé le marché du travail local, désormais marqué par des pratiques de navette et de migrations circulaires organisées principalement autour de l'emploi non-agricole.

Afin d'illustrer l'importance du type de substrat, nous pouvons nous référer aux cas, présentés *supra*, de Nagamathu (du village irrigué de Karumbur) et Manjaravathal (du village sec de Natham). La terre, qui constitue une bénédiction et une source de prospérité pour le premier, constitue une malédiction et une source d'asservissement pour la seconde. De la même manière, la proximité entre Semakottai et Panruti a permis à Prabakanan et ses frères d'avoir accès à des emplois stables dans les grandes villes du Tamil Nadu. L'isolement relatif du village de Natham et son éloignement des petits centres urbains limitent en revanche fortement les opportunités d'emplois pour sa jeunesse, y compris celle éduquée et issue des *Upper Castes*. Ainsi, les pratiques migratoires et l'organisation des marchés du travail locaux semblent dépendre fortement de deux caractéristiques des villages : leur accessibilité et le type de substrat.

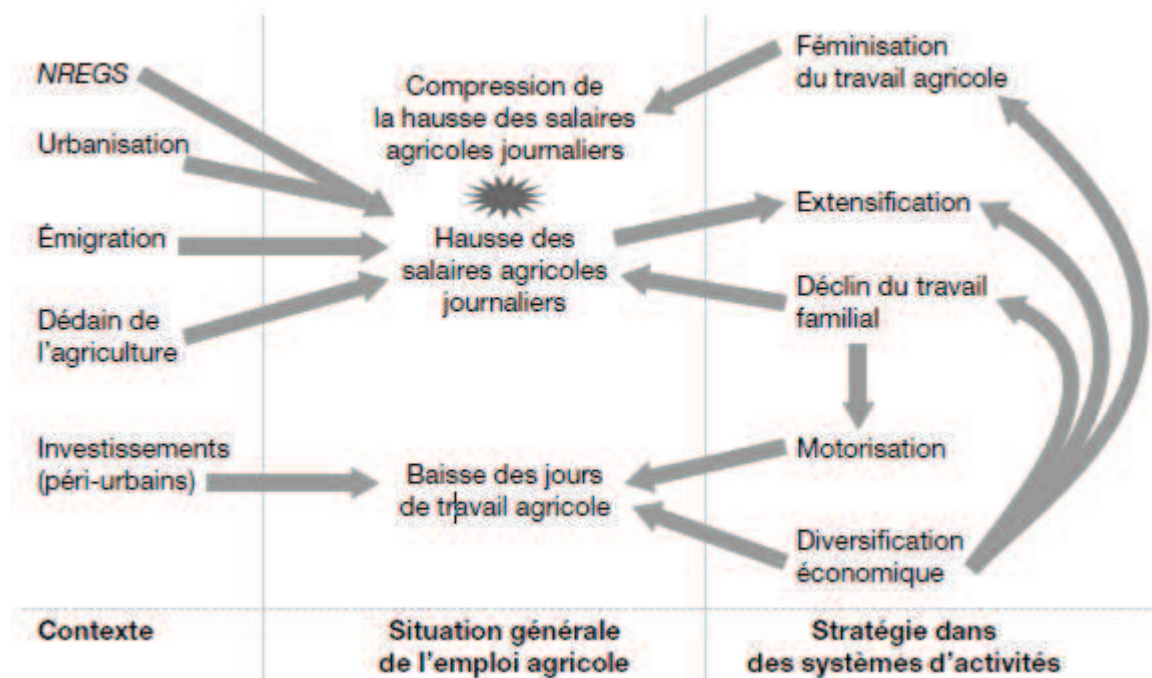
### 2.3. Caractéristiques des pratiques migratoires

La réorganisation des marchés du travail locaux a conduit à une modification des pratiques migratoires. Si certains aspects de ces pratiques relèvent de nouvelles formes d'emploi, d'autres demeurent d'une relative stabilité. Nous pouvons alors questionner les conditions d'émergence et de perpétuation de telles pratiques. Pour cela, nous préciserons dans un premier temps les liens entre la diversification du marché de l'emploi et la diversité des pratiques migratoires (2.3.1.). Dans un second temps, nous reviendrons sur les conditions d'asservissement et sur la persistance d'un tel phénomène (2.3.2.). Enfin, nous présenterons le caractère extrêmement genré de la migration et l'importance du réseau migratoire pour les populations féminines (2.3.3.).

### 2.3.1. Diversité des activités et pratiques de circulation multiples

Le développement des liaisons entre les mondes urbains et ruraux, notamment induites par l'amélioration de l'accessibilité et du niveau d'éducation, le processus d'urbanisation et le déclin relatif de l'agriculture ont transformé le paysage rural. Ces changements structurels d'ordre politiques, économiques et sociaux, dont les principaux effets sont schématisés dans la figure ci-dessous (Figure 7.3.), mettent en avant la diversification des pratiques d'emplois. Cette dernière s'est traduite par une réorganisation de l'emploi dans les villages, mais également en dehors de ceux-ci.

**Figure 7.3. Interrelations des éléments de diversification des activités en milieu rural**



Source : Landy [2015 : 296].

L'ensemble de ces éléments ont en effet produit sur les villages des mutations dans les modes de vies qui ont conduit à une diversification de la demande de travail et donc des pratiques migratoires. Ainsi, plusieurs formes de migration se côtoient.

A partir de nos observations de terrains et des traitements quantitatifs, nous avons identifié différentes formes de migrations. Premièrement, nous avons vu, notamment à travers l'exemple de Prabakanan et de ses frères, que la migration à la ville peut conduire, sous

certaines conditions (réseau social conséquent, capital humain et économique importants, etc.) à des logiques d'ascension sociale et d'*empowerment* pour les migrants qui réussissent à s'insérer dans le monde du travail urbain. Cependant, tous les mouvements vers la ville ne se traduisent pas par une réussite de l'expérience migratoire et d'autres logiques peuvent prendre forme dans ces derniers. Dans ce sens, Kalam [1994 : 73] relate le cas d'un ouvrier *harijan*<sup>594</sup>, soumis à une dure exploitation physique, économique et sociale au village, pour qui la migration en ville et l'anonymat qui l'accompagne a pu constituer une stratégie de survie plus enviable, même s'il doit mendier, à l'humiliation qu'entraînerait la pratique de la mendicité au village. Des logiques sociales guident donc également les choix des individus dans leurs pratiques migratoires<sup>595</sup>.

Par ailleurs, l'accès à la ville n'est pas permis pour tous et une large part des migrants se sont orientés vers d'autres formes de migration, dont les briquèteries du Tamil Nadu constituent une des formes les plus répandues dans les villages étudiés. Plusieurs études de cas présentées dans ce chapitre ont montré comment le recours à cette forme de migration s'organise autour du système d'avance sur salaire. Nous avons également observé le développement de sites de production de briques à l'intérieur même des villages<sup>596</sup> qui témoigne alors des dynamiques de diversification des activités dans les villages ruraux.

Il est également intéressant de noter qu'à quelques kilomètres près, les schémas migratoires ne sont pas nécessairement identiques. Il apparaît en effet que dans certains villages voisins de ceux constituant notre échantillon, les migrations vers le Kérala pour la coupe de cannes à sucre constituent une des principales formes de migration pour l'ensemble du village [Héliès, 2006], alors que seuls quatre ménages de notre échantillon s'inscrivent dans ces schémas-là. Pour faire écho à la théorie institutionnaliste de la migration présentée dans le premier chapitre de la thèse, nous pouvons y voir l'importance des logiques de dépendance au sentier qui suivent la création de certains schémas migratoires par les migrants pionniers. La migration vers la coupe de la canne à sucre dans d'autres villes du Tamil Nadu constitue cependant une forme assez répandue de migration dans les villages étudiés, souvent mobilisée par les ménages les plus précaires.

---

<sup>594</sup> Le terme *harijan* correspond au terme *Dalit*, employé pour désigner les personnes hors-caste.

<sup>595</sup> Rappelons dans ce sens le cas de Manjaravathal et de son mari qui ont dû fuir le village pour éviter d'affronter leur surendettement et les conséquences sociales de ce dernier.

<sup>596</sup> Pour une illustration de ce phénomène, voir *infra* le document iconographique 7.3.

Enfin, des logiques de navettes ont été identifiées, facilitées par le développement des moyens de transport et de communication et la croissance des petits centres urbains. Ces formes de migration, plutôt tournées vers les secteurs secondaires et tertiaires, constituent à notre sens une nouvelle voie qui devrait se développer dans un avenir proche, dans la mesure où elles permettent de pallier à la faiblesse du marché du travail dans les villages et de satisfaire, dans le même temps, l'attachement au mode de vie villageois que nous avons pu observer. Ces logiques de navette sont par ailleurs accentuées par l'extension de la ville qui contribue à créer des zones péri-urbaines, à la croisée des mondes ruraux et urbains.

Ainsi, la diversité des pratiques d'emploi a entraîné une diversification des pratiques migratoires dont les frontières apparaissent assez floues et mouvantes. Il existe en effet un continuum de pratiques entre les migrants de « choix » et les migrants de « contraintes » et le passage de l'une de ces formes à l'autre s'organise et se réorganise tout au long de la vie, en fonction des besoins, des opportunités et des aspirations individuelles et collectives.



**Document iconographique 7.3. Illustration des sites de production de briques observés dans les villages étudiés (scènes de moulage, de séchage et de cuisson)**

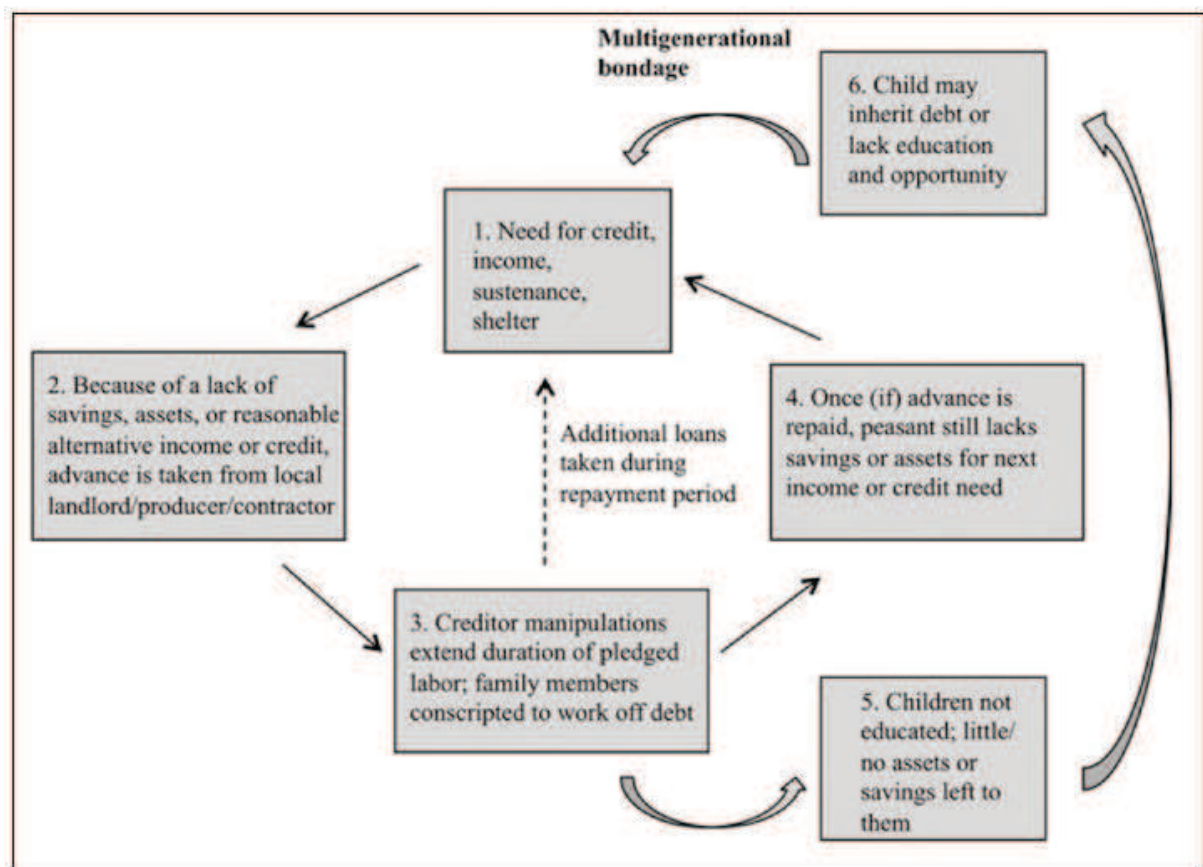


Source : Auteur (photographies personnelles prises dans les villages de Natham, Semakottai et Karumbur).

2.3.2. *Persistence des formes d'asservissement*

Les logiques d'asservissement, malgré une amélioration des conditions de vie et d'emploi de la plupart des ménages issus des franges les plus basses de la population, continuent de peser sur certains d'entre eux. Les traitements quantitatifs du chapitre précédent n'ont pas permis d'identifier ces formes de relations de travail très particulières, dans la mesure où comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, l'asservissement ne peut s'entendre qu'en termes d'avance sur salaire. Le schéma représentant le cercle vicieux du *bonded labour* présenté ci-dessous (Figure 7.4.) permet alors d'en cerner plus précisément les contours. Cette figure synthétique fournit en effet une représentation schématisée de la mise en place et de la reproduction de ces logiques et constitue un point de départ à partir duquel nous pouvons identifier les conditions d'asservissement.

Figure 7.4. Le cercle vicieux du *bonded labour*



Source : Kara [2012 : 5].

Ainsi, comme l'indique le schéma et comme nous l'avons vu dans le cas des tranches de vie présentées *supra*, c'est le plus souvent un besoin de liquidités (quelle qu'en soit la raison) qui

ouvre la voie à une situation d'asservissement et non le système d'avance sur salaire qui n'en est qu'un *medium*. Ce besoin de liquidités, dans le contexte d'un marché de l'emploi très restreint, conduit les populations villageoises à initier un processus migratoire qui s'organise donc autour d'une avance sur salaire. Contre cette avance, les migrants travaillent pour rembourser leur dette et si cette première étape ne constitue pas une forme d'asservissement, elle limite toutefois les possibilités de mise en place d'autres formes d'accumulation (en capital humain, économique et/ou social) permettant une sortie de ce schéma migratoire. La reproduction de ce dernier peut perdurer toute une vie pour certains, sans que la question de l'asservissement, au moins dans des formes dures, ne se pose. Dans ce cas, les saisons se suivent et se ressemblent et la vie s'organise autour de cette migration saisonnière (le cas de Perumal constitue ici un exemple illustratif de cette situation). Ce qui constitue, à notre sens, l'entrée dans une situation d'asservissement va résulter de la survenue d'un choc, qui va venir briser ce fragile équilibre. La nature du choc peut être diverse. Que ce soit le fait d'une dette liée à des pertes agricoles (comme nous l'avons vu pour Manjavarathal), d'une dépense sociale importante (comme cela pourrait être le cas pour Perumal) ou d'une dépense de santé imprévue (ce qui est le cas de Narayanan), ce sont bien ces chocs qui vont imposer aux ménages de mobiliser de nouvelles sources d'endettement et ainsi d'accroître leur dépendance vis-à-vis du *maistry* et de ce système. Ceci constitue alors les conditions, dans un contexte marqué par le manque manifeste d'alternatives à ces formes de migration, qui peuvent engendrer la mise en place du piège de l'asservissement, dont il semble difficile de s'extirper. Cela apparaît d'autant plus marqué que le montant croissant de l'avance sur salaire devient de plus en plus difficile à rembourser sur une seule saison. La mise en place d'un tel cercle vicieux n'est cependant pas systématique et l'ambivalence du système d'avance, entre opportunité et trappe d'asservissement, participe à la perpétuation du phénomène.

Enfin, pour faire écho au débat idéologique présenté dans le chapitre 5, il nous semble que l'organisation de ce système de mise au travail s'intègre tout à fait dans le système capitaliste moderne, qui s'en accommode dans la mesure où celle-ci lui garantit une main-d'œuvre docile et disponible, voire servile dans certains cas, particulièrement adaptée aux besoins saisonniers du secteur des briquèteries.

Ainsi, la diversité des positionnements théoriques et idéologiques, les conclusions du chapitre 6 et les enseignements tirés des entretiens montrent bien la difficulté d'identifier ce qui relève ou non de l'asservissement. Peu de migrants se considèrent asservis et ils n'envisagent d'ailleurs que très rarement la question en ces termes. Si l'avance sur salaire



peut en effet enfermer le migrant dans des logiques d'asservissement, elle lui offre également d'une part les moyens de sa survie quotidienne, mais aussi la possibilité de faire face à des dépenses importantes. Pourtant, ces dernières peuvent constituer à leur tour une autre source d'asservissement. Ce paradoxe résume toute l'ambiguïté et la perversité de ce système.

### 2.3.3. Genre et migration

Les pratiques migratoires demeurent, comme nous l'avons évoqué *supra*, extrêmement genrées et les migrations féminines ne peuvent s'envisager qu'en lien avec un réseau migratoire bien établi. Dans le cas des veuves comme Anandi, pour laquelle l'expérience migratoire s'est arrêtée avec le décès de son mari, il apparaît que même dans le cadre d'une migration organisée par l'intermédiaire d'un *maistry*, migrer seule est impossible. Pour les jeunes migrantes diplômées, les logiques sont différentes mais répondent aux mêmes obligations d'encadrement des pratiques migratoires. Si certains réseaux existent (cf. Chapitre 3 sur les migrations des infirmières kéralaises dans les pays du Golfe), ils sont en effet extrêmement organisés et une migration individuelle est alors impossible à mettre en œuvre. La capacité à mobiliser un réseau social devient donc indispensable et une jeune fille éduquée ne pourra partir à la ville qu'en présence de son mari ou si des membres de la famille peuvent l'accueillir sur le lieu de la migration. D'autre part, le fait que la société rurale indienne reste très patriarcale entretient une segmentation selon le genre dans les pratiques migratoires. En témoigne l'importance du recours à la dot et au mariage des jeunes filles pour qui, dans bien des cas, trouver un « bon » mari prime sur la recherche d'un « bon » emploi.

## **Conclusion**

Les enseignements tirés des entretiens qualitatifs présentés dans cette section nous ont permis d'illustrer la diversité des pratiques migratoires dans un monde rural tamoul en mouvement. Nous avons en effet pu observer comment se superposent des logiques d'enracinement au mode de vie villageois et des aspirations plus modernes marquées par l'attrait du monde urbain, mais également comment se reproduisent ou prennent forme des logiques d'asservissement et d'*empowerment*.



## Conclusion de la seconde partie

L'objet de cette seconde partie était d'étudier dans le contexte rural tamoul les structures et logiques des pratiques migratoires liées au travail. Pour cela, nous avons dans un premier temps identifié les changements structurels ayant conduit à une réorganisation du marché du travail dans les zones rurales tamoules, indispensable à une bonne compréhension des phénomènes étudiés. Afin d'étudier les impacts d'une telle réorganisation du marché du travail sur les pratiques migratoires, nous avons ensuite mobilisé une approche mixte, dont chacune des méthodes utilisées a produit des éléments d'information différenciés et complémentaires.

Dans un premier temps nous avons identifié, à partir d'une analyse statistique multidimensionnelle, des profils-types de migration et de ménages migrants, dont l'analyse croisée a mis en évidence les régularités d'utilisation et d'accessibilité entre ces différents types de profils. L'approche quantitative a ainsi mis en lumière une diversité de formes de migration et une certaine segmentation de ces dernières selon la caste et la classe. Ces premiers résultats, statistiquement fondés et issus d'une démarche méthodologique originale, nous sont toutefois apparus insuffisants en l'état, notamment dans la mesure où l'incapacité de prendre en compte certains aspects non-mesurables des phénomènes migratoires ne permettaient qu'une vision tronquée de ces derniers. Pour pallier ces limites méthodologiques, nous avons eu recours à une approche qualitative. Celle-ci nous a permis de produire des résultats complémentaires à ceux fournis par la première étape quantitative. En effet, le recours à des entretiens qualitatifs nous a permis d'identifier des situations d'asservissement, que les traitements quantitatifs n'ont pu faire ressortir, étant donné les particularités de ce phénomène. C'est en effet qu'à partir des « tranches de vie » que l'identification de certaines formes d'asservissement a été possible. D'autre part, cette seconde étape nous a permis d'identifier différentes stratégies migratoires associées à une même pratique migratoire. Toutes les migrations vers les briquèteries ou vers la ville ne se ressemblent pas et la variété des profils présentés met à notre sens, ce phénomène en évidence. Enfin, cette partie qualitative nous a également montré comment les ménages jonglent tout au long de leur vie entre différentes pratiques migratoires selon les opportunités, les besoins et les contraintes.

Ainsi, l'articulation entre une approche quantitative et une approche qualitative a constitué une démarche d'une grande richesse dans notre cas d'étude. Nous nous sommes en effet

nourris des forces de chacune des deux approches pour proposer un cadre d'analyse plus pertinent alliant une démarche « en extension » à une démarche « en compréhension ». Au regard de ces résultats, nous pensons avoir donné tort à l'opposition classique entre les « chiffres et les lettres », et il nous semble ainsi de manière évidente qu'une telle perception doit être dépassée.

## Conclusion Générale

*Dans nos propres cheminements migratoires, la circulation est également un fait marquant. Nous rédigeons en effet la conclusion de ce travail à Pondichéry, dans les locaux de l'Institut Français de Pondichéry, là où tout a commencé.*

Ce travail se proposait de croiser une étude des migrations de travail et celle des marchés de l'emploi dans le contexte indien. Nous avons ainsi cherché à analyser et à comprendre d'une part si les structures économiques, politiques et sociales, à un niveau global, avaient un impact significatif sur les mouvements migratoires et d'autre part, si les caractéristiques socio-économiques des unités migrantes, enchâssées dans un contexte local particulier, orientaient les choix et opportunités de migrations. Pour y répondre, nous avons choisi une démarche mixte, socio-économique et multi-scalaire, cette dernière mobilisant une approche *micro* et *macro*, dont les deux niveaux d'analyse nous ont guidé pour l'organisation de ces travaux.

Ainsi, dans une première partie, nous sommes attachés à étudier les interactions entre le marché du travail et les migrations de travail interétatiques. Dans un premier temps, nous avons construit une typologie des marchés du travail en Inde, mettant en évidence les inégalités régionales au sein du sous-continent indien et les différences en termes de modernisation – comprise ici comme la transition d'une société « pré-moderne » ou « traditionnelle » vers une société dite « moderne », caractérisée notamment par l'expansion des processus d'industrialisation et d'urbanisation. Il apparaît alors une certaine graduation dans la modernisation des marchés du travail à un niveau régional, allant des États encore marqués par une forte dépendance à un secteur primaire peu productif, aux États caractérisés par des secteurs secondaires et tertiaires beaucoup plus développés et productifs. À partir de cette typologie, nous avons pu étudier les flux de migration de travail, que nous avons alors spatialisés afin d'en faciliter la lecture et d'en identifier les dynamiques. Il ressort de cette spatialisation que les États les plus « modernes » sont également les plus attractifs. Les États les plus « traditionnels » étant de manière opposée plutôt marqués par des départs vers des marchés plus « modernes ». Dans un dernier chapitre, nous avons testé la validité de ces observations en mobilisant un modèle gravitaire, dont les résultats ont confirmé l'impact significatif de la structure des marchés du travail locaux sur les mouvements migratoires.

La seconde partie, consacrée à une étude empirique menée dans une zone rurale du Tamil Nadu, nous a permis de développer une approche plus contextualisée des pratiques migratoires en Inde. Nous avons dans un premier temps effectué une présentation des évolutions économiques, politiques et sociales caractérisant les mutations structurelles auxquelles font face les zones rurales tamoules. Ces premiers éléments d'informations ont ainsi posé les bases d'une analyse compréhensive des pratiques migratoires sur notre terrain d'étude. Dans un second temps, et à partir de ces observations, nous avons mobilisé une approche mixte, combinant des outils qualitatifs et quantitatifs. Concernant ces derniers, l'enjeu a été d'étudier les régularités des pratiques migratoires et des formes que celles-ci pouvaient prendre. Pour cela, deux typologies ont été identifiées, la première mettant en lumière une diversité de pratiques de migrations, la seconde une diversité de ménages migrants. Cette double typologie nous a permis d'identifier un processus de diversification des migrations de travail, caractérisé entre autres par la persistance de certaines formes de mise au travail (liées en particulier aux logiques d'asservissement) et par le développement de nouvelles formes de migration (notamment dans l'emploi non-agricole urbain). Enfin, nous avons eu recours à des entretiens qualitatifs auprès de migrants, dont les discours nous ont permis d'étudier plus précisément les stratégies migratoires adoptées et les contraintes organisant les pratiques migratoires.

La démarche adoptée – multi-scalaire, mixte et socio-économique – a permis, nous semble-t-il, d'aboutir à des résultats novateurs, dont nous pouvons à présent décrire la portée et les limites.

### **Portées et limites de la thèse**

Différents éléments issus de cette thèse peuvent être mis en évidence.

Premièrement, si dans de nombreux travaux, la migration est envisagée comme un phénomène homogène, nous avons démontré qu'une telle vision est inappropriée dans le cas de l'Inde. En effet, nous avons identifié une diversité de formes de migration dont chacune répond à des logiques et caractéristiques propres. Ces résultats apparaissent d'autant plus pertinents que les stratégies migratoires adoptées par les ménages ou individus migrants (stratégies qui doivent être constamment resituées dans un certain univers de contraintes)



peuvent différer pour une même pratique migratoire. Ainsi, loin d'être un phénomène homogène, la migration de travail, ici étudiée dans le cas de l'Inde, requiert à notre sens une lecture multidimensionnelle et compréhensive des pratiques, elles-mêmes fruit d'une dialectique permanente entre contraintes structurelles et stratégies individuelles et familiales.

Un second résultat marquant réside dans la reconnaissance d'une inégalité de chances. Il apparaît en effet une persistance de la segmentation de l'activité migratoire selon la caste et la classe (qui se superposent dans une certaine mesure), mais également en termes de genre. Nous avons dans ce sens pu observer que les logiques de reproduction sociale tendent à se perpétuer, en particulier dans les villages reculés où les structures hiérarchiques « traditionnelles » continuent d'organiser les rapports sociaux et de travail. Nous avons également observé la persistance des inégalités de genre qui, malgré des avancées notables en termes d'éducation, limitent toujours autant les opportunités de mobilité des populations féminines.

D'autre part, bien que cela ne constitue pas un apport en soi en termes de résultats, la revue de la littérature des théories de la migration, proposée dans le premier chapitre de la thèse, offre une présentation synthétique des différents courants théoriques en proposant un bilan des apports et limites de chacune de ces approches dans une application au cas indien.

Par ailleurs, nous avons démontré que si le système d'avance sur salaire n'entraîne pas nécessairement une situation d'asservissement, il en pose néanmoins les bases. Dans notre dernier chapitre, nous avons mis en évidence le fait que des chocs, même de faible intensité, pouvaient venir remettre en cause le faible équilibre de ces migrations saisonnières et amener alors à des formes d'asservissement. Pour faire écho au débat idéologique présenté dans le chapitre 5, il nous semble que l'organisation de ce système de mise au travail s'intègre dans le système capitaliste moderne, qui s'en accommode tout à fait, dans la mesure où celle-ci lui garantit une main-d'œuvre docile et disponible, voire servile dans certains cas, particulièrement adaptée aux besoins saisonniers du secteur des briqueteries. Notons enfin que l'absence d'asservissement dans les relations de travail ne rend pas les travailleurs libres pour autant et que les contraintes pesant sur le monde rural tamoul enferment les ménages (migrants ou non) dans une grande précarité.

Les infrastructures disponibles dans les villages et plus généralement les conditions de vie dans les milieux d'origine jouent également un rôle non-négligeable dans les processus migratoires. En effet, les pressions sur l'offre de travail sur le marché local durant une bonne partie de l'année, en partie due à de mauvaises infrastructures d'irrigation, a encouragé la mise en place de schémas migratoires vers des activités non-agricoles (en particulier dans les briquèteries), qui se sont alors pérennisés et institutionnalisés. De plus, la migration circulaire, accentuée d'une part par l'expansion des petits centres urbains, des moyens de transports et de communication et de l'emploi non-agricole, et d'autre part par la persistance des migrations saisonnières, est promis à perdurer et à se complexifier. En effet, les mutations économiques, géographiques, politiques et sociales que connaissent les zones rurales devraient conduire au développement de nouvelles variations de la circulation du travail et à une complexification croissante des stratégies migratoires.

Ainsi, ce travail constitue, à notre sens, une contribution stimulante aux études portant sur la circulation du travail en Inde. Toutefois, comme tout travail de recherche, cette thèse n'échappe pas à quelques limites, dont nous pouvons en présenter les principales.

Tout d'abord, nous pouvons regretter le décalage temporel des données du *Census* utilisées pour l'étude des migrations de travail au niveau *macro*. L'indisponibilité des données du recensement de 2011 nous a en effet contraint à utiliser les données de 2001, seules données disponibles proposant un niveau désagrégé des flux de migrations de travail. Cette limite, indépendante de notre volonté, a constitué une source de préoccupations, dans la mesure où nous avons repoussé nos traitements statistiques dans l'attente d'une mise en ligne des données de 2011, avant de nous résoudre à utiliser les données de 2001. Nous pouvons également regretter que l'ensemble des analyses quantitatives proposées dans ces travaux relève d'une approche statique<sup>597</sup>, ne permettant pas la prise en compte des évolutions dans le temps des phénomènes étudiés. Le caractère mouvant et évolutif de ces derniers aurait pourtant encouragé une approche dynamique. Là encore, l'absence de données nous a contraint à une telle démarche.

Dans ces limites, nous trouvons pourtant un certain challenge et un encouragement à poursuivre notre travail, dans la mesure où plus qu'une remise en cause de ce dernier, nous y voyons des opportunités de l'améliorer dans le cadre de futures recherches.

---

<sup>597</sup> Ces aspects dynamiques sont toutefois explorés explicitement au travers des entretiens qualitatifs.

## Nouvelles perspectives

Comme nous l'ont rappelé nos directeurs de thèse tout au long de la réalisation de ce travail, la thèse n'est pas une fin, mais un début. Ces six années de travail ont en effet été riches en apprentissages et en expériences, et elles nous ont permis de développer nos connaissances du monde rurale tamoul et des pratiques de migration. Cependant, loin d'en avoir fait le tour, notre étude prolongée des phénomènes migratoires a au contraire nourri de nouveaux questionnements, révélé de nouvelles problématiques et ouvert des pistes inexplorées. Nous pouvons ici en exposer certains prolongements possibles.

L'une des premières perspectives envisagées est de donner un cadre dynamique à notre analyse. Au niveau *macro*, cela sera possible avec la mise à disposition des données sur la migration issues du recensement décennal de 2011 du *Census of India*. Ces dernières nous permettront en effet de pouvoir étudier les évolutions des flux migratoires qui prennent forme à travers l'Inde et d'en comprendre les dynamiques à partir des évolutions des marchés du travail. Au niveau *micro*, une telle perspective dynamique apparaît encore plus enthousiasmante, dans la mesure où elle nous permettrait de suivre les ménages migrants étudiés et de comprendre les choix guidant les éléments de reproduction et de rupture dans leurs pratiques migratoires. Plus qu'une perspective, ce projet a déjà pris forme. En effet, dans le cadre d'un contrat post-doctoral d'une durée d'un an réalisé à l'Institut Français de Pondichéry, nous participons à la deuxième vague d'enquête du projet RUME, dirigée par Isabelle Guérin et Christophe Jalil Nordman. Une telle entreprise revêt un intérêt scientifique majeur. En effet, sur le modèle des études longitudinales menées à Palanpur (Gujarat), ou dans le Tamil Nadu : dans les « *Slater Villages* », à Tirrupur par Judith Heyer ou à Arni par Barbara Harriss-White, l'intérêt d'une telle approche n'est plus à prouver. Dans notre cas, cela va nous permettre d'opérer un suivi des migrants de l'enquête quantitative et de mettre en place une analyse des données de panel ainsi recueillies. Cette approche dynamique constituera à n'en pas douter un moyen de saisir les recompositions en cours de la circulation du travail en Inde du Sud. Enfin, dans l'optique d'une démarche qualitative plus poussée, nous souhaiterions mettre en place quatre monographies villageoises afin d'étudier plus spécifiquement les différences entre villages secs et villages irrigués d'une part, et villages reculés ou disposant d'une bonne accessibilité d'autre part. Cette démarche totalisante nous permettrait alors d'approfondir les enseignements que nous avons déjà tirés à ce sujet.

Par ailleurs, en complément de ces améliorations possibles de notre travail, de nouvelles problématiques de recherche se sont dessinées. Ainsi, une étude comparative des mouvements migratoires liés au travail en Inde avec son voisin chinois pourrait constituer une lecture éclairante des différentes dynamiques à l'œuvre dans les deux pays les plus peuplés de la planète. Une telle étude participerait en effet à comprendre ce qui constitue un fait important dans les deux pays, bien que reposant sur un contexte très différent et répondant à des logiques distinctes (notamment liées au système *Hukou* d'encadrement des migrations de travail en Chine). D'autre part, dans l'optique d'une approche globale, il serait pertinent d'étudier plus en détail les dynamiques de réseaux entourant les pratiques migratoires, en particulier dans le cadre des migrations dans le secteur urbain non-agricole, dont le développement devrait continuer à s'intensifier. Enfin, une ouverture vers une analyse portant non plus uniquement sur les migrants, mais sur l'ensemble des acteurs composant les filières migratoires (employeurs, recruteurs de main d'œuvre, etc.) pourrait permettre une meilleure compréhension de ces dernières. Toutes ces réflexions constituent ainsi des pistes pour de futurs travaux à contextualiser dans les défis du développement de l'Inde.





## Bibliographie

ABBAS R. et VARMA D., 2014, « Internal Labor Migration in India Raises Integration Challenges for Migrants », *Migration Policy Institute*, 3 mars 2014. <http://www.migrationpolicy.org/article/internal-labor-migration-india-raises-integration-challenges-migrants>.

Abbé DUBOIS J.-A., 1825, *Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde*, Paris, Imprimerie Royale, 491 p.

AGGARWAL J. C., 1997, *Education in India since 1991*, New Delhi, Doaba House, 280p.

AGHION P., BURGESS R., REDDING S., ZILIBOTTI F., 2008, « The Unequal Effects of Liberalization: Evidence from Dismantling the License Raj in India », *American Economic Review*, Vol. 98, n°4, pp. 1397–1412.

AGNIHOTRI I. et MAZUMDAR I., 2009, « Dusty Trails and Unsettled Lives: Women's Labour Migration in Rural India », *Indian Journal of Gender Studies*, Vol. 16, n°3, pp. 375–399.

AGRAWAL T. et CHANDRASEKHAR S., 2015, « Short-Term Migrants in India: Characteristics, Wages and Work Transition », WP-2015-07, Indira Gandhi Institute of Development Research, Mumbai. <http://www.igidr.ac.in/pdf/publication/WP-2015-07.pdf>.

AGRAWAL T., 2014, « Educational inequality in rural and urban India », *International Journal of Educational Development*, Vol. 34, pp. 11-19.

AHLUWALIA M. S., 2000, « Economic Performance of States in Post-Reforms Period », *Economic and Political Weekly*, Vol. 35, n° 19, pp. 1637-1648.

AKARCA A. T. et TANSEL A., 2012, « Southwest as the New Internal Migration Destination in Turkey », IZA Discussion Paper n° 6627, pp. 1-15.

AKNIN A., 2002, « Développement durable : enjeux, regards et perspectives. Dynamiques migratoires et développement durable vers des nouvelles réflexions », *Cahiers du GEMDEV*, n° 28, pp. 187-95.

ALARY V., DEGAIL A.-C. et RIVIERE R., 2002, « A quelle échelle expliquer la production de lait, Une étude comparée au Gujarat et en Haryana », in LANDY F. et CHAUDHURI B. (eds.), 2002, pp. 203-222.

ALLADATIN J., 2012, « Les réseaux familiaux « Hloua » de la côte béninoise dans les migrations de pêche en Afrique de l'Ouest et du Centre : entre continuité et rupture », *Etudes Caribéennes*, Avril 2012. <http://etudescaribeennes.revues.org/6073>.

ALLARD-POESI F. et PERRET V., 2014, « Fondements épistémologiques de la recherche », in THIETART R.-A. et al. (eds.), *Méthodes de Recherche en Management*, Paris, Dunod, 4<sup>ème</sup> ed., 656 p.

AMELOT X. et KENNEDY L., 2010, « Dynamique économique et recompositions territoriales, une industrie traditionnelle locale de l'Inde du sud face à la mondialisation », *Annales de géographie*, Vol. 1, n° 671-672, pp. 137-155.



- AMIN S., 1976, « *Unequal Development. An essay on the Social Formations of the Peripheral Capitalism* », Sussex, The Harvester Press, 440 p.
- ANANTH V. K., 2014, « Fragmented Politics in Tamil Nadu », *Economic and Political Weekly*, Vol. 49, n°15, pp. 1-4.
- ANDERSON J. E. et VAN WINCOOP E., 2003, « Gravity with Gravititas: A Solution to the Border Puzzle », *The American Economic Review*, Vol. 93, n°1, pp. 170-192.
- ANDERSON J. E., 1979, « A Theoretical Foundation for the Gravity Equation », *The American Economic Review*, Vol. 69, n°1, pp. 106-116.
- ANDERSON J. E., 2011, « The Gravity Model », *Annual Review of Economics*, Vol. 3, n°1, pp. 133-160.
- ANDERSON S., FRANCOIS P. et KOTWAL A., 2015, « Clientelism in Indian Villages », *American Economic Review*, Vol. 105 (6), pp. 1780-1816.
- ANTHONY D. W., 1990, « Migration in Archeology: the Baby and the Bathwater », *American Anthropologist*, Vol. 92, n°4, pp. 895-896.
- ARDILLY P., 1994, *Les techniques de sondage*, Paris, Editions Technip.
- ARIDA J. K. et MADHESWARAN S., 2010, « Spatial Heterogeneity and Population Mobility in India », *Institute for Social and Economic Change Working Paper*, n°234, pp. 1-26.
- ARTHUR B.W., 1988, « Self-Reinforcing mechanisms in economics », in ANDERSON P. et al. (eds.), *The Economy as an Evolving Complex System*, Reading, Addison-Wesley.
- ASADULLAH M. N. et YALONETZSKY G., 2010, « Inequality of Educational Opportunity in India: Changes over Time and across States », *IZA Discussion Paper Series*, n°5146, pp. 1-34.
- ASSAYAG J. et JAFFRELOT C., 2014, « Les fabriques de la caste : société, Etat, démocratie » in JAFFRELOT C. (ed), p. 165-186.
- BACCAINI B., 2006, « Observation et concepts en matière de migrations internes », in CASELLI G., VALLIN J., WUNSCH G. (eds.), 2006, *Démographie : analyse et synthèse. Vol VIII Observation, méthodes auxiliaires, enseignement et histoire de la discipline*, Éditions de l'Ined.
- BACCINI A., 2010, « Statistique Descriptive Multidimensionnelle », Publications de l'Institut de Mathématiques de Toulouse, pp. 1-33.
- BACHELARD G., 1993, *La formation de l'esprit scientifique : contribution à une psychanalyse de la connaissance*, Paris, Edition J. Vrin, première édition 1934.
- BAHOKEN F., 2013, « Sur la première carte des flux réalisée avec des flèches (Ravenstein, 1885) », *Confins*, n°17, pp. 1-15. <http://confins.revues.org/8187>.
- BANAJI J., 2003, « The Fictions of Free Labour: Contract, Coercion, and So-Called Unfree Labour », *Historical Materialism*, Vol. 11, n°3, pp. 69-95.

- BANERJEE B., 1983, « The role of the informal sector in the migration process: a test of a probabilistic migration models and labour segmentation for India », *Oxford Economic Papers*, Vol. 35, pp. 399-422.
- BARDHAN P., 2001, « The Economist's Approach to Agrarian Structure », in PARRY J. et RAMACHANDRAN G. (eds.), *Institutions and Inequalities: Essays in Honour of Andre Béteille*, New Delhi, Oxford University Press, pp. 88-99.
- BASU R. S., 2009, Entrapped between Bondage and Freedom: Paraiyans and the Changing Fortunes of Agrestic Servitude in Colonial and Post-Colonial Tamil Nadu, in BREMAN J., GUERIN I. et PRAKASH A. (eds.), *India's Unfree Workforce: Old and New Practices of Labour Bondage*, New Delhi, Oxford University Press, pp. 44-68.
- BAZILLIER R., 2008, « Normes du travail, migrations internes et emploi : une analyse théorique », *Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne*, Vol. 34, pp. 1-35.
- BEAUD S. et WEBER F., 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Coll. Grands Repères, 4<sup>ème</sup> ed., 334 p.
- BEAUD S., 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, n°35, pp. 226-257.
- BEAUGE G., 1986, « La kafala : un système de gestion transitoire de la main-d'œuvre et du capital dans les pays du Golfe », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 2, n°1, pp. 109-122.
- BECKER G. S., 1964, « *Human Capital, A theoretical and empirical analysis* », New York, Columbia University Press, 412 p.
- BEIDELMAN T. O., 1959, *A comparative analysis of the 'jajmani system'*, Monographs for Association for Asian Studies VIII, New York.
- BEINE M., BERTOLI S. et FERNANDEZ-HUERTAS MORAGA J., 2014, « A Practitioners' guide to gravity models of international migration », *Document de travail FEDEA*, juin 2014, pp. 1-25.
- BENABDELLAH S., 2008, « *Les choix d'options comptables lors de la première application des normes IAS/IFRS : Observation et compréhension des choix effectués par les groupes français* », Thèse de Doctorat : Science de Gestion, Université de Nice-Sophia Antipolis, 486 p.
- BENBABAALI D., 2013, « *Caste dominante et territoire en Inde du Sud : Migration et ascension sociale des Kammas d'Andhra côtier* », Thèse de Doctorat : Géographie, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, 462 p.
- BENOIT-CATIN M., 2007, « L'agriculture familiale et son développement durable », *Économie rurale*, Vol. 300, pp. 120-123. <http://economierurale.revues.org/2279>.
- BENZECRI J.-P., 1979, « Sur le calcul des taux d'inertie dans l'analyse d'un questionnaire, addendum et erratum », *Les cahiers de l'analyse des données*, Vol. 4, n°3, pp. 377-378.
- BERGSTRAND J. H. et EGGER P., 2011, « Gravity Equations and Economic Frictions in the World Economy », in BERNHOFEN D., FALVEY R., GREENWAY D. et

- KREICKEMEIER U. (eds.), *Handbook of International Trade*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 1-49.
- BERNINGHAUS S. et SEIFERT-VOGT H. G., 1987, « International Migration under Incomplete Information », *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, Vol. 2, pp. 199-218.
- BERROU J.-P., 2010, « *Encastrement, réseaux sociaux et dynamique des micro et petites entreprises informelles en milieu urbain africain* », Thèse de Doctorat : Economie, Université Bordeaux IV, 459 p.
- BERTOLI S. et FERNANDEZ-HUERTAS MORAGA J., 2013, « Multilateral resistance to migration », *Journal of Development Economics*, Vol. 102, pp. 79-100.
- BESLEY T. et BURGESS R., 2004, « Can labor regulation hinder economic performance? Evidence from India », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 119, n°1, pp. 91-134.
- BETEILLE A., 1965, *Caste, Class and Power. Changing Patterns of Stratification in a Tanjore Village*, Berkeley, University of California Press, 241 p.
- BETEILLE A., 1966, « Closed and Open Social Stratification in India », *AES*, Vol. 7, pp.224-246.
- BETEILLE A., 1992, « The concept of Tribe with special reference to India », in BETEILLE A., *Society and Politics in India: Essays in a Comparative Perspective*, Delhi, Oxford Press University, pp. 57-78.
- BETEILLE A., 1996, « Caste in Contemporary India », in Fuller C. (ed.), *Caste Today*, New Delhi, Oxford University Press, 295 p.
- BHADURI A., 1973, « A Study in Agricultural Backwardness under Semi-Feudalism », *The Economic Journal*, Vol. 83, N°329, pp. 120-37.
- BHAGAT R. B., 2005, « Conceptual Issues on Measurement of Internal Migration in India », *Conference IUSSP*, Tours, 18-23 Juillet 2005, pp. 1-18.
- BHAGAT R. B., 2009, « Internal Migration in India: Are the Underclass More Mobile? », *Conference IUSSP General Population*, Maroc, 27 Sep- 2 Oct, pp. 1-19.
- BHARADWAJ K., 1985, « A View on Commercialisation in Indian Agriculture and Development of Capitalism », *Journal of Peasant Studies*, Vol. 12, n°4, pp. 494-519.
- BHATTACHARJEA A., 2006, « Labour Market Regulation and Industrial Performance in India », *The Indian Journal of Labour Economics*, Vol. 49, n°2, pp. 211-232.
- BHATTACHARYA B. B. et SAKTHIVEL S., 2004, « Regional Growth and Disparity in India: Comparison of Pre- and Post-Reform Decades », *Economic and Political Weekly*, Vol. 39, n°10, pp. 1071-1077.
- BHATTACHARYA P. C., 2000, « An Analysis of Rural-to-Urban Migration in India », *Journal of International Development*, Vol. 12, pp. 655-667.
- BHATTACHARYA P. C., 2002, « Rural-to-Urban Migration in LDCS: A Test of Two Rival Models », *Journal of International Development*, Vol. 14, pp. 951-972.

- BILSBORROW R., 1998, « The State of the Art and Overview of the Chapters », in BILSBORROW R. (ed.), *Migration, Urbanization and Development. New Directions and Issues*, New York, United Nations Population Fund and Kluwer Academic Publishers, 544 p.
- BIRH A., 2008, « Immanuel Wallerstein, Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde », *Interrogations*, n°7, pp.1-4.
- BLANCHET A. et GOTMAN A., 1992, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Armand Colin, Coll. 128, 1<sup>ère</sup> ed., 126 p
- BLANCHET A. et GOTMAN A., 2007, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Armand Colin, Coll. 128, 2<sup>ème</sup> ed., 126 p.
- BLANCHET A. et GOTMAN A., 2007, *L'Enquête et ses Méthodes. L'Entretien*, Paris, Armand Colin, 2<sup>ème</sup> ed., 126 p.
- BON E. et LANDY F., 2003, « L'irrigation en Inde rurale à l'épreuve de la décentralisation », *Développement durable et territoires*, Points de vue, pp. 2-7. <http://developpementdurable.revues.org/1580>.
- BONGERT Y., 1963, « Réflexions sur le problème de l'esclavage dans l'Inde ancienne : à propos de quelques ouvrages récents », *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, Vol. 51, n°1, pp. 143-194. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/befeo\\_0336-1519\\_1963\\_num\\_51\\_1\\_1570](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/befeo_0336-1519_1963_num_51_1_1570).
- BONNET F., 2008, « La distance sociale dans le travail de terrain : compétence stratégique et compétence culturelle dans l'interaction d'enquête », *Genèses*, n°73, 2008, pp. 57-74.
- BOPDA A. et GRASLAND C., 1994, « Migrations, régionalisations et régionalismes au Cameroun », *Espace, populations, sociétés*, Vol. 1, pp. 109-129.
- BOROOAH V. K. et IYER S., 2005, « Vidya, Veda, and Varna: The Influence of Religion and Caste on Education in Rural India », *The Journal of Development Studies*, Vol. 41, n°8, pp. 1369-1404.
- BORREL C. (ed.), 1999, « Immigration, )emploi et chômage », *Les dossiers de CERC*, n° 3, pp. 1-123.
- BOSC P.-M., SOURISSEAU J.-M., BONNAL P., GASSELIN P., VALETTE E. et BELIERES J.-F. (eds.), *Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir*, Versailles, Editions Quae, 384 p.
- BOURDIEU P. (ed.), 1993, *La misère du Monde*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. Points Essais, 1461 p.
- BOURDIEU P., 1980, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 31, pp. 2-3.
- BOURDIEU P., 1987, *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit, Coll. « Le sens commun », 229 p.
- BOUSQUET R., 2009, *Les esclaves et leurs maîtres à Bourbon (La Réunion), au temps de La Compagnie des Indes. 1665-1767, Livre 1 : la capture et la traite des esclaves vers les Mascareignes. Genèse de l'esclavage à Bourbon*, Lulu, 767 p.

- BOYD M., 1989, « Family and personal networks in international migration: Recent developments and new agendas », *International Migration Review*, Vol. 23, n°3, pp. 638-670.
- BOZONNET J.-P. et BRECHON P., 2011, « Etablir un échantillon représentatif », in BRECHON P. (ed.), *Enquêtes qualitatives, enquêtes quantitatives*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, Chapitre 7.
- BRASS T., 1990, « Class Struggle and Deproletarianisation of Agricultural Labour in Haryana (India) », *Journal of Peasant Studies*, Vol. 18, n°1, pp. 36–67.
- BRASS T., 1999, *Towards a Comparative Political Economy of Unfree Labour: Case Studies and Debates*, London, Frank Cass.
- BREMAN J., 1974, *Patronage and Exploitation: Changing Agrarian Relations in South Gujarat, India*, Berkeley, University of California Press.
- BREMAN J., 1976, « A dualistic Labour System? A critique of the “Informal Sector Concept” », *Economic and Political Weekly*, Vol. 11, n°48, pp. 1870-1976.
- BREMAN J., 1978, « Seasonal Migration and Co-operative Capitalism: Crushing of Cane and of Labour by Sugar Factories of Bardoli », *Economic and Political Weekly*, Vol. 13, n°31/33, pp. 1317-1360.
- BREMAN J., 1985, *Of Peasants, Migrants and Paupers. Rural Labour Circulation and Capitalist Production in India*, Delhi, Oxford University Press.
- BREMAN J., 1996, « *Footloose labour: Working in India's informal economy* », Cambridge University Press, 278 p.
- BREMAN J., 2007, « From Bondage to Neo-bondage in Gujarat: Brick-Kilns and Sugarcane Sectors », 3<sup>ème</sup> Congrès du Réseau Asie, Paris 26-28 septembre 2007, pp. 1-12.
- BREMAN J., 2010, « Neo-Bondage: A Fieldwork-Based Account », *International Labor and Working-Class History*, n°78, pp. 48–62.
- BREMAN J., GUÉRIN I. et PRAKASH A. (eds.), *India's Unfree Workforce: Old and New Practices of Labour Bondage*, New Delhi, Oxford University Press, 399 p.
- BUCHANAN F., 1928, *An Account of the District of Purnea (1809-1810)*, Patna, Bihar and Orissa Research Society, 597 p.
- BUISSON A., 2007, « *Alphabétisation et éducation au Kerala, Inde* », Thèse de Doctorat : Géographie, Université de Provence Aix-Marseille I, 306 p.
- BUNEA D., 2012, « Modern Gravity Models of Internal Migration. The Case of Romania », *Theoretical and Applied Economics*, Vol. 19, n°4, pp. 127-144.
- BUONO I. et LALANNE G., 2010, « Les réactions des entreprises françaises à la baisse des tarifs douaniers étrangers », *Document de travail INSEE*, pp. 1-33.
- BYRES T. J., 1996, *Capitalism from Above and Capitalism from Below. An Essay in Comparative Political Economy*, Basingstoke: Macmillan.



- CADENE P., 1993, « Réseaux économiques et territoires de l'identité : migrations de travail et migrations de mariage des membres d'une communauté marchande dans une petite ville Indienne », *Cahiers de Sciences Humaines*, Vol. 29, n°2-3, pp.443-463.
- CALVES A.-E., 2009, « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, Vol. 4, n°200, pp. 735-749.
- CARRINGTON W. J., DETRAGIACHE E., VISHWANATH T., 1996, «Migration with endogenous moving costs », *American Economic Review*, Vol. 86, n°4, pp. 909-930.
- CARSWELL G. et DE NEVE G., 2013, « From field to factory: tracing transformations in the Tiruppur region, Tamil Nadu », *Economy and Society*, Vol. 42 (3), pp. 430-454.
- CARSWELL G. et DE NEVE G., 2014, « MGNREGA in Tamil Nadu: A Story of Success and Transformation? », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 14, n°4, pp. 565-585.
- CARSWELL G. et DE NEVE G., 2014, « MGNREGA in Tamil Nadu: A Story of Success and Transformation?, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 14, n°4, pp. 564-585.
- CASELLI G., VALLIN J., WUNSCH G. (eds.), 2003, « *Démographie : analyse et synthèse, Vol. IV: Les déterminants de la migration* », Paris, INED, Les Manuels.
- CASTELLS M., 1989, « The informational city: information technology, economic restructuring and the urban-regional process », Oxford, Basil Blackwell.
- CASTEX E., 2008, « *Le transport A la Demande (TAD) en France : de l'état des lieux à l'anticipation* », Thèse de doctorat : Géographie, Université d'Avignon, 480 p.
- CASTLES S., 2015, « International Human Mobility: Key Issues and Challenges to Social Theory », in CASTLES S., OZKUL D., ARIAS CUBAS M. (eds.), *Social Transformation and Migration: National and Local Experiences in South Korea, Turkey, Mexico and Australia*, Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan, pp. 3-14.
- CASTLES S., DE HAAS H. et MILLER M. J., « *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World* », Palgrave Macmillan, 5ème édition, 420 p.
- CENSUS OF INDIA, 2001, *India D-series, Migration Tables. Registrar General and Census Commissioner*. <http://censusindia.gov.in/Metadata/Metada.htm#Mig>.
- CENSUS OF INDIA, 2011, « *State of Literacy* », [http://www.censusindia.gov.in/2011-prov-results/data\\_files/india/Final\\_PPT\\_2011\\_chapter6.pdf](http://www.censusindia.gov.in/2011-prov-results/data_files/india/Final_PPT_2011_chapter6.pdf).
- CHADULE, 1997, « *Initiation aux pratiques statistiques en géographie* », Armand Colin, Coll. U, Paris, 4<sup>ème</sup> ed., 203 p.
- CHAKRAVARTY U. et BARUA N. A., 2012, « Rural-Urban migration and the Harris-Todaro model: A case study of Guwahati », *Journal of Economic and Social Development*, Vol. VIII, n°1, pp. 25-35.
- CHAMPION T. and FOTHERINGHAM S. (eds.), 1998, « *The Determinants of Migration Flows in England: A Review of Existing Data and Evidence* », Leeds, University of Leeds, 218 p.
- CHANDA R. et GHOSH S., 2013, « The Punjabi Diaspora in the UK: An Overview of Characteristics and Contributions to India », *CARIM-India Research Report*, n°8, pp. 1-37.

- CHANDRACHUD S. et GAJALAKSHMI N., 2013, « The Economic Impact of FDI in India », *International Journal of Humanities and Social Science Invention*, Vol. 2, n°2, pp. 47-52.
- CHANDRASEKHAR S. et MUKHOPADHYAY A., 2006, Primary Education as a Fundamental Right: Cost Implications, pp. 1-23, <http://ssrn.com/abstract=945320>.
- CHANDRASEKHAR S. et SHARMA A., 2014, « Urbanization and Spatial Patterns of Internal Migration in India », *IGIDR Working Paper*, n°16, pp. 1-37.
- CHANG K. W. et ZHANG L., 1999, « The Hukou System and Rural-Urban Migration in China: Processes and Changes », *The China Quarterly*, n°160, pp. 818-855.
- CHAPMAN M. et PROTHERO R. M., 1983, « Themes on circulation in the third world », *International Migration Review*, Vol. 17, n°4, pp. 597-632.
- CHASTELAND J.-C., VERON J. et BARBIERI M. (eds.), 1991, « Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique », Actes de la conférence internationale : *Développement et croissance démographique rapide : regard sur l'avenir de l'Afrique*, Paris, 2-6 septembre 1991.
- CHAUDHURI B., 2001, « Les réformes économiques indiennes. Éléments de bilan », *Tiers-Monde*, Vol. 42, n°165, pp. 17-31.
- CHAUVIN S. et LEMOINE F., 2005, « L'économie indienne : changements structurels et perspectives à long-terme », *Document de travail du CEPPII*, n°2005-04, pp. 1-55.
- CHAVENT M., KUENTZ V. et SARACCO J., 2007, « Analyse en Facteurs : présentation et comparaison des logiciels SAS, SPAD et SPSS », *La revue de Modulad*, pp. 1-30.
- CHOWDHURY S., 2014, « Regional Disparity in India – A Study of Three Decades Using a Comparable Database », *Conference IARIW 33<sup>rd</sup>*, Rotterdam 24-30 aout 2014, pp. 1-22.
- CLING J.-P., LAGREE S., RAZAFINDRAKOTO M., et ROUBAUD F. (eds.), 2012 « L'économie informelle dans les pays en développement », *AFD : Conférences & Séminaires*, Décembre 2012, pp. 1-336.
- COHEN J. E., ROIG M., REUMAN D. C., GOGWILT C., 2008, « International migration beyond gravity: A statistical model for use in population projections », *PNAS*, Vol. 105, n°40, pp. 15269-15274. [www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0808185105](http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0808185105).
- COMTE A., 1995, *Discours sur l'esprit positif*, Paris, Librairie philosophique J. VRIN, première édition en 1844, 256 p.
- CONDOMINES B. et HENNEQUIN E., 2013, « Etudier des sujets sensibles : les apports d'une approche mixte », *Revue Interdisciplinaire sur le Management et l'Humanisme*, n°5, pp. 12-27.
- COUTY P., 1983, « Qualitatif et quantitatif », *Bulletin de liaison STATECO*, n° 34, pp. 90-97.
- COUTY P., 1996, *Les apparences intelligibles. Une expérience d'économiste en Afrique*, Paris, Editions Arguments, 302 p.



- CRESWELL J. W. et PLANO-CLARK V. L., 2011, « Choosing a mixed Methods Design », in CRESWELL J. W. et PLANO-CLARK V. L., *Designing and Conducting Mixed Methods Research*, Sage Publications, pp. 53-106.
- CRESWELL J. W., 2003, *Research Design. Qualitative, Quantitative and Mixed Methods Approaches*, Lincoln, University of Nebraska, 2<sup>ème</sup> ed.
- CROTTY M., 1998, *The foundations of social research: Meaning and perspective in the research process*, London, Sage.
- DALLMAN I. et MOLLOCK K., 2013, « Climate Variability and Internal Migration: A Test on Indian Inter-State Migration », *Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne*, n°45, pp. 1-35.
- DANTIER B., 2004, « Pierre Bourdieu, 'La situation d'enquête et ses effets' ».
- DAVIS K., 1951, *The Population of India and Pakistan*, New Jersey, Princeton University Press.
- DE BOURMONT M., 2012, « La résolution d'un problème de multi critères au sein des études portant sur les déterminants d'une publication volontaire d'informations : proposition d'un algorithme de décision simplifié basé sur les indicateurs de Belsley, Kuh et Welsch (1980) », *Comptabilités et innovation*, Mai 2012, pp. 1-33.
- DE HAAN A., 1997, « Migration as Family Strategy: Rural-Urban Labor Migration in India during the Twentieth Century », *The History of the Family*, Vol. 2, n°4, pp.481-505.
- DE HAAN A., 1999, « Livelihoods and Poverty: The Role of Migration – A Critical Review of the Migration Literature », *The Journal of Development Studies*, Vol. 36, n°2, pp. 1-47.
- DE HAAS H., 2010, « Migration et développement : Une perspective historique », Version traduite d'un article publié dans *International Migration Review*, Vol. 44 (1), pp. 227-264.
- DEATON A. et DREZE J., 2002, « Poverty and Inequality in India: A Re-Examination », *Economic and Political Weekly*, Vol. 37, n°36, pp. 3729-3748.
- DEATON A., 2008, « Height, Health, and Inequality: The Distribution of Adult Heights in India », *The American Economic Review*, Vol. 98, n°2, pp. 468-474.
- DEININGER K., 2003, « Does Cost of Schooling Affect Enrollment by the Poor? Universal Primary Education in Uganda », *Economics of Education Review*, Vol. 22, pp. 291-305.
- DELAGE R., 2011, « Castes musulmanes en Inde », *La vie des idées*, 17 mai 2011, <http://www.laviedesidees.fr/Castes-et-musulmans.html>.
- DELIEGE R., 2004, *Les castes aujourd'hui*, Paris, PUF, 200.
- DELIEGE R., 2006, *Le système indien des castes*, Presses Universitaires du Septentrion, Coll. Les savoirs mieux, 184 p.
- DEMAZIERE D. et DUBAR C., 1997, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Paris, Nathan, 350 p.

- DENIS E. et MARIUS-GNANOU K., 2011, « Toward a better appraisal of urbanization in India: A fresh look at the landscape of morphological agglomerates », *Savoirs et Mondes Indiens*, Working papers series n°2, pp. 1-42.
- DENIS E. et ZERAH M.-H., 2014, « Rural-Urban Linkages: India Case Study », *Working Paper Series n°124, Working Group: Development with Territorial Cohesion*, pp.1-27.
- DENZIN N. K. et LINCOLN Y., 1998, *Collecting and interpreting qualitative materials*, Ed. Sage.
- DENZIN N. K., 1978, « Triangulation », in DENZIN N. K. (ed.), *The Research Act: An Introduction to Sociological Methods*, New York, McGraw-Hill.
- DENZIN N. K., 1984, *The Research Act: A Theoretical Introduction to Sociological Methods*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall, 379 p.
- DESAI V. D. et POTER R. B., 2006, « Lost in Translation? The Use of Interpreters in Fieldwork », in DESAI V. D. et POTER R. B., *Doing Development Research*, Londres, SAGE, pp. 172-180.
- DESHINGKAR P. et AKTER S., 2009, « Migration and Human Development in India », *Human Development Research Paper*, Vol. 13, pp. 1-90.
- DESHINGKAR P. et FARRINGTON J., 2006, « Rural Labour Markets and Migration in South Asia : Evidence from India and Bangladesh », *World Development Report 2008*, pp. 1-27.
- DESHINGKAR P. et FARRINGTON J., 2009, « *Circular migration and multi locational livelihoods strategies in rural India* », New Delhi, Oxford University Press, 352 p.
- DESHINGKAR P. et START D., 2003, « *Seasonal Migration for livelihoods in India: Coping, Accumulation and Exclusion* », Working Paper 220, Overseas Development Institute (London), pp. 1-37. <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/74.pdf>.
- DESHINGKAR P., 2006, « Internal Migration, Poverty and Development in Asia », Conference Institute of Development Studies and Overseas Development Institute : *Asia 2015*, pp. 1-19.
- DESHPANDE A., 2000, « Does Caste Still Define Disparity ? A Look at Inequality in Kerala, India », *American Economic Review*, Vol. 90, n°2, pp. 322-325.
- DESHPANDE A., 2001, « Caste at birth? Redefining disparity in India », *Review of Development Economics*, Vol. 5, n°1, p. 130-144.
- DHAS A. C., 2012, « Rural Poverty and Agricultural Development in Tamil Nadu », *MRPA Paper n°42347*, pp. 1-8.
- DIAMOND-SMITH N., LUKE N. et MCGARVEY S., 2008, « ‘Too many girls, too much dowry’: son preference and daughter aversion in rural Tamil Nadu, India », *Culture, Health & Sexuality*, Vol. 10, n°7, pp. 697-708.
- DIXIT A., 2010, « Market-Led Growth and Well-Being: Gujarat, 1980–2005 », *Journal of Developing Societies*, Vol. 26, n°4, pp. 387–413.

- DJURFELDT G., ATHREYA V., JAYAKUMATR N., LINDBERG S., RAJAGOPAL A. et VIDYASAGAR R., 2008, « Agrarian Change and Social Mobility in Tamil Nadu », *Economic and Political Weekly*, Vol. 43, n°45, pp. 50–62.
- DOERINGER P. et PIORE M., 1971, « *Internal Labor Markets and Manpower Analysis* », Heath, Lexington, Massachusetts, 248 p.
- DOLFIN S. et GENICOT G., 2006, « What do networks do? The role of networks on migration and 'coyote' use », *Mimeo*, Georgetown University, pp. 1-34.
- DOMENACH H. et PICOUET M., 1987, « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration », *Population*, n°3, pp. 469-483.
- DREZE J. et KINGDON G., 2001, « School Participation in Rural India », *Review of Development Economics*, Vol. 5, n°1, pp. 1-33.
- DUBY C. et ROBIN S., 2006, « *Analyse en Composantes Principales* », Institut National Agronomique Paris, pp. 1-54. <http://math.univ-lyon1.fr/~okra/2010-Mass41-Algebre/ACP.pdf>
- DUCHESNE S. et HAEGEL F., 2004, *L'enquête et ses méthodes : les entretiens collectifs*, Nathan, Coll. 128, 126 p. [https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/841629/filename/SD\\_Haegel\\_entretiens\\_collectifs\\_ouv\\_2004.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/841629/filename/SD_Haegel_entretiens_collectifs_ouv_2004.pdf)
- DUMITRU S., 2014, « From “brain drain” to “care drain” : Women's labor migration and methodological sexism », *Women's Studies International Forum*, Vol. 47, pp. 203–212.
- DUMONT L., *Homo Aequalis II*, Paris, Gallimard, 1978.
- DUPONT V., JORDHUS-LIER D., SUTHERLAND C. et BRAATHEN E., 2016, *The Politics of Slums in the Global South: Urban Informality in Brazil, India, South Africa and Peru*, Routledge.
- DUPONT V. et GUILMOTO C. Z., 1993, « Mobilités spatiales et urbanisation. Asie, Afrique, Amérique », *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 29, n°2-3, pp. 279-294.
- DUPONT V. et LANDY, F., 2010, *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Paris, Editions de l'EHESS, Coll. Purusartha, 340 p.
- DUPONT V. et LELIEVRE E., 1993, « De la navette à la migration en ville : Stratégies de mobilité dans l'Ouest de l'Inde », *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 29 (2-3), pp. 465-483.
- DUPONT V., 2001, « Delhi : Dynamique démographique et spatiale d'une grande métropole », *Mappemonde*, Vol. 62, n°2, pp. 32-37.
- DUPONT V., 2008, « L'urbanisation en Inde : révision de quelques mythes et vrais défis », *Rayonnement du CNRS*, n°47, pp. 7-14.
- DUVAL J., 2013, « L'analyse des correspondances et la construction des champs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013/5, n°200, pp. 110-123.
- EMMER P. C., 1985, « The Great Escape. The migration of female indentured servants from British India to Surinam 1873-1916 » in RICHARDSON D. (ed.), *Abolition and its Aftermath; The Historical Context, 1790-1916*, pp. 245-266.
- EPSTEIN S. T., 1973, *South India: Yesterday, Today, and Tomorrow*, London, Macmillan.

- EPSTEIN S. T., 2007, « Poverty, Caste, and Migration, in South India », in NARAYAN D. et PETESCH P. (eds.), *Moving Out of Poverty. Cross-Disciplinary Perspectives on Mobility*, Washington, The World Bank and Palgrave Macmillan, pp. 199-225.
- ETIENNE G., 2005, « Agriculture et économie rurale en Inde - début de réveil », *Tiers-Monde*, Vol. 46, n°183, pp. 539-558.
- ETIENNE G., 2014, « Les aléas de l'économie, 1991-2013 », in JAFFRELOT C. (ed.), pp. 53-76.
- ETZO I., 2008, « Internal migration: a review of the literature », *MPRA Paper*, n° 8783, pp. 1-27.
- FAFCHAMPS M., 1992, « Solidarity Networks in Preindustrial Societies: Rational Peasants with a Moral Economy », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 41, n°1, pp. 147-174.
- FAGIOLO G. et SANTONI G., 2014, « Revisiting the Role of Social Networks as Determinants of International-Migration Flows: A Note », *Social Science Research Network*, pp. 1-15, <http://ssrn.com/abstract=2511892>.
- FEENSTRA R. C., *Advanced International Trade: Theory and Evidence*, Princeton, Princeton Press University, 496 p.
- FITZGERALD J., LEBLANC D. et TEETS J., 2014, « Defying the Law of Gravity. The Political Economy of International Migration », *World Publics*, Vol. 66, n°3, pp. 406-445.
- FLIPO F., 2014, « Contre Dumont. L'universalisme moderne à l'épreuve de l'Inde des castes », *Mouvements*, Vol. 1, n° 77, pp. 105-118.
- FLUCKIGER Y. (ed), 2005, « Une analyse des effets sur le marché suisse du travail de l'élargissement de la libre circulation des personnes aux nouveaux membres de l'Union Européenne », Rapport final, Université de Genève, Observatoire universitaire de l'emploi, 127 p.
- FONTAGNE L., PAJOT M. et PASTEELS J.-M., 2002, « Potentiels de commerce entre économies hétérogènes : un petit mode d'emploi des modèles de gravité », *Economie & Prévisions*, Vol. 1, n°152-153, pp. 115-139.
- FOOT D. K. et MILNE W. J., 1984, « Net Migration estimation in an extended multiregional gravity model », *Journal of Regional Science*, Vol. 24, n°1, pp. 119-133.
- FOUILLET C. et AUGSBURG B., 2007, « The Spread of the Self-Help Groups Banking Linkage Programme in India », *International Conference on Rural Finance Research: Moving Results*, Rome 19-21 mars, pp. 1-9.
- FRANK A. G., 1969, « *Capitalism and Underdevelopment in Latin America* », New York, Monthly Review Press.
- FRIEDMAN M., 1957, « *A Theory of the Consumption Function* », Princeton University Press, 259 p.
- FROISSART C., 2008, « Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir », *Les études du CERI*, n°149, pp. 1-47.

- GARCIA A. J., PINDOLIA D. K., LOPIANO K. K. et TATEM A. J., 2014, « Modeling internal migration flows in sub-Saharan Africa using census microdata », *Migration Studies*, pp. 1-22.
- GARREAU J., 1991, *Edge City: Life on the New Frontier*, Anchor Books, 576 p.
- GARTISIER N. et DUBOIS S., 2005, « Du problème à son processus de résolution : entre positivisme et constructivisme. Application à la conception de systèmes techniques », *XVI<sup>ème</sup> Conférence Internationale de Management Stratégique (AIMS)*, Angers juin 2005, pp. 1-27.
- GERARD H., 1998, « Quantitatif, qualitatif : même combat ! », *Séminaire méthodologique en sciences humaines et sociales*, Ouagadougou 6-10 avril 1998, pp. 1-10.
- GHASARIAN C., 2002, *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive, Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Armand Colin, Coll. U, 248 p.
- GHOSH J. et CHANDRASEKHAR C. P., 2003, « Per capita income growth in the states of India », [http://www.macroskan.com/fet/aug03/fet100803SDP\\_1.htm](http://www.macroskan.com/fet/aug03/fet100803SDP_1.htm).
- GIDDENS A., 1984, « *Outline of the Theory of Structuration* », University of California Press, 402 p.
- GLASER B. et STRAUSS A., 1967, *The discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Londres, Sociology Press, 271 p.
- GOLD R.L., 1958, « Roles in sociological field observation », *Social Forces*, Vol. 36, n°3, pp. 217-223.
- GOMEZ MARTIN C., 2009, « L'importance de la visibilité dans les processus migratoires », *Papers*, Vol. 91, pp. 153-169.
- GONDARD-DELCROIX C., 2006, « *La combinaison des analyses qualitative et quantitative pour une étude des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache* », Thèse de Doctorat : Economie, Université Bordeaux IV, 370 p.
- Good, A., 1982, *The Actor and the Act: Categories of Prestation in South India*, Man 17, pp. 224-41
- GOREAU-PONCEAUD A., 2009, « La diaspora tamoule en France : entre visibilité et politisation », *EchoGéo*, pp. 2-15. <http://echogeo.revues.org/11157>.
- GOVERNMENT OF INDIA, 2007, *Eleventh Five Year Plan*, <http://planningcommission.nic.in/plans/planrel/11thf.htm>.
- GOVERNMENT OF INDIA, 2011, « *Level and Pattern of Consumer Expenditure 2009–10, NSS 66th Round (66/I.0/1)* », Ministry of Statistics and Programme Implementation, NSS Report 538.
- GOVERNMENT OF INDIA, <https://data.gov.in>.
- GRANOVETTER M., 1985, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, Vol. 91, n°3, pp. 481-510.



- GREENE J. C. et CARACELLI V. J., 1993, « Data Analysis Strategies for Mixed-Method Evaluation Designs », *Educational Evaluation and Policy Analysis*, Vol. 15, n°21, pp. 195-207.
- GREENE J. C. et CARACELLI V. J., 1997, « Defining and Describing the Paradigm Issue in Mixed-Method Evaluation », *New Directions for Evaluation*, n°74, pp. 5-17.
- GREENWOOD M. J. et HUNT G. L., 2003, « The Early History of Migration Research », *International Regional Science Review*, Vol. 26, n°1, pp. 3-37.
- GREENWOOD M. J., 1969, « An analysis of the Determinants of Geographic Labor Mobility in the United States », *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 51, n°2, pp. 189-194.
- GREENWOOD M. J., 1971, « A regression analysis of migration to urban areas of less developed countries », *Journal of Regional Science*, Vol. 11, n°8, pp. 253-262.
- GREENWOOD M. J., 1975, « Research on Internal Migration in the United States: A Survey », *Journal of Economic Literature*, n°13, pp. 397-433.
- GREENWOOD M. J., 1997, « Internal Migration in Developed Countries », in ROSENZWEIG M. R. et STARK O. (eds.), *Handbook of Population and Family Economics, Vol. 1, Part B*, Amsterdam, North-Holland, pp. 647-720.
- GRIGG D. B., 1977, « E. G. Ravenstein and the “laws of migration” », *Journal of Historical Geography*, Vol. 3, n°1, pp. 41-54.
- GRIMMEAU J.-P., 1994, « Le modèle gravitaire et le facteur d'échelle. Application aux migrations intérieures de la Belgique 1989-1991 », *Espace, populations, sociétés*, Vol. 1, pp. 131-141.
- GUBERT F., 2010, « Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique », *Regards croisés sur l'économie*, Vol. 2, n° 8, pp. 96-105.
- GUBERT F., LASSOURD T. et MESPLE-SOMPS S., 2010, « Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse à partir de trois scénarios contrefactuels », *Revue économique*, Vol. 61, pp. 1023-1050.
- GUÉRIN I., 2011, « Travail illégal et servitude pour dette en Inde du Sud », in FONTAINE L. et WEBER F. (eds.), *Les paradoxes de l'économie informelle : à qui profitent les règles ?*, Paris, Karthala, p. 93-111.
- GUÉRIN I., 2013, « Bonded Labour, Agrarian Changes and Capitalism: Emerging Patterns in South India », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 13, n°3, pp. 405-423.
- GUÉRIN I., D'ESPALLIER B., ROESCH M. et VENKATASUBRAMANIAN G., 2011, « Debt in Rural South India: Fragmentation, Social Regulation and Discrimination », *RUME Working Paper Series*, n°3, pp. 1-50.
- GUÉRIN I., MORVANT-ROUX S. et VILLARREAL M. (eds), 2013, *Microfinance, debt and Over-indebtedness. Juggling with money*, London, Routledge, 316 p.

- GUÉRIN I., ROESCH M. et VENKATASUBRAMANIAN G., 2007, « “Ne nous libérez pas!” L'ambiguïté du principe de l'avance sur salaire à partir de l'exemple des briqueteries en Inde du Sud », *Autrepart*, Vol. 3, n° 43, pp. 121-133.
- GUÉRIN I., ROESCH M., MICHIELS S. et VENKATASUBRAMANIAN G., 2012, « Dettes, protections et solidarités en Inde du Sud », *Economies et Sociétés*, Série « Développement, croissance et progrès », F, n°46, 2/2012, 385-412.
- GUÉRIN I., SUBRAMANIAN P., VENKATASUBRAMANIAN G. et MICHIELS S., 2012, « Ambiguities and Paradoxes of the Decent Work Deficit: Bounded Migrants in Tamil Nadu », *Global Labour Journal*, Vol. 3, n°1, pp.118-142.
- GUÉRIN I., VENKATASUBRAMANIAN G. et MICHIELS S., 2015, « Labour in contemporary South India », in HARRISS-WHITE B. et HEYER J. (eds.), pp. 118-135.
- GUETAT-BERNARD H., 1997, « Diversification des activités économiques en Inde rurale : des tendances contrastées », *Espace, populations, sociétés*, n°2-3, pp. 185-192.
- GUHAN S. et MENCHER J. P., 1983, « Iruvelpattu Revisited », *Economic and Political Weekly*, Vol. 18, n°24, pp. 1063-1074.
- GUILLARD O., 2000, *La stratégie de l'Inde pour le XXIème siècle*, Paris, Economica, 155 p.
- GUILMOTO C. Z. et SANDRON F., 1999, « Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement », *Economie Rurale*, Vol. 252, pp. 47-54.
- GUILMOTO C. Z. et SANDRON F., 2000, « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement », *Population*, Vol. 55, n°1, pp. 105-135.
- GUILMOTO C. Z., 1991, « Le cycle migratoire tamoul, 1830-1950 », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 7, n°1, pp. 123-150.
- GUILMOTO C. Z., 1998, « Le texte statistique colonial. À propos des classifications sociales dans l'Inde britannique », *Histoire & Mesure*, Vol. 13, n°1-2, pp. 39-57.
- GUILMOTO C. Z., 2006, « L'Inde et son milliard. Démographie en début de siècle », in JAFFRELOT C. (ed.), *L'Inde contemporaine*, Paris, Fayard, pp. 375-420.
- GUILMOTO C. Z., 2008, « L'économique, le social et le spatial. Les trois dimensions de la sur-masculinité juvénile en Inde », *Population*, Vol. 63, n°1, pp. 93-122.
- SCHMID G., 1995, « Le plein emploi est-il encore possible? Les marchés du travail "transitoires" en tant que nouvelle stratégie dans les politiques d'emploi », *Travail et Emploi*, n°65, pp. 5-17.
- GUPTA I. et MITRA A., 2002, « Rural Migrants and Labour Segmentation: Micro-Level Evidence from Delhi Slums », *Economic and Political Weekly*, Vol. 37, n°2, pp.163-168.
- GUYMARC G., 2015, Analyse économétrique des migrations résidentielles, *Séminaire de méthodologie statistique INSEE*, pp. 1-18. <http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/colloques/sms/sms-200115-guymarc.pdf>.
- GUZMAN M. G., HASLAG J. H. et ORRENIUS P. M., 2004, « Accounting for Fluctuations in Social Network Usage and Migration Dynamics », *Federal Reserve Bank of Dallas, Working Paper n° 2004-02*, pp. 1-36.



HANCHANE S. et JOUTARD X., 1998, « Une approche empirique de la structure du marché du travail : salaires, formes de mobilité et formation professionnelle continue », *Économie & prévision*, n°135, pp. 57-75.

HANSON G. H., 2010, « International Migration and the Developing World », in RODRICK D. et ROSENZWEIG M. (eds.), *Handbook of Development Economics*, Vol. 5, pp. 4363-4414.

HARDIMAN D., 1996, *Feeding the Baniya. Peasants and usurers in Western India*, New-Delhi, Oxford University Press.

HARILAL K. N., KANJI N., JEYARANJAN J., EAPEN M. et SWAMINATHAN P., 2006, « Power in Global Value Chains: Implications for Employment and Livelihoods in the Cashew Nut Industry in India », *IIED Summary Report*, pp. 1-39.

HARRIS J. R. et TODARO M. P., 1970, « Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis », *American Economic Review*, Vol. 60, pp. 126-142.

HARRISS J. et JEYARANJAN J., 2014, « Rural Tamil Nadu in the Liberalisation Era: What Do We Learn from Village Studies? », *ISAS Working Paper*, n°183, pp. 1-25

HARRISS J., 1982, *Capitalism and Peasant Farming. Agrarian Structure and Ideology in Northern Tamil Nadu*, Bombay, Oxford Press University, 301 p.

HARRISS J., 2002, « Whatever Happened to Cultural Nationalism in Tamil Nadu? A Reading of Current Events and the Recent Literature on Tamil Politics », *Commonwealth & Comparative Politics*, Vol. 40, n°3, pp. 97-117.

HARRISS J., 2007, « Antinomies of Empowerment: Observations on Civil Society, Politics and Urban Governance in India », *Economic and Political Weekly*, Vol. 42, n°26, pp. 2716-2724.

HARRISS J., JEYARANJAN J. et NAGARAJ K., 2010, « Land, Labour and Caste Politics in Rural Tamil Nadu in the Twentieth Century, Iruvelpattu 1916–2008 », *Economic and Political Weekly*, Vol. 45, n°31, pp. 47-61.

HARRISS J., JEYARANJAN J. et NAGARAJ K., 2012, « Rural Urbanism in Tamil Nadu. Notes on a “Slater Village”: Gangaikondan, 1916–2012 », *Review of Agrarian Studies*, Vol. 2, n°2, pp. 29-59. [http://www.ras.org.in/rural\\_urbanism\\_in\\_tamil\\_nadu](http://www.ras.org.in/rural_urbanism_in_tamil_nadu).

HARRISS-WHITE B. et HEYER J. (eds.), 2015, *Indian Capitalism in Development*, Abingdon, Routledge, 282 p.

HARRISS-WHITE B., 2003, « *India working: Essays on Society and Economy* », Cambridge University Press, 316 p.

HARRISS-WHITE B., 2004, « India’s Socially Regulated Economy », *QEH Working Paper Series*, n° 133, pp. 1-27.

HARRISS-WHITE B., 2005, *India's Market Society*, New Delhi, Three Essays Press.

HARRISS-WHITE B., 2010, « Globalisation, the Financial Crisis and Petty Commodity Production in India’s Socially Regulated Informal Economy », in BOWLES P. et HARRISS

- J.(eds.), *Globalization in India and China: Impacts and Responses*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 131-150.
- HARVEY D., 2005, *A brief History of Neoliberalism*, New York, Oxford University Press, 247 p.
- HAVARD DUCLOS B., 2007, « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique », *SociologieS*, <http://sociologies.revues.org/document182.html>.
- HAZEM M., 2012, « Disparités géographiques et convergence régionale de l'alphabétisation des genres en Inde : une approche économétrique spatiale », *Colloque International Inégalités et Développement : Nouveaux Enjeux, Nouvelles Mesures*, Bordeaux 13-15 juin, pp. 1-27.
- HEADLEY Z., 2006, *Les voleurs d'Indra : perceptions, réseaux et enjeux d'appartenance d'une sous-caste tamoule (Inde du Sud)*, Thèse de doctorat : Ethnologie, EHESS, 462 p.
- HELIES O., 2006, *Du surendettement à son traitement : micro-finance et macro-enjeux*, Mémoire de Recherche, CIRAD, 215 p.
- HEUZE G., 2001, « Les conséquences sociales de la libéralisation en Inde », *Tiers-Monde*, Vol. 42, n°165, pp. 33-59.
- HEUZE G., 2002, « Le territoire dalit ou la fascination de l'impossible », *Journal des anthropologues*, n°88-89, pp. 185-204. <http://jda.revues.org/2876>.
- HEUZE G., LAJPAT RAI J. et ZINS M.-J., 1993, *Les conflits du travail en Inde et au Sri Lanka*, Paris, Karthala, Coll. Hommes et Sociétés, 340 p.
- HEYER J., 2012, « Labour Standards and Social Policy: A South Indian Case Study », *Global Labour Journal*, Vol. 3, n°1, pp. 91-117.
- HIMANSHU et STERN N., 2011, « India and a Indian village: 50 years of economic development in Palanpur », *LSE Asia Research Center Working Papers*, n°43, pp. 1-31.
- HNATKOVSKA V., LAHIRI A. et PAUL S. B., 2012, « Castes and Labor Mobility », *American Economic Journal: Applied Economics*, Vol. 4, n°2, pp. 274-307.
- HOCHSCHILD A. R., 2000, « The nanny chain », *American Prospect*, Vol. 11, n°4, pp. 32-37.
- HOLMSTROM M., 1984, « Industry and Inequality – The Social Anthropology of Indian Labour », Cambridge, *Cambridge University Press*, 342 p.
- HOUENINVO et SEDEDJI, 2013, « Intégration régionale et échanges intra-régionaux de produits agricoles au sein de l'UEMOA : Une analyse par le modèle de gravité », *Conférence Africaine « Intégration régionale en Afrique »*.
- HUGON P., 1993, « *L'économie de l'Afrique* », Paris, La Découverte, 123 p.
- IMBERT C. et PAPP J., 2014, « Short-term Migration and Rural Workfare Programs: Evidence from India », Job Market paper of Centre for Economic Policy Research, pp. 1-69. <http://www.cepr.org/sites/default/files/Imbert.pdf>.
- IRSTEA, 2013, Document de travail de la plateforme OASIS de l'Irstea disponible à l'adresse suivante : [osasis.irstea.fr/wp-content/uploads/2013/10/10-Autocorrélation.pdf](https://osasis.irstea.fr/wp-content/uploads/2013/10/10-Autocorrélation.pdf).

- ISHWARAN K., 1970, *Change and Continuity in Indian's villages*, New York, Columbia University Press, 296 p.
- IVERSEN V., 2006, « Segmentation Network Multipliers and Spillovers: A theory of Rural Urban Migration for a Traditional Economy », *Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty*, Working Paper T9, pp.1-29.
- JACOB F., 1992, « L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire », Paris, Albin Michel.
- JAFFRELOT C. (ed.), 2006, *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours*, Fayard, Coll. Céri, 969 p.
- JAFFRELOT C. (ed.), 2014, *L'Inde contemporaine*, Fayard, Coll. Pluriel, 336 p.
- JAFFRELOT C. et TARABOUT G., 2014, « Les transformations de l'hindouisme », in JAFFRELOT C. (ed.), pp. 187-212.
- JAFFRELOT C., 2002, « Inde : l'avènement politique de la caste », *Critique internationale*, Vol. 4, n°17, pp. 131-144.
- JAFFRELOT C., 2009, « La question musulmane », *Revue Projet*, Vol. 3, n° 310, pp. 43-51.
- JAFFRELOT C., 2012, « La pauvreté en Inde. Une bombe à retardement ? », *CERISCOPE Pauvreté*, Mars 2012. <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part3/la-pauvrete-en-inde-une-bombe-a-retardement>.
- JAIN M., 1990, « L'Inde Pré-Britannique. Le Mythe de la Tyrannie des Castes », Traduction de l'article « Pre-British India The Myth of Caste Tyranny », paru dans *The Indian Express* du 26 septembre 1990. <http://www.jaia-bharati.org/histoire/tyran-castes.htm#notes>.
- JAMBU M., 1999, *Méthodes de base de l'analyse des données*, Editions Eyrolles, 440 p.
- JAOUUL N., 2012, « Le mouvement dalit dans les villages d'Uttar Pradesh », *Hypothèse*, pp. 1-19. <https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/729/files/2012/07/SJC05Jaoul.pdf>.
- JAYET H., 1996, « L'analyse économique des migrations, une synthèse critique », *Revue économique*, Vol. 47, n°2, pp. 193-226.
- JODHKA S. S., 2007, « Perceptions and receptions: Sachar Committee and the Secular Left », *Economic and Political Weekly*, Vol. 42, pp. 2996-2999.
- JOHNSON R. B., ONWUEGBUZIE A. J. et TURNER L. A., 2007, « Toward a Definition of Mixed Methods Research », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, pp. 112-133.
- JORGENSON D. W., 1967, « Surplus agricultural labour and the development of a dual economy », *OEP*, Vol. 19, pp. 288-312.
- JOSHI D. K. et McGRATH K., 2015, « Political Ideology, Public Policy and Human Development in India: Explaining the Gap Between Gujarat and Tamil Nadu », *Journal of Contemporary Asia*, pp. 1-25.
- JOSHI H. et JOSHI V., 1976, *Surplus Labour and the City: A Study of Bombay*, New Delfi, Oxford University Press.

- JOSSELIN D. et NICOT B., 2003, « Un modèle gravitaire géoéconomique des échanges commerciaux entre les pays de l'U.E., les PECO et les PTM », *Cybergeo : European Journal of Geography*, n°237. <https://cybergeo.revues.org/4219>.
- KADDOURI L., 2004, « Structures spatiales et mises en réseaux de villes pour la régionalisation des territoires », Thèse de doctorat : Géographie, Université Montpellier III, 311 p.
- KADI A. S. et NELAVIGI K. P., 2015, « Migration Models and its Applications », *International Journal of Recent Scientific Research*, Vol. 6, n°3, pp. 3016-3020.
- KAISER H. F., 1961, « A note on Guttman's lower bound for the number of common factors », *British Journal of Statistical Psychology*, Vol. 14, n°1, pp. 1-2.
- KALAM M. A., 1994, « Ancrages et mobilité dans un contexte indien : une perspective anthropologique » in RACINE J.-L. (ed) 1994, pp. 61-76.
- KALIJARAN K. et SINGH K., 2013, « Understanding Sectorial Economic Growth in India: The Potential for Services », *Institutions and Economies*, Vol. 5, n°1, pp. 91-112
- KANBUR R. (ed.), 2004, *Q-squared, Combining Qualitative and Quantitative Methods in Poverty Appraisal*, Permanent Black, 168 p.
- KANBUR R., 2002. « Economics, Social Science and Development », *World Development*, Vol. 30, n° 3, pp. 477-486.
- KAPADIA K., 1993, « Marrying money: Changing preference and practice in Tamil marriage », *Contributions to Indian Sociology*, Vol. 27, n°1, pp. 25-51.
- KAPADIA K., 1998, *Siva and her Sisters. Gender, Caste and Class in Rural South India*, Oxford, Westview Press, 269 p.
- KARA S., 2012, *Bonded Labour. Tackling the system of slavery in South Asia*, New York, Columbia University Press, 314 p.
- KAREMERA D., OGULEDO V. I. et DAVIS B., 2000, « A gravity model analysis of international migration to North America », *Applied Economics*, Vol. 32, pp. 1745-1755.
- KAUFMAN J.-C., 1996, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 128 p.
- KAUFMAN J.-C., 2004, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, coll. Individu et société, 352 p.
- KENNEDY L., 2001, « Protégée ou condamnée ? Les politiques publiques à l'égard de la petite industrie », *Tiers-Monde*, Vol. 42, n°165, pp. 105-128.
- KENNEDY L., 2002, « Développement endogène et mondialisation. Un district industriel au Tamil Nadu », in LANDY, F. et CHAUDHURI, B. (eds.), pp. 99-120.
- KENNEDY L., 2005, « Variations on the Classical Model. Leather Clusters of the Palar Valley in Tamil Nadu », in DAS K. (ed.), *Indian Industrial Clusters*, pp. 103-121.
- KENNEDY L., 2014, « L'État et le développement industriel en Inde : de la petite industrie aux zones économiques spéciales », *Critique internationale*, n°63, p. 77-93.

- KENNEDY L., 2014, *The Politics of Economics Restructuring in India. Economic governance and State spatial rescaling*, New York, Routledge, 167 p.
- KENNEDY L., ROBIN K. et ZAMUNER D., 2013, « L'émergence en Inde : le rôle décisif des économies politiques infranationales », in PIVETEAU A., ROUGIER E. et NICET-CHENAF D. (eds.), *Emergences capitalistes aux Suds*, pp. 241-267.
- KIM K. et COHEN J. E., 2010, « Determinants of International Migration Flows to and from Industrialized Countries: A Panel Data Approach Beyond Gravity », *International Migration Review*, Vol. 44, n°4, pp. 899-932.
- KINGDON G., 2004, « Education and literacy », in DYSON T. et CASSEN R., *Twenty first Century in India, Population Economy, Human Development and the Environment*, New Delhi, Oxford University Press, pp. 130-157.
- KINGDON G., 2007, « The progress of school education in India », *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 23, n°2, pp. 168-195.
- KOLLI R., 2011, « Measuring the Informal Economy: Case Study of India », CWSC, n°4, pp. 2-25. [http://www.cwsc2011.gov.in/papers/sna/Paper\\_4.pdf](http://www.cwsc2011.gov.in/papers/sna/Paper_4.pdf).
- KORRA V., 2010, « Nature and characteristics of seasonal labour migration: A case study in Mahabubnagar District of Andhra Pradesh », *Working Paper n°433 Centre for Development Studies Thiruvananthapuram*, pp. 1-43.
- KOTWAL A., RAMASWAMI B. et WADHWA W., 2011, « Economic Liberalization and Indian Economic Growth: What's the Evidence? », *Journal of Economic Literature*, n°49 (4), pp. 1152-1199.
- LALL S. V. et CHAKRAVORTY S., 2004, « Industrial location and spatial inequality: Theory and evidence from India », *Research Paper UNU-WIDER*, No. 2004/49, pp. 1-25.
- LALL S. V., SELOD H. et SHALIZI Z., 2006, « Rural-Urban Migration in Developing Countries: A survey of Theoretical Predictions and Empirical Findings », *World Bank Policy Research Working Paper 3915*, pp. 1-63.
- LANDY F. et CHAUDHURI B. (eds.), 2002, *De la mondialisation au développement local en Inde : Questions d'échelle*, CNRS Editions, Paris, 255p.
- LANDY F. et RACINE J.-L., 1997, « Croissance urbaine et enracinement villageois en Inde », *Espace, populations, sociétés*, n°2-3, pp. 173-184.
- LANDY F. et VARREL A., 2015, *L'Inde. Du développement à l'émergence*, Paris, Armand Colin, Coll. U, 288 p.
- LANDY F., 1993, « Campagnes et villes de l'Inde : deux cultures antagonistes », *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 29, n°2-3, pp. 313-332



- LANDY F., 1994, « Migration et enracinement dans le Maidan », in RACINE J.-L. (ed.), *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme / Institut Français de Pondichéry, pp. 172-175.
- LANDY F., 1994, *Paysan du Sud. Le choix de la contrainte*, Paris, Karthala, Coll. Hommes et Sociétés, 491 p.
- LANDY F., 2001, « La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ? », *Tiers-Monde*, Vol. 42, n°165, pp. 9-16.
- LANDY F., 2006, *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 270 p.
- LANDY F., 2007, « L'Inde ou le grand écart », *La documentation française*, n°8060, 64 p.
- LANDY F., 2011, « Production agricole: pour une réconciliation entre durabilité et rentabilité économique. L'heure est-elle encore à la révolution verte en Inde ? », *Colloque Université Ouverte de HCM ville*, 9 juin, pp. 1-10.
- LANDY F., 2015, « Emiettement des exploitations familiales irriguées du Sud de l'Inde », in BOSCH P.-M., SOURISSEAU J.-M., BONNAL P., GASSELIN P., VALETTE E. et BELIERES J.-F. (eds.), pp. 285-299.
- LAROCHE-GISSEROT F., 2006, « Le mariage indien moderne. De la compensation matrimoniale à la dot », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 61, n°3, pp. 675-693.
- LEBART L., PIRON M. et MORINEAU A., 2006, « *Statistique Exploratoire Multidimensionnelle : Visualisations et inférences en fouille de données* », Paris, Dunod, 4<sup>ème</sup> éd., 464 p.
- LEE E., 1966, « A theory of migration », *Demography*, Vol. 3, n°1, pp. 47-57.
- LELIEVRE E., 2009, *Biographies d'enquêtes, Bilan de 14 collectes biographiques*, INED, n°3, Coll. Méthodes et Savoirs, 340 p.
- LERCHE J., 1993, « Dominant castes, rajas, Brahmins and inter-caste exchange relations in coastal Orissa: Behind the façade of the Jajmani 'System' », *Contributions to Indian Sociology*, Vol. 27, n°2, pp. 237-266.
- LERCHE J., 2007, « A Global Alliance against Forced Labour? Unfree Labour, Neo-Liberal Globalization and the International Labour Organization », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 7, n°4, pp. 425-452.
- LERCHE J., 2015, « Regional patterns of agrarian accumulation in India », in HARRISS-WHITE B. et HEYER J. (eds.), pp. 46-65.
- Les indicateurs sociaux de l'OCDE, 2007, <http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/38148831.pdf>.
- LEWER J. et VAN DEN BERG H., 2008, « A Gravity Model of Immigration », *Economic Letters*, Vol. 99, n°1, pp. 164-167.
- LEWIS J. P., 1962, « *Quiet crisis in India* », Washington, Brookings Institution.

- LEWIS W. A., 1954, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School*, Vol. 22, Issue 2, pp.139-191.
- LIEBOW E., 1967, *Tally's Corner. A Study of Negro Streetcorner Men*, Boston, Little Brown, 224 p.
- LINCOLN Y. S. et GUBA E. G., 2000, « Paradigmatic controversies, contradictions, and emerging confluences », in DENZIN N. K. et LINCOLN Y. (eds.), *The handbook of qualitative research*, Londres, SAGE, 2<sup>ème</sup> ed., pp. 163-188.
- LINDEMANN H., 1966, *An Econometric Study of International Trade Flows*, Amsterdam, North Holland Publishing Co.
- LOUISET O. et RETAILLE D., 2007, « La ville sans plan », DA CUNHA A. et MATTHEY L. (eds.), *La ville et l'urbain : des savoirs émergents*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, , p.365-385.
- LOWRY I. S., 1966, *Migration and metropolitan growth: two analytical models*, Los Angeles, University of California, Chandler Pub Co, 118 p.
- LUCASSEN J. et LUCASSEN L. (eds.), 1997, « *Migration, Migration History, History: Old Paradigms and New Perspectives* », Bern, , 454 p.
- LUSOME R. et BHAGAT R.B., 2006, Trends and Patterns of Internal Migration in India, 1971-2001, *Conference of Indian Association for the Study of Population (IASP)*, Thiruvananthapuram 7-9 juin 2006, pp. 2-16.
- LUTRINGER C., 2013, « Le secteur agricole en inde : Quelles mutations ? », *IFRI Centre Asie*, pp. 1-34.
- MABROUK F., 2012, « *Les enjeux économiques de la migration internationales sur le développement des pays d'origine* », Thèse de doctorat : Economie, Université Bordeaux IV, 291 p.
- MAHADEV P.-D. et RACINE J.-L., 1994, « Migrer ou pas » in RACINE J.-L. (ed) 1994, pp. 3-30.
- MAHAPATRO S. R., 2010, « Patterns and Determinants of Female Migration in India: Insights from Census », *The Institute for Social and Economic Change of Bangalore*, n°246, pp. 1-23.
- MAHAPATRO S. R., 2012, « The Changing Pattern of Internal Migration in India Issues and Challenges », *European Population Conference*, Stockholm 13-16 juin.
- MALAMOUD C. (ed.), 1988, *La dette*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Coll. *Purushartha*, vol. 4, 292 p.
- MARCHAL A., 1958, « Les définitions de la structure et la conception volontariste de l'économie politique », *Revue économique*, Vol. 9, n°5, pp. 681-687.
- MARIUS-GNANOU K., 1993, « Socio-economic impact of the Green Revolution on the Tamil society: the example of the Pondicherry area », *Pondy Papers in Social Sciences*, Institut Français de Pondichéry, pp. 1-71.



- MARIUS-GNANOU K., 2004, « Travail, mobilités et espace de vie au féminin dans une petite ville industrielle du Sud de l'Inde », *Femmes et Villes*, n°8, pp. 453-470.
- MARIUS-GNANOU K., 2008, « Debt bondage, seasonal migration and alternative issues : lessons from Tamil Nadu (India) », *Autrepart*, Vol. 2, n° 46, pp. 127-142.
- MARIUS-GNANOU K., 2010, « Nouvelles activités économiques et dynamique métropolitaine : le cas de la périphérie Sud de Chennai », *Annales de géographie*, Vol. 1, n° 671-672, pp. 28-51.
- MASSEY D. S. et AYSA M., 2005, « Social Capital and International Migration from Latin America », *Expert Group Meeting on International Migration and Development in Latin America and the Caribbean*, Vol. 4, pp. 1-24.
- MASSEY D. S. et GARCIA-ESPANA F., 1987, « The Social Process of International Migration », *Science*, Vol. 237, pp. 733-738.
- MASSEY D. S., 1990, « Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration », *Population Index*, Vol. 56, n°1, pp. 3-26.
- MASSEY D. S., ARANGO J., HUGO G., KOUAOUCCI A., PELLEGRINO A. et TAYLOR J. E., 1993, « Theories of International Migration: A Review and Appraisal », *Population and Development*, Vol. 19, n°3, pp. 431-466.
- MAYDA A. M., 2010, « International migration: a panel data analysis of the determinants of bilateral flows », *Journal of Population Economics*, Vol. 23, n°4, pp. 1249-1274.
- MAZUNDAR D., 2010, « Employment and Inequality Outcomes in India », *Conference OECD on Inequality in Emerging Economies*, Paris 19 mai, pp. 1-58.
- MEHROTRA S., 2006, Well-being and Caste in Uttar Pradesh: Why UP is Not like Tamil Nadu, *Economic and Political Weekly*, Vol. 41, n°40, pp. 4261-4271.
- MEILLASSOUX C., 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro.
- MÉNARD C., 1990, « *L'économie des organisations* », Paris, La Découverte.
- MESCHONNIC H., 1973, *Pour la poétique II. Épistémologie de l'écriture poétique de la traduction*, Paris, Gallimard, 457 p.
- MILLER D., 1986, « Exchange and Alienation in the "Jajmani System" », *Journal of Anthropological Research*, Vol. 42, n°4, pp. 535-556.
- MINCER J., 1978, « Family migration decisions », *Journal of Political Economy*, n°86, pp. 749-773.
- Ministry of Finance, 2006, Government of India, *Economic Survey 2005-06*.
- MISRI B. M., 1999, « *Pastoral resource profile for India* ». <http://www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/Counprof/India.htm>
- MISTRI A., 2015, « Estimation of Internal Migration in India, 2011 Census based on Life Table Survival Ratio (LTSR) Method », *MPRA Paper*, n° 61577, p1-17.

- MITRA A. et MURAYAMA M., 2008, « Rural to Urban Migration: A district Level Analysis for India », *IDE Discussion Paper*, Vol. 3, n°137, pp. 1-26. <http://hdl.handle.net/2344/729>.
- MOFFATT M., 1979, « Harijan religion: consensus at the bottom of caste », *American Ethnologist*, Vol. 6, n°2, pp. 244-260.
- MOULIER-BOUTANG Y., 2005, « Formes de travail non libre. Accumulation primitive : préhistoire ou histoire continuée du capitalisme ? », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 3, n° 179-180, p. 1069-1092.
- MUCCHIELLI A., 2005, « Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste des phénomènes sociaux », *Recherches qualitatives*, Hors-Série n°1, pp. 7-40.
- MUCCHIELLI A., 2009, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Armand Colin, 3<sup>ème</sup> ed., 296 p.
- MUKHERJEE A., 2011, « Regional Inequality in Foreign Direct Investment Flows to India: The Problem and the Prospects », *Reserve Bank of India Occasional Papers*, Vol. 32, n°2, pp. 99-127.
- MYERS A. et HANSEN C. H., 2003, *Psychologie expérimentale*, De Boeck Supérieur, 613 p.
- MYRDAL G., 1957, « *Rich lands and poor* », New York, Harper and Row.
- NAIK A. K., 2009, « Informal Sector and Informal Workers in India », Conference IARIW-SAIM : *Measuring the Informal Economy in Developing Countries*, 23-26 septembre 2009, pp. 1-12.
- NAKACHE et CONFAIS, 2004, *Approche pragmatique de la classification : Arbres hiérarchiques, Partitionnements*, Editions Tehnip, 246 p.
- NAUDET J., 2009, « Castes, intouchabilité et réussite sociale en Inde », *La vie des idées*, 13 mars 2009, pp. 1-12. <http://www.laviedesidees.fr/Castes-intouchabilite-et-reussite.html>.
- NORTH D.C., 1990, « *Institutions, Institutional Change and Economic Performance* », Cambridge, Cambridge University Press, 164 p.
- NOVOTNY J., KUBELKOVA J. et JOSEPH V., 2013, « A multi-dimensional analysis of the impacts of the Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme: A tale from Tamil Nadu », *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 34, pp. 322-341.
- NSSO, *Key Indicators of Employment and Unemployment in India 2009-2010*, 2011.
- NSSO, *Migration in India, 2007-2008*, 64<sup>th</sup> Round, Report n°533, 429 p.
- NTSEMA ETOUNDI S. M., 2014, « Impact de la rente pétrolière sur la demande des pays frontaliers du Cameroun », *Etudes et Documents CERDI*, n° 17, pp. 1-30.
- OLIVEAU S. et CHASLES V., « Sur les chemins de l'école », *Espace, Populations, Sociétés*, Vol. 3, pp. 453-464. <http://eps.revues.org/2828>.
- OLIVEAU S., 2004, « *Modernisation villageoise et distance à la ville en Inde du Sud* », Thèse de doctorat : Géographie, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 289 p.

- OLIVEAU S., 2010, « Autocorrélation spatiale : leçons du changement d'échelle », *L'Espace Géographique*, Vol. 39, n°1, pp. 51-64.
- OLSEN W. K. et MURTHY R. V., 2000, « Contract Labour and Bondage in Andhra Pradesh (India) », *Journal of Social and Political Thought*, Vol. 1, n°2.
- OLVIER DE SARDAN J.-P., 1995, « La politique du terrain », *Enquête*, n°1, pp. 71-109. <http://enquete.revues.org/263>.
- ORTEGA F. et PERI G., 2013, « The Effect of Income and Immigration Policies on International Migration », *Migration Studies*, Vol. 1, pp. 1-28.
- OWEN M., 1996, *A world of widows*, Londres, Zed Books, 219 p.
- PAL P. et GHOSH J., 2007, « Inequality in India: A survey of recent trends », *DESA Working Paper*, n°45, pp. 1-30.
- PALLONI A., CEBALLOS M., ESPINOSA K. et SPITTEL M., 2001, « Social capital and international migration: A test using information on family networks », *American Journal of Sociology*, Vol. 106, n°5, pp. 1262-1298.
- PAPADEMETRIOU D. G., 1985, « Illusions and Reality in International Migration: Migration and Development in post-World War II Greece », *International Migration*, Vol. 23, n°2, pp. 211-224.
- PAPOLA T. S. et SAHU P. P., 2012, « Growth and Structure of Employment in India. Long-Term and Post-Reform Performance and the Emerging Challenge », *Institute for Studies in Industrial Development*, pp. 1-90.
- PAPOLA T. S., MAURYA N. et JENA N., 2011, « Inter-Regional Disparities in Industrial Growth and Structure », New Delhi, *Institute for Studies in Industrial Development*, pp. 1-100.
- PARROCHIA D., 2005, « Quelques aspects historiques de la notion de réseau », *Flux*, n° 62, pp. 10-20.
- PARROCHIA D., 2006, « Pour une théorie de la relativité géographique (Vers une généralisation du modèle gravitaire) », *Cybergeo*, n°337, pp. 1-18.
- PATTENDEN J., 2012, « Migrating between rural Raichur and boomtown Bangalore: Class relations and the circulation of labour in South Asia », *Global Labour Journal*, Vol. 3, n°1, pp. 163-190.
- PEETERS L., 2012, « Gravity and Spatial Structure: the Case of Interstate Migration in Mexico », *Journal of Regional Science*, Vol. 52, n°5, pp. 819-856.
- PELLERIN H., 2011, De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 27, n°2, pp. 57-75.
- PENNINX R., 1982, « Migration and development: A critical review of theory and practice, the case of Turkey », *International Migration Review*, Vol. 16, n°4, pp. 781-818.
- PERCH-NIELSEN S., BATTIG M. B. et IMBODEN D., 2008, « Exploring the link between climate change and migration », *Climatic Change*, Vol. 91, pp. 375-393.

- PERCOT M., 2005, « Les infirmières indiennes émigrées dans les pays du Golfe : de l'opportunité à la stratégie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n°1, pp. 29-54.
- PERRAT J., 2006, « Division spatiale du travail et nouvelles organisations productives : des territoires « segments » aux territoires « modules »? », *Innovations*, Vol. 2, n°24, pp. 91-114.
- PERRET V. et SEVILLE M., 2003, « Fondements épistémologiques de la recherche », in THIETART R.-A., *Méthodes de recherche en management*, Dunod, 2ème ed., pp. 13-33.
- PICHE V. (ed.), 2013, « *Les théories de la migration* », Paris, Ined, Les Manuels/Textes fondamentaux, 536 p.
- PICHE V., 2004, « Immigration et intégration dans les pays développés : un cadre conceptuel », in Caselli G., Vallin J., Wunsch G. (eds.), p. 159-178.
- PICHÉ V., 2004, « Immigration et intégration dans les pays développés : un cadre conceptuel », in CASELLI G., VALLIN J., WUNSCH G. (eds), *Démographie : analyse et synthèse. vol. VI : Population et société*, Paris, Éditions de l'Ined, Coll. « Les manuels », p. 159-178.
- PICHERIT D., 2007, « Intermédiaires de Main-d'œuvre et Transformations des relations de travail en Inde du Sud », *3<sup>ème</sup> Congrès du Réseau-Asie*, Paris, 26-28 Septembre 2007.
- PICHERIT D., 2012, « Migrant Labourers' Struggles Between Village and Urban Migration Sites: Labour Standards, Rural Development and Politics in South India » *Global Labour Journal*, Vol. 3, n°1, pp. 143-162.
- PIERRET J., 2004, « Place et usage de l'entretien en profondeur en sociologie », in KAMINSKI D. et KOKOREFF M. (eds.), *Sociologie pénale : système et expérience*, ERES, pp.199-213.
- PIETRZACK M. B., WILK J. et MATUSIK S., 2013, « Gravity model as the tool for internal migration analysis in Poland in 2004-2010 », *Institute of Economic Research*, Working Paper n° 28, pp. 1-18.
- PIGUET E., 2013, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 29, n°3, pp. 141-161.
- PIORE M., 1979, « *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies* », Cambridge, Cambridge University Press, 240 p.
- PORTES A., BOROCZ J., 1989, « Contemporary immigration : theoretical perspectives on its determinants and modes of incorporation », *International Migrations Review*, Vol. 23, n°3, pp. 606-630.
- POUCHEPADASS J., 2009, « After Slavery: Unfree Rural Labour in Post-1843 Eastern India », in BREMAN J., GUERIN I. et PRAKASH A. (eds.), *India's Unfree Workforce: Old and New Practices of Labour Bondage*, New Delhi, Oxford University Press, pp. 21-43.
- POULAIN M., 1981, « Contribution à l'analyse spatiale d'une matrice de migration interne », *Recherches démographiques*, Cahier n°3, Département de démographie, Université catholique de Louvain, 225 p.

- POUSSE M., 2011, « De la caste à la classe, en Inde ? », *Les amis de l'Université*. <http://amis-univ-reunion.fr/de-la-caste-a-la-classe-en-inde>.
- PRAKASH G., 1990, *Bonded Histories: Genealogies of Labor Servitude in India*, New York, Cambridge University Press, 268 p.
- PRASANNA N., NATARAJAMURTHY P. et KURINJIMALAR R., 2014, « Socio-economic impact of MGNREGA in Tamil Nadu, India », *International Journal of Economic Policy in Emerging Economies*, Vol. 7, n°4, pp. 399-409.
- PREBISCH R., 1949, « *Introduction: The economic development of Latin America and its principal problems* », Santiago, Chile, ECLAC.
- PUMAIN D. et SAINT-JULIEN T., 2001, *Les interactions spatiales*, Armand Colin, Cursus.
- PUMAIN D., 2009, « Essai sur la distance et l'espace géographique », *ATALA*, n°12, pp. 33-49.
- PURFIELD C., 2006, « Mind the Gap. Is Economic Growth in India Leaving Some States Behind? », *IMF Working Paper*, n°103, pp. 1-28.
- RACINE J.-L., RACINE J. et VIRAMMA, 2005, *Une vie de paria. Le rire des asservis en Inde du Sud*, Paris, Plon/UNESCO, (1<sup>ère</sup> éd. : 1995).
- RACINE J.-L. (ed.), 1994, « *Les attaches de l'homme : enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud* », Paris, Maison des Sciences de l'homme, 400 p.
- RACINE J.-L., 2009, « Caste and Beyond in Tamil Politics », in JAFFRELOT C. et KUMAR S., *Rise of the Plebeians?: The Changing Face of the Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, pp.439-189.
- RACINE J.-L., 2015, « Géopolitique de l'agriculture indienne », *Hérodote*, Vol. 1, n°156, pp. 29-49.
- RAJ D., 1957, *L'esclavage dans l'Inde Ancienne d'après les textes Palis et Sanskrits*, Publications de l'Institut Français de Pondichéry, n°7, 164 p.
- RAMASWAMY K. V., 2007, « Regional Dimension of Growth and Employment », *Economic and Political Weekly*, Vol. 42, n°49, pp. 47-56.
- RANI U. et SHYLENDRA H. S., 2002, Occupational Diversification and Rural-Urban Migration in India: A Review of Evidence and Some Issues for Research, *Journal of Social and Economic Development*, Vol. 4, n°1, pp. 27-41.
- RANIS G. et FEI J. C. H., 1961, « A Theory of Economic Development », *American Economic Review*, Vol. 51, n°4, pp.533-565.
- RAO J. M., 1999, « Agrarian Power and Unfree Labour », *Journal of Peasant Studies*, Vol. 26, n°2-3, pp. 242-262.
- RAVALLION M., 2001, « Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages », *World Development*, Vol. 29, n°11, pp. 1803-1815.



- RAVENSTEIN E. G., 1885, « The laws of migration », *Journal of the Royal Statistical Society*, Vol. 48, pp. 167-227.
- RAVENSTEIN E. G., 1889, « The laws of migration (revised) », *Journal of the Royal Statistical Society*, Vol. 52, pp. 241-301.
- RAVI S., KAPOOR M. et ALHUWALIA R., 2012, « The Impact of NREGS on Urbanization in India », Dartmouth Working Paper, n°299, pp. 1-26. [https://www.dartmouth.edu/~neudc2012/docs/paper\\_299.pdf](https://www.dartmouth.edu/~neudc2012/docs/paper_299.pdf).
- REDDING S. et VENABLES A. J., 2004, « Economic geography and international inequality », *Journal of International Economics*, Vol. 62, pp. 53-82.
- REILLY W. J., 1931, *The law of retail gravitation*, New York, Knickerbocker Press, 75 p.
- RIZZA R., 2008, « Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique : quelles relations ? », *Revue Interventions Economiques*, Vol. 38, pp.1-17. <http://interventionseconomiques.revues.org/292>
- ROBB C. M., 1999, *Can the poor influence policy? : Participatory poverty Assessments in the Developing World*, Washington, World Bank, 148 p.
- ROESCH M. et HELIES O., 2007, « La microfinance, outil de gestion du risque ou de mise en danger par sur-endettement ? Le cas de l'Inde du Sud », *Autrepart*, Vol. 4, n°44, pp. 119-140.
- ROESCH M., 2006, « Des dettes jusqu'à ne plus en vivre », *Bulletin d'Information du Mardi*, Gret-Cirad, pp. 1-6.
- ROGALY B, BISWAS J, COPPARD D, RAFIQUE A, RANA K et SENGUPTA A, 2001, « Seasonal Migration, Social Change and Migrant's Rights. Lessons from West Bengal », *Economic and Political Weekly*, Vol. 36, n°49, p. 4547-4559.
- ROSE A. K. et VAN WINCOOP E., 2001, « National Money as a Barrier to International Trade: The Real Case for Currency Union », *The American economic review*, Vol. 91, n°2, pp. 386-90.
- ROSSMAN G. B. et WILSON B. L., 1985, « Numbers and words: Combining qualitative and quantitative methods in a single large scale evaluation », *Evaluation Review*, Vol. 9, n°5, pp. 627-643.
- ROSTOW W. W., 1960, *The Stages of Economic Growth*, Cambridge University Press.
- RUDVIN M., 2000, Community interpreting in the area of mental health: psycho-social implications of interpreting strategies, *Conference paper for the Issues in Interpreting Research Conference*, Manchester.
- RUET J., 2006, « Réformes et nouvelle économie politique en Inde », *Critique internationale*, Vol. 3, n°32, pp. 189-207.
- SAGLIO-YATZIMRSKY M.-C. et LANDY F. (eds.), 2014, *Megacity Slums. Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*, Singapore, Imperial College Press, 465 p.

- SAHAI I. et MAITI S., 2003, « Continuity and change: Social institutions of the Tolcha Bhotia », *The Eastern Anthropologist*, Vol. 56, n°2-4, pp. 405-414.
- SAINATH P., 2003, « The Bus to Mumbai », *The Hindu*, 2003 June 1<sup>st</sup>, <http://www.hindu.com/mag/2003/06/01/stories/2003060100520100.htm>.
- SAKAR J. et SARKAR S., 2001, « Libéralisation, mode de financement et performances des entreprises en Inde » *Tiers-Monde*, Vol. 42, n°165, pp. 61-82.
- SANDERS L., 1989, « *L'analyse statistique des données en géographie* », Montpellier : GIP RECLUS, Coll. Alidade, 268 p.
- SANJEK R., 1990, *The Ethnographie Présent*, Man, XXVI, 610 p.
- SANTOS SILVA J.M.C et TENREYRO S., 2006. « The log of gravity », *The Review of Economics and Statistics*, n°88, pp. 641–658.
- SANTOS-SILVA J.M.C et TENREYRO S., 2011, « Further simulation evidence on the performance of the Poisson pseudo-maximum likelihood estimator », *Economics Letters*, n°112, pp. 220–222.
- SARKAR T., 1985, « Bondage in Colonial Context », in PATNAIK U. et DINGWANEY M. (eds.), *Chains of Servitude: Bondage and Slavery In India*, New Delhi, Sangam Publishing, pp. 97-126.
- SCHAFFAR A., 2012, « La loi de ZIPF sous le prisme de l'auto-corrélation spatiale. Le cas de la Chine et de l'Inde », *Région et Développement*, n°36, pp. 189-204.
- SCHULTZ T. W., 1945, « *Agriculture in an unstable economy* », New York, McGraw-Hill Book Company, 324 p.
- SCHULTZ T.P., 2004, « School subsidies for the poor: evaluating the Mexican PROGRESA Poverty Program », *Journal of Development Economics*, Vol. 74, n°1, pp. 199-250.
- SEN GUPTA J.-D., 2011, « *Appariement sur le marché du travail et filière migratoire en Inde : Le cas des ouvriers du bâtiment* », Thèse de doctorat : Economie, Université Lille 1, 286 p.
- SEN GUPTA J.-D., 2011, « Les migrations de travail en Inde », *Recherches Internationales*, n°90, pp. 99-112.
- SEN S., 1993, « Les dimensions interne et externe de la crise des paiements en Inde », *Tiers-Monde*, Vol. 34, n°135, pp. 545-594.
- SERVET J.-M., 2007, « Entre protection et surexploitation : l'ambiguïté de la rémunération par avance en Inde », *Autrepart*, 2007/3, n° 43, pp. 103-119.
- SEVESTRE P., 1990, « Qualification de la main-d'œuvre et productivité du travail », *Economie et statistique*, n°237-238, pp. 109-120.
- SHABAN A. et SHARMA R.N., 2005, « Social impact assessment of Maha Mumbai Special Economic Zone », Mumbai, *Tata Institute of Social Sciences*. [www.tiss.edu/SIA\\_MMSEZ.pdf](http://www.tiss.edu/SIA_MMSEZ.pdf).



- SHAFFER P., 2013, « Ten Years of “Q-Squared”: Implications for Understanding and Explaining Poverty », *World Development*, Vol. 45, pp. 269-285.
- SHAH G., MANDER H., THORAT S., DESHPANDE S. et BAVISKAR A., 2006, *Untouchability in Rural India*, New Delhi, Sage Publications.
- SHANTI K., 2006, « Female Labour Migration in India: Insights from NSSO Data », *Madras School of Economics Working Paper*, n°4, pp. 1-53.
- SHINODA T., 2002, *The Other Gujarat: Social Transformations among Weaker Sections*, Mumbai, Popular Prakashan.
- SIDDHU G., 2011, « Who makes it to secondary school? Determinants of transition to secondary schools in rural India », *International Journal of Educational Development*, Vol. 31, pp. 394-401.
- SINGH G., 2006, « Estimation of a Mechanisation Index and Its Impact on Production and Economic Factors. A Case Study in India », *Biosystems Engineering*, Vol. 93, n°1, pp. 99-106.
- SINGH V. K., KUMAR A., SIGN R. D. et YADASA K. N. S., 2011, « Changing pattern of internal migration in India : Some evidences from Census data », *International Journal of Current Research*, Vol. 3 (4), pp. 289-295.
- SJAASTAD L. A., 1962, « The costs and returns of human migration », *Journal of Political Economy*, Vol. 70, n°5, pp. 80-93.
- SKELDON R., 1986, « On Migration Patterns in India during the 1970s », *Population and Development Review*, Vol. 12, n°4, pp. 759-779.
- SKELDON R., 1990, *Population Mobility in Developing Countries: A Reinterpretation*, Londres & New York, Belhaven Press.
- SKELDON, R., 1997, « *Migration and development: a global perspective* », Longman, Essex, 253 p.
- SMITH A., 1796, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations : Livre I*, Chap. 8, Edition électronique réalisée par TREMBLAY J.-M. [http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith\\_adam/richeesse\\_des\\_nations/livre\\_1/richeesse\\_des\\_nations\\_1.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf).
- SRIDHAR K. S., REDDY A. V. et SRINATH P., 2013, « Is it Push or Pull? Recent Evidence from Migration into Bangalore, India », *Journal of International Migration and Integration*, Vol. 14, n°2, pp. 287-306.
- SRINIVASAN T. N., 1989, « On Choice Among Creditors and Bonded Labour Contracts », in BARDHAN P. K. (ed.), *The Economic Theory of Agrarian Institutions*, Oxford, Clarendon Press, pp. 203-220.
- SRIVASTAVA P., 2014, « Sous-financement de l'éducation et émergence du secteur privé : le cas de l'Inde », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, Colloque : L'éducation en Asie en 2014 : Quels enjeux mondiaux ?, pp. 2-11. <http://ries.revues.org/3908>.

- SRIVASTAVA R. et SASIKUMAR S. K., 2003, « An overview of migration in India, its impacts and key issues », Conference : *Regional Migration Development Pro-Poor Policy Choices in Asia*, Dhaka (Bangladesh), 22-24 Juin 2003, pp. 1-63.
- SRIVASTAVA R. S., 2005, « Bonded Labour in India: Its Incidence and Pattern », *Working Paper Geneva: ILO*, WP 43, pp. 1-46.
- SRIVASTAVA R. S., 2009, « Conceptualising Continuity and Change in Emerging Forms of Labour Bondage », in BREMAN J., GUERIN I. et PRAKASH A. (eds.), *India's Unfree Workforce: Old and New Practices of Labour Bondage*, New Delhi, Oxford University Press, pp. 129-146.
- STARK O. et BLOOM D. E., 1985, « The new economics of labor migration », *The American Economic Review*, Vol. 75, n°2, pp. 173-178.
- STARK O. et LEVHARI D., 1982, « On migration and risk in LDCs », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 31, pp. 191-196.
- STARK O., 1978; « Economic-Demographic Interactions in Agricultural Development: The Case of Rural-to-Urban Migration », Rome, United Nations Food and Agricultural Organization
- STARK O., 1989, « Relative Deprivation and International Migration », *Demography*, Vol. 26, n°1, pp. 1-14.
- STARK O., 1991, *The Migration of Labor*, Oxford, Basil Blackwell Publishing Ltd, 406 p.
- STOUFFER S., 1940, « Intervening opportunities: a theory relating mobility and distance », *American Sociological Review*, Vol. 5, n°6, pp. 845-867.
- STYLES J., 1979, « Outsider/insider: researching gay baths », *Urban Life*, Vol. 8, n°2, pp. 135-152.
- TAWA LAMA-REWAL S., 2004, « Les femmes en Inde », *Travail, genre et sociétés*, Vol. 2, n°12, pp. 263-268.
- TAWA LAMA-REWAL S., 2007, « Les femmes et le pouvoir exécutif en Inde », *Histoire@Politique*, Vol. 1, n°1, pp. 1-20.
- TAYLOR J. E., 1986, « Differential Migration, Networks, Information and Risk », in STARK O. (ed.), *Migration Theory, Human Capital and Development*, JAI Press, Greenwich, pp. 147-171.
- TAYLOR L., 1983, « *Structuralist Macroeconomics: Applicable models for the third World* », Basic Books, 234 p.
- TEDDLIE C. et FU Y., 2007, « Mixed Methods Sampling: A Typology With Examples », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, n°1, pp. 77-100.
- TEWARI M., 2005, « Foreign direct investment and the transformation of Tamil Nadu's automotive supply base », in FAURE Y.-A., KENNEDY L. et LABAZEE P. (eds.), *Local Production Systems and Global Markets in Emerging Economies: Brazil, India, Mexico*, Paris, IRD/Karthala.

- THISSE J.-F. et ZENOU Y., 1997, « Segmentation et marchés locaux du travail, Économie & prévision », n°131, pp. 65-76.
- TINBERGEN, J., 1962, *Shaping the World Economy: Suggestions for an International Economic Policy*, New York, Twentieth Century Fund, 330 p.
- TODARO M. P., 1969, « A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries », *American Economic Review*, Vol. 9 (1), pp. 138-148.
- TOPALOVA P., 2010, « Factor Immobility and Regional Impacts of Trade Liberalization: Evidence on Poverty from India », *IMF Working Paper n°218*, pp. 1-47.
- TRIPATHI S., 2014, « Determinants of large city slum incidence in India: A cross-sectional study », *MPRA Paper*, n° 57239, pp. 1-28. <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/57239/>.
- TROUILLET P.-Y., 2010, « Les enjeux du sacrifice. Conflits divins et conflit de caste en village tamoul », in BAIXAS L., DEJOUHANET L. et TROUILLET P.-Y., *Conflit et rapports sociaux en Asie du Sud*, L'Harmattan, pp. 231-250.
- TROUILLET P.-Y., 2010, *Une géographie sociale et culturelle de l'hindouisme tamoul - Le culte de Murugan en Inde du Sud et dans la diaspora*, Thèse de doctorat : Géographie, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 479 p.
- TUKEY J. W., 1977, *Exploratory data Analysis*, Addison-Wesley, Behavioral Science, 688 p.
- TURNER R. (ed.), 1962, *India's Urban Future*, Berkeley, University of California Press, 469 p.
- VARREL A., 2009, « “Back to Bangalore” : étude géographique de la migration de retour des indiens très qualifiés à Bangalore (Inde) », Thèse de doctorat : Géographie, Université de Poitiers, 501 p.
- VIJAYABASKAR M., 2010, « Saving Agricultural Labour from Agriculture: SEZs and Politics of Silence in Tamil Nadu », *Economic and Political Weekly*, Vol. 45, n° 6, pp. 36-43.
- VIJAYABASKAR M., SWAMINATHAN P., ANANDHI S. et BALAGOPAL G., 2004, « Human Development in Tamil Nadu », *Economic and Political Weekly*, Vol. 39, n°8, pp. 797-802.
- VOBECKA J., 2010, « Spatial Dynamics of the Population in the Czech Republic 1989-2007 », Thèse de doctorat : Démographie, Université de Poitiers, 227 p.
- WAHBA J. et ZENOU Y., 2005, « Density, social networks and job search methods: Theory and application to Egypt », *Journal of Development Economics*, Vol. 78, pp. 443-473.
- WALLERSTEIN I., 1974, *The modern world system. Capitalist agriculture and the origins of the european world economy in the sixteenth century*, New York, Academic Press.
- WALLERSTEIN I., 1976, « A World-System Perspective on the Social Sciences », *The British Journal of Sociology*, Vol. 27, n°3, pp. 343-352.
- WARD M., 2007, « Rural Education », *India Infrastructure Report*, Chap.12, pp. 286-317.

WASHBROOK D. A., 1998, « Progress and Problems: South Asian Economic and Social History » in O'BRIEN P. K. (ed.), *Industrialisation: Critical perspectives on the World Economy*, Chapitre 48, pp. 239-274.

WILLIAMSON J. G., 1988, « Migration and urbanization », in, CHENERY H., SRINICASSAN T. N. (eds), *Handbook of Development Economics (Vol. 1)*, North-Holland: Amsterdam, pp. 424-465.

WILLIAMSON R., 2015, « Towards a Multi-scalar Methodology: The Challenge of Studying Social Transformation and International Migration », in CASTLES S., OZKUL D., ARIAS CUBAS M. (eds.), *Social Transformation and Migration: National and Local Experiences in South Korea, Turkey, Mexico and Australia*, Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan, pp. 17-32.

WINTER G., 1984, « Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires », *Cahiers de l'O.R.S.T.O.M* (Organisme de Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer), Série Sciences Humaines, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, Vol. 20, n°1, pp. 17-24.

WISER W., 1936, *The Hindu Jajmani System: A Socioeconomic System Interrelating Members of a Hindu Village Community in Services*, Lucknow, Lucknow Publishing House, 191 p.

ZACHARIAH K. C. et RAJAN S. I., 2012, « Inflexion in Kerala's Gulf Connection », *Centre For Development Studies*, Working Paper, n°450, pp. 1-112.

ZAJDELA H., 1990, « Le dualisme du marché du travail : enjeux et fondements théoriques », *Économie & prévision*, n°92-93, pp.31-42.

ZELINSKY W., 1971, « The hypothesis of the mobility transition », *Geographical Review*, Vol. 61, n°2, pp. 219-249.

ZENOY Y., 1997, « Les marchés locaux du travail. Théories et applications aux pays en développement. Une introduction », *Revue Région et Développement*, Vol. 6, pp. 1-8

ZLOTNICK H., 2003, « Théories sur les migrations internationales », in CASELLI G., VALLIN J., WUNSCH G. (eds.), p. 55-78.



## Annexes

### Annexes Chapitre 2 :

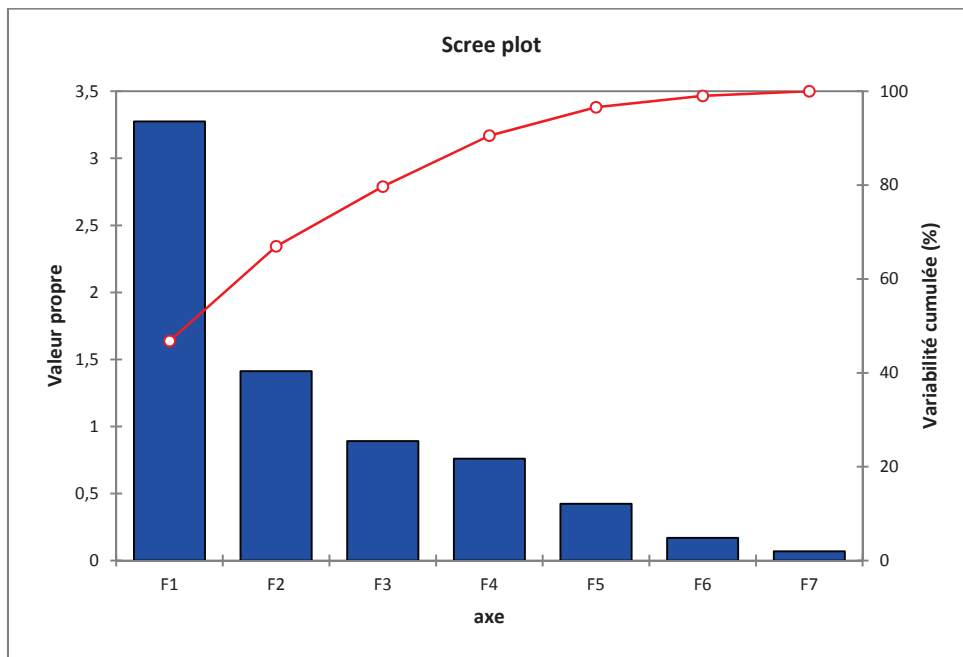
#### Annexe 2.1. Matrice des corrélations

Variables	EmpPrim	rEmpSec/Ter	Pte_Prim	Pte_Sec	Pte_Ter	EmpInf	rRegJob/CasualLab
EmpPrim	<b>1</b>	0,1922	<b>-0,6295</b>	-0,0797	-0,4046	<b>0,8504</b>	-0,4007
rSEC/TER	0,1922	<b>1</b>	-0,0532	-0,4583	-0,23	0,4837	-0,2038
Pte_Prim	<b>-0,6295</b>	-0,0532	<b>1</b>	0,1729	0,297	-0,4453	0,5048
Pte_Sec	-0,0797	-0,4583	0,1729	<b>1</b>	<b>0,6723</b>	-0,2462	0,2734
Pte_Ter	-0,4046	-0,23	0,297	<b>0,6723</b>	<b>1</b>	-0,44	0,1968
EmpInf	<b>0,8504</b>	0,4837	-0,4453	-0,2462	-0,44	<b>1</b>	-0,4823
rRegJob/CasualLab	-0,4007	-0,2038	0,5048	0,2734	0,1968	-0,4823	<b>1</b>

Source : Auteur.

Note : Les valeurs en gras signalent les corrélations significatives entre variables.

### Annexe 2.2. Histogrammes des valeurs propres (*scree-plot*)



Source : Auteur.

### Annexe 2.3. Cosinus carré des observations sur les axes factoriels F1 et F2

	F1	F2
Andhra Pradesh	<b>0,5007</b>	0,0137
Bihar	<b>0,7619</b>	0,0069
Gujarat	0,1419	<b>0,6765</b>
Haryana	<b>0,6153</b>	0,0101
Jammu & Kashmir	0,0933	0,1255
Karnataka	0,0175	<b>0,6280</b>
Kerala	<b>0,5766</b>	0,1156
Madhya Pradesh	<b>0,8020</b>	0,0916
Maharashtra	0,2982	<b>0,6677</b>
Orissa	<b>0,9193</b>	0,0001
Punjab	<b>0,3863</b>	0,1555
Rajasthan	<b>0,4580</b>	0,1920
Tamil Nadu	0,0814	0,0088
Uttar Pradesh	<b>0,8495</b>	0,1285
West Bengal	0,0002	<b>0,4911</b>

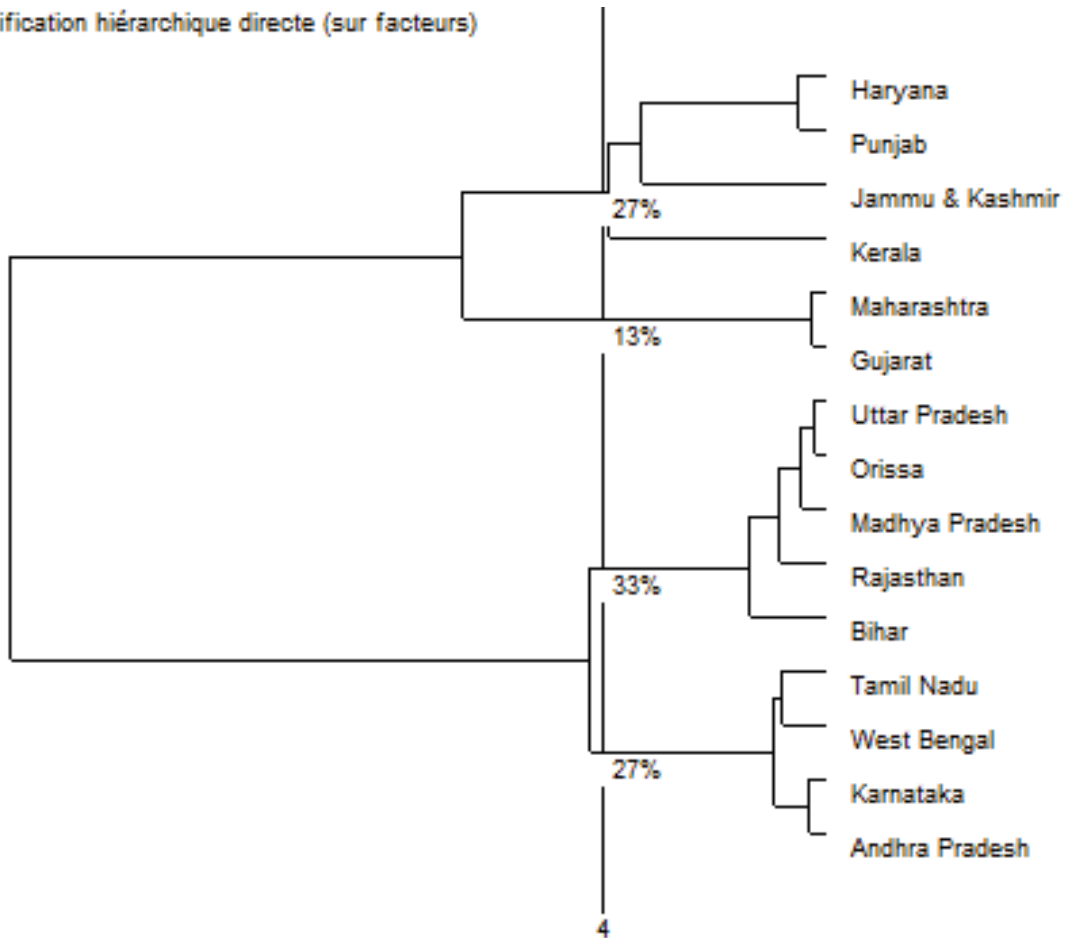
Source : Auteur.

Note : Les valeurs en gras correspondent pour chaque observation au facteur pour lequel le cosinus carré est le plus grand.



## Annexe 2.4. Dendrogramme de la CAH sur facteurs pour la typologie des marchés de l'emploi

Classification hiérarchique directe (sur facteurs)



Source : Auteur.

## Annexe 2.5. Gains de variance intra-classe selon le nombre de clusters

Partitions	3 classes	4 classes	5 classes
Var. Intra-groupe	2,8	2,095	1,448
Var. Inter-groupe	3,538	4,243	4,89
Var. Totale	6,338	6,338	6,338
Var. Intra/Var.Totale	44,20%	33,10%	22,80%

Source : Auteur.

**Annexe 2.6. Tableau des distances au centre de classe**

États	Rang	Distance au centre de classe
<b>Classe 1 (<i>n</i> = 27%)</b>		
Andhra Pradesh	1	0,568
Karnataka	2	1,294
West Bengal	3	1,471
Tamil Nadu	4	1,548
<b>Classe 2 (<i>n</i> = 33%)</b>		
Orissa	1	0,204
Uttar Pradesh	2	0,374
Madhya Pradesh	3	1,002
Rajasthan	4	2,506
Bihar	5	2,733
<b>Classe 3 (<i>n</i> = 13%)</b>		
Maharashtra	1	0,294
Gujarat	2	0,294
<b>Classe 4 (<i>n</i> = 27%)</b>		
Punjab	1	1,015
Haryana	2	4,268
Jammu & Kashmir	3	6,574
Kerala	4	7,284

Source : Auteur.

Note : les valeurs en italique montrent la particularité du Jammu & Kashmir et du Kérala dont la distance au centre de classe (supérieure à la moyenne des distances dans le groupe) témoigne de l'hétérogénéité des profils de marché de l'emploi dans ce groupe et de la spécificité de ces deux États par rapport au Punjab et à l'Haryana.

## Annexe 2.7. Caractérisation des groupes : Variables d'emploi (moyennes et tests de comparaison de moyennes)

Structure de l'emploi	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	1 vs2	1 vs3	1 vs4	2 vs3	2 vs4	3 vs4
<b>Caractéristique générale de l'emploi</b>										
Emp Rural non-agri 1993 (%)	26,42	17,02	19,35	30,3	**				**	*
Emp Rural non-agri 2010 (%)	33,9	30,58	21,15	45,75		*	*	*	**	**
Tx Croiss. Emp non-agri 1993-2010 (%)	30,65	80,22	10,13	52,01	***	*	**	***	**	***
Revenu annuel moyen (INR)	71068	70411	89861	65577		*				*
Emploi urbain (%)	32,8	17,8	39,4	29,9	**			***	***	*
Workers 15-59yo(e+7) (taille maché emploi)	3,08	3,03	3,44	9032151				***	**	**
LFPR 2010	63,2	57,8	63,4	57,9			**			***
<b>Emploi informel (%)</b>										
Emp. Informel 2000	90,9	94,2	89,3	89,2	***			***	*	
Emp. Informel 2005	91,7	95,3	90,6	87,7	***		*	***	***	
Tx Croiss. Emp informel 2000-2005	2,2	3,5	3,2	3,3						
<b>Emploi féminin</b>										
LFPR_Rural F	48,4	35,4	51,8	38,1						***
LFPR_Urbain F	25,2	15,5	22,4	23,7	***			*	**	
LFPR-Rural et Urbain-F	40,2	31	39,5	33,9						*
Emploi Journalier_Rural F	6,2	2,6	2,1	10,7	**	*			*	
Emploi Régulier_Rural F	52,2	36,9	43	16	*			***	*	*
Emploi Journalier_Urbain F	35,8	27,8	45,3	46,9	**	*		***	**	***
Emploi Régulier_Urbain F	22,9	21,4	19,4	11,7			*			
<b>Salaire journalier moyen par type d'activité (INR)</b>										
Emploi régulier_Rural_Homme	207,5	239,5	240,4	295,25				***	**	
Emploi régulier_Rural_Femme	116,3	164,5	171,3	221,97		**	**			
Emploi régulier_Urbain_Homme	367	351,4	372,94	372,4						
Emploi régulier_Urbain_Femme	273,9	314	306,53	336,7				***		
Emploi journalier_Rural_Homme	108,1	93,2	86,7	165,9				**	***	**
Emploi journalier_Rural_Femme	69,3	69,3	64,6	129,2				**	**	*
Emploi journalier_Urbain_Homme	133,1	107,7	120,3	171,6	*		*		**	*
Emploi journalier_Urbain_Femme	78,8	76,1	62	103,5		*	*		**	*

Source : Auteur.

## Annexe 2.8. Caractérisation des groupes : Décomposition sectorielle (moyennes et tests de comparaison de moyennes)

Décomposition sectorielle	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	1vs2	1vs3	1vs4	2vs3	2vs4	3vs4
<b>Décomposition Emploi/secteurs (%)</b>										
<b>Emploi Primaire</b>	49,8	60,1	52,9	42,1	**			*	***	*
<b>Emploi Secondaire</b>	23,2	20,5	18,3	26,1					**	**
Ress. Nat.	4,2	4,9	3,3	4,0						
Manuf.	62,0	37,7	68,1	49,2	***		**	***	**	***
Construction	33,8	57,4	28,6	46,8	***		**	***	**	***
<b>Emploi Tertiaire</b>	27,0	19,4	28,8	31,9	***			***	***	
Transp. & Com.	18,9	16,8	18,4	16,0			**			
Commerce	42,9	46,4	38,9	38,8	**	**	**	***	***	
Banque/Assurance	3,2	2,3	4,5	3,6	***	*		***	**	
Immob.	6,1	2,3	6,5	4,6	**			***	**	
Emp Public	5,9	8,2	7,6	12,8		*	**			
Autres Services	23,1	24,1	24,2	24,1						
<b>Décomposition PIN/secteurs (%)</b>										
<b>Primaire</b>	16,5	23,0	11,6	18,9	**			***		
<b>Secondaire</b>	23,3	24,6	32,7	25,5		*		**		*
Ress. Nat.	8,9	16,3	8,7	6,6					*	
Manuf.	55,4	36,4	68,2	48,0	**	**		**		
Manuf Reg	65,6	54,1	73,2	53,9				*		*
Manuf Unreg	34,4	45,9	26,8	46,1				*		*
Construction	35,7	47,3	23,1	45,4	*	***		**		*
<b>Tertiaire</b>	60,2	52,4	55,7	55,6	***					
Transp. & Com.	16,5	16,2	16,1	14,9						
Commerce	28,4	31,4	34,5	29,0						
Banque/Assurance	14,8	12,4	20,4	13,4	**	*		**		*
Immob.	18,1	12,2	14,4	11,6	*		*			
Ad. Publiques	5,9	8,6	5,5	12,2	***			**		
Autres Services	16,3	19,2	9,1	18,8	*	**		***		**
<b>% NSDP/NSDP Inde</b>	8,3	5,0	13,5	3,3	**	*	***	**		***
<b>Décomposition Productivité/secteurs (INR)</b>										
<b>Primaire</b>	29 959	21 047	24 883	52 728	**		**		***	*
<b>Secondaire</b>	93 855	69 476	232 063	114 460		***		***	**	***
Ress. Nat.	168 666	296 317	692 346	209 058	*	**		*		*
Manuf.	87 614	79 454	233 908	115 221		***		***		**
Construction	98 223	53 473	184 955	104 675	***	***		***	***	***
<b>Tertiaire</b>	200 651	148 205	245 868	200 909	**			***	*	
Transp. & Com.	167 344	139 050	207 213	191 754			*	*		
Commerce	129 673	99 758	210 551	165 475	*	**		***		
Banque/Assurance	946 852	758 127	1 069 408	724 931				*		
Immob.	684 290	952 174	569 153	566 584						
Ad. Publiques	217 710	194 263	201 069	153 333		*	***			*
Autres Services	245 350	123 126	94 194	142 894						**
<b>Pté moyenne/travailleur</b>	90 481	55 040	127 091	116 396	***	**		***	***	

Source : Auteur.

Note : Les résultats du test de Student (*t-test*) sont donnés aux seuils de significativité : \*\*\* : 1% ; \*\* : 5% et \* : 10%.

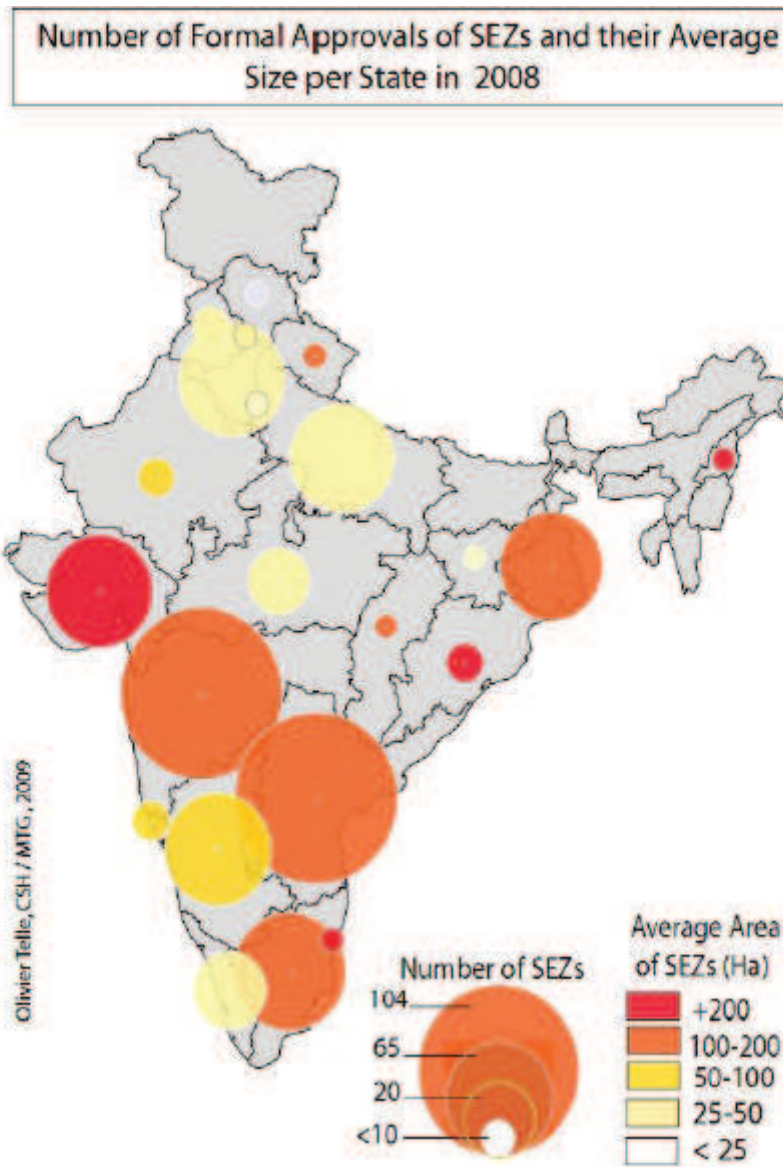
### Annexe 2.9. Caractérisation des groupes : Variables socio-démographiques (moyennes et tests de comparaison de moyennes)

Var. Générales	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	1vs2	1vs3	1vs4	2vs3	2vs4	3vs4
<b>IDH</b>	0,51	0,38	0,55	0,62	***			***	***	
<b>Ligne de pauvreté (URP) (%)</b>										
Pop. sous seuil de pauvreté_Rural	20,8	35,6	24,3	10,1	*		**		***	**
Pop. sous seuil de pauvreté_Urbain	24,4	36,9	22,6	12,6	**		*	*	***	
<b>Education (2011) (%)</b>										
Analphabète	37,4	47,4	29,5	27	**			***	***	
Second. & plus	20,9	16,7	26,7	31	**	*	**	***	***	
rEduc. Sec. & +/No Educ.	0,61	0,36	0,91	2,01	**			***	*	
Tx d'alphabétisation	75,2	68,9	81,1	79	*			***	*	
Tx d'alphabétisation masculin	81,9	79,2	88,5	85,3				**		
Tx d'alphabétisation féminin	68,2	57,9	73,1	72	**			**	*	
Ecart alphabétisation homme/femme	13,7	21,2	15,4	13,3	***			*	*	
<b>Transition démographique</b>										
Tx de natalité (‰)	17,1	25,7	19	17,7	***			**	***	
Tx de mortalité (‰)	7	7,6	6,5	6,45				*	**	
Tx mortalité infantile (‰)	33	53,8	33	31,7	***			**	***	
Tx fécondité	1,8	2,9	2,05	1,9	***	*		**	***	
<b>Var. Géographiques</b>										
Etat côtier (Dum.)	1	0,2	1	0,25	***		**	**		*
Taille (km <sup>2</sup> )	171 412	228 257	251 978	88 915					**	*
Densité (hab/km <sup>2</sup> )	552,3	399,9	336,6	527						
Sexratio (‰)	978	943	924	936	**	**				
Pop. Urbaine (%)	38,1	20,5	43,9	36,9	***			***	***	
Pop. (millions)	77,3	97,4	86,4	24,8				***	**	**
Tx de Croiss. Pop 2001-2011	14	19,9	17,6	15,6	**	*				
Tx de Croiss. nbre villes 2001-2011	4,9	3,4	3,6	6,2						
<b>Var. Economiques</b>										
NSDP/tête	37697	19026	51707	42578	***	**		***	***	
IDE (vol.)	1052	83	5211	44	***	*	***	**		**
IDE (% vol. total)	3,85	0,3	14,19	0,16	***	*	***	**		**
Infrastructure Index	121,6	82,1	120,1	147,7	***			***	**	

Source : Auteur.

Note : Les résultats du test de Student (*t-test*) sont donnés aux seuils de significativité : \*\*\* : 1% ; \*\* : 5% et \* : 10%.

**Annexe 2.10. Nombre et taille des Zones Economiques Spéciales par État en 2008**



Source : Chandrachud et Gajalakshmi [2013 : 24].

## Annexe 2.11. Médianes des variables de classification par groupe

Var. de Classification	Groupes			
	Classe 1 <i>n</i> = 4	Classe 2 <i>n</i> = 5	Classe 3 <i>n</i> = 2	Classe 4 <i>n</i> = 4
<b>Structure de la force de travail</b>				
<i>EmpPrim</i>	49,70	60,80	52,90	44,30
<i>rEmpSec/Ter</i>	0,85	1,06	0,64	0,82
<b>Structure productive</b>				
<i>Pte_Prim</i>	29 781	22 094	24 884	52 826
<i>Pte_Sec</i>	98 584	70 965	232 064	112 448
<i>Pte_Ter</i>	190 850	155 675	245 869	197 032
<b>Qualité de l'emploi</b>				
<i>EmpInf</i>	91,55	95,17	90,60	89,35
<i>rRegJob/CasualLab</i>	0,40	0,27	0,67	1,09

Source : Auteur.

Note : Les résultats du test de Student (*t-test*) sont donnés aux seuils de significativité : \*\*\* : 1% ; \*\* : 5% et \* : 10%.

Note : (1) Les valeurs des variables *EmpPrim* et *EmpInf* sont données en pourcentage ; *PtePrim*, *PteSec* et *PteTer*, en roupie indienne ; et les variables *rEmpSec/Ter* et *rRegJob/CasualLab* sont des ratios sans unités de grandeurs.



## Annexes Chapitres 3 :

## Annexe 3.1. Décomposition par États des migrations intra et inter État

Origine		Destination					
		Migration de travail Intra-Etat			Migration de travail Inter-Etat		
		Total	Rural	Urban	Total	Rural	Urban
AP	Total	<b>85,2</b>	49,3	50,7	<b>14,8</b>	30,1	69,9
AP	Rural	72,5	39,9	32,6	60,7	23,1	37,6
AP	Urban	25,5	8,5	17,0	37,7	6,6	31,1
KNT	Total	<b>76,8</b>	38,1	61,9	<b>23,2</b>	37,2	62,8
KNT	Rural	68,9	31,7	37,2	69,5	30,6	38,9
KNT	Urban	29,7	5,9	23,8	28,9	6,1	22,9
WB	Total	<b>57,8</b>	41,9	58,1	<b>42,2</b>	24,1	75,9
WB	Rural	74,0	35,7	38,2	54,6	16,6	38,1
WB	Urban	24,0	5,2	18,8	43,3	7,0	36,3
TN	Total	<b>73,7</b>	29,8	70,2	<b>26,3</b>	33,4	66,6
TN	Rural	54,6	20,6	34,0	57,3	24,8	32,5
TN	Urban	42,9	8,5	34,4	40,8	7,9	32,9
Grp1	Total	<b>73,4</b>	39,8	60,2	<b>26,6</b>	31,2	68,8
Grp1	Rural	67,5	32,0	35,5	60,5	23,8	36,8
Grp1	Urban	30,5	7,0	23,5	37,7	6,9	30,8
ORI	Total	<b>62,9</b>	43,2	56,8	<b>37,1</b>	29,7	70,3
ORI	Rural	77,4	36,2	41,2	80,6	25,7	54,9
ORI	Urban	20,5	5,9	14,7	17,8	3,5	14,3
UP	Total	<b>28,8</b>	38,2	61,8	<b>71,2</b>	20,0	80,0
UP	Rural	70,6	30,0	40,6	79,4	17,1	62,3
UP	Urban	24,1	4,5	19,6	18,7	2,4	16,3
MP	Total	<b>74,8</b>	51,2	48,8	<b>25,2</b>	41,3	58,7
MP	Rural	75,6	44,7	30,9	73,8	35,8	37,9
MP	Urban	23,0	5,6	17,3	24,6	4,8	19,9
RAJ	Total	<b>64,7</b>	54,8	45,2	<b>35,3</b>	27,4	72,6
RAJ	Rural	76,8	46,1	30,8	73,4	23,3	50,1
RAJ	Urban	20,9	7,2	13,7	24,7	3,5	21,2
BIH	Total	<b>14,4</b>	41,7	58,3	<b>85,6</b>	26,5	73,5
BIH	Rural	74,7	33,2	41,5	84,0	23,7	60,3
BIH	Urban	20,1	4,6	15,5	13,9	2,2	11,7
Grp2	Total	<b>49,1</b>	45,8	54,2	<b>50,9</b>	29,0	71,0
Grp2	Rural	75,0	38,0	37,0	78,2	25,1	53,1
Grp2	Urban	21,7	5,6	16,2	20,0	3,3	16,7
MAH	Total	<b>91,6</b>	46,9	53,1	<b>8,4</b>	34,4	65,6
MAH	Rural	73,3	40,2	33,1	54,9	24,1	30,9
MAH	Urban	25,5	6,2	19,3	43,5	9,9	33,7
GUJ	Total	<b>85,9</b>	36,1	63,9	<b>14,1</b>	24,9	75,1
GUJ	Rural	73,5	29,9	43,6	52,1	14,1	38,0
GUJ	Urban	25,1	5,5	19,6	46,2	10,3	35,9
Grp3	Total	<b>88,8</b>	41,5	58,5	<b>11,2</b>	29,6	70,4
Grp3	Rural	73,4	35,1	38,4	53,5	19,1	34,4
Grp3	Urban	25,3	5,8	19,4	44,9	10,1	34,8
PJB	Total	<b>57,9</b>	35,9	64,1	<b>42,1</b>	36,9	63,1
PJB	Rural	68,8	29,5	39,3	53,1	26,4	26,8
PJB	Urban	29,1	5,4	23,7	44,8	9,5	35,3
HAR	Total	<b>61,9</b>	39,0	61,0	<b>38,1</b>	25,4	74,6
HAR	Rural	75,8	32,6	43,2	61,2	19,1	42,1
HAR	Urban	21,9	5,3	16,6	36,7	5,8	30,9
J&K	Total	<b>62,5</b>	38,5	61,5	<b>37,5</b>	35,0	65,0
J&K	Rural	75,0	32,0	43,0	52,0	24,5	27,5
J&K	Urban	22,1	5,3	16,7	46,0	9,7	36,3
KER	Total	<b>57,7</b>	58,2	41,8	<b>42,3</b>	17,5	82,5
KER	Rural	76,3	47,7	28,6	51,6	11,0	40,6
KER	Urban	20,4	8,5	11,9	46,4	6,2	40,2
Grp4	Total	<b>60,0</b>	42,9	57,1	<b>40,0</b>	28,7	71,3
Grp4	Rural	74,0	35,5	38,5	54,5	20,2	34,2
Grp4	Urban	23,4	6,1	17,2	43,5	7,8	35,7
DEL	Total	<b>18,0</b>	40,8	59,2	<b>82,0</b>	21,8	78,2
DEL	Rural	28,7	13,9	14,8	11,5	3,2	8,2
DEL	Urban	69,3	26,4	42,9	87,2	18,3	68,9
Oth Stt	Total	<b>56,7</b>	55,0	45,0	<b>43,3</b>	42,4	57,6
Oth Stt	Rural	77,4	46,4	31,0	74,9	37,0	37,9
Oth Stt	Urban	20,7	7,4	13,3	23,1	4,6	18,6
Total	Total	<b>62,4</b>	45,0	55,0	<b>37,6</b>	28,2	71,8
Total	Rural	72,3	37,3	34,9	72,0	23,2	48,9
Total	Urban	25,7	6,6	19,1	26,1	4,5	21,6

## Annexe 3.2. Matrice des migrations de travail interétatiques

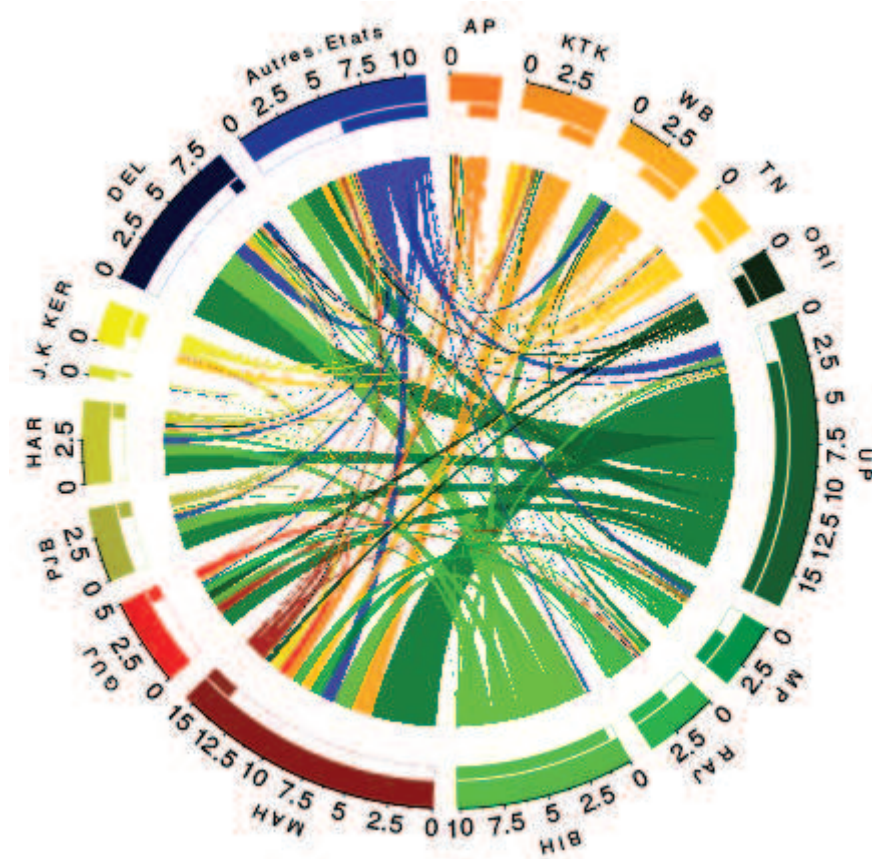
Origine	Destination																	Total
	AP	KNT	WB	TN	ORI	UP	MP	RAJ	BIH	MAH	GUJ	PJB	HAR	J&K	KER	DEL	Autres Etats	
AP		1,2	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	3,4
KNT	0,3		0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	4,2
WB	0,1	0,2		0,0	0,2	0,2	0,1	0,3	0,1	1,5	0,2	0,2	0,4	0,0	0,0	0,7	1,0	5,2
TN	0,3	1,5	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0	1,1	0,1	0,4	4,3
ORI	0,3	0,2	0,3	0,0		0,1	0,1	0,1	0,0	0,7	1,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,6	3,8
UP	0,1	0,2	0,3	0,0	0,1		1,0	0,8	0,1	<b>9,0</b>	2,2	2,4	2,7	0,1	0,0	<b>6,1</b>	2,7	<b>27,7</b>
MP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3		0,5	0,0	1,7	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	0,5	4,1
RAJ	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4		0,0	1,4	0,9	0,2	0,7	0,0	0,0	0,5	0,2	4,8
BIH	0,1	0,2	1,8	0,1	0,1	1,1	0,3	0,5		2,7	1,1	1,9	1,7	0,1	0,0	4,1	2,7	<b>18,5</b>
MAH	0,3	0,4	0,0	0,1	0,0	0,1	0,3	0,1	0,0		1,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,5	3,5
GUJ	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	1,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	1,7
PJB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0		0,4	0,1	0,0	0,2	0,5	1,8
HAR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,3		0,0	0,0	0,7	0,3	1,8
J&K	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0		0,0	0,1	0,2	0,5
KER	0,2	0,7	0,0	0,4	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0		0,3	0,2	3,0
DEL	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0		0,2	1,4
Autres Etats	0,1	0,1	1,0	0,1	0,3	1,8	0,6	0,2	0,4	1,8	0,3	0,8	0,8	0,2	0,0	1,9		10,3
Total	2,1	<b>5,0</b>	3,8	1,3	0,9	4,4	3,2	3,1	0,7	<b>25,9</b>	<b>7,9</b>	<b>6,2</b>	<b>7,2</b>	0,5	1,5	<b>15,5</b>	<b>10,8</b>	100,0

Source : Auteur.

Note : Les valeurs en gras représentent les principaux flux de migration de travail en Inde (supérieurs à 5%).

Lecture : les migrations au départ de l'Uttar Pradesh représentent 27,7% du volume totale de migration de travail en Inde ; les migrations en direction du Maharashtra en représentent quant à elles 25,9 %.

## Annexe 3.3. Représentation des principaux flux de migration de travail



Source : Auteur<sup>598</sup>.

Note : (1) AP : Andhra Pradesh ; KNT : Karnataka ; WB : West Bengal ; TN : Tamil Nadu ; ORI : Orissa ; UP : Uttar Pradesh ; MP : Madhya Pradesh ; RAJ : Rajasthan ; BIH : Bihar ; MAH : Maharashtra ; GUV : Gujarat ; PJB : Punjab ; HAR : Haryana ; J&K : Jammu & Kashmir ; KER : Kérala ; DEL : Delhi ; enfin, « Autres États » correspond à l'ensemble des autres États et Unions territoriales indiens. (2) Sont représentés sur ce graphique, les 50% des flux de migrations de travail inférieures à dix ans les plus importants. (3) Les codes couleurs sont identiques aux cartes présentées précédemment : Groupe 1 : Orange ; Groupe 2 : Vert ; Groupe 3 : Rouge ; Groupe 4 : Jaune et Delhi et les autres États en Bleu.

<sup>598</sup> Le graphique a été effectué à l'aide du *Circular Migration Flow Plots* de R avec la collaboration d'Alexandre Cébeillac, doctorant à l'Université de Rouen/CSH Delhi.

## Annexe 3.4. Structure des flux d'émigration par groupe

Origine	Destination																							Total
	AP	KNT	WB	TN	Groupe 1	ORI	UP	MP	RAJ	BIH	Groupe 2	MAH	GUJ	Groupe 3	PJB	HAR	J&K	KER	Groupe 4	DEL	Autres Etats	Groupe5		
Groupe 1	34,3	56,4	1,6	35,3	31,9	35,3	6,6	7,7	10,4	15,1	15,0	24,2	5,1	14,7	4,6	5,5	5,8	84,1	25,0	6,3	19,6	13,0	17,1	
Groupe 2	33,3	15,2	67,1	15,7	32,8	24,5	35,2	55,6	57,5	21,2	38,8	59,9	70,9	65,4	75,2	72,5	43,4	6,3	49,4	72,2	62,2	67,2	58,9	
Groupe 3	16,6	9,6	1,4	8,2	9,0	4,1	2,4	12,6	8,1	4,8	6,4	3,8	16,6	10,2	1,0	0,9	1,5	5,5	2,2	1,2	6,1	3,7	5,2	
Groupe 4	9,0	15,1	1,8	31,5	14,3	4,0	7,1	4,8	15,2	6,5	7,5	4,3	2,7	3,5	6,1	6,2	18,2	0,7	7,8	8,1	10,5	9,3	7,1	
DEL	1,8	1,1	0,8	2,7	1,6	1,3	8,5	1,3	2,6	3,9	3,5	0,7	0,4	0,5	1,0	4,0	1,8	1,1	1,9		1,6	1,6	1,4	
Autres Etats	5,0	2,6	27,3	6,6	10,4	30,8	40,2	18,1	6,1	48,4	28,7	7,1	4,2	5,7	12,2	10,9	29,2	2,4	13,7	12,1		12,1	10,3	
Groupe 5	6,8	3,7	28,0	9,3	12,0	32,1	48,7	19,4	8,8	52,3	32,3	7,8	4,6	6,2	13,2	14,8	31,0	3,5	15,6	12,1	1,6	6,9	11,8	
Total	100	100	100	100	100,0	100	100	100	100	100	100,0	100	100	100,0	100	100	100	100	100,0	100	100	100	100	

Source : Auteur.

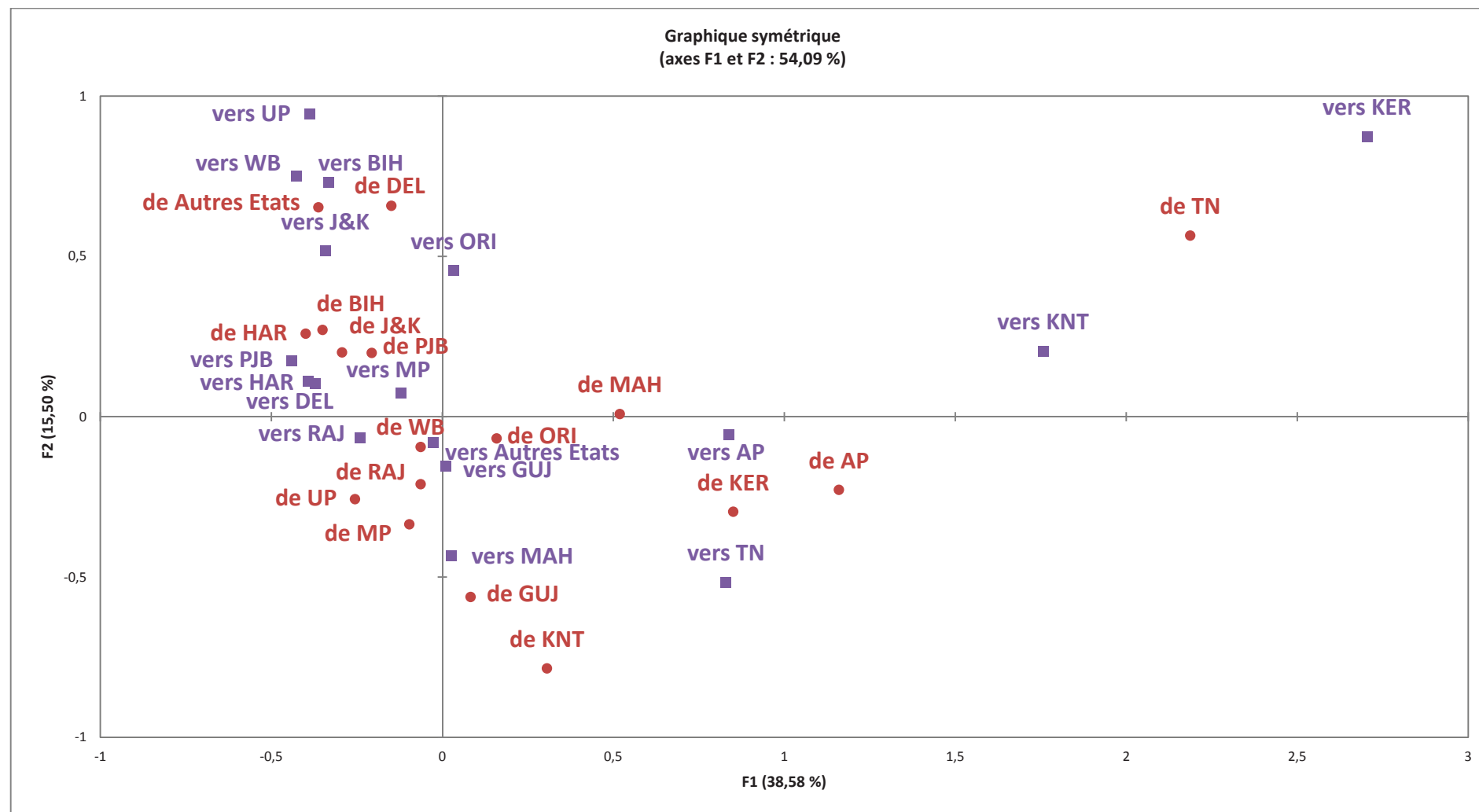
## Annexe 3.5. Structure des flux d'immigration par groupe

Origine	Destination							Total
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	DEL	Autres États	Groupe 5	
AP	42,2	7,4	40,0	2,3	2,0	6,1	8,1	100
KNT	11,0	1,6	70,1	4,1	1,2	12,0	13,2	100
WB	6,2	17,0	31,7	12,2	14,4	18,5	33,0	100
TN	42,0	2,3	17,6	25,1	2,7	10,3	13,0	100
Groupe 1	25,3	7,1	39,8	10,9	5,1	11,7	16,8	100
ORI	22,8	5,7	45,4	5,3	5,7	15,0	20,7	100
UP	2,3	7,0	40,4	18,7	22,0	9,6	31,6	100
MP	3,2	18,8	51,9	5,6	7,2	13,3	20,5	100
RAJ	7,1	11,0	47,6	19,1	10,6	4,6	15,3	100
BIH	12,0	11,1	20,6	19,6	22,1	14,6	36,7	100
Groupe 2	9,5	10,7	41,2	13,7	13,5	11,4	25,0	100
MAH	24,7	15,6	37,3	4,9	3,8	13,8	17,6	100
GUJ	7,2	17,2	58,9	2,8	3,7	10,2	13,9	100
Groupe 3	16,0	16,4	48,1	3,8	3,7	12,0	15,7	100
PJB	3,4	20,5	9,3	26,6	11,5	28,6	40,1	100
HAR	3,1	20,5	7,1	16,7	38,0	14,7	52,7	100
J&K	8,5	13,0	11,7	21,1	14,5	31,2	45,7	100
KER	41,9	7,5	32,7	1,6	9,8	6,6	16,4	100
Groupe 4	14,2	15,4	15,2	16,5	18,5	20,2	38,7	100
DEL	10,8	37,3	14,3	25,5		12,1	12,1	100
Autres États	13,1	30,9	21,1	16,7	18,2		18,2	100
Groupe 5	12,0	34,1	17,7	21,1	18,2	12,1	15,1	100
Total	12,1	12,4	33,8	15,4	15,5	10,8	26,3	100

Source : Auteur.

Lecture : En moyenne, 25,5% des migrations de travail (inférieures à 10 ans) au départ d'un État du groupe 1 se font vers un autre État du groupe 1.

**Annexe 3.6. Projection de l'Analyse factorielle des correspondances au niveau des États (Axes F1 et F2)**



Source : Auteur.

## Annexe 3.7. Matrices des migrations de travail par groupe

Origine	Destination					Total
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	
Groupe 1	23,7	7,6	39,1	11,5	18,1	100
Groupe 2	7,1	9,3	35,9	17,3	30,4	100
Groupe 3	19,1	16,1	44,2	4,2	16,4	100
Groupe 4	19,9	14,4	18,8	13,1	33,7	100
Groupe 5	12,8	31,7	20,2	17,8	17,5	100
Total	12,1	12,4	33,8	15,4	26,3	100

Origine	Destination					Total
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	
Groupe 1	33,4	10,5	19,8	12,8	11,8	17,1
Groupe 2	34,5	44,4	62,5	66,1	68,2	58,9
Groupe 3	8,1	6,7	6,8	1,4	3,2	5,2
Groupe 4	11,6	8,2	3,9	6,0	9,0	7,1
Groupe 5	12,4	30,1	7,0	13,6	7,8	11,8
Total	100	100	100	100	100	100

Origine	Destination					Total
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	
Groupe 1	4,1	1,3	6,7	2,0	3,1	17,1
Groupe 2	4,2	5,5	21,1	10,2	17,9	58,9
Groupe 3	1,0	0,8	2,3	0,2	0,9	5,2
Groupe 4	1,4	1,0	1,3	0,9	2,4	7,1
Groupe 5	1,5	3,7	2,4	2,1	2,1	11,8
Total	12,1	12,4	33,8	15,4	26,3	100

Source : Auteur.



## Annexes Chapitres 4 :

## Annexe 4.1. Matrice des distances réseaux entre les principales villes des principaux États indiens

Etat	AP	KNT	WB	TN	ORI	UP	MP	RAJ	BIH	MAH	GUJ	PJB	HAR	J&K	KER
AP (Hyderabad)	-														
KNT (Bangalore)	572	-													
WB (Calutta)	1488	1878	-												
TN (Chennai)	626	331	1675	-											
ORI (Bhubaneswar)	1046	1437	444	1228	-										
UP (Lucknow)	1277	1870	989	1903	1152	-									
MP (Indore)	860	1332	1621	1486	1331	860	-								
RAJ (Jaipur)	1487	1921	1507	2113	1670	599	650	-							
BIH (Patna)	1476	2069	560	1961	824	543	1236	1093	-						
MAH (Mumbai)	705	987	2056	1341	1774	1442	586	1168	1785	-					
GUJ (Ahmedabad)	1163	1493	2049	1848	1749	1168	392	671	1631	522	-				
PJB (Ludhiana)	1881	2473	1777	2506	1940	793	1232	587	1358	1748	1183	-			
HAR (Faridabad)	1543	2136	1439	2169	1603	455	844	261	1020	1423	929	352	-		
J&K (Srinagar)	2414	3007	2310	3040	2473	1327	1703	1120	1891	2219	1687	533	886	-	
KER (Thiruvananthapuram)	1243	670	2390	727	1950	2536	2015	2604	2735	1657	2165	3127	2790	3660	-

Source : Auteur.

Note : (1) Les distances sont calculées entre les principales villes (basé sur le niveau de population selon le *Census of India* 2001) et non entre capitales, les différences ne concernent toutefois que le Madhya Pradesh, le Punjab, l'Haryana et le Gujarat. (2) La mesure de la distance est faite en fonction de la distance réseau (routier) entre les principales villes des États.

Source : [www.distancebetweencities.co.in](http://www.distancebetweencities.co.in)

## Annexe 4.2. Méthode d'estimation PPML proposée par Santos-Silva et Tenreyro [2006]

<b>MODÈLE DE POISSON</b>	
<p>Dans cet encadré, nous présentons les avantages de l'estimation d'un modèle de Poisson par pseudo-maximum de vraisemblance (PPML), comme préconisé par Santos Silva et Tenreyro (2006). Dans un premier temps, nous montrons comment des problèmes d'hétéroscédasticité peuvent se traduire par des biais lorsque l'équation de gravité est estimée en logarithme. Supposons que le vrai modèle soit :</p> $\Gamma_{jts} = \exp(\alpha Z_{jts}) \mu_{jts} \quad (1)$ <p>où <math>j</math> désigne le pays partenaire, <math>s</math> le secteur et <math>t</math> le temps. <math>\alpha</math> est le vecteur des paramètres à estimer, <math>Z_{jts}</math> le vecteur des variables explicatives en logarithme, <math>\mu_{jts}</math> le terme d'erreur et <math>\Gamma</math> la marge totale <math>X</math> (en niveau) ou la marge extensive <math>N</math> (en niveau). Plus généralement, la variable expliquée doit prendre des valeurs positives ou nulles. Si le terme d'erreur est centré autour de 1 mais hétéroscédastique, alors</p> $E[\mu_{jts}   Z_{jts}] = 1 \text{ et } V[\mu_{jts}   Z_{jts}] = f(Z_{jts})$ <p>où <math>f</math> est une fonction non constante. Dans ce cas, le terme d'erreur (<math>\epsilon_{jts}</math>) de l'équation en logarithme vérifie les propriétés suivantes :</p> $\epsilon_{jts} = \ln(\mu_{jts}) \text{ avec } E[\epsilon_{jts}   Z_{jts}] = -\frac{1}{2} \ln(1 + f(Z_{jts}))$ <p>Ainsi, l'estimation de l'équation en logarithme conduit à un biais de variable omise car le terme d'erreur n'est pas orthogonal au vecteur des variables explicatives.</p> <p>Santos Silva et Tenreyro (2006) suggèrent de résoudre cette difficulté en utilisant l'estimation PPML. Cette méthode d'estimation repose sur l'hypothèse que la fonction <math>f</math> est proportionnelle à l'espérance conditionnelle de la variable dépendante <math>E[\Gamma_{jts}   Z_{jts}]</math>. Cette hypothèse est généralement acceptée pour les données de commerce (voir Siliverstovs et Schumacher (2007) et Burger et al. (2009) pour une discussion plus approfondie) et l'estimateur par PPML est, sous cette hypothèse, plus efficace que l'estimateur générique des moindres carrés non linéaires de l'équation (1). Ainsi, nous estimons le modèle de Poisson suivant :</p>	$\Gamma_{jts} = \exp(\beta_0 + \beta_1 \theta_{jts} + \delta_{jt} + \delta_{st} + \delta_{ts} + \epsilon_{jts})$ <p>où <math>\theta</math> désigne la variable de tarif en <math>(1 + \tau)</math>, <math>\tau</math> correspondant au tarif ad-valorem et <math>\delta</math> représente un jeu d'effets fixes.</p> <p>Cette approche permet de traiter simultanément trois problèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la difficulté liée à l'existence de paramètres de nuisance induits par les effets fixes dans un modèle non linéaire est résolue par le calcul d'une vraisemblance conditionnelle ;</li> <li>- les flux nuls peuvent être inclus dans la régression puisque la variable dépendante n'est pas exprimée en logarithme ;</li> <li>- l'hétéroscédasticité dans le terme d'erreur en niveau est prise en compte.</li> </ul> <p>Comme l'ont suggéré Santos Silva et Tenreyro (2006), des tests sont nécessaires pour choisir, par exemple, entre l'estimation de la spécification en logarithme par les MCO et l'estimation en niveau par PPML puisque les deux spécifications reposent sur des hypothèses particulières concernant la variance du terme d'erreur (la fonction <math>f</math>). Santos Silva et Tenreyro (2006) proposent plusieurs tests de spécification. Deux d'entre eux nous concernent plus particulièrement : le test de Park pour la validité des MCO et le test de la régression de Gauss-Newton pour la validité de l'estimation PPML. Ces tests consistent à tester des valeurs spécifiques de <math>\lambda_1</math> dans la fonction de variance :</p> $V[\Gamma_{jts}   Z_{jts}] = \lambda_0 E[\Gamma_{jts}   Z_{jts}]^{\lambda_1}$ <p>Le test de Park revient à tester l'hypothèse nulle <math>\lambda_1 = 2</math> sous laquelle les MCO sont valides et le test de la régression de Gauss-Newton revient à tester l'hypothèse nulle <math>\lambda_1 = 1</math>, sous laquelle l'estimateur PPML est asymptotiquement efficace. Si l'hypothèse nulle est rejetée, il n'y a pas de biais de variable omise pour l'estimateur PPML puisque l'estimation est faite en niveau et non pas en logarithme.</p>

Source : Buono et Lalanne [2010 : 24-26].

**Annexe 4.3. Statistiques descriptives des variables du modèle de gravité**

<b>Variables</b>	<b>Min</b>	<b>Max</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Ecart-type</b>	<b>Observations</b>
<i>Mig<sub>ij</sub></i>	88	474 144,00	16 015,36	41 891,48	210
<i>Pop.</i>	10 143 700,00	166 197 921,00	60 635 801,80	37 132 276,85	210
<i>Dist<sub>ij</sub></i>	261	3660	1487,39	706,78	210
<i>Cont<sub>ij</sub></i>	0	1	0,22	0,41	210
<i>Tx Alphab.<sub>j</sub></i>	47	90,86	65,98	9,91	210
<i>GrpOr1</i>	0	1	0,27	0,44	210
<i>GrpOr2</i>	0	1	0,33	0,47	210
<i>GrpOr3</i>	0	1	0,13	0,34	210
<i>GrpOr4</i>	0	1	0,27	0,44	210
<i>GrpDest1</i>	0	1	0,27	0,44	210
<i>GrpDest2</i>	0	1	0,33	0,47	210
<i>GrpDest3</i>	0	1	0,13	0,34	210
<i>GrpDest4</i>	0	1	0,27	0,44	210

Source : Auteur.

#### Annexe 4.4. Modèle gravitaire appliqué aux migrations de travail des zones rurales vers les zones urbaines

Emigration <sub>ij</sub> Rural-Urbain	Modèle 9 (MCO)	Modèle 10 (PPML)	Modèle 11 (MCO)	Modèle 12 (PPML)
Variabes	Coef.	Coef.	Coef.	Coef.
<b>Variabes gravitaires</b>				
<i>Constante</i>	-4,180 (-1,52)	<b>-52,193***</b> (-2,83)	-0,768 (-0,28)	<b>-31,787***</b> (-2,73)
$(Pop_i * Pop_j)$	<b>0,428***</b> (3,52)	<b>2,705***</b> (2,90)	<b>0,425***</b> (2,72)	<b>2,789***</b> (3,85)
<i>Dist<sub>ij</sub></i>	<b>-1,643***</b> (-5,83)	<b>-4,096***</b> (-3,23)	<b>-1,536***</b> (-6,40)	<b>-3,470***</b> (-4,57)
<b>Variable de contrôle</b>				
<i>Cont<sub>ij</sub></i>	<b>0,260*</b> (1,67)	0,631 (-1,14)	<b>0,309**</b> (2,35)	-0,029 (-0,08)
<i>Tx alphabétisation<sub>j</sub></i>	<b>3,361***</b> (4,86)	<b>17,508***</b> (5,22)	0,763 (0,24)	2,625 (0,98)
<b>Variabes d'intérêt : Type de marché d'emploi</b>				
Origine (base : Groupe 2)				
<i>GrpOr1</i>	<b>-0,693***</b> (-3,21)	<b>-1,527**</b> (-2,06)		
<i>GrpOr3</i>	<b>-0,990***</b> (-4,75)	<b>-1,838***</b> (-2,83)		
<i>GrpOr4</i>	-0,026 (-0,12)	0,165 (0,25)		
Destination (base : Groupe 2)				
<i>GrpDest1</i>			<b>0,217***</b> (2,88)	<b>0,721*</b> (1,94)
<i>GrpDest3</i>			<b>1,139***</b> (9,99)	<b>3,119***</b> (8,15)
<i>GrpDest4</i>			<b>0,329***</b> (2,70)	<b>2,420***</b> (3,79)
Effets Fixes Etats Origines	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets Fixes Etats Destinations	Non	Non	Non	Non
R <sup>2</sup> Ajusté - Pseudo R <sup>2</sup>	0,6281	0,5550	0,7672	0,8414
N	210	210	210	210
Prob>F	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Moyenne VIF	2,61	-	2,52	-

Source : Auteur.

Note : (1) La variable dépendante est exprimée en logarithme (base 10) pour les estimations MCO et en niveau pour les estimations PPML. (2) Les valeurs en gras représentent les variables significatives aux seuils : \* : 10% ; \*\* : 5% et \*\*\* : 1%. (3) Les régressions MCO sont effectuées avec le test de robustesse d'Eicker-White afin de corriger l'hétéroscédasticité du modèle.

## Annexe 4.5. Modèle gravitaire appliqué aux migrations de travail entre zones rurales

Emigration $ij$ Rural-Rural	Modèle 13 (MCO)	Modèle 14 (PPML)	Modèle 15 (MCO)	Modèle 16 (PPML)
Variabes	Coef.	Coef.	Coef.	Coef.
<b>Variabes gravitaires</b>				
<i>Constante</i>	0,335 (0,15)	-3,955 (-0,35)	-2,22 (-0,86)	-11,106 (-1,28)
$(Pop_i * Pop_j)$	<b>0,264***</b> (2,71)	0,163 (0,29)	<b>0,563***</b> (3,52)	<b>1,512***</b> (2,67)
<i>Dist<sub>ij</sub></i>	<b>-1,857***</b> (-7,11)	<b>-2,760**</b> (-2,39)	<b>-1,746***</b> (-7,26)	<b>-2,758***</b> (-3,20)
<b>Variable de contrôle</b>				
<i>Cont<sub>ij</sub></i>	<b>0,391***</b> (2,64)	0,686 (1,21)	<b>0,443***</b> (3,19)	<b>0,846*</b> (1,86)
<i>Tx alphabétisation<sub>j</sub></i>	<b>2,529***</b> (4,54)	<b>9,602***</b> (5,15)	0,652 (1,02)	1,101 (0,48)
<b>Variabes d'intérêt : Type de marché d'emploi</b>				
Origine (base : Groupe 2)				
<i>GrpOr1</i>	<b>-0,722***</b> (-3,99)	-0,349 (-0,56)		
<i>GrpOr3</i>	<b>-1,031***</b> (-5,48)	<b>-1,807***</b> (-3,54)		
<i>GrpOr4</i>	-0,271 (-1,57)	-0,559 (-1,01)		
Destination (base : Groupe 2)				
<i>GrpDest1</i>			0,034 (0,43)	0,254 (0,78)
<i>GrpDest3</i>			<b>0,739***</b> (7,25)	<b>2,045***</b> (5,40)
<i>GrpDest4</i>			<b>0,423***</b> (3,34)	<b>2,050***</b> (4,00)
Effets Fixes Etats Origines	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets Fixes Etats Destinations	Non	Non	Non	Non
R <sup>2</sup> Ajusté - Pseudo R <sup>2</sup>	0,7109	0,4688	0,7782	0,6973
N	210	210	210	210
Prob>F	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Moyenne VIF	2,61	-	2,52	-

Source : Auteur.

Note : (1) La variable dépendante est exprimée en logarithme (base 10) pour les estimations MCO et en niveau pour les estimations PPML. (2) Les valeurs en gras représentent les variables significatives aux seuils : \* : 10% ; \*\* : 5% et \*\*\* : 1%. (3) Les régressions MCO sont effectuées avec le test de robustesse d'Eicker-White afin de corriger l'hétéroscédasticité du modèle.

## Annexe 4.6. Modèle gravitaire appliqué aux migrations de travail entre zones urbaines

Emigration $ij$ Urbain-Urbain	Modèle 17 (MCO)	Modèle 18 (PPML)	Modèle 19 (MCO)	Modèle 20 (PPML)
Variabes	Coef.	Coef.	Coef.	Coef.
<b>Variabes gravitaires</b>				
<i>Constante</i>	<b>-9,491***</b> (-4,92)	<b>-50,335***</b> (-4,00)	<b>-3,791*</b> (-1,73)	<b>-26,450***</b> (-2,91)
$(Pop_i * Pop_j)$	<b>0,728***</b> (8,63)	<b>2,790***</b> (4,64)	<b>0,504***</b> (3,92)	<b>2,072***</b> (4,20)
$Dist_{ij}$	<b>-1,393***</b> (-6,42)	<b>-2,433***</b> (-2,78)	<b>-1,371***</b> (-7,17)	<b>-2,020***</b> (-3,06)
<b>Variable de contrôle</b>				
$Cont_{ij}$	<b>0,193*</b> (1,71)	0,308 (0,78)	<b>0,204**</b> (1,99)	<b>0,595*</b> (1,95)
$Tx$ alphabétisation $_j$	<b>3,103***</b> (5,65)	<b>12,103***</b> (5,40)	<b>1,622***</b> (3,10)	<b>3,763*</b> (1,80)
<b>Variabes d'intérêt : Type de marché d'emploi</b>				
Origine (base : Groupe 2)				
$GrpOr1$	<b>-0,240</b> (-1,53)	-0,299 (-0,57)		
$GrpOr3$	<b>-0,336**</b> (-2,25)	0,441 (-1,18)		
$GrpOr4$	<b>0,434***</b> (2,73)	<b>1,453***</b> (3,47)		
Destination (base : Groupe 2)				
$GrpDest1$			<b>0,241***</b> (3,58)	<b>0,602**</b> (2,23)
$GrpDest3$			<b>0,694***</b> (7,47)	<b>1,849***</b> (6,75)
$GrpDest4$			0,056 (0,57)	<b>0,838**</b> (2,19)
Effets Fixes Etats Origines	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets Fixes Etats Destinations	Non	Non	Non	Non
R <sup>2</sup> Ajusté - Pseudo R <sup>2</sup>	0,6714	0,4977	0,7588	0,709
N	210	210	210	210
Prob>F	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Moyenne VIF	2,61	-	2,52	-

Source : Auteur.

Note : (1) La variable dépendante est exprimée en logarithme (base 10) pour les estimations MCO et en niveau pour les estimations PPML. (2) Les valeurs en gras représentent les variables significatives aux seuils : \* : 10% ; \*\* : 5% et \*\*\* : 1%. (3) Les régressions MCO sont effectuées avec le test de robustesse d'Eicker-White afin de corriger l'hétéroscédasticité du modèle.

## Annexes Chapitre 5 :

### Annexe 5.1. Une approche historique du *bonded labour*

« *Though bonded labour continues to evolve into the modern era, the contemporary manifestation of the phenomenon in South Asian is shaped by an ancient history of slavery dating back to Vedic times, up to and including the British colonial period* » Kara [2012 : 16].

#### *De l'esclavage en Inde ancienne à la période précoloniale (avant 1750)*

Les premiers écrits portant sur l'esclavage en Inde datent de la Grèce Antique (Arrien, Diodore et Strabon) et reprennent les observations de Mégasthène qui visita l'Inde au IV<sup>ème</sup> siècle avant J-C [Bongert, 1963 ; Bousquet, 2009]. Ces textes présentent une vision idéalisée de la société indienne qui ne connaît pas l'esclavage<sup>599</sup>, alors considéré comme un vestige des civilisations antiques. Toutefois, comme le souligne Bongert [1963 : 143], la lecture des textes indiens, tant sanskrits que pâlis, dresse un tableau différent de celui présenté par les auteurs grecs. En effet, de nombreux écrits<sup>600</sup> juridiques, littéraires ou religieux, permettent de penser que l'esclavage était un fait bien établi en Inde et couramment pratiqué [Bongert, 1963]. Nous nous attacherons donc, dans un premier temps, à définir ce que recouvre le concept d'esclavage en Inde ancienne et à en identifier les manifestations (I.1.). Dans un second temps, nous étudierons plus particulièrement les liens entre caste et esclavage (I.2.).

#### *Définition de l'esclavage dans le cas indien*

Bien que certains auteurs [Rhys Davids, 1922 ; Basu, 1923 ; Breloer, 1928 ; Mookerji, 1951] aient nuancé l'importance de l'esclavage dans l'Inde ancienne – l'envisageant comme une institution bornée au travail domestique, assez peu répandue et dont les conditions de travail et de vie étaient « acceptables » –, le recours à des populations asservies a largement été démontré à toutes les époques, de l'Inde ancienne jusqu'à la période précoloniale [Bongert, 1963 ; Pouchepadass, 2009]. Pour Bongert [1963], ces divergences d'analyse et d'incidence de l'esclavage dans l'Inde ancienne relèvent, semble-t-il, d'un problème de traduction.

<sup>599</sup> « *Personne parmi les Indiens ne sert d'esclave* » [Strabon dans Bousquet, 2009 : 318].

<sup>600</sup> Pour une présentation détaillée des différents textes fondateurs (le *Tipitaka*, le *Jâtaka*, le *Râmâyana* et le *Mahâbhârata*), voir Bongert [1963] et Dev Raj [1957 : chap.3].



Le concept d'esclavage en Inde ancienne repose en effet sur le mot « *dâsa* »<sup>601</sup>, désignant les peuples aborigènes noirs qui, vaincus par les Aryens, ont été transformés en esclaves par les vainqueurs [Bousquet, 2009 : 318]. Pour l'auteur [*Op. Cit.* : 319], « *est dâsa : celui qui est né d'une esclave, celui qui est acheté avec de l'argent, celui qui est amené de l'étranger et fait esclave, celui qui a lui-même accepté d'être esclave* ». Il est à noter le caractère héréditaire particulier de l'état de « *dâsa* » : un fils de « *dâsa* », ou plus précisément de « *dâsi* »<sup>602</sup>, sera un « *dâsa* », le lien de filiation maternelle<sup>603</sup> prévalant, dans la mesure où la preuve de la paternité était quasiment impossible à établir.

Les comptes-rendus de voyage de Buchanan [1928] relatent, dans presque toutes les régions de l'Inde, l'existence d'esclaves dans l'agriculture, mais également dans les services domestiques – l'organisation du travail des esclaves voyait généralement les hommes travailler aux champs alors que les femmes et les enfants assuraient les services domestiques comme la cuisine ou l'entretien. On ne rencontre toutefois que très rarement le mot « esclave » chez Mookerji [1951], l'auteur préférant traduire les termes « *dâsa* » par « *servant* » et « *dâsi* » par « *maid-servant* ». Dev Raj [1957] y voit ici une manière de sous-estimer l'esclavage en le réduisant à l'esclavage domestique. Ainsi, l'analyse de cette institution change si l'on prend comme équivalent du mot sanskrit « *dâsa* », « esclave » ou « serviteur ».

Comme le remarque [Kara, 2012 : 16], « *dâsa* » « *is a complex term that covers a range of subservient conditions and classes of individuals in ancient India* ». Cette ambiguïté sémantique provient du fait qu'il existe, en Inde précoloniale, différentes formes d'asservissement. Dans ce sens, Olsen et Murthy [2000 : 3] ont montré que le concept de « *dâsa* » fait référence à une diversité de situations courantes dans l'Inde ancienne, allant de l'esclavage dans sa forme la plus dure au *caste-based work*<sup>604</sup>. En effet, comme le souligne Kara [2012 : 17] : « *Throughout ancient texts, different categories of dasas are described as*

<sup>601</sup> « *Aryan invaders identified the people they conquered and forced into servile labor in the Indian subcontinent as dâsas* » [Kara, 2012 : 16].

<sup>602</sup> « *La progéniture d'une « dâsi » est vouée à l'esclavage* » [Bousquet, 2009 : 319].

<sup>603</sup> Bongert [1963], en s'appuyant sur les travaux de l'indologiste soviétique Iljin [1959 : 104], souligne que les mots désignant les enfants des esclaves se réfèrent toujours à la mère et que le terme « fils d'un esclave » n'existe pas en sanskrit.

<sup>604</sup> Le *caste-based work* s'inscrit dans ce que Wiser [1936] a qualifié de *jajmani system*, désignant l'ensemble des prestations et contre-prestations qui caractérisent les relations économiques entre les castes d'un village. Ces relations instaurées par le *jajmani system* sont héréditaires [Deliège, 2004]. « *Brahmins, service caste households and agricultural servants performed their hereditary caste occupations for the landowning castes* » [Lerche, 1993 : 237-238]. Ainsi, à chaque caste est assignée une fonction particulière (religieuse pour les Brahmanes, divers types de prestations (barbier, blanchisseur, etc.) pour les castes de services et agricole pour les servants intouchables ; la complémentarité et la réciprocité des échanges a permis à ce système, socialement accepté, de se reproduire dans le temps.

*being held in complete servitude or other forms of limited or conditional bondage* ». Dès lors se pose la nécessité d'une définition claire qui permettrait de faire le lien ou de différencier servitude et esclavage. Pourtant, dans les faits, une des difficultés majeures dans la définition de l'esclavage en Inde précoloniale est qu'il apparaît complexe d'identifier ce qui relève véritablement de l'esclavage ou des formes plus ou moins dures de dépendance [Pouchepadass, 2009].

Il existe en effet deux principales formes d'esclavage dans l'Inde précoloniale et un continuum de situations s'échelonne entre les deux. Le premier type réside dans une forme dure d'esclavage dont l'utilisation était largement répandue chez les notables hindous et musulmans, tant dans les villes que dans les zones plus reculées. Ces esclaves pouvaient être librement vendus et étaient issus des franges les plus pauvres de la population qui n'avaient d'autre option que de se vendre ou de vendre une personne de leur famille (principalement les enfants) pour se sauver de la famine<sup>605</sup> [Pouchepadass, 2009 : 24]. L'autre forme d'esclavagisme, également courante, concerne les esclaves, souvent des *Dalits*, utilisés pour les travaux agricoles. Le développement de ces formes de servitude, basées sur un modèle d'esclave agricole, s'est effectué vers le milieu du VI<sup>ème</sup> siècle avant notre ère, où le progrès technique et l'expansion de l'agriculture ont conduit à une concentration de la richesse entre les mains d'une petite partie de la population [Bousquet, 2009 : 319]. Ces esclaves, dont le statut se rapproche de celui de « serf », travaillaient les terres des hautes castes et étaient payés en nature (principalement en riz, en vêtements et en *ragi*<sup>606</sup>). Cette forme d'esclavagisme ressemble effectivement au servage féodal basé sur la dépendance des serfs envers les familles dominantes (les seigneurs possédant la terre et protégeant ceux-ci). Les travaux agricoles, fortement liés au rythme des saisons et à l'abondance des pluies, se faisaient donc partout au cours de la même période, ce qui générait des pressions sur l'offre de travail. Le meilleur moyen pour les grands propriétaires terriens de se prémunir contre ce manque de main d'œuvre était alors de tenir à sa disposition une main d'œuvre asservie permanente [Pouchepadass, 2009 : 24].

Ainsi, la multiplicité des formes d'asservissement, qu'elles reposent sur des pratiques dures d'esclavage ou plus « douces » relevant de l'asservissement font, semble-t-il, partie prenante du système d'organisation hiérarchique en Inde. Dans une démarche compréhensive d'un tel

<sup>605</sup> « *Droughts and famines throughout the sixteenth and seventeenth centuries were followed by massive increases in rural peasants being sold in urban slave markets* » Kara [2012 : 21].

<sup>606</sup> Le *ragi* (ou éléusine en français) est une variété de millet, particulièrement répandue dans le sud de l'Inde, qui constituait l'aliment de base des populations issues des castes les plus basses de la société indienne. Aujourd'hui, le *ragi* tend à être remplacé par le riz, aliment plus noble dans l'imaginaire collectif indien.

phénomène, il convient alors de questionner le lien, trop souvent simplifié, entre caste et esclavage.

*Caste et esclavage : un lien systématique ?*

« *Whoever wishes to describe the occurrences, modalities, and transformations of unfree labour in Indian society, which is generally viewed as the most representative example of a hierarchical (caste) society, is at once confronted with the following question: is servile dependence a distinct status in such a society, or is its existence, so to say, inherent in the hierarchical organization of the caste system, the latter being by definition and from top to bottom a system of economic exploitation and social oppression?* » Pouchepadass [2009 : 21].

Comme le souligne Pouchepadass [2009], le point de départ de l'analyse du lien entre caste et esclavage repose sur le rôle central que joue l'organisation hiérarchique du système de caste dans le système de dépendance et d'asservissement en Inde. En effet, le principe d'infériorité qu'implique l'intouchabilité, la spécialisation héréditaire dans les tâches les plus ingrates et le recours aux hautes castes pour les services religieux posent les relations de pouvoir issues de ce système hiérarchique de caste comme base aux relations d'asservissement et d'esclavagisme. Dans ce sens, Dev Raj dans *L'esclavage dans l'Inde ancienne d'après les textes Pâlis et Sanskrits*, publié en 1957, a proposé une analyse fine de l'origine du développement de l'esclavage à partir d'un ensemble d'éléments sociaux, économiques et politiques. Il relate notamment les récits de l'Abbé Raynal, un des précurseurs de la lutte contre l'esclavagisme en Inde [1786] et de l'Abbé Dubois [1825], qui ont tous deux identifié des liens forts entre la caste, et plus précisément l'intouchabilité, et l'esclavage. Il est fait état dans ces ouvrages des malheurs des parias, utilisés comme esclaves agricoles en Inde du Sud, et dont l'asservissement se caractérise par le fait qu'ils sont des esclaves-nés, qui ne peuvent quitter les terres des seigneurs auxquels ils appartiennent et que ces derniers ont le droit de les vendre selon leur convenance.

Cependant, l'esclavagisme en Inde n'a pas eu besoin du système de caste pour exister et le déterminisme social ne représente qu'une partie de cette relation complexe. Basu [2009] reconnaît en effet que malgré une surreprésentation des plus basses castes dans le travail asservi en Inde, la caste n'en constituerait qu'un des facteurs. De la même manière, Bongert

[1963 : 149] estime que : « si l'appartenance à la caste inférieure n'entraînait pas ipso facto l'assujettissement aux castes supérieures, elle ne l'excluait pas non plus : tous les « sudra » n'étaient pas soumis à la condition de « dâsa », mais la grande majorité des « dâsa » provenaient du Varna des « sudra ». En revanche une règle coutumière attestée comme ancienne s'opposait à ce que le membre d'une caste supérieure devînt le « dâsa » d'un homme de caste inférieure et s'opposait surtout à ce qu'un brahmane fût réduit à l'état servile ». L'auteure, en étudiant les origines de la servitude en Inde et les conditions juridiques de cette dernière, prend ainsi soin de souligner que la condition servile en Inde (l'état de « dâsa ») se détache légalement de l'appartenance de caste, mais que, dans le même temps, les usages octroyaient un certain niveau de protection aux hautes castes, les préservant de la servitude. Bousquet [2009 : 328] apporte toutefois un regard différent sur ces pratiques. Il note en effet que des esclaves pouvaient également être issus de relativement hautes castes, mais que dans ce cas, ils étaient destinés à des travaux domestiques d'ordre plus privilégié (cuisinier, soin aux enfants, etc.), alors que les esclaves provenant des plus basses castes étaient employés dans des travaux subalternes ou extérieurs à la maison (garder le bétail, porter du bois et exécuter des travaux des champs).

L'ambiguïté de la relation entre caste et esclavage nécessite donc de s'intéresser aux déterminants – autres que l'appartenance aux castes subalternes – de la condition servile en Inde ancienne. Pour cela, nous pouvons nous référer aux travaux de Narada [dans Bousquet, 2009 : 324-325], ancien promoteur de lois Hindoues, qui donne la classification des esclaves suivante :

- *Grihajata*, ou celui qui est né dans la maison du maître d'une femme esclave ;
- *Kreeta*, ou celui qui a été acheté ;
- *Lubdha*, ou celui qui était reçu en cadeau ;
- *Dayadopaguta*, ou celui qui a été hérité ;
- *Ankulabritta*, ou celui qui, durant la famine, est sauvé de la mort en échange de sa réduction en esclavage ;
- *Ahita*, celui qui a été loué par son maître, contre la remise d'une somme d'argent ;
- *Rinadâsa*, celui qui a été réduit en esclavage jusqu'à ce qu'il soit libéré de ses dettes ;
- *Joodhprapta*, ou capturé de guerre ;
- *Punajita*, gagné à la suite d'un pari ;
- *Oopagata*, celui qui s'est volontairement livré en disant « je suis à vous » ;
- *Prubrujeabusita*, ou l'ascète apostat ;
- *Kritakala*, celui qui se livre à un maître pour une période définie ;
- *Bhuktadâsa*, celui qui est entré en esclavage perpétuel pour obtenir des moyens d'existence ;
- *Burrubabhritta*, celui qui a été séduit par une femme esclave née dans la maison ;

- *Atmavikrayee*, celui qui s'est vendu lui-même.

Cette classification montre d'une part l'importance des pressions socio-économiques qui contraignent la population à se réduire en esclavage, mais également l'absence de référence à la caste en tant que facteur déterminant de l'esclavage<sup>607</sup>. Bongert [1963 : 160] voit dans cette classification l'influence que l'origine de l'esclavage peut avoir sur le statut servile. En effet, l'origine de l'esclavage, plus que la caste d'origine, conditionnera la nature de la relation d'asservissement (type de travail, durée de la relation, condition de vie, etc.).

Ainsi, si la surreprésentation des basses castes dans les formes passées et actuelles de servitude<sup>608</sup> est manifeste, il semble nécessaire d'analyser l'asservissement comme un phénomène complexe et multiple. En effet, qu'il s'agisse de formes dures d'esclavages ou de relations plus souples d'asservissement, le principe général sur lequel se basent ces phénomènes est bien, plus qu'une relation de caste, une relation de pouvoir. Comme le souligne Pouchepadass [2009 : 22] : « *There is no slave or serf without master, and servile dependence, whatever the precise form it takes, is in a fundamental way a matter of power* ». Pour Breman [1974], la prévalence du travail asservi résulte en effet du désir de certains groupes sociaux d'asseoir leur respectabilité et leur pouvoir sur la société rurale indienne, société qui permet ces logiques de dépendance.

Le regard historique porté sur l'esclavage en tant qu'institution nous a donc permis d'identifier les fondements de l'évolution des formes anciennes et contemporaines de l'asservissement en Inde. Les logiques de dépendance, de pouvoir et de statut, permises par l'organisation hiérarchique de caste, constitueraient donc, plus que la caste en soi, les éléments déterminants de l'asservissement en Inde et nécessitent donc, dans une démarche compréhensive, de s'intéresser simultanément aux déterminants sociaux, politiques, juridiques et économiques et non plus uniquement à l'appartenance à un groupe socialement et/ou légalement asservi.

<sup>607</sup> Iljin [1959] et Ram Sharan Sharma [1958], en se basant sur les anciens textes (en particulier le *Tipitaka*), ont opéré une distinction entre caste et esclavage. Ces auteurs avancent l'idée que l'état de servitude des « *dāsa* » ne se base pas sur l'origine sociale et que, même s'il existe des « *sudra* » réduits à l'état servile, cela n'est en rien une caractéristique propre dans la mesure où il existe autant de « *sudra* » travailleurs agricoles ou artisans jouissant du statut d'hommes libres.

<sup>608</sup> Comme cela a largement été démontré par bon nombre d'études de terrain, les basses castes (*Scheduled Caste* et *Scheduled Tribe*) constituent le cœur des travailleurs asservis [Breman, 1996 ; Guérin, 2007 ; Servet, 2007 ; Lerche, 2007 ; Basu, 2009 ; Kara, 2012].

### *La période coloniale : de l'esclavage à l'asservissement pour dette*

La période coloniale a participé à la réorganisation des formes de mise au travail en Inde. Nous verrons dans un premier temps comment les évolutions du cadre légal de l'esclavage ont modifié ces pratiques puis, dans un second temps, nous nous intéresserons plus particulièrement au rôle de la colonisation dans le développement de l'asservissement pour dette (*debt bondage*) en Inde.

### *Évolution de l'encadrement légal de l'esclavage à la période coloniale*

L'évolution de l'esclavage en Inde a été portée, comme nous l'avons vu, par une multitude de facteurs sociaux, politiques et économiques, mais également par une mutation du cadre juridique. Concernant ce dernier point, bien que certaines lois préexistaient à la colonisation, les principales évolutions légales ont commencé avec la colonisation anglaise. Nous allons donc, dans cette sous-section, présenter le cheminement de l'encadrement juridique de l'esclavage en Inde<sup>609</sup>. Deux périodes peuvent être identifiées dans l'évolution juridique de cette institution, la première allant du début de la colonisation à 1843, date à laquelle l'Inde a officiellement aboli l'esclavage, et l'autre, à partir de 1843 et jusqu'à la fin de la colonisation et l'Indépendance de l'Inde en 1947.

#### *Cadre juridique avant abolition de l'esclavage*

Durant la seconde moitié du XVIII<sup>ème</sup> siècle, au moment où les Anglais ont pris le contrôle du Bengale, le commerce d'esclaves était une pratique largement répandue en Inde. Calcutta était alors au cœur de ce commerce en Inde, dont les échanges se faisaient principalement avec les marchands Arabes qui ramenaient par bateau les *coffrees*<sup>610</sup> et des esclaves venant d'autres régions de l'Inde (en particulier du Sud, le Tamil Nadu et le Malabar). À partir de 1765 et la prise de contrôle du Bengale, les grandes puissances européennes (principalement Anglaise, Française et Allemande) ont également participé à ce commerce lucratif. Jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, les autorités anglaises n'interféraient que peu dans l'organisation sociale et les

<sup>609</sup> Cette partie s'inspire largement des travaux de Srivastava [2005] et de Pouchepadass [2009], dont la complémentarité des approches fournit un cadre d'analyse relativement exhaustif des évolutions légales du travail asservi et de l'esclavage en Inde.

<sup>610</sup> Les *coffrees* sont les esclaves africains, principalement originaires du Mozambique, de Madagascar et du Zanzibar, amenés en Inde afin de servir de servant pour l'aristocratie locale et coloniale [Stein, 2010 : 214 ; Pouchepadass, 2009 : 23].

coutumes indiennes. Bien que le gouvernement du Bengale ait, à plusieurs reprises (1774, 1789, 1811 et 1832), promulgué des règles interdisant le commerce d'esclaves, l'absence de réelles sanctions reflétait le manque de volonté d'en finir, d'une part avec ce commerce très lucratif et d'autre part avec cette institution bien établie en Inde et dont l'abolition amènerait un certain nombre de bouleversements économiques, politiques et sociaux [Pouchepadass : 2009 : 24].

Les pressions internationales pour une abolition mondiale de l'esclavage se sont développées au XVII<sup>ème</sup> siècle à la faveur d'une profonde révolution morale contre la traite et l'esclavage. Que ce soit chez les philosophes des Lumières qui dénonçaient l'esclavage du point de vue de la morale ou chez les Physiocrates, qui considéraient comme plus productif le travail libre<sup>611</sup>, une remise en cause progressive de l'utilisation d'esclaves émerge en Occident, en particulier aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France. Les mouvements anti-esclavagistes se sont intensifiés à partir des années 1820 en Angleterre, aboutissant en 1833 au *Slavery Abolition Act*, qui abolit l'esclavage dans la plus grande partie de l'Empire Britannique. Cependant, l'Inde en est exemptée en raison du caractère social ambigu qui lie l'esclavagisme et le système de caste et ne rentrera pas dans le domaine d'application de cette réforme [Pouchepadass, 2009 : 26].

C'est finalement en 1843 que l'Ordonnance sur l'abolition de l'esclavage fut adoptée en Inde, mais le résultat, loin d'être immédiat, fut le fruit d'une lente, prudente et progressive mise en place, permettant aux (anciens) esclaves de se proclamer libres, sans toutefois imposer d'obligation aux anciens maîtres. Une des principales carences de ce texte de 1843 réside dans le fait qu'il ne pose pas de définition claire du mot « esclave », laissant le problème entier en ce qui concerne toutes les formes d'asservissement qui prennent leur base sur une relation contractuelle entre le travailleur et l'employeur [Pouchepadass, 2009 : 27].

### *Évolution du cadre juridique après abolition de l'esclavage*

L'abolition de l'esclavage de 1843 a, certes, été un premier pas important dans la lutte contre le trafic et l'exploitation des personnes, mais les largesses de ce texte et l'enracinement de pratiques d'asservissement dans la société indienne ont conduit au développement de nouvelles formes de travail asservi sur les bases d'un dispositif contractuel légalement

---

<sup>611</sup> Nous pouvons également citer ici les travaux d'Adam Smith qui écrivait « *l'expérience de tous les temps et de tous les pays s'accorde, je crois, pour montrer que l'ouvrage fait par des mains libres revient à meilleur compte que celui qui est fait par des esclaves* » [Smith, 1796 : Livre I, Chap. 8].



reconnu. Ce dispositif légal a continué d'évoluer tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, que ce soit au niveau national ou international, et malgré un relatif échec (nous reviendrons plus loin sur ce point), la multiplication des lois et autres préconisations semble traduire, au moins dans les textes, une volonté plus marquée de lutter contre le travail asservi, quelle que soit sa forme.

En 1926, la Société des Nations adopte la *Slavery Convention*, dont l'article premier définit l'esclavage comme « *l'état ou la condition d'un individu sur lequel s'exercent des attributs du droit de la propriété ou certains d'entre eux* »<sup>612</sup>. Cette charte a été suivie en 1930 par la *Forced Labour Convention* du Bureau International du Travail (ratifiée en 1951 par l'Inde). L'article 2-1 de cette convention définit le « travail forcé » comme « *all work or service which is exacted from any person under the menace of any penalty and for which the said person has not offered himself voluntarily* ». Cette définition, bien que très générale, met en avant les prémisses d'une distinction entre « esclavage » et « travail forcé » et pose alors les prémisses d'une reconnaissance internationale de l'existence de certaines formes de mise au travail sortant du cadre de l'esclavage, mais nécessitant néanmoins une attention particulière. Par la suite, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme réaffirme en 1948 ce principe à travers l'article 4 « *no one shall be held in slavery or servitude* » et l'article 23 posant le principe de « *Free choice of employment* » [Srivastava, 2005].

Ces grands traités internationaux ont également été accompagnés par quelques initiatives locales dont le *Bihar and Orissa Kamiauti Agreements Act* adopté en 1920 est un des plus illustres exemples. Ce texte, un des premiers sur l'encadrement de l'asservissement pour dette, prévoyait que tous les accords contractuels basés sur le principe du *kamiauti system*<sup>613</sup> qui auraient une durée supérieure à un an, quel que soit le niveau de l'avance ou de la dette, seraient considérés comme nuls, et que tous les nouveaux contrats devaient se faire sur une base écrite et être enregistrés. L'idée était ici non pas d'abolir le *kamiauti system*, mais plutôt de réguler cette pratique. De manière générale, ces dispositions sont restées inefficaces, dans la mesure où aucune sanction n'était prévue à l'encontre des maîtres qui ne respecteraient pas ces engagements [Pouchepadass, 2009].

<sup>612</sup> Il est à noter que les nations Unies ont élargi cette définition en 1956 avec l'adoption de la *Supplementary Convention on the Abolition of Slavery* qui intègre alors diverses formes de servitude incluant l'asservissement pour dette. Ce dernier est alors défini à l'article 1-a comme « *The status or condition arising from a pledge by a debtor of his personal services or those of a person under his control as security for a debt, if the value of those services as reasonably assessed is not applied towards the liquidation of the debt or length and nature of those services are not respectively limited or defined* ».

<sup>613</sup> Le *kamiauti system* est une organisation de travail traditionnelle originaire du Bihar. Nous reviendrons plus en détail sur ce type d'organisation dans la sous-section suivante.

### ***Le rôle de la colonisation dans le développement du debt bondage en Inde***

Bien que ce soient les Portugais qui établirent les premières colonies en Inde dès 1498 – rapidement suivis par d’autres puissances européennes (notamment la France, l’Allemagne et l’Angleterre) –, ce sont les Britanniques qui assirent leur domination sur le territoire indien en tant que puissance coloniale. La *East India Company* (EIC), ou la Compagnie britannique des Indes Orientales, pris progressivement le contrôle de différentes parties de l’Inde et contrôlait en 1803 les provinces de Madras, Bombay et du Bengale [Kara, 2012]. Bien que les mouvements abolitionnistes aient été particulièrement développés en Grande-Bretagne durant les XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, le *Slavery Abolition Act* de 1833 excluait le territoire indien du champ d’application de cette loi et le Raj Britannique alors en place à cette période continua à utiliser massivement ce type de commerce<sup>614</sup>. En effet, pour l’Empire britannique, l’Inde devint, après l’adoption du *Slavery Abolition Act*, la principale source d’esclave. Dans le même temps, l’expansion des secteurs agricoles et textiles au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, nécessitant une main-d’œuvre importante et servile, a largement participé au développement de l’asservissement pour dette, sous différentes formes [Kara, 2012]. En effet, comme le souligne Srivastava [2005 : 10] : « *The colonial pattern of surplus extraction from agriculture, the abolition of slavery in the colonies and an enclave-type development of mines, plantation and industry, had earlier provided for both the supply of and demand for cheap labour. Recruitment patterns developed in response to information asymmetries and the transaction costs involved, on the one hand, and the need to obtain cheap and disciplined labour, on the other* ».

D’autre part, ces pressions abolitionnistes en Angleterre ont conduit à une modification des pratiques sociales en Inde<sup>615</sup>. Se sont en effet développées, en substitution aux formes plus pures d’esclavage, alors interdites, des relations contractuelles, légalement valides, basées sur une relation de dette dont le débiteur devait rembourser le principal en gageant sa force de travail. À ce propos, Lerche [2007] note qu’à l’époque coloniale, les grands propriétaires

<sup>614</sup> Pour ne citer qu’un exemple, Emmer [1985] relate dans ce sens l’envoi de dizaines de milliers d’indiennes vers le Surinam entre 1873 et 1916 afin de servir comme domestiques.

<sup>615</sup> « *As pressures from abolitionists back in England increased during the mid- and late 1800s to abolish slavery in India, slave-owners responded by substituting deeds for sales of human beings with contracts of pledged labor to repay debts* » [Kara, 2012 : 25].

terriens qui utilisaient sur une base permanente des travailleurs asservis liaient avec ces derniers – principalement à travers une dette – des relations de très longue durée intégrant un principe d’intergénéralité de la dette<sup>616</sup>. Le *kamiauti system*, un des exemples les plus illustratifs de ce glissement de l’esclavage vers un asservissement pour dette à cette période a été particulièrement bien décrit par Prakash [1990 : 1-3]. L’auteur présente en effet une forme traditionnelle d’asservissement d’une classe de travailleurs agricoles de la province du Bihar (appelés les *kamias*), dont les conditions de travail se caractérisaient par des relations de long-terme avec les propriétaires terriens (les *maliks*). Les *kamias* travaillaient toute leur vie pour le même propriétaire terrien, recevant de la part de ce dernier un salaire journalier et un certain niveau de protection et d’assistance en cas de besoin (nourriture en cas de famine, dépenses de santé, des avantages en nature pour certaines cérémonies, etc.). Il est à noter que les *kamias* appartenaient tous à la caste des *Bhuinyas* et le *kamiauti system* était alors une manifestation de l’organisation sociale hiérarchique prévalant dans les zones rurales biharies. Dans ces conditions, comme le souligne Pouchepadass [2009 : 31], les *kamias* relevaient plus de l’idée de servants dépendants d’un propriétaire terrien que de véritables esclaves non-libres. Initialement classifié comme une forme d’esclavage, ce type de relation s’est transformé, après l’abolition de l’esclavage en 1843, en asservissement pour dette, basé sur une relation contractuelle écrite dans laquelle la dette était envisagée comme un prêt. Cette dette enfermait alors le *kamia* dans une condition servile, contractuellement légitimée, jusqu’à son remboursement qui pouvait ne jamais avoir lieu. La réciprocité qui était à l’œuvre, certes largement à l’avantage des *maliks*, fut alors remplacée par des relations uniquement monétaires. Ainsi, le système législatif colonial, en institutionnalisant la transaction monétaire entre un créateur et un débiteur comme unique lien, a redéfini l’essence même de la relation traditionnelle complexe liant *kamias* et *maliks* [Pouchepadass, 2009 : 32]. En effet, à des relations relevant d’une idée de servage et s’inscrivant dans le cadre général d’interdépendance du système de caste se sont substituées des transactions définies en termes économiques, et les effets concrets de ce projet de loi se sont alors avérés en contradiction avec ses intentions émancipatrices déclarées [Prakash, 1990].

Sur ce glissement vers une désociabilisation des relations traditionnelles entre propriétaires terriens et travailleurs agricoles, Johdka [2007 : 5] fournit une analyse synthétique et éclairante : « *The decline of the old system, however, did not translate into any kind of*

---

<sup>616</sup> « *They [bonded labourer] tended to be bonded, not the least through debt, for significant numbers of years, sometimes for a lifetime; and hereditary relations, including hereditary debt relations, were common* » [Lerche, 2007 : 438].

*substantive empowerment of the labour class. In some cases, it just meant a greater degree of casualization, or simply, unemployment. However, this is not to suggest that the traditional relations of patronage and clientele were better for the poor labourer. Freedom without economic security means little and brings other forms of vulnerabilities ».*

D'un point de vue légal, à partir du *Slavery Abolition Act* de 1833 et l'abolition de l'esclavage en 1843, différentes lois, comme le *Workman's Breach Contract Act* adopté en 1859, ont produit un nouveau cadre juridique institutionnalisant de telles pratiques<sup>617</sup>. En effet, cette loi de 1859 permet aux employeurs de porter plainte contre leurs employés en cas de violation du contrat, la sanction encourue étant la prison [Olsen et Murthy, 2000]. Ainsi, les travailleurs asservis ayant contractuellement accepté de gager leur force de travail jusqu'au remboursement de la dette ne peuvent échapper à leur condition servile sans de lourdes conséquences, y compris pénales.

Kerr [1998] a montré par ailleurs que ce cadre légal hérité de l'époque coloniale avait facilité l'exploitation de travailleurs, notamment pour les travaux publics. Dans ce sens, Sarkar [1985] explique que : « *Public works such as building of roads, railway tracks, irrigation facilities, government buildings, military airports and barracks emerged as an important sector for which bonded labourers were recruited by contractors* ». Srivastava [1998] note également que l'utilisation d'intermédiaires de recrutement était déjà pratiquée pendant la période coloniale pour enrôler de la main-d'œuvre docile et flexible.

Ainsi, si le colonialisme n'est pas à l'origine de l'asservissement pour dette – nous avons vu par ailleurs (cf. *supra*) que des formes analogues de servitude préexistaient à la colonisation britannique –, les pratiques et l'adoption d'un cadre légal institutionnalisant ces pratiques ont largement contribué au développement de nouvelles formes de servitude, dont l'asservissement pour dette est une des principales. L'esclavage en Inde et son abolition ont en effet ouvert la voie à des formes plus contemporaines d'asservissement qui se sont développées sur ce terreau historique et institutionnel.

---

<sup>617</sup> « *The 1859 act gave British masters the legal ability to enforce bonded labor* » [Kara, 2012 : 25].

### Annexe 5.2. Extrait du *Bonded Labour System Abolition Act (BLSAA) de 1976*

(g) "bonded labour system" means the system of forced, or partly forced, labour under which a debtor enters, or has, or is presumed to have, entered, into an agreement with the creditor to the effect that - (i) in consideration of an advance obtained by him or by any of his lineal ascendants or descendants (whether or not such advance is evidenced by the document) and in consideration of the interest, if any, due on such advance, or (ii) in pursuance of any customary or social obligation, or (iii) in pursuance of any obligation devolving on him by succession, or (iv) for any economic consideration received by him or by any of his lineal ascendants or descendants, or (v) by reason of his birth in any particular caste or community, he would- (1) render, by himself or through any member of his family, or any person dependent on him, labour or service, to the creditor, or for the benefit of the creditor, for a specific period or for an unspecified period, either without wages or for nominal wages, or (2) forfeit the freedom of employment or other means of livelihood for an specified period or for an unspecified period, or (3) forfeit the right to move freely throughout the territory of India, or (4) forfeit the right to appropriate or sell at market-value any of his property or product of his labour or the labour of a member of his family or any person dependent on him and includes the system of forced, or partly forced, labour under which a surety for a debtor enters, or has, or is presumed to have, entered into an agreement with the creditor to the effect that in the event of the failure of the debtor to repay the debt, he would render the bonded labour on behalf of the debtor;

*Explanation : For the removal of doubts, it is hereby declared that any system of forced, or partly forced labour under which any workman being contract labour as defined in clause (b) of sub-section (1) of Section 2 of the Contract Labour (Regulation and Abolition) Act, 1970 (37 of 1970), or an inter-State migrant workman as defined in clause (e) of sub-section (1) of Section 2 of the Inter-State Migrant Workmen (Regulation of Employment and Conditions of Service) Act, 1979 (30 of 1979), is required to render labour or service in circumstances of the nature mentioned in sub-clause (1) of this clause or is subjected to all or any of the disabilities referred to in sub-clauses (2) to (4), is 'bonded labour system' within the meaning of this clause;*

(h) "family", in relation to a person, includes the ascendant and descendant of such person;

(i) "nominal wages", in relation to any labour, means a wage which is less than,- (a) the minimum wages fixed by the Government, in relation to the same or similar labour, under any law for the time being in force; and (b) where no such minimum wage has been fixed in relation to any form of labour, the wages that are normally paid, for the same or similar labour, to the labourers working in the same locality.

Source : Srivastava [2005 : 43].

### Annexe 5.3. Tableau synthétique des cadres analytiques des différentes approches empiriques

Tend to or Typically	Qualitative Approaches	Quantitative Approaches	Mixed Methods Approaches
Use these philosophical assumptions Employ these strategies of inquiry	Constructivist/Advocacy/ Participatory knowledge claims Phenomenology, grounded theory, ethnography, case study, and narrative	Postpositivist knowledge claims Surveys and experiments	Pragmatic knowledge claims Sequential, concurrent, and transformative
Employ these methods	Open-ended questions, emerging approaches, text or image data	Closed-ended questions, predetermined approaches, numeric data	Both open- and closed-ended questions, both emerging and predetermined approaches, and both quantitative and qualitative data and analysis
Use these practices of research, as the researcher	Positions himself or herself Collects participant meanings Focuses on a single concept or phenomenon Brings personal values into the study Studies the context or setting of participants Validates the accuracy of findings Makes interpretations of the data Creates an agenda for change or reform Collaborates with the participants	Tests or verifies theories or explanations Identifies variables to study Relates variables in questions or hypotheses Uses standards of validity and reliability Observes and measures information numerically Uses unbiased approaches Employs statistical procedures	Collects both quantitative and qualitative data Develops a rationale for mixing Integrates the data at different stages of inquiry Presents visual pictures of the procedures in the study Employs the practices of both qualitative and quantitative research

Source : Creswell [2003 : 19].



## Annexe 5.4. Carte des moussons en Inde

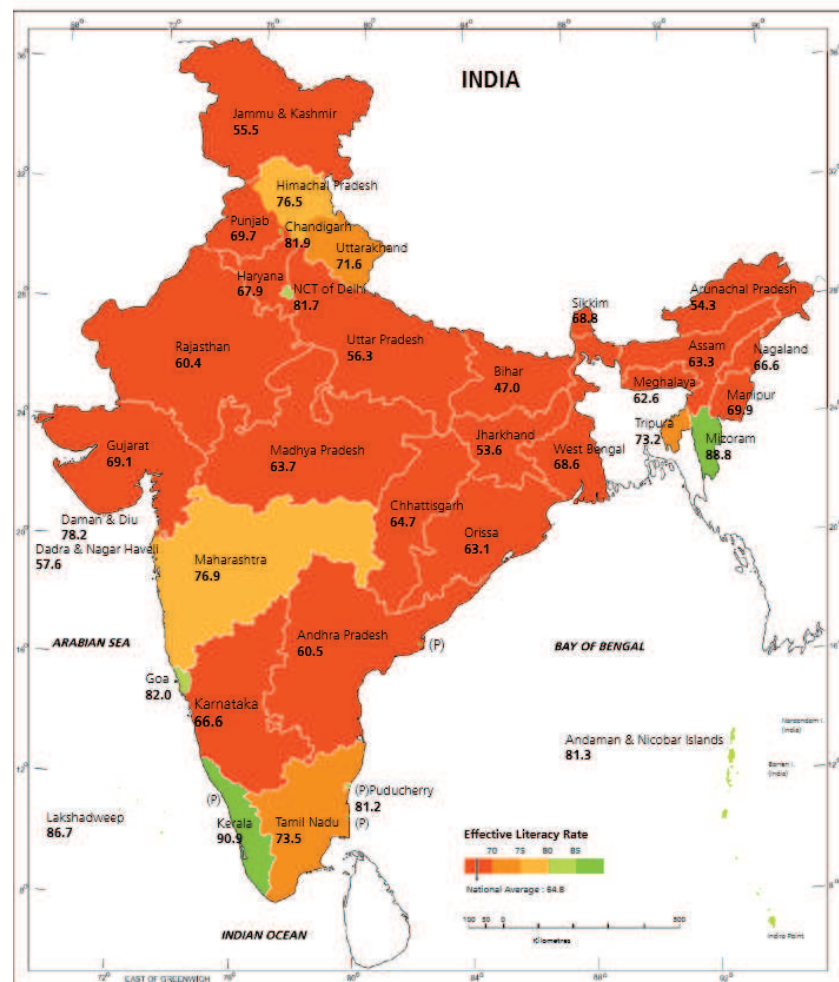


Source : Ayack [2008].

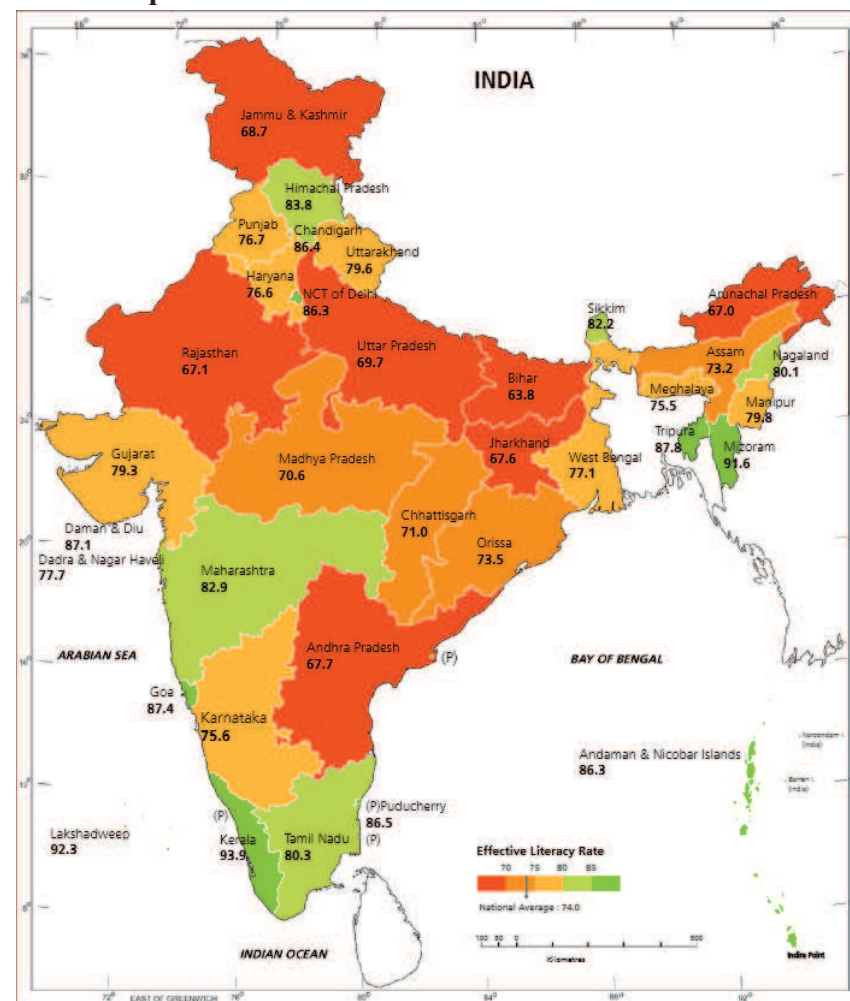


## Annexe 5.5. Taux d'alphabétisation en Inde (2001/2011)

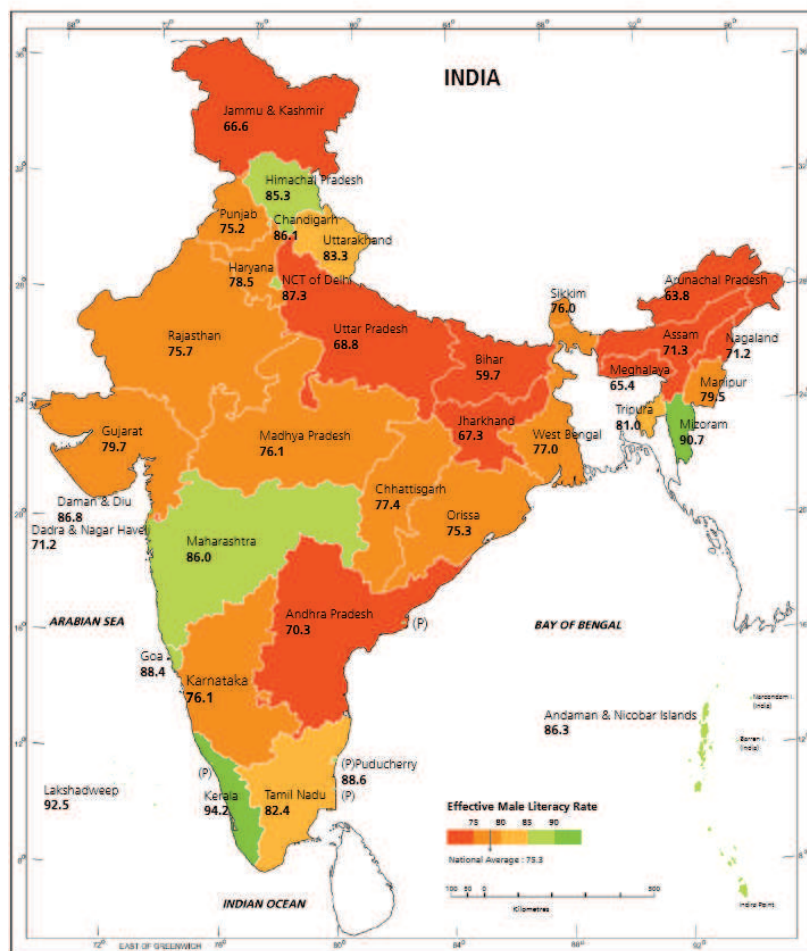
## Taux d'alphabétisation en 2001

Source : *Census of India* [2001].

## Taux d'alphabétisation en 2011

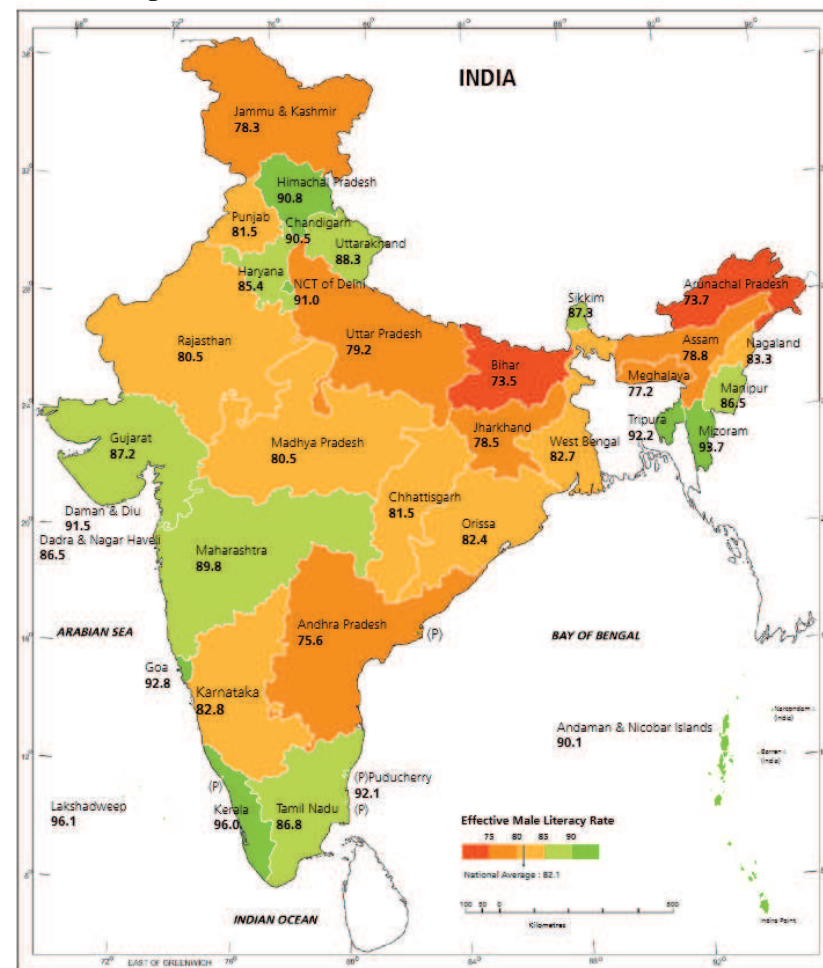
Source : *Census of India* [2011].

### Taux d'alphabétisation masculin en 2001



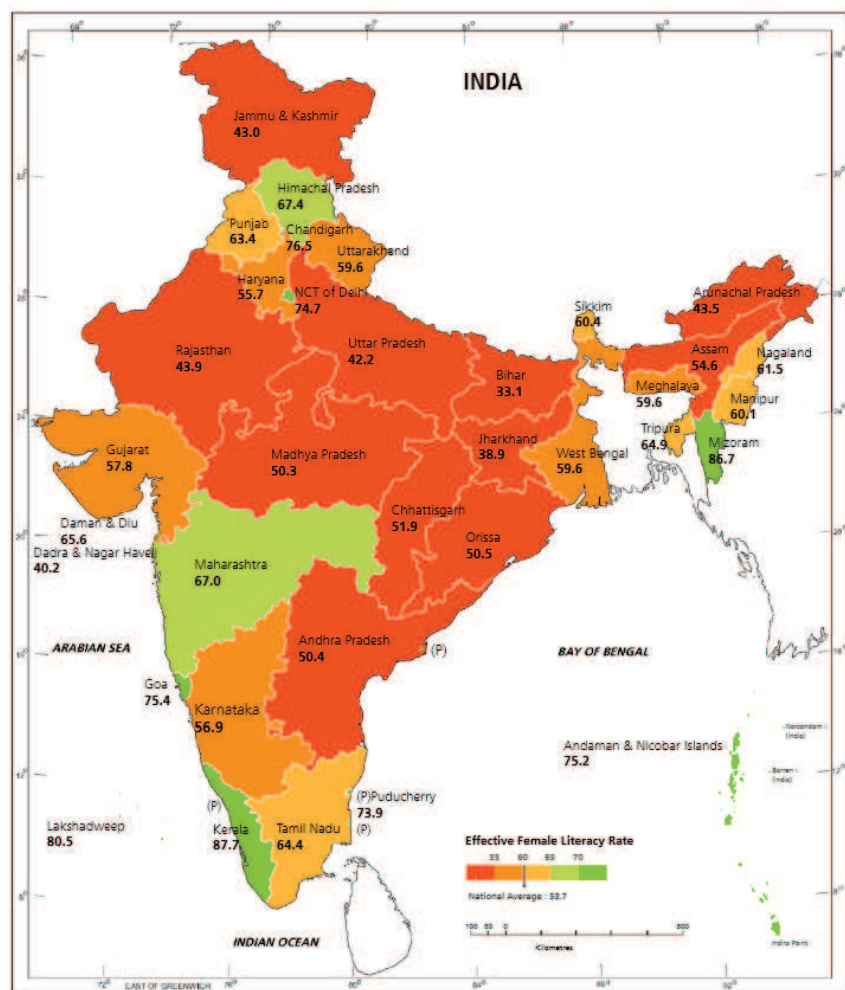
Source : Census of India [2001].

### Taux d'alphabétisation masculin en 2011



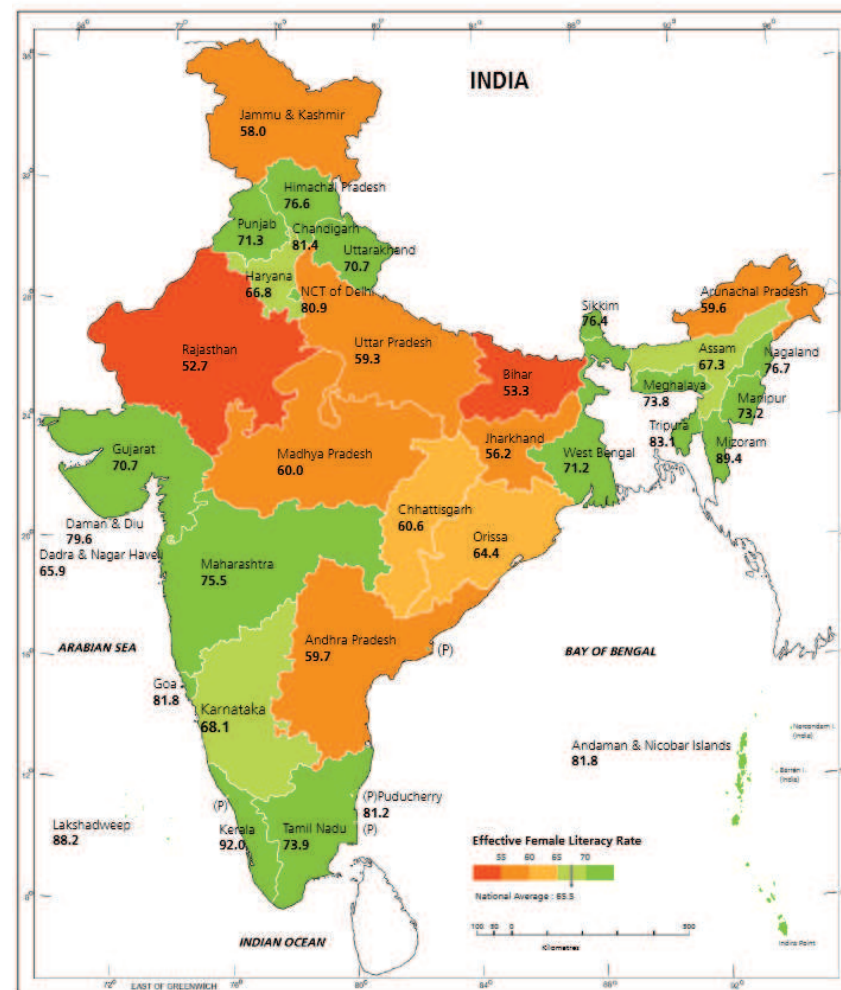
Source : Census of India [2011].

## Taux d'alphabétisation féminin en 2001



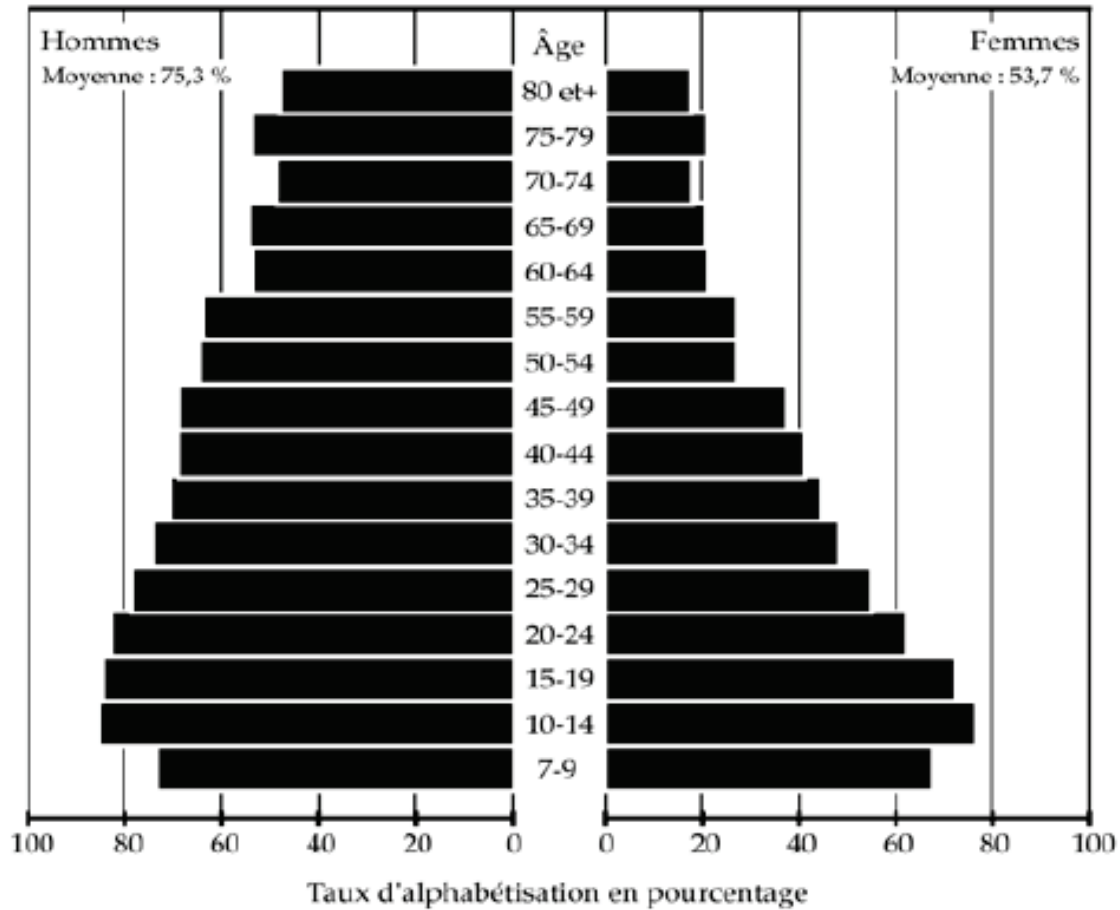
Source : *Census of India* [2001].

## Taux d'alphabétisation féminin en 2011



Source : *Census of India* [2011].

## Annexe 5.6. Taux d'alphabétisation par tranches d'âges et par sexe (2001)

ALPHABETISATION EN INDE PAR TRANCHES D'ÂGE ET PAR SEXE  
(2001)

Source : *Census of India 2001* [dans Buisson 2007 : 88].

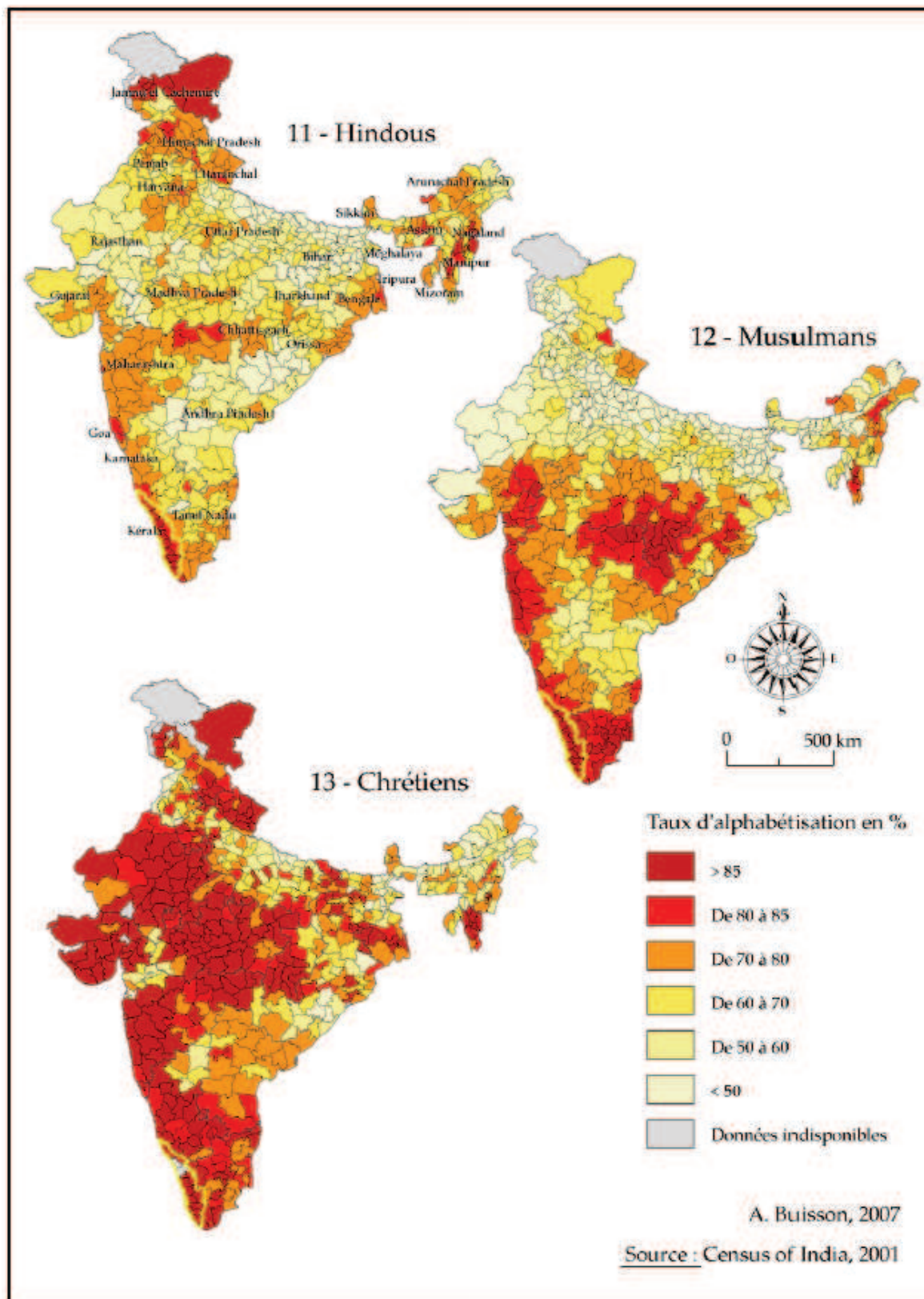


## Annexe 5.7. Correspondances entre les systèmes scolaires indien et français

Age moyen	Niveaux scolaires dans le système français	Niveaux scolaires dans le système indien		Infrastructures d'enseignement
4				
5	Maternelle	<i>Preprimary</i>		<i>Preprimary school</i> (maternelle)
6			<b>Enseignement élémentaire</b>	<i>Primary school</i> (école primaire)
7	CP	Class I		
8	CE1	Class II		
9	CE2	Class III		
10	CM1	Class IV		
11	CM2	Class V		
12	6 <sup>ème</sup>	Class VI	<b>Enseignement élémentaire</b>	<i>Middle school</i> (école primaire supérieure)
13	5 <sup>ème</sup>	Class VII		
14	4 <sup>ème</sup>	Class VIII		
15	3 <sup>ème</sup>	Class IX	<b>Ens. secondaire</b>	<i>Secondary school</i> (lycée secondaire)
16	2 <sup>de</sup>	Class X		
17	1 <sup>ère</sup>	Class XI		
18	Terminale	Class XII		
19	Licence I	1 <sup>st</sup> Year Bachelor	<b>Enseignement supérieur</b>	<i>College ou university</i> (université)
20	Licence II	2 <sup>nd</sup> Year		
21	Licence III	3 <sup>rd</sup> Year		
22	Master I	1 <sup>st</sup> Year Post graduation		
23	Master II	2 <sup>nd</sup> Year		
24	Doctorat	1 <sup>st</sup> Year Mphil*		
25		2 <sup>nd</sup> Year		
		Phd		

Source : Buisson [2007 : 80].

**Annexe 5.8. Alphabétisation des principales religions en Inde à l'échelle des districts en 2001 (données *Census of India* [2001])**



Source : Buisson [2007 : 112].

**Annexe 5.9. Utilisation et montants moyens d'endettement des différentes formes de crédits par caste**

Sources de crédit	Castes			
	Ensemble <i>n=379</i>	<i>Dalits</i> <i>n=182</i>	<i>Middle Castes</i> <i>N=137</i>	<i>Upper Castes</i> <i>n=60</i>
<b>Informel</b>				
Moyenne de l'encours d'endettement (INR)	61 156	56 305	70 757	54 108
Utilisation (%)	99,7	100	99,3	100
<b>Semi-formel</b>				
Moyenne de l'encours d'endettement (INR)	20 357	15 646	26 756	21 500
Utilisation (%)	67,8	72	65,7	60
<b>Formel</b>				
Moyenne de l'encours d'endettement (INR)	26 891	20 067	30 761	33 045
Utilisation (%)	56,5	47,3	64,2	66,7

Source : Auteur (à partir des données de l'enquête RUME 2010).



## Annexe 5.10. Illustration des effets ambigus de la micro-finance



Source : Roesch [2006 dans Héliers, 2008 : 21].

### Annexe 5.11. Questionnaire programme RUME 2010 (version anglaise).

Interviewer Name:

Questionnaire number:

Date:

**General Note:** For each option, use the following items with the existing codes.

00. None of the options given

77. Other (specify in detail)

88. do not know

99. No Response

#### 1. GENERAL INFORMATION

1 - 1	-	Village Name
1 - 2	-	Ur
1 - 3	-	Colony
1 - 4	-	Head of the family (Name);
1 - 5	-	Address (Street)
1 - 6	-	Caste 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 Naidu, 07 Navithar, 08 Asarai
1 - 7	-	Religion 01 Hindu / 02 Christian / 03 Muslim
1 - 8	-	How long you are living in this village? 01 since birth
1 - 9	-	If you are an outsider, from which village do you come from?

**TABLE 1: FAMILY MEMBERS DETAIL**

<b>A Code id;;</b>	<b>B Name</b>	<b>C Male / Female 01 Male / 02 Female</b>	<b>D Relation with the head of the family 01 head(father) 02 wife 03 mother 04 father 05 son 06 daughter 07 daughter-in- law 08 son-in-law 09 sister 10 mother in law 11 father in law 12 brother elder 13 brother younger 14 others</b>	<b>E Age</b>	<b>F Family members staying with you</b>	<b>G Education level</b>	<b>H Are you a student at present?  No - 01 Yes - 02</b>	<b>I Do you have?  01 Technical education; 02 Experience skill in a field; 03 technical skill</b>
F1								
F2								
F3								

## 2 OCCUPATIONS

Table - 2

A Code id person (F1, F2...)	B Person involved 01 head 02 wife 03 mother 04 father 05 son 06 daughter 07 daughter-in-law 08 son-in-law 09 sister 10 mother in law 11 father in law 12 brother elder 13 brother younger 14 others	A List of occupation	D Annual Income of the person (if monthly income, multiply by 12; if weekly income multiply by number of week worked; if paid by advance, add advance and all other allowances in the field) Rs.
F1			
F2			
F3			

2.1 IS THERE ANYBODY AMONG THIS, WHO HAS STOPPED WORKING DUE TO ACCIDENTS OR HEALTH PROBLEMS?

**3. Public Service works** (public service such as president, ward member, temple committee, school committee, political party designation, etc. These may bring some money as honorarium or no income include SHG leadership, NGO committee)

**Table 3 .1**

<b>A</b> Code id person	<b>B</b> Person involved (name)	<b>C</b> Which field	<b>D</b> Since How long (number of years)	<b>E</b> Registered member / Designation / post	<b>F</b> Paid or not (payment, allowance, reimbursement of fare, etc.)
F1					
F2					
F3					

**4 MEMBERSHIPS**

**Table 4-1 Participation to political public events last year (local, in a town)**

<b>A</b> Who (code person)	<b>B</b> What kind of events 01.political meeting 02.trade union activity 03.demonstration 04.functions/anniversary 05.village/area association meeting 06.caste association meeting 06.meet with officials (collector, BDO, MLA) 08. other (specify which one) 09. none of these	<b>C</b> Which place Mention (Distance from the village)	<b>D</b> How many times In the last two years (number)
F1			
F2			
F3			

**Table 4-2 Self Help Group, Association, Cooperative**

<b>D</b> Code id person	<b>B</b> Family members involved in association	<b>C</b> Type of association SHG =1 , Cooperative= 2, Sangam = 3 Other – 4 None of these – 5	<b>D</b> (name of association or NGO)	<b>E</b> How long they have been member in?
F1				
F2				
F3				

**5. Main expenses over the last one year**

This includes all the expenses covered by the household (even when it is for people who are living there)

**Table 5.1**

<b>Type of expense</b>	<b>Period</b>	<b>Amount (Rs)</b>
Food expenses	Total per week	
Education – all children	Total per year (if needed calculate first per month and then per year)	
Health	Total per year	
Ceremonies and festivals	Total per year (list the main types of ceremonies and festivals and then calculate the total)	
Death	Total per year	

## 6 LOANS

**List of loans taken during the year 2009** (List out all the loans which are already in live and borrowed from 2009 January. This loan include SHG loan, loan from relatives, neighbor, lenders, finance company, maistries etc. These loans are borrowed for many reasons)

Table 6-1

<b>A</b> <b>Code</b> <b>id of</b> <b>the</b> <b>loan</b> <b>L1...</b>	<b>B</b> <b>Reason for</b> <b>borrowing</b>	<b>C</b> <b>From Whom</b> 01 Well known people 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11 Banks 12 Coop bank 13 Sugar mills loan	<b>D</b> <b>If it is from</b> <b>Relatives, specify</b> <b>the nature of the</b> <b>relationship</b> 01 Maternal uncle 02 brother 03 Paternal uncle 04 cousin (father side) 05 nephew (mother side) 06 father/mother in law 07 brother in law 08 wife relatives 09 father brother	<b>E</b> <b>Lender caste</b> 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	<b>F</b> <b>Lender's</b> <b>native</b> 01 inside the village 02 outside the village	<b>G</b> <b>Relationship with</b> <b>lender</b> 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 I don't know him 09 businessman  (multipurpose response)
L1						
L2						
L3						



Table 6.1 continuous

<b>H</b> <b>What are the other services provided by the lender</b> 1.political support 2.financial support 3.gurantor 4.General informant 5. other 6. none	<b>I</b> <b>Amount of the loan</b> (Rs)	<b>J</b> <b>Balance today</b> (Rs)	<b>K</b> <b>Is the loan settled?</b> Yes 01 No 02	<b>L</b> <b>When the loan was contracted</b> <b>(month and year)</b>
L1				
L2				
L3				

**DISCUSSION OF 3 MAIN LOANS**

**Note :** [discuss the three loans which are mentioned in the previous.] Be very clear about the criteria used for the selection of the three loans

**Table 6-2 : 3 MAIN LOANS** (Note that you have to discuss all the information for each loan )

<b>A</b> Code id of the loan	<b>B</b> From Whom	<b>C</b> name	<b>D</b> Which Caste is the lender?	<b>E</b> What is your relationship with the lender	<b>F</b> If it is from Relatives, specify the nature of the relationship	<b>G</b> Other services provided by the lender	<b>H</b> What are the Services that you provide to the lender due to lending?
<b>L 1 or L2 ...</b>	01 WKP 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11 Banks 12 Coop bank 13 Sugar mills loan		01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him  (multiple response)	01 Maternal uncle 02 brother 03 Paternal uncle 04 cousin (father side) 05 nephew (mother side) 06 father in law 07 brother in law 08 wife relatives 09 father brother	1.political support 2.financial support 3.gurantor 4.General informant 5. leasing land 6. other 7. none	1.free service 2.work for less wage 3. provide support whenever he need 4. other (specify)
L1							
L2							
L3							

Table 6.2 continuous

<b>I</b> <b>Responsible for the credit</b>  <b>F1 or F2 ...</b>	<b>J</b> <b>Utilised for whom (if different)</b> List from relatives (F1, F2,..) 01 – friends 02 – neighbour 03 – terinjavanga 04- Other relatives (mention them)	<b>K</b> <b>Reason given to access credit</b>	<b>L</b> <b>Utilised for what purpose</b>
L1			
L2			
L3			

Table 6-2 continuous

<b>M</b> <b>Did you get the amount you asked for?</b> 01 Yes 02 No	<b>N</b> <b>If not, how much money received</b>	<b>O</b> <b>If it is less than expected, how do you manage for the remaining?</b> 01 borrowed from other 02 pledged the property 03 sold the property 04 Managed with the received amount 05 other	<b>P</b> <b>How did you plan to organize this expenses before reaching this lender?</b> 01 Get from others 02 Sell the property 03 Pledge the property 04 Manage with the existing 05 other	<b>Q</b> <b>At the time of borrowing money, what was your plan to repay the credit?</b> 01. we have joined in a chit fund 02. someone from the household will work more 03. someone from the household will migrate 04. we will sell assets 05. we will use normal income from labour 06. we will borrow elsewhere 07. nothing special 08. other
L1				
L2				
L3				

Table 6-2 continuous

<b>R</b> How long it took to get the Credit? (in days)	<b>S</b> How much you spent for that? (Rs)	<b>T</b> How many times you went to get it? (number)	<b>U</b> Month and year of the credit taken;	<b>V</b> What was the period you waited between the request and access of the credit? (in days)
L1				
L2				
L3				

Table 6-2 continuous

<b>W</b> What was the duration given by you to the lender at the time of borrow	<b>X</b> What was the duration given by the lender? 01 not mentioned <b>Same question</b>	<b>Y</b> What was the duration you took to repay? (only for those who have already fully repaid) Harmonize – number of weeks? Months?	<b>Z</b> Do you pay an interest yes 01 No 02	<b>AA</b> If yes, what is the amount?	<b>AB</b> Which frequency? 01 Monthly; 02 weekly; 03 yearly; 04 once in six months 05 pay whenever have money 06 other	<b>AC</b> How much Interest you paid? Amount INR	<b>AD</b> How much principal amount you paid? Amount INR	<b>AE</b> What is the position of this credit today?  01 Settled 02 Not settled
L1								
L2								
L3								

## RECOMMENDATION AND GUARANTOR

Table 6-2 continuous

<p style="text-align: center;"><b>AF</b></p> <p>Did you need a recommendation or guarantor to get the above credit?</p> <p style="text-align: center;"><b>Recommendation</b></p> <input type="checkbox"/> <p style="text-align: center;"><b>Guarantor</b></p> <input type="checkbox"/> <p>01 Not needed 02 Needed</p>	<p style="text-align: center;"><b>AG</b></p> <p>Which Caste is the person who ?</p> <p style="text-align: center;"><b>Recommendation</b></p> <input type="checkbox"/> <p style="text-align: center;"><b>Guarantor :</b></p> <input type="checkbox"/> <p>01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 Naidu, 07 Navithar, 08 Asarai</p>	<p style="text-align: center;"><b>AH</b></p> <p>What is your relationship with this person who (multiple answer)?</p> <p style="text-align: center;"><b>Recommendation :</b></p> <input type="checkbox"/> <p style="text-align: center;"><b>Guarantor :</b></p> <input type="checkbox"/> <p>01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him personally (multiple answer)</p>	<p style="text-align: center;"><b>AI</b></p> <p>Did the same person recommended for the other credits you took and when?</p> <p style="text-align: center;"><b>Recommendation :</b></p> <input type="checkbox"/> <p style="text-align: center;"><b>How many time Guarantor :</b></p> <input type="checkbox"/> <p style="text-align: center;"><b>How many time</b></p>
L1			
L2			
L3			

**DOCUMENTS, SHG and CHITTU as an Assurance****Table 6-2 continuous**

<b>AJ</b> <b>Did you use any documents</b> <b>(Documents / cheque)?</b> 01 Yes 02 No	<b>AK</b> <b>Which product you have</b> <b>pledged?</b>	<b>AL</b> <b>What is the valuation of</b> <b>the product you pledged</b> <b>(at that time)?</b> <b>Rs</b>	<b>AM</b> <b>Nave you used</b> 01 SHG 02 Chittu as an assurance (guarantee) for repayment of the debt?	<b>AN</b> <b>If you used SHG or</b> <b>Chittu as guarantee, is</b> <b>it</b> 01 Guarantee of money 02 guarantee of trust
L1				
L2				
L3				

## LOAN REPYAMENT

Table 6.2 Continuous

AO How much do you have to pay towards interest and the principal amount	AP In what manner, did you repay?  01 Monthly; 02 weekly; 03 yearly; 04 once in six months 05 pay whenever have money	AQ Who decides the manner of payment 1. Myself 2. Lender 3.	AR Terms of payment  01 fixed duration 02 repay when have money; 03 repay when asked by the lender	AS Did you face any problems to settle the interest and or the principal?  01.Borrowing elsewhere (go column H) 02.Selling something which was not planned (column G) ; 03.lease land; 04.consumption reduction; 05.take an additional job; 06.work more; 07.relative or friends support; 08.to sell harvest in advance	AT If you sold any product or belongings to settle the credit, for how much (amount)	AU If you sold any product or belongings to settle the credit, what product? 01. land 02. livestock 03. consumer items 04. jewels, gold 05. other	AV If you took any credit from somebody to settle this , how much? (amount INR)	AW If you are obliged to take a job somewhere to repay the loan, then what kind of job?	AX Who took the job? (continuation of the previous question)
L1									
L2									
L3									



Table 6.2 Continuous

<b>AY</b> <b>To settle the credit, Do you or your family members have to work more?.</b>  Specify the occupation (including migration) Same <b>Two types of coding here? We should have different colomns, no?</b>	<b>AZ</b> <b>Who took the job (continuation of the previous question)</b>	<b>BA</b> <b>Did any of the members help to settle the credit?</b>  01 Well known people 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11 Banks 12 Coop bank 13 Sugar mill loan	<b>BB</b> <b>If it is from Relatives, specify the nature of the relationship</b>  01 Maternal uncle 02 brother 03 Paternal uncle 04 cousin (father side) 05 nephew (mother side) 06 father in law 07 brother in law 08 wife relatives	<b>BC</b> <b>If there is a delay in settling the credit, what sort of problems do you face?</b>  01 Nothing 02 shouting 03 put the pressure through the guarantor 04 compromise 05 inform to all our relatives	<b>BD</b> <b>Does is happen that the lender:</b>  1- give you more time for the repayment 2- take back collaterals 3- pressurize the guarantor 4- ask the guarantor to repay 5- cancel the debt 6- legal action 7- physical pressure	<b>BE</b> <b>Will you take credit from the same person again?</b> 01 Yes 02 No
L1						
L2						
L3						

## 7. LENDERS List of money lenders for the past 5 years

Table 7-1

A List of money lenders for the past 5 years	B How many times in the last five years? 00 – don't remember Or write the number of times	C Does is happen that the lender 01 Did not provide second loan; 02 modify the loan contract; 03 stop providing land to cultivate (pressure); 04 stop providing water (pressure); 05pressure to sell the property; 06 psychological pressure through direct contact; 07 give you more time for the repayment; 08 take back collaterals; 09 pressurize the guarantor; 10 ask the guarantor to repay; 11 cancel the debt; 12 send people to make pressure <b>(multiple answer)</b>	D In that case, do you like to continue to take credit from him? 01 Yes 02 No
01 Well known people 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11 Banks 12 Coop bank 13 Sugar mill loan			
L1			
L2			
L3			

Table 7-1 continuous

<b>E</b> <b>Which money lender has stopped giving credit to you?</b>	<b>F</b> <b>From which year?</b>	<b>G</b> <b>How much credit you asked?</b>	<b>H</b> <b>Why it was stopped?</b>
01 Well known people 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11 Banks 12 Coop bank 13 Sugar mill loan			Stopped lending – 01 Don't have money – 02 Don't trust on me – 03 Failed to produce guarantee – 04
L1			
L2			
L3			

Strengths and weaknesses of each credit source: here the question is asked for ALL the CREDIT sources

Table 7-1 continous

	<b>I</b>	<b>J</b>
	<b>According to you, what are the main strengths/interest of each credit (list all the credit sources of the HH) For each source 3 options possible</b>	<b>According to you, what are the main weaknesses/difficulty of each credit (list all the credit sources of the HH)</b>
	01. interest rate 02. amount 03. duration 04. flexibility in fixing the regularity of instlments 05. possibility to postpone repayments 06. quick to access 07. simple procedure 08. possibility to withdraw the money (when credit is based on saving) 09. discretion, confidentiality 10. respect 11. limited amount of collaterals 12. nature of collateral 13. guarantee 14. obligatory saving 88. Don't know 99. No response	01. more interest 02. demand money not available 03. need of recommendation/gurantee 04. to be return back in exact time 05. no possible of time extension 06. physical violoence 07. mental torture 08. not possible to get in exact time 88. Don't know 99. No response
01		
02		
03		
04		
05		

**8. CREDIT ON PRODUCTS** (Recently, all the materials such as fridge, bike, household materials, jewel etc which are borrowed on credit)

Table 8-1

<b>A</b> Name of the product	<b>B</b> From whom 01-Shop keeper 02- credit vendor 03- finance company	<b>C</b> Amount Rs	<b>D</b> Is the loan settled? 01 Yes 02 No

**9 DETAILS OF YOU AND YOUR FAMILY MEMBERS LEND MONEY TO OTHERS**

Table 9.1

<b>A</b> Who (ID)?	<b>B</b> Borrower's caste 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	<b>C</b> What is your relationship with the borrower (multiple answer)? 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 Same political party 10 I don't know him personally	<b>D</b> How much Rs.	<b>E</b> Interest (equivalent monthly interest) – be sure it makes sense	<b>F</b> For what purpose Same than 01 Agriculture 02 Education 03 Family expenses 04 Medical expenses 05 Funeral 06 Marriage 07 Repay past debt 08 buy consumer goods 09 –investment (buy land, jewel)	<b>G</b> Did they face any problem to get the repayment? 01 Yes 02 No

### 10. YOU AND YOUR FAMILY MEMBER AS A GUARANTOR OR GIVING RECOMMENDATION FOR A CREDIT

Table 10.1

<b>A</b> <b>List the people YOU or anyone in the HH help/recommend other to access credit</b> 01 head 02 wife 03 mother 04 father 05 son 06 daughter 07 daughter-in-law 08 son-in-law 09 sister 10 mother in law 11 father in law 12 brother elder 13 brother younger 14 others	<b>B</b> <b>For whom (relationship)</b> 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 Same political party 10 I don't know him personally	<b>C</b> <b>Borrower's caste</b> 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	<b>D</b> <b>Do the same person helped you as the guarantor or recommender</b> 01 – yes 02 – no	<b>E</b> <b>Who is the money provider in this case? (relation)</b> 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 Same political party 10 I don't know him personally	<b>F</b> <b>Lender's caste</b> 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai

## 10.2 Recommendation that you received:

<b>A</b> <b>Does it happen that some refuses to recommend you?</b> 01 – yes 02 – no	<b>B</b> <b>or what reason refused?</b>	<b>C</b> <b>Have you already repaid the credit of the person you have recommended?</b> 01 – yes 02 – no	<b>D</b> <b>If yes, what was the amount? (Rs)</b>	<b>E</b> <b>What is your relation with this person?</b> 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 Same political party 10 I don't know him personally	<b>F</b> <b>What is the caste?</b> 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	<b>G</b> <b>What is your relationship with the borrower</b> 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 Same political party 10 I don't know him personally	<b>H</b> <b>How did you managed to pay the credit</b>

10.3 In the last 5 years, did you receive recommendations and guarantee whenever you want to borrow loan? 01 – yes ; 02 – no

10.4 If you didn't get it, what is the reason?



**11 CHIT FUND**

**11. Is there anybody in the family who belong in a chit fund ?** 01 – yes      02 - No (go 12)

**Table 11.1**

<b>The family members have joined in chit fund F1 F2....</b>	<b>What type of chit? 01 Auction chit 02 Jewel chit 03 Vessels chit 04 Tourism chit</b>	<b>Duration of the chit (Number of months?)</b>	<b>How many members are there in this chit (number)</b>	<b>Payment installment repayment (01 weekly 02 monthly 03 yearly</b>	<b>Expected amount</b>
F1					
F2					
F3					

**12. SAVING ACCOUNTS IN BANKS/COOPERATIVES**

Do you have an saving account Cooperative bank, Nationalised bank, Private banks? 01- yes 02 – no (go 13)

**Table: 12.1**

<b>A</b> <b>Who (ID)?</b> F1, F2...	<b>B</b> <b>Do you have an saving account</b> <b>Cooperative bank,</b> <b>Nationalised bank,</b> <b>Private banks (list them)</b>	<b>C</b> <b>Where? (name and place)</b>	<b>D</b> <b>outstanding at present</b>	<b>E</b> <b>Purpose of having account in the bank</b> 01 savings 02 jewel pledge 03 receive credit 04 crop loans 05 sugar mill loan	<b>F</b> <b>Do you hold Debit card in this bank?</b>	<b>G</b> <b>Do you hold Credit card in this bank?</b>
F1						
F2						
F3						

**13. GOLD****Table: 13.1**

<b>A</b> <b>Gold : quantity owned by different member of family (total) in gram or sovereign (convert in gram)</b>	<b>B</b> <b>Already pledged (weight in gram)</b>	<b>C</b> <b>Amount of the pledging (at the time of pledge)</b>
F1		
F2		
F3		

## 14. OTHER FINANCIAL PRODUCTS

Table 14.1

A Who (ID)? F1, F2...	B List of insurance company	C Purpose of the insurance 01 Life insurance 02 health insurance 03 crop insurance 04 animal insurance 05 savings insurance	D Do you get any benefit earlier by the scheme? Yes 01; No 02	E When joined in the scheme (the first time)
F1				
F2				
F3				

## 15 HOUSE PROPERTY

Table 15.1

A 01 Own house 02 joint property 03 family property 04 rental	B If own house, how did you buy 01 hereditary 02 savings 03 bank loan 04 credit from relatives/terinjavanga 05 finance 06 help from children/relatives (multiple answer)	C If rental, how much is the rent (amount INR)	D Estimated Value of the house (amount INR)	E Type of house 01 Big concrete house 02 Big traditional tamil house 03 medium house 04 concrete house 05 tile roof house 06 thatched roof house 07 government house	F House size (No. of rooms)

**16. OTHER FACILITY****Table 16.1**

<b>A</b> <b>Electricity</b> 01 general electricity 02 single line 03 free electricity	<b>B</b> <b>Water</b> 01 own tap; 02 public tap	<b>C</b> <b>Do you have house title (registered, patta)</b> Yes 01 No 02	<b>D</b> <b>Do you own other house or building apart from this house?</b> Yes 01 No 02	<b>E</b> <b>Yes, what is the rented income? Rs</b>

**17. CATTLE AND AGRICULTURE****Cattle****Table 17.1**

<b>A</b> <b>Goats / cows</b>	<b>B</b> <b>Present price (amount INR)</b>	<b>C</b> <b>Uses :</b> 01 to be sold 02 For milk 03 As saving 04 keep status Only three responses, by order (1 <sup>st</sup> , 2 <sup>nd</sup> , 3 <sup>rd</sup> )
17. 1A Number of cows		
17. 1B Number of goats		

### CATTLE LOSS DURING LAST 3 YEARS

Table 17.2

<b>A</b> <b>In the last 3 years, have you lost any cattle</b> 01 – yes 02 -no	<b>B</b> <b>How many you lost (number)</b>	<b>C</b> <b>How you lost</b> 01 – dead 02 – sold	<b>D</b> <b>What is the loss amount (Rs)</b>	<b>E</b> <b>Did you got an insurance</b> 01 – yes 02 – no	<b>F</b> <b>If yes, how much you got (Rs)</b>

17.3 Is there any medical and maintenance expenses for the animals you have? (for one year)

17.4 How much did you spent for livestock medical expense during the last one year? Rs-----

17.5 Which animals you are not interested to rearing? 01 – cow; 02 – goats; 03- plough and cart bull; 04 - buffalo; 05 – ducks

17.6 Why? Open question

17.7 Which animals you are interested in rearing? 01 – cow; 02 – goats; 03- plough and cart bull; 04 - buffalo; 05 – ducks

17.8 For what reason you are interested Open question

**18 AGRICULTURE LAND AND WATER****Table 18.1**

A LAND TYPE	B Number of acres	C Water is coming from : 1-Tank 2-River/canal 3Bore well 4 Open Well 5 Only rain (multiple answer possible)
Own land		
Lease land		
Dry land		
Wet land		

**AGRICULTURE: CROPS****Table 18.2**

A Crops in 2009 (all season) 01 Paddy 02 Cotton 03 Sugarcane 04 savukku tree 05 Guava 06 Mango 07 sapotta fruit 07 Plantain 08 ground nut 10 millets	B Acre	C 01 Own land 02 Lease land	D Total harvest (in bags )	E Price per bag Rs	F For how much you sold? (amount INR)	G Production cost (without adding labour cost) (Rs)	H Labour cost (Rs)

Table 18.3

A How many acres of land you purchased during the last 5 years (number)	B What price (amount INR)	C How did you buy it?

## OTHER PRODUCTS THAT YOU GOT FROM AGRICULTURE(LAST ONE YEAR)

Table 18.4

A Products (water, straw, oil cakes)	B For how much you sold it? (Rs)	C How much you used for own purpose? (Rs.)

## 18.5 DID YOU LEASE OUT YOUR LAND IN THE LAST 3 YEAR? YES – 01; NO 02

Table 18.6

A To whom (name)	B LEASER'S Caste 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	C Relationship of the leaser 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him personally



**18.7 DID ANY OF YOU FAMILY MEMBERS LEASED IN SOME OTHER'S LAND IN THE LAST 3 YEAR? YES – 01; NO 02**

**Table 18.8**

<b>A</b> From whom (name)	<b>B</b> Caste	<b>C</b> Relationship of the land owner
	01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him personally

**LIST OF CROP THAT YOU STOPPED OR INTERESTED IN CULTIVATION?**

**Table 18.9**

<b>A</b> What crop	<b>B</b> Interested – 01 Stopped - 02	<b>C</b> For what reason? Open question	<b>D</b> From Which year?

**19. AGRICULTURAL WAGES****19.1. Do you engage laborers for your agricultural work?** Yes 01; No 02**Table 19.2 Relationship with the laborers**

<b>A</b> How many labourers per year? (number)	<b>B</b> Total wage (Rs)	<b>C</b> From where do the laborers come? 01 inside the village 02 outside the village	<b>D</b> Caste of the labourers (multiple responses) 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai

**20. FARM EQUIPMENTS****20.1 table**

A <b>Do you have any equipments for agriculture?</b> 1-Tractor 2 bullock cart 3harvester	B <b>How many (number)</b>	C <b>When did you buy it? (year)</b>	D <b>How did you pay it?</b> 01. income 02. savings 03. selling assets 04. help relatives 05. governmental scheme 06. NGO scheme 07. credit (see question D) 08. one member of the family worked specifically for that	E <b>Credit from</b> 01 Well known people 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11Banks 12 Coop bank 13 Sugar mill loan	F <b>What is the present cost of the equipment? (Rs)</b>	G <b>Have you pledged it ever?</b> 01 Yes 02 No

**21- WEALTH****CONSUMER GOODS****TABLE 21.1 THE CONSUMER GOODS IN YOUR HOME**

<b>A</b> <b>List of goods</b>	<b>B</b> <b>Numbers</b>	<b>C</b> <b>Year of purchase</b>	<b>D</b> <b>How you bought?</b> <b>01 credit</b> <b>02 instalment</b> <b>02 ready cash</b>
Car			
Bike			
Fridge			
Costly furniture			
Tailoring machine			
Cell phone			
Land line phone			
DVD			
Camera			
Cooking gas			
Computer			
Dish antenna			

## 22. SELF EMPLOYMENT (mason, carpenter, goldsmith, cycle shop repair, industry or workshop owners...)

Table 22.1

A Code id F	B What kind of self employment Write full	C 01 Caste- based business 02 not	D Year of establishment	E How much investment (Rs)	F Source of investment  01 on loan 02 own capital  (multiple answer)	G From which lender you borrowed money for the business  01 Well known people 02 Relatives 03 employer 04 maistry 05 colleague 06 pawn broker 07 shop keeper 08 finance 09 friends 10 SHG 11Banks 12 Coop bank 13 Sugar mill loan  (multiple answer)	H If it is from Relatives, specify the nature of the relationship  01 Maternal uncle 02 brother 03 Paternal uncle 04 cousin (father side) 05 nephew (mother side) 06 father in law 07 brother in law 08 wife relatives	I Caste of the lender  01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	J Did you face any loss in your investment  01 yes 02 No	K How did you learn this business  01 family 02 friends 03 school 04 experience

Table 22.1 continous

In which period, do you get good income?		In which period do you get average income?		In which period do you get low income?	
L Number of months	M Approximate amount monthly	N Number of months	O Approximate amount monthly	P Number of months	Q Approximate amount monthly

22.2 HAVE YOU EMPLOYED ANY LABOURERS IN YOUR BUSINESS?      01 – YES      02 – NO

IF YES CONTINUE NEXT TABLE

Table 22.3 Labourers

A Name of the workers	B Relation with you Same pre-answers than other tables	C Caste of the workers	D Permanent 01 temporary 02 Seasonal 03	E Wage type	F Bonus	G Insurance	H Pension
	01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him personally	01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai <b>(can be multiple answers)</b>		01 Daily; 02 weekly; 03 monthly 04 – piece rate	Yes 01 No 02	Yes 01 No 02	Yes 01 No 02

**SELL THE PRODUCT OR SERVICE ON CREDIT BASIS**

22.4 Do you sell on credit?      01 Never; 02 time to time; 03 very often

22.5 What is the usual credit period? 01 One week; 02 one month; 03 seasonal duration

22.6 How do you cope the credit period expenses? 01 add the interest on the selling price; 02 usual practice

22.7 Approximate % of your activity which is sold on credit:

22.8 For those who buy raw materials, do you buy on credit ? 01 Yes; 02 No

**22.9 HAVE YOU DONE ANY BUSINESS IN THE PAST? (IF YES, FILL THE TABLE)****Table 22.10**

A Type of business	B Reason for stopped the own business (open question)

**22.11 Are you interested in doing own business?** Yes 01; No 02

**22.12 What kind of business ?**

**22.13 What do you need to start the business? (multiple answer)**

A Investment	B Education	C Experience	D Market	E Manpower

**23 JOB All kinds of work of the family members (except self employment, own agriculture) – list all occupation including coolie, government job, private job, brick migrant, sugarcane migrant, agriculture migrant, construction migrant**

*Please tell us all the occupations of the household members*

*We start with Local jobs – by local we mean in the village and around, they come back in the day*

*For the people who have several jobs, one line per job*



## SALARIED JOB

Table 23.1

A Code id F1, F2...	B In which place you are working? (name of the place)	C Distance from the village (Km)	D What kind of work	E Caste of your employer (if private) 01 vanniyar; 02 SC; 03 arunthatthiyar; 04 rediyar; 05 gramani, 06 naidu, 07 Navithar, 08 Asarai	F What is your relation with your employer? 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him personally	G Do this job is?  01 Permanent 02 Temporary 03 Seasonal	H Do this job is?  01 Part time 02 full time	I Type of salary Wage 01 Daily 02 Weekly 03 Monthly 04 piece rate

Table 23-1 continous

J In the last year, how many days you went to work	K Salary received (calculate for annual) Rs	L Other benefits		
		L1 Pension Yes 01 No 02	L2 Bonus Yes 01 No 02	L3 Insurance Yes 01 No 02

Table 23-1 Continuous

<b>M</b> How long you are in this work?; Number of years	<b>N</b> Do you take any advance Yes 01 No 02	<b>O</b> Do you have any balance in advance Yes 01 No 02	<b>P</b> What is the advance amount?  Rs	<b>Q</b> How do you get this job 01 maistry 02 themselves 03 friends 04 known person 05advertisement 06 go regular	<b>R</b> How do you know the person who helped you to get this job 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08businessman 09 I don't know him personally

**24. PROBLEMS IN YOUR WORK SINCE 2008 (DUE TO ECONOMIC CRISIS)**

- 24.1 Does anybody in your family lost their job? (All jobs including MIGRATION JOBS such as Brick kiln, construction work, coolie, etc)  
01 – yes                      02- No
- 24.2 Do you get less work?                      01- Yes                      02- No
- 24.3 What kind of job?
- 24.4 Where?

**25 MIGRATION (Jobs outside the local place (people stay there more than one day) – one line per job)****Table 25-1 Is anybody in your family migrated for the work? 01 – yes 02- No**

25.2

<b>A</b> Cod Id Person : F	<b>B</b> In the last 1 year, how many times (months, weeks) this person migrated	<b>C</b> To which village/town ?	<b>D</b> Distance from the village (Km)	<b>E</b> Usually how long do you stay outside 01 several days 02 several weeks 03 several months 04 more	<b>F</b> Amount of transport for each trip Amount INR	<b>G</b> Who pays transport 01 Yourself 02 employer 03 maistry	<b>H</b> What kind of job? 01 Brick kiln 02 Sugar cane 03 Construction work 04 coolie 05 agricultural related	<b>I</b> How long you are in this work?  (Number of years)

**Table 25-1 continuous**

<b>J</b> How did they find the job? Through 01 maistry 02 themselves 03 friends 04 known person 05 advertisement 06 go regular	<b>K</b> How do you know the person who helped you to get this job 01 colleague 02 Relative 03 labour 04 Political 05 Religious 06 Neighbour 07 SHG member 08 businessman 09 I don't know him personally	<b>L</b> If it is from Relatives, specify the nature of the relationship 01 Maternal uncle 02 brother 03 Paternal uncle 04 cousin (father side) 05 nephew (mother side) 06 father in law 07 brother in law 08 wife relatives	<b>M</b> Do this job is ? Permanent 01 Temporary 02 Seasonal (03)	<b>N</b> Do this job is? Part time 01 Full time 02 Seasonal 03	<b>O</b> Type of salary/wage 01 daily; 02 weekly; 03 monthly; 04 piece rate	<b>P</b> Have they received any advance?  Yes 01 No 02

Table 25-1 continuous

Q Is the advance is through 01 maistry 02 direct	R What is the advance amount? Amount INR	S Do you have any balance in advance Yes 01 No 02	T Salary received (calculate for annual) Advance + balance received at the end + other allowances in the field (except food)	U Other benefits		
				U1 Pension Yes 01 No 02	U2 Bonus Yes 01 No 02	U3 Insurance Yes 01 No 02

**26. INCOME GIVEN TO THE FAMILY BY THE FAMILY MEMBERS (ALL YOUR RELATIVES WHO LIVE LOCALLY OR OUTSIDE THE VILLAGE INCLUDING MARRIED DAUGHTERS, SONS, BROTHERS, COUSINS, INLAWS)**

26.1 Do you receive money from your family      01- Yes      02 - No

If yes, please fulfill the following table

Table 26-2

A Name	B Relationship 01 head(father) 02 wife 03 mother 04 father 05 son 06 daughter 07 daughter-in-law 08 son-in-law 09 sister 10 mother in law 11 father in law 12 brother elder 13 brother younger 14 others	C Where do they live?	D Do they send money 01 monthly 02 season 03 during festival 04 annual 05 whenever needed	E How much money do they send in the last year?; Rs	F Do they send any other product? Yes 01 No 02	G What is the total value of the money and the product sent by them? Per year? Amount INR	I How do they send the money? 01 through relatives 02 in person 03 by post	J Last year, Is there any reduction in the money you receive from outside (due to various reasons) Yes 01 No 02

**27. SENDING MONEY (money that you send by you to your family members)****27 Do you send money to any of your family members who is living outside the village? (list of family members)****01- yes 02 – no**

For those who send money, please fulfill the table below

**Table 27.1**

<b>Do you send money to any of your family members who is living outside the village? (list of family members)</b>	<b>Where he/she live?</b>	<b>How much in the last year? Amount INR</b>	<b>Frequency</b> 01 monthly 02 season 03 during festival 04 annual 05 whenever needed

Source : RUME [2010].

## Annexes Chapitre 6 :

## Annexe 6.1. Matrice des corrélations (Modèle Probit)

Variables	Dalit	MiddleCaste	Upper Caste	Âge	SqrAge	Dum NoEduc	Educ Prim	Educ Sec&Sup	RDpdce	Agri	Coolie	Emp Indpdt
Dalit	1.0000											
MiddleCaste	-0.7232*	1.0000										
UpperCaste	-0.4169*	-0.3263*	1.0000									
Âge	-0.0882	0.0099	0.1077*	1.0000								
SqrAge	-0.0989	0.0174	0.1124*	0.9926*	1.0000							
DumNoEduc	0.1657*	-0.1015*	-0.0932	0.2520*	0.2420*	1.0000						
EducPrim	-0.0013	0.0188	-0.0230	-0.0660	-0.0716	-0.4713*	1.0000					
EducSec&Sup	-0.1762*	0.0929	0.1189*	-0.2145*	-0.1992*	-0.6764*	-0.3308*	1.0000				
RDpdce	-0.0460	-0.0023	0.0660	-0.3136*	-0.3018*	-0.1405*	-0.0383	0.1823*	1.0000			
Agri	-0.1738*	0.1509*	0.0393	0.0757	0.0741	-0.0981	-0.0509	0.1475*	0.0213	1.0000		
Coolie	0.2157*	-0.0169	-0.2731*	-0.2833*	-0.2754*	0.1230*	-0.0516	-0.0885	0.0759	-0.3574*	1.0000	
EmpIndpdt	-0.1054*	-0.0799	0.2493*	0.0579	0.0540	0.0499	0.0046	-0.0572	0.0750	-0.2088*	-0.3743*	1.0000
EmpReg	-0.0003	-0.0392	0.0520	0.1992*	0.1953*	-0.0967	0.0962	0.0232	-0.1673*	-0.2673*	-0.4792*	-0.2799*
Sansterre	0.2327*	-0.2672*	0.0333	-0.0951	-0.1002	0.0330	0.0165	-0.0491	-0.0295	-0.3425*	0.2025*	0.0635
TerreMarginale	0.0535	0.0244	-0.1053*	-0.1141*	-0.1139*	0.0532	-0.0336	-0.0288	0.0070	-0.0345	0.0511	-0.0064
PetiteTerre	-0.1824*	0.1840*	0.0074	0.0898	0.0888	-0.0675	0.0434	0.0360	-0.0019	0.2390*	-0.1724*	-0.0364
TerreMoy	-0.2270*	0.1705*	0.0863	0.2050*	0.2141*	-0.0452	-0.0329	0.0758	0.0403	0.3080*	-0.1869*	-0.0487
AccessMauvaise	0.0178	0.2281*	-0.3245*	-0.0228	-0.0079	0.1132*	-0.1467*	0.0014	0.0248	-0.0555	0.3502*	-0.2252*
AccessMoy	-0.0707	-0.1937*	0.3517*	0.0182	0.0057	-0.0848	0.1622*	-0.0448	-0.0277	0.1159*	-0.2422*	0.0745
AccessBonne	0.0594	-0.0613	-0.0006	0.0075	0.0033	-0.0435	-0.0040	0.0499	0.0010	-0.0643	-0.1577*	0.1952*
VillageIrr	0.1723*	0.0330	-0.2793*	-0.0128	-0.0226	-0.0905	0.0479	0.0568	-0.0016	0.0617	-0.0512	-0.0804
LogEndettement	-0.2063*	0.1729*	0.0548	0.0572	0.0602	-0.0382	-0.0452	0.0786	-0.0227	0.1814*	-0.2067*	-0.0230
LogRevAn	-0.0248	0.0024	0.0309	0.2228*	0.2232*	-0.0788	0.0411	0.0500	-0.2675*	0.0065	-0.2604*	-0.0666

Note : Les significativités des corrélations sont données au seuil de  $p < 0,05$  et sont signalées par une \*.



## Annexe 6.1. Matrice des corrélations (Modèle Probit) (suite)

Dalit	EmpReg	Sans terre	Terre Marginale	Petite Terre	Terre Moy	AccessMauvaise	AccessMoy	Access Bonne	Village Irriqué	Log Endettement	Log RevAn
EmpReg	1.0000										
Sansterre	0.0099	1.0000									
TerreMarginale	-0.0219	-0.5432*	1.0000								
PetiteTerre	0.0207	-0.4292*	-0.2718*	1.0000							
TerreMoy	-0.0108	-0.3182*	-0.2015*	-0.1592*	1.0000						
AccessMauvaise	-0.1446*	-0.1046*	0.0169	0.0155	0.1266*	1.0000					
AccessMoy	0.1054*	0.1028*	-0.0516	-0.0551	-0.0251	-0.6560*	1.0000				
AccessBonne	0.0590	0.0120	0.0385	0.0443	-0.1291*	-0.4917*	-0.3347*	1.0000			
VillageIrr	0.0746	0.0776	0.0111	-0.0442	-0.0869	-0.4028*	0.0807	0.4098*	1.0000		
LogEndettement	0.0956	-0.3106*	0.1133*	0.1289*	0.1830*	0.0226	-0.0373	0.0148	-0.0466	1.0000	
LogRevAn	0.3408*	0.0269	-0.0804	0.0245	0.0402	-0.1446*	0.1672*	-0.0124	0.0847	0.2031*	1.0000

Note : Les significativités des corrélations sont données au seuil de  $p < 0,05$  et sont signalées par une \*.

## Annexe 6.2. Modèle Probit des déterminants de la migration (revenu exprimé par quintiles)

Variables Indépendantes	Modèle 7 (Probit) Coef. (Std. Err.)
Caste (Ref : Dalit)	
Middle Caste	-0,347** (0,177)
Upper Caste	-0,494* (0,279)
Age	0,073 (0,065)
Âge <sup>2</sup>	-0,000919 (0,001)
Éducation (Ref : Pas d'éducation)	
EducPrim	-0,121 (0,209)
EducSec&Sup	-0,423** (0,191)
Taux d'activité	-0,208 (0,176)
Ppale Activité (Ref : Coolie)	
Agriculture	-1,248*** (0,283)
Emploi Indépendant	-1,266*** (0,252)
Emploi Régulier	-0,517** (0,211)
Terre (Ref : Sans terre)	
Terre Marginale (<1acre)	0,153 (0,189)
Petite terre (1-2 acres)	-0,506** (0,239)
Terre moyenne(>2acres)	-0,525* (0,314)
Accessibilité Village (Ref : AccessMauvaise)	
AccessMoyenne	-0,000572 (0,222)
AccessBonne	-0,215 (0,232)
Village Irrigué	-0,436** (0,203)
Revenu Quintile (Ref : RevAn_Q1)	
RevAn_Q2	0,597** (0,233)
RevAn_Q3	0,848*** (0,250)
RevAn_Q4	0,787*** (0,251)
RevAn_Q5	1,591*** (0,271)
Constant	-0,792 (1,593)
Pseudo-R <sup>2</sup>	0,2807
Observations	379

Note : (1) : \*\*\* p<0,01 ; \*\* p<0,05 ; \* p<0,1. (2) : Les valeurs entre parenthèses donnent les erreurs-types associées aux coefficients.

## Annexe 6.3. Résultats du modèle IVProbit sur les déterminants de la migration

Probit model with endogenous regressors				Nber of obs = 379	Wald chi2(17) = 109,90	
Log likelihood = -117,371					Prob > chi2 = 0,0000	
Variables	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
<b>MigDum</b>						
LogRevAn	3,055	1,547	1,970	<b>0,048**</b>	0,022	6,088
MiddleCaste	-0,351	0,172	-2,040	<b>0,041**</b>	-0,688	-0,015
UpperCaste	-0,454	0,287	-1,590	0,113	-1,016	0,108
Age	0,087	0,063	1,390	0,166	-0,036	0,211
SqrAge	-0,001	0,001	-1,650	<b>0,099*</b>	-0,002	0,000
EducPrim	-0,149	0,203	-0,730	0,463	-0,548	0,249
EducSecSup	-0,451	0,192	-2,350	<b>0,019**</b>	-0,827	-0,074
RDpdce	-0,096	0,245	-0,390	0,694	-0,576	0,384
Agri	-1,192	0,273	-4,370	<b>0,000***</b>	-1,727	-0,658
EmpIndpdt	-1,206	0,245	-4,930	<b>0,000***</b>	-1,686	-0,727
EmpReg	-0,681	0,302	-2,260	<b>0,024**</b>	-1,272	-0,090
TerreMargi~e	0,149	0,187	0,800	0,426	-0,218	0,516
PetiteTerre	-0,469	0,237	-1,970	<b>0,048**</b>	-0,934	-0,003
TerreMoyenne	-0,476	0,304	-1,570	0,117	-1,073	0,120
AccessMoye~e	-0,090	0,241	-0,370	0,708	-0,564	0,383
AccessBonne	-0,246	0,248	-0,990	0,321	-0,731	0,239
VillageIrr	-0,416	0,196	-2,120	<b>0,034**</b>	-0,800	-0,031
_cons	-15,107	7,702	-1,960	0,050	-30,202	-0,013
<b>LogRevAn</b>						
MiddleCaste	-0,008	0,024	-0,340	0,734	-0,056	0,040
UpperCaste	-0,044	0,037	-1,180	0,236	-0,117	0,029
Âge	-0,006	0,009	-0,690	0,491	-0,023	0,011
SqrAge	0,000	0,000	1,040	0,298	0,000	0,000
EducPrim	0,022	0,029	0,770	0,444	-0,035	0,079
EducSecSup	0,055	0,026	2,140	0,033	0,005	0,105
RDpdce	-0,093	0,023	-4,010	0,000	-0,138	-0,047
Agri	0,025	0,036	0,690	0,488	-0,046	0,097
EmpIndpdt	0,025	0,033	0,770	0,441	-0,039	0,090
EmpReg	0,139	0,029	4,730	0,000	0,081	0,196
TerreMargi~e	-0,051	0,026	-1,920	0,055	-0,102	0,001
PetiteTerre	-0,031	0,033	-0,940	0,347	-0,094	0,033
TerreMoyenne	-0,034	0,042	-0,810	0,418	-0,115	0,048
AccessMoye~e	0,069	0,030	2,280	0,023	0,010	0,128
AccessBonne	-0,007	0,035	-0,200	0,838	-0,076	0,061
VillageIrr	0,019	0,027	0,710	0,477	-0,034	0,073
<b>LogEndette~t</b>	0,131	0,033	3,950	<b>0,000</b>	0,066	0,196
_cons	4,247	0,263	16,130	0,000	3,731	4,763
/athrho	-0,234	0,366	-0,640	0,522	-0,951	0,483
/Insigma	-1,615	0,036	-44,470	0,000	-1,686	-1,544
rho	-0,230	0,346			-0,740	0,448
sigma	0,199	0,007			0,185	0,214
Instrumented: LogRevAn						
Instruments: MiddleCaste UpperCaste Age SqrAge EducPrim EducSecSup Rdpdce Agri EmpIndpdt EmpReg TerreMarginale PetiteTerre TerreMoyenne AccessMoyenne AccessBonne VillageIrr LogEndettement						
<b>Wald test of exogeneity (/athrho = 0): chi2(1) = 0,41</b>					Prob > chi2 = 0,5222	

### Annexe 6.4. Effets marginaux estimés pour le modèle Probit sur les déterminants de la migration

Variables	Delta-method					
	dy/dx	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
MiddleCaste	-.1011938	.0483301	-2.09	0.036	-.1959191	-.0064685
UpperCaste	-.1440531	.0770186	-1.87	0.061	-.2950069	.0069006
Âge	.0232838	.0180042	1.29	0.196	-.0120038	.0585714
SqrAge	-.0002824	.0001848	-1.53	0.126	-.0006446	.0000797
EducPrim	-.0384099	.0584879	-0.66	0.511	-.1530441	.0762243
EducSecSup	-.1154831	.0525215	-2.20	0.028	-.2184233	-.012543
RDpdce	-.059237	.0487659	-1.21	0.224	-.1548164	.0363423
Agri	-.3364445	.073544	-4.57	0.000	-.4805881	-.1923009
AutoEmp	-.3416847	.0631034	-5.41	0.000	-.4653651	-.2180044
EmpReg	-.148767	.0582648	-2.55	0.011	-.2629638	-.0345702
TerreMargi-e	.0344652	.0529139	0.65	0.515	-.0692442	.1381745
PetiteTerre	-.1403198	.0654573	-2.14	0.032	-.2686137	-.0120259
TerreMoyenne	-.1411974	.086214	-1.64	0.101	-.3101737	.027779
AccessMoye~e	-.0047963	.0619724	-0.08	0.938	-.1262599	.1166673
AccessBonne	-.0738051	.0707501	-1.04	0.297	-.2124728	.0648626
VillageIrr	-.114992	.0557241	-2.06	0.039	-.2242091	-.0057748
LogRevAn	.5720916	.100058	5.72	0.000	.3759816	.7682016

Source : Auteur.

### Annexe 6.5. Principes de construction du tableau disjonctif complet

Tableau de données			
$I \backslash V$	V1	V2	V3
I1	1	1	3
I2	1	0	1
I3	1	1	2

I : Individus  
V : Variables  
m : Modalités des variables

**Tableau disjonctif complet**

V	V1		V2		V3		
$I \backslash m$	m=0	m=1	m=0	m=1	m=1	m=2	m=3
I1	0	1	0	1	0	0	1
I2	0	1	1	0	1	0	0
I3	0	1	0	1	0	1	0

Source : Auteur (adapté de Castex [2007 : 263]).

## Annexe 6.6. Contributions, coordonnées et valeurs-tests des modalités actives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils de Migration)

Variables/Modalités	Contributions (%)		Coordonnées		Valeurs-tests	
	Axe 1	Axe 2	Axe 1	Axe 2	Axe 1	Axe 2
<b>Vecteur d'Emploi</b>						
VE - Maistry	6,886	0,577	0,737	0,157	10,499	2,242
VE - Personnel	1,393	1,016	-0,745	-0,469	-3,339	-2,103
VE - Réseau	7,291	0,161	-0,975	-0,107	-8,841	-0,968
TOTAL	15,570	1,754				
<b>Activité migratoire</b>						
Briquèteries	6,789	9,812	1,052	-0,933	8,131	-7,210
Cannes à Sucre	2,278	10,039	0,693	1,073	4,525	7,006
Construction	0,038	4,046	-0,139	1,062	-0,541	4,141
Coolie	4,559	0,371	-0,872	-0,184	-6,636	-1,397
Emploi Régulier	4,448	0,052	-1,049	-0,084	-6,205	-0,494
TOTAL	18,112	24,320				
<b>Avantages</b>						
Avantages - Non	1,667	0,097	0,304	0,054	7,461	1,331
Avantages - Oui	6,145	0,359	-1,122	-0,200	-7,461	-1,331
TOTAL	7,812	0,457				
<b>MigFam</b>						
MigFam - Non	3,107	3,097	-0,440	0,324	-8,608	6,339
MigFam - Oui	7,291	7,269	1,033	-0,761	8,608	-6,339
TOTAL	10,398	10,367				
<b>Avance</b>						
Av < 10 000INR	0,880	5,057	-0,437	0,773	-2,801	4,954
Av > 25 000INR	4,874	5,307	1,079	-0,831	6,519	-5,018
Av - 10 000-24 999INR	3,298	1,667	0,822	0,431	5,466	2,866
Pas d'avance	4,612	0,955	-0,708	-0,238	-7,416	-2,489
TOTAL	13,664	12,986				
<b>Salaires Mensuel Dum</b>						
Sal.Mensuel - Non	2,974	1,058	0,415	0,182	9,321	4,100
Sal.Mensuel - Oui	9,219	3,279	-1,285	-0,565	-9,321	-4,100
TOTAL	12,193	4,337				
<b>Durée</b>						
Durée - > 6 mois	3,023	0,001	-0,950	0,012	-5,023	0,064
Durée - 1-3 mois	0,113	0,001	0,097	-0,008	1,300	-0,105
Durée - 4-6 mois	0,540	0,001	0,268	0,007	2,396	0,063
TOTAL	3,676	0,003				
<b>Ancienneté</b>						
Mig. Ancienne	0,140	0,662	0,122	-0,195	1,306	-2,094
Mig. Récente	2,500	1,740	-0,499	0,307	-5,635	3,467
Mig. Très Ancienne	4,446	0,837	1,152	-0,369	6,092	-1,949
TOTAL	7,085	3,239				
<b>RevMig/RevTot</b>						
RevMig/RevTot < 50%	0,225	13,542	-0,159	0,908	-1,620	9,278
RevMig/RevTot > 50%	0,144	8,667	0,102	-0,581	1,620	-9,278
TOTAL	0,369	22,209				
<b>Rev/Migrants</b>						
Rev/Mig <20 000inr	0,987	6,314	0,426	0,795	3,038	5,667
Rev/Mig >40 000inr	5,398	1,813	-0,863	-0,369	-7,505	-3,208
Rev/Mig - 20 000-39 999INR	1,524	0,490	0,387	-0,162	4,424	-1,850
TOTAL	7,909	8,617				
<b>Lieu de migration</b>						
Grandes villes indiennes	1,311	7,306	-0,403	-0,701	-3,802	-6,619
Villages alentours	0,688	0,930	0,444	0,381	2,405	2,062
Villes du Tamil Nadu	0,773	1,705	0,290	0,317	3,036	3,326
Villes dynamiques de la zone	0,441	1,772	-0,459	0,679	-1,859	2,749
TOTAL	3,213	11,713				

Source : Auteur

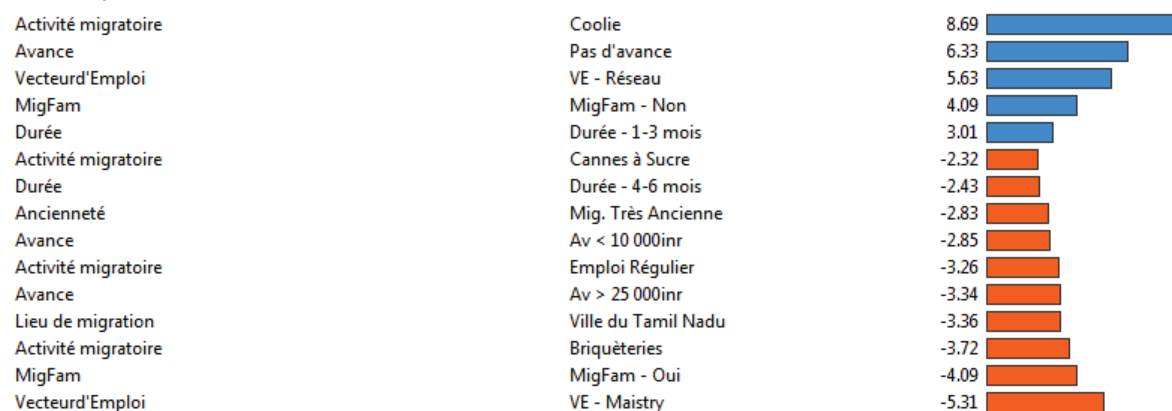
### Annexe 6.7. Valeurs-tests des variables illustratives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils de Migration)

Variables/Modalités	Effectif	Poids absolu	Distance à l'origine	Valeurs-tests	
				Axe 1	Axe 2
<b>Migrant</b>					
Enfant	61	61,000	1,689	-7,082	-1,965
Parent	103	103,000	0,592	7,082	1,965
<b>AgeMig</b>					
AgeMig >45ans	45	45,000	2,644	2,983	1,260
AgeMig - 17-29ans	54	54,000	2,037	-6,352	-2,327
AgeMig - 30-44ans	65	65,000	1,523	3,382	1,086
<b>EducMig</b>					
Educ - Prim	54	54,000	2,037	-3,505	0,087
Educ - Sec	34	34,000	3,824	0,667	3,449
Educ - Sup	18	18,000	8,111	-5,021	-1,693
No Educ	58	58,000	1,828	6,163	-1,904

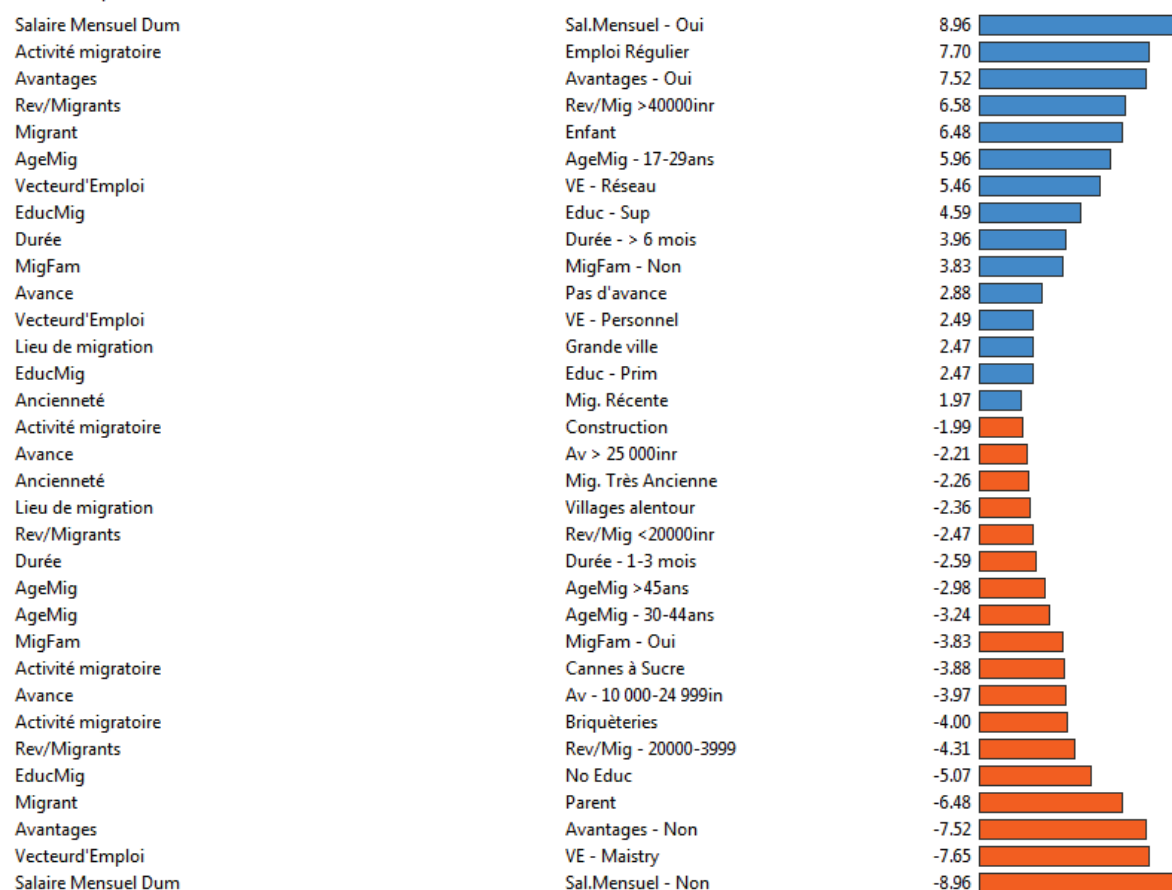
Source : Auteur.

## Annexe 6.8. Éléments de caractérisation des classes obtenus par la CAH sur facteurs pour les formes de migrations

### Classe 1 / 5



### Classe 2 / 5





## Classe 3 / 5

Activité migratoire	Construction	6.88
Avance	Av < 10 000inr	5.47
RevMig/RevTot	RevMig/RevTot < 50%	3.83
EducMig	Educ - Sec	2.73
Salaire Mensuel Dum	Sal.Mensuel - Non	2.60
MigFam	MigFam - Non	2.29
Lieu de migration	Ville dynamique de l	2.21
Activité migratoire	Coolie	-1.97
Avance	Pas d'avance	-1.97
EducMig	No Educ	-2.13
Activité migratoire	Cannes à Sucre	-2.27
MigFam	MigFam - Oui	-2.29
Avance	Av - 10 000-24 999inr	-2.32
Salaire Mensuel Dum	Sal.Mensuel - Oui	-2.60
Vecteur'd'Emploi	VE - Réseau	-2.61
Activité migratoire	Briquèteries	-2.81
RevMig/RevTot	RevMig/RevTot > 50%	-3.83

## Classe 4 / 5

Activité migratoire	Cannes à Sucre	10.47
Vecteur'd'Emploi	VE - Maistry	5.92
Avance	Av - 10 000-24 999inr	5.05
RevMig/RevTot	RevMig/RevTot < 50%	4.03
Salaire Mensuel Dum	Sal.Mensuel - Non	3.76
Avantages	Avantages - Non	3.41
Rev/Migrants	Rev/Mig < 20000inr	2.89
Lieu de migration	Ville du Tamil Nadu	2.63
Lieu de migration	Villages alentour	2.59
MigFam	MigFam - Non	2.05
Migrant	Parent	1.99
Migrant	Enfant	-1.99
EducMig	Educ - Sup	-2.03
Vecteur'd'Emploi	VE - Personnel	-2.03
MigFam	MigFam - Oui	-2.05
Rev/Migrants	Rev/Mig > 40000inr	-2.78
Activité migratoire	Emploi Régulier	-2.97
Activité migratoire	Briquèteries	-3.34
Avantages	Avantages - Oui	-3.41
Avance	Pas d'avance	-3.76
Salaire Mensuel Dum	Sal.Mensuel - Oui	-3.76
Activité migratoire	Coolie	-3.97
RevMig/RevTot	RevMig/RevTot > 50%	-4.03
Vecteur'd'Emploi	VE - Réseau	-4.76
Lieu de migration	Grande ville	-4.95

## Classe 5 / 5

Activité migratoire	Briquèteries	11.38
MigFam	MigFam - Oui	10.45
Vecteur'd'Emploi	VE - Maistry	6.25
Avance	Av > 25 000inr	6.15
RevMig/RevTot	RevMig/RevTot > 50%	5.92
EducMig	No Educ	5.65
Salaire Mensuel Dum	Sal.Mensuel - Non	5.00
Ancienneté	Mig. Très Ancienne	4.18
Migrant	Parent	3.89
Rev/Migrants	Rev/Mig - 20000-3999	3.70
Avantages	Avantages - Non	3.31
Durée	Durée - 4-6 mois	2.82
Activité migratoire	Cannes à Sucre	-2.68
EducMig	Educ - Prim	-2.83
EducMig	Educ - Sup	-2.86
AgeMig	AgeMig - 17-29ans	-3.24
Avantages	Avantages - Oui	-3.31
Durée	Durée - > 6 mois	-3.51
Avance	Av < 10 000inr	-3.70

Source : Auteur.

### Annexe 6.9. Contributions, coordonnées et valeurs-tests des modalités actives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils Ménages Migrants)

Variables/Modalités	Contributions (%)		Coordonnées		Valeurs-tests	
	Axe 1	Axe 2	Axe 1	Axe 2	Axe 1	Axe 2
<b>Caste</b>						
Dalit	3,158	4,944	0,374	-0,428	6,129	-7,006
Middle Caste	2,742	10,253	-0,514	0,908	-4,157	7,344
Upper Caste	2,902	0,017	-0,935	0,065	-3,790	0,265
<b>TOTAL</b>	<b>8,801</b>	<b>15,215</b>				
<b>Educ CdF</b>						
Educ - Prim	0,417	0,705	-0,243	-0,288	-1,526	-1,813
Educ - Sec & Sup	0,289	6,057	-0,183	0,766	-1,306	5,461
No Educ	0,528	1,213	0,160	-0,222	2,343	-3,242
<b>TOTAL</b>	<b>1,235</b>	<b>7,975</b>				
<b>Âge CdF2</b>						
Âge - >50ans	1,958	7,150	-0,361	-0,630	-3,878	-6,770
Âge - 24-34ans	0,003	0,594	0,036	0,432	0,130	1,551
Âge - 35-49ans	1,529	4,471	0,287	0,448	3,755	5,865
<b>TOTAL</b>	<b>3,491</b>	<b>12,215</b>				
<b>Taux d'activité</b>						
Taux d'activité < 0,5	1,299	6,259	-0,286	-0,573	-3,227	-6,470
Taux d'activité > 0,5	1,017	4,898	0,224	0,448	3,227	6,470
<b>TOTAL</b>	<b>2,316</b>	<b>11,157</b>				
<b>Terre2</b>						
Petite exploitation	10,701	2,662	-1,451	0,661	-7,481	3,409
Sans Terre	2,453	4,281	0,347	-0,419	5,012	-6,049
Terre marginale	0,009	2,950	0,029	0,477	0,241	3,973
<b>TOTAL</b>	<b>13,162</b>	<b>9,893</b>				
<b>Ppale Activité</b>						
Agriculture	4,720	7,459	-1,540	1,769	-4,739	5,442
Emploi Journalier	7,353	1,733	0,598	0,265	8,739	3,875
Emploi Régulier	6,061	4,329	-0,748	-0,578	-6,235	-4,813
Travail Indépendant	0,443	3,075	-0,393	-0,945	-1,470	-3,540
<b>TOTAL</b>	<b>18,578</b>	<b>16,596</b>				
<b>RevenuAnnuel2</b>						
Rev Elévé	8,096	5,207	-0,874	-0,640	-7,174	-5,256
Rev Faible	3,251	1,719	0,504	0,335	4,756	3,159
Rev Intermédiaire	0,617	0,585	0,219	0,195	2,072	1,843
<b>TOTAL</b>	<b>11,963</b>	<b>7,511</b>				
<b>Structure Emploi</b>						
Emploi Diversifié	0,135	0,831	-0,092	0,209	-1,041	2,358
Emploi Très Diversifié	11,196	0,833	-1,125	-0,280	-8,160	-2,034
Mono-activité	11,339	0,074	0,993	-0,073	8,641	-0,638
<b>TOTAL</b>	<b>22,670</b>	<b>1,739</b>				
<b>Endettement1</b>						
Dettes - <25 000INR	0,002	1,059	0,024	-0,516	0,097	-2,092
Dettes - >150 000INR	5,991	0,008	-1,194	0,040	-5,520	0,185
Dettes - 100 000-149 999INR	0,147	1,349	-0,187	0,518	-0,864	2,392
Dettes - 25 000-49 999INR	1,782	2,731	0,402	-0,454	3,395	-3,840
Dettes - 50 000-99 999INR	0,122	1,712	0,095	0,326	0,936	3,198
<b>TOTAL</b>	<b>8,044</b>	<b>6,858</b>				
<b>AccessCrédit</b>						
AccessCrédit - Bon	0,088	0,560	0,067	-0,156	0,916	-2,116
AccessCrédit - Limité	0,025	2,309	-0,082	0,716	-0,356	3,109
AccessCrédit - Très Bon	0,074	0,009	-0,075	0,023	-0,724	0,225
<b>TOTAL</b>	<b>0,187</b>	<b>2,877</b>				
<b>Patri/Epargne</b>						
PatriEp - Elevé	0,822	0,805	0,239	-0,216	2,474	-2,237
PatriEp - Faible	0,001	0,372	0,010	0,200	0,069	1,333
PatriEp - Très Elevé	3,359	1,964	-0,700	0,489	-4,316	3,015
PatriEp - Très Faible	0,225	0,530	0,176	-0,246	1,125	-1,578
<b>TOTAL</b>	<b>4,407</b>	<b>3,671</b>				
<b>Réseau</b>						
Réseau - Dense	0,097	2,001	-0,071	0,295	-0,964	3,999
Réseau - Faible	0,566	1,990	-0,207	-0,354	-2,003	-3,432
Réseau - Très Faible	4,484	0,303	1,092	-0,259	4,743	-1,126
<b>TOTAL</b>	<b>5,146</b>	<b>4,294</b>				

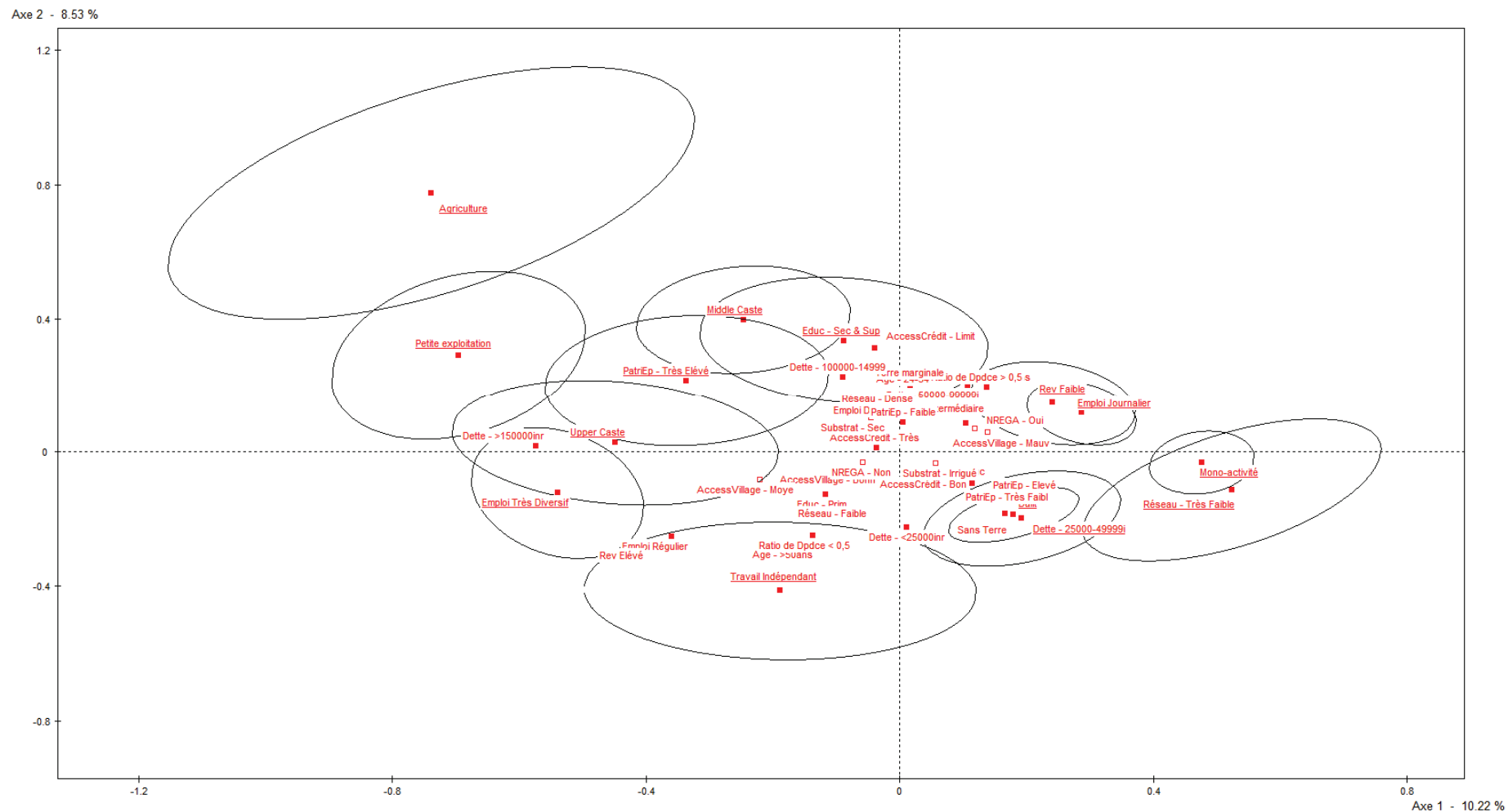
Source : Auteur.

### Annexe 6.10. Valeurs-tests des variables illustratives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils Ménages Migrants)

Variables/Modalités	Effectif	Poids absolu	Distance à l'origine	Valeurs-tests	
				Axe 1	Axe 2
<b>AccessVillage</b>					
AccessVillage - Bonne	21	21,000	6,810	-1,064	-0,608
AccessVillage - Mauvaise	94	94,000	0,745	4,270	1,890
AccessVillage - Moyenne	49	49,000	2,347	-3,837	-1,599
<b>Substrat</b>					
Substrat - Irrigué	90	90,000	0,822	1,672	-1,118
Substrat - Sec	74	74,000	1,216	-1,672	1,118
<b>NREGA</b>					
NREGA - Non	110	110,000	0,491	-2,217	-1,372
NREGA - Oui	54	54,000	2,037	2,217	1,372

Source : Auteur.

### Annexe 6.11. Validation empirique de l'ACM Profils de Ménages Migrants par la méthode de *bootstrap*



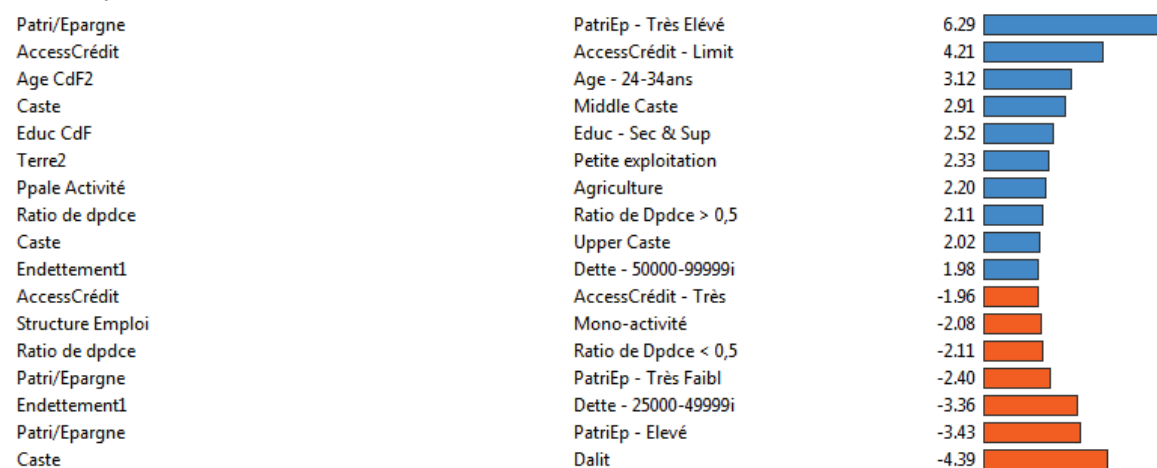
Source : Auteur.

## Annexe 6.12. Éléments de caractérisation des classes obtenus par la CAH sur facteurs pour les profils de migrants

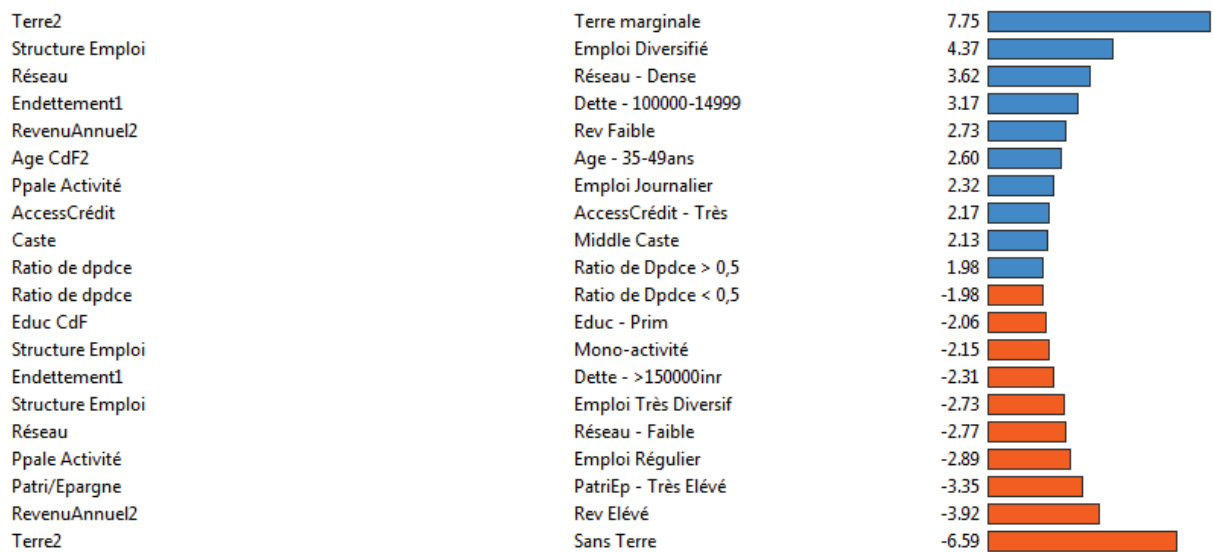
### Classe 1 / 5



### Classe 2 / 5



## Classe 3 / 5

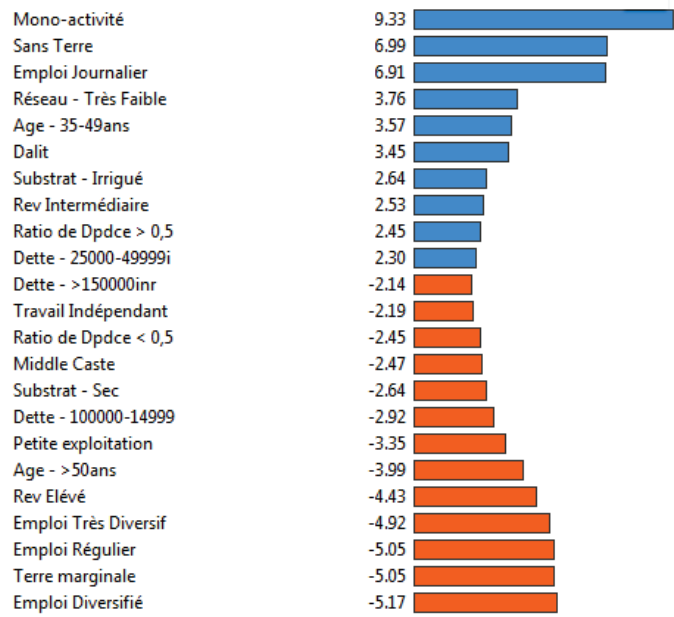


## Classe 4 / 5



## Classe 5 / 5

Structure Emploi  
Terre2  
Ppale Activité  
Réseau  
Age CdF2  
Caste  
Substrat  
RevenuAnnuel2  
Ratio de dpdce  
Endettement1  
Endettement1  
Ppale Activité  
Ratio de dpdce  
Caste  
Substrat  
Endettement1  
Terre2  
Age CdF2  
RevenuAnnuel2  
Structure Emploi  
Ppale Activité  
Terre2  
Structure Emploi



Source : Auteur.



## Annexe 6.13. Distributions croisées des profils de migration et des profils de ménages migrants

Profils de Ménages Migrants	Profils de Migration					Total
	Migration Agricole Organisée de Complément	Migration Jeunesse Qualifiée	Migration Journalière Non-Agricole	Migration Non-Agricole de Complément	Migration Saisonnière Non-Agricole	
<b>Caste Dominante Locale</b>	2	5	5	4	4	20
<b>Elite Locale Pluriactive</b>	3	20	6	7	3	39
<b>Petite Paysannerie Pluriactive</b>	7	2	10	3	11	33
<b>Précaires</b>	17	0	8	2	17	44
<b>Travailleur Indépendant Prospère</b>	1	10	5	2	10	28
<b>Total</b>	30	37	34	18	45	164

Source : Auteur.

Annexe Chapitre 7 :

Annexe 7.1. Affiche listant les aides auxquelles les ménages ruraux ont droit

**முதலமைச்சரின் உழவர் பாதுகாப்புத் திட்டம்**

**உழவர் பாதுகாப்புத் திட்டத்திற்கான தகுதி வரையறைகள் :**

2.5 ஏக்கருக்கு மேற்படாத நிலையை சிங்களது 5.00 ஏக்கருக்கு மேற்படாத முன்பெய் நிலத்தை கொண்டதாக வைத்திருந்து மற்றும் சிறு நிலத்தில் நேரடியாக பயிர் செய்யும் 18 வயது முதல் 65 வயது வரை உள்ள அகலாதி ஒரு சிறு விவசாயிகள் (நேரடி விவசாயம் செய்பவரி) மற்றும் விவசாயம் மற்றும் விவசாயம் சார்ந்த தொழிலில் ஈடுபாடுடையவர்களை சிங்களது கத்தரை அடிப்படையிலே அடையாளம் காட்டி 18 வயது முதல் 65 வயது வரை உள்ள அகலாதி கத்தரைகளுக்கான மற்றும் தொழிலாளர்கள் இந்த திட்டத்தின் கீழ் முழு உதவியளிக்கப்படும். மேலும் உழவர் பாதுகாப்புத் திட்டத்தின் கீழ் உதவியளிக்கப்படும் சிங்களது கத்தரை அடிப்படையிலே அடையாளம் காட்டி 18 வயது முதல் 65 வயது வரை உள்ள அகலாதி கத்தரைகளுக்கான மற்றும் தொழிலாளர்கள் இந்த திட்டத்தின் கீழ் உதவியளிக்கப்படும் சிங்களது கத்தரைகளுக்கான.

**முதலமைச்சரின் உதவி அடிப்படையிலே திட்டத்தின் கீழ் அளவளவிக்கும் விவரங்கள்**

தொண்டி உதவி தொகை	ரூ. 8,000/-
ஆண்களுக்கு	ரூ. 10,000/-
பெண்களுக்கு	ரூ. 1,000/-
முதியோர் ஒப்பந்தம்	ரூ. 1,000/-
காசு நோய், புற்று நோய், காது நோய் / மூட்டுகள் மற்றும் கைகள் போன்ற	ரூ. 1 டிரூசைம்
விந்தின் மூலம் இழப்பு	ரூ. 1 டிரூசைம்
இரண்டு கைகள் இழப்பு	ரூ. 1 டிரூசைம்
இரண்டு கைகள் இழப்பு	ரூ. 1 டிரூசைம்
ஒரு கை, ஒரு கை இழப்பு	ரூ. 1 டிரூசைம்
மிக முடிவற்ற அளவிற்கு கைகள் இழப்பு	ரூ. 1 டிரூசைம்
ஒரு கை அல்லது ஒரு கை இழப்பு	ரூ. 50,000/-
பக்கவாதம்	ரூ. 50,000/-
படுகாயம் மூலம் கை, கைகள் இழப்பு	ரூ. 20,000/-
இடர்மை மரணம் மூலம் இழப்பு அல்லது பெறாததுள்ள உதவியளிப்பு	ரூ. 10,000/-
மயக்கப்பட்டு செல்லும் இழப்பு அல்லது அளவிற்கு இழக்க வேண்டியிருக்கிறது	ரூ. 2,500/-

**கல்வி உதவிக் தொகை விபரம்**

வ. எண்	கல்வி விபரம்	அறிவுறுத்தல் தொகை		அறிவுறுத்தல் தொகை	
		ஆண்	பெண்	ஆண்	பெண்
1	ஒன்றியத்தின் திருமண இலாபம் மற்றும் அறிவுறுத்தல் பயிற்சி (முன்பெயர்)	1250	1750	1450	1950
2	கல்விக்கான ஆசிரியர் பயிற்சி மற்றும் செலவீனம் மட்டம் மட்டம் (முன்பெயர்)	1250	1750	1450	1950
3	திருமணம் மட்டம் மட்டம் மற்றும் கல்விக்கான ஆசிரியர் பயிற்சி மற்றும் செலவீனம் மட்டம் மட்டம்	1750	2250	2000	2500
4	முதுகலை மட்டம் மட்டம் மற்றும் கல்விக்கான ஆசிரியர் பயிற்சி மற்றும் செலவீனம் முதுகலை மட்டம் மட்டம்	2250	2750	2250	2750
5	கல்வி உதவியாக அறிவுறுத்தல் கல்விக்கான ஆசிரியர் தொண்டியை சிங்களது சிறு தொண்டியை மட்டம் மட்டம் அறிவுறுத்தல்	2250	2750	4000	4750
6	அறிவுறுத்தல் தொழிலாளர் (P.G.)	4250	4750	6250	6750

- உதவி அளவளவிப்பு திட்டத்தின் உதவியளிக்கப்படும் சிங்களது கத்தரைகளுக்கான திட்டத்தின் கீழ் அளவளவிக்கப்படும்.
- செலவீனம் அளவளவிக்கப்படும் சிங்களது கத்தரைகளுக்கான உதவியளிக்கப்படும் திட்டத்தின் கீழ் உதவியளிக்கப்படும்.
- அகலாதி உதவி தொகைகளுக்கான கல்வி அளவளவிப்பு திட்டத்தின் கீழ் அளவளவிக்கப்படும்.
- 10-ம் வகுப்பு மற்றும் 12-ம் வகுப்பு பயிற்சி அளவளவிக்கப்படும் பள்ளி அளவளவிக்கப்படும் மூலம் அளவளவிக்கப்படும் திட்டத்தின் கீழ் உதவியளிக்கப்படும்.
- சிறப்பு மூலம் மற்றும் 05-11-2012 முதல் 08-11-2012 வரை தகுதியற்ற மாணவர்கள் அறிவுறுத்தல் மூலம் அளவளவிக்கப்படும்.
- இந்த திட்டத்தின் கீழ் அளவளவிக்கப்படும் அளவளவிக்கப்படும் அளவளவிக்கப்படும் அளவளவிக்கப்படும்.

மாநாடு, சிங்களது கத்தரைகளுக்கான

Source : Auteur.

## Liste des Tableaux

Tableau 1.1. Évolutions de la pensée migratoire .....	37
Tableau 1.2. Tableau synoptique des théories sur la migration .....	88
Tableau 2.1. Description des variables de classification.....	106
Tableau 2.1. Résultats de l'ACP : valeurs propres des premières composantes principales, corrélations et contributions des variables actives aux axes factoriels retenus.....	110
Tableau 2.3. Composition des groupes .....	118
Tableau 2.4. Tests de comparaison de moyennes (t-test) : variables de classification .....	127
Tableau 3.1. Caractéristiques de la migration selon les types de marché de l'emploi.....	131
Tableau 3.2. Décomposition des migrations de travail selon les marchés d'emploi en Inde. 141	
Tableau 3.3. Matrice des migrations de travail interétatiques par États.....	152
Tableau 3.4. Matrice des migrations de travail interétatiques par États.....	157
Tableau 4.1. Description des variables utilisées dans le modèle gravitaire et de leurs sources .....	181
Tableau 4.2. Matrice des corrélations des variables du modèle gravitaire.....	183
Tableau 4.3. Estimations du modèle gravitaire de base .....	186
Tableau 4.4. Impacts des marchés d'emplois sur les migrations de travail .....	189
Tableau 5.1. Caractéristiques générales des villages étudiés .....	274
Tableau 5.2. Caractéristiques socio-économiques générales de l'échantillon .....	283
Tableau 5.3. Taux d'alphabétisation en Inde .....	285
Tableau 5.4. Distribution des niveaux d'éducation scolaire par caste et par type de membre .....	291
Tableau 5.5. Distribution du niveau d'éducation des chefs de famille par niveau d'accessibilité des villages et par caste .....	295
Tableau 5.6. Structure de l'emploi par caste .....	297
Tableau 5.7. Caractéristiques de l'emploi par type de ménage et par caste.....	298
Tableau 5.8. Distribution des relations d'emplois par castes (employeurs/employés) .....	299
Tableau 5.9. Structure de l'endettement par caste (ensemble des prêts actifs en 2009) .....	303
Tableau 5.10. Structure de l'utilisation des crédits .....	305
Tableau 5.11. Principaux postes de dépenses par caste .....	307
Tableau 5.12. Présentation des différentes sources d'emprunt disponibles dans les villages	309
Tableau 5.13. Distribution des ménages migrants et non-migrants par caste, en fonction de l'accessibilité et du type de substrat du village d'origine .....	311
Tableau 5.14. Nombre de migrant(s) par ménage et par caste .....	312
Tableau 5.15. Distribution des activités migratoires par ménage migrant et par caste.....	314
Tableau 5.16. Caractéristiques moyennes des différentes activités migratoires .....	316
Tableau 6.1. Présentation des variables composant le modèle Probit.....	328
Tableau 6.2. Modèles Probit et IVProbit sur les déterminants de la migration .....	330
Tableau 6.3. Description des variables actives et illustratives constitutives de l'ACM sur les profils de migration .....	350

Tableau 6.4. Valeurs propres et valeurs propres corrigées des axes factoriels (ACM Profils Migration).....	352
Tableau 6.5. Distribution des profils de migration.....	361
Tableau 6.6. Description des variables actives et illustratives constitutives de l'ACM sur les profils de ménages migrants.....	369
Tableau 6.7. Valeurs propres et valeurs propres corrigées des axes factoriels (ACM Profils Ménages Migrants).....	371
Tableau 6.8. Distribution des profils de ménages migrants .....	376
Tableau 7.1. Grille d'entretien des principaux thèmes abordés (Enquête qualitative 2013)..	404
Tableau 7.2. Grille d'entretien des thèmes secondaires (Enquête qualitative 2013) .....	405

## Liste des Figures

Figure I.1. Carte administrative de l'Inde et du Tamil Nadu en 2010 .....	29
Figure 1.1. Cadre conceptuel des théories macro-structurelles de la migration .....	65
Figure 2.1. Cercle des corrélations (Axes factoriels F1 et F2).....	111
Figure 2.2. Projection des individus et des modalités sur les deux premiers plans factoriels (F1 et F2) .....	113
Figure 2.3. Spatialisation des types de marché du travail en Inde .....	120
Figure 3.1. Représentation des principaux flux de migration de travail .....	143
Figure 3.2. Spatialisation des flux d'émigration .....	147
Figure 3.3. Spatialisation des flux d'immigration.....	154
Figure 3.4. Projection des profils lignes et colonnes (Axes F1 et F2) .....	162
Figure 5.1. Carte des Indices de Développement Humain (IDH) par États en Inde, pour l'année 2005 .....	202
Figure 5.2. Évolution du partage de l'emploi (en %) par secteur d'activité au Tamil Nadu (1993-1994/2009-2010) .....	203
Figure 5.3. Évolution du partage du PIB (en %) par secteur d'activité au Tamil Nadu (1980-1981/2012-2013) .....	204
Figure 5.4. Taux d'urbanisation des districts indiens en 2011 .....	209
Figure 5.6. Une illustration de la segmentation spatiale au Tamil Nadu : le village de Karumbur .....	249
Figure 5.9. Les différents designs de recherche des méthodes mixtes.....	262
Figure 5.10. Articulation schématique des différentes phases d'enquêtes (programme RUME) .....	263
Figure 5.11. Carte des districts du Tamil Nadu.....	270
Figure 5.12. Localisation de la zone d'enquête.....	271
Figure 5.13. Localisation des dix villages du programme RUME.....	273
Figure 5.14. Différentiel d'accès au secondaire entre le premier et le dernier quintile de la distribution de revenu par tête par ménage (données Banque Mondiale [2006]) .....	289
Figure 6.1. Typologie des formes de migration selon Deshingkar et Start [2009] .....	340
Figure 6.2. Projection des modalités actives et illustratives sur les deux premiers axes factoriels .....	355
Figure 6.3. Validation empirique de l'ACM « Profils de Migration » par la méthode de <i>bootstrap</i> .....	357
Figure 6.4. Dendrogramme de la CAH sur facteurs (ACM Profils Migration) .....	360
Figure 6.5. Projection des modalités actives et illustratives sur les deux premiers axes factoriels (ACM Profils de Ménages Migrants).....	373
Figure 6.6. Dendrogramme de la CAH sur facteurs (ACM Profils Ménages).....	375
Figure 6.7. Projection des profils lignes et colonnes sur le premier plan factoriel (Axes F1 et F2) .....	383
Figure 7.3. Interrelations des éléments de diversification des activités en milieu rural .....	444
Figure 7.4. Le cercle vicieux du <i>bonded labour</i> .....	448

## Liste des Documents iconographiques

Document iconographique 7.1. Plaine inondable de Koovagam .....	412
Document iconographique 7.2. Illustration du déroulement des activités du programme NREGA (scènes de travail et d'enregistrement) .....	439
Document iconographique 7.3. Illustration des sites de production de briques observés dans les villages étudiés (scènes de moulage, de séchage et de cuisson) .....	447

## Liste des Encadrés

Encadré 1.1. Présentation synthétique de la formation des réseaux de migration .....	81
Encadré 1.2. Encastrement des contextes macro et micro dans les processus migratoires .....	86
Encadré 7.1. Rizière dans le village de Karumbur .....	411

## Liste des Annexes

<b>Annexes Chapitre 2 :</b> .....	497
Annexe 2.1. Matrice des corrélations.....	497
Annexe 2.2. Histogrammes des valeurs propres ( <i>scree-plot</i> ).....	498
Annexe 2.3. Cosinus carré des observations sur les axes factoriels F1 et F2 .....	498
Annexe 2.4. Dendrogramme de la CAH sur facteurs pour la typologie des marchés de l'emploi .....	499
Annexe 2.6. Tableau des distances au centre de classe.....	500
Annexe 2.7. Caractérisation des groupes : Variables d'emploi (moyennes et tests de comparaison de moyennes).....	501
Annexe 2.8. Caractérisation des groupes : Décomposition sectorielle (moyennes et tests de comparaison de moyennes) .....	502
Annexe 2.9. Caractérisation des groupes : Variables socio-démographiques (moyennes et tests de comparaison de moyennes) .....	503
Annexe 2.10. Nombre et taille des Zones Economiques Spéciales par État en 2008 .....	504
Annexe 2.11. Médianes des variables de classification par groupe .....	505
<b>Annexes Chapitres 3 :</b> .....	506
Annexe 3.1. Décomposition par États des migrations intra et inter État .....	506
Annexe 3.2. Matrice des migrations de travail interétatiques .....	507
Annexe 3.3. Représentation des principaux flux de migration de travail .....	508
Annexe 3.4. Structure des flux d'émigration par groupe .....	509
Annexe 3.5. Structure des flux d'immigration par groupe.....	510
Annexe 3.6. Projection de l'Analyse factorielle des correspondances au niveau des États (Axes F1 et F2).....	511
Annexe 3.7. Matrices des migrations de travail par groupe.....	512
<b>Annexes Chapitres 4 :</b> .....	513
Annexe 4.1. Matrice des distances réseaux entre les principales villes des principaux États indiens .....	513
Annexe 4.2. Méthode d'estimation PPML proposée par Santos-Silva et Tenreyro [2006]...	514
Annexe 4.3. Statistiques descriptives des variables du modèle de gravité .....	515
Annexe 4.4. Modèle gravitaire appliqué aux migrations de travail des zones rurales vers les zones urbaines .....	516
Annexe 4.5. Modèle gravitaire appliqué aux migrations de travail entre zones rurales .....	517
Annexe 4.6. Modèle gravitaire appliqué aux migrations de travail entre zones urbaines.....	518
<b>Annexes Chapitre 5 :</b> .....	519
Annexe 5.1. Une approche historique du <i>bonded labour</i> .....	519
Annexe 5.2. Extrait du <i>Bonded Labour System Abolition Act</i> (BLSAA) de 1976.....	531



Annexe 5.3. Tableau synthétique des cadres analytiques des différentes approches empiriques .....	532
Annexe 5.4. Carte des moussons en Inde .....	533
Annexe 5.5. Taux d’alphabétisation en Inde (2001/2011) .....	534
Annexe 5.6. Taux d’alphabétisation par tranches d’âges et par sexe (2001) .....	537
Annexe 5.7. Correspondances entre les systèmes scolaires indien et français .....	538
Annexe 5.8. Alphabétisation des principales religions en Inde à l’échelle des districts en 2001 (données <i>Census of India</i> [2001]) .....	539
Annexe 5.9. Utilisation et montants moyens d’endettement des différentes formes de crédits par caste .....	540
Annexe 5.10. Illustration des effets ambigus de la micro-finance .....	541
Annexe 5.11. Questionnaire programme RUME 2010 (version anglaise). .....	542
<b>Annexes Chapitre 6 :</b> .....	582
Annexe 6.1. Matrice des corrélations (Modèle Probit) .....	582
Annexe 6.2. Modèle Probit des déterminants de la migration (revenu exprimé par quintiles) .....	584
Annexe 6.3. Résultats du modèle IVProbit sur les déterminants de la migration .....	585
Annexe 6.4. Effets marginaux estimés pour le modèle Probit sur les déterminants de la migration .....	586
Annexe 6.5. Principes de construction du tableau disjonctif complet .....	586
Annexe 6.6. Contributions, coordonnées et valeurs-tests des modalités actives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils de Migration) .....	587
Annexe 6.7. Valeurs-tests des variables illustratives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils de Migration) .....	588
Annexe 6.8. Éléments de caractérisation des classes obtenus par la CAH sur facteurs pour les formes de migrations .....	589
Annexe 6.9. Contributions, coordonnées et valeurs-tests des modalités actives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils Ménages Migrants) .....	591
Annexe 6.10. Valeurs-tests des variables illustratives pour les Axes factoriels 1 et 2 (ACM Profils Ménages Migrants) .....	592
Annexe 6.11. Validation empirique de l’ACM Profils de Ménages Migrants par la méthode de <i>bootstrap</i> .....	593
Annexe 6.12. Éléments de caractérisation des classes obtenus par la CAH sur facteurs pour les profils de migrants .....	594
Annexe 6.13. Distributions croisées des profils de migration et des profils de ménages migrants .....	597
<b>Annexe Chapitre 7 :</b> .....	598
Annexe 7.1. Affiche listant les aides auxquelles les ménages ruraux ont droit .....	598





## Table des Matières

Résumé.....	3
Remerciements.....	9
Sommaire.....	13

## Introduction Générale..... 17

<b>Chapitre Premier. Les théories économiques de la migration : apports, limites et cadrage conceptuel.....</b>	<b>35</b>
Introduction.....	35
Section 1. Les modèles fondateurs : l'approche micro-individuelle.....	38
1. Dualité des marchés du travail.....	40
2. L'approche probabiliste.....	42
3. La théorie du capital humain.....	48
4. Le modèle push/pull.....	50
Section 2. La Nouvelle Économie de la Migration de Travail (NEMT).....	53
Section 3. Les approches macro-structurelles.....	57
1. La théorie des systèmes mondiaux.....	58
2. La théorie de la « Causalité Cumulative ».....	61
3. La théorie du double marché du travail.....	63
Section 4. L'approche institutionnaliste de la migration : le courant de la synthèse ?.....	68
1. L'approche institutionnaliste de la migration.....	69
1.1. Les fondements de l'approche institutionnaliste.....	70
1.1.1. Les bases théoriques de l'approche institutionnaliste.....	70
1.1.1.1. Diversification contre maximisation.....	70
1.1.1.2. Processus historiques contre réallocation spatiale ou sectorielle.....	71
1.1.2. Les conditions d'institutionnalisation d'un schéma migratoire.....	72
1.1.2.1. Mise en place d'un schéma migratoire.....	72
1.1.2.2. Institutionnalisation et perpétuation de la migration.....	74
1.2. La théorie des réseaux.....	76
1.2.1. Les fondements de la théorie des réseaux.....	78
1.2.2. L'étude des réseaux migratoires en Inde.....	81
2. Vers une approche multi-scalaire de la migration.....	84
Conclusion.....	89

## Première Partie. Diversité des marchés de l'emploi et circulation du travail en Inde..... 93

### Introduction de la partie..... 93

<b>Chapitre 2. Caractérisation multidimensionnelle de la diversité des marchés du travail en Inde.....</b>	<b>97</b>
Introduction.....	97
Section 1. Identification des marchés du travail : une Analyse en Composantes Principales (ACP).....	100
1. Présentation de la méthode d'ACP.....	100
2. Le choix des variables de classification et la démarche méthodologique.....	102
3. Résultats et interprétations.....	108

Section 2. Typologie des marchés de l'emploi : une analyse en Classification Ascendante Hiérarchique (CAH).....	114
1. La méthode de classification ascendante hiérarchique .....	114
2. Caractérisation des profils de marchés de l'emploi .....	117
Conclusion.....	128
<b>Chapitre 3. Une analyse spatiale des flux de migration de travail en Inde.....</b>	<b>129</b>
Introduction .....	129
Section 1. La mobilité du travail en Inde .....	130
Section 2. Spatialisation de la circulation du travail en Inde .....	134
1. Présentation des données et de leurs limites .....	134
2. Les mouvements de population intra-États .....	138
3. Les mouvements de population inter-États .....	142
3.1. Étude de la magnitude des flux de migration de travail en Inde .....	142
3.2. Spatialisation des flux de migration de travail en Inde .....	145
3.2.1. Où part-on ? Attractivité des zones d'arrivée.....	145
3.2.2. D'où vient-on ? Identification des zones de départ.....	153
Section 3. Une étude des liaisons entre les marchés du travail .....	158
1. Présentation de la méthode d'Analyse Factorielle des Correspondances .....	158
2. Une analyse globale des flux de migration de travail .....	159
Conclusion.....	163
<b>Chapitre 4. Analyse des flux de migration de travail via un modèle gravitaire.....</b>	<b>165</b>
Introduction .....	165
Section 1. Mise en place d'un modèle gravitaire appliqué aux migrations.....	167
1. Origines du modèle gravitaire .....	167
2. Principes du modèle gravitaire .....	169
3. Cadrage conceptuel des modèles gravitaires appliqués à la migration .....	170
Section 2. Spécification du modèle .....	178
Section 3. Résultats et interprétations .....	184
Conclusion.....	191
<b>Conclusion de la première partie.....</b>	<b>192</b>
<b>Deuxième Partie. Diversité des pratiques migratoires, le cas d'une zone rurale du Tamil Nadu .....</b>	<b>197</b>
<b>Introduction de la partie.....</b>	<b>197</b>
<b>Chapitre 5. Présentation de la zone d'étude et éléments de cadrage.....</b>	<b>199</b>
Introduction .....	199
Section 1. Le monde rural tamoul en mouvement .....	199
1. Caractéristiques générales du Tamil Nadu.....	200
1.1. Le développement humain au Tamil Nadu.....	200
1.2. L'économie du Tamil Nadu dans l'Inde contemporaine : état des lieux et évolutions .....	202
1.3. Urbanisation, croissance des petites villes et ruralité .....	208
2. Organisation et spécificités du marché du travail en milieu rural tamoul.....	211
2.1. La fin du Jajmani System et la contractualisation des relations de travail.....	211
2.2. Diversification des activités et des pratiques migratoires.....	216

2.3.	Réapparition de nouvelles formes d'asservissement .....	222
2.3.1.	Le système d'avance sur salaire .....	224
2.3.2.	Le rôle central du maistry dans les pratiques de circulation .....	227
2.3.3.	Évolutions de l'encadrement juridique du bonded labour .....	227
2.3.4.	Avance, asservissement et capitalisme.....	229
3.	Structures sociales en mouvement : les changements dans la continuité.....	233
3.1.	Présentation du système de caste .....	234
3.2.	L'exode rural des hautes castes.....	238
3.3.	L'essor des Vanniyars comme nouvelle caste dominante .....	240
3.4.	Empowerment politique des basses castes.....	242
3.4.1.	Une approche historique de l'empowerment politique des basses castes 242	
3.4.2.	Empowerment politique des basses castes au Tamil Nadu .....	245
3.5.	Persistance de la segmentation spatiale .....	248
Section 2.	Présentation et justification d'une approche mixte : une combinaison d'approches quantitative et qualitative .....	250
1.	Présentation et conceptualisation de l'approche mixte .....	251
2.	Articulation de l'enquête : un « design multiphases » .....	259
Section 3.	Présentation de la zone d'enquête : un panorama empirique .....	269
1.	Présentation de la zone d'enquête .....	269
1.1.	Éléments de localisation .....	269
1.2.	Éléments de contextualisation.....	275
2.	Une première analyse statistique descriptive .....	278
2.1.	Caractéristiques socio-économiques des ménages.....	279
2.2.	Évolution de l'accès à l'éducation .....	284
2.2.1.	Évolution de l'éducation en Inde sur la période récente .....	286
2.2.2.	Caractéristiques de l'éducation dans l'échantillon .....	290
2.3.	Structure du marché du travail local .....	295
2.4.	Spécificités des pratiques financières .....	301
2.5.	Spécificités des pratiques migratoires.....	310
Conclusion.....		317
<b>Chapitre 6. Diversité des formes de migration .....</b>		<b>319</b>
Introduction .....		319
Section 1. Analyse des déterminants de la migration : une analyse probabiliste.....		322
1.	Présentation du modèle probit simple .....	322
2.	Les déterminants de la migration .....	323
2.1.	L'analyse des déterminants de la migration dans la littérature.....	323
2.2.	Spécification du modèle.....	325
2.3.	Résultats et discussions.....	329
Section 2. Diversité des pratiques migratoires .....		335
1.	Présentation des méthodes d'Analyse des Correspondances Multiples et de classification.....	342
1.1.	L'Analyse des Correspondances Multiples .....	342
1.2.	Méthode de classification .....	344
2.	Identification des diverses formes de migration .....	344
2.1.	Construction de l'ACM.....	345
2.1.1.	Démarches méthodologiques.....	345
2.2.2.	Présentation des variables .....	346
2.2.	Résultats et interprétations de l'ACM sur les profils de migration .....	351

2.2.1. Qualité de représentation de l'ACM et identification des principaux axes factoriels .....	351
2.2.2. Description du premier plan factoriel .....	352
2.2.3. Validation de la robustesse des résultats de l'ACM par techniques de réplication (bootstrap) .....	356
2.3. Typologie des formes de migration .....	358
2.3.1. Éléments de classification .....	358
2.3.2. Identification et caractérisation des formes de migration.....	361
3. Identification des diversités de ménages migrants .....	365
3.1. Construction de l'ACM .....	366
3.2. Résultats et interprétations .....	370
3.2.1. Qualité de représentation de l'ACM et identification des principaux axes factoriels .....	370
3.2.2. Description du premier plan factoriel .....	371
3.3. Typologie des ménages migrants .....	374
Section 3. Quelles migrations pour quels ménages ? Une analyse croisée .....	380
1. Qualité de représentation et sélection des axes factoriels .....	380
2. Résultats et interprétations .....	381
Conclusion.....	387

## **Chapitre 7. Pratiques de circulation : diversité des stratégies migratoires en milieu rural tamoul..... 389**

Introduction .....	389
Section 1. Présentation de la démarche méthodologique .....	390
1. Éléments de méthode .....	391
1.1. La rencontre de l'Autre dans l'entretien ethnographique .....	391
1.1.1. La place du chercheur .....	392
1.1.2. Le recours à un assistant de recherche.....	393
1.1.3. La place de l'enquêté .....	399
1.2. Dispositif technico-méthodologique .....	401
1.2.1. Les outils utilisés sur le terrain .....	401
1.2.2. Portée et validité des résultats .....	408
2. Organisation de la phase d'enquête.....	410
2.1. Le choix des villages.....	410
2.2. La sélection des enquêtés.....	413
Section 2. Diversité des stratégies migratoires.....	415
1. Logiques migratoires, entre contrainte et liberté : quelques tranches de vie ....	416
1.1. Migration dans les briqueteries : de la survie à l'accumulation.....	416
« Alors je suis parti » : Perumal et le fardeau de la dot (Natham, Colony) .....	417
Manjavarathal : agriculture, endettement et migrations (Natham, Colony).....	420
Migration, maladie et surendettement : le piège de l'asservissement pour Narayanan (Natham, Colony) .....	424
1.2. Diversification des modes migratoires et interdépendance des mondes ruraux et urbains.....	427
Les lumières de la ville et la jeunesse éduquée, la réussite de Prabakanan (Semakottai, Uur) .....	427
Ramesh : entre ville et village, exode rural et maintien de l'activité agricole (Natham, Site de production de briques).....	428
Allapichai : navette, commerce et désintéressement de l'agriculture (Semakottai, Uur) .....	429



1.3. L'attachement à la terre : de la préférence à la contrainte .....	430
Mathuraman ou l'enracinement d'un Reddiar (Natham, Uur).....	431
Nagamathu : « I have a land, that's why I have no fear » (Karumbur, Uur).....	432
Veuvage et survie : le cas d'Anandi (Natham, Colony).....	433
2. Diversification des activités et des pratiques migratoires .....	435
2.1. Impact des politiques publiques sur le développement des villages .....	435
2.1.1. Le programme NREGA .....	436
2.1.2. La modification des pratiques d'éducation .....	440
2.2. Interactions entre villes et villages : diversification des pratiques migratoires .....	441
2.2.1. Croissance et attraction des petites villes.....	441
2.2.2. Accessibilité, types de substrat et marchés du travail dans les villages...	442
2.3. Caractéristiques des pratiques migratoires .....	443
2.3.1. Diversité des activités et pratiques de circulation multiples .....	444
2.3.2. Persistance des formes d'asservissement .....	448
2.3.3. Genre et migration.....	450
Conclusion.....	451
<b>Conclusion de la seconde partie .....</b>	<b>453</b>
<b>Conclusion Générale .....</b>	<b>455</b>
Bibliographie.....	463
Annexes .....	497
Liste des Tableaux.....	599
Liste des Figures.....	601
Liste des Documents iconographiques .....	602
Liste des Encadrés .....	602
Liste des Annexes.....	603
Table des Matières .....	607